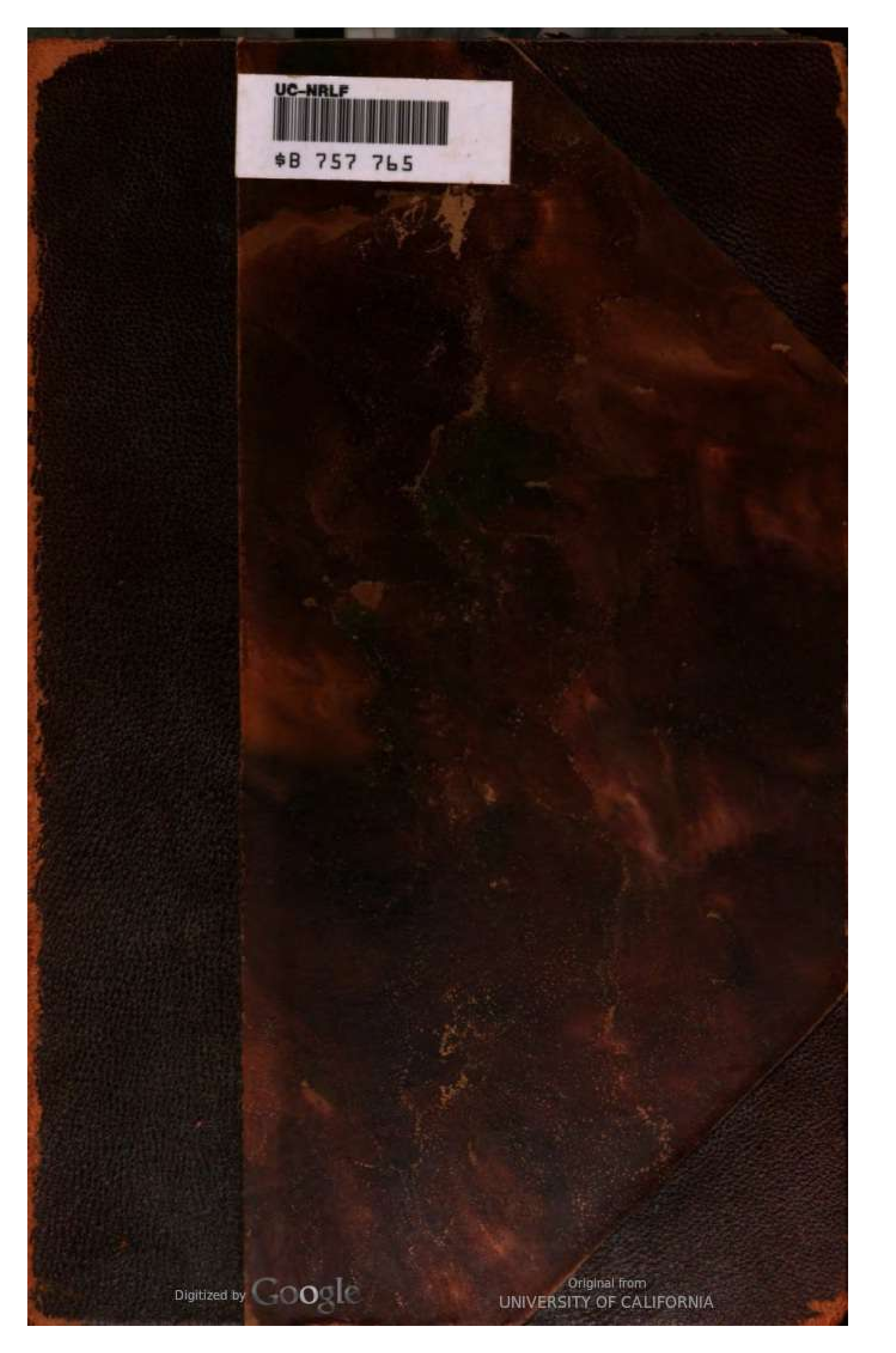

UC-NRLF
$B 757 765


SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
LVX
FIAT
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



LA BOHÊME
DEPUIS
LA MONTAGNE-BLANCHE

PREMIÈRE PARTIE

LE TRIOMPHE DE L'ÉGLISE
LE CENTRALISME

PAR

Ernest DENIS
PROFESSEUR ADJOINT A LA SORBONNE

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE ERNEST LEROUX
28, RUE BONAPARTE, VIe

1930



LA BOHÊME

DEPUIS LA MONTAGNE-BLANCHE

PREMIÈRE PARTIE

LE TRIOMPHE DE L'ÉGLISE

LE CENTRALISME



OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Huss et la guerre des Hussites (couronné par l'Académie française). Leroux, Paris, 1878.

Histoire des littératures slaves, de Pypine et Spasovic, traduit du russe. Leroux, Paris, 1881.

Fin de l'Indépendance bohême, I, Georges de Podiébrad, les Jagellons. II. Les Premiers Habsbourgs, La Défenestration de Prague. A. Colin et Cie, Paris, 1890.

L'Allemagne de 1789 à 1810. Société française d'éditions d'art. L. Henry May, Paris, 1896.

L'Allemagne de 1810 à 1852. Société française d'éditions d'art. L. Henry May. Paris, 1898.



LA BOHÊME

DEPUIS

LA MONTAGNE-BLANCHE

PREMIÈRE PARTIE

LE TRIOMPHE DE L'ÉGLISE

LE CENTRALISME

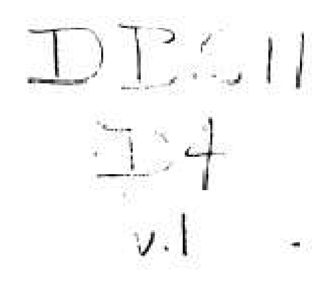
PAR

Ernest DENIS

PROFESSEUR ADJOINT A LA SORBONNE

PARIS
ERNEST LEROUX, ÉDITEUR
28, RUE BONAPARTE, VIe

1903


DB611
D4
v.1

A LA MÉMOIRE

DE

SOBIESLAS PINKAS

A MONSIEUR LADISLAS PINKAS

Mon cher ami,

J'éprouve un violent serrement de cœur en écrivant ces lignes qui devaient être adressées à votre père. Quand j'avais pensé à lui dédier mon travail, je ne voulais pas seulement lui donner un témoignage de mon amitié profonde. Son cœur loyal et franc n'a jamais battu que pour la justice et la liberté, il appartenait à la phalange sacrée des soldats héroïques que l'on trouve toujours prêts au sacrifice et qui ne connaissent ni les découragements ni les capitulations. En écrivant son nom à la tête de ces pages, je voulais confesser mon culte pour l'idéal qu'il a toujours servi et rendre hommage en lui à tous les patriotes tchèques.

C'est dans votre maison, à Prague, que j'ai pris la résolution d'écrire ce livre, il y a trente ans. Depuis lors je n'ai pas cessé d'y travailler. La tâche était lourde et je sais toutes les imperfections de mon œuvre. C'est le premier essai d'une histoire complète de la Bohême moderne ; le pionnier qui s'aventure sur une route non frayée, risque de s'égarer à chaque pas. Puisse ma hardiesse susciter des imitateurs !

L'honneur que je recherche n'est pas de laisser une œuvre définitive, mais d'inspirer à d'autres la volonté de faire mieux que moi.

J'ai eu l'intention d'écrire un livre de bonne foi. J'ai toujours dit ce que je croyais être la vérité, même quand je savais qu'elle froisserait des amis qui me sont chers; j'ai essayé de juger sans injustice les hommes qui me sont le plus odieux. Quant à l'indifférence sereine qu'une certaine école prétend réclamer des historiens, je n'y crois pas et je ne l'ai jamais rencontrée. Entre les bourreaux et les martyrs, entre les tyrans et les victimes, il ne m'est pas possible de rester neutre; je hais l'oppression sous toutes ses formes, je crois au triomphe de la justice, et c'est pour cela que la cause de la Bohême m'est chère. Si elle succombait, ce qui me paraît impossible, la part d'iniquité, déjà si grande dans le monde, serait accrue.

Je n'ai dissimulé aucune des erreurs des patriotes tchèques; je crois malgré tout qu'ils ont écrit une des plus belles pages de l'histoire de l'humanité. Quand le jour sera venu où les nations, désabusées des rêves d'une fausse gloire, comprendront que l'intérêt commun exige le respect de toutes les libertés, quand les consciences éclairées auront brisé les autels des faux dieux, on placera au premier rang des évocateurs du monde nouveau les Dobrovsky, les Havlitchek et les Palatsky. Ils nous ont appris la puissance du droit et la force du dévouement; pour triompher des haines attardées qui s'obstinent à contester une victoire désormais certaine, les Tchèques n'ont qu'à s'inspirer de leurs leçons. Pour moi j'ai la conviction qu'en répandant leurs noms et leurs doctrines, j'aurai contribué à élever les âmes de tous

ceux qui me liront et à les affranchir des préjugés de haine et d'orgueil.

Juin 1902.

Pour la terminologie géographique, j'ai adopté les noms tchèques ou allemands, suivant que la population est allemande ou slave, de manière à donner autant que possible l'impression de la réalité.

J'ai cherché à rendre aussi fidèlement que possible la prononciation des noms propres.

Je ne donne que la traduction française du titre des ouvrages tchèques que je cite.

J'ai cru utile d'alléger le plus possible l'appareil bibliographique. J'indique, au début de chaque chapitre, les ouvrages essentiels; dans le récit même, je ne renvoie aux textes que quand il s'agit d'un fait controversé ou quand j'emprunte mes renseignements à une étude peu connue. Les historiens bohêmes reconnaîtront facilement mes sources et quant aux lecteurs français, il est vraiment bien superflu de les fatiguer par l'étalage pédantesque d'une vaine érudition.



LIVRE PREMIER

LE TRIOMPHE DE L'ÉGLISE

CHAPITRE PREMIER

La persécution

Le lendemain de la Montagne-Blanche. — Ferdinand II et les chefs de la restauration catholique. — Les exécutions. — Les confiscations et la ruine de l'ancienne noblesse. — Les plans de contre-réformation. — Le nonce Carafa. — Lamormain et les jésuites. — Le cardinal Harrach. — Les missionnaires et les soldats. — Le Catholicisme déclaré seule religion du pays. — La conversion des villes. — Les paysans [1].

En 1526, après la bataille de Mohatch et la mort de Louis Jagellon, la Bohême et la Hongrie avaient accepté

1. La littérature sur la contre-réformation en Bohême est très abondante. On trouvera les indications bibliographiques nécessaires dans Reuss, *La destruction du protestantisme en Bohême* (1868). — Parmi les sources vraiment importantes, il faut citer les ouvrages de Carafa lui-même, *Relatione dello stato dell' Imperio e della Germania*, publiée en 1860 par G. Müller dans le 23ᵉ volume de l'*Archiv für Kunde oesterr. Gesch.*, et les *Caroli Carafæ commentaria de Germania sacra restaurata* (Aversa, 1630), avec de nombreuses pièces justificatives.— *L'Historia persecutionum ecclesiae bohemicae*, 1648, qui est en partie l'œuvre de Komensky, est une sorte de déposition officielle des émigrés; bien qu'elle repose souvent sur les récits de témoins oculaires, elle ne saurait être consultée qu'avec beaucoup de prudence et j'ai cru devoir n'en faire que très rarement usage. Il en est de même pour Pescheк, *Gesch. der Gegenreformation in Bœhmen* (1844), qui manque de critique, mais qui demeure cependant commode à cause des textes qu'il donne intégralement. Depuis la publication du livre de Reuss, d'Elvert a publié un très grand nombre de documents officiels dans les tomes 16, 17, 22 et 23 des *Schriften der histor. statist. Sektion der Mæhr.-schlesischen Gesellschaft zur Befœrderung des Ackerbaues*. Parmi les travaux les plus récents, voy. surtout Gindely, *Gesch. der Gegenreformation in Bœhmen* (1894); Bilek, *Histoire des confiscations en Bohême* (2 vol. 1882) et la *Réforme catholique après la Montagne-Blanche* (1892). Cp. la critique de G. Svoboda, S. J., 1893. Au point de vue catholique la *Biographie du cardinal Harrach*, par Krasl (1889) et Svoboda, *La réforme catholique et les confréries de la Vierge*, Brno 1888.



pour roi le frère de Charles-Quint, Ferdinand Ier. Ainsi se trouvait réalisé le projet si longtemps caressé par les Habsbourgs; après deux siècles d'efforts, ils avaient enfin constitué, autour de la Marche de l'Est, un vaste empire qui, sur le moyen Danube et l'Elbe supérieur, enserrait toute l'Allemagne méridionale. Comme au même moment le hasard des héritages apportait à leur famille l'Espagne et l'Italie, ils parurent vraiment appelés à gouverner le monde, et il leur eût suffi pour cela d'établir solidement leur autorité sur l'empire germanique et d'y transformer en dociles sujets leurs inconstants vassaux. Ils y seraient peut-être parvenus sans la Réforme. Par tradition, par intérêt, par instinct, ils se rangèrent du côté de l'Église. Le protestantisme luthérien, révolte de la conscience germanique contre la souveraineté universelle des papes, condamnait les ambitions œcuméniques des Habsbourgs; en face de l'idée moderne de l'autonomie nationale, ils représentaient les traditions du moyen âge et de l'unité chrétienne. Entre eux et l'hérésie aucune conciliation n'était possible : la fatigue, la modération de quelques souverains, l'épouvante en face des ruines que l'on prévoyait amenèrent des trêves quelquefois assez longues, mais personne jamais ne les jugea définitives [1].

L'Allemagne, si elle eût été réduite à ses seules forces, eût été à la longue impuissante à contenir les desseins des Empereurs, elle trouva des alliés dans les rois de France que la victoire des Habsbourgs eût condamnés à une subordination indéfinie; l'union de Maurice de Saxe et de Henri II triompha de Charles-Quint. Mais le péril n'était qu'ajourné : il ne serait conjuré que le jour où les divers royaumes qui, en se rapprochant, avaient formé les états de la maison d'Autriche, auraient repris leur indépendance. Toutes les coalitions qui se formèrent contre les Habsbourgs eurent pour but le morcellement de la monarchie : elle était composée de parties si nettement distinctes, si mal

1. Pour le détail des événements, v. le second volume de mon ouvrage : *La Fin de l'indépendance bohême* (1890).

soudées ! Aujourd'hui encore ne semble-t-il pas que, la personne du souverain disparue, chacune d'elle va reprendre son existence particulière? Nous savons que le grand projet de Henri IV n'a jamais existé que dans l'imagination de Sully; il suffit qu'il ait hanté l'imagination des politiques, et il reparaît avec une régularité inquiétante dans les combinaisons des diplomates.

En Bohême, les intrigues séparatistes trouvaient un terrain particulièrement favorable. Bien qu'au XVIe siècle les haines de races fussent assoupies, les efforts des premiers Habsbourgs pour fondre leurs états divers en une monarchie commune, avaient très vite inquiété les classes qui dirigeaient l'opinion. Elles ressentaient avec amertume la déchéance du royaume qui se trouvait, en fait si non en droit, avoir abdiqué sa souveraineté. Surtout les nobles qui, depuis les Jagellons, étaient maîtres du pouvoir, s'effrayaient des empiétements de la royauté. Par cela seul que le souverain n'était pas réduit aux seules ressources du pays, il était moins dépendant des diètes, c'est-à-dire de l'aristocratie, choisissait plus librement ses conseillers : de là des déceptions et des rancunes qu'il n'était pas très difficile de grouper en factions. Quand Rodolphe II, par ses négligences et ses incertitudes, eut compromis son autorité en Allemagne, les adversaires des Habsbourgs organisèrent peu à peu dans ses domaines immédiats une insurrection latente. Quelques chefs, ambitieux et téméraires, connaissaient seuls le but des complots : la masse des nobles suivait par légèreté ou par peur; cupidité, instinct d'indépendance, habitude d'anarchie, impuissance de la volonté, affaiblissement du patriotisme, toutes les tares accumulées par de longs désordres, la livraient sans réflexion à des sollicitations dont elle ne pesait ni la portée ni le péril.

Malgré tout, la majorité des diètes, les bourgeois surtout et au-dessous la foule anonyme et silencieuse, dont l'opinion avait même alors une obscure influence, n'eussent jamais accepté la pensée d'une insurrection s'ils ne s'étaient



sentis menacés dans leur conscience. Même sous Maximilien II, tolérant par indifférence, les Tchèques avaient vainement essayé d'amener leurs souverains à abdiquer toute pensée de restauration catholique et depuis, la réaction, triomphante dans l'Europe entière, avait accru leurs difficultés et leurs craintes. Ils avaient été les premiers à se séparer de la papauté : l'hérésie était leur gloire et comme la raison d'être de la nation, mais, bien que la grande majorité des habitants fût protestante, ils n'avaient ni dogmes universellement acceptés, ni organisation régulière; ils s'étaient éloignés du Catholicisme en une série d'étapes que tous n'avaient pas franchies. Divisés en sectes nombreuses, dont les unes ne se séparaient de Rome que par des différences purement extérieures et secondaires et dont les autres dépassaient en hardiesse le calvinisme, n'ayant ni chefs reconnus ni clergé constitué, ils étaient très ombrageux parce qu'ils sentaient leur position très faible. Les libertés dont ils jouissaient étaient étendues, mais précaires, et elles ne se fondaient que sur des usurpations heureuses. Il suffisait d'une défaillance pour que leurs droits, qui n'avaient jamais été admis que provisoirement et sous réserve, fussent supprimés. Dès que l'Église, un moment déconcertée par la Réforme, reprit la lutte, ils vécurent dans une perpétuelle épouvante, menacés par un ennemi qui dissimulait encore son plan d'attaque, mais dont ils connaissaient les projets et dont ils sentaient l'approche.

Après la révolte de 1618, les catholiques, pour justifier leurs rigueurs, ont prétendu que les craintes des hérétiques n'étaient ni fondées ni sincères, ils les ont accusés d'avoir dissimulé sous des terreurs affectées des ambitions terrestres très aiguisées et une insolente volonté de domination; ils ont nié les mauvais desseins que leur prêtaient gratuitement leurs adversaires. Ces pratiques traditionnelles de polémique ne sauraient tromper personne : au lendemain du combat, les vainqueurs ont beau jeu à rejeter les torts sur les vaincus; ils sont plus libres ensuite pour



leur faire payer cher leurs fautes. Il est vrai que les catholiques en étaient au début de leurs projets et la liberté religieuse en Bohême n'avait pas encore été sérieusement restreinte, mais il n'est pas moins vrai aussi que la cour de Rome n'avait jamais renoncé à l'espoir de rétablir sa domination et que l'occasion seule lui avait fait défaut jusqu'alors. Ferdinand Ier avait arrêté les progrès de l'hérésie en réorganisant le Catholicisme qui se mourait et il l'avait établi dans une position défensive si solide qu'il avait bientôt pu passer à l'attaque. Ce n'est pas offenser les jésuites que de constater qu'à Prague comme dans presque toute l'Europe, ils avaient groupé et discipliné les fidèles et qu'ils avaient réveillé ce que l'on pourrait appeler le patriotisme de l'Église; ce n'est pas non plus les diminuer que de prétendre qu'ils désiraient ardemment la restauration de l'unité chrétienne [1]. Ils n'avaient certainement pas le goût des supplices, comptaient sur la politique plus que sur la violence [2], mais leur piété avait aussi ses impatiences et ses exaltations. Tous parmi eux ne reculaient pas devant l'emploi de la force [3], et il leur fallait bien aussi passer quelque chose à l'imperfection des laïques qui subissaient leur direction.

Sous le règne de Rodolphe, on commence à apercevoir les conséquences de leur propagande [4] : dès lors, le zèle des catholiques s'indigne ou s'effraie de tolérances depuis longtemps passées dans les mœurs; sur quelques domaines, le culte protestant est interdit, un groupe se constitue autour des Jésuites pour étendre peu à peu l'autorité du clergé,

1. Sur les Jésuites, voy. l'excellente bibliographie raisonnée de Navratil, *Journal histor. tchèque*, 1898.

2. (Bohemi) arte quadam potius quam imperio ad catholicismum adducendi videntur. — Lettre de Canisius à Hosius, 4 décembre 1561.

3. Voy. leur plan de contre-réforme dans Ritter, *Deutsche Gesch. im Zeit. der Gegenreform*, II, 87-88. Duhr, s. j., *Jesuiten-Fabeln*, p. 138, veut démontrer que les Jésuites n'ont aucune responsabilité dans la guerre de Trente ans. Sa thèse me paraît aussi fausse que peu courageuse. Comp. Krebs, *Die polit. Publizistik der Jesuiten*, 1890.

4. Voy. Dvorsak, *Le procès de G. de Lobkovits* (*Journ. histor. tchèque*, 1896, p. 282.

restreindre les privilèges des dissidents, les écarter des fonctions publiques ; ce parti, très peu nombreux, est puissant par ses richesses et ses relations, il comprend les conseillers les plus influents du roi, le grand maître de la cour G. Paul de Lobkovits, Martinits, président de la cour d'appel, plus tard, le grand chancelier Zdéniék Vojtiéch de Lobkovits, Slavata, les Pernstein, quelques autres encore ; ils ont l'oreille du maître, si bien que le pays commence à s'étonner que la majorité soit éloignée du gouvernement et que des résistances occultes déconcertent toutes ses tentatives pour substituer un régime de liberté régulière à la tolérance incertaine et provisoire qu'on lui laisse par peur et par impuissance.

En 1609, les protestants arrachent enfin à Rodolphe, à la faveur de ses démêlés avec son frère, les fameuses lettres de Majesté qui proclament la liberté religieuse, et, suivant les paroles de l'historien tchèque, en livrant aux États le consistoire et l'Université, « assurent la religion [1] ». Les catholiques, jusqu'à la dernière heure, s'étaient opposés à ces concessions. Quand Rodolphe demanda à Zdéniék de Lobkovits, suivant l'usage, de signer l'édit, il refusa : « J'ai consulté de savants ecclésiastiques : en vérité, je ne puis signer contre ma conscience cette lettre de Majesté [2]. » La plupart des représentants des grandes familles catholiques, les Kolovrat, les Tchernin, les Berka, se joignirent à lui, protestèrent contre un traité qu'ils regardaient comme une sorte d'apostasie. Ils obéissaient au mot d'ordre de l'archevêque Lohélius et de ses conseillers : aujourd'hui encore le père Svoboda les félicite de leur courage : — ils sauvèrent ainsi l'honneur du nom bohême et la religion catholique ; leur intrépidité se dressa comme une infranchissable barrière contre le protestantisme qui de toutes les régions septentrionales envahissait le pays [3]. Comment s'étonner pourtant que les hérétiques se soient

1. Skala, I, p. 254.
2. Slavata, I, 371.
3. Svoboda, *La réforme catholique*, I, p. 92.

émus de cette intransigeance et qu'ils aient surveillé avec une méfiance attentive les menées de leurs ennemis? N'y a-t-il pas quelque inconséquence à affirmer que l'archevêque et les jésuites ne firent rien pour ruiner une charte qui n'avait jamais cessé de leur paraître damnable et qui leur enlevait tout espoir de revanche? Mathias, malade, usé, médiocre, n'était qu'un instrument misérable, et, tant qu'il fut sur le trône, ils se bornèrent à une guerre de chicane : elle prouvait au moins qu'ils n'avaient pas désarmé et elle suffisait pour empêcher l'apaisement. Puis, ils réussirent à faire élire par la diète, dans une heure de défaillance, Ferdinand de Styrie, leur candidat : il avait fait ses preuves dans ses domaines, où, en quelques années, il avait extirpé la réforme : pourquoi n'appliquerait-il pas sur l'Elbe les mesures qui lui avaient si bien réussi dans les Alpes! — Les protestants devaient-ils attendre dans l'inaction que leurs adversaires eussent terminé leurs préparatifs! Dans l'Europe entière, les deux partis religieux étaient en présence et à plusieurs reprises des escarmouches isolées avaient annoncé la guerre imminente : au milieu de l'anxiété universelle, les ennemis des Habsbourgs gagnèrent sans peine quelques chefs bohêmes, et les autres, après quelques hésitations, suivirent, parce qu'ils étaient convaincus qu'aucune paix durable n'était possible et que mieux valait prévenir l'attaque. Le défénestration de Prague (23 mai 1618) fut le début de l'insurrection, puis les États refusèrent de reconnaître Ferdinand II et élurent l'Électeur palatin, Frédéric V.

Le conflit avait éclaté entre les États et le roi à propos du droit de construire des églises protestantes sur les domaines ecclésiastiques. La question n'avait en elle-même qu'une importance secondaire; il n'en est pas autrement dans toutes les guerres : l'incident qui les détermine tire sa gravité de l'ensemble de la situation. L'affaire de Braunau et de Klostergrab résumait très nettement le conflit; ce que voulaient en somme les Tchèques, c'était la liberté de conscience et de culte dans tout le royaume et



c'était elle que repoussaient les catholiques. Des haines personnelles et des intrigues politiques hâtèrent l'insurrection, mais cette insurrection n'eût pas été possible si la majorité des habitants n'eût été convaincue, — et avec raison, — que la doctrine de l'Église interdisait aux catholiques de conclure avec les hérétiques une paix sincère et définitive [1]. La faute des chefs de l'insurrection ne fut pas de devancer leurs adversaires ni même de leur prêter des projets trop sombres de conjuration; elle fut, au contraire, de ne pas comprendre toute la portée de leurs desseins et la véhémence de leurs passions. Comme nous sommes incapables de juger les autres autrement que par nous-mêmes, ils mesurèrent à leur taille le fanatisme des catholiques et ils se trompèrent lourdement sur le sens de la partie qu'ils engageaient. Ils s'en allaient gaiement à un duel au premier sang, pendant que leurs ennemis étaient déterminés à n'accorder aucun quartier.

Cette erreur initiale fut fatale aux insurgés. Avant leur prise d'armes, leur imprévoyance ne s'était assuré aucun appui extérieur : la situation de l'Europe leur était peu favorable, la France affaiblie par des querelles intestines et oublieuse des traditions de Henri IV, l'Angleterre gouvernée par un roi timide de cœur et hostile par principe à toute révolte, les protestants d'Allemagne chancelants et divisés ; en face de la formidable coalition que Ferdinand II forma contre eux, — l'Espagne, Rome, la Pologne, Maximilien de Bavière, même l'Électeur luthérien, Jean-Georges de Saxe, — ils n'eurent que quelques alliés de rencontre,

1. Krojherr a essayé de démontrer que la violation des Lettres de Majesté ne fut pour rien dans la révolte et qu'elle eut des causes exclusivement personnelles et politiques (*Recueil du cercle historique*, 1893, p. 49). Il établit bien que, depuis longtemps, les Électeurs palatins convoitaient la couronne de Bohême et que les chefs de l'insurrection, entre autres Thurn, organisèrent une véritable conspiration pour entraîner la majorité. Mais ces faits ne sont pas contestés. Ce qu'il faudrait démontrer, c'est que ces ambitions n'ont pas été entretenues par la politique intolérante des Habsbourgs, et la masse des nobles, si passive qu'on la suppose, aurait-elle aussi docilement obéi aux suggestions de quelques chefs, si elle n'avait vécu depuis un demi-siècle dans une atmosphère de défiance et de terreur ?

de valeur douteuse, qui, au moment décisif, les abandonnèrent. Ils menèrent la campagne mollement, comme une guerre de munificence, dont on se détourne dès que les frais menacent de dépasser les bénéfices attendus. Pendant une longue anarchie, les âmes s'étaient abaissées, les passions égoïstes avaient étouffé l'esprit de discipline et de sacrifice; la bourgeoisie appauvrie et réduite depuis la défaite de l'insurrection de 1547 à une condition humble et dépendante, avait perdu l'habitude des armes; les paysans n'éprouvaient que colère et rancune contre la noblesse dont la main impitoyable les courbait sur la glèbe. Pour réveiller l'enthousiasme des grands jours de Zizka et de Procope, des mesures révolutionnaires eussent à peine suffi. Personne n'y songea. Les chefs continuèrent leur petit jeu d'intrigues égoïstes et de marchandages mesquins. On remit la défense de la patrie à des mercenaires, dont on ne paya pas même régulièrement la solde; ils se battirent mal, et, le 8 novembre 1620, l'insurrection fut écrasée à la bataille de la Montagne-Blanche, aux portes de Prague.

Cette escarmouche de la Bila-Hora devint un désastre irréparable parce que les vaincus acceptèrent aussitôt l'arrêt du destin. Si Prague eût résisté, la situation de Maximilien de Bavière, qui commandait l'armée victorieuse, fût vite devenue très dangereuse; les ressources du pays étaient en grande partie intactes, la Hongrie n'était pas soumise et le prince de Transylvanie, Bethlem Gabor, était toujours en armes contre Ferdinand; il n'était pas posssible aussi que les protestants d'Allemagne ne sortissent pas de leur torpeur, que l'Angleterre ne s'émût pas du sort de Frédéric V, le gendre de son roi; les Provinces-Unies, le Danemark, la Suède assisteraient-elles indifférentes à la ruine de la Réforme?

Les rebelles furent victimes de leurs illusions optimistes, se jugèrent protégés par les promesses du roi, les liens de parenté qui les rattachaient à l'aristocratie catholique. Quand ils traitèrent de la capitulation de la ville, ils demandèrent à Maximilien, non seulement une amnistie géné-



rale, mais le maintien des libertés religieuses et politiques du pays ; même quand il exigea une soumission absolue et sans condition, le soupçon ne semble pas leur être venu des projets qui se machinaient contre le pays. Ils n'aperçurent le péril que trop tard pour organiser la résistance, et, à ce moment, une sorte de dépression morale avait succédé à l'excitation de la lutte ; très peu essayèrent de se défendre : les meilleurs ne retrouvèrent de courage que pour mourir. Dans ces crises suprêmes s'éprouve vraiment la force des partis et des peuples ; depuis un siècle, la Bohême, minée par un mal profond, descendait lentement vers la tombe ; au premier choc, elle s'effondra.

Les catholiques avaient le champ libre, et leurs plans étaient depuis longtemps arrêtés : ils fouillèrent jusqu'au fond des entrailles du peuple pour lui arracher sa foi ; peu s'en fallut que le patient n'en mourût. Les conséquences de la Bila-Hora furent graves pour l'Europe : elle arrêta décidément les progrès du protestantisme et rendit pour un moment aux Habsbourgs leur puissance en Allemagne. Pour la Bohême, elles furent décisives ; saignée à blanc, livrée pour deux siècles au despotisme religieux et politique le plus implacable, elle cessa de figurer au nombre des nations indépendantes et parut oublier jusqu'à son histoire et à sa langue. Nulle part la réaction catholique ne fut aussi violente et aussi longue, parce que nulle part la Réforme n'avait poussé des racines aussi profondes ; nulle part aussi, elle ne fut plus funeste, parce qu'elle fut conduite par des souverains incapables et que leur impéritie et leur imprévoyance accrurent dans des proportions infinies les souffrances et les ruines qu'une réaction aussi radicale eût dans tous les cas entraînées.

*
* *

La nouvelle de la victoire de la Montagne-Blanche produisit parmi les catholiques une sorte d'ivresse : par un



coup de main heureux ils s'emparaient d'une citadelle dont les deux grands partis qui divisaient l'Europe, briguaient la possession depuis un siècle et d'où, à ce moment, semblait dépendre le sort du monde. Dans tous les détails du triomphe, ils apercevaient l'intervention divine : c'était le Père Dominicus qui avait poussé au combat les généraux hésitants; sur le drapeau impérial flottait l'image du Sauveur et de la Vierge, avec l'inscription : montre que tu es notre mère. Elle l'avait prouvé : avant le combat, les insurgés avaient été épouvantés par un phénomène mystérieux, semblable à un tremblement de terre; pendant la bataille, ils avaient aperçu une armée nouvelle, qui n'était pas celle de la Ligue, et, pris d'une terreur subite devant ces légions inconnues, ils s'étaient enfuis dans un tel désarroi que leurs pertes avaient été plus grandes dans leur retraite que pendant la bataille [1]. D'un bout à l'autre de la Chrétienté s'éleva vers le ciel un *Te Deum* triomphal.

A Vienne, les églises retentissaient de cris de joie et d'appels à la vengeance; tous les prédicateurs rappelaient que le jour de la victoire était celui où on lisait au service divin l'Évangile : Rendez à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu; les rebelles, qui, depuis si longtemps, bravaient la colère céleste, expieraient enfin leur insolence. Le capucin Sabinus, dont l'éloquence avait attiré à l'église Ferdinand, prit pour texte de son sermon la parole de David : Tu les châtieras avec une verge de fer et tu les briseras comme un pot de terre; l'heure a sonné d'abattre les rebelles, si bien qu'ils ne puissent jamais plus relever la tête; la clémence provoquerait de nouveaux désordres; le roi a charge d'âme, qu'il prenne garde de ne pas mériter un jour la malédiction du prophète contre Achab : tu as mis en liberté un condamné, mais toi et ton peuple vous serez esclaves [2]. — Des projets de massacre hantaient les imaginations. Don Martin de Huerta, un des représentants de cette soldatesque

1. Skala, IV, 343-345.
2. Gindely, *Gesch. des dreissigjæhr. Krieges*, III, p. 363.

cosmopolite qui allait s'abattre sur le pays, était accouru un des premiers à Vienne après la bataille pour s'assurer une large part de butin ; ancien compagnon tailleur, puis laquais et espion, il était entré dans l'armée ; brave, il devait pourtant son avancement rapide moins à son courage qu'à son esprit d'intrigue et à sa robuste encolure qui lui avait valu les bonnes grâces d'une comtesse Kolovrat, il ne parlait que « de tout massacrer sans distinction, afin que de ce peuple infidèle et hérétique il ne restât pas même les os [1] ». L'ambassadeur d'Espagne, Oñate, très écouté, parce qu'on avait besoin des doublons d'Amérique, rappelait comment les révoltes de Catalogne et d'Aragon avaient permis aux rois catholiques d'établir solidement leur autorité : « avec quarante mille hommes de bonne milice espagnole, auxquels on joindrait la cavalerie légère de Pologne, on extirperait radicalement cette nation perfide qui a si longtemps outragé la Majesté impériale. » Le duc de Bavière, Maximilien, d'habitude plus modéré, et qui n'avait aucun goût pour les moyens violents, cédait lui-même au courant. Sa lettre au pape a des accents de fanfare : « Le Seigneur tout puissant a jeté sur son Église un regard favorable, vaincu ses ennemis et brisé leur puissance. J'ai été présent à la bataille et j'y ai pris part, mais c'est Dieu qui a vaincu et c'est à lui qu'en revient tout l'honneur. » Ne serait-ce pas se montrer indigne de sa faveur que de témoigner aux vaincus une lâche commisération ? Il invitait Ferdinand à abolir les privilèges qui avaient facilité la révolte et à « supprimer les chefs » ; surtout qu'il ne se gênât pas pour lui et qu'il ne tînt aucun compte de ses « intercessions » ; il ne lui avait pas été possible de les refuser aux supplications des États, mais elles n'engageaiant pas le souverain [2]

Autour du roi, des conseils plus modérés parurent d'abord prévaloir. Les premiers mémoires qui lui furent

1. *Historia persecutionum*, chap. 44.
2. Gindely, *Gegenreformation*, p. 5.

présentés sur la question, indiquent simplement la pensée de reprendre la politique interrompue par l'insurrection : on restreindra les privilèges des protestants, on écartera les sectes extrêmes ; le but dernier est bien toujours la restauration de l'unité catholique, mais on ne l'entrevoit que dans un recul lointain et vague. Cette politique d'expectative n'eût pas déplu à Ferdinand. Il avait un fonds de bienveillance naturelle qui répugnait aux exécutions, et sa paresse d'esprit était trop complète pour qu'il y eût en lui l'étoffe d'un apôtre. Sa responsabilité était si limitée qu'on hésite presque à le condamner, et il nous apparaît surtout comme un exemple effrayant de la déformation imprimée à un caractère médiocre et à une intelligence somnolente par une éducation trop vigoureuse et trop étroite. Ses maîtres, les Jésuites, s'étaient vite aperçus qu'ils n'en feraient jamais un grand souverain, ils l'avaient rompu à l'obéissance ; ils lui avaient appris que la vie n'est qu'une préparation au ciel, qu'une seule chose importe, le salut de son âme, et que le meilleur moyen d'éviter toute chance d'une terrible surprise après sa mort, est de s'en remettre à la direction de son confesseur. Sur cette nature sans défense, leur méthode avait produit des résultats merveilleux. Ce petit homme roux, rubicond, souriant, bedonnant, buvant peu, parlant peu, pensant peu, n'a rien qui rappelle la volonté vigoureuse ou la passion concentrée d'un Ferdinand Ier et d'un Philippe II. Ses vertus sont celles d'un moine et ses panégyriques tournent à l'hagiographie : jamais il n'a fixé ses yeux avec plaisir sur une femme ; chaque jour, aussitôt après son lever, il entend deux messes dans sa chapelle ; les dimanches et les jours de fêtes, il assiste à la grand'messe, au sermon, aux vêpres, communie toutes les semaines ; il aime à partager le repas des capucins et des jésuites, écoute leurs pieuses lectures, s'agenouille avec eux ; pendant la chasse, une de ses passions avec la musique, il s'arrête pour examiner l'état de sa conscience, et à la moindre inquiétude, il court au tribunal de la pénitence.

Il a la volonté de remplir consciencieusement ses devoirs de souverain, préside des conseils, lit des rapports, et il acquiert à la longue une certaine connaissance des affaires, mais elles ne l'intéressent pas ; dans les moments les plus graves, après s'être tant bien que mal acquitté de sa tâche, il oublie les dangers de la situation ; ce n'est pas sa cause qui est en jeu, c'est celle de Dieu et c'est à Dieu seul qu'il appartient de la faire triompher. Il vit dans une béatitude fataliste qui n'est pas sans grandeur et qui le protège contre les défaillances et l'orgueil; menacé dans Vienne par ses sujets révoltés, presque sans asile, l'idée ne lui vient même pas, pour échapper à la ruine, de transiger avec la révolte, et ses victoires ne lui causent qu'une satisfaction paisible. « Seigneur, disait-il volontiers, si ta gloire et mon salut veulent que je devienne puissant, élève-moi et je te glorifierai ; s'ils exigent que je demeure dans la situation où je me trouve, soutiens-moi et je te glorifierai ; s'ils demandent que je sois chassé, humilie-moi et je te glorifierai [1]. » Déclaration très sincère et que confirme toute l'histoire de sa vie. « Il mérita la faveur divine, écrit Carafa, par sa grande piété et son ardeur fervente pour la propagation de la foi catholique, aussi fut-il porté à un degré de puissance et d'autorité où aucun de ses prédécesseurs n'était parvenu jusqu'alors. Par les victoires de ses capitaines, il a véritablement ramené à sa domination l'Autriche, la Hongrie, la Moravie, la Bohême. Il est permis d'espérer qu'après avoir assuré la tranquillité en Allemagne, il tournera son armée contre les Turcs et unira l'empire d'Orient et d'Occident ».— Ces merveilleuses perspectives le laissent froid et quand il est obligé d'y renoncer, une seule chose le préoccupe, c'est de savoir si ses concessions ne le mettent pas en état de péché.

Il n'a pas de haine contre les hérétiques : — « Dieu m'est témoin que je voudrais assurer leur salut même au prix de ma vie. Si je savais que ma mort pût les affranchir de

1. *Ferdinandi virtutes*, par Lamormain, Vienne 1638, p. 31.

l'erreur, je livrerais ma tête au bourreau et je lui dirais : frappe. » Ce qui est plus probant que ces affirmations déclamatoires, ce sont ses démarches personnelles auprès des seigneurs qu'il espère ramener, ses lettres : « Je t'embrasserais, si tu étais ici », écrit-il à un nouveau converti [1]. S'ils périssent, il faut qu'ils ne puissent accuser qu'eux-mêmes de leurs souffrances. Le souverain est responsable devant Dieu de l'âme de ses sujets : il multiplie les ordonnances contre les parjures, les blasphèmes, les adultères ; comment ne frapperait-il pas la faute suprême, la révolte contre l'Église ! A son testament, il ajoute un codicille pour inviter son fils et ses succeseeurs, « paternellement et ardemment, à conserver fidèlement dans le royaume la religion catholique, apostolique et romaine, à en éloigner toutes les sectes, les doctrines fausses et coupables ; et même, tout ce qui pourrait ouvrir une porte à ces doctrines, être une cause de révolte ou d'erreur, qu'ils l'écartent, qu'ils le suppriment, sérieusement, avec tout leur zèle, toute leur pensée ». Au début, il n'a pas prévu le retentissement lointain de ses édits contre les protestants et il ne s'est jamais rendu compte des souffrances réelles de la Bohême ; plus perspicace, il n'eût probablement pas été moins résolu : il avait à remplir une mission devant laquelle il ne lui était pas possible de reculer. Il n'avait accepté la lettre de Majesté que parce qu'elle avait été confirmée par ses prédécesseurs et qu'il n'était pas coupable de la situation qu'elle avait créée ; la révolte des hérétiques et la protection divine l'avaient dégagé de son serment et lui avaient imposé de nouveaux devoirs : les représentants de l'Église entre les mains desquels il avait remis sa conscience, ne lui permirent pas de les oublier [2]. Suivant

1. Lamormain, p. 7.

2. Quelques historiens ont naturellement essayé de nier l'action prépondérante que les représentants de l'Église exercèrent sur Ferdinand. — *Duhr, Jesuitenfabeln*, p. 144 et 649, soutient que « l'on ne trouverait pas parmi tous les professeurs protestants de théologie d'alors un seul homme qui ait défendu des opinions aussi larges sur la tolérance que Becanus et Lamormain ». On verra par la suite les raisons qui m'ont déterminé à



la pratique ordinaire de Rome en pareille matière, ils se contentèrent d'indiquer la direction générale et, après avoir tracé le programme, en remirent l'exécution aux autorités temporelles, ce qui leur permit de tirer avantage de leurs brutalités sans en endosser la responsabilité. Ferdinand, de même, après avoir indiqué à ses agents le but à atteindre, ne surveilla que de très loin leurs procédés ; sa négligence et sa torpeur; en livrant la Bohême à des aigrefins qui songèrent avant tout à profiter de la merveilleuse aubaine qui s'offrait à leur cupidité, furent plus funestes au royaume que ne l'aurait été la férocité la plus sanguinaire; l'histoire, quand elle étudie cette contre-réformation de Bohême, qui reste un des crimes les plus odieux de ses annales, ne sépare pas dans son verdict le prince égoïste et faible, qui abandonna son peuple au bourreau, les ecclésiastiques qui, en lui promettant le ciel, exploitèrent ses plus méprisables instincts pour assurer la domination de leur foi, et la tourbe de voleurs féroces dont ils acceptèrent la collaboration et dont ils subirent le contact déshonorant.

Ferdinand avait offert le gouvernement du royaume à

ne pas accepter cette thèse. — Il est vrai que parmi les pièces innombrables qui furent signées par l'Empereur, il n'y en a, pour ainsi dire, pas qui proviennent de son confesseur Lamormain : cela prouve, ce que bien d'autres faits établissent, que Lamormain était un conseiller discret et prudent. Mais dans tous les cas graves, Ferdinand ne se décide que sur l'avis des religieux qui ont sa confiance. A la diète de Ratisbonne, les trois Électeurs ecclésiastiques le supplient d'abandonner une politique implacable qui menace de détacher de lui la Saxe. « Ce sont des questions, écrit Ferdinand à Liechtenstein, qui, en majeure partie, regardent la conscience et dans lesquelles il faut par conséquent procéder avec réflexion et avec prudence. Je demande à Votre Grâce d'arranger un conseil avec les religieux et les théologiens les plus instruits de Bohême et de rechercher si, et dans quelle mesure, sans préjudice pour ma conscience et pour éviter un plus grand mal, je puis tenir compte de la demande de l'Électeur de Saxe » (janvier 1623) ; Gindely, *Gegenreform.*, p. 129. C'est dans des termes analogues qu'avant la paix de Prague en 1635, il convoque un grand conseil de capucins, de jésuites, de dominicains, etc. Je ne vois pas bien d'ailleurs l'intérêt qu'ont les apologistes de Ferdinand II à contester des faits aussi évidents : un souverain catholique n'a-t-il pas le devoir de juger les questions au point de vue de la foi et son confesseur n'a-t-il pas la mission d'éclairer sa justice, c'est-à-dire de lui indiquer les intérêts du ciel ?



Maximilien de Bavière : l'idée était excellente. Le duc, très pieux, l'esprit très ouvert, connaissait la gravité du conflit dont la bataille de la Montagne-Blanche terminait le prologue, et il combattait ses adversaires avec toute l'implacable rigueur du fanatique, de l'ambitieux qui exigeait du ciel une large rémunération de ses services, et du politique dont le sens moral avait été complètement perverti par les détestables pratiques de son temps. Du moins il avait le goût de l'ordre et l'habitude d'une administration régulière ; il détestait les violences de luxe et les sacrifices superflus ; son esprit de méthode et de prudence eût épargné au pays les souffrances excessives. La tâche était ingrate, et elle l'eût mis en opposition avec toutes les convoitises qui s'agitaient à Vienne ; il se récusa et désigna le prince de Liechtenstein.

Charles de Liechtenstein (1569-1627), protestant d'origine et d'éducation, avait été converti par le cardinal Dietrichstein et il était devenu un des membres les plus actifs du parti catholique qui s'était organisé en Moravie, vers la fin du XVI[e] siècle : son zèle lui valut les félicitations spéciales de Clément VIII, sans parler d'autres avantages plus substantiels : les jésuites avaient déjà une importante clientèle féminine et leurs amis se mariaient bien ; Liechtenstein épousa une des plus nobles et des plus riches héritières du Margraviat, puis manœuvra adroitement entre les partis et, diplomate subtil non moins qu'adroit financier, il devint capitaine de la Moravie et plus tard prince et duc d'Opava (Troppau) (1614). Les habitants protestèrent et ses titres étaient contestables : l'insurrection arriva fort à propos pour lui permettre d'établir sa fortune sur des bases plus solides. Les intérêts du ciel ne venaient évidemment pour lui qu'en seconde ligne : il condamnait surtout dans les hérétiques des rebelles ; dès le règne de Mathias, il s'était prononcé pour une attitude plus ferme et avait combattu les molles indécisions des modérés qui trouvaient dans Khlesl leur principal représentant. Il voulait restaurer solidement l'autorité royale et, pour y réussir, il



eût été prêt à écraser toutes les résistances, mais il n'en prévoyait guère et les rigueurs ne lui semblaient pas indispensables; indifférent et sceptique, son dilettantisme hautain de parvenu ne croyait pas aux consciences irréductibles, et il espérait qu'une pression un peu continue entraînerait vite une soumission générale; ses premières lettres indiquent un désir secret d'atténuer les représailles et de laisser se calmer les passions.

En Moravie, les luttes religieuses n'avaient pas pris le même caractère d'inexpiable fureur qu'en Bohême et Liechtenstein d'ailleurs n'avait pas subi l'éducation des Jésuites, ne partageait pas leurs convictions impitoyables. Il tenait assez à la terre pour prévoir et redouter les ruines qu'entraînerait une restauration brusque; — il y tenait trop pour s'opposer longtemps aux fureurs extrêmes. Dès qu'il s'aperçut qu'à essayer de contenir le flot de la réaction, il risquait d'être emporté par lui, il fit sa soumission, exécuta docilement des ordres qu'il n'aurait pas provoqués, ne s'occupa plus que de retenir le plus de paillons possible du torrent d'or, de sang et de boue qui lui coulait entre les mains. Tout au plus, de temps en temps, soulagea-t-il sa conscience par quelques représentations qui ne le compromettaient guère et où il ne persévéra pas. Il était devenu très vite le prisonnier d'une bande de pillards, goujats portés au premier rang de l'armée par quelque hardi coup de main ou quelque chance heureuse, employés besogneux, brocanteurs rapaces. Puis la corruption morale s'étendit avec une effroyante rapidité, gagna même les représentants de la haute noblesse catholique que leur fortune, la sincérité de leurs convictions et l'antiquité de leur race auraient dû mettre à l'abri, Slavata, par exemple, ou Martinits. Ni leur foi religieuse, qui était réelle, ni leur patriotisme ne les protégèrent contre les humiliantes tentations. Chez ces âmes de second ordre et pliées par les Jésuites à une obéissance effarée, les vertus mêmes perdaient leur action bienfaisante et s'ils éprouvèrent quelque amertume à voir les vainqueurs, non contents de frapper les

coupables, supprimer les libertés et les privilèges du royaume, ils cherchèrent une lamentable consolation dans l'accroissement de leurs domaines ou l'élévation de leurs dignités.

Quelques mois s'écoulèrent avant que les catholiques se rendissent compte de ce qu'ils pouvaient oser et que leurs plans prissent tout leur développement. Au début, ils coururent au plus pressé, un peu au hasard, confisquant quelques domaines ou saisissant quelques églises, chassant les pasteurs, arrêtant les chefs les plus compromis, sans que rien indiquât encore l'étendue réelle des projets qui mûrissaient peu à peu. Ces lenteurs, que rien ne permet d'ailleurs d'attribuer à un calcul préconçu, énervèrent la résistance qu'eussent soulevée de trop brusques rigueurs. Rapidement les derniers insurgés firent leur soumission, les Moraves à Buquoy (décembre 1620), les Silésiens à l'Électeur de Saxe. Jean-Georges garantit à ces derniers une amnistie à peu près complète et le maintien de leurs privilèges; ses promesses, que la cour de Vienne jugea excessives et gênantes, confirmèrent l'opinion, assez générale dans le monde protestant, que la situation ne serait pas trop radicalement modifiée, et tous ceux qui étaient las de la résistance exagérèrent encore leur espoir pour s'excuser de déposer les armes. La Bohême occidentale était occupée par des garnisons étrangères qu'il n'eût pas été très aisé de déloger : elles cédèrent au découragement universel. Le château de Karlov-Tyn, aux portes de Prague, avec une garnison de 2,000 Anglais, capitula à la première sommation. Mansfeld était un condottiere hardi et souple, habile à se créer des ressources et à sortir des difficultés les plus menaçantes; il avait promis à Frédéric V de se maintenir dans le royaume : il ne reçut aucun secours du dehors, la solde de ses troupes n'avait pas été payée depuis longtemps; dans les régions qu'il occupait, les catholiques, assez nombreux, avaient été assez mal traités par les rebelles et ils s'agitaient sourdement; la fidélité des officiers de Mansfeld avait été aussi assez



ébranlée par les négociations que depuis des mois il entretenait avec Maximilien et Ferdinand et qui avaient été une des causes essentielles du désastre de l'armée tchèque; menacé par des forces supérieures, il abandonna la partie, se retira dans le Palatinat. Eger fut occupée par l'Électeur de Saxe (février 1621), Plzein vendue par sa garnison. C'était la fin de l'insurrection bohême; deux ou trois places tinrent encore quelques mois, Tabor jusqu'au 18 novembre 1621 et Trzeboin jusqu'en mars 1622; ces épisodes isolés n'avaient plus aucune gravité.

Au dehors, la victoire de Ferdinand II n'était pas moins complète : le conseiller le plus écouté de Frédéric V, Louis Camerarius, et son ministre le plus avisé, Jean de Rusdorf, le suppliaient de faire la paix, « même au prix des plus dures conditions [1] ». Ils frappaient à toutes les portes et ne rencontraient que sympathies frivoles et courages chancelants. Depuis le moment où par une défaillance inexplicable elle avait renoncé à secourir les protestants de Bohême, l'Union évangélique avait vraiment cessé d'exister : dans les premiers mois de 1621, ce fut une débandade, qui aboutit à une dissolution officielle (mai); les princes de la Basse Saxe à leur tour, qui avaient manifesté quelques intentions belliqueuses, se calmèrent et le roi de Danemark licencia son armée. La campagne diplomatique aboutissait pour les protestants à un échec aussi complet, et qui n'était guère moins grave, que leur campagne militaire; les catholiques prenaient hardiment l'offensive : Frédéric V et ses principaux complices, Christian d'Anhalt, Jean-Georges, duc de Jægerndorf en Silésie, étaient mis au ban de l'Empire (22 janvier 1621). La succession du Palatin était réservée à Maximilien de Bavière, c'est-à-dire qu'on livrait à l'Église romaine la citadelle où, depuis un demi-siècle, s'étaient préparées contre elle les attaques les plus redoutables. Sans prévoir les conséquences lointaines de leurs usurpations, les ministres de Ferdinand pensèrent

1. M. Ritter, p. 120.



bien que tous leurs adversaires n'accepteraient pas leur déchéance et que plus d'un parmi eux voudrait tenter de nouveau la fortune des armes ; il était de bonne guerre de commencer par établir solidement la domination du souverain dans ses provinces héréditaires.

Quelques mois d'occupation militaire avaient dès lors préparé la Bohême à toutes les épreuves et à toutes les abdications. « Les généraux, écrit un contemporain, se répandirent dans le pays et commencèrent à ravager, voler et piller; ils cherchaient dans tous les coins, coupaient les têtes, forçaient les habitants par le fer ou par d'autres supplices à révéler leurs cachettes et à donner leur argent, et telles étaient les souffrances des habitants qu'il est terrible et lamentable de le raconter; on n'entendait pas autre chose que : Ah! hélas! Malheur! Donne et prenons [1]. » Un des compagnons de Maximilien se vantait d'avoir gagné 60,000 florins dans l'expédition et déclarait que tout colonel et capitaine qui n'en avait pas rapporté au moins 30,000 florins, n'était qu'un sot. A Prague seulement, on évaluait à deux millions d'écus le butin fait par les soldats pendant les trois ou quatre premiers jours [2]. Encore l'avidité systématique de Tilly et des Bavarois était-elle moins funeste que l'indiscipline des troupes de Buquoy : le général donnait l'exemple du pillage; les malheureux habitants, livrés à toutes les exigences de mercenaires féroces, rançonnés par les officiers, poursuivis par les commissaires impériaux, sans recours, sans appui, commençaient à abandonner leurs demeures; toute trace d'administration régulière disparaissait : l'abbé de Strahov, qui part pour Vienne, est attaqué en plein jour par des malandrins qui le mettent si mal en point qu'il arrive à grand peine à la ville voisine; le gouverneur de Moravie, le cardinal Dietrichstein, est dépouillé sur la route par des mercenaires napolitains; dans les villes et même à Prague, ce ne sont que rixes,

1. Mémoire de Datchitsky, I, p. 268.
2. Sur le pillage de la ville, Gindely, III, p. 373 et sq.

meurtres, déprédations; pendant une absence du prince de Liechtenstein, les soldats, qui gardent son palais, le pillent méthodiquement. C'est le début d'une ère abominable, dont on ne saurait exagérer l'horreur, et pendant laquelle sombrèrent la prospérité et la richesse de l'Europe centrale. Trente ans entiers, presque sans répit, la Bohême va être traversée par des bandes de mercenaires dont les souffrances exaspèrent la férocité naturelle et qui extorquent aux habitants consternés leur dernier écu et leur dernier morceau de pain, ravagent et brûlent les villes, enlèvent les bestiaux, arrachent les arbres, comme si la colère céleste les avait désignés pour exterminer ce peuple tchèque dont la révolte avait déchaîné sur l'humanité ces odieuses souffrances.

Au début, très peu de traces de fanatisme religieux; avec une impartialité rigoureuse, les soldats, parmi lesquels les protestants ne sont pas rares, pillent aussi bien les catholiques que les hérétiques : — paie seulement et crois ce que tu voudras. — Quelques personnes s'étaient converties dans l'espoir que les commissaires impériaux diminueraient leurs contributions; elles furent mal récompensées de leur empressement : — puisqu'elles étaient revenues de leurs erreurs, elles ne regretteraient aucun sacrifice pour assurer la victoire définitive de la religion.

Pendant ce temps, Liechtenstein préparait les mesures décisives; il mettait sous séquestre les biens des chefs les plus compromis, renouvelait les conseils municipaux de manière à écarter les protestants. Le 6 février 1621, il reçut l'ordre d'arrêter une cinquantaine des principaux rebelles; la plupart étaient demeurés à Prague, rassurés par les déclarations de Maximilien et des commissaires des États; beaucoup, médiocres et légers, n'avaient même pas songé à des représailles possibles; les meilleurs s'en remettaient à la destinée, avides de repos et d'expiation. Suivant la constitution, ils auraient dû être traduits devant le tribunal suprême : on forma pour les juger une commission extraordinaire, et, pour être plus sûr de sa docilité, on y nomma

plusieurs étrangers ; c'était une violation manifeste des lois, le premier pas dans l'œuvre de centralisation que les Habsbourgs ont poursuivie, avec plus ou moins de décision et de zèle, presque jusqu'à nos jours. Pendant que la commission procédait à l'enquête, Liechtenstein prononçait la confiscation des biens de vingt-deux personnes, mortes avant la Montagne-Blanche; on indiquait par là aux juges ce que l'on attendait d'eux.

L'accusation avait reçu l'ordre de ne pas s'attarder à de vains scrupules juridiques, de s'en tenir, en fait de preuves, à la notoriété publique. Nous ne possédons pas toutes les pièces des procès. et celles qui sont parvenues jusqu'à nous ne méritent qu'une confiance relative. Les accusés s'y montrent très abattus, dans une attitude de suppliants ; leurs ennemis foulent aux pieds toutes les lois : devant cette parodie de la justice, ils n'ont pas de révolte, tous les ressorts de la vie sont brisés chez eux par l'excès de l'infortune. En général, ceux d'entre eux qui appartenaient à l'Unité des Frères Bohêmes, accomplirent plus vite leur sacrifice et montrèrent plus de fermeté, Boudovets de Boudova surtout. Après la fuite de Frédéric V, il avait quitté la ville pour mettre sa famille en sûreté, puis il était revenu à Prague; on s'en étonna : il avait été un des instigateurs de la révolte et personne n'était poursuivi par des haines aussi implacables; sa conscience ne lui avait pas permis d'abandonner sa patrie et la juste cause qu'il défendait : — Me voilà, Seigneur, moi ton serviteur. Je suis rassasié de jours : reçois mon âme, pour que je ne sois pas témoin des maux que je vois près de s'abattre sur le royaume [1]. Depuis quarante ans, il combattait pour sa foi sans défaillance; jusqu'à la dernière heure, il demeura le vaillant confesseur de Dieu. Otton de Los aussi refusa de se recon-

1. *Historia persecutionum*, chapitre LXII. Comparer le récit de Pelzel, *Abbildungen bœhm. Gelehrten*, III, p. 78 et sq. — « Comme on le suppliait dans sa prison d'implorer la grâce de Ferdinand : Plutôt mourir, dit-il, qu'assister à la ruine de la patrie. Boudovets fut le dernier Bohême, comme Brutus fut le dernier Romain. »



naître coupable : menacés dans leurs libertés, les protestants s'étaient défendus et ils n'avaient pris les armes que pour refouler l'armée impériale. Sur ce point, aucun n'eut une hésitation et la faiblesse même dont plusieurs firent preuve par ailleurs, leurs timides essais de justification donnent à leur déclaration une incontestable autorité. Qu'on nous torture, on ne trouvera pas en nous autre chose que ce que nous avons dit dans l'Apologie ; nous n'avons pris les armes que pour défendre la religion. — Il est vraiment malheureux que les intentions conciliantes des Jésuites aient été si peu comprises et aient soulevé tant d'inquiétudes !

La Commission judiciaire condamna d'abord à mort et à la confiscation vingt-neuf contumaces, puis voua à l'infamie la mémoire de dix rebelles qui étaient morts auparavant ; enfin, elle prononça la peine capitale contre les dix-sept directeurs qui avaient été arrêtés, et quinze autres personnes qui avaient joué un rôle plus ou moins important dans l'insurrection ou dont l'exécution paraissait de nature à frapper l'opinion publique. Certaines sentences étaient si absurdes que Liechtenstein, en les transmettant à Vienne, recommanda les condamnés à la clémence du souverain : un Lobkovits, « simple idiot », qui avait suivi les insurgés par faiblesse, un Piétipesky qui n'avait accepté les fonctions de directeur que quand on l'avait menacé de le jeter par la fenêtre, n'avait pas cessé depuis lors de demander l'autorisation de se retirer et s'était opposé à toute mesure de violence; plusieurs autres de même ne s'étaient engagés dans l'aventure que malgré eux, par peur, sans autre souci que d'atténuer leurs responsabilités. Le rapport du prince était d'ailleurs fort incomplet, ne signalait pas l'âge de certains coupables qui avaient dépassé quatre-vingts ans, laissait de côté beaucoup des arguments qui auraient pu incliner la cour à l'indulgence.

Avant de signer les arrêts de mort, Ferdinand consulta ses conseillers ordinaires. Les condamnés, par leur zèle pour la religion, leurs services et leur gloire, étaient « l'or-

nement de la nation, les lumières et les colonnes de la patrie »; il y avait parmi eux des juristes éminents, des écrivains distingués, des politiques renommés; les frapper, c'était comme découronner la Bohême, soulever d'inexpiables rancunes, creuser entre le peuple et la dynastie un fossé de sang. Seul cependant, le conseiller aulique Strahlendorf recommanda de larges mesures de clémence. Déjà un vaste plan de restauration catholique était arrêté dans ses lignes générales; pour l'exécuter, il fallait rendre impossible toute résistance, en enlevant au pays ses chefs naturels, et répandre l'épouvante; beaucoup de partisans de Ferdinand convoitaient la succession des condamnés; le cardinal Dietrichstein et le Père Dominicus a Sancta-Maria avaient supplié l'Empereur de ne pas reculer devant les supplices nécessaires [1]. Ferdinand, après une nuit d'angoisses, écrivit son testament tout débordant d'une piété mystique, puis signa l'arrêt de mort de vingt-sept condamnés; il partit ensuite pour Maria-Zell où il allait offrir à la Vierge miraculeuse une couronne d'or de dix mille florins. Il avait autorisé Liechtenstein, si les rebelles refusaient obstinément de se convertir à la religion romaine, à permettre qu'ils fussent accompagnés au supplice par des prêtres utraquistes; les Calvinistes et les Frères ne pourraient dans aucun cas recevoir les secours religieux de leurs pasteurs.

Les condamnés attendaient la décision de l'Empereur

1. Quelle fut, dans ces circonstances, le rôle du confesseur? D'après Pelzel, il aurait eu une influence décisive. — Mais il me semble bien que le récit de Pelzel repose sur le témoignage de l'Histoire des persécutions qui, en réalité, a un tout autre sens. « Quelques personnes dignes de foi ont « raconté que l'Empereur passa la nuit à réfléchir; le matin, il fit venir « son confesseur et lui dit : « Je te somme de me répondre en toute vérité : « puis-je en bonne conscience faire grâce de la vie à ces condamnés? — Leur « vie ou leur mort sont dans tes mains, lui répondit Lamormain. » L'Empereur prit alors la plume et fit grâce à quelques condamnés » (chap. LIX). Remarquer de plus que Lamormain ne devint le confesseur de l'Empereur qu'en 1624, après la mort de Becanus. — Gindely dit que quelques indices et le vœu que fit alors Ferdinand d'un pèlerinage à Maria-Zell semblent prouver l'action du confesseur (IV, p. 64). Becanus n'était pas sanguinaire et les Jésuites n'avaient aucun goût pour les exécutions théâtrales.



dans une morne angoisse, accablés par la rigueur imprévue du sort; leur courage fléchissait devant une épreuve à laquelle ils n'étaient pas préparés. Ils étaient timides devant la mort, comme ils avaient été incertains et pusillanimes durant le combat, stupéfaits plus encore qu'indignés de châtiments si disproportionnés à leur résolution. Ils avaient souffert de la contagion générale qui abaissait les caractères et énervait les esprits : à cette heure redoutable, ils demeuraient désemparés, cherchaient des protecteurs, invoquaient les capitulations; l'héroïsme, comme toutes les vertus, exige un apprentissage qui leur manquait. L'Unité des Frères Bohêmes n'avait pas eu, au point de vue politique, une très heureuse influence sur les destinées du pays : elle avait accru les divisions intérieures, rendu plus difficile l'union avec les protestants d'Allemagne, répandu des doctrines de résignation et de renoncement très dangereuses en face d'ennemis impitoyables, transformé les descendants des compagnons de Zizka en un troupeau pacifique de millénaires qui acceptaient béatement les épreuves. Du moins, il y avait dans sa doctrine une éminente dignité morale : elle dédaignait la force et bravait la puissance; en face de l'Église catholique, conquise par le monde et la politique, elle représentait le christianisme primitif, absurde et admirable; elle marquait ses fidèles du signe des élus : trop purs pour la terre, ils n'étaient plus l'Église militante, mais l'Église triomphante; ils relevèrent et soutinrent leurs compagnons, leur rendirent la sérénité et la confiance : grâce à eux, le bourreau, comme il était nécessaire, fut vaincu par les martyrs.

Les jésuites rôdaient autour des prisons, se glissaient dans les cachots, ébranlaient la foi de leurs adversaires par des promesses de pardon : ils allèrent jusqu'à parler à Boudovets de sa grâce; il se prit à rire : il y a assez longtemps que vous avez soif de mon sang. Toutes les manœuvres furent vaines : les plus hésitants, les plus frivoles, ceux qui pendant les interrogatoires avaient balbutié de vaines excuses ou des dénégations misérables, reprirent

leur assurance quand on leur proposa de trahir leur Dieu. Certains renoncements sont si douloureux que la mort paraît préférable ; depuis deux siècles, toutes les questions en Bohême avaient pris une forme religieuse : quand on parlait d'apostasie aux protestants tchèques, on leur demandait de renoncer à leur patrie, de renier leurs ancêtres, de s'humilier devant des ennemis détestés, de supprimer à jamais tout espoir de revanche. — « Frédéric a succombé, dit Schlick, Ferdinand est victorieux, mais sa cause n'en est pas meilleure ni la nôtre plus mauvaise » ; leur mort réservait l'avenir. L'historien contemporain qui a étudié de plus près les événements de cette période, Gindely, n'avait aucun goût pour les insurrections, surtout celles qui ne réussissent pas, et il n'avait aucune sympathie non plus pour les hérétiques : il s'est incliné malgré tout avec respect devant la suprême fermeté des victimes ; après les affres douloureuses de l'agonie, écrit-il, « ils trouvèrent presque tous le calme dans la conviction qu'ils avaient succombé pour leur foi, et en dernière analyse, c'était vrai, parce que si quelques-uns des chefs avaient allumé l'incendie par ambition, il n'avait puisé son aliment que dans l'opposition religieuse qui existait entre l'Empereur et ses sujets »[1]. Ils rachetèrent leurs fautes envers la patrie par la simplicité touchante et digne de leur mort ; grâce à elle, le 21 juin 1621 ne fut pas seulement la fin de l'ancienne Bohême, il prépara dans un lointain avenir les jours de renaissance et d'affranchissement.

L'opinion, jusqu'alors justement sévère pour les directeurs, s'était émue de leur misère : dans les églises, en dépit de la terreur qui régnait partout, les prédicateurs recommandaient aux prières des fidèles les martyrs de la liberté religieuse ; Liechtenstein avait appelé des forces militaires imposantes, des patrouilles parcouraient les rues. La veille du jour fixé pour le supplice, on amena à l'Hôtel-de-Ville les condamnés qui étaient restés jusqu'alors dans les pri-

1. Gindely, *Gegenreformation*, p. 34.



sons du château. Aucune mesure n'avait été prise; ils durent se coucher par terre et s'étendre sur les tables; il y avait parmi eux des octogénaires, la plupart avaient depuis longtemps dépassé l'âge de la maturité; indifférence cruelle ou calcul féroce : peut-être espérait-on ainsi, en brisant les forces physiques, préparer les défaillances morales [1]. Pendant la plus grande partie de la nuit ils prièrent avec leurs pasteurs et chantèrent des psaumes; dans les rues, la foule s'était amassée, beaucoup de gens pleuraient. Quand le jour parut dans une aurore radieuse, le conseiller de Prague, Kutnauer, s'approcha de la fenêtre : « Soutiens-nous dans notre misère, Seigneur, toi qui peux transformer les plus lourdes chaînes en toiles d'araignée et faire d'un faible roseau une puissante colonne. Je le sais, tu donneras ce matin à ton peuple un signe que tu es avec nous. » Au même moment, il aperçut à l'horizon un arc-en-ciel. « Voici l'arc de l'alliance du Seigneur avec Noé, s'écria-t-il; Jésus lui-même nous ouvre le ciel, car il est le chemin, la vérité et la vie. » Tous tombèrent à genoux, et dans un élan passionné de reconnaissance, élevèrent leur âme vers Dieu : en même temps on entendait le coup de canon qui annonçait que l'exécution allait commencer [2].

Sur la place du Tyn, en face de la vieille église hussite, on avait construit une vaste estrade adossée à l'Hôtel de Ville et où l'on arrivait par la fenêtre du premier étage; elle était tout entière recouverte de drap rouge et on étendit devant chacun des condamnés un linceul rouge, dans

1. Nous avons sur la mort des condamnés les récits des trois pasteurs qui les assistèrent à leurs derniers moments, Jean Rosacius Horovsky, curé de Saint-Nicolas et assesseur du consistoire utraquiste, Victorin Vrbensky qui n'était parvenu qu'à grand' peine à obtenir la permission de pénétrer dans l'Hôtel de Ville, et le prédicateur allemand, Guillaume Lippach. Ces relations ont été plusieurs fois publiées, entre autres dans l'édition de Skala par Tieftrunk, t. V, pp. 92-142. Cf. aussi Londorp, I, 439; Khevenhiller, IX, 1309. Theatrum Europ. 483. Hormayr a donné de l'exécution un tableau dramatique et très vivant dans le *Taschenbuch für die vaterl. Gesch.*, 1836.

2. Le fait de l'apparition de l'arc-en-ciel est confirmé par les témoignages catholiques : il y avait eu le matin une petite averse.



lequel on enveloppa son cadavre, quand il eut été frappé par le bourreau; les rues qui aboutissaient au Tyn étaient barrées par plusieurs escadrons de cavalerie, et trois rangs de piquiers et de fusiliers entouraient l'échafaud; les portes de la ville étaient fermées et les principales positions étaient occupées par l'artillerie. Sur l'estrade avaient pris place les membres de la commission judiciaire et les conseillers de la ville, Liechtenstein présidait, sur une sorte de trône.

Schlick fut exécuté le premier, poursuivi jusque sur l'échafaud par deux jésuites qui guettaient sa faiblesse. Boudovets de Boudova, qui, en sa qualité de membre de l'Unité, n'avait pas reçu l'autorisation de se faire accompagner par un de ses pasteurs, mourut comme il avait vécu, héroïque et joyeux, dans l'ivresse de sa foi : « Oh! ma vieille tête, quel honneur vous attend, vous porterez bientôt la couronne céleste! » — Après lui, Harant de Polzits, vaillant soldat, écrivain renommé, dont les voyages en Palestine et en Arabie, sont une des œuvres les plus curieuses de la littérature tchèque au XVI[e] siècle : à ce dernier moment, il était torturé par l'inquiétude que sa femme, légère et frivole, ne sût pas demeurer fidèle à la loi du Christ. Gaspard Kaplirz de Soulevits avait 86 ans, et sa pauvre vieille tête penchait si fort que le bourreau ne savait où le frapper. — « Seigneur, lui dit Rosacius, élevez vers le Seigneur cette tête que vous lui avez consacrée. » Il fit un suprême effort : « Jésus, je te remets mon âme », et il tomba mort. Presque tous furent soutenus par la pensée que leur sacrifice ne serait pas inutile. Jessenius était un médecin célèbre, et on reconnaît en lui un des fondateurs de la science de l'anatomie; son éloquence et le crédit dont il jouissait en avaient fait le chargé d'affaires de l'insurrection et il avait été condamné, avant d'être décapité et écartelé, à avoir la langue arrachée : « c'est grand pitié, avait-il dit, que cette langue qui a parlé devant tant de souverains et de rois, soit ainsi détruite par le bourreau; mais, après tout, qu'importe? Le jour n'en viendra pas moins où Ferdinand expiera ses cruautés et où triom-

phera la cause de Dieu. » Vingt-six personnes furent exécutées; l'avocat Martin Fruevein, de peur sans doute qu'on ne le mît à la torture pour lui arracher des aveux, s'était jeté de la fenêtre des Hratchany dans les fossés du château et s'était tué. Dans ce jour de lamentation et de deuil, les vainqueurs semblaient avoir voulu décapiter la Bohême elle-même, et leur vengeance impitoyable avait abattu tous ceux qui, par leur origine, leur supériorité intellectuelle et morale, leurs services politiques ou bien simplement par leur nom et leur fortune, étaient les guides naturels du peuple, les gardiens de ses traditions et les défenseurs de ses privilèges. L'exécution dura de cinq heures du matin à midi; les têtes des suppliciés les plus connus furent exposées sur les portes de la ville jusqu'au jour où, dans un retour de fortune, une armée protestante occupa Prague et accorda enfin aux victimes une sépulture honorable.

Le lendemain, le bourreau poursuivit son œuvre en fouettant et en attachant au gibet ceux que le tribunal n'avait pas osé condamner à mort; dix-huit personnes avaient été frappées de peines diverses, dont la prison perpétuelle était la plus fréquente. La commission se transporta en Moravie pour y continuer son œuvre de sang, mais le margraviat n'avait pris à l'insurrection qu'une part tardive et subordonnée, et aucun des chefs n'avait une autorité assez solidement établie pour que sa suppression fût nécessaire : Charles de Zérotyn, plus vénéré qu'écouté par ses coreligionnaires, n'était pas redoutable, et il était défendu contre les convoitises qu'allumait sa richesse par la rigoureuse loyauté qu'il avait gardée à Ferdinand II ; de plus, la fièvre provoquée par la victoire de la Montagne-Blanche commençait à tomber et les craintes de résistance avaient complètement disparu : les condamnations capitales prononcées à Brno furent commuées; la seule victime fut un colonel de l'armée morave, Frédéric de Tiefenbach, qui, traîtreusement arrêté en Suisse, fut exécuté à Innsbruck (mai 1621).



Les confiscations ordonnées par la commission judiciaire représentaient déjà une somme considérable [1]. L'avidité des vainqueurs en fut alléchée et non satisfaite. Quelque excessives et odieuses qu'eussent été les précédentes condamnations, elles avaient une excuse : la plupart des hommes qui avaient ainsi été frappés, avaient été directement mêlés aux événements, ils étaient coupables au moins de faiblesse; la sévérité du souverain avait été impitoyable, et nous éprouvons aujourd'hui une révolte quand nous l'entendons à Maria-Zell supplier la Vierge d'éclairer les malheureux qu'il frappait si durement : du moins pouvait-on soutenir que, dans un pays ravagé depuis un siècle par l'anarchie, il était nécessaire de rappeler à une féodalité turbulente qu'on ne joue pas impunément avec la prospérité et la paix d'un pays. En revanche, pour les actes qui suivirent et qui aboutirent à la spoliation des deux tiers au moins des propriétaires de Bohême, on cherche en vain un prétexte ou une excuse. L'histoire n'offre pas d'exemple de barbarie aussi féroce à la fois et aussi stupide, et ce qui aggrave encore la responsabilité des coupables, c'est qu'elle fut longuement méditée et poursuivie pendant une interminable suite d'années, sans que les ruines qui s'amoncelaient autour d'eux aient jamais ébranlé leur indifférence, sans que leur cœur ait jamais frissonné devant le concert de lamentations qui s'élevaient vers le ciel.

Les ménagements n'étaient plus nécessaires ; la victoire du Catholicisme était toujours plus manifeste et les exi-

1. Skala (t. v, 66) évalue à 5,250,000 ou 5,375,000 kops misniens la valeur des biens ainsi enlevés aux contumaces et aux rebelles morts pendant la guerre ou à ceux qui comparurent devant la Haute-Cour. Le kop misnien valait un peu plus d'un florin. Il y avait là 115 seigneuries ou domaines dont quelques-uns valaient plus d'un million, 93 maisons, des valeurs de toute nature. Bilek, en comparant les prix d'estimation avec le prix actuel de certains de ces domaines, croit que les biens confisqués pendant ces premiers mois ne représenteraient pas aujourd'hui moins de 200 à 250 millions de francs (*Histoire des confiscations*, XLII). Je remarque une fois pour toutes qu'il y a toujours beaucoup d'incertitude dans ces chiffres et qu'ils ne prétendent pas à une rigueur mathématique. Ils sont cependant nécessaires pour donner une idée approximative de l'extraordinaire bouleversement des fortunes à cette époque.



gences des fanatiques grandissaient avec leur force. Mansfeld, obligé d'évacuer le Haut-Palatinat, se maintenait à grand'peine sur les bords du Rhin en face de Tilly et de Cordova; après la mort de Philippe III, le comte d'Olivarès donnait à la politique espagnole une attitude plus énergique; Grégoire XV (février 1621) suivait docilement l'inspiration de son neveu, Ludovisio, partisan d'une offensive résolue. De toutes parts on pressait l'Empereur de ne pas perdre l'occasion que lui offrait la Providence : le moment était favorable pour achever la ruine de l'hérésie. Au mois de septembre 1621, après de longues hésitations, il promettait secrètement à Maximilien de lui transférer l'électorat de Frédéric V, ce qui indiquait que son parti était pris et qu'il était résolu à ne plus ménager les susceptibilités des modérés, tels que le Brandebourg et la Saxe. La tentation était grande d'écraser à jamais les Tchèques, pendant qu'ils étaient ainsi sans appui, sans protecteur; les rodomontades de quelques exilés qui, par sottise ou par bravade, étalaient de ridicules espérances, contribuèrent peut-être aussi dans quelque mesure à faciliter à Vienne le succès des fanatiques et des violents. Quoi qu'il en soit, dans les derniers mois de 1621 les plans de contre-réforme catholique se précisent et s'étendent, les premiers conseils relativement modérés de quelques ministres impériaux sont écartés comme timides et insuffisants; il ne s'agit plus désormais de préparer lentement la ruine du protestantisme, mais de l'extirper en quelques années.

L'idée première vint du dehors. Les Bohêmes, même les plus zélés, connaissaient trop bien la situation pour se lancer d'eux-mêmes dans une pareille aventure, sauf peut-être ceux qui étaient sous la direction immédiate des Jésuites ou avaient des injures personnelles à venger, tels que Martinits et Slavata. Les autres, s'ils avaient les mêmes désirs, ne crurent pas possible tout d'abord d'atteindre le but d'un seul coup. Même l'archevêque de Prague, Lohélius, ne pensa au début qu'à une restauration graduelle. Il s'était élevé de très bas par sa foi, sa piété, l'ardeur de son zèle;

un des premiers il avait organisé la lutte contre les envahissements de l'hérésie, mais il avait dépassé soixante-dix ans et ses dernières épreuves avaient affaibli son courage; surtout, il connaissait mieux que personne les obstacles invincibles qui s'opposaient au relèvement immédiat du Catholicisme. Sauf Plzein et Budiéjovitse, les villes royales appartenaient au protestantisme; un dixième à peine des seigneurs demeuraient fidèles à l'Église; à Prague, le nombre des catholiques ne dépassait pas 2,000, presque tous étrangers. L'insurrection, si courte, avait suffi pour que ce qui restait de l'édifice religieux, artificiellement soutenu par la couronne, s'effrondrât; les couvents, ruinés et en grande partie déjà abandonnés, avaient achevé de se vider; telle était la disette de prêtres que quand Liechtenstein proposa de confier l'administration des cures à des utraquistes qui abjureraient leurs erreurs et promettraient de regarder leurs femmes comme leurs cuisinières, Lohélius jugea la combinaison acceptable. Autour de lui cependant, un groupe plus ardent s'affligeait de sa timidité, l'abbé de Strahov, Gaspard Questenberg, le chanoine Kotva, surtout Plateis; fils d'un renégat luthérien, il avait longtemps séjourné à Rome et, comme le cardinal Dietrichstein, il s'y était pénétré des doctrines intransigeantes; jeté en prison par les Directeurs de Moravie et condamné à une rançon de 10,000 florins, ses rancunes exaltèrent sa foi, d'ailleurs très sincère.

Les chefs officiels du clergé étaient poussés par tous les moines qui avaient quelque injure à venger ou quelque domaine à reconquérir et dont les doléances arrivaient jusqu'à l'Empereur par l'intermédiaire de ses confesseurs, les pères jésuites Becanus d'abord, puis Lamormain. Les religieux s'étaient tant bien que mal réinstallés dans leurs anciennes maisons, avaient repris les églises qui leur avaient été enlevées, travaillaient à restaurer l'éclat du culte catholique. La cathédrale, qui avait été profanée par les Calvinistes, fut solennellement purifiée, on jeta aux vents les ossements des prédicateurs et des seigneurs héré-



tiques qui y avaient été enterrés et on les remplaça par des reliques, quelques cheveux de la Sainte-Vierge, le buisson ardent de Moïse, la nappe de Jésus-Christ, une des pierres lancées à saint Étienne. Le Jeudi-Saint, une procession solennelle parcourut la ville de Prague, les capucins flagellaient jusqu'au sang leurs épaules nues. Liechtenstein, entraîné peu à peu, ordonnait l'expulsion des pasteurs; sous l'impression produite par les exécutions, ceux-ci prirent peur; près de deux cents, à ce qu'on assure, abandonnèrent leurs cures, les autres demandèrent l'intervention de Jean-George de Saxe. En somme, le résultat de toutes ces mesures était médiocre : les Jésuites, qui se remuaient beaucoup, prêchaient dans le désert et ne convertissaient que quelques poltrons qui souvent même, mal récompensés de leur apostasie, leur échappaient bientôt. Faute de plan général et de décision, on piétinait sur place. Tout changea à l'arrivée du nonce pontifical, Carafa.

Le pape Grégoire XV, ou plus justement son neveu Ludovico Ludovisio, était très favorable aux Jésuites; c'est à ce moment que François Xavier fut béatifié et que fut fondée la Propagande; l'église Saint-Ignace à Rome a été en grande partie construite aux frais de Ludovisio. Le pontife et son ministre appréciaient le zèle de l'Ordre et comme lui ils étaient convaincus qu'ils « devaient diriger toutes leurs pensées vers le meilleur moyen de mettre à profit l'heureux revirement de la situation [1] ». Le temps n'est plus des concessions ou des voies détournées : les hérétiques avaient conçu le diabolique dessein de détruire la maison d'Autriche pour pénétrer ensuite en Italie et piller cette contrée, la plus belle du monde; la Providence n'a pas permis qu'ils accomplissent leurs odieux desseins; pour reconnaître sa clémence et mériter ses faveurs, on s'attachera à maintenir l'Empire dans les mains catholiques et à mettre l'Église romaine à l'abri de tout retour de fortune; sans doute il est fâcheux que l'Électeur de Saxe

1. Première instruction de Grégoire XV, publiée par Ranke, 38, p. 299.

ait accordé aux Silésiens des conditions trop avantageuses, du moins elles n'empêchent pas de sévir contre les Calvinistes ; en Hongrie, le pape verrait au contraire avec regret qu'on autorisât même la confession d'Augsbourg, bien que ce soit celle qui s'éloigne le moins de la doctrine romaine.

Le plan de la Curie se dessine ici avec une remarquable clarté : il s'agit bien d'une croisade qui aura pour terme la domination du monde. Le premier acte de cette conquête sera le triomphe de la vraie foi en Bohême : pour cela on fondera à Prague une université catholique, on ne nommera dans les cures et dans les écoles que des catholiques, mais on tolérera pour les enfants et les ignorants les anciens cantiques en langue tchèque ; les libraires et les imprimeurs seront catholiques, on favorisera les jésuites et les autres religieux, et on rétablira leurs collèges. « Comme l'esprit des hommes se laisse plus gouverner par ses propres intérêts que par toute autre chose, nous commencerons peu à peu, particulièrement près des jeunes gens, à plier leurs âmes à la religion catholique, à défaut d'autre moyen, par la participation aux honneurs publics. » La cour pontificale fixait très nettement le but à atteindre, elle laissait au nonce le soin de régler les détails ; pour cela, il aurait à s'entendre avec le père Becanus, « dont il tiendra grand compte » et avec les jésuites auxquels il recourra avec une confiance avisée [1].

Carafa, descendant de l'illustre maison napolitaine qui avait donné à l'église le pape Paul IV, le premier organisateur de la défense catholique contre l'hérésie, avait été désigné au choix de Ludovisio par ses connaissances juridiques et le zèle dont il avait fait preuve dans son diocèse d'Aversa ; comme chez beaucoup d'Italiens, l'apôtre chez lui faisait bon ménage avec le diplomate ; pendant sept ans, jusqu'au moment où le pape Urbain VIII le renvoya brusquement dans son évêché, — peut-être parce qu'il combat-

1. *Avveduta confidenza* ; analyse de l'Instruction dans Ranke, 40, p. 120.

tait trop vigoureusement les ennemis de la foi [1], — il demeura sur la brèche, entraînant les irrésolus et les timides, dirigeant la propagande, menant le combat; c'est lui que l'on trouve près de Ferdinand quand celui-ci proclame sa résolution d'accorder le Palatinat à Maximilien ou quand il prépare l'édit de restitution en Allemagne et les mesures décisives de restauration en Bohême. Au milieu des publicains avides ou des agités médiocres qui remplissent la cour de l'Empereur, il apparaît supérieur, l'intelligence claire et le cœur ferme; s'il marche les pieds dans le sang, du moins porte-t-il la tête haute; il est de la race des grands inquisiteurs, ceux qui ne tuent pas par avidité et timidement, sans autre pensée que la gloire de Dieu, avec la calme sérénité de l'ange exterminateur.

Il passa par la Bohême pour se rendre compte de la situation, et là il eut un moment d'hésitation devant l'immensité de la tâche et la médiocrité de ses auxiliaires, le scepticisme de Liechtenstein, la faiblesse de Lohélius; il se reprit vite : « Il ne me semblait pas que nous, catholiques, après tant de victoires et de conquêtes, nous dussions être dans une condition inférieure aux hérétiques abattus par la destinée: or ces hérétiques ne souffrent aucun prince catholique et n'admettent aucun exercice catholique. »

On plaide ici les circonstances atténuantes. Carafa, dit-on, et ses auxiliaires obéissaient aux idées générales de leur temps; la foi à cette époque n'admettait pas les lâches compromissions de notre veulerie et en supposant même que nos complaisances soient supérieures à l'intransigeance de leur zèle, il est absurde de les condamner au nom d'idées qu'ils ne connaissaient pas. — Sophismes puérils et coupables! Les organisateurs et les complices de la réaction catholique, — et c'est ce qui justifie le verdict que l'histoire prononce contre eux, — ont essayé de ramener en

1. Urbain VIII était un politique, ses intérêts en Italie exigeaient que Ferdinand II et les Espagnols ne fussent pas trop victorieux en Allemagne; les Jésuites virent sans regret partir un nonce qui, à plusieurs reprises, s'était inquiété de leur ambition et avait combattu leurs plans.

arrière l'humanité et d'enrayer le développement d'une morale plus clémente et plus large qui commençait à se répandre. Depuis deux siècles que la lutte s'était ouverte en Bohême entre les confessions opposées, les passions avaient eu le temps de s'apaiser et un instinct obscur avertissait la foule que, dans cette marche au milieu des ténèbres où l'homme cherche vainement à apercevoir sa fin dernière, il est absurde d'attribuer à une solution déterminée une vérité absolue; les plus éclairés avaient déjà compris le sens sublime de la parole que le Christ a léguée à ses disciples : il y a plus d'une demeure dans la maison de mon père; ce qu'ils retenaient des luttes théologiques, c'était une immense pitié pour notre commune misère, et si leur foi demeurait entière, elle s'inclinait avec respect devant tous ceux qui, dans un élan de soumission et de confiance, élevaient leurs âmes vers l'infini, quelle que fût la formule de leur prière. L'action de l'Unité des Frères bohêmes, qui la première s'était affranchie de la rigueur des dogmes et avait prêché la réconciliation et l'amour, était visible au début du XVII° siècle dans tous les rangs de la société bohême. L'intolérance catholique ne représentait donc pas le présent, mais un retour offensif du passé; enfermés dans une tradition vieillie, les Jésuites travaillaient depuis cinquante ans à attiser le foyer du fanatisme qui s'éteignait, et pour recruter les forces qui leur étaient indispensables, ils caressaient les passions haineuses et cupides qui sommeillent toujours au fond de l'âme. Qu'ils soient devenus ensuite souvent les instruments des convoitises et des colères qu'ils avaient déchaînées, qu'ils aient regretté de voir leur œuvre souillée par des calculs égoïstes, peu importe et leur responsabilité n'en est pas diminuée, puisqu'ils avaient cherché de pareils auxiliaires.

Un des résultats de leur triomphe, — et non le moins déplorable, — fut de créer par la persécution le fanatisme des vaincus. Dans le duel à mort qui s'était engagé, les protestants répondirent aux violences par une résistance farouche et, quand ils le purent, vengèrent cruellement

leurs morts. Les Jésuites recherchent aujourd'hui le nom de ceux des missionnaires qui succombèrent, confesseurs de leur foi, sous les coups des hérétiques. Il n'est pas toujours facile de retrouver la part d'exactitude historique que recèle la légende, et il est logique de supposer que ces martyrs catholiques furent extrêmement rares; mais il est vrai que, dans certains cas, les paysans aux abois firent tête à leurs persécuteurs et plus d'un prédicateur tomba sous les coups de ceux qu'il essayait de convertir. Aucun d'eux cependant ne s'est-il demandé alors s'il n'était pas lui-même coupable de ces représailles? Quelles que soient les atrocités du combat, c'est sur l'agresseur que pèse la condamnation.

Il est vrai que, pendant l'insurrection même, les Bohêmes ne s'étaient pas toujours abstenus de violences condamnables. A Prague, le chapelain de Frédéric V, Schulz, médiocre et borné, avait profané l'antique cathédrale, brisé les crucifix, dispersé les reliques : — ses fureurs iconoclastes avaient indigné l'opinion et tous les témoignages contemporains établissent que rien n'avait plus affaibli l'autorité du Palatin. — D'autres mesures avaient été ordonnées par les États et tirent de là une gravité plus sérieuse : au lendemain de la défaite de Zablat, au milieu d'une de ces paniques qui accompagnent l'agonie des partis, la Diète, pour effrayer les catholiques demeurés dans la ville et qui étaient en relations constantes avec l'armée impériale, avait ordonné des perquisitions domiciliaires, emprisonné quelques nobles fidèles à Ferdinand II, exigé des suspects, sous peine d'expulsion immédiate, le serment de défendre la ville contre les troupes impériales. Ces mesures de circonstance, fâcheuses sans doute autant que vaines, trouvent leur excuse dans l'affolement du péril, et elles n'indiquent nullement une pensée de persécution. Les États, dans toutes leurs déclarations officielles, affirment « qu'ils n'ont pas l'intention d'imposer la moindre contrainte sur la religion catholique... ils sont prêts à se déclarer les amis de tous les catholiques qui veulent vivre en paix avec eux, à les protéger, à ne pas

les gêner dans l'exercice de leur culte [1] ». La proclamation de Frédéric V au moment où il prend possession du trône est plus nette encore : « Nous déclarons devant Dieu et le monde entier que nous avons la ferme résolution de n'attaquer et de n'opprimer personne pour motif de religion, même ceux qui appartiennent à la religion catholique, à condition qu'ils respectent la constitution du royaume et en particulier la Lettre de Majesté ; nous nous engageons à maintenir le libre exercice de la religion catholique [2]. » Il est sans doute extrêmement fâcheux que les rebelles n'aient pas toujours contenu d'une main assez ferme les explosions de la fureur populaire et plus encore qu'ils aient eu recours eux-mêmes à des mesures de salut public plus arbitraires qu'utiles : il n'en demeure pas moins vrai que c'est au nom de la liberté qu'ils combattaient, et que cette liberté, ils étaient disposés à l'accorder à leur adversaire. Et c'est là le point important du débat, et ce qui, malgré tout, fait que l'histoire ne saurait hésiter entre eux et leurs vainqueurs.

De fait, il y a des catholiques parmi les fonctionnaires de Frédéric V, et la seule condition exigée des catholiques, c'est qu'ils renoncent à imposer la domination de leurs croyances. Si on expulse les Jésuites, c'est parce qu'ils refusent d'abdiquer leurs haines et leurs projets d'oppression. On les met hors la loi, uniquement comme ennemis du royaume. La justification par laquelle ils essaient de ramener l'opinion, est curieuse, pleine de faux fuyants : sur le point essentiel, ils biaisent et il leur échappe des aveux décisifs : — on les accuse d'enseigner qu'il ne faut pas tenir la parole donnée aux hérétiques ! Quelle calomnie ! « ils enseignent au contraire qu'il faut tenir fermement ce que l'on a promis, toutes les fois que ce n'est pas mauvais et injuste en soi. » Frédéric V avait proclamé avec une hauteur de pensée qui étonne chez ce médiocre prince la doctrine de l'État laïque : « on a pu constater que, suivant le

1. Lettres des États au duc de Bavière, Abelin, p. 74.
2. Id., p. 252.



témoignage de l'Écriture et des anciens docteurs, les consciences ne se laissent ni gouverner, ni lier, ni violenter, mais que, dès que l'on recourt à la contrainte publique ou privée, cela produit des conséquenees funestes et que dans divers royaumes, cette contrainte a entraîné des bouleversements [1]. » Les Jésuites lui opposent l'idée théocratique : « Qu'ils le veuillent ou non, (les hérétiques) sont soumis sans aucun doute au pouvoir de l'Église, et par conséquent du pape [2]. » Les insurgés ne frappaient ainsi dans les Jésuites « qu'une secte funeste et turbulente », et les décrets d'expulsion ont si bien un caractère purement défensif qu'ils stipulent avec soin que les autres ordres catholiques, vivant pacifiquement dans les cloîtres ou ailleurs, ne seront pas inquiétés. Encore est-il nécessaire de remarquer que l'on vise l'Ordre et non pas les individus : après le décret d'expulsion, les directeurs envoient des mousquetaires pour protéger leurs maisons et leurs églises contre les excès de la foule [3].

Il est donc impossible, comme on l'essaie aujourd'hui, de ne voir dans l'œuvre de restauration catholique que la conséquence normale de principes universellement acceptés. Ce que Carafa était chargé de supprimer, c'était justement cette liberté de conscience que Georges de Podiébrad avait défendue, que l'Unité des Frères avait prêchée et qui tendait peu à peu à rallier l'immense majorité des Bohêmes. Pendant un siècle et demi, lui et ses successeurs allaient travailler par les moyens les plus odieux à rétrécir l'âme humaine et à réveiller les férocités ataviques.

Sur le but à atteindre, il ne semble pas qu'il se soit jamais produit parmi les vainqueurs la plus légère divergence : pour mener à bien une aussi prodigieuse campagne, il a fallu s'y reprendre à plusieurs fois, prévoir bien des combinaisons, modifier les procédés ; de là, des consultations, des discussions très nombreuses, dans lesquelles

1. *Annales Ferdinandei*, IX, p. 614.
2. *Annales Ferdin.*, IX, 137.
3. Betskovsky, p. 97.

nous pénétrons jusqu'au fond de la conviction des protagonistes. Qu'il s'agisse cependant des instructions que Carafa reçut du pape et de la Propagande ou de ses propres lettres, que l'on étudie les mémoires des Jésuites et ceux de l'archevêque, dans aucun des textes conservés, très nombreux, qu'ils proviennent de clercs ou de séculiers, n'apparaît le moindre doute sur le devoir du prince de ramener son peuple à l'Église, et partout éclate la conviction que, pour assurer la victoire de la papauté, la force doit être employée si c'est nécessaire. « De même, écrivent les Jésuites dans leur *Défense officielle*, que les princes temporels n'admettraient pas que les prélats voulussent intervenir dans les choses de leur domaine, de même, — et moins encore, — il n'est pas permis à un prince de changer ou d'ajouter n'importe quoi en matière de religion de sa propre autorité, et cela n'appartient qu'au pape [1] »; ils en concluent que le souverain a la mission de mettre son autorité au service de la religion, puisque la responsabilité du mal sorti de sa négligence et de sa faiblesse retomberait sur lui. « Tout ira bien, je l'espère, écrit le Père Rümer, dès le début de l'insurrection, pourvu qu'on agisse militairement. Que Dieu inspire nos princes : on ne trouvera jamais de meilleure occasion d'enlever aux Bohêmes tous les privilèges qui sont funestes à la religion, en particulier la Lettre de Majesté, et de reprendre les églises [2]. » La même pensée inspire Carafa : les instructions qu'il reçoit de la Propagande visent surtout les moyens de relever la situation du clergé catholique, mais son action serait vaine dans un pays si gangrené, où il reste à peine un dixième de paroisses catholiques et où « les sectateurs de la vraie foi sont traités avec mépris et tournés en ridicule comme la lie du peuple ». La Propagande s'en remet à lui pour préparer le terrain, ne lui demande pas même des détails trop précis; il nous dit dans ses *Commentaires* qu'il ne racontera pas tout par le menu : il écrit pour des gens

1. *Annales Ferdinandei*, IX, p. 135.
2. *Theatrum Europæum*, p. 43.

intelligents, qui connaissent les réalités politiques et qui n'ignorent pas que ce n'est pas sans quelque contrainte qu'on ramène une nation dans le giron de l'Église. Il ne dissimule nullement d'ailleurs le rôle qu'a joué la force dans la conversion des Tchèques : « Beaucoup d'entre eux, poussés par la peur, se hâtèrent de se faire instruire ; Dieu tourna en bonne disposition la crainte humaine, et ils acceptèrent le Catholicisme ; une fois que la vraie religion eut ainsi commencé à se répandre, les plus résistants faiblirent et on connut ainsi que la force seule pouvait ouvrir l'intelligence des Bohêmes et les diriger dans la bonne route [1]. »

Les apologistes des Jésuites publient un Mémoire qu'ils présentèrent à Ferdinand II en 1624 et qui est, en effet, très remarquable, mais il établit avec une incontestable clarté qu'ils condamnent toute liberté religieuse :— « Votre Majesté est tenue de purifier le royaume de l'hérésie, de l'erreur et des hommes qui la pratiquent et la répandent, non seulement quand les prêtres sollicitent votre secours, mais spontanément, en vertu de vos fonctions. » Dans les temps actuels, alors qu'aucun obstacle grave ne saurait excuser la négligence du prince, son devoir est plus impérieux ; « il découle de la loi divine naturelle dont aucune puissance spirituelle ne peut délier » ; le souverain ne doit pas tolérer dans ses États une confession autre que la religion romaine; « les hérétiques précisément parce qu'ils sont hérétiques, sont hautains, remplis d'eux-mêmes et ils placent leur jugement bien au-dessus de celui de l'Église, si bien qu'on ne peut les amener que par crainte à écouter les prédicateurs orthodoxes. La crainte inspirée par l'autorité royale prépare le dévouement et l'obéissance; dans la nature tout s'élève par degré vers le bien, d'abord l'animalité, puis l'esprit, d'abord la crainte et l'angoisse, puis l'amour de la vérité et de Dieu [2]. »

1. *Solam vexationem Bohemis posse intellectum præbere eosque in bonam viam dirigere.* — Caraf., *Comm.* (Aversa 1630, in-4), p. 100.

2. Le Mémoire des Jésuites a été publié par Gœrres, *Hist. polit. Blætter für das kath. Deutschland*, 1856, p. 888 et sqq.

Ces paroles sont claires et elles suffisent pour trancher le débat. Il est sans doute intéressant — et nécessaire — d'établir dans quelle mesure les ecclésiastiques et en particulier les Jésuites ont été directement mêlés aux violences dont les protestants ont été les victimes et de rechercher sur quel point leurs instructions ont été dépassées. Mais, en admettant même, ce qui n'est pas, qu'ils n'aient pris aucune part directe à ces vexations, les jugements de l'histoire n'en seraient pas sensiblement modifiés, parce que ce qu'elle combat, c'est la théorie même de l'Église romaine, d'après laquelle la foi ne résulte pas de la discussion et de l'examen, mais de la volonté, de sorte que la papauté d'abord, les rois ensuite, qui sont les exécuteurs de ses ordres, ont le devoir de courber sous sa loi leurs sujets récalcitrants.

D'accord sur les principes et sur la fin dernière, les catholiques hésitèrent et se divisèrent sur les moyens d'exécution; il y eut pendant assez longtemps un certain flottement, qui tint à la fois à des rivalités personnelles et à l'indécision ordinaire du souverain. D'une façon générale on croit distinguer deux tendances assez nettes; en face des laïques qui recommandent les mesures radicales et violentes, les ecclésiastiques sont plus préoccupés de fournir aux hérétiques des moyens d'instruction, songent à assurer le recrutement du clergé et veulent au moins donner une préface morale aux conversions imposées par la force. Pendant très longtemps, presque un demi-siècle peut-être, ce ne sont là que des vœux sans résultat réel. La moisson est riche, mais les travailleurs manquent : les anciens prêtres, très peu nombreux, grandis au milieu de l'hérésie, sont suspects, très justement : leur instruction est misérable, leur foi incertaine, leur moralité douteuse. Pour les suppléer, on a appelé après la Montagne-Blanche des volontaires de tous les pays, Allemands, Polonais, Belges, Italiens : le pays est inondé de robes de toute coupe, de frocs de toutes couleurs, Augustins, Carmes, Barnabites, Dominicains, Servites, Franciscains, — puis les nonnes, non

moins nombreuses. Le tumulte de ces fondations nouvelles remplit l'histoire, donne l'impression d'un fourmillement d'activité et de vie ; l'Église en profitera sans doute, beaucoup plus tard. Pour le moment, l'ardeur de ces conquistadores d'un nouveau genre s'épuise le plus souvent en d'égoïstes ambitions ; ils cherchent avant tout la richesse de leurs maisons, se surveillent, se dénoncent ; la plupart ne savent pas le tchèque, et les fidèles, qui ne les connaissent que par leurs exigences, se serrent auprès de leur ancien pasteur qui n'est pas toujours beaucoup plus instruit, qui n'avait pas jadis une valeur morale très supérieure, mais que l'épreuve a purifié et qui représente le culte des ancêtres et la foi nationale. Les chefs se scandalisent des médiocres résultats de leurs efforts et sont ainsi tout naturellement amenés à recourir à des moyens plus énergiques et plus rapides.

D'autre part, la Bohême, — et la situation ne se modifiera qu'à la fin du XVIII[e] siècle, d'une manière encore fort incomplète, — est un état féodal ; les Habsbourgs n'ont pas organisé d'administration qui pénètre jusqu'au peuple : le seigneur exerce la police et la justice, nomme le curé, surveille l'école, promulgue la loi et tient la main à son exécution. Les neuf dixièmes de ces seigneurs sont hérétiques, peu disposés à se convertir, non pas toujours par conviction, mais par orgueil de race, respect des aïeux, espoir de prochaines revanches, et leur résistance, déclarée ou sourde, réagit sur la masse du peuple et arrête les progrès des missionnaires. Ceux-ci s'impatientent et s'irritent et ils demandent aux autorités séculières de leur ouvrir les voies et d'appuyer leur propagande ; pour cela, on chassera les anciens pasteurs et on transmettra l'autorité à des hommes d'un dévouement éprouvé et d'une soumission certaine ; dans la constitution sociale de l'époque, cela entraîne un bouleversement complet de la propriété, une ruine absolue de l'ancienne noblesse. Le plan de spoliation, né parmi les ministres de Ferdinand qui espèrent y trouver les ressources financières nécessaires pour continuer la guerre,



appuyé par les favoris qui sont à l'affût d'un riche butin, est ainsi accepté par les chefs religieux de la contre-réforme, parce qu'ils y voient la condition indispensable de leur succès. C'est une préface nécessaire : la vieille aristocratie bohême est décidément trop réfractaire, trop attachée à ses insolentes libertés : quand on aura fait table rase, une nation nouvelle surgira de ce sol purifié.

Il est probable qu'au début Ferdinand et ses conseillers immédiats n'aperçurent pas toute la portée du plan qu'on leur proposait. « Il n'a jamais été, écrivait l'Empereur à Liechtenstein, et il n'est pas dans notre intention de chasser et de détruire la noblesse bohême, mais de la garder sous notre protection, à condition que notre royaume ne soit plus menacé par l'émeute et l'insurrection [1]. » Ils furent rapidement entraînés, à la fois par la logique de la situation et par les convoitises furieuses qu'ils avaient déchaînées. Les conversions, obtenues par l'épouvante, ne présentaient évidemment aucun caractère de sincérité, et dans l'état de tumulte où demeurèrent les affaires d'Allemagne jusqu'en 1648, les catholiques jugèrent dangereux de laisser derrière eux, pendant leur poussée offensive vers le nord, une population aigrie par ses souffrances ; les hommes, que l'on charge de ces basses œuvres, sont d'ailleurs nécessairement des hommes de rapine, et ceux-mêmes qui, au début, avaient dans une certaine mesure été dominés par des considérations plus nobles, furent corrompus bien vite par la contagion ambiante. C'est le stigmate particulier de la réaction catholique en Bohême au XVII[e] siècle : d'autres ont été plus sanglantes et le nombre des victimes qui périrent directement sur l'échafaud ou dans les tortures ne fut pas relativement très élevé, surtout si l'on songe à la durée de la persécution ; aucune n'apparaît plus ignoble, plus souillée de calculs misérables ; les bourreaux des Pays-Bas inspirent plus d'épouvante, mais moins d'aversion que les tripoteurs qui autour de Liech-

1. Gindely, Gegenreform., p. 52.



tenstein édifient leur fortune sur la ruine du pays et, pour remplir leurs poches, fouillent le cadavre encore chaud du peuple. Lamentable illustration du grossier sensualisme dans lequel sombre le Catholicisme à cette époque! Satisfait de la grimace de la soumission, mais implacable pour qui la refuse, poussant à ses conséquences extrêmes la doctrine de l'efficacité miraculeuse et suffisante du sacrement, son ambition impatiente, dédaigneuse de la libre adhésion des âmes, trouve une mesquine satisfaction dans la conquête du sol. Cette terre, dont les prêtres prennent âprement possession, c'est elle qui les saisit à son tour, tourne leurs âmes vers les réalités vulgaires, surexcite leurs convoitises, les dégrade jusqu'au niveau des agioteurs dont ils sont les complices.

Ils ne s'arrêteront désormais que quand l'œuvre de ruine sera consommée, quand ils auront chassé la noblesse bohême à peu près tout entière. Quelles qu'eussent été ses fautes, elle n'en demeurait pas moins la gardienne de l'âme nationale et comme l'organe de la pensée et de la volonté du corps social; en l'anéantissant, on mutilait le peuple, on réduisait ce qui avait été une personne morale, consciente et libre, en une masse inerte que des maîtres habiles façonneraient à leur guise. De fait, il n'a pas fallu moins de deux siècles pour qu'un douloureux travail de réparation reconstituât dans une certaine mesure cette élite sociale qui est comme la fleur du lent épanouissement d'une race. C'est là, plus que dans les cruautés individuelles, le crime inexpiable de l'Église en Bohême, tel qu'il n'en est guère de comparable dans l'histoire: par calcul à la fois et par imprudence, elle visa à la tête et elle sembla se soucier peu que la nation même disparût dans la tourmente.

Après les exécutions du 21 juin 1621, Ferdinand avait annoncé à Liechtenstein qu'il n'avait pas l'intention d'ordonner de nouveaux supplices: les coupables étaient trop nombreux; il n'était pas possible cependant de les laisser impunis: n'y aurait-il pas moyen de les frapper par catégories, sans procès? — Liechtenstein se récria: ce serait injuste,



les esprits étaient déjà bien assez troublés, on avait besoin de calme et d'apaisement. — Précisément, c'est ce qu'on voulait; — et il fut invité à prononcer une amnistie générale: n'en seraient exceptés que ceux qui de près ou de loin avaient été mêlés à l'insurrection, avaient assisté aux assemblées des rebelles ou approuvé leurs actes, etc., en réalité tous les habitants, sauf ceux qui s'étaient enfuis pendant la révolte. Le prince manderait toutes les personnes qui rentreraient dans une des catégories visées par le décret du roi et les inviterait à lui remettre une confession générale de leurs fautes et un inventaire exact de leur fortune; on fixerait ensuite l'amende qu'on leur réclamerait [1]. Admirable procédé pour éviter toutes les réclamations et simplifier les actes! Liechtenstein traîna les choses en longueur; les catholiques n'étaient pas pressés de proclamer l'amnistie: la terreur vague qui planait sur le pays favorisait leurs desseins et puis Gabor menaçait la Moravie et il eût été dangereux d'agiter la population. Les Jésuites, qui avaient espéré soumettre les Magyars au même régime que les Tchèques, sentirent qu'à tout entreprendre en même temps, ils risquaient de tout perdre et ils ajournèrent leurs projets. La paix de Nikolsbourg avec le prince de Transylvanie (6 janvier 1622) sauva la Hongrie à qui elle laissa un demi siècle de liberté; la Bohême paya pour elle.

Le 3 février 1622, l'Empereur signait le décret qui fut publié le 4 mai sous le nom d'Amnistie générale: il promettait la liberté et la vie à tous ceux qui n'avaient pas déjà été condamnés, à condition qu'ils avouassent leurs fautes et acceptassent les peines pécuniaires que prononcerait contre eux une commission présidée par Liechtenstein [2]. Quiconque ne solliciterait pas le pardon royal et ne comparaîtrait pas dans les six semaines devant la commission, serait poursuivi suivant toute la rigueur des lois. Le procureur royal

1. 26 juillet 1621, lettre de l'Empereur à Liechtenstein; d'Elvert, XVII, p. 106.
2. Le décret du 3 février a été publié par Bilek, I, p. XLIV.



se mit aussitôt à l'œuvre pour dresser une liste générale des coupables et la chancellerie royale somma toutes les personnes accusées d'avoir pris part à la révolte de confesser leurs erreurs ou de faire la preuve de leur innocence.

La commission commença par prononcer la peine de mort et la confiscation totale contre les rebelles qui ne se présentèrent pas; puis elle instruisit le procès des inculpés morts pendant l'insurrection des États. Rodolphe en 1608 avait renoncé au droit de confiscation : Albert de Waldstein, le général célèbre, qui avait des prétentions sur un vaste domaine que le fisc convoitait, souleva cette exception juridique; on calma ses scrupules par une transaction et personne n'osa dès lors élever la moindre contestation.

On passa ensuite à la foule des comparses; leur influence était restreinte et leur rôle avait été des plus modestes; ils alléguèrent leur repentir, la contrainte qu'ils avaient subie, le peu d'appui qu'ils avaient prêté à la révolte. Ils prenaient une peine bien inutile et il ne s'agissait vraiment pas de cela. Nous avons une preuve de la manière dont procédait la commission. Bilek a trouvé dans les archives, le sceau encore intact, beaucoup des lettres de confession des accusés qui comparurent devant elle. Suivant les haines qui les poursuivaient ou les convoitises qu'inspiraient leurs domaines, les coupables étaient condamnés à la perte complète de leurs biens ou à une amende plus ou moins forte; ce n'était d'ailleurs là qu'une différence théorique. Dans tous les cas, l'État mettait la main sur la terre du rebelle en s'engageant à lui rendre en espèces la somme qui devait lui rester; si les domaines étaient indivis, tant pis pour les co-propriétaires, ils avaient le droit de réclamer au trésor les sommes qui leur revenaient. La caution était noble, elle n'en était pas moins vaine! Le Conseil aulique avait autorisé, vu la gravité de la révolution et en invoquant l'exemple de Charles-Quint en Espagne, la confiscation des fidéicommis et des majorats. Les femmes réclamaient leurs dots, les prêteurs hypothécaires leurs créances; le commissaire examinait leurs titres et leur donnait une déléga-

tion sur le trésor, qui naturellement ne payait pas. Les acquittés, — assez rares, — n'en étaient pas moins obligés d'abandonner les créances qu'ils possédaient sur les caisses publiques ou sur les domaines confisqués; ils n'étaient admis à conserver leurs propres biens que s'ils passaient à la religion romaine : sans cela ils étaient tenus de les vendre à des catholiques pour qu'il ne restât dans le pays aucune semence de troubles et de discordes nouvelles [1].

Bilek a étudié procès par procès cette œuvre d'expropriation, probablement la plus gigantesque qui ait jamais été accomplie, et son livre est un réquisitoire accablant pour la poignée d'escrocs qui, au mépris des droits les plus sacrés, dévalisèrent les plus honorables et les plus anciennes familles et les réduisirent à l'indigence, à l'exil et à la mort. Il s'était constitué autour de Liechtenstein un syndicat de voleurs, qui se composait de quelques seigneurs, de fonctionnaires et de colonels; autour d'eux s'agitait une nuée d'agents véreux qui leur servaient d'intermédiaires et de prête-noms et pêchaient les épaves en eau trouble. Les généraux présentaient des comptes fantastiques et, pour les couvrir, on leur abandonnait ou on leur vendait à vil prix d'immenses domaines: c'est à ce moment qu'Albert de Waldstein établit sa fortune; Buquoy, Balthasar de Marradas, Martin de Huerta et cent autres aventuriers, venus de tous les pays, se taillent de magnifiques seigneuries dans cet immense butin livré en proie aux audacieux qui osent y porter la main. Liechtentstein, Martinits, Adam de Waldstein encaissent le prix de leurs complaisances. Pour s'enrichir, une haute naissance n'était pas nécessaire. Les Jésuites avaient élevé le fils d'un boucher, qui était venu de Serbie; ils avaient flairé en lui le coupe-jarret prêt à tous les guet-apens et ils l'avaient poussé au secrétariat de la chancellerie. Sa fortune était alors des plus modestes : on lui confia l'administration de quelques domaines confisqués et il y ramassa plusieurs milliers de florins; avec cette mise de fonds, il manœuvra si

1. Bilek, p. LXXIII.



bien qu'il acquit une série de propriétés qui représenteraient aujourd'hui de 4 à 5 millions de francs. Les clercs ne furent ni moins âpres ni moins heureux, séculiers ou réguliers, archevêques ou chanoines, Dominicains ou Cisterciens, avant tout les Jésuites. Ils affectaient tous un grand zèle religieux et royaliste, ne songeaient en réalité qu'à s'enrichir et, pour y parvenir, ne reculaient pas devant les actes les plus odieux, faux, vols qualifiés, tours de Scapin.

Le seigneur de Wartenberg avait à peine été mêlé à l'insurrection et il avait fait sa soumission à l'Électeur de Saxe, dès que celui-ci était entré en Bohême; cité à son grand étonnement devant la commission, il invoque le témoignage de Jean-Georges et ses arguments étaient si solides que Liechtenstein reconnaît sa justification suffisante, lui promet que l'affaire sera classée. Malheureusement, ses domaines étaient dans le voisinage de Waldstein qui voulait arrondir ses propriétés : deuxième citation. Wartenberg se plaint, on le rassure : c'est un malentendu. Il part pour la Saxe et, quand il revient, il trouve son château confisqué. Il rappelle les engagements qu'il a reçus, on le renvoie à l'Empereur ! — Que du moins on lui rende le mobilier. — Il n'a qu'à introduire une demande régulière. — Pendant qu'on poursuit l'enquête, Waldstein fait déménager le château. Réduit aux abois, Wartenberg emprunte cent écus pour retourner en Saxe et il implore l'intervention de Jean-Georges. Sur ces entrefaites son domaine, qui vaut au moins 200.000 écus, est adjugé à Waldstein 30.000 écus, ce qui ne paie pas le matériel d'exploitation. Il intéresse à sa cause dix-huit princes allemands, parmi eux l'Électeur de Cologne et le duc de Bavière. Ferdinand demande un rapport, Liechtenstein traîne l'affaire en longueur. On finit par accorder à la femme du condamné une aumône de 2.000 florins qu'on ne lui paye pas [1].

Sur tous les points du royaume se jouent des drames

1. Gindely, Gegenreform., p. 49.



analogues. C'est comme un assourdissant tapage de déménagements, au milieu duquel se perdent la malédiction et les sanglots des veuves et des orphelins que l'on jette à la mendicité et à l'exil, des vieillards que l'on envoie mourir sur les routes, loin de la tombe des ancêtres. Pour faciliter leurs opérations, Liechtenstein et Michna constituent avec un juif, Bassevi, et un marchand étranger, de Wite, un syndicat de faux-monnayeurs et ils obtiennent de Ferdinand, pour quelques millions, le privilège de racheter les anciennes monnaies et de les refondre : au lieu de 32 florins, on frappera 79 florins au marc d'argent. Quelques personnes s'effraient de la perte énorme que subira le fisc, de la ruine complète des condamnés à qui on paiera en monnaie dépréciée les sommes qui leur reviennent, de la perturbation universelle. On éclaire leur conscience en les intéressant au syndicat, et pour maintenir ses bénéfices, celui-ci vole l'Empereur, dépasse les clauses du traité qu'il a sollicité, abaisse encore la valeur réelle des monnaies qu'il met en circulation. Personne n'en veut plus, l'argent se cache, les transactions s'arrêtent, les paysans refusent de vendre leurs produits ; quand, au mois de mai 1623, le syndicat liquide ses opérations, on dirait qu'un cyclone s'est abattu sur le pays : le mal est si profond que les voisins en souffrent et que les princes allemands se plaignent auprès de Ferdinand. Le souverain, pour réparer le désastre, ne trouve rien de mieux qu'une banqueroute, dont les suites sont d'autant plus fâcheuses qu'on essaie de la dissimuler et qu'on la traîne en longueur. Personne ne sait plus ce qu'il possède : procès des créanciers contre leurs débiteurs, procès des anciens propriétaires contre les nouveaux acquéreurs, procès du fisc contre tout le monde : quelques-uns durent encore à la fin du siècle. Le trésor réclame aux héritiers de Liechtenstein dix millions de florins, à ceux de Michna près de quatre millions, et sans doute ces comptes de restitution ne sont guère moins fantaisistes que ceux du *consortium* lui-même ; du moins, ils donnent une idée du désordre qui règne alors dans les finances et il faut bien que toutes ces



bien qu'il acquit une série de propriétés qui représenteraient aujourd'hui de 4 à 5 millions de francs. Les clercs ne furent ni moins âpres ni moins heureux, séculiers ou réguliers, archevêques ou chanoines, Dominicains ou Cisterciens, avant tout les Jésuites. Ils affectaient tous un grand zèle religieux et royaliste, ne songeaient en réalité qu'à s'enrichir et, pour y parvenir, ne reculaient pas devant les actes les plus odieux, faux, vols qualifiés, tours de Scapin.

Le seigneur de Wartenberg avait à peine été mêlé à l'insurrection et il avait fait sa soumission à l'Électeur de Saxe, dès que celui-ci était entré en Bohême; cité à son grand étonnement devant la commission, il invoque le témoignage de Jean-Georges et ses arguments étaient si solides que Liechtenstein reconnaît sa justification suffisante, lui promet que l'affaire sera classée. Malheureusement, ses domaines étaient dans le voisinage de Waldstein qui voulait arrondir ses propriétés: deuxième citation. Wartenberg se plaint, on le rassure: c'est un malentendu. Il part pour la Saxe et, quand il revient, il trouve son château confisqué. Il rappelle les engagements qu'il a reçus, on le renvoie à l'Empereur! — Que du moins on lui rende le mobilier. — Il n'a qu'à introduire une demande régulière. — Pendant qu'on poursuit l'enquête, Waldstein fait déménager le château. Réduit aux abois, Wartenberg emprunte cent écus pour retourner en Saxe et il implore l'intervention de Jean-Georges. Sur ces entrefaites son domaine, qui vaut au moins 200.000 écus, est adjugé à Waldstein 30.000 écus, ce qui ne paie pas le matériel d'exploitation. Il intéresse à sa cause dix-huit princes allemands, parmi eux l'Électeur de Cologne et le duc de Bavière. Ferdinand demande un rapport, Liechtenstein traîne l'affaire en longueur. On finit par accorder à la femme du condamné une aumône de 2.000 florins qu'on ne lui paye pas [1].

Sur tous les points du royaume se jouent des drames

1. Gindely, Gegenreform., p. 49.



analogues. C'est comme un assourdissant tapage de déménagements, au milieu duquel se perdent la malédiction et les sanglots des veuves et des orphelins que l'on jette à la mendicité et à l'exil, des vieillards que l'on envoie mourir sur les routes, loin de la tombe des ancêtres. Pour faciliter leurs opérations, Liechtenstein et Michna constituent avec un juif, Bassevi, et un marchand étranger, de Wite, un syndicat de faux-monnayeurs et ils obtiennent de Ferdinand, pour quelques millions, le privilège de racheter les anciennes monnaies et de les refondre : au lieu de 32 florins, on frappera 79 florins au marc d'argent. Quelques personnes s'effraient de la perte énorme que subira le fisc, de la ruine complète des condamnés à qui on paiera en monnaie dépréciée les sommes qui leur reviennent, de la perturbation universelle. On éclaire leur conscience en les intéressant au syndicat, et pour maintenir ses bénéfices, celui-ci vole l'Empereur, dépasse les clauses du traité qu'il a sollicité, abaisse encore la valeur réelle des monnaies qu'il met en circulation. Personne n'en veut plus, l'argent se cache, les transactions s'arrêtent, les paysans refusent de vendre leurs produits ; quand, au mois de mai 1623, le syndicat liquide ses opérations, on dirait qu'un cyclone s'est abattu sur le pays : le mal est si profond que les voisins en souffrent et que les princes allemands se plaignent auprès de Ferdinand. Le souverain, pour réparer le désastre, ne trouve rien de mieux qu'une banqueroute, dont les suites sont d'autant plus fâcheuses qu'on essaie de la dissimuler et qu'on la traîne en longueur. Personne ne sait plus ce qu'il possède : procès des créanciers contre leurs débiteurs, procès des anciens propriétaires contre les nouveaux acquéreurs, procès du fisc contre tout le monde : quelques-uns durent encore à la fin du siècle. Le trésor réclame aux héritiers de Liechtenstein dix millions de florins, à ceux de Michna près de quatre millions, et sans doute ces comptes de restitution ne sont guère moins fantaisistes que ceux du *consortium* lui-même ; du moins, ils donnent une idée du désordre qui règne alors dans les finances et il faut bien que toutes ces



réclamations ne soient pas fausses puisque le fils de Liechtenstein restitue plus d'un million [1].

A la fin de 1623, plus de 600 confiscations avaient été prononcées : la commission n'avait épargné que ceux qui étaient notoirement catholiques, fort peu nombreux, et ceux qui ne possédaient rien. De cet immense butin, le trésor ne recueille que quelques miettes. Les domaines sont vendus à vil prix entre quelques associés, donnés, sans que les administrations financières soient seulement averties. La Chambre aulique de Vienne s'étonne de ne recevoir aucun compte, la Chambre de Prague n'est pas mieux renseignée ; telle est la confusion qu'on ne parvient même pas à dresser un tableau général des confiscations prononcées. Quant aux anciens propriétaires, même ceux qui ne sont condamnés qu'à la perte d'un quart de leur bien, ils essaient en vain de ramasser quelques pauvres débris de leur ancienne richesse. D'abord, le prix auquel on évalue leurs domaines est beaucoup trop bas [2], puis on les cède à une somme souvent bien inférieure au prix fixé ; on soustrait ensuite de la somme qui reste due au condamné des taxes plus ou moins fortes, et c'est alors seulement que, dans le cas le plus favorable, on le paie avec une monnaie dépréciée ; à la place d'une fortune, il reçoit un morceau de pain. Encore ce ne sont là que de très rares privilégiés, la plupart n'obtiennent que des délégations sur le trésor, sont ajournés d'années en années, obligés de consentir à des réductions ; des procès se greffent sur des procès. Quelques-unes de ces misérables familles poursuivent encore au milieu du XVIIIe siècle le règlement de leurs créances ; les autres n'existent plus.

Les seigneurs ne sont pas les seuls atteints. La bourgeoisie, au milieu de sa décadence politique et économique, conservait cependant quelques traces de son ancienne prospérité, les villes gardaient une certaine autonomie, et leurs habitants, dont beaucoup étaient instruits et fiers de leur

1. Gindely, Gegenreform., p. 361.
2. Bilek, CXIV.



origine, ne montraient aucune tendance à se convertir. Pour briser leur résistance, on confisqua les biens des communes : d'après les calculs de Bilek, ils représenteraient ajourd'hui une valeur d'environ 50 millions de francs; naturellement, elles conservèrent leurs dettes. Elles eurent en même temps à faire face aux dépenses énormes de la guerre, à payer les contributions que leur imposaient tous les régiments de passage, il leur fut impossible de tenir leurs engagements; les anciens habitants, réduits aux abois, disparurent. La destruction de la bourgeoisie bohême fut le corollaire et le complément de celle de l'aristocratie.

D'après les calculs très précis de Bilek, les biens réellement confisqués furent estimés par la commission à 30 millions de florins, mais leur valeur exacte était certainement au moins de 100 millions de florins. Suivant la proportion admise généralement, cela donnerait aujourd'hui plus d'un milliard de francs. Sur 926 domaines seigneuriaux, près de 500 furent confisqués, parmi les autres 250 n'ont qu'une faible étendue, si bien qu'un tiers à peine des terres demeura entre les mains des anciens maîtres [1]; Gindely remarque qu'il faudrait remonter jusqu'aux invasions pour trouver un exemple d'un bouleversement aussi radical. En Moravie, la commission, présidée par le cardinal Dietrichstein, mit d'abord la main sur les biens de ceux des rebelles qu'elle avait condamnés ou qui avaient pris la fuite, puis elle appliqua aussi le système du pardon général : 300 personnes furent frappées, 138 domaines saisis; on en calcule le prix à cent millions de francs au moins de notre monnaie. La Silésie fut protégée momentanément par la capitulation que lui avait accordée l'Électeur de Saxe, mais ce ne fut guère qu'un répit et les catholiques prirent leur revanche un peu plus tard.

1. Bilek, p. CXLVIII. Quelques critiques catholiques ont contesté ces chiffres, mais sans apporter de fait précis. Il n'est naturellement pas impossible que dans une œuvre aussi vaste que celle de Bilek, il se soit glissé quelque double emploi. Ces erreurs ne sauraient être que très rares et ne modifieraient en rien le résultat général.



Les pillards ne s'étaient pas contentés des terres, ils avaient saisi les créances, les mobiliers, les bijoux. Au XVIe siècle, beaucoup de nobles, fort riches et très épris d'art, avaient réuni de magnifiques collections : elles furent saccagées, l'argenterie fondue, les meubles et les tableaux dispersés au loin. Les guerres hussites avaient déjà mutilé bien des édifices et anéanti quelques-uns des legs les plus intéressants des âges précédents, mais c'est au milieu des déprédations qui accompagnèrent la Restauration catholique que sombrèrent presque toutes les œuvres qui rappelaient l'éclat de la civilisation tchèque au moyen âge et celles dont la Renaissance avait paré le pays ; les œuvres d'art les plus précieuses furent détruites ou livrées aux étrangers ; on eût dit que les vainqueurs avaient la volonté d'effacer jusqu'à la mémoire d'un passé qui ne réveillait en eux que des sentiments de colère et d'indignation. Aujourd'hui dans les demeures des grands seigneurs tchèques, les meubles, les bijoux sont modernes, et bien rares ou bien misérables sont les épaves de l'époque où leurs prédécesseurs tenaient en échec le pouvoir souverain [1].

Comment cette horde d'aventuriers faméliques aurait-elle pris quelque intérêt aux traditions nationales ? Ils arrivent d'un peu partout, belges, italiens, espagnols, allemands ; un coup de main heureux, un mariage lucratif, la faveur de quelque confident de l'Empereur suffisent à transformer un batteur d'estrade en grand seigneur. De ce moment date la fortune des Buquoy, des Clary de Riva, des Aldringen, des Trauttmansdorf, des Metternich, des Marradas, des Verdugo et de vingt autres dont le nom seul crie l'origine. Ces gens-là ne pouvaient avoir d'amour pour le peuple qu'ils ne connaissaient pas et qui détestait en eux les favoris d'un souverain plus imbécile encore que cruel ; ils amenaient avec eux une tourbe de serviteurs faméliques, qui pillaient à leur exemple et dont l'autorité s'appesantissait impitoyable sur les paysans dont ils ne comprenaient

1. Gindely, IV, p. 89.



pas la langue; ils favorisaient les mœurs exotiques et le commerce étranger. Comment auraient-ils essayé de défendre les privilèges du royaume en face de l'Empereur ? Ils avaient besoin de sa protection pour conserver leurs acquisitions et sa paresseuse clémence couvrait seule les crimes par lesquels ils avaient fondé leur opulence. Quelques-uns d'entre eux avaient déjà des domaines au-dehors et beaucoup en achetèrent par la suite : aussi la nouvelle noblesse ne devint-elle jamais véritablement nationale, elle ne fut qu'une noblesse de cour, que ses intérêts complexes groupaient autour des Habsbourgs et qui poursuivait sa fortune par les mêmes intrigues qui l'avaient commencée. Au sommet l'indifférence, la corruption, la servilité; au bas, une poussière de serfs, broyés sous le joug le plus dur, surveillés par des prêtres qui suspectaient leurs souvenirs et leurs rêves : tel fut le résultat de l'amnistie générale telle que l'avait accordée Ferdinand.

A la longue, l'Allemagne s'émut à voir arriver ces longues théories de nobles, réduits aux expédients. Des catholiques mêmes présentèrent des observations à l'Empereur [1]. Des aveux terribles échappaient aux bourreaux : — la condition du pays est si misérable, écrit Liechtenstein [2]. Maximilien de Bavière, qui n'était pas suspect de faiblesse, mais qui avait horreur du gaspillage et du désordre, s'indignait et craignait que l'excès des souffrances ne provoquât une nouvelle insurrection : — « l'affection en Bohême pour le roi est très faible, les esprits sont très mal disposés » [3]. Ferdinand, à défaut de remords, eut quelques inquiétudes. Il ne se rendit jamais vraiment compte des exactions de ses agents, ce qui suffit à prouver son manque absolue d'intelligence et d'application; du moins eut-il une vague intuition de la sottise qu'il avait commise en laissant gaspiller des ressources qui, mieux ménagées, lui auraient assuré la victoire sur ses ennemis. Il recommanda à Liech-

1. Diète de Ratisbonne, fév. 1623. Gindely, p. 52.
2. Id., p. 378.
3. Gindely, Gegenref., p. 382, oct. 1623.

tenstein quelque modération. Le prince n'y fit aucune objection. Sans doute, écrivait la Chambre aulique, il y avait encore beaucoup de coupables qui n'avaient pas été frappés, mais leurs propriétés étaient si insignifiantes qu'en supposant qu'on prononçât contre eux la confiscation entière, leurs biens ne couvriraient même pas les frais de justice [1].

En même temps que l'on poursuit l'anéantissement de la noblesse tchèque et que l'épouvante de la misère énerve la résistance de ceux qui échappent par hasard à la confiscation, on chasse les pasteurs. Dans tout ce désordre, il y a cependant une méthode : après les chefs temporels, les conducteurs spirituels. Cette fois, les ecclésiastiques, qui jusque là s'étaient bornés modestement à se tailler une large part de butin, passent au premier plan. Carafa, Lohélius, Becanus, Lamormain gourmandent la tiédeur de Liechtenstein et arrachent à Ferdinand les décrets décisifs. A la fin de 1621 et au début de 1622, Lohélius envoie à Vienne mémoires sur mémoires : « Devant Dieu, vous êtes engagé à protéger, à étendre la religion catholique, à la regarder comme le joyau le plus précieux [2]. » Ferdinand ordonne alors au gouverneur de renouveler les décrets d'expulsion qui n'avaient été que très imparfaitement obéis et le 13 décembre 1621, Liechtenstein publie un réquisitoire contre les ministres évangéliques : ils ont soutenu la révolte et prêté hommage à l'usurpateur; maintenant encore, ils témoignent d'un mauvais esprit et tiennent des réunions secrètes dont le but réel est de préparer une nouvelle insurrection. Le gouvernement hésite encore à avouer ses véritables desseins, prétend frapper dans les pasteurs non des hérétiques, mais des rebelles. Ils quitteront le pays

1. Bilek, p. LXXXVI. La commission pouvait se reposer. Son œuvre était accomplie. Elle fut supprimée le 3 octobre 1623. Elle avait condamné 680 personnes dont 166 à la confiscation complète. 518 autres avaient été acquittées, en général parce qu'elles étaient catholiques ou avaient promis de se convertir. Aucune demande en grâce n'était accueillie, si elle n'était accompagnée d'une promesse d'apostasie.
2. Svoboda, Discuss. du livre de Bilek, p. 4.



sous huit jours; ceux qui n'obéiront pas, seront punis de mort, de même ceux qui leur donneraient asile après le délai fixé [1].

Beaucoup de ces pasteurs n'étaient pas des héros et leur passé les préparait mal au martyre : quelques-uns faiblirent, se réconcilièrent avec l'Église et menèrent une vie déshonorée et inutile; la plupart grandirent dans l'épreuve. Trente partirent de Prague. On leur avait interdit d'adresser à leurs fidèles un discours d'adieu. — « Ils se réunirent avec leurs paroissiens, chacun dans son église, sans que les cloches eussent sonné et sans aucune cérémonie; là, debout autour de l'autel, ils prirent congé les uns des autres avec des gémissements et avec un amer serrement de cœur. — Et ce fut une grande lamentation parmi les croyants; ils allaient dans les rues comme des insensés, et ils semblaient un corps sans âme [2]. »

Restaient encore cependant quelques prédicateurs luthériens, que l'on ménageait à cause de la Saxe, quelques représentants aussi de l'ancien Utraquisme officiel, que les papes avaient autorisé et qui ne se distinguait plus guère du Catholicisme romain que par la communion sous les deux espèces. Carafa comprit la nécessité de supprimer le calice, autour duquel se groupaient tous les hérétiques obstinés et le pape retira la permission jadis accordée par Pie V. Les autorités de Prague, par crainte de l'émotion populaire, ne tinrent pas compte des ordres du nonce, et le jeudi saint 1622, dans l'église du Tyn, « plus de mille scélérats hérétiques reçurent le sang vénéré du Seigneur, de sorte que le sacrement fut jeté aux chiens par des catholiques ». L'indignation du légat fut si bruyante que les commissaires royaux interdirent la communion utraquiste et, comme le prédicateur refusait d'obéir, ils envoyèrent des soldats pour l'arrêter en chaire. Locika, le coupable, âme frivole et faible, qui auparavant avait fait sa sou-

1. Skala, v, 184.
2. Skala, v. 188.



mission à l'archevêque, fut enfermé comme relaps dans un monastère où il mourut au bout de quelques semaines [1].

Le peuple, qui s'était attroupé pour le défendre, se dispersa au bout de quelques heures, reconnaissant ainsi sa faiblesse. Les catholiques en conclurent que les ménagements qu'ils avaient gardés jusqu'alors étaient inutiles. Les pasteurs luthériens reçurent l'ordre de sortir du royaume: ils quittèrent la ville le 29 octobre 1622, accompagnés par quelques milliers de fidèles; ils s'arrêtèrent sur une hauteur qui porte encore le nom de champ des larmes, exhortèrent leurs amis à demeurer fidèles à la loi du Christ, puis continuèrent tristement leur route, suivis par des lamentations et des sanglots.

Cette fois, Jean-Georges s'émut, si bien qu'il refusa de paraître à la diète de Ratisbonne (nov. 1622). Le mécontentement de ce timide, qui, dans son loyalisme enragé, avait poussé la faiblesse jusqu'à trahir les intérêts évidents de la Réforme, inquiéta les ministres de Ferdinand II. L'Électeur Palatin, battu, avait toujours des amis et des protecteurs; les Luthériens avaient été paralysés jusqu'alors par l'attitude de l'Électeur de Saxe: qu'il se prononçât pour la résistance, et on aurait sur les bras toute l'Allemagne protestante. Maximilien se plaignait de la maladresse des fanatiques dont la précipitation gâtait tout; pour obtenir l'adhésion de la Saxe à son entrée dans le conseil électoral, il eût volontiers consenti à ajourner la restauration catholique. Ferdinand consulta plusieurs théologiens et son confesseur: avait-il le droit de retirer son décret d'expulsion et de permettre aux pasteurs luthériens de revenir dans le royaume? Ils lui firent honte de sa pusillanimité : après tant de victoires, une semblable concession équivaudrait à une autorisation nouvelle; si la faiblesse du souverain accordait du temps à une secte funeste et impie, elle ne pourrait ensuite être exterminée qu'au prix de beaucoup de

1. Skala, v, 213, dit qu'il fut exécuté, ce qui n'est pas exact. Il est certain du moins que sa mort subite est fâcheuse pour l'Église.



sang, par la ruine de l'Allemagne et la perte de nombreuses âmes ; ces loups n'avaient été tolérés que trop longtemps ; si on les avait éloignés plus tôt du troupeau du Sauveur, l'Enfer aurait englouti beaucoup moins de victimes et le royaume de Bohême n'aurait pas été exposé à des tempêtes perpétuelles [1]. — Carafa, qui était absent, accourut à la rescousse : on avait bien tort de prendre au sérieux les démarches de l'Électeur, il ne voulait que ménager les susceptibilités de ses coreligionnaires, la preuve c'est que les instructions secrètes qu'il envoyait à ses mandataires leur prescrivaient seulement de s'opposer à ce qu'on violât les capitulations qu'il avait accordées aux Silésiens ; aucun doute n'était possible, et pour le prouver le légat communiqua les lettres de l'Électeur [2]. Les archives de Dresde ont permis d'établir que ces pièces étaient fausses. Le nonce avait-il été trompé ? — C'est possible, bien que les prélats romains ne se laissent pas aisément duper. Quoi qu'il en soit, heureuse crédulité ou pieuse fraude, l'argument porta et Carafa, sûr désormais de l'obéissance passive du maître, poussa vivement ses avantages.

Dans les villes de province, l'expulsion des pasteurs continuait, plus ou moins rapide et brutale, suivant le zèle ou la rigueur des commissaires et des doyens. Il est possible qu'un certain nombre des détails navrants que rapporte l'Histoire des Persécutions, soit controuvé ; il est certain que les catholiques ne s'appuyaient que sur une minorité, recrutée presque exclusivement parmi des gens sans aveu qui avaient besoin d'inspirer la terreur et qui n'étaient pas très délicats sur le choix des moyens. Même si les chefs ecclésiastiques désiraient, ce qui est vraisemblable, que les choses se passassent en douceur, ils devaient fatalement être débordés par la férocité de leurs agents, et quand on envoyait des hommes tels que Marradas ou Michna avec une compagnie de reîtres pour chasser le pasteur, il y avait

1. Bilek, Contre-Réform., p. 27.
2. Gindely, Gegenreform., p. 128.

quelque candeur ou quelque hypocrisie à supposer qu'ils procéderaient toujours avec modération.

En même temps qu'on fermait les églises protestantes, on poursuivait tout ce qui pouvait conserver le souvenir de l'hérésie et on restaurait les traditions romaines. La langue latine était rétablie dans le service divin, où elle avait disparu depuis deux siècles. La statue triomphale de Podiébrad qui ornait la vieille église du Tyn, était remplacée par la statue de Ferdinand écrasant l'hérésie. Le jésuite Plachy envoyait ses élèves abattre le calice doré qui surmontait le Tyn et on lui substituait une statue colossale de la Vierge. A Litomierjitse, on brisait solennellement les statues de Hus et de Jérôme de Prague; on jetait au vent les ossements de Zizka et de Rokytsana. Les Jésuites établissaient solidement les bases d'une domination qui se prolongea jusqu'à Marie-Thérèse. Le 14 novembre 1622, le directeur de leur collège de Saint-Clément prenait possession de l'Université de Charles, la plus ancienne de l'Europe centrale. Seuls les Jésuites enseigneraient dans les facultés de philosophie et de théologie et ils nommeraient les professeurs de médecine et de droit; le Recteur et le Chancelier étaient pris dans leurs rangs et ne relevaient que des supérieurs de l'Ordre. La Compagnie prétendait hériter de la haute direction qu'avait eue auparavant l'Université sur toutes les écoles du royaume; elle règlerait les plans d'études et les programmes, donnerait les permis d'enseigner, et le Recteur réprimanderait et au besoin destituerait les maîtres dont la foi serait suspecte. Les Jésuites exerceraient seuls la censure, inspecteraient les libraires et les imprimeurs et confisqueraient les livres dangereux; en cas de récidive, tout le magasin du marchand serait saisi au profit de la Société [1].

Il n'est que juste de reconnaître qu'ils apportaient dans la poursuite de leurs desseins un admirable esprit de suite et autant d'industrie que de dévouement. Ils avaient com-

1. Schmidl, Histor. Societ. Jesu prov. Bohemiae, III, 426.



pris que si la force est souvent utile pour établir une domination, elle ne suffit pas pour la prolonger et que l'on ne détruit que ce qu'on remplace. Leur ambition était assez clairvoyante pour songer à l'avenir et leur psychologie assez fine pour ne négliger aucun des moyens par lesquels on s'empare de l'âme des peuples. C'étaient les jeunes générations surtout qu'ils entendaient gagner. De la science, ils ne redoutaient que la méthode et dans la recherche ils ne condamnaient que la révolte : il s'agissait donc avant tout de préparer des esprits dociles et souples. A leurs académies de Prague, de Kroumlov, de Chomoutov, de Jindrjicho-Hradets, antérieures à 1618, s'ajoutèrent bientôt celles de Jitchin, de la Petite et de la Nouvelle Ville de Prague, de Koutna-Hora, de Kralové-Hradets, etc. Ces collèges, très largement dotés, comptèrent parmi leurs maîtres des savants très distingués, des âmes délicates et exquises ; leur influence n'en fut pas moins déplorable. Le vice capital de l'éducation des Jésuites éclata en Bohême avec plus de clarté que partout ailleurs : leurs écoles travaillaient pour la Société, non pour l'enfant, ou si l'on veut, ils crurent assurer le bonheur de leurs élèves en les dressant à l'abdication ; jamais ils ne comprirent que le seul maître digne de ce nom est celui qui inspire le goût de la libre réflexion et qui développe le sentiment de la responsabilité personnelle. Par là, et malgré les améliorations de détail qu'ils ont apportées comme en dépit du talent éminent et du dévouement sincère de beaucoup de leurs maîtres, la substitution de leur enseignement aux vieilles écoles utraquistes fut un désastre pour la Bohême. Les progrès de l'éducation moderne ont consisté à s'affranchir de leur méthode pour se rapprocher de celle du grand évêque de l'Unité, Comenius.

Pour le moment tout pliait devant eux. En 1623, leurs établissements de Bohême étaient constitués en province, sous la direction du Père Rumer, dont l'autorité s'étendait à tous les pays de la couronne de Saint-Venceslas, Moravie, Silésie et Lusace. Ils trouvaient auprès du roi un protecteur



quelque candeur ou quelque hypocrisie à supposer qu'ils procéderaient toujours avec modération.

En même temps qu'on fermait les églises protestantes, on poursuivait tout ce qui pouvait conserver le souvenir de l'hérésie et on restaurait les traditions romaines. La langue latine était rétablie dans le service divin, où elle avait disparu depuis deux siècles. La statue triomphale de Podiébrad qui ornait la vieille église du Tyn, était remplacée par la statue de Ferdinand écrasant l'hérésie. Le jésuite Plachy envoyait ses élèves abattre le calice doré qui surmontait le Tyn et on lui substituait une statue colossale de la Vierge. A Litomierjitse, on brisait solennellement les statues de Hus et de Jérôme de Prague; on jetait au vent les ossements de Zizka et de Rokytsana. Les Jésuites établissaient solidement les bases d'une domination qui se prolongea jusqu'à Marie-Thérèse. Le 14 novembre 1622, le directeur de leur collège de Saint-Clément prenait possession de l'Université de Charles, la plus ancienne de l'Europe centrale. Seuls les Jésuites enseigneraient dans les facultés de philosophie et de théologie et ils nommeraient les professeurs de médecine et de droit; le Recteur et le Chancelier étaient pris dans leurs rangs et ne relevaient que des supérieurs de l'Ordre. La Compagnie prétendait hériter de la haute direction qu'avait eue auparavant l'Université sur toutes les écoles du royaume; elle règlerait les plans d'études et les programmes, donnerait les permis d'enseigner, et le Recteur réprimanderait et au besoin destituerait les maîtres dont la foi serait suspecte. Les Jésuites exerceraient seuls la censure, inspecteraient les libraires et les imprimeurs et confisqueraient les livres dangereux; en cas de récidive, tout le magasin du marchand serait saisi au profit de la Société [1].

Il n'est que juste de reconnaître qu'ils apportaient dans la poursuite de leurs desseins un admirable esprit de suite et autant d'industrie que de dévouement. Ils avaient com-

1. Schmidl, Histor. Societ. Jesu prov. Bohemiae, III, 426.



pris que si la force est souvent utile pour établir une domination, elle ne suffit pas pour la prolonger et que l'on ne détruit que ce qu'on remplace. Leur ambition était assez clairvoyante pour songer à l'avenir et leur psychologie assez fine pour ne négliger aucun des moyens par lesquels on s'empare de l'âme des peuples. C'étaient les jeunes générations surtout qu'ils entendaient gagner. De la science, ils ne redoutaient que la méthode et dans la recherche ils ne condamnaient que la révolte : il s'agissait donc avant tout de préparer des esprits dociles et souples. A leurs académies de Prague, de Kroumlov, de Chomoutov, de Jindrjicho-Hradets, antérieures à 1618, s'ajoutèrent bientôt celles de Jitchin, de la Petite et de la Nouvelle Ville de Prague, de Koutna-Hora, de Kralové-Hradets, etc. Ces collèges, très largement dotés, comptèrent parmi leurs maîtres des savants très distingués, des âmes délicates et exquises ; leur influence n'en fut pas moins déplorable. Le vice capital de l'éducation des Jésuites éclata en Bohême avec plus de clarté que partout ailleurs : leurs écoles travaillaient pour la Société, non pour l'enfant, ou si l'on veut, ils crurent assurer le bonheur de leurs élèves en les dressant à l'abdication; jamais ils ne comprirent que le seul maître digne de ce nom est celui qui inspire le goût de la libre réflexion et qui développe le sentiment de la responsabilité personnelle. Par là, et malgré les améliorations de détail qu'ils ont apportées comme en dépit du talent éminent et du dévouement sincère de beaucoup de leurs maîtres, la substitution de leur enseignement aux vieilles écoles utraquistes fut un désastre pour la Bohême. Les progrès de l'éducation moderne ont consisté à s'affranchir de leur méthode pour se rapprocher de celle du grand évêque de l'Unité, Comenius.

Pour le moment tout pliait devant eux. En 1623, leurs établissements de Bohême étaient constitués en province, sous la direction du Père Rumer, dont l'autorité s'étendait à tous les pays de la couronne de Saint-Venceslas, Moravie, Silésie et Lusace. Ils trouvaient auprès du roi un protecteur

quelque candeur ou quelque hypocrisie à supposer qu'ils procéderaient toujours avec modération.

En même temps qu'on fermait les églises protestantes, on poursuivait tout ce qui pouvait conserver le souvenir de l'hérésie et on restaurait les traditions romaines. La langue latine était rétablie dans le service divin, où elle avait disparu depuis deux siècles. La statue triomphale de Podiébrad qui ornait la vieille église du Tyn, était remplacée par la statue de Ferdinand écrasant l'hérésie. Le jésuite Plachy envoyait ses élèves abattre le calice doré qui surmontait le Tyn et on lui substituait une statue colossale de la Vierge. A Litomierjitse, on brisait solennellement les statues de Hus et de Jérôme de Prague; on jetait au vent les ossements de Zizka et de Rokytsana. Les Jésuites établissaient solidement les bases d'une domination qui se prolongea jusqu'à Marie-Thérèse. Le 14 novembre 1622, le directeur de leur collège de Saint-Clément prenait possession de l'Université de Charles, la plus ancienne de l'Europe centrale. Seuls les Jésuites enseigneraient dans les facultés de philosophie et de théologie et ils nommeraient les professeurs de médecine et de droit; le Recteur et le Chancelier étaient pris dans leurs rangs et ne relevaient que des supérieurs de l'Ordre. La Compagnie prétendait hériter de la haute direction qu'avait eue auparavant l'Université sur toutes les écoles du royaume; elle règlerait les plans d'études et les programmes, donnerait les permis d'enseigner, et le Recteur réprimanderait et au besoin destituerait les maîtres dont la foi serait suspecte. Les Jésuites exerceraient seuls la censure, inspecteraient les libraires et les imprimeurs et confisqueraient les livres dangereux; en cas de récidive, tout le magasin du marchand serait saisi au profit de la Société [1].

Il n'est que juste de reconnaître qu'ils apportaient dans la poursuite de leurs desseins un admirable esprit de suite et autant d'industrie que de dévouement. Ils avaient com-

1. Schmidl, Histor. Societ. Jesu prov. Bohemiae, III, 426.



pris que si la force est souvent utile pour établir une domination, elle ne suffit pas pour la prolonger et que l'on ne détruit que ce qu'on remplace. Leur ambition était assez clairvoyante pour songer à l'avenir et leur psychologie assez fine pour ne négliger aucun des moyens par lesquels on s'empare de l'âme des peuples. C'étaient les jeunes générations surtout qu'ils entendaient gagner. De la science, ils ne redoutaient que la méthode et dans la recherche ils ne condamnaient que la révolte : il s'agissait donc avant tout de préparer des esprits dociles et souples. A leurs académies de Prague, de Kroumlov, de Chomoutov, de Jindrjicho-Hradets, antérieures à 1618, s'ajoutèrent bientôt celles de Jitchin, de la Petite et de la Nouvelle Ville de Prague, de Koutna-Hora, de Kralové-Hradets, etc. Ces collèges, très largement dotés, comptèrent parmi leurs maîtres des savants très distingués, des âmes délicates et exquises ; leur influence n'en fut pas moins déplorable. Le vice capital de l'éducation des Jésuites éclata en Bohême avec plus de clarté que partout ailleurs : leurs écoles travaillaient pour la Société, non pour l'enfant, ou si l'on veut, ils crurent assurer le bonheur de leurs élèves en les dressant à l'abdication ; jamais ils ne comprirent que le seul maître digne de ce nom est celui qui inspire le goût de la libre réflexion et qui développe le sentiment de la responsabilité personnelle. Par là, et malgré les améliorations de détail qu'ils ont apportées comme en dépit du talent éminent et du dévouement sincère de beaucoup de leurs maîtres, la substitution de leur enseignement aux vieilles écoles utraquistes fut un désastre pour la Bohême. Les progrès de l'éducation moderne ont consisté à s'affranchir de leur méthode pour se rapprocher de celle du grand évêque de l'Unité, Comenius.

Pour le moment tout pliait devant eux. En 1623, leurs établissements de Bohême étaient constitués en province, sous la direction du Père Rumer, dont l'autorité s'étendait à tous les pays de la couronne de Saint-Venceslas, Moravie, Silésie et Lusace. Ils trouvaient auprès du roi un protecteur

avisé dans Guillaume Lamormain qui, à la mort de Becanus (janvier 1624), était devenu le confesseur de Ferdinand. La Société ne se recrutait guère encore dans les domaines des Habsbourgs : Lamormain, d'origine luxembourgeoise, connaissait cependant très bien l'Autriche ; ses maîtres, qui avaient distingué son intelligence déliée, l'avaient envoyé faire ses études, à côté de Pazmany, le futur apôtre de la Hongrie, dans cette ville de Gratz où Ferdinand devait s'essayer à sa mission ; il se trouvait à Rome au moment où la Curie rédigeait les instructions de Carafa. Dès le premier jour, il fut ainsi en état de servir utilement la religion et la Société, dont il ne séparait pas les intérêts. Très pieux, très simple, il n'étalait pas son influence et ne la surmenait pas : elle n'en était que plus solide, d'autant plus qu'il se targuait de connaître les affaires, tenait compte des circonstances extérieures, n'exigeait pas de son pénitent des efforts trop douloureux, prenait à l'occasion sa défense contre la Curie, à condition que sur les points essentiels et aux heures décisives, il courbât humblement la tête sous la volonté de l'Église. Ce n'était pas comme Becanus un théologien original, et ses conceptions politiques étaient banales : un monarque absolu, devant lequel s'inclineraient toutes les têtes et qui suivrait docilement l'impulsion de son confesseur. La difficulté est dans l'exécution et il y était passé maître. Ce silencieux qui, par une réserve à demi-dédaigneuse, à demi-humble, se tenait à l'écart et ne parlait que si on l'interrogeait, resta jusqu'à la mort de Ferdinand II (1637) un des inspirateurs de sa politique, le maintint fermement dans la voie où il était engagé, assura en dépit de toutes les rivalités, la domination de l'Ordre en Bohême [1].

La tâche ne fut pas toujours facile. Harrach qui avait été nommé archevêque de Prague, après la mort de Lohélius en 1622, n'était pas hostile aux Jésuites, dont il avait été l'élève, mais il était jeune, très actif, et il enten-

1. V. Dudik, Corresp. K. Ferdinands II und seiner Familie mit Becanus und Lamormain. (Archiv. fur œst. Gesch., LIV, 219-350, 1876).



dait ne laisser à personne la haute direction de son diocèse; il ne voulait pas surtout abandonner les droits que les bulles pontificales avaient toujours reconnus à ses prédécesseurs sur l'Université, et il engagea à cet effet avec la Société une lutte qui fut très longue et à certains moments très violente. Il eut pour lui les autres ordres monastiques, jaloux de la prépondérance des Jésuites, le légat et même la Propagande, qui redoutaient aussi leurs empiétements. Toutes les attaques échouèrent contre Lamormain. De l'aveu de Carafa, les Jésuites exercent une véritable tyrannie [1]; ils plient sous leur autorité les ministres, tiennent tête à la Propagande et réduisent Harrach à un tel état de désespoir qu'il offre sa démission. A la cour, personne n'ose prendre un directeur qui n'appartienne pas à leur Compagnie; leur ambition jalouse voit des ennemis de la foi dans tous ceux qui ne se soumettent pas docilement à leurs ordres et ne reconnaît de bonnes œuvres que celles qui passent par leurs mains [2].

Leur intérêt, à défaut de foi, leur imposerait de poursuivre vigoureusement l'anéantissement de l'hérésie en Bohême, et Lamormain peut triomphalement opposer à ses détracteurs le zèle des disciples de Saint-Ignace et la rigueur des arrêts qu'il obtient de Ferdinand II. Sur ce terrain, les rivaux se réconcilient, Capucins ou Jésuites, Réguliers ou Séculiers, tous, sans lassitude et sans pitié, prêchent la croisade d'extermination. L'intervention de l'Électeur de Saxe et les hésitations momentanées de la cour impériale avaient un instant arrêté l'exécution des mesures de rigueur. On ne saurait, d'ailleurs, si on veut vraiment comprendre l'histoire du xvii[e] siècle, trop insister sur l'ex-

1. Lettre de Carafa au cardinal Barberini; Gindely, Gegenref., p. 178.
2. Lettre du Capucin Valerius Magni, Gindely p. 188. — Malgré les protestations de Magni, qu'il « vénère et aime la Société », il convient, en le lisant, de se rappeler l'ardeur des rivalités monastiques. Il n'est pourtant pas possible de s'inscrire en faux contre l'ensemble de témoignages qui, de 1620 à 1640, forment, suivant l'expression de Gindely, une véritable littérature catholique hostile aux Jésuites. Ils ont la conviction, justifiée, que nul n'est plus à même qu'eux d'établir et de maintenir la domination de l'Église : de là l'âpreté avec laquelle ils réclament le gouvernement.

trême faiblesse de l'administration à cette époque; rappelons-nous qu'en France, par exemple, assez longtemps après la Révocation, en dépit des ordres les plus implacables, des protestants conservent des postes importants et que des groupes, souvent assez nombreux, se maintiennent dans des provinces très voisines de Paris; or, la France était un pays centralisé, où l'autorité royale était relativement obéie. Dans les pays des Habsbourgs, il n'y a pas vraiment encore d'administration régulière, pas de police générale; les communications sont lentes et les routes difficiles; les couvents et les cures sont comme des postes perdus en terre ennemie; de temps en temps arrive quelque mission, à demi-laïque, à demi-ecclésiastique, qui jette l'épouvante parmi les habitants : dès qu'elle s'est éloignée, les choses reprennent leur ancien cours. Il faut lancer vingt fois les mêmes édits, revenir sans cesse sur les mêmes instructions, recommencer à pied-d'œuvre la tâche que l'on jugeait terminée. La bonne volonté du souverain n'était pas douteuse; elle était nonchalante et brouillonne : Carafa et Lamormain aiguillonnèrent sa paresse. En entrant en fonctions, Lamormain l'avait exhorté à penser enfin sérieusement à extirper définitivement l'hérésie en Bohême et à s'y préparer par la communion, puis pendant quatre jours, il s'était retiré dans sa cellule pour appeler la bénédiction céleste sur les pensées du roi. Quand il revint, Ferdinand lui déclara qu'après avoir reçu la commumunion, le Saint-Esprit l'avait illuminé et lui avait ordonné de suivre sans réserve les conseils de son confesseur [1]. Le Saint-Esprit et Lamormain choisissaient bien leur heure. A la suite de la défaite de Christian de Brunswick à Stadtlohn (août 1623), Mansfeld s'était réfugié en Angleterre, et la cause de Frédéric V paraissait définitivement perdue; Gabor, qui avait un moment repris les armes, isolé, avait jugé prudent de se ménager une retraite et il venait de signer la

1. Relation de Carafa; Gindely, p. 203.

seconde paix de Nikolsbourg. Les protestants tchèques étaient à la merci de leurs adversaires.

Le Père Svoboda, qui a étudié de très près cette période, n'hésite pas à s'approprier les paroles de Saint-Augustin : « Les Donatistes éprouvèrent le sort qu'avaient jadis subi les accusateurs du prophète Daniel ; de même que les lions se jetèrent sur eux, les lois dont ils avaient voulu frapper leurs adversaires, se retournèrent contre eux. La différence, c'est que, par la miséricorde de Dieu, ces lois qui leur paraissent hostiles, leur sont utiles, car par elles beaucoup se sont améliorés ; ce qu'ils détestaient, ils l'aiment, et ces lois que rejetait leur folie, ils les acceptent volontiers, quand ils sont revenus à la raison. Le médecin est désagréable au patient et le père à l'enfant, et pourtant si le père frappe l'enfant et que le médecin enchaîne le malade, c'est pour leur bien. L'adultère est puni par la loi : pourquoi le sacrilège ne le serait-il pas ? Le fidèle qui ne garde pas sa foi à son Dieu n'est-il pas plus coupable que la femme qui ne la garde pas à son mari ? Le pasteur n'a-t-il pas le devoir de ramener la brebis séduite, et si elle refuse, de l'y contraindre ? » — Les Jésuites du XVIIe siècle n'avaient ni plus de doutes ni plus de scrupules que leurs apologistes actuels.

Le premier résultat concret de leurs théories fut une série d'arrêtés qui ordonnaient de poursuivre les pasteurs revenus dans le royaume ; elles aboutirent au décret décisif du 18 mai 1624 qui interdisait à tout prédicateur hérétique de séjourner en Bohême et chargeait Harrach et Liechtenstein d'en assurer l'exécution. C'était la conclusion naturelle des mesures qui, depuis 1620, avaient peu à peu refoulé le culte protestant, le corollaire de la patente du 29 mars 1624 qui « interdisait l'exercice de toute autre religion que la religion catholique, non seulement à Prague et dans les villes royales, mais encore dans le pays tout entier [1] ». La Propagande n'était que juste en invitant

1. Bilek, Contre-Réform., p. 45.



Carafa à remercier « le nouveau Théodose » et le « second Constantin ». L'archevêque nomma deux « visiteurs » qui eurent mission de parcourir le royaume, « d'écarter de toute administration ecclésiastique les prédicateurs, s'il en restait, en usant de la plus grande douceur possible »; cela voulait dire qu'on chercherait à décider les pasteurs à se convertir et qu'on exilerait ceux qui refuseraient d'abandonner leur foi. Les visiteurs d'Harrach étaient accompagnés par des agents de Liechtenstein dont les instructions étaient plus précises et plus implacables.

Alors commença dans tout le pays cette chasse contre les prédicateurs hérétiques, qui, avec quelques interruptions, dura jusqu'aux dernières années du règne de Marie-Thérèse et dans laquelle périrent quelques-uns des meilleurs fils de la patrie. En laissant de côté les récits navrants de l'Histoire des persécutions, les actes officiels prouvent que des centaines de prédicateurs furent jetés en prison, mis au pain et à l'eau; les plus intraitables étaient fouettés [1]. Dans ces cas-là les prêtres catholiques, discrètement, s'effacaient, laissant aux autorités temporelles le soin de punir les rebelles qui bravaient les ordres du souverain. Zérotyn rappela à l'Empereur les promesses qu'il avait reçues : il n'avait commis aucune faute, et pour lui garder sa fidélité, il s'était exposé aux plus sérieux dangers. — Ferdinand ne nia pas ses engagements, « il ne pouvait les tenir, parce que le pape, sur les décisions duquel il devait se régler dans les questions de conscience, ne le trouvait pas bon et licite [2]. » On poursuivait en même temps que les pasteurs les instituteurs; les écoles dont s'honorait la Bohême, disparurent presque toutes, et il s'écoula de longues années avant qu'elles fussent plus ou moins bien remplacées; ce fut une catastrophe intellectuelle dont les suites furent

1. Gindely, Gegenref., p. 208.
2. D'Elvert, XVI, p. 159.

analogues à celles de l'expropriation en masse de l'ancienne noblesse [1].

∴

En 1624, la période préparatoire de la restauration catholique est terminée; officiellement, l'hérésie a disparu; la résistance a été désorganisée par la ruine de la noblesse, par les mesures qui ont supprimé les derniers restes de l'autonomie des villes et par l'expulsion des pasteurs; il s'agit désormais de forcer la masse de la population, démoralisée et tremblante, à accepter plus ou moins sincèrement la doctrine romaine. Quelque impitoyable qu'ait été la commission de confiscation, un certain nombre de nobles ont conservé quelques débris de leur fortune : ils seront mis en demeure d'opter entre la conversion et l'exil. — Les pasteurs, protégés par la connivence des habitants, reparaissent sans cesse; on redoublera contre eux de rigueur. — Les villes que Ferdinand avait déjà replacées sous la tutelle des juges royaux, ont été soumises de plus à des capitaines qui ne laissent aux conseils que l'expédition des affaires courantes, et ces conseils eux-mêmes ont été composés exclusivement de catholiques. Ces juges sont, d'après les rapports officiels, « légers, cupides et perdus de mœurs » et leur administration lamentable exaspère les habitants; les nouveaux conseillers ont été recrutés parmi des gens sans ressource et sans aveu. En face de ces intrus, la vieille bourgeoisie, par orgueil municipal et par fidélité aux traditions non moins que par conviction religieuse, s'attache avec désespoir à son culte. Il faut la forcer dans sa dernière retraite, l'atteindre dans ses intérêts essentiels et écarter par tous les moyens ceux qui dirigent la résistance. — Il faut enfin extirper l'hérésie

1. Voir dans les Mittheil. des Vereins für Gesch. der Deutschen in Bœhmen, 1869, l'histoire de l'école de Schlagenwald.



dans la masse des paysans, difficile à atteindre, sournoise et tenace, dont la conversion définitive assurera seule l'Église contre tout danger de réaction. Sans doute, de 1620 à 1624, les missionnaires ont enregistré quelques succès dans les villes et dans les campagnes, mais ces triomphes sont plus bruyants que réels ; ce n'étaient que des reconnaissances qui n'avaient guère d'autre importance que d'encourager les assaillants. Maintenant, les travaux d'approche sont terminés, la citadelle est démantelée et l'assaut peut commencer. Les décrets et les mandats se succèdent, plus directs, plus précis et plus durs, et pour en assurer le respect, le gouvernement recourt d'une manière générale aux exécutions militaires, qui n'avaient été jusqu'alors que l'exception. Les passions s'exaspèrent. Éternelle malédiction qui pèse sur les persécuteurs ! Dans la voie criminelle où ils se sont une fois engagés, il ne leur est plus possible de s'arrêter ; les meilleurs sont grisés par cette atmosphère sanglante ; les causes les plus saintes en demeurent profanées et les dévouements les plus hauts s'y avilissent.

Nous trouvons dans les historiographes de la Compagnie de Jésus l'écho de l'ivresse sainte qui emporte les moines ; dans le style de Schmidl, qui nous a raconté les destinées de la Société en Bohême, monotone et traînant en général, éclatent des fanfares d'hallali : « C'est à ce moment surtout que les Pouvoirs suprêmes, Ecclésiastique et Séculier, avec une ardeur louable et unanime, poursuivirent la grande œuvre de la restauration religieuse et réclamèrent pour cela avant tout l'appui de nos Pères. Il fallait ouvrir partout et aplanir la voie à la religion catholique qui revenait comme d'exil, il fallait la rétablir : Dur labeur ! » — Les Jésuites ne s'y ménagent pas. Ils couvrent le royaume d'une nuée de missionnaires qui, indifférents aux fatigues et avides de péril, remplacent les curés, trop rares et médiocres, organisent le culte, fondent des confréries, recherchent les livres suspects, catéchisent et prêchent : « Je pourrais nommer plus de trois cents de nos Pères, écrit Balbin, dont chacun

a converti plusieurs milliers d'hérétiques; un d'entre eux en a converti plus de 6000. » Ce sont de très vaillants soldats en même temps que de très habiles diplomates et de très subtils psychologues. Leurs annales citent avec orgueil le P. Colens qui, pour remplacer les livres qu'il brûlait, traduisait de pieux traités, tels que le « gémissement des colombes » ou « l'échelle céleste » ; le Père Chanovsky, le recteur du collège de Kroumlov, qui pendant vingt-deux ans évangélisa les environs de Plzein, de Kolin et de Tabor; le père Kravarsky, qui dépassa tous ses collègues : sur la demande de ses supérieurs, il écrivit avant de mourir une récapitulation générale de son œuvre; il arrive à un chiffre total de 33,140 âmes qu'il a arrachées à la perdition. Voilà un jésuite qui avait de l'ordre!

Ils ont toutes les qualités et toutes les vertus, moins une, le respect de la conscience d'autrui. De là certaines faiblesses de leur méthode, qui n'est excellente que quand elle s'adresse à des fidèles qui ont déjà le pli de l'obéissance. Schmidl nous parle d'un enfant que l'imprudence de ses parents protestants avait confié à la probité des Pères; ils le convertirent. La mère eut vent de la chose, accourut, interrogea son fils qui confessa bravement sa foi; la pauvre dame ouvrit alors avec lui une discussion en règle et l'infortuné gamin, ahuri par cette pluie d'arguments, saisit le tambour avec lequel il avait coutume de s'amuser et toutes les fois qu'elle essayait de placer une de ses citations, il l'anéantissait sous ses roulements [1]. Les procédés des Jésuites rappellent trop souvent cette façon de polémique. Cela tient à la fois aux tendances générales du siècle que domine encore un mysticisme matérialiste, aux traditions espagnoles dont l'Ordre demeure profondément pénétré, et à la conception fondamentale de l'Église catholique qu'ils exagèrent jusqu'à l'absurde. Ils s'adressent très peu à la réflexion, beaucoup au sentiment et à la volonté; ils s'attachent à frapper les imaginations par les pèleri-

1. Schmidl, p. 289.



nages grandioses, les processions somptueuses, la pompe des cérémonies. Les catéchismes généraux étaient un de leurs triomphes. Ils amenaient en longues théories les enfants des écoles et les jeunes gens des gymnases : derrière eux, la foule curieuse s'engouffrait dans l'église, les sujets les mieux dressés montaient sur une estrade et la représentation commençait : les rôles étaient distribués avec soin, quelques enfants ânonnaient les doctrines hérétiques ; leurs camarades les accablaient de leur science récente ; les assistants intervenaient, applaudissaient, riaient, et le tout se terminait par des cantiques, dont les airs étaient empruntés aux anciens recueils tchèques. Quelquefois Dieu apportait son secours direct à ses défenseurs : on promenait un Christ gigantesque qui souriait aux catholiques et détournait avec horreur la tête quand il passait devant les protestants ; une vierge pleurait sur l'endurcissement des infidèles. Les prodiges naissaient sous les pas des prédicateurs, la vierge miraculeuse de Mikoulov fut une des plus précieuses auxiliaires du cardinal Dietrichstein dans son œuvre de conversion.

Les Jésuites ici dépassaient un peu la mesure. Dieu a vraiment bien raison de ne pas prodiguer les miracles, parce que, sauf de bien rares exceptions, ils ne touchent guère que ceux qui n'en ont pas besoin pour croire. Depuis deux siècles, les Bohêmes étaient habitués à d'autres moyens de polémique, ils avaient pris le goût de la libre réflexion, et c'est une plante tenace. Les hagiographes nous parlent bien du prédicateur qui à Prague en neuf sermons ramenait dix mille hérétiques à la vraie foi, ou de l'affluence des pénitents qui était telle que vingt-sept prêtres dans la seule église de Saint-Sauveur confessaient du matin au soir, sans suffire aux demandes : d'autres témoignages incontestables prouvent que la résistance n'était pas vaincue. — « Tout cela, écrit Carafa, ne fut pas absolument sans résultat ; le succès ne fut pas cependant tel qu'on l'avait attendu. Personne ne pouvait se plaindre que les moyens de s'instruire lui manquassent ; chacun était libre de s'adresser à un



prêtre séculier ou régulier, qui lui laissait le choix de l'heure et du jour; mais on s'aperçut que c'était cette instruction même qui n'était ni désirée ni vivement appréciée [1]. » Dans les longues délibérations pendant lesquelles furent arrêtées les mesures définitives, les rapports d'Harrach non moins que ceux de Lamormain ou de Philippe, le confesseur du fils aîné de Ferdinand II, indiquent quelque découragement: « on n'a obtenu que peu de résultats », le zèle pieux de l'Empereur et les exhortations des autres ecclésiastiques se heurtent inutiles à la dureté des Bohêmes. C'est toujours l'intraitable nation qui bravait l'anathème de Pie II. — On invente alors la légende d'une poignée de rebelles tenaces qui seuls paralysent la bonne volonté des foules qui n'attendent que l'occasion de se précipiter aux pieds des Pères. Contre ces obstinés les armes ne manquent pas. Les missionnaires sont appuyés par une série de mandats royaux et d'arrêtés de Liechtenstein qui de 1624 à 1626 mettent hors la loi tous ceux qui n'acceptent pas la religion du souverain. Les plûs nombreux visent les bourgeois, ce qui est conforme aux idées de l'époque : les villes sont une création du prince, constituent une partie de son patrimoine personnel, relèvent directement de la Chambre aulique: le droit de bourgeoisie ne sera accordé qu'aux catholiques et seuls ils pourront exercer un métier (6 mai 1624) [2]; les charges municipales leur seront exclusivement réservées; les hérétiques ne pourront pas contracter

1. Carafa, Commentaire, p. 282.

2. L'histoire des persécutions, cap. 31, cite une ordonnance générale de juillet qui a été depuis lors reproduite par presque tous les historiens. Gindely dit que cette pièce est fausse (p. 211). Il est étrange cependant qu'elle ait été publiée aussi par Betskovsky (II, p. 402), qui n'a sans doute pas un sens critique très éveillé, mais qui est un très bon prêtre catholique. Il est vrai qu'elle est sensiblement plus rigoureuse que les instructions secrètes qui furent à la même époque données aux commissaires royaux; elle menace de mort tous ceux qui donneraient asile à un pasteur; ce n'est peut-être pas là une raison suffisante pour en rejeter l'authenticité, parce que nous savons qu'il y avait toujours dans les mandats officiels une part destinée à effrayer les habitants. — Je serais disposé à croire qu'il s'agit d'une sorte de résumé, et en effet les diverses stipulations contenues dans l'ordonnance contestée se retrouvent isolées dans la série des décrets royaux.

Carafa à remercier « le nouveau Théodose » et le « second Constantin ». L'archevêque nomma deux « visiteurs » qui eurent mission de parcourir le royaume, « d'écarter de toute administration ecclésiastique les prédicateurs, s'il en restait, en usant de la plus grande douceur possible »; cela voulait dire qu'on chercherait à décider les pasteurs à se convertir et qu'on exilerait ceux qui refuseraient d'abandonner leur foi. Les visiteurs d'Harrach étaient accompagnés par des agents de Liechtenstein dont les instructions étaient plus précises et plus implacables.

Alors commença dans tout le pays cette chasse contre les prédicateurs hérétiques, qui, avec quelques interruptions, dura jusqu'aux dernières années du règne de Marie-Thérèse et dans laquelle périrent quelques-uns des meilleurs fils de la patrie. En laissant de côté les récits navrants de l'Histoire des persécutions, les actes officiels prouvent que des centaines de prédicateurs furent jetés en prison, mis au pain et à l'eau; les plus intraitables étaient fouettés [1]. Dans ces cas-là les prêtres catholiques, discrètement, s'effacaient, laissant aux autorités temporelles le soin de punir les rebelles qui bravaient les ordres du souverain. Zérotyn rappela à l'Empereur les promesses qu'il avait reçues : il n'avait commis aucune faute, et pour lui garder sa fidélité, il s'était exposé aux plus sérieux dangers. — Ferdinand ne nia pas ses engagements, « il ne pouvait les tenir, parce que le pape, sur les décisions duquel il devait se régler dans les questions de conscience, ne le trouvait pas bon et licite [2]. » On poursuivait en même temps que les pasteurs les instituteurs; les écoles dont s'honorait la Bohême, disparurent presque toutes, et il s'écoula de longues années avant qu'elles fussent plus ou moins bien remplacées; ce fut une catastrophe intellectuelle dont les suites furent

1. Gindely, Gegenref., p. 208.
2. D'Elvert, XVI, p. 159.

analogues à celles de l'expropriation en masse de l'ancienne noblesse [1].

*
* *

En 1624, la période préparatoire de la restauration catholique est terminée; officiellement, l'hérésie a disparu; la résistance a été désorganisée par la ruine de la noblesse, par les mesures qui ont supprimé les derniers restes de l'autonomie des villes et par l'expulsion des pasteurs; il s'agit désormais de forcer la masse de la population, démoralisée et tremblante, à accepter plus ou moins sincèrement la doctrine romaine. Quelque impitoyable qu'ait été la commission de confiscation, un certain nombre de nobles ont conservé quelques débris de leur fortune : ils seront mis en demeure d'opter entre la conversion et l'exil. — Les pasteurs, protégés par la connivence des habitants, reparaissent sans cesse; on redoublera contre eux de rigueur. — Les villes que Ferdinand avait déjà replacées sous la tutelle des juges royaux, ont été soumises de plus à des capitaines qui ne laissent aux conseils que l'expédition des affaires courantes, et ces conseils eux-mêmes ont été composés exclusivement de catholiques. Ces juges sont, d'après les rapports officiels, « légers, cupides et perdus de mœurs » et leur administration lamentable exaspère les habitants; les nouveaux conseillers ont été recrutés parmi des gens sans ressource et sans aveu. En face de ces intrus, la vieille bourgeoisie, par orgueil municipal et par fidélité aux traditions non moins que par conviction religieuse, s'attache avec désespoir à son culte. Il faut la forcer dans sa dernière retraite, l'atteindre dans ses intérêts essentiels et écarter par tous les moyens ceux qui dirigent la résistance. — Il faut enfin extirper l'hérésie

1. Voir dans les Mittheil. des Vereins für Gesch. der Deutschen in Bœhmen, 1869, l'histoire de l'école de Schlagenwald.



dans la masse des paysans, difficile à atteindre, sournoise et tenace, dont la conversion définitive assurera seule l'Église contre tout danger de réaction. Sans doute, de 1620 à 1624, les missionnaires ont enregistré quelques succès dans les villes et dans les campagnes, mais ces triomphes sont plus bruyants que réels; ce n'étaient que des reconnaissances qui n'avaient guère d'autre importance que d'encourager les assaillants. Maintenant, les travaux d'approche sont terminés, la citadelle est démantelée et l'assaut peut commencer. Les décrets et les mandats se succèdent, plus directs, plus précis et plus durs, et pour en assurer le respect, le gouvernement recourt d'une manière générale aux exécutions militaires, qui n'avaient été jusqu'alors que l'exception. Les passions s'exaspèrent. Éternelle malédiction qui pèse sur les persécuteurs! Dans la voie criminelle où ils se sont une fois engagés, il ne leur est plus possible de s'arrêter; les meilleurs sont grisés par cette atmosphère sanglante; les causes les plus saintes en demeurent profanées et les dévouements les plus hauts s'y avilissent.

Nous trouvons dans les historiographes de la Compagnie de Jésus l'écho de l'ivresse sainte qui emporte les moines; dans le style de Schmidl, qui nous a raconté les destinées de la Société en Bohême, monotone et traînant en général, éclatent des fanfares d'hallali : « C'est à ce moment surtout que les Pouvoirs suprêmes, Ecclésiastique et Séculier, avec une ardeur louable et unanime, poursuivirent la grande œuvre de la restauration religieuse et réclamèrent pour cela avant tout l'appui de nos Pères. Il fallait ouvrir partout et aplanir la voie à la religion catholique qui revenait comme d'exil, il fallait la rétablir : Dur labeur! » — Les Jésuites ne s'y ménagent pas. Ils couvrent le royaume d'une nuée de missionnaires qui, indifférents aux fatigues et avides de péril, remplacent les curés, trop rares et médiocres, organisent le culte, fondent des confréries, recherchent les livres suspects, catéchisent et prêchent : « Je pourrais nommer plus de trois cents de nos Pères, écrit Balbin, dont chacun

a converti plusieurs milliers d'hérétiques; un d'entre eux en a converti plus de 6000. » Ce sont de très vaillants soldats en même temps que de très habiles diplomates et de très subtils psychologues. Leurs annales citent avec orgueil le P. Colens qui, pour remplacer les livres qu'il brûlait, traduisait de pieux traités, tels que le « gémissement des colombes » ou « l'échelle céleste »; le Père Chanovsky, le recteur du collège de Kroumlov, qui pendant vingt-deux ans évangélisa les environs de Plzein, de Kolin et de Tabor; le père Kravarsky, qui dépassa tous ses collègues : sur la demande de ses supérieurs, il écrivit avant de mourir une récapitulation générale de son œuvre; il arrive à un chiffre total de 33,140 âmes qu'il a arrachées à la perdition. Voilà un jésuite qui avait de l'ordre!

Ils ont toutes les qualités et toutes les vertus, moins une, le respect de la conscience d'autrui. De là certaines faiblesses de leur méthode, qui n'est excellente que quand elle s'adresse à des fidèles qui ont déjà le pli de l'obéissance. Schmidl nous parle d'un enfant que l'imprudence de ses parents protestants avait confié à la probité des Pères; ils le convertirent. La mère eut vent de la chose, accourut, interrogea son fils qui confessa bravement sa foi; la pauvre dame ouvrit alors avec lui une discussion en règle et l'infortuné gamin, ahuri par cette pluie d'arguments, saisit le tambour avec lequel il avait coutume de s'amuser et toutes les fois qu'elle essayait de placer une de ses citations, il l'anéantissait sous ses roulements[1]. Les procédés des Jésuites rappellent trop souvent cette façon de polémique. Cela tient à la fois aux tendances générales du siècle que domine encore un mysticisme matérialiste, aux traditions espagnoles dont l'Ordre demeure profondément pénétré, et à la conception fondamentale de l'Église catholique qu'ils exagèrent jusqu'à l'absurde. Ils s'adressent très peu à la réflexion, beaucoup au sentiment et à la volonté; ils s'attachent à frapper les imaginations par les pèleri-

1. Schmidl, p. 289.



nages grandioses, les processions somptueuses, la pompe des cérémonies. Les catéchismes généraux étaient un de leurs triomphes. Ils amenaient en longues théories les enfants des écoles et les jeunes gens des gymnases : derrière eux, la foule curieuse s'engouffrait dans l'église, les sujets les mieux dressés montaient sur une estrade et la représentation commençait : les rôles étaient distribués avec soin, quelques enfants ânonnaient les doctrines hérétiques ; leurs camarades les accablaient de leur science récente ; les assistants intervenaient, applaudissaient, riaient, et le tout se terminait par des cantiques, dont les airs étaient empruntés aux anciens recueils tchèques. Quelquefois Dieu apportait son secours direct à ses défenseurs : on promenait un Christ gigantesque qui souriait aux catholiques et détournait avec horreur la tête quand il passait devant les protestants; une vierge pleurait sur l'endurcissement des infidèles. Les prodiges naissaient sous les pas des prédicateurs, la vierge miraculeuse de Mikoulov fut une des plus précieuses auxiliaires du cardinal Dietrichstein dans son œuvre de conversion.

Les Jésuites ici dépassaient un peu la mesure. Dieu a vraiment bien raison de ne pas prodiguer les miracles, parce que, sauf de bien rares exceptions, ils ne touchent guère que ceux qui n'en ont pas besoin pour croire. Depuis deux siècles, les Bohêmes étaient habitués à d'autres moyens de polémique, ils avaient pris le goût de la libre réflexion, et c'est une plante tenace. Les hagiographes nous parlent bien du prédicateur qui à Prague en neuf sermons ramenait dix mille hérétiques à la vraie foi, ou de l'affluence des pénitents qui était telle que vingt-sept prêtres dans la seule église de Saint-Sauveur confessaient du matin au soir, sans suffire aux demandes : d'autres témoignages incontestables prouvent que la résistance n'était pas vaincue. — « Tout cela, écrit Carafa, ne fut pas absolument sans résultat ; le succès ne fut pas cependant tel qu'on l'avait attendu. Personne ne pouvait se plaindre que les moyens de s'instruire lui manquassent; chacun était libre de s'adresser à un

prêtre séculier ou régulier, qui lui laissait le choix de l'heure et du jour ; mais on s'aperçut que c'était cette instruction même qui n'était ni désirée ni vivement appréciée [1]. » Dans les longues délibérations pendant lesquelles furent arrêtées les mesures définitives, les rapports d'Harrach non moins que ceux de Lamormain ou de Philippe, le confesseur du fils aîné de Ferdinand II, indiquent quelque découragement : « on n'a obtenu que peu de résultats », le zèle pieux de l'Empereur et les exhortations des autres ecclésiastiques se heurtent inutiles à la dureté des Bohêmes. C'est toujours l'intraitable nation qui bravait l'anathème de Pie II. — On invente alors la légende d'une poignée de rebelles tenaces qui seuls paralysent la bonne volonté des foules qui n'attendent que l'occasion de se précipiter aux pieds des Pères. Contre ces obstinés les armes ne manquent pas. Les missionnaires sont appuyés par une série de mandats royaux et d'arrêtés de Liechtenstein qui de 1624 à 1626 mettent hors la loi tous ceux qui n'acceptent pas la religion du souverain. Les plûs nombreux visent les bourgeois, ce qui est conforme aux idées de l'époque : les villes sont une création du prince, constituent une partie de son patrimoine personnel, relèvent directement de la Chambre aulique : le droit de bourgeoisie ne sera accordé qu'aux catholiques et seuls ils pourront exercer un métier (6 mai 1624) [2] ; les charges municipales leur seront exclusivement réservées ; les hérétiques ne pourront pas contracter

1. Carafa, Commentaire, p. 282.

2. L'histoire des persécutions, cap. 31, cite une ordonnance générale de juillet qui a été depuis lors reproduite par presque tous les historiens. Gindely dit que cette pièce est fausse (p. 211). Il est étrange cependant qu'elle ait été publiée aussi par Betskovsky (II, p. 402), qui n'a sans doute pas un sens critique très éveillé, mais qui est un très bon prêtre catholique. Il est vrai qu'elle est sensiblement plus rigoureuse que les instructions secrètes qui furent à la même époque données aux commissaires royaux ; elle menace de mort tous ceux qui donneraient asile à un pasteur ; ce n'est peut-être pas là une raison suffisante pour en rejeter l'authenticité, parce que nous savons qu'il y avait toujours dans les mandats officiels une part destinée à effrayer les habitants. — Je serais disposé à croire qu'il s'agit d'une sorte de résumé, et en effet les diverses stipulations contenues dans l'ordonnance contestée se retrouvent isolées dans la série des décrets royaux.



de mariage légal, et ceux qui passeront outre à cette défense seront punis par la confiscation de leurs biens mobiliers et de la moitié de leurs domaines; l'archevêque interdira à ses prêtres de consacrer l'union des personnes qui n'ont pas fait profession de foi catholique: ceux qui désobéiront perdront la dixième partie de leurs biens [1].

Bien que l'application régulière de ces mesures dût suffire pour amener dans un délai assez court l'extinction de l'hérésie, l'impatience des vainqueurs réclamait des succès plus complets et plus rapides. Dès le début, quelques chefs énergiques, tels que Marradas, Kolovrat ou Huerta se sont bien trouvés de se faire accompagner par des soldats. A la fin de 1625, la pratique devient générale et les missionnaires de Liechtenstein entrent en ligne [2]. Il faut se rappeler ce que sont à ce moment les armées pour comprendre les souffrances de ces bourgeois livrés sans défense à des bandits, qui font œuvre pie en s'abandonnant à leurs instincts les plus ignobles. Très souvent, la terreur qu'ils inspirent est telle que leur approche suffit à déterminer une apostasie générale. D'autres villes au contraire témoignent d'une sublime constance, défendent pied à pied leur liberté et ne capitulent que lorsque leur population a été décimée. Les chroniques locales nous permettent de suivre les détails de cette agonie de la vieille bourgeoisie tchèque.

1. Bilek, Contre-Réformat., p. 53. Tous les catholiques n'approuvaient pas ces résolutions et les Jésuites penchaient en général vers une pratique moins inhumaine. Les mandats royaux n'étaient en somme que l'application des décisions du concile de Trente, et comme toujours les violents l'emportèrent. Tout au plus est-il permis de dire que les sévérités de la loi furent limitées par l'impuissance de l'administration.

2. Le Père Svoboda a publié dans la revue *la Patrie*, 1889, un article sur les Dragons de Liechtenstein dans lequel il cherche à prouver que la responsabilité du prince dans l'affaire, a été exagérée, — et ses arguments sont dignes d'être retenus, — mais aussi que l'envoi des soldats ne fut déterminé que par des considérations purement politiques. Il est vrai qu'il y avait à ce moment en Bohême une fermentation qui pouvait paraître dangereuse, mais quelle en était la cause, sinon les mesures prises contre les protestants ? Il reconnait d'ailleurs lui-même que ces régiments « servirent à dompter les pires adversaires de la religion romaine » (p. 4). C'est toujours le même faux-fuyant. Je ne reproche pas aux Jésuites d'avoir aimé la violence pour elle-même, mais d'avoir été fatalement amenés par leurs principes à en accepter l'emploi.

A Koutna-Hora [1], la grande cité minière, qui conservait encore des restes imposants de son antique splendeur, la restauration commence en 1621, timide d'abord et sournoise; on rétablit les processions, on invite les pasteurs à se rapprocher peu à peu des cérémonies romaines. Les bourgeois apeurés suivent, non sans répugnance; quand ils reçoivent l'ordre de renvoyer leurs pasteurs, ils invoquent leurs privilèges, en appellent au roi : le grand maître de la monnaie, Ilbourk de Vrzésovits, de qui relève la cité, prend l'affaire en mains : il était de loisir, en ce sens qu'il ne s'occupait guère de ses fonctions et que le désarroi des finances venait en partie de sa négligence : raison de plus pour étaler sa ferveur. Il accourt et, à force de menaces, obtient du conseil qu'il chasse les pasteurs. Tout en obéissant, les magistrats, triés cependant sur le volet, insistaient sur les inconvénients de ces rigueurs : il y avait dans la ville et les environs une nombreuse population flottante qui quitterait le royaume, les mines seraient ruinées. Vrzésovits, pour toute réponse, appelle un détachement de cavalerie et il confie l'instruction des hérétiques à un certain Appien, qui était un des types les plus réussis de ce clergé d'aventure qui s'était abattu sur la Bohême : on l'accusait de relations suspectes avec des femmes légères et il était sous le coup d'une enquête à propos d'un meurtre, dont il était bien réellement l'auteur; il était en excellents termes avec le grand monnayeur, si excellents qu'un soir à l'auberge, après un dîner trop largement arrosé, ils se jetaient des assiettes à la tête. Vrzésovits avertit les bourgeois que l'Empereur tient à ce qu'ils assistent à la messe avec leurs femmes; ceux qui se dispenseront sans motifs suffisants d'y venir, paieront une amende de 25 à 50 écus. Comme les bourgeois préfèrent l'amende à la messe, il ajoute la prison : « Sa Majesté ne veut forcer personne à adopter la religion catholique, mais elle ordonne que les

1. Mon récit est le résumé du livre de Veselsky, *Hist. de Koutna-Hora*, qui est fait exclusivement sur des documents d'archives.



habitants écoutent la Sainte Messe et la prédication ; après quoi ils seront libres de se retirer chez eux [1]. » La ville est occupée par une garnison, composée « de vauriens et d'impitoyables pillards ». Malgré tout, les habitants ne cèdent pas, les prédicateurs expulsés rôdent dans la banlieue ; le jour de Noël, une assemblée hérétique est surprise dans les environs de la ville ; les soldats dépouillent les prisonniers de leurs vêtements, « se conduisent comme des chiens ». Vrzésovits recourt aux grands moyens, ordonne au conseil de voter 3,000 écus pour l'entretien d'un collège catholique et comme le conseil regimbe, il menace de confiscation tous ceux qui ne prendront pas part à toutes les cérémonies religieuses. Beaucoup d'habitants ont quitté le royaume, les mines sont abandonnées, la Chambre royale s'inquiète des conséquences financières de ce prosélytisme. Liechtenstein n'a pas de ces tergiversations pusillanimes. Les bourgeois viennent à Prague pour implorer quelque délai. On se moque d'eux. — « Les garnisaires apprendront bientôt à ces entêtés les cantiques catholiques » ; on leur promet l'arrivée des Jésuites comme « cadeau de nouvel an » (déc. 1625). Ils viennent, en effet, s'emparent aussitôt de la magnifique église de Sainte-Barbara qui est un des joyaux de l'architecture bohême ; les conseillers sont invités à réunir sur le champ les habitants qui déclareront par oui ou par non s'ils veulent se convertir ; on retirera les garnisaires des maisons de ceux qui se soumettront et on les répartira entre les rebelles, sans user d'autres punitions ; j'espère, leur dit le président de la Chambre que « vous passerez librement à la religion catholique et ne vous y laisserez pas contraindre comme des ânes ». En 1628, sur cinq cent quatre-vingt-quatorze maisons, deux cent deux sont abandonnées, la population a baissé de moitié.

A Mlada-Boleslas, écrit le Père jésuite Svoboda, la résistance persistait à cause de quelques meneurs. On fit venir

1. Veselsky, p. 111.



une garnison étrangère, trois des chefs furent expulsés et jetés en prison. Aussitôt les bourgeois paisibles firent leur soumission et ils « furent même pris d'une telle haine pour l'hérésie que lorsqu'un des expulsés voulut se convertir pour rentrer dans la ville, ils lui refusèrent le droit de cité et ne lui permirent de reprendre ni son métier ni son bien »[1]. Nous savons d'ailleurs que l'apostasie des hérétiques ne fut ni si rapide ni si complète, puisque en 1636 les Jésuites en convertissent encore quatre-vingts; les femmes, comme dans beaucoup d'endroits, avaient donné l'exemple de l'héroïsme, et on avait en vain employé pour les briser les injures et les coups.

A Litomychl, on appelle aussi les soldats, — toujours pour écarter quelques chefs. — Deux cent huit bourgeois, à peu près la moitié de la population, quittent la ville. A Benechov, Michna invitait le peuple à écouter les exhortations des missionnaires; comme son éloquence et la leur demeuraient sans effet, on leur montra aux portes les soldats[2]; aussitôt ils « accoururent vers le Père jésuite si souvent repoussé et lui jurèrent fidélité, s'il les préservait des soldats »[3]. A Louny, les habitants sont forcés par Huerta de signer une déclaration où ils reconnaissent qu'ils se sont convertis librement. A Klatov, le juge royal rassemble les habitants : ceux qui accepteront la religion du roi, n'auront pas de soldats, ne paieront pas de taxes, exerceront librement leurs métiers; les autres ne pourront pas continuer

1. Archives de l'archevêché, cité par Svoboda, p. 8. — Ce récit me paraît très digne d'attention; nous voyons ici nettement à l'œuvre les passions cupides qu'excitent les persécutions, les mobiles de tout un parti qui appelle les missionnaires et, sous couleur de piété, pille et vole.

2. Miles prædator eorum finibus instabat, Schmidl, p. 573.

3. Il serait très intéressant d'étudier en détail les procédés de la polémique catholique. Ainsi Svoboda — Le cercle de Kralové-Hradets, 1892, — raconte avec beaucoup de détails les travaux de Venceslas de Kronenfeld ou du prêtre André Kocker; il néglige absolument de nous parler de l'occupation militaire qui avait précédé leur action. Nous connaissons d'ailleurs d'autre part des lettres de ce Kocker, pendant qu'il était à Tabor et nous voyons que, pour convertir les habitants, il les menaçait de la confiscation, refusait de les marier et employait diverses autres punitions. Malgré cela ses succès avaient été plutôt modestes; Bilek, Contre-Réform., p. 45.

leur profession et recevront des garnisaires qui les battront et les traiteront au plus mal. Comme cependant quelques entêtés refusent de se soumettre, on les jette en prison [1]. Que les commissaires royaux n'aient pas toujours reculé devant les pires rigueurs, nous en avons la preuve dans la lamentable histoire de ce pauvre instituteur que l'on retient dans un cachot pendant un an, sans autre nourriture qu'un peu de pain; pendant l'hiver, on le dépouille de ses vêtements; il finit par succomber [2]. D'après les calculs de Bilek, de 1624 à 1637, 1731 bourgeois quittèrent le royaume avec leurs familles, et il ne s'agit ici que des bourgeois établis, qui faisaient partie de l'oligarchie municipale, peu nombreuse. Ceux dont le courage a faibli, qui n'ont pas eu la résignation de quitter la patrie et d'aller mendier à l'étranger [3], sont soumis à une étroite surveillance, reçoivent des dizainiers un bulletin de présence qu'ils sont tenus de remettre au sacristain en sortant de la messe.

Vers 1626, la Contre-Réformation est à peu près terminée officiellement dans les villes, en ce sens que non seulement le culte protestant a partout cessé, mais que les habitants ont promis au moins de se faire instruire. Harrach et Valérien Magni soumettent alors à l'empereur un projet complet pour achever l'œuvre dans le royaume, en ramenant à l'Eglise ceux des seigneurs qui ont jusqu'alors bravé les décrets du souverain, et la masse des paysans, que leur humilité a longtemps protégés: le plan de l'archevêque est revu par Carafa et Dietrichstein; Lamormain et Philippe donnent leur avis. — Les ecclésiastiques ont le devoir d'instruire les égarés, mais l'Empereur a l'obligation stricte de courber les rebelles sous la loi divine; on évitera les rigueurs inutiles, mais on ne reculera pas devant les peines nécessaires. — « Si, après avoir reçu l'instruction

1. Mémoires d'Harant de Polzits, p. 20.
2. *Id.*, p. 22.
3. En principe, les bourgeois qui préfèrent l'exil à l'apostasie sont libres de vendre leurs biens. — Mais à qui? De plus, ils sont tenus d'acquitter des charges diverses, de payer leur part des dettes de la ville. En réalité, c'est la ruine complète.



des missionnaires, les hérétiques persistent dans leur erreur, ils auront à supporter le poids des soldats, afin que la persécution leur ouvre l'intelligence [1], et cela aussi longtemps qu'ils n'auront pas satisfait à leur devoir. Que l'on ne craigne pas que ce soit une occasion de sacrilèges ! L'intervention du roi est légitime, puisque les hérétiques ont reçu une instruction suffisante pour reconnaître la vérité et l'embrasser sans mensonge. » En poussant les choses rapidement, elles peuvent être menées à bien en deux ou trois ans.

On institue alors à Prague (1627) une commission supérieure qui désigne un certain nombre de délégués chargés de parcourir le royaume avec des missionnaires : ils auront toujours des troupes à leur disposition. Une série de décrets a déjà interdit la possession des domaines libres à tous les non catholiques. En 1627, un décret célèbre, publié le jour de la Saint-Ignace, en l'honneur du fondateur de la Compagnie, ordonne à tous les seigneurs qui ne veulent pas se convertir, de quitter le royaume avant six mois. Quelques semaines plus tôt, Ferdinand avait promulgué la nouvelle constitution qui déclarait qu'il n'y aurait en Bohême d'autre religion reconnue et admise que la religion catholique.

Jamais la réaction religieuse n'a été plus près de triompher en Europe que dans ces années 1626-1628. En Bohême et en Moravie, le protestantisme est définitivement écrasé. La Silésie, que protègent encore les privilèges que lui a imprudemment reconnus l'Électeur de Saxe, est guettée par les fanatiques qui espèrent par leurs usurpations provoquer une explosion, dont ils tireraient parti pour supprimer ces libertés. Dans la Haute-Autriche, les paysans, poussés à bout, se sont révoltés, mais leur héroïsme est resté inutile et, abandonnés par tous, épuisés, il ne leur reste plus d'autre ressource que d'accepter les pires misères et d'abdiquer leur foi. La haute aristocratie hongroise

1. Subgraventur milite... ut vexatio det intellectum ; Gindely, p. 248.



est convertie par Pazmany. Les Habsbourgs, dont l'autorité quelques années auparavant était si chancelante, ont imposé leur foi à leurs sujets et, sûrs désormais de ne pas être arrêtés par des difficultés intérieures, s'avancent à la conquête de l'Allemagne. Mansfeld, de nouveau battu, est mort misérablement en Bosnie (nov. 1626), les Danois ont été écrasés à Lutter, le congrès des princes à Mulhausen (oct. 1627) a révélé le désarroi du parti protestant. Et cette fois, l'honneur du triomphe revient bien aux Habsbourgs, c'est leur armée qui a chassé Christian IV et c'est Waldstein qui domine l'Allemagne septentrionale.

Pendant que les ministres de Ferdinand préparent l'édit de restitution qui doit étendre à l'Allemagne les bienfaits de la Contre-Réformation, dans le royaume, c'est la dernière poussée, plus furieuse et plus méthodique. D'un bout à l'autre du pays, ce ne sont qu'exhortations, processions, sermons, instructions, et aussi leur accompagnement naturel, exils, menaces, expulsions. La plupart des obstinés qui avaient jusqu' alors attendu un revirement, ceux aussi qui avaient réussi à déjouer les recherches, traqués de tous côtés, sans secours et sans espoir, prennent tristement la route de l'étranger. Zérotyn quitte décidément le royaume et il est bientôt suivi par les derniers pasteurs de l'Unité, (janv. 1628), qui vont demander asile aux Polonais ou aux Slovaques. Arrivés à la dernière colline qui sépare la Bohême de la Silésie, ils s'agenouillèrent et supplièrent le Seigneur de ne pas permettre que sa parole fût complètement effacée chez ce peuple qu'il avait jadis choisi pour être son premier confesseur; puis le cœur brisé, ils s'enfoncèrent dans la nuit. « Elle est belle, la rivière Vltava, dit l'hymne dans laquelle ces exilés crient leur angoisse vers le ciel; c'est là que sont nos maisons et la patrie adorée. Elle est douce aux yeux la ville, la ville de Prague, dans laquelle habite notre famille bien aimée. Elle n'existe plus pour nous la rivière, et la ville non plus. Hélas, on nous a montré le chemin de l'exil. Nous n'avons rien pris avec nous, nous avons tout laissé. Nous avons emporté seulement la Bible

de Kralitse et le Labyrinthe du monde. O Tatra, vous nous recevrez dans vos montagnes; c'est là que nous voulons vivre et laisser nos os. »

Parmi les hommes qui avaient pris part à l'insurrection un des plus connus était le médecin Borbonius; condamné à mort, puis grâcié, il avait essayé de se remettre au travail; la force lui avait manqué; il se débattait contre les juges qui l'avaient dépouillé, essayait de leur arracher quelques bribes de sa fortune. En réalité, le coup avait été trop rude, le ressort de la vie était brisé et, au milieu du désastre de ses espérances, son âme s'attachait avec ce besoin invincible de consolation et de bonheur que rien n'arrache de l'homme, à la récompense céleste: fierté personnelle, orgueil national, besoin de vengeance, respect des ancêtres, les sentiments les plus sublimes, les passions les plus fortes se résumaient dans une pensée dernière: ne pas trahir Dieu. De tous côtés on le travaillait, on lui représentait les avantages de la soumission et les souffrances où il allait se condamner. Ah! mon ami, lui disait Martinits, convertis-toi, ton exemple sera si utile à l'Église. — Je ne crois pas; j'ai une conscience inquiète; si je me soumettais contre ma conviction, elle me tracasserait et me torturerait jusqu'au désespoir; je mourrais au milieu de l'épouvante et des pires tristesses et mon malheur détournerait les autres.—Martinits et le commissaire de réformation lui ordonnent alors de quitter le royaume; malgré les réclamations de sa femme sa maison est confisquée. Ses forces sont à bout; épuisé, mourant, il voudrait revoir le sol natal; on le repousse, et il meurt désespéré [1].

Cette lamentable histoire, elle est à ce moment celle de milliers de bourgeois et de seigneurs. — Seigneur, Dieu tout puissant, écrit Harant dans son journal, soutiens-moi ainsi que les miens dans cette crise, donne-moi la force et la résignation. — Presque tous, sur cette route douloureuse, saignants d'incurables blessures, séparés des leurs,

1. Dvorjak. deux journaux de Borbonius, p. 20. (Prague 1896).



leur profession et recevront des garnisaires qui les battront et les traiteront au plus mal. Comme cependant quelques entêtés refusent de se soumettre, on les jette en prison [1]. Que les commissaires royaux n'aient pas toujours reculé devant les pires rigueurs, nous en avons la preuve dans la lamentable histoire de ce pauvre instituteur que l'on retient dans un cachot pendant un an, sans autre nourriture qu'un peu de pain; pendant l'hiver, on le dépouille de ses vêtements; il finit par succomber [2]. D'après les calculs de Bilek, de 1624 à 1637, 1731 bourgeois quittèrent le royaume avec leurs familles, et il ne s'agit ici que des bourgeois établis, qui faisaient partie de l'oligarchie municipale, peu nombreuse. Ceux dont le courage a faibli, qui n'ont pas eu la résignation de quitter la patrie et d'aller mendier à l'étranger [3], sont soumis à une étroite surveillance, reçoivent des dizainiers un bulletin de présence qu'ils sont tenus de remettre au sacristain en sortant de la messe.

Vers 1626, la Contre-Réformation est à peu près terminée officiellement dans les villes, en ce sens que non seulement le culte protestant a partout cessé, mais que les habitants ont promis au moins de se faire instruire. Harrach et Valérien Magni soumettent alors à l'empereur un projet complet pour achever l'œuvre dans le royaume, en ramenant à l'Eglise ceux des seigneurs qui ont jusqu'alors bravé les décrets du souverain, et la masse des paysans, que leur humilité a longtemps protégés : le plan de l'archevêque est revu par Carafa et Dietrichstein ; Lamormain et Philippe donnent leur avis. — Les ecclésiastiques ont le devoir d'instruire les égarés, mais l'Empereur a l'obligation stricte de courber les rebelles sous la loi divine ; on évitera les rigueurs inutiles, mais on ne reculera pas devant les peines nécessaires. — « Si, après avoir reçu l'instruction

1. Mémoires d'Harant de Polzits, p. 20.
2. *Id.*, p. 22.
3. En principe, les bourgeois qui préfèrent l'exil à l'apostasie sont libres de vendre leurs biens. — Mais à qui ? De plus, ils sont tenus d'acquitter des charges diverses, de payer leur part des dettes de la ville. En réalité, c'est la ruine complète.

des missionnaires, les hérétiques persistent dans leur erreur, ils auront à supporter le poids des soldats, afin que la persécution leur ouvre l'intelligence [1], et cela aussi longtemps qu'ils n'auront pas satisfait à leur devoir. Que l'on ne craigne pas que ce soit une occasion de sacrilèges ! L'intervention du roi est légitime, puisque les hérétiques ont reçu une instruction suffisante pour reconnaître la vérité et l'embrasser sans mensonge. » En poussant les choses rapidement, elles peuvent être menées à bien en deux ou trois ans.

On institue alors à Prague (1627) une commission supérieure qui désigne un certain nombre de délégués chargés de parcourir le royaume avec des missionnaires ; ils auront toujours des troupes à leur disposition. Une série de décrets a déjà interdit la possession des domaines libres à tous les non catholiques. En 1627, un décret célèbre, publié le jour de la Saint-Ignace, en l'honneur du fondateur de la Compagnie, ordonne à tous les seigneurs qui ne veulent pas se convertir, de quitter le royaume avant six mois. Quelques semaines plus tôt, Ferdinand avait promulgué la nouvelle constitution qui déclarait qu'il n'y aurait en Bohême d'autre religion reconnue et admise que la religion catholique.

Jamais la réaction religieuse n'a été plus près de triompher en Europe que dans ces années 1626-1628. En Bohême et en Moravie, le protestantisme est définitivement écrasé. La Silésie, que protègent encore les privilèges que lui a imprudemment reconnus l'Électeur de Saxe, est guettée par les fanatiques qui espèrent par leurs usurpations provoquer une explosion, dont ils tireraient parti pour supprimer ces libertés. Dans la Haute-Autriche, les paysans, poussés à bout, se sont révoltés, mais leur héroïsme est resté inutile et, abandonnés par tous, épuisés, il ne leur reste plus d'autre ressource que d'accepter les pires misères et d'abdiquer leur foi. La haute aristocratie hongroise

1. Subgraventur milite... ut vexatio det intellectum ; Gindely, p. 248.



est convertie par Pazmany. Les Habsbourgs, dont l'autorité quelques années auparavant était si chancelante, ont imposé leur foi à leurs sujets et, sûrs désormais de ne pas être arrêtés par des difficultés intérieures, s'avancent à la conquête de l'Allemagne. Mansfeld, de nouveau battu, est mort misérablement en Bosnie (nov. 1626), les Danois ont été écrasés à Lutter, le congrès des princes à Mulhausen (oct. 1627) a révélé le désarroi du parti protestant. Et cette fois, l'honneur du triomphe revient bien aux Habsbourgs, c'est leur armée qui a chassé Christian IV et c'est Waldstein qui domine l'Allemagne septentrionale.

Pendant que les ministres de Ferdinand préparent l'édit de restitution qui doit étendre à l'Allemagne les bienfaits de la Contre-Réformation, dans le royaume, c'est la dernière poussée, plus furieuse et plus méthodique. D'un bout à l'autre du pays, ce ne sont qu'exhortations, processions, sermons, instructions, et aussi leur accompagnement naturel, exils, menaces, expulsions. La plupart des obstinés qui avaient jusqu' alors attendu un revirement, ceux aussi qui avaient réussi à déjouer les recherches, traqués de tous côtés, sans secours et sans espoir, prennent tristement la route de l'étranger. Zérotyn quitte décidément le royaume et il est bientôt suivi par les derniers pasteurs de l'Unité, (janv. 1628), qui vont demander asile aux Polonais ou aux Slovaques. Arrivés à la dernière colline qui sépare la Bohême de la Silésie, ils s'agenouillèrent et supplièrent le Seigneur de ne pas permettre que sa parole fût complètement effacée chez ce peuple qu'il avait jadis choisi pour être son premier confesseur; puis le cœur brisé, ils s'enfoncèrent dans la nuit. « Elle est belle, la rivière Vltava, dit l'hymne dans laquelle ces exilés crient leur angoisse vers le ciel; c'est là que sont nos maisons et la patrie adorée. Elle est douce aux yeux la ville, la ville de Prague, dans laquelle habite notre famille bien aimée. Elle n'existe plus pour nous la rivière, et la ville non plus. Hélas, on nous a montré le chemin de l'exil. Nous n'avons rien pris avec nous, nous avons tout laissé. Nous avons emporté seulement la Bible

de Kralitse et le Labyrinthe du monde. O Tatra, vous nous recevrez dans vos montagnes; c'est là que nous voulons vivre et laisser nos os. »

Parmi les hommes qui avaient pris part à l'insurrection un des plus connus était le médecin Borbonius; condamné à mort, puis grâcié, il avait essayé de se remettre au travail; la force lui avait manqué; il se débattait contre les juges qui l'avaient dépouillé, essayait de leur arracher quelques bribes de sa fortune. En réalité, le coup avait été trop rude, le ressort de la vie était brisé et, au milieu du désastre de ses espérances, son âme s'attachait avec ce besoin invincible de consolation et de bonheur que rien n'arrache de l'homme, à la récompense céleste: fierté personnelle, orgueil national, besoin de vengeance, respect des ancêtres, les sentiments les plus sublimes, les passions les plus fortes se résumaient dans une pensée dernière: ne pas trahir Dieu. De tous côtés on le travaillait, on lui représentait les avantages de la soumission et les souffrances où il allait se condamner. Ah! mon ami, lui disait Martinits, convertis-toi, ton exemple sera si utile à l'Église. — Je ne crois pas; j'ai une conscience inquiète; si je me soumettais contre ma conviction, elle me tracasserait et me torturerait jusqu'au désespoir; je mourrais au milieu de l'épouvante et des pires tristesses et mon malheur détournerait les autres.—Martinits et le commissaire de réformation lui ordonnent alors de quitter le royaume; malgré les réclamations de sa femme sa maison est confisquée. Ses forces sont à bout; épuisé, mourant, il voudrait revoir le sol natal; on le repousse, et il meurt désespéré [1].

Cette lamentable histoire, elle est à ce moment celle de milliers de bourgeois et de seigneurs. — Seigneur, Dieu tout puissant, écrit Harant dans son journal, soutiens-moi ainsi que les miens dans cette crise, donne-moi la force et la résignation. — Presque tous, sur cette route douloureuse, saignants d'incurables blessures, séparés des leurs,

1. Dvorjak, deux journaux de Borbonius, p. 20. (Prague 1896).



incapables de supporter les angoisses de la séparation, se couchèrent et moururent. Ce jour là, note Harant, disparut Jeanne de Chvihov. « C'était une dame bonne, pieuse, qui aimait Dieu et sa vérité ; elle mourut de désespoir à cause de la manière dont on la traitait, elle et son enfant, à cause de la religion ; on l'ensevelit sans funérailles, comme cela se passait alors [1]. »

De toutes les mesures, les plus cruelles étaient celles qui concernaient les enfants. Les tuteurs remettront leurs pupilles à des catholiques et ne pourront pas les emmener hors du royaume ; cette mesure s'applique aux veuves qui refuseront de se convertir ; les jeunes gens sont livrés aux Jésuites, les jeunes filles, dont beaucoup sont très obstinées, sont considérées comme mineures jusqu'à vingt-cinq ans, confiées jusque-là à des catholiques et, si elles persistent encore dans leur rébellion, expulsées [2].

Depuis 1620, un courant d'émigration emporte chaque année loin du royaume quelques-uns des meilleurs fils du pays. Slavata calcule que 185 familles nobles sont ainsi parties pour l'étranger ; Bilek a dressé une liste de 369 seigneurs ou chevaliers, qui, après 1627, fuient le sol natal. Slavata évalue à 30,000 familles le chiffre total des pertes de la Bohême. Ces chiffres sont probablement beaucoup trop faibles et les documents officiels sont effrayants. A Prague, de 1621 à 1630, 400 bourgeois quittent la ville. Dans la Nouvelle-Cité seulement, 500 maisons sont abandonnées. Zatets, qui avait 460 bourgeois en 1618, n'en a plus que 205 dix ans plus tard ; à Koutna-Hora sur 600 maisons, 200 sont désertes, et partout c'est le même tableau de misère et d'abandon. Gindely ne pense pas qu'on puisse évaluer à moins de cent mille le nombre total des exilés.

Les écrivains catholiques font remarquer que la ruine des villes eut des causes complexes et qu'il n'est pas juste

1. Harant, Mémoires, p. 16.
2. Bilek, Contre-Réformation, p. 172.

d'attribuer à la Contre-Réforme seule une dépopulation qui fut surtout causée par les souffrances de la guerre. Je crois aussi qu'il convient de ne pas attacher aux statistiques une importance exagérée et que la précision des renseignements n'est pas toujours une garantie de leur authenticité. Au moment des recensements, quand il s'agit d'échapper à l'impôt et aux rigueurs de la loi, les habitants se cachent, se retirent dans les villages voisins et même dans les bois; quelques semaines plus tard, ils reparaissent : de là des fluctuations extraordinaires. Tous ceux qui partirent, n'avaient pas renoncé à toute pensée de retour; nous en avons la preuve dans la multiplicité des édits qui menacent ceux qui rentrent sans s'être faits catholiques. Les lois ne furent pas toujours scrupuleusement appliquées; une fois la première impression de terreur produite, les autorités ferment souvent les yeux, prolongent le délai de conversion. Un fait du moins n'est pas contesté et ne saurait l'être, le total des bannis fut énorme. Et surtout c'est ici plus que partout ailleurs qu'il ne suffit pas de compter, mais qu'il faut peser les victimes.

Ce sont partout et toujours les minorités qui mènent le monde. Une nation ne renferme qu'une réserve relativement assez faible d'éléments actifs, hommes d'État, écrivains, savants, guides spirituels et moraux; ce sont eux qui aux heures décisives se jettent en avant et sont les premiers frappés. La Bohême perdit du coup ses entraîneurs, les chefs dans lesquels se résumait le lent effort des siècles précédents et chez lesquels fermentait la possibilité des progrès futurs. Qui donc, à cette heure, dans le royaume, méritait d'être comparé à des écrivains tels que Skala ou Stransky, à un artiste tel qu'Holar? Que pèsent tous les Kravarsky à côté de Comenius? Et combien d'autres, arrachés à leur milieu naturel et condamnés à une vie de détresse et d'inquiétude, n'ont pas donné leur mesure, perdus pour leur peuple et peut-être pour le monde! L'anémie morale fut d'autant plus menaçante et plus lente à guérir que pendant plus d'un siècle la plaie demeure

ouverte, et que le flot d'émigration ne cesse d'entraîner à l'étranger des centaines de fugitifs, qui ne parviennent pas à s'habituer à cette atmosphère accablante.

Ceux qui restèrent, avaient acheté leur pardon par un de ces sacrifices qui détruisent pour toujours la joie de vivre et la force d'agir; leur soumission demeurait suspecte, et de fait la plupart d'entre ces nouveaux convertis appelèrent encore longtemps un changement qui les délivrât: ils finirent par chercher une consolation misérable dans l'indifférence et l'abdication : les Jésuites, avec une admirable méthode, les y poussèrent et ils arrachèrent à ce peuple épuisé une sorte de blanc-seing et de délégation générale; il leur abandonna son âme, se débarrassa sur eux des soucis de la pensée. Il n'en fut pas autrement dans toutes les possessions des Habsbourgs. On est étonné du rôle insignifiant qu'elles ont depuis lors joué dans l'histoire de la civilisation; aujourd'hui encore qu'y a-t-il de vraiment intéressant chez les Allemands d'Autriche? Ils ne sont qu'un pâle reflet des Allemands de l'Empire. Il suffit pour prouver qu'il ne s'agit pas là d'une sorte d'infirmité naturelle, de rappeler le rôle éclatant qu'avaient joué au Moyen âge ces mêmes populations, et que d'autre part les désastres de la guerre de Trente Ans n'expliquent pas non plus suffisamment cette stérilité, l'exemple des contrées voisines le démontre assez : l'Allemagne, au lendemain du traité de Westphalie, n'avait-elle pas Leibnitz pour la représenter dans le conseil des penseurs du siècle? Non, la cause de cette longue décadence, de cette impuissance intellectuelle, elle est tout entière dans la politique néfaste de Ferdinand II, un des plus funestes gaspilleurs de forces qu'ait connus l'histoire; dans la vie privée, il jetait sans compter à ses favoris tout l'argent que lui ramassaient ses agents; de même, sans réflexion, sans remords, par égoïsme et par sottise, il avait dépouillé ses peuples de toutes leurs énergies vitales et les avait pieusement tendues aux implacables serviteurs de Rome; dans un holocauste infâme, il avait sacrifié non

seulement ses contemporains, mais une longue suite de générations, et les malédictions qui s'élèvent contre lui et contre ses inspirateurs, les Carafa et les Lamormain, sont grossies non seulement de toutes les douleurs qu'il a semées, mais de toutes les espérances qu'il a anéanties.

Les seigneurs et les bourgeois avaient du moins le droit de sortir du royaume, non pas les paysans, attachés à la glèbe et dont le départ eût ruiné les maîtres du sol. Les Jésuites n'étaient pas menacés ici de voir en quelque sorte se fondre entre leurs mains la matière convertissable. Les missionnaires, qui, en 1627, parcoururent le pays pour apporter aux serfs la bonne nouvelle, se targuent d'avoir employé les moyens les plus bénins, « suavissimo modo »; « c'est par de bonnes paroles et la vérité de la foi que nous avons amené les habitants à nous rendre grâce humblement au moment de notre départ »[1]. « Aucune force militaire n'a été employée. L'humanité et la patience des Pères ont remporté la victoire. — Victoria penes humanitatem et patientiam Patrum stetit. »

Les commissaires arrivent, dans de pauvres communes, au milieu de paysans apeurés, ahuris. Les délégués du gouverneur commencent par lire les ordres du roi : qu'ils réfléchissent, qu'ils écoutent les prédicateurs; si ceux-ci ne sont pas satisfaits, ils reviendront. L'avertissement est assez clair. — Après tout, que risque-t-on? Une promesse de bonne volonté, tout au plus une grimace. On écoute les Pères, on demande leur bénédiction; qu'ils s'éloignent seulement, et on retournera au prêche et on reprendra les vieux livres qu'on a dérobés à leurs recherches. Tous cependant ne se résignent pas à cette soumission même purement extérieure; sous la rhétorique banale et les termes volontairement vagues des rapports officiels ou des hagiographies, on aperçoit les obsessions furieuses, les menaces, les promesses qui désagrègent les consciences, l'appel à la cupidité et à l'envie, les querelles jetées dans

1. Cité par Svoboda, p. 24.



les familles, surtout l'ultime raison, l'invariable argument, les garnisaires qui accourent au premier signal. « Partout les conversions furent rapides, mais à Novy-Hrad surtout, où le seigneur déclara que personne ne manquerait impunément au sermon [1]. » A Netvorjitse, dans les environs de Prague, les paysans pendant plusieurs années repoussent toutes les exhortations ; beaucoup, pour échapper aux missionnaires qui s'attachent à eux, se cachent dans les forêts ; on saisit leurs troupeaux, on traque les fugitifs ; à bout de ressources, exaspérés, ils s'arment de faux, de bâtons, pénètrent dans le bourg et reprennent leurs troupeaux. Michna accourt avec cinq cents soldats qui achèvent en quelques heures l'œuvre des Pères. Victoria penes humanitatem et patientiam Patrum stetit! — A Rozmital, pour ouvrir l'intelligence des habitants, on les jette en prison : un d'eux malgré tout, riche, membre du conseil, déclare qu'il est prêt à renoncer à sa vie et à ses biens, plutôt que de renier son Dieu. Mauvais exemple! les Jésuites réclament contre lui un châtiment impitoyable. Les autres épouvantés se sauvent dans les bois. Grand embarras des missionnaires, le jésuite Kotschel les rassure : qu'on attende l'hiver; le froid ramènera ces insensés dans leur village et on les convertira [2]. Ailleurs, des paysans, pour obtenir quelque argent, menacent de mettre le feu à leurs maisons [3].

Un certain Wolfstirn, trésorier du régiment de Breuner, nous raconte ses succès de missionnaire, dont l'éclat l'étonne lui-même, d'autant plus que dans plusieurs endroits les juges royaux et les ecclésiastiques menaient une vie scandaleuse et que la majorité des soldats et des officiers qu'il commandait se composait de Luthériens; « mais ils m'ont rendu plus de services que des catholiques tièdes ». A son arrivée, il mande tout le village, jeunes et vieux, garcons et filles, pauvres et riches, et il leur

1. Schmidl, p. 548.
2. Gindely, p. 257.
3. Mittheil. d. Ver. für Gesch. der Deutschen, 1871. Fastner, Beitræge zur Gesch. der Stadt Wartenberg.

adresse un discours : N'était-on pas plus heureux auparavant, avant que toutes ces maudites hérésies eussent attiré sur eux la colère céleste? Auraient-ils la prétention de se croire plus sages que l'Empereur ou de vouloir lui résister? — Ce qui augmentait l'impression de cette oraison, c'était la présence des soldats qui gardaient les portes de l'hôtel de ville; la harangue terminée, une commission de catholiques parcourait les maisons et se faisait remettre les livres suspects; on répartissait les soldats chez les récalcitrants [1]. Souvent, si l'état des esprits le permettait on terminait les opérations par un auto-da-fé solennel [2].

Dans la région du sud et du sud-ouest, la Contre-Réformation fut favorisée par les circonstances: les catholiques s'y étaient toujours maintenus assez nombreux autour de Plzein, de Boudiejovitse et de Pisek; dans beaucoup de villages l'hérésie était d'origine assez récente; les jésuites y avaient commencé leur propagande avant l'insurrection et ils furent très fortement appuyés par quelques-uns des principaux propriétaires. C'était, en effet, sur ces contrées, les premières occupées par l'armée impériale, que s'étaient abattues les premières cupidités; Eggenberg, Adam de Sternberg, Guillaume Slavata y possédaient de vastes

1. Cité par Gindely, p. 282. Carafa (p. 183) confirme la résistance des paysans et des ouvriers. — « La confiscation adjugea au fisc un tiers du royaume, qui ne fut donné qu'à des catholiques : cela profita beaucoup à la religion. — Les plus difficiles à soumettre furent ceux qui ne possédaient pas de biens et emportaient leur art avec eux; pressés par des édits plus véhéments, ils laissèrent à leurs maîtres leurs agglomérations vides, et ce fait s'est passé plus d'une fois et en plusieurs endroits. Quelques-uns, en effet, mirent le feu à leurs propres maisons et se retirèrent dans les bois avec leurs enfants et leurs femmes; d'autres prirent des bâtons pour se défendre. »

2. Sur le fait même que les moines brûlaient souvent les livres hérétiques, les documents sont vraiment trop nombreux et trop divers pour qu'aucune négation soit possible. Le Père Svoboda essaie timidement de plaider les circonstances atténuantes. Les Jésuites demandent en 1627 « que les livres hérétiques ne soient pas brûlés publiquement, tant que les gens ne sont pas convertis et tant qu'on ne sait pas si un tel acte sera utile ou ne sera pas plutôt un objet de scandale pour ceux qui sont encore faibles dans leur foi » (p. 11). Il ne s'agissait donc que d'une question d'opportunité. Du reste, Svoboda admet parfaitement cette pratique : « laisser ces livres hérétiques entre les mains du peuple aurait eu pour résultat que l'hérésie et la haine contre la sainte foi n'auraient jamais disparu. »



domaines et leurs efforts, plus continus et plus méthodiques, ne furent certainement pas inutiles.

A l'est au contraire et au nord-est, plus particulièrement dans les environs de Mlada-Boleslav, de Kralové-Hradets et de Litomierjitse [1], l'éloquence des missionnaires ne remporta que de très modestes succès et même l'emploi des moyens les plus criminels n'eut très longtemps que des résultats fort imparfaits. Nous nous heurtons ici à un de ces phénomènes historiques que les documents ne permettent guère d'expliquer : certaines populations semblent, sans doute à la suite d'une cause accidentelle primitive qui nous échappe, offrir un terrain particulièrement favorable au développement de tendances déterminées ; la Bohême orientale avait été à l'époque des Hussites un des centres principaux des sectes extrêmes et l'Unité y avait eu ses églises les plus prospères. Les Jésuites en face de ces obstinés perdirent leur temps et leurs peines et le Père Blasius Obeslavius réclame contre eux une intervention militaire : si on ne force pas les habitants, ils ne remueront ni pieds ni pattes [2]. Waldstein lui-même, dont la principauté était dans le nord-est du royaume, autour de Jitchin et de Friedland, ne triomphe qu'à grand peine et fort incomplètement de l'entêtement de ses serfs. Il avait appelé les Jésuites, qui fondèrent un collège à Jitchin; ils eurent beaucoup d'élèves, — sans aucune pression, nous dit leur chroniqueur, — et la preuve c'est qu'ils se mutinèrent et voulurent s'en aller. On les apaisa, on les amusa par des comédies et des tableaux vivants. Quand les parents virent leurs fils déguisés en anges, ils furent touchés, les enfants reçurent des cadeaux et des bonbons et comprirent la douceur de la religion catholique. « Les Jésuites, dit le Père Svoboda [3], avaient gagné la partie. »

Pas tout à fait cependant. Ils continuèrent les fêtes et les spectacles, organisèrent des processions. Les paysans se

1. Bilek, Le nord de la Bohême après 1618, dans les *Mittheil.*, 1885.
2. Bilek, p. 138.
3. P. 62.

plaignaient de la sécheresse : vite un pèlerinage; pendant la cérémonie, un orage éclata et les Pères rentrèrent trempés et ravis. « Et malheureusement, le succès de tout cela était maigre, nous dit l'annaliste de la Société. Le peuple dans le secret de son cœur éprouvait du respect pour la Sainte Foi et l'aimait, mais telles étaient les menaces secrètes des hérétiques que bien peu avaient le courage d'avouer leurs sentiments. » — Pauvres Jésuites, qui, en 1624, alors que partout triomphent les armes impériales, sous un suzerain qui doit sa fortune et sa puissance à leur protection, sont ainsi persécutés par ces méchants protestants! — Heureusement que Waldstein prend pitié d'eux : il convoque le Conseil de la cité, prêche l'efficacité souveraine de la religion catholique; d'ailleurs tous ceux qui ne se confesseront pas, seront expulsés. Le lendemain, on lui signale trois conseillers qui ne sont pas venus à la messe : ils sont jetés en prison et, comme le Conseil demeure indocile, on le remplace en bloc. — Les catholiques auront seuls le droit de bourgeoisie, seuls ils pourront exercer des métiers. — Les hérétiques ne cèdent toujours pas. Nouveaux arrêts d'expulsion contre les obstinés; quelques-uns se résignent et partent, la plupart biaisent, réclament des délais, font acte de présence au sermon. — Ils n'y viennent encore qu'assez irrégulièrement : en 1625, on leur ordonne d'assister tous les dimanches au service divin, de chômer les fêtes consacrées, de demander aux prêtres romains la consécration de leurs mariages et d'envoyer leurs enfants aux écoles catholiques.

Waldstein était un politique qui servait la religion, à condition que son zèle ne lui coûtât rien et lui rapportât. Il n'avait aucune illusion sur ses auxiliaires : « Je suis étonné, écrit-il, que les moines de Lipa aient déjà dépensé leurs 2.000 écus ; sans doute, suivant leurs habitudes, ils les auront mangés avec des vagabonds de toutes sortes et des filles de mauvaise vie. » Il ne voulait pas exaspérer ses paysans, qu'il tenait à conserver, et il était souvent agacé des prétentions insupportables des Jésuites et de leurs « impertinences ». Il



domaines et leurs efforts, plus continus et plus méthodiques, ne furent certainement pas inutiles.

A l'est au contraire et au nord-est, plus particulièrement dans les environs de Mlada-Boleslav, de Kralové-Hradets et de Litomierjitse [1], l'éloquence des missionnaires ne remporta que de très modestes succès et même l'emploi des moyens les plus criminels n'eut très longtemps que des résultats fort imparfaits. Nous nous heurtons ici à un de ces phénomènes historiques que les documents ne permettent guère d'expliquer : certaines populations semblent, sans doute à la suite d'une cause accidentelle primitive qui nous échappe, offrir un terrain particulièrement favorable au développement de tendances déterminées ; la Bohême orientale avait été à l'époque des Hussites un des centres principaux des sectes extrêmes et l'Unité y avait eu ses églises les plus prospères. Les Jésuites en face de ces obstinés perdirent leur temps et leurs peines et le Père Blasius Obeslavius réclame contre eux une intervention militaire : si on ne force pas les habitants, ils ne remueront ni pieds ni pattes [2]. Waldstein lui-même, dont la principauté était dans le nord-est du royaume, autour de Jitchin et de Friedland, ne triomphe qu'à grand peine et fort incomplètement de l'entêtement de ses serfs. Il avait appelé les Jésuites, qui fondèrent un collège à Jitchin; ils eurent beaucoup d'élèves, — sans aucune pression, nous dit leur chroniqueur, — et la preuve c'est qu'ils se mutinèrent et voulurent s'en aller. On les apaisa, on les amusa par des comédies et des tableaux vivants. Quand les parents virent leurs fils déguisés en anges, ils furent touchés, les enfants reçurent des cadeaux et des bonbons et comprirent la douceur de la religion catholique. « Les Jésuites, dit le Père Svoboda [3], avaient gagné la partie. »

Pas tout à fait cependant. Ils continuèrent les fêtes et les spectacles, organisèrent des processions. Les paysans se

1. Bilek, Le nord de la Bohême après 1618, dans les *Mittheil.*, 1882.
2. Bilek, p. 138.
3. P. 62.

plaignaient de la sécheresse : vite un pèlerinage ; pendant la cérémonie, un orage éclata et les Pères rentrèrent trempés et ravis. « Et malheureusement, le succès de tout cela était maigre, nous dit l'annaliste de la Société. Le peuple dans le secret de son cœur éprouvait du respect pour la Sainte Foi et l'aimait, mais telles étaient les menaces secrètes des hérétiques que bien peu avaient le courage d'avouer leurs sentiments. » — Pauvres Jésuites, qui, en 1624, alors que partout triomphent les armes impériales, sous un suzerain qui doit sa fortune et sa puissance à leur protection, sont ainsi persécutés par ces méchants protestants ! — Heureusement que Waldstein prend pitié d'eux : il convoque le Conseil de la cité, prêche l'efficacité souveraine de la religion catholique; d'ailleurs tous ceux qui ne se confesseront pas, seront expulsés. Le lendemain, on lui signale trois conseillers qui ne sont pas venus à la messe : ils sont jetés en prison et, comme le Conseil demeure indocile, on le remplace en bloc. — Les catholiques auront seuls le droit de bourgeoisie, seuls ils pourront exercer des métiers. — Les hérétiques ne cèdent toujours pas. Nouveaux arrêts d'expulsion contre les obstinés; quelques-uns se résignent et partent, la plupart biaisent, réclament des délais, font acte de présence au sermon. — Ils n'y viennent encore qu'assez irrégulièrement : en 1625, on leur ordonne d'assister tous les dimanches au service divin, de chômer les fêtes consacrées, de demander aux prêtres romains la consécration de leurs mariages et d'envoyer leurs enfants aux écoles catholiques.

Waldstein était un politique qui servait la religion, à condition que son zèle ne lui coûtât rien et lui rapportât. Il n'avait aucune illusion sur ses auxiliaires : « Je suis étonné, écrit-il, que les moines de Lipa aient déjà dépensé leurs 2.000 écus ; sans doute, suivant leurs habitudes, ils les auront mangés avec des vagabonds de toutes sortes et des filles de mauvaise vie. » Il ne voulait pas exaspérer ses paysans, qu'il tenait à conserver, et il était souvent agacé des prétentions insupportables des Jésuites et de leurs « impertinences ». Il



eût désiré que l'on renonçât à tracasser les parents, et qu'on se contentât de convertir les enfants. — C'est ce que certains historiens ont appelé la tolérance de Waldstein. Pourquoi pas? Tout est une question de comparaison. Les Jésuites de leur côté n'avaient pas tort de ne pas croire beaucoup à ces procédés à longue portée : dans la ville, à Jitchin, dès que la pression diminue, l'hérésie reprend le dessus; encore en 1655, il n'y a que très peu de catholiques. Dans les campagnes, les prêtres ont les mains plus libres : les paysans qui sont convaincus d'avoir assisté à quelque assemblée évangélique, sont roués de coups et jetés en prison; le P. Burnatius, véritable directeur des missions sur ces domaines, fait volontiers appel aux soldats: dans certaines communes, la moitié des terres est abandonnée. Waldstein intervient pour calmer ce zèle qui le ruine : en 1631, le doyen de Friedland écrit à l'archevêque qu'il abandonne ses fonctions parce qu'il n'est pas soutenu par les autorités : au bout de huit ans et malgré tous ses efforts, il n'a réussi à ramener que cinquante bourgeois; parmi les paysans son succès a été absolument nul [1].

« Les forces humaines, a écrit Reuss [2], ne pouvaient aller au-delà de ce que les protestants de Bohême ont supporté. L'énergie de résistance que les hommes puisent dans les convictions les plus sincères et dans la foi la plus entière a ses limites et la force brutale triomphera toujours lorsqu'elle sera employée sans scrupule et systématiquement au service d'idées dominantes et généralement acceptées. » Les communautés protestantes sont peu à peu anémiées par la fuite qui, en dépit des décrets les plus menacants et d'une surveillance toujours plus attentive, emporte hors du

1. Bilek, Contre-Réformation, p. 143 et sq. — Svoboda, II, p. 61 et sq. — Comparer encore Rohn, Chronik zweier Staedte Friedland und Reichenberg, Prague 1763. — « Cette réforme, heureusement accomplie, on la doit après Dieu au duc de Friedland, qui était un ardent défenseur de la foi catholique, si bien que les habitants s'effrayaient rien qu'à entendre prononcer son nom » (p. 167). En 1650, la chronique constate que la majorité des habitants de la frontière de Lusace est encore hérétique. — Leeder. Pour servir à l'histoire d'Arnau, Mittheilungen, 1874.
2. P. 88.

royaume les plus énergiques et les plus ardents des hérétiques. Parmi ceux qui répugnent à l'exil, les uns tombent dans une sorte de torpeur hébétée qui prépare en eux de dociles instruments des Jésuites, tandis que chez beaucoup d'autres l'excès de la souffrance provoque une hystérie religieuse qui se traduit par des hallucinations et des prophéties.

A mesure que les pasteurs deviennent plus rares, les visionnaires et les rêveurs se multiplient; les mémoires de cette époque révèlent le trouble qui s'est emparé des âmes, profondément ébranlées, qui s'efforcent par tous les moyens d'échapper à une réalité implacable [1]. Ce qui inspire le plus fréquemment les prophéties qui courent le pays, c'est un entêtement d'espérance : il n'est pas possible que Dieu ait ainsi abandonné son peuple, il le soumet à une redoutable épreuve; il le récompensera de sa constance, la vérité l'emportera et les persécuteurs seront frappés. A chaque mouvement au-delà des frontières, un frémissement de joie soulève les âmes, et les gouverneurs redoutent une insurrection [2]. Souvent aussi, dans un accès de désespoir et de fureur, quelques centaines de paysans courent aux armes, massacrent les seigneurs et les missionnaires; puis, après cette explosion de colère, les courages tombent ; quelques compagnies de soldats arrivent qui pendent les plus coupables et rançonnent les autres; c'est le moment propice pour les Jésuites qui, à la faveur de la prostration universelle, poussent à la messe tout le troupeau ahuri.

Quelques-unes de ces révoltes serviles, dont la longue et monotone histoire se continue pendant presque tout le

1. Les Mémoires d'Harant de Polzits sont bien curieux à ce point de vue.

2. Carafa, p. 249. « Dans la Bohême et la Moravie, il y avait beaucoup d'agitation. Les autorités avaient grand peur que les paysans exaspérés par les menaces et la réforme qui dans certains endroits avait été menée avec trop de rigueur, ne prissent les armes ». Le danger fut surtout menaçant de 1625 à 1627, c'est-à-dire au moment de la plus violente poussée catholique (V. la Patrie, I, p. 8).



XVII[e] siècle, prennent un développement plus menaçant, se mêlent de revendications sociales. En 1628, les insurgés des environs de Kralové-Hradets prennent le nom de « Messieurs les sectaires ou du quatrième Ordre »[1]. — En 1629, les habitants du bourg de Rovensko, à la nouvelle que les soldats mandés par le jésuite Burnatius approchent, se barricadent, sonnent le tocsin et, soutenus par les villages voisins forcent les troupes à se retirer. Burnatius qui, à quelque distance attendait le résultat de l'expédition, est surpris au moment où il essayait de se sauver par une porte de derrière et massacré. — Trente-cinq ans plus tard, Balbin fit ouvrir son cercueil, le cadavre avait échappé à la corruption, il appela des Jésuites qui attestèrent le fait : il est fâcheux qu'il n'ait pas convoqué en même temps quelques-uns des hérétiques qui erraient encore dans les environs, mais on ne saurait songer à tout ! — Après ce meurtre, les rebelles s'avancent vers Tournov, et ils inspirent une telle terreur que Waldstein s'enfuit à Prague. Que feront cependant ces laboureurs sans armes contre des murailles et des soldats. Ils sont vite refoulés, on les invite à faire leur soumission, on leur représente les peines auxquels ils s'exposent. — « Ce que nous avons commencé, nous ne l'abandonnerons pas. Nous combattons pour la liberté. » — Ils furent taillés en pièce et les plus furieux restèrent sur la place, 17 furent condamnés à mort; ils se convertirent et furent grâciés, sauf deux qui furent roués[2].

Nous combattons pour la liberté. C'était le dernier cri de la vieille Bohême qui expirait sur la croix. Jusqu'au dernier jour, elle demeurait fidèle à la doctrine de ses conducteurs spirituels qui avait été moins un credo précis qu'un grand espoir d'émancipation. Il n'est guère dans l'histoire de page plus douloureuse et plus sublime que celle de cette résistance acharnée d'un peuple qui souffre et meurt pour conserver le droit de disposer de son âme,

1. Bilek, p. 127.
2. Schmidl, 979-987.

et notre pitié s'accroît ici de l'humilité des victimes qui tombent obscurément et sans gloire pour ne pas démentir les ancêtres et ne pas laisser prescrire les titres de la conscience.

« Il y a beaucoup d'autres choses qu'a faites le Christ, dit l'Évangile, et s'il fallait les écrire toutes, je crois que le monde entier ne pourrait contenir le livre qui les renfermerait. C'est vrai aussi de l'Antechrist, et il a mis dans ses crimes tant de force et de malice que le monde pourrait à peine en contenir le récit. » La parole de Comenius est confirmée par les textes et, malgré l'appui du gouvernement et des soldats, la restauration catholique ne s'accomplit qu'avec une extrême lenteur. C'est en 1632 cependant que s'arrête l'Histoire des persécutions, et il est vrai qu'à ce moment, la victoire officielle de Rome est complète. Le cri de détresse qui montait vers le ciel va peu à peu en s'affaiblissant ; on dirait un champ de bataille sur lequel s'est étendue la nuit, et elle n'est plus troublée que par les râles suprêmes des agonisants et les pas étouffés des rôdeurs qui dépouillent les cadavres, tandis que la grande voix du dernier évêque de l'Unité appelle sur les victimes la pitié céleste : « O Dieu ! regarde-nous, si misérables ! L'ombre de la mort s'est abattue sur nous. Nous sommes comme des brebis condamnées à l'abattoir. Réveille-toi, Seigneur. Pourquoi dors-tu ?.. Pourquoi caches-tu ton visage et oublies-tu nos misères ? Israël n'est plus qu'un troupeau désespéré qu'ont dispersé ses ennemis. Remplis tes promesses, ô Dieu de vérité, aie pitié de tes serviteurs ! » C'est le cri que poussait sur le Golgotha celui au nom de qui des disciples insensés répandaient autour d'eux la mort et l'épouvante, le cri que de siècle en siècle répète l'histoire : Mon Dieu ! Mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné !

Mais non, l'Antechrist n'a pas vaincu. « Ne pleurez point et n'ayez point de tristesse, avait dit Paul Stransky à sa femme et à ses enfants en se séparant d'eux. L'Éternel a permis ce temps d'épreuves, priez-le, pour qu'il ne soit pas trop long. » Stransky et ses compagnons d'exil ne



retrouvèrent jamais leur patrie, mais leurs souffrances éveillèrent l'horreur de tous ceux qui étaient capables de réflexion et de pitié et furent plus funestes au catholicisme que ne l'eussent été leurs victoires ; de leur martyre est sortie la condamnation de l'intolérance. — « Les Protestants sont hérétiques, dites-vous, écrivait au XVIIIe siècle un des défenseurs de la liberté de conscience en Bohême, et nous ne le sommes pas. C'est-à-dire que tu crois qu'ils se trompent, mais eux aussi croient que tu te trompes et les imbéciles parmi eux te traitent à leur tour d'hérétique. Cessez de vous injurier mutuellement, et qu'entre nous tous règne la paix du Christ. Si tu crois que tu as la véritable foi, remercie le Seigneur et joins à cette foi l'amour du prochain. Car pour moi, je ne puis croire que tu aies la véritable foi, si tu n'en montres pas les fruits : or, la charité est le premier et le meilleur de tous ces fruits. Que vous ont fait les missionnaires ? me demande-t-on. — A moi personnellement, rien, mais à la patrie, et à moi par conséquent. Je ne hais personne, je ne hais même pas l'Ordre des Jésuites, mais je hais ce que hait tout honnête homme » [1]. Ce que haïssait Prochazka, c'était la violence en matière de foi, c'était ce Ferdinand II, un des plus grands malfaiteurs de l'humanité qui, sans entrailles et sans réflexion, achetait son salut par la ruine de son royaume et la suppression de son peuple, c'étaient les Inquisiteurs qui pour barrer la marche au progrès, entassaient les cadavres et les décombres. Et c'est justement pour que tout cela ne fût plus jamais possible, pour que la persécution parût dans tous les cas abominable, pour que la piété ne pût plus revêtir cette forme sacrilège, que les martyrs tchèques ont souffert. Par eux, la Bohême est vraiment devenue la créancière de l'humanité.

Peu s'en fallut qu'elle ne mourût de son dévouement. L'extrême misère est une grande corruptrice, qui supprime

1. F. Prochazka, Préface de la traduction du Chevalier chrétien d'Erasme, Prague, 1787, p. IX et XIX.



avec la joie de vivre, la dignité de la vie. Exsangue, abêti, le peuple tchèque a pendant un siècle et demi des allures d'esclave; il finit par s'attacher à ses maîtres et sur leurs conseils, il cherche l'oubli de ses maux et de sa décadence dans le mépris de la raison et dans un matérialisme superstitieux. Pourtant, on ne réussira jamais à effacer complètement chez lui le souvenir de ses morts et l'orgueil de ses anciennes révoltes : de ce souvenir et de cet orgueil est née en partie la Renaissance nationale contemporaine.

CHAPITRE II

La constitution de 1627

Les préliminaires du coup d'État. — Caractères de la constitution nouvelle: l'autonomie du royaume est maintenue en principe, mais menacée par les progrès de l'autorité du souverain. — Organisation du pouvoir exécutif: la Chancellerie de Bohême, la Lieutenance du royaume et les Grands Officiers de la couronne. — Les diètes, leur composition, les limites officielles, très étroites de leur compétence, leur puissance réelle. — Progrès de l'aristocratie sous les successeurs de Ferdinand II [1].

Quand on apprit à Vienne l'insurrection de la Bohême, un des conseillers de Ferdinand remarqua que le roi n'avait rien à y perdre, puisque la couronne « ne valait vrai-

1. Le texte de la Constitution de 1627 a été publié (en tchèque et en allemand) par Herménégild Jiretchek (1888 et 1890) ; il est nécessaire de le rapprocher des *Constitutions de 1530, 1549 et 1564*. — La grande collection commencée par Gindely : *Les diètes bohêmes de 1526 à nos jours* n'est malheureusement parvenue encore que jusqu'à l'année 1604. — De très nombreux renseignements dans les ouvrages, très mal composés, de d'Elvert, *Zur œsterr. Verwaltungsgesch. mit besond. Rücksicht auf die bœhm. Laender.*, 1880, et *Zur œst. Finanzgesch.*, 1881. — Pour le détail de la biographie, voir les manuels de droit public autrichien de Huber 1895 ou de Luschin d'Ebengreuth, 1896. Les ouvrages les plus importants sont avant tout Kalousek, *Le droit d'État bohême* (2ᵉ édition, Prag. 1892), et Tchelakovsky, *Le droit public tchèque*, dans la Nouvelle Encyclopédie d'Otto (1897). — Cf. Tomek, *Les diètes tchèques* (1868) et Toman, Das bœhmische. Staatsrecht, 1872. Sur les préliminaires de la Constitution, les renseignements les plus précis sont donnés par Gindely, *Die Gegenreformation*, chapitre 1, 8 et 9. — Pour l'application de la Constitution, Rezek, dans la *Chronique tchécomorave de Zap*, depuis 1630. Parmi les Allemands, qui s'attachent à réduire le plus possible l'importance des droits laissés aux diètes par Ferdinand II, le plus violent est Bachmann, *Manuel du droit public autrichien*, 1896 ; voir aussi son article dans la *Deutsche Arbeit in Bœhmen* 1900. *Bidermann*, *Gesch. der œster. Staatsidee*, exagère beaucoup les tendances centralisatrices de Ferdinand II et de ses premiers successeurs.



ment pas la peine d'être conservée si on ne la tirait pas de « l'esclavage » où l'avaient réduite les États [1]. Il y avait évidemment dans ce jugement une extrême exagération, et même des souverains aussi faibles que Rodolphe et Mathias exerçaient en réalité une autorité fort étendue; seulement leur pouvoir était précaire et contesté et, dans le combat qui se poursuivait avec des fortunes diverses depuis le xve siècle entre l'oligarchie féodale et les princes, les nobles avaient conquis des privilèges tels que tout nouveau succès eût assuré leur triomphe définitif. Comme le droit de voter l'impôt leur appartenait, ils étaient dans une situation très favorable vis-à-vis de monarques obérés, qui avaient absolument besoin de leurs subsides pour défendre contre les Turcs leurs possessions hongroises : ils avaient ainsi obtenu qu'aucune loi ne fût promulguée sans leur aveu, et ils avaient imposé au souverain pour la nomination aux charges publiques des règlements si étroits que les agents de l'administration devaient désormais être considérés comme leurs représentants; ils étaient maîtres de la justice, puisque le tribunal du pays, qui se composait des délégués de l'aristocratie, prononçait sans appel et que son droit d'interpréter la loi était fort étendu; ils n'avaient pas à craindre que le roi modifiât la composition de la diète, personne ne devenait citoyen du pays sans leur aveu et la réception des nouveaux nobles était entourée de formalités extrêmement longues; enfin, bien que les chartes proclamassent en principe l'hérédité de la couronne, elle était assez mal reconnue en fait, et, dans tous les cas, l'autorité d'un nouveau roi n'était régulière que lorsqu'il avait été accepté par les États, qui trouvaient là un moyen de faire décider en leur faveur les points en litige. Comme il manquait cependant à leur pouvoir d'avoir été clairement formulé dans les lois et d'avoir été consacré par l'histoire, de temps en temps de brusques retours offen-

1. Gindely, Gegenreform., p. 428.



sifs de la monarchie prouvaient qu'elle n'avait pas pris son parti de sa défaite.

Après la capitulation de Prague en 1620, Maximilien de Bavière envoya à Ferdinand des caisses dans lesquelles il avait enfermé les privilèges du pays. C'était la part de butin du roi et celui-ci était bien résolu d'avance à rendre impossible toute nouvelle tentative de révolte par de profondes réformes constitutionnelles. La plupart des catholiques, assez naturellement, voyaient dans ces changements politiques la condition et la garantie de leur victoire religieuse : comment laisser la direction du royaume à des nobles entichés d'hérésie, et qui, avides de vengeance, saisiraient la première occasion pour renouer leur alliance avec les protestants d'Allemagne? Et même en admettant que les néo-catholiques eussent désormais la majorité dans la diète, apporteraient-ils à défendre l'Église la même énergie et la même suite que le roi? Par une progression fatale, il était nécessaire que la liberté politique et l'autonomie nationale fussent supprimées, pour que l'on n'eût pas à craindre une résurrection de la liberté religieuse.

La réaction monarchique ne fut pas très difficile, grâce à l'égoïsme des seigneurs qui, en même temps qu'ils étendaient leurs prérogatives vis-à-vis des princes, avaient soumis les paysans à un très dur servage et réduit les villes à une situation subordonnée; ils avaient perdu par là toute racine dans le pays et, au moment du péril, la masse demeura absolument indifférente à la ruine des libertés publiques, qui avaient fini par ne plus être que des privilèges personnels. D'ailleurs, l'opinion était démoralisée par l'excès des souffrances matérielles et par la terreur catholique. Enfin, les Habsbourgs avaient pour eux cette force vague et irrésistible que l'on nomme l'esprit du temps. Les œuvres des philosophes qui, s'ils ne préparent pas l'avenir, sont du moins les témoins autorisés des idées et des désirs de leurs contemporains, permettent de suivre le progrès continu des théories absolutistes

qui, depuis l'époque de Louis XI, avaient pris une forme de plus en plus nette et remporté des succès chaque jour plus marqués. Elles avaient trouvé en Espagne leur définition la plus excessive comme leur application la plus rigoureuse et les Habsbourgs de Madrid invitaient leurs cousins de Vienne à conquérir à leur tour « ce patrimoine qui doit appartenir aux Rois ». L'ambassadeur d'Espagne, le comte d'Oñate, fut un de ceux qui poussèrent le plus âprement Ferdinand aux mesures extrêmes [1]. Il était soutenu par les Jésuites, complètement gagnés à cette époque à la doctrine de l'omnipotence monarchique, sans que d'ailleurs il convienne de leur en faire un grief, puisque la plupart des polémistes et des théologiens protestants partagent les mêmes opinions.

Le comte d'Oñate, très puissant à la cour, non seulement parce que l'on avait besoin des doublons d'Espagne pour soutenir les hostilités, mais parce que plusieurs des ministres impériaux recevaient des pensions des rois Catholiques [2], s'était d'autre part créé quelques ennemis par sa hauteur et ses principes soulevaient d'assez vives répugnances ; il recommande lui-même à son successeur de ne pas intervenir trop directement, « parce que en Autriche le pouvoir absolu des rois et l'obéissance complète de tous les vassaux sont en abomination à tous ». Si pour le moment l'ambition et le fanatisme étouffaient chez Slavata tout sentiment national, quelques autres seigneurs tchèques désiraient et espéraient maintenir dans une assez large mesure les privilèges des États : Martinits, Sternberg, et avec plus de fermeté encore le grand chancelier Lobkovits, sans nier la nécessité de quelques modifications, contestaient l'utilité et la légalité d'un changement radical. Leur opposition timide et détournée n'arrêta pas

1. Rapport des ambassadeurs vénitiens, dans les *Fontes rerum austriacarum*, t. XXIX, pp. 108-109.

2. Ainsi Eggenberg, le principal confident de Ferdinand II, que les largesses fantastiques de son souverain auraient dû cependant mettre à l'abri de la tentation. C'est par ces moyens qu'Oñate était devenu le véritable dictateur de l'Allemagne (Kalousek, le droit d'état, p. 398.)



longtemps les menées des absolutistes : on les écarta peu à peu des conseils où s'élaborait la nouvelle Charte, et des conseillers étrangers décidèrent du sort de la Bohême. Fait capital ! La constitution de 1627 n'a pas seulement déjoué définitivement les projets de l'aristocratie, elle a préparé la ruine de l'autonomie du royaume et sa fusion avec les autres possessions des Habsbourgs.

Bien qu'il entrât quelque antipathie nationale dans les conseils des Allemands, Eggenberg, Strahlendorf, Ulm, etc., qui préparèrent le coup d'état de 1627, ils n'aperçurent pas les conséquences lointaines de leurs résolutions. Leurs plans se bornèrent pour le moment à mettre la royauté hors de page. Encore jugèrent-ils prudent de ne pas dévoiler aussitôt tout leur dessein. Les promesses par lesquelles Ferdinand II s'était engagé, non seulement vis-à-vis des Bohêmes, mais vis-à-vis des princes allemands, à respecter les privilèges du pays, étaient si formelles et si récentes qu'ils n'osaient pas les démentir trop brusquement; il était plus sage de chercher d'abord à fortifier en pratique le pouvoir absolu que la victoire avait livré au roi; plus tard, quand les Tchèques y seraient habitués, on le confirmerait par des lois explicites [1]. Le but vers lequel ils tendaient, c'était ce que l'on nommait alors la monarchie espagnole, c'est-à-dire l'absolutisme [2] ; ils signalaient en effet, comme particulièrement scandaleux, les privilèges qui limitaient l'action exécutive du roi, l'obligeaient à tenir compte des propositions des États pour les nominations et soumettaient au vote de la diète les lois qu'il jugeait nécessaires.

Comme cependant Liechtenstein n'inspirait pas une confiance absolue, au moins au point de vue financier, et qu'il était débordé par la multiplicité des affaires, on rétablit

1. Les moyens ne manqueront pas à Votre Majesté, écrivaient les conseillers impériaux, d'établir jour par jour sa puissance royale « per actus possessorios » et de semblables exemples feront plus que « metus ex legibus » (Déc. 1620. Cité par Kalousek, p. 589).

2. Kalousek, p. 105.



en partie les anciennes administrations politiques et judiciaires, tout en laissant au gouverneur une complète autorité en matière de police, de guerre et de justice [1]. Il est possible que les ministres se soient proposé d'habituer les esprits à l'exercice de la prérogative royale en modifiant de leur seule initiative l'organisation du pouvoir; mais la restauration, même partielle, du régime légal rendit quelque courage aux défenseurs des traditions nationales et fournit aux adversaires du despotisme le moyen de manifester leurs désirs.

Soit que, pendant son bien court séjour en Bohême en 1623, Ferdinand eût été frappé de la décadence du royaume et du découragement universel, soit, ce qui semble plus probable, qu'il eût été déterminé par des considérations de politique extérieure, peut-être purement par faiblesse ou par légèreté, il avait promis de convoquer une diète et il écrivait le 20 septembre 1623 que « son intention n'avait jamais été et n'était pas d'abolir ou de diminuer les droits de ses fidèles sujets, les États du royaume, mais que, sous réserve de sa puissance royale et sans rien abandonner de ses pouvoirs héréditaires, il voulait les conserver et maintenir dans leurs droits et justices ». Les fonctionnaires tchèques trouvèrent dans ces déclarations une arme contre la continuation du gouvernement arbitraire et ils rappelèrent que la Diète seule avait autorité pour imposer des charges aux habitants. Ils reçurent une forte semonce : comment des mandataires du roi se préoccupaient-ils moins de ses intérêts que des plaintes des habitants fondées sur de *prétendus privilèges;* depuis la bataille de la Montagne-Blanche, il y avait pourtant quelque chose de changé dans la situation ! — Le roi renonça cependant à quelques-unes des taxes qu'il avait décrétées, tout en réservant son droit d'exiger des sujets les redevances qui lui étaient nécessaires [2].

Les grands officiers ne se tinrent pas pour battus : le

1. 12 mai 1623, d'Elvert, XVII, p. 163.
2. D'Elvert, XVII, p. 187.



royaume, répondirent-ils, n'avait pas été coupable tout entier : les auteurs de l'insurrection avaient été justement punis, mais on ne saurait sans iniquité comprendre dans les châtiments qu'ils avaient mérités l'ensemble du peuple. — Cette thèse des catholiques tchèques est exactement celle qu'après la révolution de 1848, devaient soutenir, contre Schwarzenberg et Bach, Deak et les conservateurs hongrois. Les Tchèques, moins heureux que les Magyars, ne trouvèrent aucun appui au-dehors et leur fanatisme religieux ne leur permettait même pas de pousser bien loin leur opposition. Les meilleurs, comme Zdéniék de Lobkovits, se bornaient à se lamenter dans des lettres privées, sans oser refuser de contresigner des résolutions qu'ils jugeaient illégales et funestes; les autres comme Martinits et Sternberg cherchaient une consolation dans les plus misérables illusions; il suffit de quelques paroles conciliantes de Ferdinand pour qu'ils retombassent dans leur docilité complaisante et résignée.

La commission, qui préparait depuis mars 1625 le plan définitif de révision constitutionnelle, ne comprenait d'autres tchèques que Waldstein et Liechtenstein, dont il est permis de dire sans calomnie que leurs titres à représenter le pays étaient insuffisants ; quatre membres de la commission, — la moitié, — n'étaient pas sujets du royaume, et d'après les coutumes les mieux établies, ils n'avaient même pas le droit d'être officiellement entendus sur la question. Les délibérations furent sommaires : les conseillers de Ferdinand partirent du principe que le royaume « avait été conquis par la force des armes, que le roi y exerçait par conséquent une autorité absolue et que les Tchèques ne devaient pas sortir « presque indemnes » de l'insurrection [1]. Affranchis ainsi de tout ménagement pusillanime, ils s'acquittèrent de la façon la plus simple de la triple tâche que leur avait imposée le souverain : assurer le triomphe de la religion catholique, garantir le libre exer-

1. Extraits des procès-verbaux dans Kalousek, p. 425.

ciçe de l'autorité royale et établir une complète égalité entre les anciens habitants et les étrangers récemment admis. Pour cela, ils reprirent la constitution de 1564, article par article, de manière à la mettre en harmonie avec le nouvel ordre de choses. La grande ordonnance de 1564 réglait la condition complète des diverses classes, dans leurs rapports entre elles ou avec le souverain; de même que toutes les constitutions au moyen âge, elle était à la fois une charte politique, un code civil et criminel et un code de procédure. Quand les questions de droit public eurent été tranchées, on laissa à un des membres de la commission, Mélander, le soin de reviser les lois privées, c'est-à-dire de rayer celles des vieilles coutumes qui rappelaient l'antique liberté et qui auraient limité l'usage de l'autorité royale.

Le 10 mai 1627, en même temps que s'achevait la restauration catholique, on promulgua la Constitution nouvelle, qui, plus ou moins altérée, s'est maintenue jusqu'en 1848 et dont se réclament encore souvent les défenseurs du droit d'état tchèque. Les délibérations dont elle était sortie ne laissent guère de doute sur la volonté des vainqueurs et ils l'exprimaient dans l'introduction avec une sorte de férocité : — à la suite de « l'infâme rébellion », il avait fallu conquérir le royaume par des expéditions militaires coûteuses; afin d'éviter à l'avenir de semblables catastrophes et pour que les sujets vécussent désormais dans l'obéissance, sous l'égide d'un droit égal pour tous et d'une religion commune, Ferdinand avait déterminé les bases fondamentales « qui tiennent à cœur à tous les souverains chrétiens »; il se réservait la faculté « d'étendre, de modifier et d'améliorer cette constitution et de faire tout ce que comporte le droit d'édicter la loi. »

Quelques écrivains des plus autorisés croient que cette réserve ne s'appliquait qu'aux coutumes privées et que les privilèges restreints que le souverain laissait aux États, du moins il les leur confirmait pour toujours et sans réserve [1].

1. Voir la discussion très vigoureuse de Kalousek, p. 435, — C'est aussi



Leurs arguments sont à mon sens entachés d'un vice essentiel, ils sont juridiques et non historiques, ils sont tirés de la critique verbale des textes, et non d'une étude de la situation. Personne ne conteste que la constitution de 1627 ne fût une constitution octroyée, et il n'est pas très facile de comprendre comment d'une constitution octroyée peut sortir un contrat synallagmatique? A qui, en pareil cas, appartient l'interprétation, quand le texte est obscur? Je ne vois pas en fait que Ferdinand lui-même ait hésité, quand il le jugea utile, à violer les privilèges qu'il avait le plus nettement reconnus aux États, et ses successeurs, quand ils s'adressèrent aux diètes pour faire confirmer leurs décisions en matière constitutionnelle, n'y cherchèrent qu'un supplément d'autorité et un luxe de précaution.

Il est certain, en revanche, que l'interprétation des historiens tchèques remonte au lendemain même de la promulgation de la Charte de 1627. En Moravie, où la noblesse avait été moins décimée et se résignait moins aisément au despotisme, la diète obtint de Ferdinand II lui-même une confirmation de ses privilèges, plus précise et plus générale que celle qu'il avait accordée à la Bohême. Un peu plus tard, à Prague, les États, dès qu'ils se furent relevés de leur prostration, proclamèrent l'inviolabilité de leurs privilèges et ils réussirent à créer une tradition qui, fondée ou non sur les textes, n'en eut pas moins une action très réelle sur la vie politique du pays. Elle prouvait en effet que les habitudes de liberté étaient encore vivaces et, pour en triompher, la monarchie dut s'y reprendre à plusieurs fois; ainsi que Tomek l'a remarqué très justement, les institutions aristocratiques sont les plus difficiles à détruire, parce qu'elles sont indissolublement rattachées à des inté-

l'opinion de Tomek, les diètes tchèques, p. 4. On trouvera les principaux arguments dans Toman, p. 35. — Gindely, qui ne partage pas l'opinion des juristes tchèques, admet cependant une partie de leurs raisons. Une entre autres est très forte : quelques jours après la promulgation de la constitution, Ferdinand confirma les anciens privilèges du royaume, « en tant qu'ils n'étaient pas contraires à la nouvelle charte »; il s'interdisait par là le droit de modifier celle-ci.

rêts personnels qui survivent aux catastrophes les plus dramatiques. La langue du XVIIe siècle, avec ses longues et complexes périodes, l'enchevêtrement de ses incidentes et l'hésitation de ses formules, se prêtait à merveille à ces revendications ; elle fournissait aux vaincus le moyen ou le prétexte de rouvrir les débats, dès que les circonstances leur redevenaient favorables.

Ferdinand II avait eu sans aucun doute la volonté d'établir la monarchie absolue : trop médiocre pour réaliser son plan, il ne réussit même pas à formuler nettement sa pensée. Au moment où il prétendait enlever aux diètes tout pouvoir politique, il leur abandonna une partie importante de l'administration et il laissa ainsi aux seigneurs une voie d'appel contre la déchéance dont il les frappait. Même après Philippe II, les théories absolutistes qui ne trouvèrent leur formule définitive qu'avec Hobbes, — en même temps que Louis XIV leur apportait le prestige de son exemple, — n'avaient pas complètement effacé les anciennes doctrines juridiques et leurs adeptes les plus convaincus admettaient certains ménagements ; en Autriche en particulier, les souvenirs féodaux balancèrent longtemps l'influence des idées occidentales, et les souverains, satisfaits d'avoir proclamé leur omnipotence, laissèrent aux diètes une autorité assez étendue pour que la puissance monarchique, absolue en principe, fût sérieusement limitée dans son action ; même quand elles eurent perdu presque toute influence, elles eurent l'avantage de subsister jusqu'au moment où de nouvelles classes sociales entrèrent en ligne et les relevèrent de leur faction.

C'est un fait dont il ne convient ni d'exagérer ni de nier l'importance. Adversus hostem æterna auctoritas : il n'y a pas de prescription contre le droit. Que Ferdinand eût purement et simplement supprimé les diètes, les petits neveux des martyrs n'auraient pas été pour cela déchus de leurs droits, de même que tous les traités qui ont sanctionné le partage de la Pologne perdraient leur valeur du jour où une combinaison poli-



tique permettrait aux opprimés de faire valoir leurs titres. Il n'est pourtant pas indifférent que les représentants du pays aient toujours conservé une ombre de souveraineté et ce fut le mérite de la noblesse, malgré ses défaillances, d'avoir entretenu comme une veilleuse d'espérance ; grâce à sa ténacité, l'idée de liberté nationale ne s'effaça jamais tout-à-fait et elle rendit plus difficile le triomphe de la centralisation, en plaçant le débat sur un terrain où ses ennemis ne pouvaient refuser de la suivre. Grâce à elle, les chefs de la Renaissance contemporaine tchèque purent affirmer sans trop d'invraisemblance que ce qui était nouveau en Bohême, c'était le despotisme, et ils y attachèrent d'autant plus d'importance que sous l'influence du romantisme allemand et en opposition avec le rationalisme français, ils fondaient leurs revendications sur la tradition. Ce n'est pas une des anomalies les moins étranges de l'histoire que cette constitution de 1627 qui, dans l'esprit de ses auteurs devait anéantir les privilèges du royaume, soit devenue de nos jours l'origine d'une vie politique intense.

Le premier souci de Ferdinand avait été de détruire « le nerf de la puissance populaire », en proclamant nettement l'hérédité de la monarchie, au moins en ligne masculine [1]. Jusqu'à lui, non seulement les États avaient quelquefois usurpé le droit d'élire le souverain, mais surtout le monarque n'exerçait son autorité que lorsqu'il avait été reconnu par la diète ; c'était une sorte de compromis entre deux conceptions politiques opposées, et le monarque était obligé d'inaugurer son règne par des concessions aux Seigneurs, dont il était forcé d'acheter la soumission. Désormais, à la mort du roi légitime, son successeur entra immédiatement en possession du pouvoir. Ferdinand ne supprima pas cependant la cérémonie du sacre et il montra sur ce point peu de prévoyance : les formes, même vidées de substance, conservent en elles-mêmes une puissance réelle,

1. Le droit de succession des femmes n'a été réglé pour la première fois d'une manière précise qu'en 1703.



et le couronnement, qu'accompagnait naturellement une confirmation solennelle des privilèges du pays, créa aux États des titres qu'il fut ensuite difficile de contester. Ils n'avaient pas d'ailleurs été dépouillés complètement de leur droit d'élection, seulement ils ne pouvaient l'exercer que si les héritiers légitimes des Habsbourgs venaient à manquer. Quelque lointaine que fût cette perspective, elle suffisait pour rappeler l'origine populaire de la royauté et créer à la diète en face du monarque une véritable priorité juridique.

Ferdinand se souciait peu de ces vagues entités dont l'avenir seul démontra la puissance. Il s'attacha plus minutieusement à s'affranchir de toutes les entraves qui gênaient son action. Ici aussi, ses conquêtes furent incomplètes, et en partie passagères, parce que ses réformes furent purement empiriques et qu'il ne comprit pas la nécessité de répudier nettement la théorie féodale. La conception du moyen âge distingue très nettement le pouvoir qui revient au roi comme propriétaire et celui qui lui appartient comme souverain : tout ce qui concerne les domaines, les fiefs, les juifs, l'administration des villes royales, les mines, les douanes, relève de la Chambre royale et sur ce terrain l'autorité du monarque est en principe illimitée. Il est évident qu'il n'est pas toujours facile d'établir la distinction entre le domaine royal proprement dit et l'État; à mesure surtout que la richesse mobilière se développera, les successeurs de Ferdinand trouveront dans les impôts indirects une source abondante de revenus et un surcroît de puissance. Pour le moment, Ferdinand, en acceptant cette division traditionnelle, reconnaît que vis-à-vis des classes sur lesquelles il ne réclame qu'un droit de souveraineté politique, son autorité est bornée et conditionnelle. En fait, elles conservent le privilège absolu de ne payer que les contributions qu'elles ont votées et d'occuper les fonctions administratives et judiciaires.

L'effort du roi se borne sur la plupart des points à reprendre les positions qui ont été perdues par ses pré-



Leurs arguments sont à mon sens entachés d'un vice essentiel, ils sont juridiques et non historiques, ils sont tirés de la critique verbale des textes, et non d'une étude de la situation. Personne ne conteste que la constitution de 1627 ne fût une constitution octroyée, et il n'est pas très facile de comprendre comment d'une constitution octroyée peut sortir un contrat synallagmatique ? A qui, en pareil cas, appartient l'interprétation, quand le texte est obscur ? Je ne vois pas en fait que Ferdinand lui-même ait hésité, quand il le jugea utile, à violer les privilèges qu'il avait le plus nettement reconnus aux États, et ses successeurs, quand ils s'adressèrent aux diètes pour faire confirmer leurs décisions en matière constitutionnelle, n'y cherchèrent qu'un supplément d'autorité et un luxe de précaution.

Il est certain, en revanche, que l'interprétation des historiens tchèques remonte au lendemain même de la promulgation de la Charte de 1627. En Moravie, où la noblesse avait été moins décimée et se résignait moins aisément au despotisme, la diète obtint de Ferdinand II lui-même une confirmation de ses privilèges, plus précise et plus générale que celle qu'il avait accordée à la Bohême. Un peu plus tard, à Prague, les États, dès qu'ils se furent relevés de leur prostration, proclamèrent l'inviolabilité de leurs privilèges et ils réussirent à créer une tradition qui, fondée ou non sur les textes, n'en eut pas moins une action très réelle sur la vie politique du pays. Elle prouvait en effet que les habitudes de liberté étaient encore vivaces et, pour en triompher, la monarchie dut s'y reprendre à plusieurs fois ; ainsi que Tomek l'a remarqué très justement, les institutions aristocratiques sont les plus difficiles à détruire, parce qu'elles sont indissolublement rattachées à des inté-

l'opinion de Tomek, les diètes tchèques, p. 4. On trouvera les principaux arguments dans Toman, p. 35. — Gindely, qui ne partage pas l'opinion des juristes tchèques, admet cependant une partie de leurs raisons. Une entre autres est très forte : quelques jours après la promulgation de la constitution, Ferdinand confirma les anciens privilèges du royaume, « en tant qu'ils n'étaient pas contraires à la nouvelle charte » ; il s'interdisait par là le droit de modifier celle-ci.



rêts personnels qui survivent aux catastrophes les plus dramatiques. La langue du XVII[e] siècle, avec ses longues et complexes périodes, l'enchevêtrement de ses incidentes et l'hésitation de ses formules, se prêtait à merveille à ces revendications; elle fournissait aux vaincus le moyen ou le prétexte de rouvrir les débats, dès que les circonstances leur redevenaient favorables.

Ferdinand II avait eu sans aucun doute la volonté d'établir la monarchie absolue : trop médiocre pour réaliser son plan, il ne réussit même pas à formuler nettement sa pensée. Au moment où il prétendait enlever aux diètes tout pouvoir politique, il leur abandonna une partie importante de l'administration et il laissa ainsi aux seigneurs une voie d'appel contre la déchéance dont il les frappait. Même après Philippe II, les théories absolutistes qui ne trouvèrent leur formule définitive qu'avec Hobbes, — en même temps que Louis XIV leur apportait le prestige de son exemple, — n'avaient pas complètement effacé les anciennes doctrines juridiques et leurs adeptes les plus convaincus admettaient certains ménagements ; en Autriche en particulier, les souvenirs féodaux balancèrent longtemps l'influence des idées occidentales, et les souverains, satisfaits d'avoir proclamé leur omnipotence, laissèrent aux diètes une autorité assez étendue pour que la puissance monarchique, absolue en principe, fût sérieusement limitée dans son action; même quand elles eurent perdu presque toute influence, elles eurent l'avantage de subsister jusqu'au moment où de nouvelles classes sociales entrèrent en ligne et les relevèrent de leur faction.

C'est un fait dont il ne convient ni d'exagérer ni de nier l'importance. Adversus hostem æterna auctoritas : il n'y a pas de prescription contre le droit. Que Ferdinand eût purement et simplement supprimé les diètes, les petits neveux des martyrs n'auraient pas été pour cela déchus de leurs droits, de même que tous les traités qui ont sanctionné le partage de la Pologne perdraient leur valeur du jour où une combinaison poli-



tique permettrait aux opprimés de faire valoir leurs titres. Il n'est pourtant pas indifférent que les représentants du pays aient toujours conservé une ombre de souveraineté et ce fut le mérite de la noblesse, malgré ses défaillances, d'avoir entretenu comme une veilleuse d'espérance ; grâce à sa ténacité, l'idée de liberté nationale ne s'effaça jamais tout-à-fait et elle rendit plus difficile le triomphe de la centralisation, en plaçant le débat sur un terrain où ses ennemis ne pouvaient refuser de la suivre. Grâce à elle, les chefs de la Renaissance contemporaine tchèque purent affirmer sans trop d'invraisemblance que ce qui était nouveau en Bohême, c'était le despotisme, et ils y attachèrent d'autant plus d'importance que sous l'influence du romantisme allemand et en opposition avec le rationalisme français, ils fondaient leurs revendications sur la tradition. Ce n'est pas une des anomalies les moins étranges de l'histoire que cette constitution de 1627 qui, dans l'esprit de ses auteurs devait anéantir les privilèges du royaume, soit devenue de nos jours l'origine d'une vie politique intense.

Le premier souci de Ferdinand avait été de détruire « le nerf de la puissance populaire », en proclamant nettement l'hérédité de la monarchie, au moins en ligne-masculine [1]. Jusqu'à lui, non seulement les États avaient quelquefois usurpé le droit d'élire le souverain, mais surtout le monarque n'exerçait son autorité que lorsqu'il avait été reconnu par la diète; c'était une sorte de compromis entre deux conceptions politiques opposées, et le monarque était obligé d'inaugurer son règne par des concessions aux Seigneurs, dont il était forcé d'acheter la soumission. Désormais, à la mort du roi légitime, son successeur entra immédiatement en possession du pouvoir. Ferdinand ne supprima pas cependant la cérémonie du sacre et il montra sur ce point peu de prévoyance : les formes, même vidées de substance, conservent en elles-mêmes une puissance réelle,

1. Le droit de succession des femmes n'a été réglé pour la première fois d'une manière précise qu'en 1703.

et le couronnement, qu'accompagnait naturellement une confirmation solennelle des privilèges du pays, créa aux États des titres qu'il fut ensuite difficile de contester. Ils n'avaient pas d'ailleurs été dépouillés complètement de leur droit d'élection, seulement ils ne pouvaient l'exercer que si les héritiers légitimes des Habsbourgs venaient à manquer. Quelque lointaine que fût cette perspective, elle suffisait pour rappeler l'origine populaire de la royauté et créer à la diète en face du monarque une véritable priorité juridique.

Ferdinand se souciait peu de ces vagues entités dont l'avenir seul démontra la puissance. Il s'attacha plus minutieusement à s'affranchir de toutes les entraves qui gênaient son action. Ici aussi, ses conquêtes furent incomplètes, et en partie passagères, parce que ses réformes furent purement empiriques et qu'il ne comprit pas la nécessité de répudier nettement la théorie féodale. La conception du moyen âge distingue très nettement le pouvoir qui revient au roi comme propriétaire et celui qui lui appartient comme souverain : tout ce qui concerne les domaines, les fiefs, les juifs, l'administration des villes royales, les mines, les douanes, relève de la Chambre royale et sur ce terrain l'autorité du monarque est en principe illimitée. Il est évident qu'il n'est pas toujours facile d'établir la distinction entre le domaine royal proprement dit et l'État; à mesure surtout que la richesse mobilière se développera, les successeurs de Ferdinand trouveront dans les impôts indirects une source abondante de revenus et un surcroît de puissance. Pour le moment, Ferdinand, en acceptant cette division traditionnelle, reconnaît que vis-à-vis des classes sur lesquelles il ne réclame qu'un droit de souveraineté politique, son autorité est bornée et conditionnelle. En fait, elles conservent le privilège absolu de ne payer que les contributions qu'elles ont votées et d'occuper les fonctions administratives et judiciaires.

L'effort du roi se borne sur la plupart des points à reprendre les positions qui ont été perdues par ses pré-



décesseurs à une époque relativement récente. Les grands officiers publics étaient devenus peu à peu les représentants de l'aristocratie : désormais, le roi les nomme, après avoir consulté le Conseil du pays, mais sans être tenu de suivre son avis ; il les destitue et ils sont obligés d'offrir leur démission tous les cinq ans. — prescription qui tomba vite en désuétude, mais qui avait pour but de prévenir les anciens abus et de rappeler aux fonctionnaires qu'ils étaient les délégués du souverain ; ils lui prêtent serment, à lui seul, et non plus comme auparavant aux lois du pays ; ils cessent en un mot d'être à la fois les chargés d'affaires des seigneurs et les agents du roi, pour devenir les serviteurs exclusifs du monarque. D'autre part, ils sont nécessairement pris parmi les chevaliers et les seigneurs, suivant une répartition déterminée, et il est vrai que Ferdinand II s'est réservé le droit d'accorder l'indigénat, qui auparavant dépendait de la diète, et qu'il peut ainsi introduire dans la noblesse bohême des éléments étrangers, mais cela exige une persistance de volonté assez rare. En fait, la « lieutenance », c'est-à-dire le conseil des grands officiers qui exerce à Prague jusqu'en 1749 le pouvoir administratif au nom du roi et sous la surveillance un peu molle de la chancellerie bohême, tient sans doute ses fonctions uniquement du prince et représente ses intérêts, mais avec la modération naturelle à des hommes que leurs traditions et leurs amitiés rattachent étroitement à l'aristocratie.

La Diète, dont le concours était auparavant nécessaire pour voter les lois générales, est soumise à des règlements très stricts : elle perd toute initiative, et il est interdit à ses membres de se concerter et d'exiger du roi quelques concessions en échange des contributions qu'il demande. Mais que signifient les textes contre les faits ? La constitution reconnaît aux États le soin de voter l'impôt, sauf bien entendu les taxes indirectes et les revenus que le souverain tire de son domaine immédiat, et, en dépit de certaines tentatives isolées, ce droit est toujours respecté;

or, comment justifier la nécessité des subsides qu'on leur réclame sans donner quelques éclaircissements sur l'emploi qu'on en fera, et comme la plupart des lois se traduisent par une dépense, les souverains sont amenés à consulter les Seigneurs sur la plupart des actes de législation générale. Ils n'y sont pas obligés et sont moins tenus encore de suivre les avis de la majorité ; en fait, il leur arrive souvent de passer outre ; du moins, cette résolution a des allures de conflit et les rois ne s'y résolvent pas sans réflexion. De plus, les nobles conservent toute l'administration locale et ils sont les seuls représentants de l'autorité vis-à-vis des paysans; ils exercent la justice et la police, ils perçoivent l'impôt, et quand une mesure leur paraît mauvaise, il suffit de leur abstention pour qu'elle demeure lettre morte. La constitution de 1627 renfermait donc l'absolutisme, mais en puissance et non encore en réalité, et il fallut plus d'un siècle pour que les germes qu'elle contenait se développassent et pour que les rois essayassent vraiment d'exercer l'autorité illimitée qu'ils avaient usurpée.

Les changements introduits dans la justice furent peut-être plus profonds. Suivant la coutume de l'époque, les pouvoirs judiciaires et politiques étaient fort imparfaitement séparés, et le Tribunal du pays, qui formait une sorte de cour suprême, avait certains pouvoirs législatifs ; ses sentences fixaient la jurisprudence, son droit d'interprétation était très large, et ses jugements étaient définitifs. Ferdinand ordonna que les sentences capitales ne seraient exécutoires qu'après son approbation et il se réserva, dans tous les cas douteux, d'établir les principes de la jurisprudence ; il s'attribua de plus un droit d'évocation très étendu et autorisa les parties à en appeler au souverain des décisions du tribunal. Ces résolutions étaient évidemment déterminées avant tout par le désir de fortifier l'autorité royale, mais il est permis de supposer qu'il s'y était ajouté des considérations accessoires. Les juristes allemands de la commission de revision étaient très pénétrés de la supériorité du droit romain et ils cherchaient les



moyens de le substituer aux coutumes nationales; pour cela il était nécessaire que les tribunaux suprêmes des divers pays perdissent leur souveraineté. Les appels des tribunaux de Bohême furent jugés en dernier ressort par la Chancellerie bohême, dont l'influence fut ainsi très étendue. Auparavant, le chancelier prenait rang dans le groupe des grands-officiers, mais ses fonctions exigeaient qu'il suivît le roi, et comme, depuis la Montagne-Blanche, celui-ci ne séjourna plus que très rarement à Prague, le chancelier devint l'intermédiaire nécessaire entre le monarque et la Lieutenance; il fut chargé de lui transmettre les instructions du souverain et de s'assurer qu'elles étaient exécutées; il réduisit par conséquent à une sorte de dépendance ses anciens collègues et la chancellerie royale devint en même temps qu'une haute cour de justice un ministère du pays dont relevèrent les administrations locales.

Ces modifications entraînèrent peu à peu des conséquences très graves pour le royaume. Après la constitution de 1627, comme auparavant, la Bohême reste un état distinct, indépendant et autonome : quand Ferdinand parle de son droit de conquête, cela ne signifie en rien la soumission du pays à des étrangers ; les diverses provinces de la couronne de Saint-Venceslas continuent à former un ensemble politique, plus ou moins solidement uni, mais absolument séparé des autres possessions des Habsbourgs [1] ; on a pu même dire que le résultat immédiat du nouveau régime avait été de fortifier l'unité du royaume [2]. S'il est ainsi certain que, même après 1627, la Bohême n'est encore rattachée aux divers domaines qui constituent les possessions des Habsbourgs que par les liens de l'union personnelle, son indépendance, incontestée en principe,

1. Un habitant de Vienne est un étranger à Prague, non un habitant de Breslau ou de Brno; jusqu'à Marie-Thérèse, il n'y a pas de noblesse générale autrichienne et jusqu'en 1848, il n'y a pas de citoyen autrichien.

2. Le tribunal d'appel, dont relevaient les tribunaux municipaux, étendit en effet son autorité, non plus seulement sur la Bohême, comme auparavant, mais sur la Moravie. L'autorité de la Chancellerie aulique, jusque là fort contestée, fut aussi désormais reconnue dans tous les pays de la couronne.

est bientôt menacée en fait. Les États, assez occupés à se défendre sur leur propre terrain, ont renoncé à exercer, comme ils l'avaient essayé à plusieurs reprises auparavant, le moindre contrôle sur les administrations auxquelles le roi remet l'expédition des affaires qui relèvent exclusivement de lui. Le Conseil privé, la Chambre aulique et le Bureau de la guerre étendent rapidement leurs attributions et soumettent à leur surveillance les administrations locales correspondantes ; ainsi se prépare, très lentement il est vrai, mais par un progrès constant, la substitution de ministères spéciaux dont la compétence s'applique à l'ensemble de la monarchie, aux anciennes directions dont les pouvoirs étaient complexes et s'arrêtaient aux limites d'un groupe de pays, — ce qui est le principe même de la centralisation.

Restaient cependant les questions sur lesquelles les diètes devaient être entendues et qui passaient par l'intermédiaire de la Chancellerie [1]. Elle demeurait l'expression et la forteresse de l'autonomie nationale : malheureusement, éloignée de la patrie et en contact constant avec la cour, elle ne défendit les intérêts dont elle avait la charge qu'avec une énergie intermittente, moins par la faute des Chanceliers eux-mêmes que par celle des bureaux ; ceux-ci se recrutaient parmi des bureaucrates de carrière, qui, assez peu instruits des traditions particulières, leur préféraient les coutumes usitées dans le reste de la monarchie. L'unité pénétra ainsi peu à peu dans la jurisprudence et la pratique administrative, et Marie-Thérèse supprima ensuite sans difficulté sérieuse les administrations autonomes, qui ne semblaient plus que les témoins inutiles d'une époque disparue.

1. Ferdinand au début s'était réservé le choix des conseillers chargés d'expédier les affaires tchèques. Son successeur, comme sur beaucoup d'autres points, se montra plus conciliant, et, à partir de 1637, la Chancellerie jouit d'une autorité beaucoup plus large qu'on ne serait tenté de le supposer. — La question qui est capitale pour l'histoire constitutionnelle de la Bohême, a été étudiée avec une admirable clarté par Tchélakovsky, Les registres nationaux et étrangers des diverses chancelleries, aulique, tchèque et autrichienne, Prague 1890.



Comme les envahissements du centralisme furent très lents et qu'ils étaient moins encore la suite d'un plan longuement prémédité que de la pression logique des faits, ils ne provoquèrent le plus souvent que de tardives résistances. La masse de la noblesse n'accepta pas sa déchéance, mais beaucoup de ses membres, — les plus riches et les plus illustres, — passaient près de la cour la plus grande partie de leur vie et étaient en mauvaise posture pour soutenir leurs compatriotes, si même ils n'étaient pas les instigateurs des innovations les plus radicales.

De plus, la poussée unitaire ne rencontrait pas dans toutes les parties du royaume une résistance également solide. La Silésie, où, grâce à Breslau, dominaient les influences germaniques et dont les rapports avec les autres provinces de Bohême n'avaient jamais été ni fréquents ni cordiaux, ne s'intéressait nullement aux droits de la couronne de Saint-Venceslas ; elle se rapprocha toujours plus de l'Allemagne, vers laquelle l'attiraient la géographie, les intérêts de son commerce et les espérances des protestants, encore très nombreux dans la province ; les Slaves, qui constituaient une partie importante de la population, ne se composaient que de serfs, indifférents aux affaires politiques et dont l'influence à cette époque était absolument nulle. Les Moraves, qui avaient avec la Bohême de vieilles traditions communes et parmi lesquels les Slaves étaient en très grande majorité, restèrent longtemps plus jaloux de leurs privilèges et défendirent à plusieurs reprises la constitution avec une courageuse franchise; mais leurs remontrances, ils les envoyaient à Vienne et c'est de Vienne qu'ils recevaient les réponses ; ils s'habituaient à voir dans la capitale de l'Autriche l'arbitre de leur destinée. Les Tchèques ne sont pas placés dans des conditions géographiques aussi favorables que les Magyars : une des raisons qui expliquent le succès de ces derniers en face de races qui ne sont ni moins bien douées ni moins avancées et qui ont l'avantage du nombre, c'est qu'ils occupent le centre d'une vaste plaine où vient battre

la vie commune et qui de tous les côtés ouvre à leur propagande un large champ d'action. En Bohême, les montagnes de la périphérie n'ont pas toujours arrêté la pénétration étrangère et elles ont ralenti ou gêné l'unification nationale et favorisé le séparatisme. Ces inconvénients étaient naturellement surtout sensibles à une époque où les voyages étaient très lents et les moyens de communication fort imparfaits. Aussi, en face du danger croissant qui menaçait leur indépendance, les Bohêmes, affaiblis et sans cohésion, n'opposèrent à l'action de la royauté qu'une force d'inertie ou des récriminations incohérentes et vaines.

Les transformations administratives, par lesquelles se préparait la formation d'une monarchie unitaire que Marie-Thérèse et Joseph II essayèrent plus tard de définir et de compléter, entraînèrent la subordination de l'élément slave. Non pas qu'il faille accuser les Habsbourgs de fanatisme pangermaniste, comme en général les haines de races sont à cette époque assez atténuées; ils jugeaient simplement plus commode et plus convenable que leur propre langue fût celle de leurs sujets. L'allemand au XVI[e] siècle avait certainement gagné du terrain en Bohême et réparé en partie les pertes qu'il avait subies pendant le siècle précédent. Les nobles, inquiets de ces progrès, tenaient la main à ce que les prescriptions qui établissaient la suprématie officielle du tchèque, fussent rigoureusement observées, et la loi de 1615 faisait de la connaissance du slave la condition de l'exercice des droits politiques. Les acquéreurs des biens confisqués réclamèrent contre ces règlements et la nouvelle constitution ordonna, puisque le royaume n'était pas habité seulement par des sujets de même race, que le tchèque cesserait désormais d'être exclusivement employé dans les tribunaux, les registres publics ou le parlement [1]

1. A cause de la véhémence des passions provoquées par le conflit des langues en Bohême, j'indique les principaux articles de la Charte de 1627 relatifs à la question. Art. B 12, les procès pourront être conduits et



Les Allemands ne se contentèrent pas longtemps de l'égalité et nous en avons la preuve dans un fait symbolique qui jette une lumière crue sur leurs intentions. La nouvelle Charte devait être promulguée en allemand et en tchèque, mais le texte allemand ferait foi ; on ne poussa que jusqu'à la dix-septième feuille l'impression de l'édition slave et l'allemand devint bientôt la seule langue administrative [1]. La transformation fut très rapide à ce point de vue en Moravie, où le cardinal Dietrichstein, qui cumula jusqu'en 1636 les plus hautes fonctions politiques et religieuses, ne savait pas le tchèque et où, dès 1639, le haut tribunal du pays n'emploie que l'allemand [2]. Bientôt même en Bohême, la langue nationale est réduite à un rôle subordonné et tend à n'être plus qu'un patois de paysans.

On a résumé l'œuvre de Ferdinand en disant qu'il avait fait d'un pays utraquiste un pays catholique, d'un royaume constitutionnel une monarchie absolue, d'un état indépendant une province de l'empire autrichien, d'une région slave une région bilingue en droit et allemande en fait. C'est de beaucoup dépasser la mesure, mais il est vrai qu'il avait eu le désir de ces changements et qu'il les avait rendus

les jugements rendus en allemand ou en tchèque. Art. C 2, la langue sera celle du défendeur. D 47, le tribunal du pays comprendra une chambre allemande et une chambre tchèque. I 6, les registres publics recevront des actes allemands et tchèques. — Le Tchèque conservait encore une certaine supériorité : les patentes qui convoquaient les Diètes et qui nommaient les officiers du royaume étaient rédigées en tchèque, de même que les propositions royales au Parlement; peu à peu l'allemand prit une place prépondérante dans les discussions et l'antique domination du tchèque ne fut plus représentée que par quelques formules. — V. Soltch, La nationalité et son importance dans la vie publique (Prague, 1881), p. 285 et sq.

1. Sauf naturellement les instructions qui s'adressaient directement au peuple.

2. Chembéra, dans le Journal de la Matitse Morave, 1871. — Dietrichstein remplit d'étrangers les chapitres, de sorte qu'aucun Morave n'arrive après lui à l'évêché d'Olmûtz. C'est sous lui qu'apparaissent les premières inscriptions allemandes dans le registre des fiefs, la dernière inscription tchèque est de 1665. En 1762, le juge des fiefs demande à l'évêque que l'on supprime les derniers vestiges du tchèque : aucun assesseur ne sait complètement le morave et l'allemand est si supérieur ! L'évêque lui donne satisfaction et on hésite à le blâmer quand on voit ce qu'était devenue cette langue que Zérotyn appelait « naturelle, précieuse, ancienne et renommée ».

possibles. Il n'avait pas supprimé du coup le régime national et féodal; il avait facilité toutes les usurpations postérieures. L'histoire de la Bohême, de 1618 à 1848, n'est que le développement de ces germes de despotisme, de centralisation et de germanisation, dont le progrès est ralenti et gêné, non complètement arrêté, par les résistances nationales.

CHAPITRE III

UN PROJET DE ROYAUME TCHÈQUE

L'émigration tchèque et ses espoirs persistants : le protestantisme européen : radicaux et modérés. — Waldstein : sa jeunesse, sa principauté de Friedland, son premier généralat et sa destitution. — Gustave-Adolphe : l'Électeur Jean-Georges, les Saxons à Prague. — Le second généralat de Waldstein. Ses premières relations avec les Saxons et les Suédois. Les projets de Kinsky et de Trtchka. Les hésitations de Waldstein : la catastrophe d'Eger. Nouvelles confiscations. Défaite définitive du protestantisme bohême [1].

Malgré la prostration morale des habitants, l'émotion provoquée par le coup d'État de 1627 fut si vive que Ferdinand, pour l'atténuer, confirma les anciens privilèges, de manière à ne pas supprimer au moins tout espoir d'un avenir meilleur. Même parmi les catholiques, beaucoup ne dissimulaient pas leur tristesse et le chancelier Lobkovits comptait sur une intervention miraculeuse de la providence : Dieu avait permis que la lettre de Majesté fût devenue une occasion de reproche et de honte pour ceux

1. Pour l'histoire générale de la guerre de Trente ans, qu'il faut sans cesse avoir en mémoire, Gindely, *Gesch. des dreissigjæhr. Krieges*, vol. 2 et 3, Prague, 1884, dans la collection Das Wissen der Gegenwart, et Huber, *Gesch. Œsterreichs*, v, Gotha, 1896. — Pour la Bohême, l'ouvrage capital est Rezek, dans la chronique de Zap. *L'histoire de l'invasion saxonne en Bohême (1631-1632)*, a paru à part, Prague, 1888. Très importante aussi est l'étude de Tchélakovsky, *Le retour de l'émigration tchèque à Prague en 1631*, dans l'Osviéta (1872 et 73). Des renseignements très curieux se trouvent dans les Lettres de *Slavata* (publiées par Jiretchek dans ses *Rozpravy* et par Tischer, dans le Recueil historique, 1883 et 1884. — Betskovsky. *Le messager des anciens événements tchèques*, tome III (1596-1715), publié par Rezek, Prague. 1880.



qui s'en étaient réjouis ; ainsi la nouvelle Charte deviendrait une cause de tristesse et d'humiliation pour ceux qui l'avaient proposée [1].

Ce secours du ciel que Lobkovits attendait, d'autres le provoquèrent. L'insurrection de 1618 avait été prématurée et on avait pu reprocher à ses chefs de faire aux Habsbourgs un procès de tendance. L'événement avait prouvé depuis que leurs inquiétudes n'étaient pas de pures imaginations et les protestants, traqués sans pitié, devaient par tous les moyens essayer de secouer le joug impitoyable sous lequel ils gémissaient. Les agents de Gabor, de Mansfeld, de Christian d'Anhalt, avaient toujours rencontré çà et là des sympathies assez vives, et à plusieurs reprises, la cour avait redouté une insurrection générale. Tout s'était borné encore à quelques échauffourées locales, parce que les aventuriers qui sollicitaient les Tchèques ne leur inspiraient qu'une confiance modérée et parce que les vaincus, que le malheur avait rendus prudents, s'efforçaient encore de se persuader que Ferdinand n'irait pas jusqu'au bout de ses rigueurs. En 1627, ils furent forcés de s'avouer, suivant la parole d'un contemporain, que « tout avait été concerté et dirigé de manière à anéantir la nation bohême et à la supprimer du monde » [2]. C'est l'heure des suprêmes déchirements. « On vit alors, écrit l'Histoire des persécutions, d'étranges revirements dans les âmes. Ceux qui avaient une piété vigoureuse se préparèrent aussitôt à par-

1. Martinits était dans des dispositions analogues et Slavata finit à son tour par se rallier à l'opposition nationale. Est-ce une raison pour voir en lui un vrai patriote tchèque, ainsi que le veut son apologiste Halek dans la Vlast (VIII, p. 792). Il résulte de l'article d'Halek que Slavata n'avait aucun plaisir à payer les impôts et qu'il était jaloux de l'influence des étrangers : on doit tenir la main, écrit-il à Martinits, à ce que des Tchèques seuls soient nommés aux postes importants du royaume; sans quoi, l'on donnera l'idée que l'on veut supprimer la langue tchèque dans le royaume. — C'est-à-dire que ses scrupules se réveillèrent quand ses intérêts furent menacés. Ces regrets, égoïstes et tardifs, n'allègent guère sa responsabilité qui est lourde. Son désintéressement est aussi très relatif : il ne fut pas un des voleurs les plus rapaces, mais il a eu sa part, — bien que modeste, — dans les spoliations, et cela suffit pour que sa mémoire demeure flétrie.
2. Peschek, p. 395.



tir pour l'exil; d'autres cherchèrent des prétextes, adressèrent des suppliques à l'Empereur, implorèrent des adoucissements et des délais, en un mot, ils firent ce qu'ils purent ». Très souvent les familles se divisèrent : « Les amis étaient séparés de leurs amis, les frères de leurs frères, les parents de leurs enfants, le mari de sa femme..... Nous avons vu encore avec nous dans l'exil des maris dont les femmes n'avaient pas voulu se résigner à tout abandonner pour le Christ, et des femmes qui, pour garder leur foi à Christ, avaient quitté leur mari apostat. » Les plus héroïques ne s'éloignaient pas sans espoir de retour, restaient groupés dans le voisinage de la frontière qu'ils repassaient au moindre prétexte. Les seigneurs étaient protégés par leurs liens de parenté et d'amitié avec tel ou tel haut fonctionnaire, les pasteurs par la piété de leurs ouailles. Aucune réconciliation n'était possible entre les spoliateurs et leurs victimes, qui formaient une population flottante, exaspérée, prête à tout, assez analogue aux bandes de proscrits qui en Grèce, pendant la guerre du Péloponèse, rendirent vaine toute tentative de rapprochement. Ces exilés, exaltés par le malheur et par le fanatisme, essayaient de communiquer leur fièvre aux hésitants, aux timides, à cette multitude, qui à toutes les époques constitue la majorité, qui recule devant les sacrifices extrêmes et souffre de sa faiblesse. Ils ne prendraient certainement aucune initiative; leurs sympathies du moins n'étaient pas douteuses et il suffirait pour les entraîner d'un appui extérieur. Les émigrés tchèques s'attachèrent à obtenir des protestants étrangers l'appui qui leur était indispensable pour provoquer dans le pays une nouvelle insurrection.

Par trois fois, ils crurent toucher au but; d'abord quand, en 1631-1632, après les premières victoires de Gustave Adolphe, les Saxons entrèrent dans Prague et rétablirent pour un moment le culte protestant, un peu plus tard en 1633-1634, quand ils se crurent sûrs de la connivence de Waldstein, et enfin, en 1648, la veille même du traité de Westphalie, lors du hardi coup de main du général

Kœnigsmark. Chacune de ces tentatives aboutit à un échec lamentable et elles n'eurent pour effet que de prouver l'affaiblissement continu du parti de l'indépendance tchèque et de rendre plus difficile le relèvement. L'histoire enseigne que les peuples écrasés dans une lutte régulière ne réussissent guère à obtenir une prompte revanche, et toute révolte prématurée contre les arrêts de la fortune rive plus solidement leurs chaînes. La Bohême n'échappa pas à cette fatalité : abominablement pillée par les armées qui prétendaient l'affranchir comme par celles qui défendaient l'autorité de Ferdinand II, elle gaspille en stériles efforts ses dernières ressources en argent et en hommes; à chaque marée qui apportait le flot des invasions protestantes, le reflux emmenait une partie des anciens habitants, compromis, dépouillés, qui allaient se perdre dans la masse confuse de tous ces déracinés dont l'immense majorité périt de misère et dont le reste disparut absorbé par les nations étrangères. Quand le traité de Westphalie vint détruire le dernier espoir des réfugiés, il ne sanctionna qu'un fait accompli; la restauration catholique était sans doute loin d'être terminée, en ce sens que la masse de la population était tombée dans un tel état d'abandon et de détresse que l'idée même de religion ne se présentait plus à elle que sous la forme la plus confuse et la plus vague, mais le protestantisme avait cessé d'exister comme parti.

En 1629, après les défaites de Christian de Danemark, obligé de signer la paix de Lubeck, le triomphe de Rome semblait définitif et les succès acquis n'auraient peut-être plus été contestés, si les ministres de l'Empereur, qui s'exagéraient la portée réelle de leurs victoires, ne s'étaient laissé entraîner aux plus imprudentes provocations. Non seulement, par l'édit de restitution (6 mars 1629), ils exaspérèrent les protestants les plus modérés, mais ils affichèrent vis-à-vis des princes catholiques de l'Empire une ingratitude et un détachement qui éveillèrent chez leurs alliés de légitimes inquiétudes. C'est que les nouveaux

triomphes de Ferdinand n'étaient plus, comme pendant les premières années de la guerre, l'œuvre de Maximilien et de la Ligue; il avait maintenant une armée redoutable et Tilly était repoussé dans l'ombre par Waldstein. Quand ce condottiere avait représenté au roi quelle sottise on commettait en abandonnant aux Mansfeld et aux Christian de Brunswick les hordes d'aventuriers et de vagabonds dont la guerre était devenue la profession et qui accourraient auprès du chef qui les paierait le plus largement, Ferdinand sans hésitation l'avait autorisé à réunir une armée et « à lever des contributions raisonnables dans les pays conquis, pour l'entretien de la soldatesque » (1625); c'était livrer l'Empire entier à l'exploitation féroce des bandits que l'on avait vus à l'œuvre en Bohême. Le roi ne songea pas aux haines qu'il allait ainsi susciter en Allemagne; il ne songea pas davantage qu'il abdiquait entre les mains d'un aventurier, qui disposerait seul de la force redoutable qu'il aurait créée; suivant sa pratique journalière, il marchait béatement, sans prévoyance et sans intention, dans la voie où le poussaient quelques fanatiques et quelques aigrefins; il ne se demandait pas si, à ce jeu, il ne risquait pas de perdre en même temps que l'honneur de sa dynastie, sa propre couronne.

Le nouveau généralissime était bien certes le dernier à qui un prince d'une prudence ordinaire eût songé à donner un blanc-seing aussi redoutable. Il est vrai que la postérité lui a été indulgente. Il a sa légende, à laquelle travaillent les protestants auxquels il a porté des coups décisifs, les patriotes allemands qui ont découvert dans ce terrible dévastateur un champion du pangermanisme, et même quelques Tchèques, aux yeux desquels il est devenu comme sacré depuis le moment où on lui a offert la couronne de Saint-Venceslas. Il était né en Bohême, le 14 septembre 1583, d'une des plus nobles et des plus glorieuses familles du pays [1]. Des traditions, où il

1. Tous les travaux antérieurs ont été rendus inutiles par le livre de



n'est pas possible d'établir la part de la vérité et celle de l'imagination populaire, nous le dépeignent tout enfant comme brusque, hautain, violent. — Tu n'es pas prince, lui aurait dit un jour son oncle. — J'espère le devenir [1]. L'éducation qu'il reçut, décousue et flottante, n'était nullement propre à dompter ses impulsions fougueuses; orphelin de bonne heure, il grandit un peu au hasard sous la direction vague de tuteurs qui n'avaient ni les mêmes tendances ni la même foi; il eut ainsi pour maîtres tour à tour des Luthériens, des frères de l'Unité et des Jésuites. Comme beaucoup de ses contemporains, il ne retint des polémiques qui avaient ennuyé sa jeunesse qu'une indifférence dogmatique et religieuse absolue; cela ne suffit pas pour faire de lui, comme on l'a voulu, un défenseur de la tolérance : les pires persécuteurs sont ceux qui ont tué en eux-mêmes la conscience. Sans autre culte que la fatalité, indifférent à tout sentiment moral, Waldstein broyait sans pitié les imbéciles qui avaient la sottise d'attacher quelque prix à leurs convictions : il n'est pas évident qu'un bourreau mérite plus de sympathie parce qu'il ne prend pas au sérieux le culte qu'il impose.

Il mène la vie tumultueuse des étudiants d'alors, réussit à se faire renvoyer de l'Université d'Altdorf, près de Nuremberg, où, la nuit, le recteur ivre se colletait avec les élèves. Avant qu'il arrivât aux plus hautes fonctions, écrira Slavata, on l'appelait l'enragé Waldstein; le trait a été relevé par les historiens qui voient en lui un défenseur de l'Allemagne contre l'invasion étrangère et presque un précurseur de Bismarck. Kepler, trop grand astronome pour croire à l'astrologie, — mais il faut bien vivre, — lui tire son horoscope : son esprit inquiet recherchait des voies nouvelles et n'aimait pas se régler par les coutumes et les

Dvorsky, Albert de Waldstein jusqu'à la fin de l'année 1621 (Prague, 1892). Dvorsky connaît merveilleusement le XVII[e] siècle et son érudition est très sûre.

1. La famille de Waldstein n'était pas très riche, mais on a beaucoup exagéré en parlant de gêne.



voies ordinaires ; il arriverait aux plus hautes dignités et à une grande puissance, malgré des intrigues et des inimitiés nombreuses. — Ce jour-là l'illustre savant se montra aussi psychologue perspicace [1].

La sœur de Waldstein avait épousé Zérotyn et le jeune homme se poussait à la cour par la faveur de son beau-frère en même temps qu'il se faisait marier par les prêtres. Il avait passé au catholicisme, sans que nous puissions établir exactement la date et les circonstances de sa conversion [2].

Le jésuite Pachta, qui le premier avait songé à le ramener à l'Église romaine et qui ne l'avait jamais perdu de vue, lui présenta « une libidineuse antiquité, une vieille très riche, sans enfant, qu'il épousa à cause du bien » [3]. Le saint homme, « religiosissimus vir », craignait que les vastes domaines de Lucrèce, — c'était le nom de l'ardente fiancée, — ne passassent à des hérétiques, soit qu'elle épousât un protestant, soit qu'elle mourût sans enfant. Waldstein, débiteur scrupuleux tant qu'il n'avait pas tiré de ses protecteurs tout ce qu'il espérait, confia aux Jésuites l'administration spirituelle de ses domaines ; le Père Dingenauer, dont l'éloquence se heurtait à l'obstination des paysans, eut recours à la menace, aux amendes, aux arrestations ; les sujets, troublés dans leur tranquillité séculaire, s'agitèrent et le nouveau maître intervint pour calmer un zèle qui menaçait de lui coûter cher. C'était alors un beau cavalier, bien pris dans sa taille, avec une abondante chevelure dorée, des yeux brillants, le teint frais : il obtint facilement de Lucrèce qu'elle lui reconnût la copropriété de ses domaines. En prit-il ensuite à l'aise avec elle ? Une tradition très répandue raconte qu'elle faillit

1. Dvorsky, p. 66.

2. Dvorsky a prouvé que les récits de Priorato et de Khevenhiller qui placent cette conversion en 1600, à la suite d'une série de miracles, ne reposent sur rien, p. 43. La première preuve certaine du catholicisme de Waldstein est de 1607.

3. Le chroniqueur exagère, la première femme de Waldstein n'était que mûre.



l'empoisonner en lui versant un philtre d'amour. Quand il eut la douleur de la perdre en 1614, le riche héritage qu'il recueillit lui permit de tenir un rang à la cour.

Il avait pris part à quelques expéditions militaires; très brave, il appartenait à la catégorie des généraux diplomates et il n'aimait la guerre que pour les profits qu'elle facilite. Bien qu'il ne décourageât aucun des partis qui se disputaient le pouvoir, son mariage l'avait classé parmi les partisans des Jésuites et il escomptait le triomphe de Ferdinand. Aussi est-il permis de trouver étrange le choix de la Diète morave qui, en 1618, quand elle leva une armée pour défendre sa neutralité, lui en confia le commandement. Quand Thurn envahit le Margraviat, Waldstein, qui connaissait les projets des seigneurs, essaya par un hardi coup de main de suborner les régiments qu'il avait réunis et de les conduire à l'Empereur; ce fut comme une première répétition de la marche sur Eger, et pas plus qu'en 1634, l'entreprise de 1619 ne fut heureuse; du moins il enleva le trésor des États et « l'insolent animal »[1] arriva à Vienne avec ce trophée. Il y fut accueilli avec reconnaissance. Il avait toutes les prévoyances et toutes les délicatesses: d'après les usages de la guerre, les prisonniers étaient la propriété du vainqueur qui leur imposait rançon; mais « comme il s'agissait de rebelles qui n'ont plus droit à leur vie et à leurs biens, comme il convient en toute justice qu'ils soient punis et comme telle est aussi la résolution de Sa Majesté, » il s'engage à remettre au roi tous ceux qui tomberaient entre ses mains.

Dans les campagnes qui suivirent, il ne se ménagea pas; la cause de Ferdinand se confond désormais avec sa propre fortune, et de même qu'il contribue largement au succès, il exploite vigoureusement la victoire. De toutes les prétentions de l'histoire dite scientifique, aucune n'est plus vaine que celle de démêler la vérité absolue dans le maquis des comptes financiers du XVIIe siècle, et d'ailleurs

1. Expression du comte Thurn, Dvorsky, p. 101.

dans ces questions de haute spéculation, où commence le vol? C'est surtout en Bohême qu'est vraie la parole célèbre qu'à l'origine de toutes les grandes fortunes il y a des choses qui font frémir. Waldstein, quoi qu'en disent Dvorsky et Bilek, s'il ne fut peut-être pas plus coupable que les autres, ne fut pas plus scrupuleux [1]. Ce n'est pourtant pas avec le bénéfice que lui rapporte la vente de quelques centaines de tonneaux de vin qu'il fit venir de Moravie en 1620 pour les écouler à Prague, qu'il achète les domaines qui vaudraient de nos jours au moins cinquante millions de francs [2].

Par un point, du moins, cet aigle se distinguait des vautours qui l'entouraient, il était moins cupide qu'ambitieux. Il songeait dès lors à se constituer une principauté territoriale; le domaine de Smirzitsky qu'il s'était approprié par des menées peut-être légales, peu scrupuleuses en tout cas, en forma le premier noyau; elle s'étendit rapidement, occupa la plus grande partie de la Bohême du Nord-Est, de Friedland à Jitchin et depuis Bœchmisch-Leipa et Weisswasser jusqu'à Arnau sur l'Elbe supérieur [3]. En 1623, Waldstein avait épousé la fille du comte Harrach, un des familiers de l'Empereur, et il était entré ainsi dans les rangs de la plus haute aristocratie, en même temps qu'il s'assurait à la cour un appui dévoué; quelque temps après, il

1. Il fait office de bourreau et va arracher à sa femme et à ses enfants Harant de Polzits; il facilite par ses complaisances les confiscations impériales, il acquiert à vil prix les domaines des proscrits et il ne les paie pas, il est intéressé dans le syndicat de la fausse monnaie, etc.

2. Bilek, *Beitraege zur Geschichte Waldstein's*, a présenté tous les arguments favorables au général. Ils ne m'ont pas convaincu, bien que, d'autre part, il soit juste d'avouer que les accusations de Gindely sont souvent exagérées. La question essentielle me parait toujours être: d'où vient l'argent que Waldstein avança à l'Empereur ou dont il eut besoin pour entretenir ses premiers régiments? Nous savons (Dvorsky, p. 189) qu'il vendit ses propriétés de Moravie 400,000 florins. Mais il menait dès lors un très grand train: pouvait-il faire des économies suffisantes pour avoir un trésor à sa disposition?

3. Sedlatchek, *Des limites de la principauté de Friedland* (Journal du Musée boh. 1877, p. 41): « Adossée à la frontière silésienne, elle comprenait les trois quarts du cercle de Boleslas, un bon quart du cercle de Hradets et empiétait sur le cercle de Litomierjitse, en somme un joli morceau du pays. »



était nommé prince de l'Empire et recevait des privilèges si étendus qu'il exerçait vraiment sur ses domaines une autorité souveraine sous la lointaine et faible suzeraineté du roi.

Ce fataliste, dont il n'est pas bien sûr qu'il ait été chrétien, aurait peut-être volontiers laissé chacun honorer à sa guise le Dieu qu'il avait choisi, mais il tenait pour incontestable que les sujets doivent suivre la religion du maître, si celui-ci a quelque intérêt à la leur imposer. « Les commissaires de réformation ont fini leur besogne (dans les environs), écrit aux bourgeois d'Arnau son représentant, Gérard de Taxis, et, par suite des bonnes dispositions des habitants, les soldats n'y ont plus rien à faire; chez vous au contraire, on ne rencontre aucune bonne volonté et il faut recourir à la force; je vous ordonne donc de prendre une résolution définitive et de me dire si la semaine prochaine vous voulez tous vous convertir certainement et sans faute. Dans le cas où vous ne vous convertiriez pas, je vous enverrais immédiatement les soldats; vous aurez à vous décider sur ce point. » Le Conseil promet d'obéir, on était à la mi-février; Taxis l'invite alors à se préparer pendant le carême à la confession et à la communion qui auront lieu à Pâques [1]. Cette propagande expéditive plaisait au général, à condition bien entendu que ses intérêts matériels n'en souffrissent pas. Ce qu'il voulait avant tout, c'est que ses revenus rentrassent régulièrement, et les Jésuites avaient éprouvé déjà en Moravie que son zèle religieux avait des limites assez étroites: de là, peut-être, l'attitude plus réservée qu'ils adoptèrent bientôt vis-à-vis de lui et qui se changea en haine vigoureuse à mesure qu'il se dégagea toujours plus franchement de ses relations monastiques. Il s'était servi de la Compagnie, il ne s'était pas livré à elle; de toutes les fautes, c'est celle que la Société pardonne le moins.

Ce pillard avait un instinct naturel de l'ordre et de la

1. Leeder, Beitraege zur Gesch. Arnau's, p. 48 et sq.

régularité : certaines de ses lettres aux ministres de Ferdinand rappellent celles de Bonaparte au Directoire : — « Nos envoyés nous ont rapporté, écrivent les habitants de Most (Brüx), que Waldstein est un seigneur très bienveillant, mais raide et qui ne plaisante pas; il faut que ce qu'il a dans l'esprit se réalise et il ne rabat rien [1]. » Incapable de pitié, il souffrait de voir gaspiller les ressources du pays; le coulage et l'incurie l'exaspéraient. — « Soyez persuadé que le peuple se soulèvera plutôt à la suite des pillages des soldats qu'à cause des contributions régulières. Mais Basta! j'ai fait mon devoir : si des troubles éclatent, ce ne sera pas ma faute. » Il commençait à éprouver un mépris profond pour le souverain dont l'indifférence et la sottise ruinaient bénévolement le pays.

Il avait le sens du détail, s'occupait pendant ses expéditions de ses poulets et envoyait à Taxis des instructions pour l'élève des veaux et des poulains, il favorisait l'industrie, faisait de son domaine une immense manufacture de fournitures militaires qu'il vendait à l'Empereur à bon prix. Son ambition se sentait dès lors à l'étroit dans le duché de Friedland [2]; la guerre de Danemark lui ouvrit de plus larges perspectives. Du jour où il avait été nommé généralissime des armées impériales (7 avril 1625), il avait été suspect à la Ligue catholique et à Maximilien qui flairèrent aussitôt en lui un rival et peut-être un usurpateur. Il ne fit certes rien pour les rassurer. Même à ce moment-là et au milieu de l'anarchie universelle, la masse de la population demeurait timide, attachée au sol, et la matière militaire était loin d'être inépuisable. Waldstein ménageait beaucoup ses condottieri qu'il n'était pas très facile de remplacer; il n'avait que des qualités militaires moyennes, bon organisateur, médiocre tacticien; non seulement on ne saurait le comparer à Gustave-Adolphe, mais il était

1. Le livre de Gindely, Waldstein während seines ersten Generalats, Prague, 1886, est un réquisitoire, mais les apologies d'Hallwich frisent souvent le ridicule.

2. Il avait été nommé duc le 13 juin 1625.



inférieur même à Tilly; il évitait les rencontres décisives, préférait laisser s'user l'ennemi; sa temporisation parut louche et on attribua à des perfidies calculées ce qui n'était le plus souvent que la suite de l'irrésolution. Il acceptait tous les volontaires qui s'offraient, et comme les pays protestants surtout avaient été ravagés, les dissidents étaient très nombreux dans son camp : beaucoup de régiments étaient officiellement luthériens, commandés par des officiers hérétiques [1].

Était-ce uniquement pour assurer la victoire du catholicisme que Waldstein augmentait chaque année ces forces suspectes? Des bruits sinistres couraient : on préparait un coup d'État, on voulait établir en Allemagne une monarchie héréditaire comme on l'avait fait en Bohême [2]. Des pays occupés par l'armée impériale arrivaient chaque jour des plaintes plus douloureuses : il est possible que les soldats de Ferdinand ne se montrassent pas beaucoup plus exigeants et impitoyables que ceux de Tilly; seulement ils ne recevaient rien de Vienne, réduits ainsi à vivre complètement sur le pays, et, avec la meilleure volonté du monde, leur général était bien forcé de fermer les yeux s'il ne voulait pas courir le risque d'être abandonné par eux. Il suffisait de très peu d'exagération pour apercevoir dans ces pilleries un plan préconçu, la volonté de ruiner l'Allemagne et de la préparer à tous les bouleversements; comme au lendemain de Mühlfeld, l'Empire était en proie à des hordes étrangères, avec cette circonstance aggravante qu'en 1547 on avait encore quelque garantie dans la personne de Charles-Quint. Quand on apprit que Ferdinand avait vendu le Mecklembourg à Waldstein (1627), l'effroi fut universel : aucun prince n'était désormais sûr du lendemain.

Jusqu'à quel point ces inquiétudes étaient-elles fondées,

1. Dans cette histoire, dont presque tous les détails ont donné lieu à des polémiques ardentes, personne n'a contesté le caractère mixte de cette armée.

2. Gindely, II, 26, cite une note du nonce, de juin 1628 et, p. 226, de l'envoyé d'Espagne (sept. 1629). Mais les inquiétudes des Électeurs remontent à une époque bien antérieure.



c'est-à-dire en somme, que voulait à ce moment le généralissime? — En réalité, nous n'en savons rien. Waldstein écrivait le moins possible et il évitait de toucher dans ses lettres aux questions compromettantes; d'autre part, il était de temps en temps secoué par des accès de colère où il oubliait toute prudence : quelle est la portée réelle de ces explosions, qui en général ne nous sont parvenues qu'accrues par la renommée? Y trahissait-il des pensées sérieuses et longuement méditées? Ne convient-il, au contraire, d'y voir que des boutades sans conséquence? — Il est très vraisemblable que son ambition n'avait pas pris une forme très arrêtée; il n'était pas de ceux qu'apaise le succès : après le Mecklembourg, il convoitait la Poméranie, le Brandebourg; il savait les résistances obscures qu'opposent aux usurpateurs les traditions et les instincts des peuples, et il sentait grandir autour de lui la haine des princes catholiques. Ses projets n'avaient-ils pas quelque chance d'être moins sévèrement jugés par les protestants qui, dans leur situation désespérée, ne discuteraient pas sans doute les conditions qu'il leur ferait? Il est certain que dès lors les hérétiques le ménagent; les émigrés tchèques suivent avec attention la marche de ce chef de bandes qui tient déjà dans ses mains une partie du royaume, qui y a maintenu l'ordre au milieu du chaos universel, qu'ils savent d'ailleurs de conscience large et prêt à tous les compromis.

Toutes ces combinaisons, qui n'existaient encore que sous la forme de vagues possibilités, à qui les craintes des Électeurs donnaient quelque consistance, furent déjouées par la diète de Ratisbonne. La cour impériale se laissait entraîner par Waldstein beaucoup plus qu'elle ne l'inspirait; elle avait moins des desseins que des désirs, et surtout elle n'avait pas le courage de ses ambitions; dès qu'elle fut en face d'une opposition précise, elle s'arrêta. Il y avait toujours eu à la cour un parti très hostile au duc; les ministres qu'il soudoyait l'abandonnèrent. Lamormain emporta les dernières hésitations de



Ferdinand. Au mois d'août 1630, l'Empereur promit à Maximilien de retirer le commandement au généralissime : Waldstein, sans résistance, s'inclina, partit pour ses terres de Bohême. Les protestants n'avaient songé à lui que parce qu'ils étaient aux abois; dès que surgit un nouveau champion de leur cause, il passa au second rang.

Gustave-Adolphe arrivait au bon moment, à l'heure où aucune illusion n'était plus possible sur les intentions de l'Église, où les plus timorés et les plus optimistes, tels que les Électeurs de Saxe et de Brandebourg, s'avouaient qu'il fallait opter entre leur loyalisme habsbourgeois et leurs traditions luthériennes. On écrit souvent et j'ai répété moi-même que la guerre de Trente-Ans avait commencé par être une guerre religieuse et était devenue ensuite une guerre politique : c'est vrai, mais avec des nuances. Il n'est pas douteux que vers 1630 les violences des catholiques avaient réveillé le fanatisme protestant, et les passions confessionnelles sont plus sincères et plus générales alors parmi eux qu'en 1618. Naturellement, cela ne signifie pas que Gustave-Adolphe n'ait pas été poussé à la guerre par des raisons très positives et il comptait tirer de sa croisade des récompenses temporelles, mais c'était bien une croisade qu'il entreprenait. Les opprimés saluèrent en lui un confesseur de la foi : dans leur détresse, ils avaient brâmé vers le ciel, et le Christ leur envoyait un libérateur et un vengeur.

A Vienne, la consternation était générale : les Électeurs catholiques qui avaient privé Ferdinand de son armée ne se hâtaient guère de venir à son secours; si Gustave-Adolphe, après ses premiers succès, eût marché droit sur la Bohême, on ne sait pas trop quelles ressources lui aurait opposées l'Empereur. Dans son abandon, comment celui-ci ne se fût-il pas adressé à Waldstein? — Il était en relation constante avec lui, avait cherché à s'excuser : il avait cédé aux circonstances; maintenant, il sollicitait de nouveau ses services.

Le duc menait en Bohême la vie somptueuse d'un

souverain. Il avait ses vassaux, sa chambre des finances, ses tribunaux, sa chancellerie; ce futur libérateur de la Bohême, en qui quelques visionnaires vénèrent encore un restaurateur possible du royaume de Saint-Venceslas, avait interdit l'usage du tchèque dans ses administrations [1]; des sentences de ses tribunaux on faisait appel ordinairement à sa chancellerie, quelquefois à l'Empereur, jamais aux tribunaux tchèques; il avait été autorisé à créer un évêché dont il désignerait le titulaire, à fonder une université et il pensait à y appeler Hugo Grotius; il préparait une constitution : les villes de Friedland, Reichenberg, Jitchin, Bœhmische-Leipa, Arnau, Weisswasser formeraient dans ses diètes la bourgeoisie. Par quelle étrange illusion quelques historiens aperçoivent-ils une étincelle de patriotisme dans cet ambitieux qui ne cherchait qu'à se constituer une principauté absolument indépendante et inventait ce projet de morcellement de la Bohême que certains Allemands ont repris de nos jours!

Chaque mois, mille ducats étaient frappés à sa monnaie. Il avait obtenu de l'Empereur la promesse que dans aucun cas le domaine de Friedland ne pourrait être confisqué. Il travaillait par tous les moyens à en augmenter la prospérité. C'était un grand constructeur : il avait élevé une église sur le modèle de Saint-Jacques de Compostelle et un immense collège, que naturellement dirigeaient les Jésuites. Le palais de Jitchin, avec ses magnifiques jardins dans le goût de la renaissance italienne, ses jets d'eau, ses plantes rares, sa ménagerie, excitait l'admiration des visiteurs et, aujourd'hui encore, à demi ruiné, il témoigne de la magnificence de l'imagination du duc. Après sa destitution, il n'avait pas diminué son train de vie; quand il n'était pas sur ses domaines ou aux bains de Carlsbad, où il allait soigner la goutte qui le torturait, il s'enfermait dans le palais que lui avait construit, de 1621 à 1629, un architecte italien [2]. Ce grandiose édifice, qui reste un des

1. Schottky, Waldstein's Privatleben. Hallwich, W. und Arnim.
2. Marini ou Pironi.



monuments les plus magnifiques de Prague, est un spécimen assez caractéristique de ce style de la Renaissance italienne, mêlée de motifs de la Renaissance allemande, qui s'était introduit en Bohême à l'époque de Rodolphe II; par la solide ordonnance des masses, la somptueuse harmonie des détails, la réserve dédaigneuse qui ne présente audehors qu'une façade sombre et muette et ouvre à l'intérieur de larges baies souriantes, il répondait admirablement à cette âme implacable qui ne songeait qu'à sa fortune et que ne semblent avoir vraiment jamais effleurée ni la pitié ni la tendresse. Le duc y cachait ses rêves, protégé contre le bruit de la rue par la garde qui circulait sans cesse autour du palais, bercé dans ses ambitions par son astronome Senni, qui lui promettait de nouveaux succès. Autour de lui, toute une faction, officiers qui avaient suivi le général dans sa retraite, intrigants à l'affût de révolutions, mécontents qui cherchaient une revanche; presque tous bandits de haut vol, très libres d'esprit, prêts à tout pour fonder leur fortune. Le XVIe siècle avait été marqué par le déchaînement des passions égoïstes et des énergies individuelles; la *virtù* italienne s'était de proche en proche répandue jusqu'aux extrémités de l'Europe, et la théorie de la grâce avait souvent servi à dissimuler sous une formule théologique la fringale des appétits; l'homme, affranchi des convictions qui jusque-là domptaient ses convoitises, indépendant des cadres sociaux qui limitaient auparavant ses actions, n'avait plus qu'un credo : exercer librement ses facultés et assouvir ses fantaisies; les chefs Bohêmes, qui, comme Thurn, avaient si criminellement compromis les intérêts de la patrie pour satisfaire leurs rancunes et leurs passions, étaient de la même école que les soldats qui se groupaient autour de Waldstein parce qu'ils avaient deviné en lui un maître digne d'eux.

A toute ambition, même la plus vulgaire et la plus matérielle, un programme moral est nécessaire; Waldstein n'avait encore autour de lui qu'une bande, il lui fallait l'appui d'un parti. Après sa destitution il avait affecté beau-



coup de détachement : il était « vraiment enchanté, on l'avait tiré d'un grand labyrinthe ». — En réalité, il était profondément ulcéré : « l'Empereur et toute sa maison apprendraient à leurs dépens ce que c'est que d'offenser un gentilhomme. » Il avait été indignement joué par des hommes qui lui devaient leurs victoires, qu'il avait payés, Jésuites, conseillers Impériaux, jusqu'à son roi, aux pieds duquel il avait jeté l'Allemagne. « Je n'ai qu'un seul désir, une volonté, disait Thurn de son côté, c'est de ruiner l'Empereur. » Comment ces haines communes ne se seraient-elles pas coalisées ? — Waldstein avait connu les principaux émigrés bohêmes, avait eu l'occasion de leur rendre quelques services; il était apparenté avec un autre groupe de la noblesse tchèque qui poursuivait contre les Habsbourgs une vendetta de famille. La sœur de sa femme avait épousé Adam Trtchka, qui était lui-même le beau-frère de Guillaume Kinsky. Les Trtchka s'étaient convertis pour garder les immenses domaines qui faisaient d'eux peut-être la plus riche famille du royaume, mais ils ne pardonnaient pas leur humiliation à leur souverain. Le père, Rodophe Trtchka, en relations étroites avec beaucoup de fugitifs émigrés, était un poltron bavard : il lui arriva après dîner de saluer dans Waldstein le futur souverain de la Bohême, mais il ne s'aventurait pas sans peur sur ce terrain glissant. Sa femme, Marie-Madeleine, et sa fille, Élisabeth, qui avait épousé Guillaume Kinsky, étaient des cœurs d'une autre trempe, et on sentait en elles le sang de ces indomptables Lobkovits dont le front avait plusieurs fois touché la couronne; Guillaume Kinsky avait aussi sucé avec le lait la haine des Habsbourgs. De nombreux parents des Trtchka et des Kinsky servaient dans les armées protestantes et ils étaient en relations fréquentes avec Thurn, le chef officiel de l'émigration.

La pensée vint naturellement à tous ces hommes qui nourrissaient contre les Habsbourgs des ressentiments invétérés ou qui se sentaient menacés par Ferdinand, de pousser en avant Waldstein. Le duc allait se trouver appelé à prendre

la suite de ces féodaux intraitables qui avaient engagé avec les Habsbourgs un duel à mort. Jusqu'à quel point fut-il l'instrument ou la dupe des oligarques tchèques ? Dans quelle mesure a-t-il *voulu* sa trahison et quelle est dans ses résolutions la part de la réflexion et celle des circonstances ou du hasard ? A quel moment a-t-il nettement conçu la pensée de se tourner contre l'Empereur et quelles ont été les variations de ses colères ? Sur tous ces points, bien des obscurités demeurent encore ; mais ce que Tchélakovsky avait déjà très nettement aperçu, ce que le jeune et brillant historien tchèque Pékarj a établi avec une lucidité et une précision admirables, c'est que les mécontents tchèques furent dans toute cette intrigue les meneurs essentiels et que la question Waldstein est avant tout une question bohême [1].

1. Schmitt a publié, dans les Mitt. d. Ver. für Gesch. der Deutschen in Bœhmen (1879-1885), une bibliographie des ouvrages relatifs au général qui comprend 1558 numéros. Pour les travaux les plus récents, voir l'article de Wittich, dans l'Allgemeine Deutsche Biographie ; — ce n'est pas d'ailleurs un des meilleurs de cette remarquable publication. — L'intérêt irrésistible de la *question Waldstein* vient avant tout de ce qu'elle semble exclure la certitude scientifique ; c'est un de ces problèmes qui sollicitent la curiosité par ce qu'ils renferment d'insoluble. Les difficultés proviennent de ce que nous ne possédons à peu près aucun témoignage direct, aucune lettre décisive de Waldstein pour cette période ; — de ce que la cour impériale, très peu instruite des menées du généralissime, a très mal conduit l'enquête primitive ; — de ce que les archives ont été certainement « travaillées », de sorte que des pièces ont disparu, même à une époque récente, — et enfin de ce que tous les témoins ont menti, plus ou moins, mais certainement. La part d'imagination subjective et de construction demeure par conséquent très forte dans toutes les études publiées à ce sujet. La question a été encore compliquée par l'intervention assez inattendue en pareille matière de préoccupations pangermanistes ; les Allemands de Bohême ont eu l'idée assez saugrenue de défendre dans Waldstein un précurseur de Bismarck. — Parmi les travaux les plus importants, il faut citer avant tout le récit célèbre et admirable de Schiller, qui ne connaissait pas toutes les pièces, mais qui a montré une merveilleuse divination psychologique ; vers la même époque Murr publiait le *Perduellionis Chaos* et la traduction de la *Relation de Raschin*, qui sont deux des textes capitaux. A ce moment, la culpabilité du duc était acceptée par tous. — En 1828, Fœrster, dans des livres aujourd'hui vieillis, mais qui témoignent de très importantes recherches, essaya pour la première fois de le réhabiliter. Sa thèse fut aussitôt réfutée dans les études trop oubliées de Rœpell (*Historisches Taschenbuch* de 1845) et d'Arétin. Fœrster trouva un continuateur dans Hallwich, qui avait d'abord varié, mais qui, dans sa *Wallenstein's Ende, Ungedruckte Briefe und Akten*, 2 vol. 1879 et dans son *Thurn als Zeuge im Prozess Wallenstein's* 1883, devient



Les deux groupes de mécontents, dont l'un était officiellement représenté par Thurn et dont l'autre se groupait autour des Trtchka et des Kinsky, furent mis en communication par un de ces nobles de petite fortune qui avaient été pris dans la tourmente sans se rendre compte des événements et qui se débattaient à l'aveuglette dans ce tourbillon, ce Sézyma Raschin, dont le témoignage, malgré toutes les découvertes récentes, demeure encore la pièce la plus importante du procès, la plus discutée aussi [1].

D'après son témoignage, la pensée de mettre à profit la colère de Waldstein naît dans Trtchka au moment même de la destitution du généralissime. Amis et ennemis sont alors convaincus qu'il cherchera à se venger : Gustave-Adolphe lui écrit (novembre 1630), Tilly l'avertit des bruits de trahison qui courent sur son compte. Waldstein visiblement se réserve et la froideur de son attitude jette dès lors dans l'esprit du roi de Suède les germes d'une invincible défiance. Au mois de mai 1631, les Suédois sont devenus plus menaçants, les Électeurs de Brandebourg et de Saxe font mine de se joindre à eux ; la cour de Vienne est dans l'épouvante, il ne reste de secours à l'Empereur

un apologiste intransigeant. Les conclusions de Hallwich ne résistent pas aux documents nouveaux édités par Hildebrand (1885), par Gaedeke (1885) et surtout par Irmer, *Die Verhandlungen Schwedens und seiner Verbundeten mit W.*, 3 vol. 1888-1891 et *Hans Georg von Arnim*, 1894. — Malgré tant de publications, il est permis de supposer que les archives n'ont pas livré tous leurs secrets. — Pour les ouvrages français, voir l'excellent travail de Fagniez, *Le père Joseph et Richelieu* (1894). Un jeune érudit français, M. Reybel, a entrepris une nouvelle étude de la question dans un Mémoire présenté à l'Université de Paris (1900); malheureusement, il n'a pas encore pu arriver à des conclusions fermes. — Les Tchèques ont publié à propos de Waldstein des études considérables qui n'ont pas toujours rencontré à l'étranger l'attention qu'elles méritaient; ainsi Dvorsky, *Contributions historiques aux intentions de W. et de ses alliés*, 1867; Bilek, dont les conclusions me paraissent inacceptables, et surtout Rézek, dans la *Chronique tchèque-Morave*. Le livre capital sur la question est celui de Pékarj : *Histoire des conspirations de W.* (1895) : même là où on se sépare de lui, il est impossible de ne pas admirer la sûreté de son érudition et la finesse de son jugement.

1. Le mérite d'avoir prouvé que toute la question dépend de la sincérité plus ou moins grande de Raschin revient à Lenz, *Histor. Zeitschrift*, 1888. — Il est très dur pour Raschin, mais d'autre part Pékarj a peut-être une confiance excessive dans la valeur de ses dépositions.



que dans le général qu'il a si imprudemment sacrifié et il le supplie de former une armée et de reprendre le commandement (mai). C'est le moment où des négociations directes s'engagent entre Trtchka d'une part et Thurn et les Suédois de l'autre: Raschin se rendra auprès de Thurn qu'il connaît et lui représentera que le roi de Suède pourrait facilement gagner le duc qui est « dégoûté » de l'Empereur.

Thurn avait des griefs contre les Trtchka, mais le moment n'était plus de s'arrêter à des questions secondaires : il ne paraît même pas s'être demandé jusqu'à quel point les ouvertures qui lui arrivaient avaient été autorisées par le duc, ce qui du reste ne saurait nous étonner; l'adversité n'avait en rien modifié cet impulsif, toujours prêt à se lancer à l'aventure. Gustave-Adolphe était moins crédule ; il n'avait cependant aucune raison pour écarter sans discussion les propositions de Trtchka, et en admettant même que Waldstein refusât par la suite de s'engager, ne trouverait-on pas un appoint important dans les mécontents tchèques! Thurn reçut en conséquence du roi de Suède pouvoir de s'entendre avec les « Bohêmes fidèles » (11 juin) et le plan d'insurrection prit une forme plus précise. Waldstein reçut Raschin à plusieurs reprises et se déclara disposé à s'unir aux Suédois, quand il jugerait le moment favorable. Vers la même époque, Charles de Zérotyn se rencontrait avec Waldstein : « Nous avons beaucoup conversé ensemble, et il a vraiment beaucoup de raison ; je n'en dis pas davantage, mais les faits parleront [1]. » Après les Luthériens et Thurn, les Frères et l'Unité ; peu à peu tous les adversaires de Ferdinand se groupaient autour du duc de Friedland.

Alors éclate comme un coup de tonnerre la nouvelle de la bataille de Breitenfeld (17 sept. 1631) ; l'armée de Tilly est détruite, l'Autriche est ouverte. — Vite, déclare Waldstein à Raschin, il n'y a pas un moment à perdre ; que le

1. Rézek, L'invasion des Saxons, p. 45. Journal du Musée bohême, 1831, p. 406.



roi m'envoie quelques régiments ; beaucoup d'officiers inférieurs se joindront à moi; ceux qui résisteront, on leur coupera la tête ; nous confisquerons les biens des Jésuites, de Martinits et de Slavata et nous chasserons l'Empereur en Italie ; ce que je veux, c'est la ruine des maisons d'Autriche et d'Espagne; pour moi, je ne demande rien; la besogne terminée, nous nous arrangerons. — Il n'y a rien là qui ne soit très conforme aux désirs de Waldstein, sans que la précision apparente de ces menaces démontre que le duc eût pris dès lors son parti; une invasion en Bohême était probable, il s'arrangeait pour n'avoir rien à en redouter. Peut-être même, — et avec les habitudes de l'époque et la tournure d'esprit du général les hypothèses les moins directes sont encore celles qui ont le moins de chance d'être inexactes, — voulait-il, en aggravant les dangers de l'Empereur, se rendre indispensable et obtenir de la cour des conditions plus favorables. Ou bien, ne songeait-il pas à jouer le rôle d'arbitre entre les deux partis? Il aurait eu ainsi dans l'esprit un plan assez analogue à celui qui hanta l'imagination de Bazaine en 1870 jusqu'au moment où il se perdit dans le dédale de ses trahisons conditionnelles et contradictoires.

L'espoir des émigrés fut à ce moment déçu par un revirement de Gustave-Adolphe qui refusa d'envoyer en Bohême l'armée qu'ils lui demandaient et les adressa à l'Électeur de Saxe. L'affaire était trop engagée pour qu'ils fussent encore libres de reculer; quelques bataillons d'exilés se concentraient sur la frontière; d'autres avaient déjà pénétré dans le royaume; des bandes couraient la campagne autour de Litomiérzitse et appelaient les paysans à l'insurrection. Le royaume avait été si horriblement foulé qu'il eût peut-être suffi de l'apparition d'une armée vraiment nationale pour provoquer un soulèvement général ; les gouverneurs, sans ressources disponibles, entourés de mécontents et de traîtres, perdaient la tête; Waldstein favorisait les projets de Thurn en obtenant de la cour de Vienne qu'elle retirât son armée



de Lusace [1]. Mais, pendant qu'il trahissait ainsi son souverain, il était trahi lui-même par les alliés sur lesquels il comptait.

Jean-Georges de Saxe n'avait aucune sympathie pour les Suédois, et il ne s'était séparé de l'Autriche qu'à son corps défendant; Gustave-Adolphe, « d'une humeur si altière et si ambitieuse qu'il ne pouvait souffrir auprès de lui aucune personne qui eût une ombre de crédit », n'avait aucune des qualités nécessaires pour séduire cet allié récalcitrant. L'Électeur n'aimait pas davantage les émigrés, qui tous paraissaient suspects à sa scrupuleuse orthodoxie; il exigeait des Frères qu'ils se fissent luthériens pour les autoriser à s'établir dans ses états; ses théologiens enseignaient ouvertement que mieux vaut encore l'erreur de Rome que celle de Genève, et, en 1631, on répandait à profusion un mandement des docteurs de Wittenberg, qui invitait les Bohêmes à se préserver de l'écume calviniste. Jean-Georges, qui n'était pas moins conservateur en politique qu'en religion, détestait les rebelles, qui, comme Thurn, Bubna, Kinsky et Trtchka, prétendaient enlever un royaume à son maître légitime. Son général Arnim l'entretint dans les réflexions moroses que provoquaient chez lui tous les projets révolutionnaires. Ce soldat lettré, qui, pour se délasser des manœuvres, écrivait des traités de philosophie et de théologie, avait servi un peu dans tous les camps, partout avec distinction et de façon à s'attacher ses chefs, sans jamais se livrer complètement. Fin, prudent, persuasif, il réussissait surtout dans les négociations et s'y complaisait. Son protestantisme était très sincère, mais sans prosélytisme, et, s'il admettait la nécessité de contenir les progrès du catholicisme, il n'avait aucune haine pour les Habsbourgs. Une des erreurs contre

1. Il est bien difficile d'expliquer le conseil de Waldstein à cette occasion autrement que par un commencement de défection. Ou bien ne faut-il toujours y voir que le désir de s'imposer à Ferdinand? C'était vraiment une partie bien grosse à jouer. Il convient d'autre part de remarquer que chez Waldstein un commencement d'exécution ne prouve pas une résolution définitive.



lesquelles les historiens sont le plus naturellement en garde, c'est la tentation d'attribuer aux personnages qu'ils étudient des idées et des sentiments qui n'existaient pas de leur temps; cette prudence nous dissimule quelquefois la vérité. Le patriotisme allemand du XVII[e] siècle n'a pas la véhémence exclusive de celui du XIX[e] et il laisse subsister dans les âmes des passions opposées; elles ne le suppriment pas cependant; il n'empêche pas les collusions avec l'étranger, mais elles laissent quelque amertume au cœur des coupables.

La maison de Saxe, peu ambitieuse, médiocre, rivée depuis la défection de Maurice de Saxe à l'alliance autrichienne, était une de celles qui auraient le plus sincèrement préféré une entente avec les Habsbourgs à une coalition avec la Suède et la France, et les désirs d'Arnim se confondaient sur ce point avec ceux de l'Électeur. Il le pressa d'envoyer son armée en Bohême par mesure conservatoire; c'était le meilleur moyen de maintenir à la guerre son caractère politique. Breitenfeld est la revanche de la Bila-Hora, avait dit Waldstein à Raschin; c'était justement ce que ne voulaient pas Arnim et son maître : il fallait écarter les radicaux, les intransigeants, tous ceux qui poursuivaient la ruine absolue de l'Autriche. Au moment où Thurn attendait de l'Électeur les secours qui lui permettraient de terminer ses préparatifs, il apprit que l'armée saxonne avait franchi la frontière et transformait ainsi en expédition de rapine et de conquête ce qui, dans l'esprit de Gustave-Adolphe et de Trtchka, aurait dû être une croisade libératrice [1]. « Malheur à nous, gens d'honneur, écrivait Thurn désespéré, qui avons tant souffert pour notre religion et qui devons maintenant être dépouillés de cette façon et voir ravager notre beau royaume [2]. » Les émigrés

1. Loin de moi la pensée de dire que, sans la perfidie de Jean-Georges, la tentative de Thurn aurait réussi; seulement l'expédition d'Arnim, en lui enlevant son caractère national, diminua infiniment ses chances de succès et ruina définitivement les espoirs de l'émigration.

2. Neues Archiv für sæchs. Gesch. 1886, p. 286. Rézek (p. 49 et sq.) a fait complètement la lumière sur ce point.



tchèques subissaient le sort qui attend tous ceux qui ont quitté le sol natal; les concours étrangers qui s'offrent à eux, entachés de trahison et de cupidité, les compromettent sans les servir. Comment les ambitions compliquées de Jean-Georges, qui n'osait même pas se les avouer à lui-même, et les hésitations de sa politique auraient-elles rencontré quelque écho dans l'âme de la nation! Comment auraient-elles suscité cette unanimité et cette fièvre d'enthousiasme qui seules auraient soulevé de son tombeau ce pauvre peuple martyr! Les Frères, qui avaient peut-être dans le pays les relations les plus lointaines, peu belliqueux déjà, se tinrent à l'écart : pourquoi se seraient-ils compromis pour la Saxe? Thurn, dont tous les plans étaient renversés, dut se borner à dénoncer à Gustave-Adolphe les pillages de cette armée saxonne, « où il n'y avait pas d'amour et d'où ne pouvait en conséquence rien sortir de durable ». Ce qui en sortit, ce fut l'affermissement du régime nouveau. Les nouveaux possesseurs du sol, nobles et clercs, troublés dans leur quiétude par l'invasion, se serrèrent autour de la dynastie qui leur garantissait leurs domaines, plus ou moins régulièrement acquis; la masse de la population, en présence de ses prétendus libérateurs qui n'apparaissaient que pour piller et pour fuir, renonça à toute pensée de révolte et se renferma de plus en plus dans une torpeur résignée; les émigrés qui, ignorants et crédules, avaient suivi l'armée saxonne, apparurent complices de ses déprédations, et l'auréole qui s'attachait aux proscrits s'effaça quand on les vit avides de représailles et âpres à la curée; beaucoup de pseudo-catholiques, qui avaient accueilli avec joie l'annonce d'une réparation, quittèrent le pays avec les envahisseurs pour échapper aux vengeances des catholiques, et leur départ acheva la ruine du protestantisme bohême.

La désillusion fut d'autant plus amère que les vœux de liberté avaient été plus passionnés. Les années qui s'étaient écoulées depuis qu'en 1627 le protestantisme avait officiellement cessé d'exister, avaient été vraiment ce « temps plein



de larmes » dont parle le greffier de la ville de Slan [1]. On considérait comme hors la loi tous ceux qui n'avaient pas été régulièrement autorisés à émigrer ou qui avaient emmené leurs enfants mineurs, et leurs biens étaient confisqués. Ceux qui avaient reçu la permission de vendre leurs biens n'étaient guère plus heureux. Où donc trouver des acquéreurs? En deux ans, de 1627 à 1628, la commission de réforme expulse 501 propriétaires de la Vieille-Ville et 678 de la Nouvelle : c'est une énorme proportion, et les maisons tombent à rien. Au milieu de cette détresse, les Juifs et les Jésuites trouvent l'occasion de spéculations lucratives. Au mois de juillet 1629, Ferdinand fait cadeau à ceux-ci de toutes les amendes qui n'avaient pas été recouvrées; pour entrer en possession, ils brocantent à n'importe quel prix les biens abandonnés; partout la ruine des hérétiques se poursuit sans pitié et des mesures implacables suscitent des haines féroces. Des milliers de paysans vivent cachés dans les bois pour échapper aux poursuites des missionnaires; à Prague seulement, les caveaux de la Tour-Blanche renferment des centaines de prédicateurs et de relaps que l'on accuse d'exciter le peuple contre l'Empereur et l'Église; les laboureurs « sont si appauvris, avouent les déclarations officielles, qu'ils ont la plus grande peine à payer les contributions »; leurs souffrances sont telles que, sans chefs, sans programme, ils courent aux armes; dans les monts des Géants et les monts Métalliques, l'insurrection se maintient pendant toute l'année de 1630, ne s'apaise sur un point que pour renaître ailleurs. Il eût suffi, semble-t-il, pour réunir dans un effort unanime de salut ce peuple dont on avait outragé la conscience, piétiné le cœur et lésé les intérêts vitaux, d'arborer le drapeau de Hus et de Zizka.

Au lieu de cela, l'Électeur n'eut qu'un souci, éviter toute mesure révolutionnaire, contenir les impatiences des émigrés, et il parut qu'il craignait moins l'Empereur que les

1. Tchélakovsky, Osviéta 1871, p. 706.



alliés qui auraient apporté leur concours à la Saxe. Rien d'abord ne s'oppose à sa marche : Arnim était un chef des plus médiocres et son armée fort misérable, une douzaine de mille hommes déguenillés; pour les arrêter, il n'y avait qu'à fermer les portes des villes. Ce fut pour les catholiques une débandade ridicule. Aucune mesure n'avait été prise; on vit là clairement toute la misère de ces défenseurs de la Religion. A Prague, Martinits, Harrach, presque tous les gouverneurs, partirent pour Boudiéiovitse, sans même attendre de savoir si c'était bien une véritable armée qui s'avançait, derrière eux beaucoup de prêtres, les pillards les plus éhontés. Les bourgeois, à qui pour la première fois depuis 1620 on avait rendu leurs armes, se plaignirent auprès des officiers qui restaient. Waldstein fut dur pour les fugitifs; « on n'entendait que les mots : cours, cours; c'est honteux; sa goutte lui était moins amère que la pensée de cette lâcheté. Lui du moins les servirait de son mieux; il ne fallait pas s'alarmer, les Saxons n'étaient pas aussi noirs qu'on les faisait; la preuve, c'est qu'il n'envoyait pas ses biens au dehors, il avait seulement mis sa femme en sûreté. » Ils virent ensuite Don Balthazar de Marradas, qui commandait les forces de Bohême : ils le trouvèrent à table avec Michna, Huerta, Zdéniék de Kolovrat, la fine fleur de la clique des convertisseurs. — Ces messieurs le prirent de haut : on vous a dit que nous voulions partir, dit Michna; c'est un mensonge infâme; nous demeurerons avec vous; nous sommes des gens d'honneur [1]. A peine les bourgeois avaient-ils le dos tourné que des émissaires apportèrent la nouvelle de l'approche de l'ennemi; tous ces gens d'honneur détalèrent sans prendre le temps de faire leurs paquets. Les Conseillers, prévenus qu'une foule de voitures défilaient sur le pont, accoururent, désolés, pour tenter un dernier effort. Waldstein fit arrêter sa litière, leur donna sa main à baiser : tenez-vous en à ce que nous

1. Betskovsky, III, p. 108-109. L'annaliste s'est servi ici des Mémoires de Vchélin, qui était chancelier de la Vieille-Ville, en 1631.



avons dit et que Dieu vous garde, n'ayez pas peur. Michna leur fit un discours qui pouvait se résumer en trois mots ; sauve qui peut! Marradas trouvait le temps long; il y avait là deux à trois cents voitures qui embarrassaient la circulation et il ne cessait de crier : Place, place !

Sur le passage des Saxons, toutes les villes avaient ouvert leurs portes sans résistance. Arnim fit son entrée à Prague le 20 novembre. Le pays était en pleine anarchie : partout les anciens maîtres chassaient les intrus et les persécuteurs fuyaient, poursuivis par leurs victimes. La fureur de la foule se tourna avant tout contre les prêtres ; beaucoup d'entre eux n'étaient que de misérables jouisseurs qui avaient vu dans le sacerdoce un moyen de vivre grassement : comment en aurait-il été autrement et à quelle époque de l'histoire le clergé a-t-il été préservé par ses fonctions des vices de la société dont il sort? Ce n'était pas un type isolé que ce moine espagnol qui avait quitté son couvent pour venir chercher fortune en Bohême et qu'on avait nommé doyen de Kourjim; l'enquête officielle de 1632 signale « sa conduite scandaleuse et ses débauches invétérées »; il avait eu deux enfants qui avaient disparu dans des conditions étranges; il entretenait une troupe de malandrins à la tête desquels il parcourait le pays et, sous prétexte de punir les hérétiques, enlevait aux paysans leurs vaches, leurs chevaux et leurs cochons [2]. Le doyen de Kourjim sauva sa vie, non sans peine.

Presque toute la région du Nord et du Nord-Est se souleva au cri de : Mort aux papistes! Le mouvement se propagea jusque dans la Bohême méridionale où le catholicisme était cependant beaucoup plus solidement établi; sur le domaine de Slavata, les paysans coururent sus à quelques Jésuites qui avaient compté trouver là un

1. Id., p. 210.
2. Procès de Zotinés de Végla en 1632. Actes de l'archevêché. Cité par Tchélakovsky, Osvěta, 1872, p. 912. — Et ce n'est pas à la légère que nous le citons comme exemple, ajoute Tchélakovsky. Nous avons les mains pleines de preuves qu'une grande partie du clergé étranger se conduisait de la même manière en Bohême.

asile assuré et les massacrèrent. Dans les environs de Boudiéjovitse, de Klatov, etc., les catholiques étaient exposés aux plus grands dangers. Madame de Sternberg, fuyant de Prague, apercevait sur sa route le cadavre d'un franciscain assassiné, et, comme elle essayait de le relever et voulait emporter son cadavre, elle était assaillie par les paysans furieux auxquels elle n'échappait qu'à grand'peine. On prenait des précautions militaires pour protéger contre un coup de main des insurgés Pezein et Kralové-Hradets; les gouverneurs à Boudiéjovitse claquaient des dents et, « devant la révolte de la populace en beaucoup d'endroits », suppliaient qu'on leur permît de retourner à Vienne. Dans les villes, le petit peuple, que son obscurité avait préservé et qui avait été moins décimé par l'émigration, réclamait le rétablissement du culte national; à Prague, à peine les autorités impériales parties, la foule des artisans et des vignerons du voisinage avait parcouru la ville, envahi les maisons des suspects : comme au temps du prêtre Jean et de Zizka, la démocratie des campagnes et des villes se tendait la main.

Qu'il y eût là des éléments sérieux de résistance, les événements le prouvèrent. Quand, à la dernière heure, en face des progrès des Impériaux, les généraux saxons permirent aux seigneurs Bohêmes d'organiser eux-mêmes la défense, les paysans accoururent par centaines se ranger autour des représentants de la vieille noblesse nationale, et ils se battirent bravement; plusieurs des villes que menaça l'armée de la Ligue, refusèrent de se soumettre et la forcèrent à se replier; le vieil esprit hussite n'était pas encore mort et, à certains points de vue, le moment eût été certainement beaucoup plus favorable qu'en 1618 pour déchaîner une véritable insurrection populaire. Il est toujours cependant extrêmement difficile d'improviser une organisation et il eût fallu ici un homme d'un génie supérieur ou une âme d'une rare générosité pour transformer en une véritable armée ces troupes désordonnées et pour fondre dans une invincible résolution d'affranchissement ces désirs de ven-

geance tumultueux et passagers. Un seul mot aurait accompli ce prodige, c'était l'abolition du servage; personne n'y songea [1]. Depuis trop longtemps, l'aristocratie avait perdu le contact avec le peuple; elle ne connaissait plus ses instincts, ne comprenait pas ses rancunes, ne parlait plus la même langue : où donc aurait-on trouvé chez elle les représentants de ces chevaliers qui, au xv[e] siècle, avaient réuni autour d'eux les premiers combattants ? L'historien Paul Skala, très bon protestant, n'éprouve que terreur et dégoût pour « cette racaille des faubourgs, cette populace des champs »; la plupart des émigrés partageaient les mêmes sentiments, ahuris par tout ce tapage, froissés dans leur délicatesse par ces violences furibondes. Ils subissaient la peine de leurs fautes : ils avaient réclamé des privilèges exclusifs, dédaigné la foule, et maintenant que cette foule seule pouvait les défendre, ils balbutiaient devant elle, effarés et dégoûtés. Puis, chez beaucoup d'entre ces revenants, les souffrances trop dures avaient tué la force d'agir et d'espérer.

On en eut une preuve étrange dans l'imposante cérémonie qui fut organisée le 30 novembre 1631 pour ensevelir pieusement les restes des suppliciés de 1621 : soixante-six pasteurs s'agenouillèrent devant l'autel de l'église du Tyn, entourés d'une foule recueillie de fidèles accourus de toutes les parties du royaume pour rendre un dernier hommage aux illustres martyrs. Après la cérémonie, on chargea la piété de quelques protestants de confier à la terre ces restes sacrés : aucun catholique ne devait savoir l'endroit où les vaincus trouveraient enfin l'éternel repos ! C'est que ce qui dominait, c'était l'impression de l'incertitude· l'on se hâtait de jouir d'une éclaircie que l'on doutait qui fût longue : les nobles rentrés dans leurs domaines s'abandonnaient au charme du repos entre deux longues et

1. Tchélakovsky, dans son travail, si remarquable, sur le retour des émigrés en 1631, me paraît avoir exagéré la responsabilité de l'Électeur et des Saxons; même livrés à eux-mêmes, les émigrés n'auraient pas prononcé les paroles d'émancipation qui auraient pu entraîner le pays.



dures étapes ou rassemblaient à la hâte les épaves de leur fortune; on eût dit un coup de main de hardis déménageurs plutôt que le retour de maîtres légitimes, qui, après avoir chassé d'impudents spoliateurs, reprennent paisiblement possession de leurs antiques droits.

Au milieu de l'incurie des médiocres, des timides et des fatigués, une poignée d'hommes, sans génie supérieur, d'un cœur plus ferme, essayèrent de mettre quelque ordre dans cette confusion, d'établir une organisation régulière, de réunir des fonds pour lever une armée. — Toute leur bonne volonté se brisait devant l'inertie à la fois naturelle et calculée de Jean-Georges, qui ne voulait pas rendre trop difficile une réconciliation avec Ferdinand et qui n'entendait à aucun prix favoriser la restauration d'un État bohême indépendant. Il refusait aigrement aux protestants les églises qu'ils réclamaient, et l'étrange préférence qu'il témoignait aux catholiques encourageait les partisans de Rome, qui commencaient à se remettre de leur épouvante. Il avait accordé toute sa confiance à Martin de Drajov, — theologus excellentissimus, nous dit son épitaphe, — que ses ouvrages et ses discussions avaient mis en bonne posture auprès de ses collègues de Wittenberg. Ce croyant sincère, ce patriote très mêlé aux affaires de l'émigration était avant tout un prélat politique, et il lui manquait l'autorité morale; on eût eu besoin ici d'un prophète et non d'un diplomate qui « tenait table ouverte, avait l'esprit toujours joyeux, toujours près de lui un flacon d'argent [1] ». Les Frères, avec qui il avait eu souvent maille à partir, lui reprochaient sa morgue, ses allures de souverain, et il personnifiait assez bien cette croisade où ne manquaient que l'enthousiasme et la foi. — Thurn suppliait Gustave-Adolphe d'accourir : tout était perdu si on continuait plus longtemps ce système de négligence et de trahison; les der-

1. V. sur Martin de Drajov et ses démêlés avec les Frères, l'article de Jirétchek dans le Journal du musée bohême, 1874.



nières ressources du pays étaient gaspillées. — L'armée saxonne s'était renforcée peu à peu jusqu'à comprendre 20,000 fantassins et 8,000 cavaliers, elle écrasait le pays qu'elle pillait avec furie. A Prague, sous les yeux de l'Électeur, 1,300 maisons avaient été méthodiquement déménagées : pour enlever les boiseries, les ferrures, etc., on les avait à moitié démolies. Dans les campagnes, déjà si appauvries, les exigences des soldats poussaient au désespoir les paysans, étouffaient leurs sympathies premières. D'autre part, la maraude et l'indiscipline détruisaient vite les régiments que leurs colonels ne désiraient même pas compléter, parce qu'ils empochaient dans tous les cas la solde des effectifs réguliers.

Dès la fin de 1631, la situation des Saxons devint difficile : Tieffenbach, un des généraux catholiques, s'avançait de la Silésie; l'armée de la Ligue, à qui la promenade militaire de Gustave-Adolphe sur les bords du Rhin avait donné des loisirs, envoyait quelques régiments vers Plzein. Le 16 décembre, Jean-Georges, sans tambour ni trompette, délogea; il avait eu soin de se faire expédier les pièces des collections de Rodolphe qui avaient échappé à Maximilien; après le musée de Munich, le musée de Dresde s'enrichissait des dépouilles de Prague. Les gouverneurs qu'il avait laissés dans la ville, un peu moins timides que leur souverain, donnèrent quelques satisfactions aux émigrés et essayèrent avec un peu plus de franchise d'attirer à eux les sympathies populaires; mais il était désormais bien tard et ils étaient gênés par Arnim, qui conservait le commandement de l'armée et dont la façon de combattre était si étrange que, suivant la parole d'Oxenstiern, il était impossible de savoir quels étaient ses amis et ses ennemis [1].

Le dénouement n'était plus retardé que par les combinaisons de Waldstein qui avait repris le commandement de l'armée impériale; le 24 mai 1632, ses bataillons paru-

1. Le mot est de 1633, mais il n'est pas moins vrai pour 1631. Irmer, II, nº 116.



rent enfin aux portes de Prague. Les Saxons, pour honorer leur défaite, se répandirent dans la ville et pillèrent les maisons qui avaient été épargnées jusque-là. Leur général, Hofkirch, essayait de réveiller quelque sentiment du devoir chez ces brutes déchaînées; il manquait un peu d'autorité : son hiver lui avait rapporté 100,000 écus, et pour compléter ses bénéfices, il enleva la Vierge miraculeuse de Boleslav, qu'on lui racheta très cher. Dans la nuit du 24 au 25 mai 1632, Waldstein ouvrit le feu sur la ville et les Capucins du couvent de Lauretto firent pénétrer par leur jardin un de ses régiments dans l'intérieur de la cité. Un mois plus tard, la Bohême tout entière, sauf quelques petites places frontières, était entre les mains des Impériaux. Une commission rechercha les coupables et, comme les biens des condamnés devaient servir à couvrir les dépenses de l'armée de Waldstein, on la nomma la commission de confiscation de Friedland. L'audace n'était pas banale et elle suffirait pour établir la valeur morale du duc! Il dirigeait l'instruction contre les complices qu'il avait appelés et s'engraissait de leurs dépouilles. Les poursuites furent menées avec la frivolité impitoyable dont les années précédentes avaient déjà donné tant de preuves : parmi les trois cent soixante accusés qui furent ainsi cités en justice, plusieurs n'avaient pris aucune part aux événements, d'autres n'étaient même pas venus en Bohême. Qu'importe, s'ils étaient riches! Les confiscations s'élevèrent à plus de trois millions de florins. Le procès n'était pas encore terminé au moment de la mort de Waldstein et le trésor hérita du butin qu'il convoitait [1].

Le duc de Friedland, au moment même où il chassait de Prague les émigrés tchèques et où il les livrait aux tribunaux, n'avait pas renoncé à les faire servir à sa fortune. Sur les instances de la cour de Vienne, il avait accepté d'abord de mettre sur pied une armée de 40,000 hommes

1. Bilek, Histoire des confiscations, CXLV et 824. Le gain de la Chambre royale fut ramené à 2 millions et demi par diverses restitutions.



(décembre 1631); le 23 avril 1632, il en prit le commandement définitif. Il recevait la direction complète de toutes les forces impériales, en y comprenant même celles qui combattaient en Allemagne, la nomination de tous les colonels et de tous les officiers, et de pleins pouvoirs pour conclure la paix [1]; on lui assignait la principauté de Gross-Glogau en Silésie, en attendant qu'il pût rentrer en possession du Mecklembourg ou de toute autre principauté de même importance. C'était peu, et en présence d'une cour aux abois, les exigences de Waldstein avaient été si modestes que, quand on connaît sa rapacité coutumière, sa modestie devient suspecte. Était-ce vraiment là toute la récompense qu'il poursuivait ou plutôt n'était-il pas résolu à la rechercher ailleurs? Il n'avait pas interrompu ses négociations avec les Saxons. Le 30 novembre 1631, il avait à Kaunitz une entrevue avec Arnim, et, les témoignages concordent sur ce point, il lui affirmait qu'il n'abandonnait rien de ses intentions et qu'il n'avait consenti à reprendre le commandement que pour se procurer des moyens d'action. Voudrait-on d'ailleurs contester la valeur de ces dépositions, il n'en reste pas moins qu'il était étrange d'ouvrir des négociations avec un adversaire que le plus léger effort eût jeté hors du royaume, plus étrange encore de lui offrir des conditions de paix que l'Empereur n'aurait jamais acceptées [2]. Et comment expliquer que le duc ait appelé à ces conférences des hommes tels que Raschin et Jean de Bubna, les agents

1. Cette clause ne s'appliquait peut-être qu'à une période déterminée; elle supposait naturellement la ratification de l'Empereur. Malgré toutes les recherches, le traité conclu entre l'Empereur et son général n'a pas été retrouvé et on suppose maintenant qu'il n'y eut que des conventions orales. Sur le fond essentiel des promesses de Ferdinand, les textes sont assez formels. Il est au contraire fort douteux que Waldstein ait reçu la promesse du premier électorat vacant.

2. Elles comprenaient en effet l'abandon de l'édit de restitution et le *statu quo ante bellum* en Allemagne; la Bohême redeviendrait un royaume électif; les biens confisqués seraient rendus à leurs anciens possesseurs, sans en excepter ceux de Waldstein. Sur l'importance capitale de ce texte, qui malheureusement a été signalé par Irmer (1894) et non publié, voir Pékarj. p. 117 et sq.



des rebelles, que Ferdinand ne pouvait à aucun titre reconnaître comme belligérants?

Les émigrés mordirent aussitôt à l'hameçon. Seule Madame de Trtchka la mère, avertie par sa délicatesse de femme, chercha à les éloigner de cet amorceur qui promettait toujours et ne tenait jamais. Mais, quoi! Même des esprits plus critiques que Thurn n'auraient pas agi autrement que lui dans de semblables conjonctures. Les ennemis de Ferdinand en Bohême n'auraient pas mieux demandé que d'avoir un autre interlocuteur, mais que leur restait-il? Les derniers événements n'avaient pas diminué leur haine pour les Saxons et ils n'osaient plus compter sur l'intervention directe de Gustave-Adolphe dont la politique déjouait toutes les prévisions. Qu'ils aient été complètement convaincus de la résolution de Waldstein ou qu'ils aient compté le compromettre et l'attirer à eux, ils n'avaient évidemment de recours qu'en lui, et ils renouèrent ainsi tout naturellement les négociations au point où la malencontreuse invasion d'Arnim les avait interrompues dans l'été de 1631.

Leur situation était cependant moins bonne qu'alors et le complot prend en conséquence une allure assez différente. Avant l'invasion, Thurn, Kinsky et Trtchka sont des chefs influents que suit une fraction importante du pays et c'est sur l'appui du peuple qu'ils comptent en premier lieu; Waldstein n'a qu'un rôle subordonné, il facilitera l'insurrection et il en recueillera les fruits; on a moins besoin de son intervention que de sa neutralité. Depuis lors, la sottise ou la politique de Jean-Georges ont ruiné le parti de l'indépendance; les protestants se sont rendu compte que depuis dix ans qu'ils ont quitté le royaume, des intérêts nouveaux sont nés ou se sont développés qui rendent leur succès difficile: acquéreurs de biens confisqués, renégats qui craignent le mépris de ceux dont le cœur n'a pas faibli, protégés ou fournisseurs du clergé, étudiants grandis dans les collèges de Jésuites; les rangs des anciens serviteurs de Dieu sont rapidement éclaircis

par la misère ou la guerre; les jeunes, grandis dans l'exil, ne connaissent plus le pays et en ont oublié la langue. L'événement a montré aux rebelles qu'ils n'ont plus en eux seuls assez de force pour entraîner la nation. Ils se mettent alors tristement à la remorque d'un louche coureur d'aventures, dont le seul mérite à leurs yeux ne saurait être que sa haine pour les Habsbourgs. Première et cruelle abdication! Après la catastrophe d'Éger, il ne leur restera qu'à se mêler aux pillards de Baner et de Torstenson, au milieu desquels l'émigration militaire bohême finira par disparaître.

Après l'entrevue de Kaunitz, les émigrés tchèques étaient extrêmement satisfaits : tout ira bien, disait Trtchka à Raschin — et il est certain que les lenteurs de Waldstein qui prenait tranquillement ses quartiers d'hiver au lieu de pousser les Saxons l'épée dans les reins, et qui répondait aux demandes de secours de Maximilien de Bavière en rappelant son lieutenant Aldringen, comme s'il eût voulu contraindre l'Électeur à se jeter dans les bras de la France, justifient tous les soupçons. Mais justement l'imprudence de cette inertie était si visible qu'on s'étonne que le duc n'ait pas compris les périls qu'elle lui créait et qu'elle semble inconciliable avec des desseins nettement arrêtés. Il cherchait ses prises de tous les côtés et nouait à tâtons des relations sans être très sûr de la voie qu'il suivrait jusqu'au bout. Il avait gardé entières ses rancunes, — sur ce point aucun doute n'est possible, — et il était dominé par elles au point de se laisser entraîner par moment aux démarches les plus compromettantes, mais il hésitait sur les meilleurs moyens d'assouvir sa vengeance ; plus son ambition était vaste, plus il voyait la nécessité de ne pas se livrer à des alliés qui chercheraient certainement à se débarrasser de lui, quand ils n'auraient plus besoin de son intervention. Les Saxons de leur côté, dans leurs négociations avec lui, ne s'avançaient qu'avec une extrême circonspection. Arnim connaissait certainement très bien les côtés faibles de la situation de Waldstein et ce que cachaient aussi d'indéci-

sion ses rodomontades et ses hâbleries; il ne poussa pas les choses, écouta les propositions qui lui arrivaient, sans autre but que d'échapper à un désastre militaire [1].

A partir du mois de juin 1632, l'approche de Gustave-Adolphe rejeta au second plan les agissements diplomatiques. Waldstein savait que le roi de Suède n'avait aucun goût pour lui et leurs ambitions étaient trop hautes pour qu'un accord fût possible : « deux coqs ne s'arrangent pas sur un même fumier », avait-il dit une fois. Les négociations reprirent une nouvelle activité après la bataille de Lutzen et la mort de Gustave (16 nov. 1432). Ses victoires avaient brisé l'élan des catholiques en Allemagne et rendu inexécutables les projets qu'agitaient autour de Ferdinand les serviteurs les plus implacables de l'Église. En attendant de relever leurs lointaines ambitions [2], les représentants de la politique romaine travaillaient avec un zèle plus impatient à assurer leurs positions, et les Saxons n'avaient pas encore complètement évacué la Bohême que les commissaires de réformation avaient recommencé avec une activité fiévreuse leur campagne de prosélytisme. Ils étaient favorisés par la lassitude provoquée par les derniers événements, la résistance fléchissait et les émigrés sentaient qu'il fallait aboutir à tout prix : ils risquaient sans cela de perdre leurs dernières sympathies dans le peuple et jusqu'au prétexte de leurs revendications. Comme ils n'avaient aucune confiance dans Richelieu qui se préparait à prendre la suite de Gustave-Adolphe, mais qui, très sincèrement catholique, s'attachait à donner à la guerre un

1. Pékarj croit à un plan longuement suivi d'Arnim pour sauver l'Empereur en empêchant les projets de Waldstein d'aboutir ; ainsi s'expliqueraient les lenteurs et les contradictions apparentes du duc trompé par le général saxon. Cette hypothèse est très ingénieuse, peut-être trop. Il ne m'a pas paru que les textes cités par Pékarj soient décisifs.

2. Que ces desseins ne fussent pas abandonnés, nous en avons la preuve entre autres dans une lettre de Slavata à Martinits (Recueil historique, 1884, p. 93) : le duc de Friedland négocie avec la Saxe, mais il espère que les pourparlers n'aboutiront pas et que Dieu endurcira le cœur de l'Électeur, de façon « que la sainte religion catholique arrive à une plus grande puissance et que l'autorité de Sa Majesté Impériale en soit affermie et plus respectée. »



caractère exclusivement politique, que les Suédois étaient très affaiblis et que Jean-Georges était toujours plus tiède et plus suspect [1], ils étaient vraiment aux abois et capables de donner tête baissée dans n'importe quelle intrigue qui leur offrirait une perspective de salut. Il est plus étrange que Waldstein ait persisté dans ses compromissions avec des groupes dont il savait la faiblesse. C'est qu'ils lui fournissaient un programme et un drapeau qui lui étaient nécessaires pour voiler ses ambitions très concrètes.

Est-il bien sûr, d'ailleurs, qu'il se soit avoué à lui-même les conséquences nécessaires de ses avances, et au milieu de ses actes les plus suspects, n'a-t-il pas eu toujours la volonté de réserver la liberté de ses résolutions définitives? Il s'est plu à jouer avec la tentation, mais n'y avait-il pas été induit par Ferdinand lui-même qui, en lui confiant une véritable dictature, l'avait poussé à se considérer comme une sorte de médiateur entre les partis! Si l'Empereur cependant refusait de suivre les indications de son général? s'il s'unissait avec les adversaires du duc et les défenseurs d'une politique intransigeante? — Waldstein était bien résolu dans tous les cas à ne pas accepter une nouvelle destitution. Il a par conséquent nécessairement envisagé la pensée d'une rupture ouverte, et il ne l'a pas repoussée, — mais jusqu'au dernier moment, il ne l'a considérée que comme une hypothèse extrême, qu'il n'était pas urgent de discuter à fond. Après tout, Ferdinand et les catholiques, au moment de la paix de Prague, 1635, se sont résignés à des concessions qui froissaient cruellement leur conscience. Il était donc extrêmement vraisemblable qu'ils n'accepteraient pas les clauses du traité que Waldstein croyait possible, — non pas certain, — et cette chance

1. « Il faut adorer l'électeur, disait Oxenstiern, non parce qu'il est utile, mais pour qu'il ne nuise pas. » Quand Jean-Georges avait discuté avec les Suédois les conditions possibles de paix, il avait proposé pour la Bohême la liberté religieuse, mais le maintien de la situation politique actuelle, « pour que la puissance de l'Empereur ne fût pas trop affaiblie ». Ces préoccupations en disaient long.



suffisait pour que le général pût à la rigueur se dissimuler l'issue fatale de ses démarches.

Quel prix espérait-il de ses services qu'il estimait très haut? La question se rattache intimement à la précédente? On lui offrit la couronne de Bohême. Dans l'entrevue de Jitchin (15 mai 1633), Jean de Bubna brûla ses vaisseaux: — la couronne de Suède et nous, nous ne voulons plus rien avoir de commun avec Ferdinand. Serait-il résolu à tenir ses promesses, il est tellement dans la main de ses papistes qu'il n'agit que par leur volonté; nous avons vu comment il a respecté la lettre de Majesté. Si Votre Altesse voulait accepter la proposition que lui a faite il y a quelques jours le comte de Thurn, ce serait le meilleur moyen [1]. — Quant à la couronne de Bohême, ce serait un tour de fripon. L'Empereur est un digne seigneur; mais vous avez raison, il se laisse mener par le premier papiste venu: nous avons les armées dans les mains, et ce que nous conclurons, les autres seront bien obligés de s'y tenir, bon gré, mal gré [2].

Il est évident que l'indignation de Waldstein est modérée, et elle témoigne d'une largeur de conception inquiétante. « Ainsi, écrit Pékarj, l'homme à qui la confiance impériale a remis des pouvoirs absolus pour qu'il écrasât ses adversaires, appelle à lui les ennemis inexorables de son souverain; cet homme, qui est l'espoir du monde catholique, écoute paisiblement les discours les plus fielleux contre l'église et les Habsbourgs, fait l'éloge de Gustave-Adolphe, propose de traiter de la paix en dehors de son souverain et contre lui! » — Tout cela prouve que Waldstein se faisait des idées évidemment très particulières sur les rapports d'un général et du prince qu'il représente; cela prouve encore qu'il ne reculait pas d'avance devant

1. Frédéric V était mort en 1632 et avec lui avait disparu un des obstacles qui s'étaient opposés l'année précédente à une entente entre l'émigration et Waldstein.

2. Hildebrand, nº 15. Le document ne laisse pas d'ailleurs que d'offrir quelques difficultés d'interprétation.



les combinaisons les plus risquées, non pas qu'il s'y fût déjà arrêté sans esprit de retour. Il n'était plus jeune, sa santé était fort ébranlée, et s'il avait toujours la même fringale d'appétits, il ne courait plus au but avec la même franchise. Il n'est pas démontré non plus qu'il vît toujours très clair dans ses sentiments. Il est certain qu'il avait conservé une amère rancune contre les Suédois qui l'avaient battu; n'avait-il pas aussi quelque défiance des émigrés qu'il avait dépouillés? Ainsi tiraillé, suspect à tous et suspectant tout le monde, poussé par ses rancunes et paralysé par ses craintes qui allaient jusqu'à la pusillanimité, il se débattait au hasard, emporté par les destins, ne les dominant pas. Son ambition sénile cherchait à tâtons sur la carte le pays où elle irait s'abattre et il n'était pas plus fixé sur la nature de ses convoitises que sur les moyens qu'il emploierait pour les satisfaire. Il s'en remettait, de guerre lasse, aux oracles des étoiles, et les calculs de son astrologue Senni, qui déterminèrent plusieurs de ses résolutions, en ajoutant à la question un élément mystique, contribuent encore à augmenter la confusion et à troubler notre jugement au milieu de ce papillottement de désirs, de cette fuite continue de la volonté, de cet entassement de mensonges, d'intrigues et de rêves, au milieu desquels il n'est pas bien sûr que Waldstein se soit jamais reconnu, entre lesquels, suivant moi, il n'a jamais choisi sans esprit de retour.

Une chose seule est certaine, c'est qu'il voulait conserver une influence prépondérante et que, plutôt que de renoncer à la domination de fait qu'il exercait, il eût sollicité toutes les alliances. Seulement il se trompait encore sur la possibilité de se maintenir à la longue dans cette sorte d'équilibre instable et de poursuivre indéfiniment ce jeu d'avances incomplètes et de repentirs peu sincères. Les suspicions plus que légitimes que soulevèrent à la cour ses procédés invraisemblables affaiblirent sa situation et ravivèrent ses haines; il fut ainsi poussé plus avant dans la voie de la défection et, sans savoir bien exactement à

quelle heure il avait cessé d'être sujet fidèle, il se trouva prisonnier de ses compromissions, sans autre espoir de salut désormais qu'une révolte ouverte. Trop tard : il avait lassé l'espoir des protestants par ses éternels retards et découragé leur confiance par la complication de ses calculs. C'est la fable classique du menteur : on ne le crut plus quand il fut sincère et il succomba, sans lutte, misérablement, victime en somme moins de son audace que de la mesquinerie réelle de son âme; il n'avait vraiment pas l'étoffe d'un de ces grands condottieri qui impriment à l'histoire une marche nouvelle.

La mort de Waldstein ne serait qu'une tragédie assez banale si elle ne marquait l'écroulement du dernier espoir des émigrés. Ils n'avaient probablement jamais été aussi près du succès qu'ils aimaient à le supposer : ils cherchèrent une consolation dans la pensée qu'ils avaient un moment tenu la victoire en mains et cette illusion hante encore quelques écrivains; le pillard vulgaire qui avait trempé dans toutes les malversations, le soudard impitoyable qui avait réussi à rendre la guerre plus atroce et plus lâche, le traître qui achevait sa carrière comme il l'avait commencée en essayant de suborner les soldats dont on lui avait confié le commandement, est resté comme protégé contre les flétrissures de l'histoire parce qu'il sembla un jour vouloir saisir et relever le flambeau de la liberté nationale. La tâche était trop haute, et il y fallait des mains plus pures. Ceux qui, dès ce moment, préparaient l'avenir, c'étaient les fugitifs de l'Unité ou les humbles qui souffraient et mouraient pour leur foi, c'était la foule des paysans qui, suant sous le joug, disputaient à la barbarie le sol de la patrie. Waldstein, lui, n'était que le dernier type de cette oligarchie, égoïste et brutale, qui avait préparé la décadence du pays et qui l'avait conduit à sa ruine.

La mort de Gustave-Adolphe avait provoqué à Vienne un enthousiasme extrême : n'était-ce pas là un de ces miracles par lesquels la Providence indique ses desseins! On fut d'autant plus surpris de l'inaction de Waldstein. Il



s'était replié sur la Bohême et ne rouvrit les opérations qu'au mois de mai 1633, pour marcher en Silésie contre Thurn; son armée était nombreuse et excellente : en face de lui des adversaires divisés, ruinés par une longue campagne. Comment la cour ne se fût-elle pas indignée en le voyant offrir un armistice à Arnim, négocier avec lui à Burgsdorf (juin 1633), faire des avances à Oxenstiern? Le chancelier suédois, esprit clair et conscience droite, lui demanda des explications précises : — Que veut-il? Une paix générale? Mais jamais l'Empereur n'acceptera des conditions raisonnables. Il n'y a qu'un seul moyen : il a l'armée entre ses mains, qu'il s'entende avec la Suède et impose ensuite ses conditions à Ferdinand; les États le proclameront roi de Bohême et le Chancelier le soutiendra. — Le duc loua fort ces déclarations : — Voilà qui se tient. Cet Oxenstiern est certainement un homme de sens. Mais ce n'est pas encore le moment. Quand l'heure sera venue, je ferai tout [1].

Évidemment, ses interlocuteurs, de même que les ministres impériaux, ne comprennent dès lors rien à son attitude et tout naturellement ils se mettent en garde : ils ne refusent pas de poursuivre des négociations qui leur sont favorables, puisqu'elles paralysent l'armée impériale, mais leur défiance est manifeste. Même les émigrés tchèques se renferment dans une réserve hostile; ils soupçonnent Waldstein, — et les Suédois sont plus nets encore, — de chercher à amener une réconciliation entre Jean-Georges et Ferdinand, comme une seconde édition du coup de 1631. — On prépare quelque tour de coquin, écrit Oxenstiern; si on fait ainsi la paix, Messieurs les Bohémiens en seront exclus. — Pékarj a remarqué qu'à ce moment on parle dans toute l'Allemagne de la défection imminente du duc, dans les rues de Francfort, dans les boutiques de Dresde. D'où proviennent ces commérages? Des imprudences des

1. Le témoignage de Raschin est confirmé ici par celui de Thurn. Hildebrand, n° 22. Seulement pourquoi ces délais, si Waldstein est déjà décidé à la trahison? Sa situation était excellente, Feuquières lui promettait l'appui de la France, Ferdinand n'avait d'autre armée que la sienne.



Tchèques ou bien des indiscrétions calculées des Suédois qui brûlent un agent suspect? Waldstein était arrivé à ce résultat merveilleux que ses plans de conspiration n'étaient plus pris au sérieux nulle part, sauf à Vienne.

Ses ennemis, — généraux dont il avait froissé la vanité ou arrêté la carrière, fanatiques dont il contrariait les projets, politiques qui jugeaient sa situation incompatible avec l'autorité impériale, — influents, nombreux, se groupaient autour de l'héritier du trône, le futur Ferdinand III, qui se croyait des talents militaires et que Waldstein écartait de l'armée. Ils interprétaient sans charité tous les actes du généralissime et, à la peine qu'ont aujourd'hui ses apologistes pour excuser les incohérences de sa conduite, on comprend que des critiques peu bienveillants ne devaient pas avoir beaucoup de mal à éveiller les soupçons d'un souverain, fût-il même aussi volontairement aveugle que Ferdinand. Le roi eût encore repoussé toute mesure radicale et il voulait très fidèlement tenir ses promesses : n'avait-il pas le droit cependant de présenter quelques observations au duc, de lui demander une activité un peu moins décousue, peut-être même de restreindre son autorité pour le bien général de la cause catholique? Au premier effort dans ce sens, Waldstein, très ombrageux, averti par ses amis de Vienne de ce qui se machinait contre lui, se cabra. Dans l'été de 1633, il fut avisé que le duc de Féria allait s'établir en Alsace avec une armée espagnole. Son indignation fut extrême. — Révolte du patriotisme allemand, affirment ses défenseurs. — Voilà un patriotisme bien susceptible! En quoi le sentiment national le plus délicat est-il froissé par l'arrivée d'un secours allié? Il rouvrit aussitôt les négociations avec Arnim, et cette fois fut plus explicite et plus précis, indiqua non plus seulement les conditions de la paix qu'il imposerait à Ferdinand, mais les moyens d'exécution. Son plan rappelait trait pour trait celui qu'il avait révélé à Arnim en 1631, le même qu'il tenta d'exécuter en 1634 : cette coïncidence semble bien prouver qu'au fond de sa



pensée se maintenait une volonté de trahison, qu'il ajournait sans cesse, qu'il n'oubliait jamais.

Il était fort vraisemblable qu'il finirait par être entraîné par cette idée obsédante qu'il écartait d'une main toujours plus molle, mais il était plus vraisemblable encore que, quand il se résoudrait enfin à brûler ses vaisseaux, il serait trop tard. Car enfin, quand on pense à surprendre un ennemi, encore est-il prudent de ne pas l'avertir trop bruyamment, et si l'on veut pouvoir trouver des alliés, il convient de ne pas mettre leur patience à de trop dures épreuves. Avec une clairvoyance moyenne, il eût aperçu dès lors combien son crédit était affaibli. Arnim n'apportait plus aux négociations qu'un scepticisme mal dissimulé; Bernard de Saxe-Weimar et les Suédois étaient plus froids encore. — « Le parturiunt ne me sortira pas de l'esprit tant que je n'aurai pas vu l'enfant, écrit un des initiés; si ce n'est pas un ridiculus mus, plaise à Dieu que ce ne soit pas un serpens in sinu » (4 oct. 1633). — Seuls les émigrés tchèques, après une heure de découragement, étaient revenus à des sentiments moins hostiles et se portaient caution de la bonne foi du duc; leur joie s'étalait bruyamment : « C'est le commun bruit dont tout le monde parle »; des paris importants s'engageaient à Hambourg sur la défection du général. Ces bruits en eux-mêmes ne sauraient évidemment rien prouver contre Waldstein; ils indiquent seulement qu'à ce moment encore le monde politique regardait toujours comme ouverte la question bohême.

Comment la cour de Vienne n'aurait-elle pas connu tous ces racontars? Chaque jour lui arrivaient de plus les plaintes de Maximilien de Bavière qui sollicitait en vain des secours de Waldstein. Il est possible que les récriminations de l'Électeur ne fussent pas toutes justifiées; elles étaient de nature à faire une profonde impression sur les esprits. Un an s'était écoulé depuis Lutzen et, pendant que Waldstein usait sans gloire et sans profit la meilleure armée impériale, les places qui couvraient l'Alsace et la Bavière suc-

combaient l'une après l'autre. Brisach était en grand danger, et le généralissime, dans ses instructions à ses lieutenants, les condamnait à l'inaction; ce patriote à l'épiderme si délicat quand il s'agissait des Espagnols, faisait le jeu des Suédois et des Français pour satisfaire sa haine contre Maximilien! Ses intentions furent-elles cependant modifiées par la mort de Holk, un de ses lieutenants les plus sûrs, ou recula-t-il devant la perspective d'une résolution immédiate à laquelle il allait se trouver acculé, s'il persistait dans son inaction? Un succès, en déconcertant ses accusateurs, lui rendrait cette liberté d'allures à laquelle il tenait par-dessus tout. Il rompit les négociations, se jeta sur les Suédois à Steinau et les força à capituler (10 octobre 1633). L'effet à Vienne fut médiocre, surtout quand on le vit reprendre immédiatement ses pourparlers avec Arnim, et la catastrophe de Ratisbonne que Bernard de Saxe Weimar occupa le 14 novembre, déchaîna de nouveau toutes les colères.

C'était un coup terrible pour la cause de l'Empereur; la Bavière et l'Autriche étaient ouvertes aux ennemis, et, en admettant même que Waldstein n'eût pas volontairement favorisé les projets de Bernard de Saxe-Weimar, il n'en demeurait pas moins qu'il s'était lourdement trompé dans ses prévisions, qu'il s'était refusé avec un entêtement puéril à reconnaître le danger qu'on lui signalait, et sa responsabilité s'aggravait de toutes ses tergiversations antérieures. Quand, après des déclarations pompeuses de revanche, il retourna piteusement prendre ses quartiers d'hiver en Bohême, personne ne se demanda si sa retraite n'était pas justifiée par des raisons militaires sérieuses; il avait entassé trop de mensonges, provoqué trop de soupçons, trop joué avec des pensées de trahison, auxquelles il ne s'était peut-être encore jamais complètement livré, mais qu'il avait certainement acceptées, caressées, reprises; ses actes ne pouvaient désormais qu'être interprétés dans le sens le plus défavorable. Il le sentait et ne cherchait plus guère une réconciliation sincère avec la cour, parce que, non sans



raison, il jugeait désormais impossible de la ramener; il avait pris son parti, autant au moins que cet esprit fumeux et cette âme fantasque, incertaine et violente, étaient capables de décision.

Ses généraux avaient percé à jour ses intentions : « Son Altesse, écrit Piccolomini à Gallas, veut la paix à tout prix; elle craint que, devenue suspecte, on ne prenne quelque résolution contre elle, d'autant plus qu'elle a plus que jamais en tête les choses de Schweidnitz qui la plongent dans une mélancolie et une douleur extrêmes [1]. » L'Empereur, comme pour lui ouvrir une dernière fois la voie du repentir, lui indiquait avec une discrétion qui n'excluait pas la clarté, qu'il était averti des dispositions peu loyales que conservait une partie de l'oligarchie tchèque; il lui rappelait qu'il avait promis aux États de ne plus leur imposer la charge d'entretenir l'armée impériale pendant l'hiver : « Si nous agissions maintenant contrairement à notre parole royale, ce serait une cause de découragement et de désespoir, et cela créerait aussi un danger, parce qu'il ne manque pas dans le pays de gens dont les sentiments ne sont pas précisément sains et qui s'imagineraient que nous voulons fouler aux pieds leurs libertés. » Si après ces paroles Waldstein s'obstinait dans son inaction, n'avouerait-il pas par cela même qu'il faisait bon marché des intérêts du roi?

Le 9 décembre 1633, la cour chargea Trauttmansdorf de transmettre au duc l'ordre formel de marcher contre Bernard de Saxe-Weimar. Le général convoqua aussitôt ses officiers supérieurs, et après leur avoir communiqué les instructions de Vienne, en obtint une déclaration dans laquelle ils affirmaient qu'elles étaient inexécutables. Il est difficile de ne pas voir là un commencement de révolte ouverte. Sans doute, on ne saurait contester à un général en chef le droit d'apprécier l'utilité des mesures qu'on lui impose et Waldstein était de plus couvert par les promesses

1. Hœfler, Œsterr. Revue, 1867, p. 63. Cité par Pékarj, p. 377.



spéciales qu'il avait reçues et qui lui garantissaient la libre disposition de son armée ; mais la précaution qu'il prenait de s'assurer la connivence des officiers et les termes menaçants de leur résolution ne sauraient désormais laisser aucun doute sur ses intentions dernières et ce n'est pas de cette façon qu'un sujet loyal présente ses objections à son souverain [1].

Waldstein comptait sur les partisans qu'il avait conservés à Vienne et sur les timidités de Ferdinand pour avoir le temps de se mettre en défense. Le 20 décembre, Trtchka écrit à Guillaume Kinsky de venir au plus vite avec Arnim ou le duc François-Albert de Saxe-Lauenbourg qui avait été déjà mêlé à ces intrigues : Waldstein est maintenant résolu à traiter non seulement avec les deux Électeurs de Saxe et de Brandebourg, mais avec les Suédois et les Français ; dans une quinzaine de jours, il aura complètement rassemblé son armée et il sera alors en mesure de commencer sérieusement l'affaire ; si on négligeait une semblable occasion, on ne la retrouverait pas pendant des siècles ; beaucoup de bien peut être exécuté cet hiver [2]. — Dès le 27, Kinsky lui-même écrit à Thurn qu'il sait de façon précise et sûre que la personne en question est décidée à consentir à « tout ce que nous désirions » [3]. Il revient à la

1. Trauttmansdorf avait la mission de décider Waldstein, s'il ne croyait pas pouvoir obéir, à confier l'armée à un autre général. Ferdinand traçait ainsi très nettement son devoir au duc.

2. Gœdeke, p. 214. La lettre de Trtchka ne saurait être expliquée par la patente du 24 janvier qui relevait Waldstein de son commandement, et que celui-ci ne pouvait pas connaître. Il est vrai que cette déposition était facile à prévoir, mais comment expliquer les actes antérieurs qui l'avaient rendue inévitable ? On est tenté d'admettre avec Pékarj que le général avait volontairement poussé à bout Ferdinand, afin d'avoir un prétexte pour justifier sa défection vis-à-vis des soldats et entraîner ainsi ceux dont l'adhésion lui semblait douteuse.

3. Hildebrand, n° 67. Il écrit dans le même sens à l'envoyé français. Kinsky avait-il été autorisé par Waldstein à ces déclarations, qui impliquaient l'acceptation de la couronne de Bohême ? Quelques historiens ont élevé des doutes sur ce point, mais ils me paraissent inadmissibles : quelle eût été en effet la situation de Kinsky et dans quel but se serait-il exposé à être désavoué ? Nous savons de plus que Waldstein avait écrit lui-même à Kinsky et quand on connaît ses habitudes de prudence méticuleuse, ce seul fait est décisif.



charge le 3 janvier : « Si nous ne le faisons pas exprès, nous tenons le succès! Que Votre Excellence travaille au bien de la patrie [1]! » Il partit en hâte pour Plzein, avec sa femme, Raschin et un autre émigré tchèque, Schlieff.

Waldstein avait chargé un de ses lieutenants les plus sûrs, Illov, de préparer les officiers aux mesures extrêmes. Celui-ci fit un tableau très sombre et très inexact des inimitiés qui poursuivaient le duc : il était dégoûté et découragé, tout prêt à se retirer. Les colonels s'effrayèrent : ne seraient-ils pas entraînés dans la disgrâce du duc? et leurs créances sur la cour, qui leur en garantirait le recouvrement? — Une députation nombreuse se rendit auprès de Waldstein, lui arracha la promesse de rester à leur tête ; en retour il leur demanda « de lui demeurer attachés tant qu'il serait au service de Sa Majesté et qu'elle le maintiendrait à la tête de son armée ». Le 12 janvier 1634, un banquet fut organisé dans la maison d'Illov et quand les têtes furent échauffées par le vin, on présenta aux officiers un engagement dans lequel ils promettaient de ne pas se séparer du duc, de verser pour lui et pour le bien de l'armée jusqu'à la dernière goutte de leur sang et de considérer comme traîtres tous ceux qui l'abandonneraient. Presque tous les convives étaient ivres; quelques-uns cependant s'étonnèrent de ne pas retrouver la réserve que contenait le texte primitif en faveur des droits du souverain. Illov répondit à leurs protestations par des récriminations contre Ferdinand; Trtchka tira son épée et menaça de transpercer tous les ennemis du général; quelques officiers l'applaudirent bruyamment, brisèrent les chaises, les tables et les fenêtres; tous les convives donnèrent leur adhésion, même ceux qui, comme Ottavio Piccolomini, Gordon et Butler étaient déjà résolus à soutenir la cour.

Ces nouvelles emportèrent les dernières indécisions de l'Empereur, et, le 24 janvier, il signa un décret qui relevait l'armée de son serment de fidélité à Waldstein et en con-

1. Id. n° 56.



fiait le commandement à Gallas; il ne fut communiqué qu'aux quelques personnes dont le dévouement était connu. Même dans cette situation désespérée et bien que le peu d'empressement que rencontraient ses propositions eussent dû lui démontrer la nécessité de dissiper toutes les défiances, Waldstein ne s'expliquait pas franchement vis-à-vis des émigrés. Voulait-il plaire à Arnim dont il connaissait la modération et que des desseins révolutionnaires auraient effrayé, ou craignait-il de susciter les résistances de ses soldats, s'il exigeait d'eux qu'ils se réunissent aux Suédois, leurs ennemis détestés? Il est plus vraisemblable qu'il comptait encore sur un assez long délai et que ses habitudes invétérées de finasserie et de réticence avaient étouffé chez lui l'énergie de la volonté. — Il affirmait toujours qu'il était prêt à se séparer de l'Empereur, mais quelles étaient les conditions de la paix qu'il proclamerait, et quelle part de butin exigerait-il? Sur tous ces points essentiels, il était impossible de lui arracher une réponse précise. Il ouvrait ainsi la porte aux plus graves soupçons et gaspillait ses dernières chances de salut.

Arnim ne désirait nullement le succès du plan de Waldstein qui aurait laissé l'Empereur sans ressources et livré l'Allemagne à la Suède et à la France, pour le plus grand dommage des modérés qui se groupaient autour de la Saxe et qui voulaient arrêter la réaction catholique, sans trop affaiblir les Habsbourgs. Il conseilla, tout en ne repoussant pas les offres du duc, de ne s'avancer qu'avec la plus extrême prudence et, comme en 1631, il s'attacha à le paralyser et à le détourner d'une rupture ouverte. Il eût voulu que les négociations engagées avec Waldstein se continuassent publiquement de manière à leur enlever tout caractère suspect et à permettre une réconciliation du général et du roi; il lui écrivait pour le mettre en garde contre « toute machination dangereuse »; il déployait toute son habileté pour maintenir dans l'inaction Jean-Georges, qui n'avait déjà qu'une très médiocre sympathie pour Waldstein et qui, abruti par l'alcool (rex cere-



visarius), était incapable de toute réflexion personnelle.

Kinsky et Trtckha se désolaient de ces lenteurs et ils suppliaient Bernard de se hâter. — « Comme il y a un Dieu, nous avons la paix dans nos mains », lui faisait dire Trtchka. — « Le duc, ajoutait Kinsky, sera roi des Romains et roi de Bohême; il rendra aux habitants toutes leurs libertés et après sa mort ils seront libres de se choisir un roi [1]. » Ainsi persistaient toujours, en dépit des supplices et des défaites, des pensées d'indépendance et de république, sous la seule forme où l'oligarchie pût alors les concevoir; ce seront ces mêmes aspirations qui pousseront, un siècle plus tard, une partie de la noblesse tchèque à se grouper auprès de l'Électeur de Bavière, l'Empereur Charles VII, et elles revivront atténuées et adoucies, reconnaissables pourtant encore, à notre époque avec les Clam-Martinits et les Charles Schwarzenberg. — « C'est fini avec la maison d'Autriche, disait le vieux Trtckha au comte Vrzésovets »; tous les détails étaient arrêtés; le roi de Pologne serait le successeur de Waldstein; Trtchka avait dressé son lot, son fils aurait en Moravie les domaines du cardinal Dietrichstein, lui-même recevrait le pays de Glatz, et il s'étendait avec complaisance sur ses futurs revenus et sur la vaste étendue de ses domaines en perspective. — Étrange mixture de cupidité égoïste et de patriotisme, qui peint bien l'oligarchie féodale de la Bohême à cette époque, hautaine et frivole, jouant avec la même légèreté sa vie et les destinées du pays, conservant au cœur, même dans ses pires égarements, un culte passionné pour l'honneur du royaume et la gloire des ancêtres. L'histoire, qui a le devoir de les condamner, ne saurait se défendre d'une sympathie mélancolique pour ces héros à la polonaise.

On s'adressait, en même temps qu'aux Suédois, aux Français, et Kinsky expédiait à l'envoyé de Richelieu, Feuquières, un messager avec un passe-port pour l'émissaire

1. 3 fév. 1634. Hildebrand, nº 61.



qu'on attendait à Plzein. Le duc s'excusait de ses longues hésitations sur les craintes que lui avait jusqu'alors causées la fidélité de son armée; maintenant, il était sûr d'elle, l'heure était venue. — Or, à ce moment même, quelques généraux, Gallas, Aldringen et Piccolomini, qu'il n'eût pas été impossible de gagner et dont les scrupules s'étaient réveillés en présence de la conduite décousue et flottante de leur chef, organisaient contre lui une contre-conspiration et s'entendaient avec la cour. Ferdinand leur laissa toute liberté d'action. Il n'était nullement partisan des mesures les plus rigoureuses : peut-être avait-il une vague conscience de la lourde responsabilité qui pesait sur lui. N'avait-il pas été le premier coupable, quand il avait er quelque sorte remis sa couronne entre les mains d'un généralissime et l'avait comme invité à toutes les usurpations! Les ménagements qu'il eût volontiers gardés risquaient cependant de paralyser l'action des ennemis du duc. La partie était grosse à jouer : le prestige du général, très atteint chez les officiers supérieurs par ses dernières expéditions, demeurait puissant sur les soldats; le comte d'Oñate, l'ambassadeur d'Espagne, qui n'avait admis que très tard la trahison du duc, mais qui, depuis que sa conviction était faite, réclamait des résolutions radicales, insista pour qu'on laissât aux partisans de la cour une complète liberté, et Ferdinand, après de cruelles insomnies, signa l'ordre « de s'emparer du généralissime en l'arrêtant ou en le tuant [1] ».

Waldstein, dont les préparatifs n'étaient pas terminés, eut la pensée de rendre quelque crédit à ceux de ses défenseurs qui ne l'avaient abandonné qu'à la dernière extrémité; il réunit de nouveau ses principaux officiers et protesta contre l'interprétation qu'on avait donnée du revers qu'il leur avait demandé. — Cette reculade, qui n'eut aucun effet à Vienne, jeta le trouble dans l'âme de beau-

1. Nous ne connaissons pas la date de cet ordre que rapporte une lettre d'Aldringen à Piccolomini. Irmer, III, 216.



coup d'officiers. — Il prenait d'ordinaire très bien son parti, a dit de Richelieu le cardinal de Retz; — c'est la qualité qui manquait le plus à Waldstein; chez lui le cœur était moins haut que l'esprit n'était aventureux : c'est un pauvre joueur que celui qui, après avoir sérieusement calculé les chances, ne risque pas bravement l'enjeu. Peut-être doit-on admettre, avec Pékarj, que ses timidités s'aggravaient de celles de Trtchka et de Kinsky, trop riches pour être de bons conspirateurs et qui, à la dernière minute, s'effaraient, l'esprit troublé par leurs récentes défaites, hantés par les catastrophes de leurs aïeux. A certaines heures, il n'y a de salut que dans l'audace et un chef qui tremble n'a jamais entraîné personne.

Arnim, très averti, avait beau jeu pour représenter à l'Électeur Georges-Guillaume de Brandebourg qu'il était aussi vain qu'imprudent de s'unir à un homme qui ne savait ni ce qu'il voulait ni où il allait. Dans ces derniers jours la question, par la force des choses plus que par la valeur des hommes, avait pris une importance de premier ordre. Ce qui se débattait, ce n'était plus la fortune de Waldstein, c'était le sort de l'Europe. D'une part, l'émigration tchèque, qui a enfin révélé son programme de derrière la tête : unir la Bohême et la Pologne et constituer par là un royaume slave qui arrêterait désormais toute invasion de l'Allemagne; de l'autre Arnim, qui cherche, par une réconciliation des Habsbourgs et des Luthériens modérés, à rendre à l'Empire son unité et sa puissance. De retour à Dresde, il mit dans tous ses mouvements une telle lenteur qu'il n'est pas possible de ne pas y voir l'intention calculée de déjouer la conspiration. « L'Électeur, écrivait-il dans un document officiel, ne veut rien savoir des insultes particulières et des colères du duc; il n'a en vue que le bien de l'État et la paix générale; cruellement offensé et réduit à prendre les armes, il ne pense pas à ruiner telle ou telle maison. » Il était ainsi fidèle à ses convictions, mais on ne s'explique guère que Waldstein, qui le connaissait bien, eût pu jusqu'à la dernière heure

compter sur lui. — Les réponses que le duc recevait d'Oxenstiern n'étaient pas beaucoup plus favorables : le Chancelier, avant de rien faire, exigeait des gages. Richelieu, moins bien instruit des précédents, était aussi plus accessible, et Feuquières se disposait à envoyer à Plzein M. de Boderie avec de pleins pouvoirs; seulement, la France était trop éloignée pour que ses bonnes dispositions eussent aucun résultat pratique. Quant à Bernard, il repoussait obstinément toutes les supplications de François-Albert : comment croire à un cavalier qui ne croit pas en Dieu? Je n'ai pas confiance et je ne bougerai pas. Thurn lui écrivit une lettre désespérée : il s'agit du bonheur de milliers d'hommes, du sort de toute l'émigration, de la patrie entière. — Dieu a d'autres moyens qu'un duc de Friedland pour assurer le bien public! — Juste punition de tant d'incohérences. Il est permis seulement de se demander si Oxenstiern et Bernard n'auraient pas été mieux inspirés en oubliant leurs griefs, quelque légitimes qu'ils fussent, et de regretter qu'ils n'aient pas eu dans cette occurrence la large intelligence et la souveraine décision de Richelieu.

Le 18 février 1634, une nouvelle patente impériale déclarait Waldstein coupable de haute trahison et ordonnait aux soldats de n'obéir qu'aux ordres de Gallas, Piccolomini et autres généraux fidèles. Piccolomini dut la communiquer aux colonels réunis à Plzein; diverses mesures furent prises immédiatement pour en assurer l'exécution. Waldstein de son côté ordonnait à ses régiments de marcher sur Prague et à Schaffgotsch, son lieutenant dévoué, de prendre le commandement des troupes de Silésie. François-Albert de Saxe-Lauenbourg écrivait à Arnim d'envoyer immédiatement quelques milliers de cavaliers sur la frontière de Bohême : le généralissime avait résolu de se mettre en route pour Prague le 22. Mais le 21, Trtchka était averti que Prague était à l'abri d'une surprise et que les régiments se prononçaient pour l'Empereur. On n'était même plus en sûreté à Plzein et il ne

restait à Waldstein qu'à essayer d'échapper à la vengeance du roi.

Il partit pour Eger avec une dizaine de compagnies, malade, pâle comme un mort, incapable comme dans toutes les crises graves de ramener la fortune par un effort énergique de volonté. Trtchka n'était guère moins abattu; Illov seul conservait sa jactance. En chemin, on rencontra le colonel Butler avec ses dragons; irlandais, très catholique, depuis longtemps en défiance, il se joignit cependant aux fugitifs. Peut-être eut-il peur d'être abandonné par ses soldats, peut-être aussi entrevit-il le moyen de se signaler à la faveur impériale par quelque coup de main audacieux. Le 24 février, on arriva à Eger vers quatre heures de l'après-midi. Waldstein se croyait sûr du commandant de la place, Gordon, protestant, qu'il venait de nommer colonel; le soir même, celui-ci s'entendait avec Butler et son lieutenant Leslie pour assassiner le duc. Ils introduisirent dans la ville quelques soldats prêts à tout et ils organisèrent pour le soir (25 février) un banquet où ils convièrent les officiers du généralissime. On écarta sous divers prétextes leurs serviteurs et, à la fin du repas, les dragons, à qui on avait promis une bonne récompense, se jetèrent sur Kinsky et sur Illov qu'ils massacrèrent; Trtchka se défendit vaillamment, mais succomba à son tour. Un des conjurés, le capitaine Devereux, après s'être débarrassé de lui, se dirigea aussitôt sur la maison de Waldstein. Celui-ci sortait du bain et se préparait à se coucher; son attention est attirée par le bruit de la rue et il s'approche de la fenêtre : la porte vole en éclats, il se retourne. « Fripon et traître », lui crie Devereux, et il le frappe de sa pertuisane.

Bernard, à la nouvelle de la catastrophe d'Eger, se mit aussitôt en mouvement, dans l'espoir que la confusion générale lui permettrait d'obtenir quelques avantages. Il était trop tard ; il trouva la garnison prête à se défendre et l'arrivée de Gallas le força à se replier. A Opava (Troppau), un régiment avait été soulevé par un lieute-

nant de Schaffgotsch : isolé, il fit sa soumission. Les officiers les plus compromis furent traduits devant un conseil de guerre, qui prononça plusieurs condamnations capitales ; une seule fut exécutée, celle de Schaffgotsch, qui passait pour l'âme damnée de Waldstein. Les nobles tchèques furent plus sévèrement frappés et l'occasion parut bonne pour briser les dernières résistances de l'aristocratie : les biens des Trtchka et des Kinsky furent confisqués ; on estime à neuf millions de florins la valeur des biens de Waldstein seul, sans compter encore ses créances sur le Trésor, le mobilier et le matériel d'exploitation ; il convient d'autre part d'en déduire environ trois millions de dettes ; la fortune des Trtchka s'élevait à près de quatre millions de florins. Comme en 1621, presque toutes ces richesses furent distribuées entre les fonctionnaires et les généraux. Après tout, au point de vue du souverain, ce n'était pas un si mauvais calcul, tous ces Irlandais et ces Italiens, les Piccolomini, les Colloredo, les Gordon, les Gallas, les Aldringen, étaient les sujets les plus souples qu'il fût possible de désirer et leur intérêt répondait de leur obéissance.

Comme après chaque tentative malheureuse de révolte, le gouvernement menacé sortait plus fort d'une crise qui serait facilement devenue grave si les émigrés tchèques avaient trouvé dans les Saxons des alliés plus sincères, dans les Suédois des amis plus clairvoyants, et dans Waldstein lui-même un chef plus hardi et moins fantasque. Le duc mort, toute possibilité de revanche disparut dans une brume lointaine. En somme il avait rendu à Ferdinand un service éminent : il avait créé une armée impériale, que les derniers événements n'avaient que très superficiellement ébranlée, et qui, en face du parti protestant demeuré sans chef et sans programme depuis la mort de Gustave-Adolphe, pouvait permettre aux catholiques de reprendre leurs plus vastes desseins. La coalition anti-habsbourgeoise était en pleine dissolution. Ici aussi, les ambitions du duc de Friedland tournaient à l'avantage de l'Empe-



reur : grâce à lui les différences radicales qui séparaient les Suédois des Saxons, s'étaient accentuées et l'Électeur était prêt à bien des concessions pour s'affranchir de la tutelle d'Oxenstiern.

Les pourparlers entre Dresde et Vienne s'ouvrirent presque au lendemain de la tragédie d'Eger, et des négociations régulières commencèrent à Litomierjitse, au mois de juin. Jean-Georges réclamait la liberté religieuse pour la Bohême, mais il n'étendait pas sa protection jusqu'aux Calvinistes et aux Frères : « Il est clair comme le soleil en plein midi, disait son prédicateur Hoë de Hoënneg qui avait les rancunes tenaces, que la doctrine calviniste est pleine d'erreurs et que quiconque a une conscience chrétienne, ne saurait s'employer pour elle. » Les Luthériens même savaient quel fonds ils devaient faire sur l'énergie de l'Électeur. Aussi les émigrés et Oxenstiern ne songèrent-ils qu'à interrompre des négociations dont ils n'attendaient rien que de fâcheux. Baner reçut l'ordre d'envahir la Bohême; les Saxons, à la fois pour peser sur l'Empereur et pour ne pas laisser le butin à leurs alliés seuls, appuyèrent sa marche, et les deux armées, qui ne rencontrèrent aucune résistance, se donnèrent la main en vue de Prague (juillet 1634); derrière elles s'avançaient quelques centaines d'émigrés, lamentables débris de ce qui avait été le grand parti national. Ils organisèrent à Litomierjitse une ombre de gouvernement dont tout le rôle consista à fournir des vivres aux Suédois. Comme en 1631, les gouverneurs avaient pris la fuite, mais l'attaque fut si faiblement conduite que Colloredo la repoussa ; les Saxons se replièrent sans insister. Dans leur retraite, ils apprirent le désastre de Nordlingen (5 et 6 sept. 1634). L'armée suédoise avait été anéantie, Horn était prisonnier, Bernard de Saxe-Weimar grièvement blessé. Jamais, même au lendemain de la Montagne-Blanche ou de la défaite du Danemark, la puissance de Ferdinand n'avait été aussi redoutable : l'Allemagne était à ses pieds.

Il vieillissait, et vingt ans de luttes avaient ébranlé bien

des courages autour de lui : l'événement lui avait montré que les victoires ont souvent de cruels lendemains et qu'il est plus facile de les remporter que d'en recueillir les fruits. Les généraux dont il disposait étaient d'une médiocrité effrayante, les ressources du pays s'épuisaient; obtiendrait-on des peuples les sacrifices nécessaires pour imposer aux protestants une capitulation à merci? L'esprit de fanatisme et de croisade, que les Jésuites avaient réveillé, s'était usé par ses efforts mêmes : « il y a plus de catholiques que de protestants parmi les adversaires de l'Empereur », écrivait tristement Slavata. La France entrait décidément en ligne. Quelques intransigeants s'acharnaient seuls après le rêve d'une restauration universelle de l'Église romaine ; même parmi les plus pieux, les difficultés de la tâche provoquaient un découragement invincible. Slavata n'est pas suspect d'indifférence : ses lettres sont pleines d'élans mystiques : « je t'envoie, écrit-il au jeune Martinits, une petite miette de pain qu'a apportée un franciscain italien et qui a touché les reliques de Saint-Nicolas de Tolentino; c'est une puissante protection contre la peste et quand on la porte sur soi, on n'a rien à redouter de la contagion; le religieux en a aussi donné à l'Empereur, qui en enverra certainement à son fils [1] ». Au milieu d'une crise où se débattait l'avenir de l'Europe, ce qui le préoccupait le plus, c'était le retour de cette Vierge miraculeuse de Boleslav, que tenait méchamment en captivité ce protestant d'Hofkirch [2]. Malgré tout, il reculait devant la pensée de nouvelles luttes. Sans doute, sur certains points, il était bien décidé à ne pas céder : « Sa Majesté n'acceptera aucun traité qui soit nuisible à la Sainte Religion et d'accord avec ses conseillers et ses théologiens, elle tiendra la main à ce que tout ce qui a été fait dans son royaume et ses domaines héréditaires pour le bien et le développement de la foi catholique, soit maintenu et conservé définitive-

1. Lettres de Slavata, Recueil historique, 1886, p. 358.
2. *Id.*, p. 368.



ment » (18 avril). Était-il possible et sage de demander davantage? Il en arrivait à une sorte de résignation fataliste : « L'événement prouve que Dieu ne veut pas que les catholiques remportent une victoire complète sur les ennemis de notre Sainte Foi : s'il avait voulu accorder la victoire aux catholiques à Leipzig, alors il y aurait eu bon espoir pour eux d'imposer leur loi aux sectaires dans l'Empire..... Dieu connaît seul les raisons de ses déterminations [1] » Il rappelait le poids des impôts, la fuite des paysans; résisterait-on à une nouvelle invasion?

Les paroles de Slavata indiquent très clairement le point que l'Empereur était déterminé à ne pas dépasser. Puisqu'il n'avait pas réussi à établir sa domination en Allemagne, il était prêt à retirer l'édit de restitution, mais il entendait ne pas laisser mettre en question son autorité en Bohême. La Saxe n'insista pas : les exigences de Ferdinand n'étaient pas en opposition avec l'esprit du temps qui reconnaissait au souverain le droit d'imposer sa foi à ses sujets. Richelieu fit honte à l'Électeur de sa faiblesse : il réclamait pour les émigrés le droit de rentrer dans le royaume, leurs biens leur seraient rendus, les libertés rétablies, y compris le droit d'élire le roi ; il avait sans doute compté éveiller par là les convoitises de la cour de Dresde, ce qui prouve seulement qu'il se méprenait absolument sur sa politique traditionnelle. — Repoussé de ce côté, il se retourna vers Ferdinand, s'engagea à refuser tout secours aux protestants ; comme condition, il réclamait l'Alsace. Du jour où un peuple n'est plus assez fort pour défendre lui-même ses intérêts, il n'est plus que l'enjeu des parties qui s'engagent autour de lui. La Bohême éprouvait le sort de tous les vaincus ; les libérateurs qui lui offraient tour à tour leurs services, ne songeaient qu'à leurs intérêts personnels ; pendant plus de deux siècles elle allait être condamnée à servir d'instrument et de jouet aux ambitions les plus égoïstes : est-il

1. Lettres de Slavata, Recueil historique, 1886, p. 353.



bien sûr qu'il n'en soit plus de même aujourd'hui?

Forcé de choisir entre la perte de l'Alsace et l'abandon de ses projets de croisade, Ferdinand s'en remit à la décision de vingt religieux sous la présidence du cardinal Dietrichstein : quatre jésuites, obéissant aux instructions d'Urbain VIII, proposèrent de demander l'opinion du pape; les autres furent favorables à l'entente avec la Saxe. L'Empereur hésitait et Lamormain pesait sur lui de toute son autorité pour l'éloigner de la plus légère concession aux protestants; s'il l'emportait, les émigrés de Bohême avaient encore quelques chances de relèvement, puisque les princes les plus modérés, menacés dans leurs intérêts immédiats, étaient condamnés à poursuivre la guerre. Ferdinand rassembla ses familiers, parmi eux le cardinal Dietrichstein, Lamormain et le cardinal Pazmany, qui poursuivait avec autant d'énergie que les circonstances le permettaient, le triomphe de l'Église en Hongrie : — il s'agit de mon salut, leur dit l'Empereur; je ne veux rien prendre sur moi; je décharge mon âme sur la vôtre, donnez-moi un conseil que vous puissiez défendre devant le tribunal de Dieu. — La majorité se prononça pour une réconciliation avec la Saxe.

Le traité de Prague (30 mai 1635), auquel se rallièrent presque tous les princes allemands, enregistrait, comme plus tard les traités de Westphalie, les résultats acquis par les opérations militaires. L'Empereur abolissait l'édit de restitution, et les protestants, de leur côté, renonçaient à réclamer la liberté religieuse pour la Bohême; en Silésie, la confession luthérienne serait tolérée dans la ville de Breslau et dans les trois principautés qui ne relevaient pas immédiatement de la couronne; dans les autres, c'est-à-dire dans la plus grande partie du pays, les habitants obtenaient un délai de trois ans pour se convertir. Le soin de la tranquillité publique, avait dit Ferdinand, ne lui permettait pas de rien effacer des lois qui avaient réglé la situation en Bohême : cette évocation du spectre révolutionnaire avait emporté les derniers scrupules de Jean-Georges;



demeuraient exclus de l'amnistie générale les fils de Frédéric V et tous ceux dont les biens avaient été confisqués à la suite de l'insurrection ou qui avaient quitté le pays pour cause de religion.

L'œuvre maîtresse que les éducateurs de Ferdinand lui avaient assignée était accomplie et quand, quelques mois plus tard, il sentit les premières attaques du mal qui l'emporta, il dut se préparer sans trop de trouble à rendre ses comptes à Dieu, dont il se figurait avoir bien défendu la cause (15 fév. 1637). Un codicille de son testament ordonna qu'à l'avenir les domaines de la maison d'Autriche ne pourraient pas être séparés; c'était la conclusion naturelle des luttes qu'il avait soutenues, sans en apercevoir la portée politique; il mettait à l'abri de toutes les surprises de l'avenir et de toutes les faiblesses de ses successeurs l'unité autrichienne, fondée sur les ruines des divers états autonomes qui s'étaient groupés sous le sceptre des Habsbourgs, et cimentée par la domination de l'Église. A ce point de vue le rôle de Ferdinand II dans l'histoire a été capital; il a, non pas terminé, mais singulièrement avancé l'œuvre de fusion commencée par Ferdinand Ier et que, longtemps après lui, reprirent avec une volonté plus claire Marie-Thérèse et Joseph II. Ses conseillers avaient entrevu de plus vastes ambitions : la soumission de la Bohême n'était pour eux qu'un prélude et un moyen pour marcher à la conquête de l'Allemagne ; la tâche avait été trop lourde pour leurs forces et Ferdinand, qui les suivait par obéissance plutôt que par entraînement naturel, s'était aisément consolé de ses échecs. Il lui suffisait d'avoir arrêté l'élan de l'hérésie et, de fait, il a fixé entre les deux religions la limite qui depuis lors n'a guère été déplacée.

Rétablir dans ses domaines l'autorité du prince, mettre hors de discussion l'hérédité de son pouvoir, réduire à une collaboration humble des diètes séditieuses et turbulentes, supprimer jusqu'à l'occasion et au prétexte des dissensions en établissant l'unité de foi, ce n'était certes pas un succès sans portée, et les conséquences n'en sont pas

encore épuisées. C'est à la Montagne-Blanche que remonte l'Autriche telle qu'elle a subsisté jusqu'en 1867, cette Autriche, forteresse des idées de tradition, hostile par définition à tout mouvement libéral et à tout désir d'indépendance, qui opposait à tout progrès un non possumus effrayé et hargneux, et où les tendances réactionnaires étaient si fortes que, par une lamentable déformation, les doctrines d'affranchissement les plus généreuses y devenaient un nouveau moyen de despotisme. La grandeur même de la révolution accomplie écrase davantage la petitesse du souverain que la Curie avait choisi pour exécuter ses arrêts. Ce pauvre personnage, qui passe souriant et béat au milieu d'une des plus horribles périodes de l'histoire, qui d'une main débonnaire répand sur ses serviteurs l'inépuisable rosée de largesses achetées par les indicibles souffrances de milliers d'orphelins et de veuves, qui, quand des peuples entiers râlent sous le bâton des missionnaires bottés et éperonnés, est si complètement absorbé par ses patenôtres qu'il n'entend même pas le long cri de détresse qui aujourd'hui encore ébranle nos entrailles, ne mérite vraiment pas la flétrissure de la postérité; il nous inspire plus de tristesse et de pitié que de colère. Il ne fut que l'instrument d'une œuvre de réaction abominable qui ajourna *sine die* cette réconciliation des sectes ennemies qui, quoi qu'on en dise, était parfaitement possible et qu'entrevoyaient déjà les esprits éclairés et les âmes droites; sa médiocrité morale enlève à la persécution, qu'il laisse accomplir plus qu'il ne la dirige, jusqu'à cette apparence de grandeur sinistre qu'ont quelquefois les crimes tentés contre la conscience humaine et elle étend son ombre sur tous ses conseillers; parmi eux, on cherche en vain un ambitieux de haut vol et un fanatique de cœur ardent; quelle pitoyable cour ne fallait-il pas pour qu'un Waldstein, ce fantoche, y revête des allures de personnage!

Heureusement que le pouvoir des hommes est borné même dans le mal! Il est plus que douteux que l'oligarchie tchèque eût alors les talents et les vertus néces-



saires pour diriger le pays; il n'est pas évident que le protestantisme, incohérent et timide, tel qu'il s'était établi en Bohême, et qui pour beaucoup n'était qu'un moyen de domination, eût assez de vertu morale pour relever ce peuple épuisé par un surmenage effréné de toutes ses forces et qui avait abusé de l'existence jusqu'au dégoût. Les Habsbourgs, pendant les années nécessaires pour que le peuple retrouvât la joie et la force de vivre, lui rendirent le service de le mettre à l'abri de l'invasion germanique. A ce point de vue aussi, le règne de Ferdinand est décisif et la paix de Prague, que confirmeront les traités de Munster et d'Osnabruck, capitale. L'Autriche, qui n'a pas pu soumettre l'Allemagne, s'organise en dehors d'elle et, dans une certaine mesure, contre elle; ses souverains se défient des influences étrangères et, à un moment où les Tchèques, pendant l'éclipse des sentiments nationaux, subiraient aisément la domination morale de leur voisine, ils les protègent contre leurs entraînements. La guerre de Trente-Ans coûta à l'Empire ses frontières : sous des formes différentes, il perdit sa marche de l'Est, comme celle de l'Ouest : il a retrouvé celle-ci; il cherche maintenant à reconquérir la première.

CHAPITRE IV

LA FIN DE LA GUERRE DE TRENTE ANS

Ferdinand III. — Épuisement général : atténuation du régime despotique, nouvelle méthode de propagande catholique : le cardinal Harrach. — Les dernières années de la guerre. Baner; un nouvel effort d'affranchissement. Torstenson. — Kœnigsmark et le siège de Prague. — La paix de Westphalie : abandon définitif des protestants de Bohême. — Les émigrés. Comenius : ses doctrines philosophiques, sa méthode pédagogique. Le legs de l'Unité au monde. — Les conséquences de la guerre : ruine matérielle et morale du royaume [1].

Au moment où Ferdinand III monta sur le trône de Bohême, en 1637, les passions ennemies et les haines réciproques se taisaient, vaincues par une lassitude accablante; un seul sentiment subsistait, irrésistible, un immense besoin de repos. Le nouveau roi représentait assez bien cette génération épuisée, il était né fatigué et sa bonne volonté vulgaire ne s'accommodait pas d'efforts prolongés. Quand on le maria à la sœur de Philippe IV, l'infante Marie, effrayée, elle prit le chemin de l'école, s'arrêta à Gênes, à Naples, à Ancône, traîna quatorze mois sur les grandes routes, tant était déplaisant le portrait physique et moral qu'on lui avait tracé de son futur

1. Fiedler, *Relations des ambassadeurs vénitiens* (Fontes rerum Austriac., Dipl. et Acta, XXVI). — M. Koch, *Gesch. d. Deutschen Reichs unter d. Regier. Ferdinand III.* — Grünhagen, *Gesch. Schlesien's.* — Dudik, *Schweden in Bœhmen und Maehren.* — Tischer, *Oberst Freiherr Sigmund Myslik von Hirschov.* — Hofmann, *Peter Melander von Holzappel.* — Mais l'œuvre capitale est le livre de Rézek, *Histoire de la Bohême et de la Moravie sous Ferdinand III jusqu'à la fin de la guerre de Trente-Ans* (Prague, 1891).



époux : à plusieurs reprises, elle fut sur le point de reculer devant l'épreuve et de rebrousser chemin. Grand, les cheveux noirs, Ferdinand III n'était pas plus laid qu'un autre ni plus sot; il était terne. Sa femme lui sut gré de ne pas avoir justifié ses craintes excessives et elle finit par l'aimer; les peuples ne sont pas plus exigeants.

Le jeune prince, — il avait vingt-neuf ans, — ne manquait pas de qualités fort estimables. Il avait eu un moment des ambitions militaires et les ennemis de Waldstein l'avaient posé en rival du duc; il avait brillamment réussi, puisqu'il était un des vainqueurs de Nordlingen. Ce qui parle en sa faveur, c'est qu'il ne s'en fit pas accroire et, par modestie naturelle ou par ennui de toute agitation bruyante, il renonça à la gloire qui lui avait un moment souri. Cet empereur était digne d'être un philosophe, à quoi l'aidait sa santé qui avait longtemps donné de graves inquiétudes et qui fut toujours chancelante.

Personne n'eut moins le goût du panache que ce bourgeois, honnête et modéré, de mœurs simples, bon mari, dont les convictions n'allèrent jamais jusqu'au fanatisme et les préférences jusqu'à la passion. Une anecdote, qui traîne partout, — ce qui prouve qu'elle parut vraisemblable, — nous raconte qu'un jour son père, frappé de sa mine soucieuse, l'interrogea sur la cause de son chagrin : — Je pense, lui aurait répondu le jeune homme, aux moyens de payer toutes les dettes que tu fais. — Il est vrai qu'il avait le sens de l'ordre et il chercha à boucher quelques-unes des fissures par lesquelles s'écoulaient les ressources de la monarchie. Il inaugura un régime de conservation et de prudence, qui deviendra vite une sorte de sommeil léthargique : mais il serait vraiment excessif de rendre Ferdinand III responsable des omissions de Léopold Ier ou de Charles VI.

Les Jésuites, qui avaient eu une si large part aux bienfaits du roi défunt et qui ont toujours eu dans l'imagination un tour héroïque, — ils ont souvent compromis par là le catholicisme, mais que serait-il devenu sans eux? —

n'avaient pour le nouveau maître qu'une tendresse un peu froide : ils lui reprochaient de ne pas se confesser d'assez près, de ne pas entrer dans les détails. J'augure que ces oublis étaient plutôt du fait de paresse que d'indépendance. Ferdinand continue à avoir un jésuite pour directeur et dans la lutte qui remplit son règne entre la Compagnie et le cardinal Harrach, il les soutient, avec constance, — sans pousser les choses à l'extrême : ce n'était pas son genre.— Très pieux, dévot même, grand sectateur de la Vierge, il est affilié à de nombreuses congrégations de Marie et il s'emploie activement pour obtenir des papes la reconnaissance officielle du dogme de l'Immaculée Conception. Comme Urbain VIII et Innocent X hésitent, par crainte de déplaire aux autres ordres religieux, que vexe l'initiative des Jésuites, il introduit dans ses états de sa seule autorité la fête chère aux disciples de Loyola, rédige lui-même le serment que prêteront à l'avenir les professeurs, les doyens, les docteurs promus et qu'ils renouvelleront chaque année : je m'engage à défendre la doctrine de l'Immaculée Conception tant que le pape n'aura pas ordonné le contraire. — Les Jésuites ont ainsi en lui un très bon élève d'excellente volonté, très docile, un peu mou; c'est le danger de leur méthode, trop parfaite : ils domptent si bien la volonté qu'il ne leur reste plus dans les mains qu'un mannequin qui ne fait figure que de loin.

Ferdinand déteste l'hérésie, et sa politique au point de vue des principes ne se distingue en rien de celle de son père; elle en diffère au contraire beaucoup par la forme, plus lente, moins abrupte, non pas moins intransigeante au fond, mais plus prudente dans ses procédés. La situation générale se prête à cette atténuation : les relations de Vienne avec la Cour sont moins intimes depuis qu'avec Urbain VIII sont revenus les papes diplomates qui songent avant tout à leur situation en Italie : la Contre-Réformation, arrêtée en Allemagne, cesse d'être une question européenne et n'est plus qu'une des formes de l'administration intérieure. Elle n'est plus dirigée par des légats,



tels que Carafa, mais par les chefs religieux et politiques du pays : ils voient les choses de près, connaissent les difficultés pratiques et reculent devant des mesures absolues, dont ils subiraient directement les contre-coups. Ils comptent sur le temps et l'exemple pour triompher des dernières résistances : ils semblent se soucier moins pour le moment d'étendre leur domination que de l'affermir, c'est-à-dire qu'ils attendent, pour reprendre sérieusement la conversion des paysans qui demeurent hostiles dans une bonne partie du pays, d'avoir vraiment transformé en fidèles serviteurs de Rome ces nobles dont la plupart ne sont venus d'abord au catholicisme que par cupidité ou ambition, et ces bourgeois qu'on a poussés à la messe à coup d'amendes et de confiscations. Il s'agit d'une œuvre de pression continue, d'une conquête de longue haleine, qui n'exclut sans doute pas les moyens violents et qui surtout n'implique aucun retour aux idées de tolérance, mais qui évite le plus possible les exécutions dramatiques et les exterminations en masse. L'Église étouffe avec la même implacable vigilance toute étincelle de vie indépendante et de réflexion personnelle, et son idéal n'a pas changé, c'est toujours le silence, la soumission et la mort; seulement, comme il ne s'agit désormais pour elle que d'affermir son autorité, son despotisme prend des allures plus régulières et plus hypocrites, et elle se pique de convaincre ceux qu'elle a domptés

Elle y réussit assez souvent. Dans les centres où s'exerce l'influence des pouvoirs publics, les résistances faiblissent visiblement : au milieu des tourmentes de la guerre, les générations se succèdent et les traditions s'effacent avec une rapidité extrême, les angoisses de la vie matérielle absorbent les forces actives; les âmes flottantes et comme vidées de leur foi nationale offrent aux prédicateurs une proie facile et, pendant les dernières années de la guerre de Trente-Ans, ils créent un parti catholique qui comprend presque toute la



noblesse et l'immense majorité de la population des villes; dans les campagnes, au contraire, sauf dans le sud-ouest, les paysans, moins bien travaillés, conservent une sourde rancune contre le nouveau régime. C'est un trait caractéristique de cette période, — et il persiste en s'affaiblissant pendant tout le XVII[e] siècle, — que ce schisme entre les classes supérieures dévouées à la foi romaine et les serfs des villages qui, tout en acceptant les superstitions du culte romain, gardent le regret d'un passé où leur situation était moins déplorable et leurs chaînes moins lourdes. Ces dernières barrières ne tombent que très lentement et elles irritent l'impatience des Jésuites, sans les inquiéter sérieusement. Le succès est si certain que le vainqueur, sans se départir des méthodes éprouvées, les applique avec une modération relative.

De même au point de vue politique, comme les nobles seuls ont à ce moment des droits sociaux, le roi, dès qu'il est sûr de la sincérité de leur conversion, n'apporte plus la même rigueur dans l'exercice de son autorité. Au moment de l'insurrection, il était encore fort jeune et comme il n'était pas avancé pour son âge, elle ne lui avait pas laissé les rancunes tenaces que la Fronde inspira à Louis XIV. En principe, il ne sacrifie rien des doctrines absolutistes : quand la diète de Moravie s'enhardit jusqu'à lui présenter une série de points constitutionnels douteux, il l'invite à lui « épargner à l'avenir ces plaintes inconvenantes », s'étonne que les seigneurs n'aient pas mieux conservé le souvenir de leurs fautes et qu'ils ne soient pas plus reconnaissants de l'indulgence qui avait poussé le monarque outragé à rétablir leurs privilèges ; il n'entend pas se laisser lier les mains, et les prérogatives qu'ils invoquent ne doivent s'entendre que sous la réserve de sa décision, de son jugement et de son bon plaisir [1].

La diète avait été imprudente en soulevant ces questions fondamentales, et, pas plus que son père, Ferdinand III

1. **Kalousek**, Le droit d'état bohême, pp. 458-459.



n'était disposé à reconnaître aux États le pouvoir constituant. En pratique, ses prétentions s'humanisent. Dans la première furie du triomphe, les ministres de la couronne avaient poussé leurs usurpations jusqu'à l'absurde. Puisque le roi était incapable d'exercer lui-même l'administration et qu'il s'en déchargeait sur les États, force était bien de leur rendre une certaine liberté d'allures : n'avait-on pas des garanties suffisantes dans la composition de cette nouvelle aristocratie qui tenait sa fortune des Habsbourgs? — Parmi les magnats, il ne restait que vingt-sept anciennes familles, presque toutes dévouées au catholicisme; la proportion des hommes nouveaux était plus forte encore parmi les chevaliers. — Les diètes ne songeaient certes plus à jouer à la Convention, elles n'étaient qu'un grand Conseil administratif [1] : on leur accorde une action un peu plus large, on les consulte sur les lois en préparation; surtout, une des clauses les plus draconiennes de la Constitution de 1627 tombe en désuétude et on les laisse discuter, avec l'autorisation des commissaires du gouvernement et sous réserve de la personne royale et de sa prérogative, les questions relatives au bien du pays et au maintien d'une bonne police. Le souverain qui, en 1627, était encore tout furieux et ahuri « de la honteuse rébellion », est désormais apaisé ; les rapports sont moins tendus, les messages du roi n'ont plus la brutalité agressive des premières années, il ne menace pas toujours, il sollicite « ses fidèles, soumis et bien-aimés Bohêmes, qui ne l'ont jamais encore abandonné et en qui il a cette agréable confiance qu'ils lui donneront satisfaction ». Et sans doute il y aurait un peu de ridicule à exagérer l'importance de formules par lesquelles la cour essayait d'obtenir quelque supplément d'impôt, mais il y a tout de même la manière.

Martinits, qui lut dans la diète la lettre du roi, enleva le vote. Les impôts étaient lourds et tout le monde aspi-

1. En fait; en théorie, elles continuent à représenter le royaume, conservent le droit éventuel d'élection, etc.



rait ardemment à la paix, l'Empereur aussi bien que les nobles. Trauttmansdorf, son conseiller le plus écouté, n'avait aucun génie, mais il était modéré, bienveillant et consciencieux; il connaissait l'épuisement de l'Autriche et était prêt à bien des concessions pour rendre quelque répit aux peuples accablés. Sur certains points pourtant, il ne lui était guère possible de transiger; il ne pouvait ainsi reculer au-delà du traité de Prague et rendre à la Bohême la liberté religieuse; sur ce point il était sûr d'être soutenu par la nouvelle aristocratie dont la fortune était fondée sur la ruine des émigrés. La paix était donc impossible tant que ceux-ci ne seraient pas définitivement hors de combat. Les hostilités se prolongèrent ainsi plus de dix ans, sans autre résultat que d'achever la ruine du pays.

Après la retraite des Saxons, il avait joui d'un repos relatif. Les Suédois, trahis par la plus grande partie de leurs alliés allemands, se maintenaient avec quelque difficulté; la France, qui, après avoir longtemps soudoyé les ennemis des Habsbourgs, était enfin intervenue directement, était mal préparée, ses armées étaient médiocres et ses ambitions visaient surtout les provinces les plus rapprochées de ses frontières; le champ de bataille était ainsi déplacé vers l'Ouest ou vers le Nord. La situation empira gravement quand, vers 1639, la fortune se prononça pour la France et la Suède; elles conçurent alors le plan d'atteindre l'Autriche dans ses œuvres vives et de lui enlever l'alliance de la Bavière; la guerre fut ainsi reportée dans le bassin du moyen Danube et de l'Elbe supérieur et, à plusieurs reprises, les ennemis de Ferdinand III eurent la pensée de le réduire à merci en donnant la main sous sa capitale au prince de Transylvanie; c'était la première idée des insurgés de 1618 et peu s'en était fallu alors qu'elle ne réussît. Presque chaque année, depuis la Bohême, la Moravie et la Silésie furent parcourues par les armées ennemies ou au moins servirent de refuge aux régiments impériaux, ce qui entraînait pour elle des souffrances presque égales.

Une première fois en 1639, Baner s'avance jusqu'à



Prague et se venge de la résistance de la ville en ravageant la Bohême orientale; après sa mort, Torstenson, le plus brillant des élèves de Gustave-Adolphe, s'installe comme à demeure dans les domaines impériaux. La diète de Ratisbonne (1640-41) a prouvé que la majorité des princes allemands, qui ne craint désormais plus rien des Habsbourgs, ne demande qu'une réconciliation; le vide se fait autour des Suédois qui ne se nourrissent plus qu'à grand'peine au milieu de pays dévastés; s'ils ne veulent pas être arrêtés par leurs propres triomphes, il faut qu'ils brisent rapidement par un effort suprême les dernières résistances de Ferdinand et pour cela qu'ils menacent sa capitale ou qu'ils lui inspirent la crainte de perdre la Bohême. En 1642, Torstenson s'empare d'Olomouts dont il fait une forteresse de premier ordre et qui devient un centre de ravitaillement pour ses troupes; le pays est ouvert sans défense à toutes ses exactions. Les diètes ne lésinent pas, mais les contributions ne rentrent pas; — comment obtenir le paiement des contributions, écrit le grand prieur de Strakonitse, « puisque l'armée a pris et prend encore tout ce qu'elle trouve ». Pour faire face aux dépenses urgentes, on a recours à tous les expédients : le jeune comte de Michna, poursuivi pour faux qualifié, est avisé qu'on étouffera l'affaire, s'il prête 200,000 florins à l'Empereur; la Chambre aulique entre en négociations avec des charlatans; les armées qui ne reçoivent ni solde ni vivres sont minées par la maraude. Les Habsbourgs subissent la conséquence de leur détestable politique intérieure; ils ont chassé du royaume tous les hommes qui avaient quelque indépendance d'esprit, anéanti toute vie intellectuelle, abâtardi les âmes. Ils ont beau maintenant frapper du pied ce sol qu'ils ont rendu stérile, rien n'en sort; le bureau de la guerre n'a d'autre ressource que de rappeler sans cesse au commandement Gallas, nonchalant, inepte, que l'on avait surnommé « le ruineur des armées », et qui finit par chercher dans l'ivresse l'oubli de ses défaites. En réalité, l'Autriche ne se défend plus, elle attend les coups et les supporte



avec une résignation stoïque; elle étonne le monde à la fois par sa faiblesse et par sa persévérance, par ses revers et par la sorte d'indifférence avec laquelle elle les supporte; elle rappelle ces organismes inférieurs chez lesquels la vie est très difficile à atteindre, parce qu'elle y est diffuse et incertaine.

De 1642 à 1648, les Suédois s'acharnent sur elle, d'abord Torstenson, puis Wrangel et Koenigsmark; ils ne se contentent plus de traverser le pays, s'y installent et, suivant l'expression d'un contemporain, semblent vouloir manger jusqu'à la terre. Quelques écrivains se sont demandé si l'épouvantable tableau que nous tracent les chroniqueurs des misères déchaînées sur le monde par la guerre de Trente-Ans, n'était pas un peu poussé au noir. A toutes les époques, les contribuables se lamentent pour apitoyer les agents du fisc et, quand il s'agit d'échapper à l'impôt, la dissimulation dépasse toutes les bornes de l'imagination; il faut tenir grand compte aussi de ce qu'il y a de littéraire et de convenu dans les descriptions des historiens : certains traits sont de style, comme la mère qui dévore ses enfants, que l'on retrouve dans tant de sièges. Les annalistes se plaisent à faire courir un frisson d'effroi dans les veines de leurs lecteurs ou à caresser sournoisement leur sensualité : de là les récits innombrables, et toujours semblables, des violences commises sur les femmes; les neuf dixièmes de ces récits ne supporteraient pas un examen précis et les médecins affirment que les brutes capables de viol ne sont qu'une infime minorité; enfin, pour peu qu'on ait l'habitude des textes de cette époque, on est frappé des habitudes de grandiloquence qui sont alors générales, de l'abus des superlatifs, de la couleur aveuglante des épithètes; dès les premières années, la misère nous apparaît si absolue qu'on ne comprend pas comment les armées ont encore réussi à se nourrir.

En faisant très large la part de toutes ces causes d'erreur et à moins de pousser l'hypercriticisme jusqu'à la négation complète de l'histoire, il n'est cependant pas pos-

sible de ne pas reconnaître dans la guerre de Trente-Ans une des périodes les plus atroces qu'ait traversées d'Europe, et de toutes les régions, il n'en est pas qui, à ce moment-là, ait plus souffert que la Bohême : même l'Alsace, si épouvantablement ravagée, ne fut pas ainsi fouillée jusqu'aux os. On a beau aborder l'étude des documents avec une ferme volonté de scepticisme, on est peu à peu envahi par une immense pitié pour les générations qui furent désolées par cette tourmente ; et que la vie n'ait pas disparu dans des régions entières, c'est certainement une des preuves d'endurance les plus extraordinaires qu'ait données l'humanité.

Les mœurs au XVIe siècle étaient encore violentes et grossières. Le pittoresque et le chatoiement de la vie à cette époque nous en voilent la brutalité ; les persécutions religieuses ne sont qu'une des formes, — pas toujours la plus odieuse, — des instincts féroces qui s'étalent avec insolence. Les chroniques des villes regorgent d'incidents qui mettent dans une lumière crue le mépris du fort pour le faible : les nobles battent les bourgeois, soufflettent les femmes, maltraitent les magistrats, poursuivent l'épée nue ceux qui se permettent de leur présenter la plus légère observation, lancent leurs chevaux au galop dans les rues ; l'arrivée d'un seigneur provoque de véritables émeutes, on sonne le tocsin, on barricade les portes. Les bourgeois rendent à leurs inférieurs les injures qu'ils subissent. Les paysans, opprimés par tous, ruminent des haines inexpiables qui éclatent en tentatives de jacqueries. L'atrocité des supplices contribue à accroître la sauvagerie universelle. Toutes ces férocités, que l'éducation n'a pas adoucies et que l'Unité des Frères Bohêmes a seulement atténuées ici et là, sont déchaînées et exaspérées par la guerre : dès le début, elle supprime toute miséricorde, remue les instincts les plus bas. Même chez ceux, — les meilleurs, — qui se sont levés au début pour défendre leur foi religieuse, les exigences du corps étouffent très rapidement les sentiments généreux ; on pille pour se nourrir,



on pille pour s'enrichir. Que l'on soit en pays ami ou ennemi, la différence est insignifiante et l'habitant n'a guère moins à redouter du mercenaire qui est censé le protéger que de l'envahisseur.

Le tableau que nous tracent les chroniques des villes est d'une monotonie désolante : les troupes arrivent, suivies d'une cohue de femmes, de valets et d'enfants; pas d'intendances ni de distributions régulières; on vit au jour le jour, c'est-à-dire que l'on meurt de faim et que, quand l'occasion se présente, on veut faire ripaille; les officiers exigent de l'argent, de la viande, de la bière, de l'eau-de-vie, du vin. Où trouver les ressources nécessaires? Les biens des villes ont été confisqués, les impôts municipaux ont été usurpés par le fisc ou ne rapportent plus rien, les bourgeois aisés sont en fuite; ils ont été remplacés dans l'administration par des malandrins ou des sots. Au début, les emprunts forcés ou les délégations usuraires fournissent encore quelques ressources, vite épuisées; bientôt, en dépit de toute leur bonne volonté, les conseillers sont impuissants à suffire aux demandes toujours plus lourdes des soldats; ceux-ci se paient eux-mêmes, font main basse sur tout ce qu'ils trouvent, maltraitent les habitants, les emmènent comme otages. Beaucoup de mercenaires sont des sortes de négociants et trafiquent des objets qu'ils ont grappillés ou qu'ils se sont fait livrer. A Vysoké-Myto, le commandant réquisitionne des charrettes et des chevaux qui vont charger à Prague, en Moravie et jusqu'à Vienne, du vin qu'il revend aux habitants; un autre exige qu'on lui fournisse du bois pour alimenter ses fourneaux et fabriquer de la fausse monnaie [1]. Et ces exactions datent des toutes premières années de la guerre et sont commises par des officiers impériaux.

Les généraux suédois développent dans des proportions inouïes l'art des déprédations. Gustave-Adolphe avait maintenu dans ses régiments un ordre relatif; après lui,

1. Jirétchek, La ville de Vysoké-Myto, p. 75.

les soldes ne sont plus payées et les officiers cherchent une compensation, — très large, — dans le pillage. Pendant l'expédition de 1640, Baner organise l'évacuation méthodique du pays, rabat sur son camp de Litomierjitse le blé, le vin, le bétail; il expédie en Saxe mille tonneaux de sel et noie ou détruit 2,000 charrettes chargées qu'il n'a pas le temps d'emmener; il a pour l'aider dans ses opérations sa femme, très experte en semblable besogne; à sa mort, il laisse un million d'écus, qui en grande partie proviennent de cette campagne. Le comte de Kœnigsmark, qui ne possédait rien au début de la guerre, lègue à sa famille environ 500,000 francs de rente; Wrangel se désole de la paix qui vient interrompre sa fortune. Non seulement les officiers, mais beaucoup de soldats ramassent ainsi un pécule, plus ou moins élevé, suivant leur grade ou le hasard des circonstances. Leur gain ne représente qu'une infime partie de la perte subie par les habitants

A mesure que la guerre se prolonge, les aubaines sont plus rares; les soldats, exposés à de très dures souffrances, s'aigrissent et les derniers liens de la discipline se rompent; les régiments réguliers sont comme noyés dans la tourbe des miséreux et des vagabonds qu'ils traînent après eux [1]. A Kolin, dès le début de la guerre, un lieutenant de Croates, dont d'ailleurs on ne se plaint pas spécialement, enjoint à ses soldats de se munir d'une bonne massue pour rendre plus raisonnables les bourgeois qui ne leur fourniraient pas assez de bière. En 1643, quand Torstenson occupe la ville, les Suédois enferment dans le château la population, pillent et saccagent les maisons, dévastent l'église Saint-Barthélemy, profanent et souillent l'autel; ivres de fureur et d'alcool, ils reviennent au château, rouent de coups les habi-

1. En 1620, un régiment de 3,000 hommes est suivi de 2,000 femmes. — Le colonel, qui veut s'en débarrasser, arrivé au passage d'un fleuve, interdit aux bateliers de les transporter; c'est alors une telle explosion de douleur et de colère qu'il renonce à son projet. Plus tard, le nombre des non combattants est trois ou quatre fois plus fort que celui des soldats. — Gindely, Gesch. des dreissigjæhr. Krieges, III, p. 221.

tants, les dépouillent de leurs habits et partent enfin, chassant devant eux tout le bétail, tandis que les malheureux bourgeois demeurent « privés de toute nourriture, d'habits, de secours, en proie aux gémissements et à la misère [1] ».

On assure que dans l'expédition de 1640, six mille localités furent brûlées et le colonel suédois Adam Pful se vante d'en avoir détruit six cents à lui seul : si ces chiffres n'ont aucune valeur comme indications précises, ils montrent assez clairement ce que permettaient alors les coutumes de la guerre. Tchesky-Brod est si complètement dévastée qu'elle reste presque complètement déserte jusqu'en 1648 ; à Tchaslav en 1639, lés Suédois pillent méthodiquement l'hôtel de ville, l'école, la cure, l'église, puis se répandent de maison en maison, brisent les portes et les coffres, enlèvent tout ce qui leur semble avoir quelque valeur, rassemblent les chevaux, les moutons et les bœufs et contraignent les habitants à leur conduire leur butin à Kolin ; ils reviennent en 1643 pour ramasser ce qui leur a échappé, torturent les habitants pour les forcer à ouvrir leurs cachettes : à peine partis, ils sont remplacés par les Impériaux qui accusent les bourgeois de connivence avec l'ennemi, et, pour les punir, les condamnent à de nouvelles réquisitions [2]. A Kourjim, à Pardoubitse, à Nymbourk, en Moravie, en Silésie, c'est le même tableau, monotone et navrant ; à Boleslav, les ennemis saccagent la ville et l'incendient ; une seule maison demeure debout, beaucoup d'habitants sont tués, les autres ne possèdent plus même une chemise sur le corps. A Jauer, « les cochons dans les rues se repaissent des cadavres abandonnés ». Souvent, à la nouvelle, quelquefois fausse, qu'une troupe ennemie rôde dans les environs, les paysans se réfugient dans la ville voisine, dont les remparts leur promettent un abri momentané. Cette population flottante, désœuvrée, affa-

1. Vavra, La ville de Kolin, p. 75.
2. Sedlatchek, La ville de Tchaslav, p. 214.



mée, mendie et vole, brise, pour se chauffer, les meubles et les boiseries ; les maladies contagieuses que l'on confond toutes alors sous le nom de la peste, s'abattent sur ces foules rongées par la misère et la peur; par centaines, quelquefois par milliers, les cadavres s'entassent dans les charniers.

Du moins dans les villes, de temps en temps, a-t-on quelques semaines de répit, on est garanti contre les maraudeurs, les vagabonds; les bourgeois sont défendus vaille que vaille par des administrateurs réguliers qui finissent par obtenir quelque réduction. Dans les campagnes, rien, pas d'appui, pas de recours, c'est l'anarchie et la terreur. Le paysan vit dans une épouvante de toutes les heures : son bétail est enlevé, ses moissons ravagées, sa cabane démolie, ses vignes arrachées, ses arbres coupés; pour le forcer à révéler la cachette où il a enfoui ses dernières économies, les maraudeurs inventent des supplices dont la férocité nous épouvante : on les jette par troupes dans les fours, on leur taillade les pieds et on répand du sel sur les blessures que l'on fait ensuite lécher par des chèvres.—Dès 1633, écrit Tomek, dans son histoire de la commune de Politse [1], plus de la moitié des maisons sont vides; les ravages de Gallas, de Baner et de tous les généraux qui traversent ensuite cette région, déjà saignée à blanc, portent la misère au comble; les soldats se répandent dans les maisons, arrachent les fenêtres et les portes, brisent les poêles. Et pendant près de vingt ans, sur cette bourgade réduite aux abois s'acharnent de nouveaux soldats. La misère et l'habitude ont étouffé chez ces bandits tout vestige d'humanité, il n'y a de protection contre eux que la fuite; au milieu de la nuit, souvent, un signal, un cri d'alarme : affolés, les paysans se sauvent, à demi-nus, entraînant les quelques chevaux qui leur restent, les mères emportent leurs enfants, on se disperse dans la forêt, on se cache dans les cavernes; on est

1. P. 114.



vraiment revenu aux heures maudites, à l'épouvante des premiers âges. Puis une sorte de silence se fait : les documents deviennent plus rares, la plume tombe des mains du greffier, c'est à peine si çà et là un râle d'agonie monte vers le ciel impitoyable.

Les seigneurs ne sont guère moins éprouvés que leurs serfs. Nous possédons un assez grand nombre de correspondances, dans lesquelles il nous est possible de suivre année par année les progrès de la misère. — « Je ne sais plus que devenir, écrit dès 1622 Bohunka Litchkova; si l'on continue ainsi chaque jour à me dépouiller, je n'aurai plus de quoi manger [1]. » Les lettres de Catherine de Zérotyn nous montrent bien la terreur constante dans laquelle vivent les habitants, les dilapidations des généraux, la ruine des domaines et la fuite des paysans, « le pillage et la dévastation constante par les troupes des deux partis [2] ». Une détresse uniforme se répand sur le pays [3]. Jusque vers 1639, les plus énergiques ont essayé de lutter contre le mal, de mettre à profit les éclaircies pour réorganiser leurs exploitations. Après l'invasion de Baner, ce qui domine, c'est une résignation morne [4]. — « Ah! mon ami, écrit Suzanne Tchernin à son fils, quelles souffrances nous subissons! Puissent les temps être meilleurs quand tu reviendras ici. Toutes les fois que (les soldats) ont traversé nos terres, on eût dit qu'ils voulaient l'emporter aux sabots de leurs chevaux [5]. » Dvorsky a certainement rendu un service éminent à son pays en éditant les lettres de ces vaillantes et généreuses femmes tchèques; en les lisant, on se demande si l'on ne juge pas avec trop de sévérité la vieille aristocratie qui avait succombé à la Bila-Hora; il est certain du moins qu'elle renfermait dans son sein des germes précieux de relèvement, et quelle

1. Dvorsky, Lettres de femmes et jeunes filles tchèques, p. 245.
2. Lettres de Catherine de Zérotyn, II, p. 133.
3. *Id.*, I, p. 60.
4. Lettre d'Anne Bechyniova : « ce que l'ennemi n'a pas emporté et pillé, nos soldats l'ont terminé. Les paysans n'ont plus rien ». Dvorsky, p. 288.
5. Dvorsky, Lettres de Suzanne Tchernin p. 59.



détestable politique que celle du monarque qui dispersa tout ce qu'il y avait encore là de richesse morale et intellectuelle! On eût trouvé certes dans cette antique noblesse nationale plus de dix justes qui auraient dû arrêter la colère de Dieu. Les femmes surtout sont souvent admirables, plus pénétrées par la prédication de l'Unité, plus capables aussi que les hommes, comme toujours, de résistance, moins vite accablées par l'adversité.

Parmi ces natures exquises, que la souffrance n'aigrit pas, mais transfigure, Suzanne Tchernin est une des plus pures; elle demeure douce, pieuse, pitoyable à ses serfs, fidèle à son peuple; pas l'ombre de déclamation dans sa correspondance; elle écrit à son fils qu'elle adore et elle voudrait plutôt lui dissimuler ses angoisses. Ses lettres sont ainsi un document infiniment précieux et elles nous dépeignent avec une éloquence poignante l'enfer dans lequel se débattent les plus humbles et ceux qui jadis furent riches : « Amis et ennemis volent et pillent : que Dieu nous vienne en aide ! — Cela va mal, très mal, jamais cela n'a été aussi mal. Que Dieu ait pitié de nous !... Il est impossible de décrire ces malheurs. Misérables que nous sommes, nous périssons. — Dans nos contrées, les ennemis se sont conduits comme des chiens [1]. — Je n'ai rien de nouveau à t'écrire ; il n'y a ici que des plaintes, des lamentations et des cris de douleur [2]. Dieu, perce le ciel et vois ce qui arrive ! » — Mais le ciel reste sourd à ses prières et peu à peu, elle renonce à son dernier espoir : elle courbe la tête sous la droite de l'Éternel dont les volontés sont impénétrables et qui châtie si durement ses fidèles. Je ne connais rien de plus touchant et de plus héroïque que l'acte de foi que soupire son martyre : « Je crois fermement à mon Dieu et que, suivant sa promesse il étendra sa main protectrice sur les veuves, les orphelins et sur tous. Le royaume bohême ne sera bientôt plus qu'une misérable principauté [3]. »

1. Lettres de Suzanne Tchernin, p. 59, 71, 86.
2. P. 62.
3. P. 115.

Sous le poids de ces angoisses matérielles, les besoins d'indépendance religieuse, qui ont mis les armes aux mains des premiers combattants, perdent visiblement de leur acuité. Les bandes suédoises comptent cependant toujours dans leurs rangs de nombreux protestants chassés d'Autriche et de Bohême, qu'Oxenstiern entretient dans l'espoir d'une restauration et qui ont souvent une part décisive dans les succès de Baner, de Torstenson et de Wrangel; ils prouvèrent ce qu'il y avait encore de ténacité et de ressort dans cette vaillante race tchèque que la médiocrité d'un Thurn et d'un Frédéric V avait si piteusement livrée à ses bourreaux. Leur présence permettait aux envahisseurs de donner à leurs razzias une couleur de croisade. Quand Baner pénétra dans le pays, il répandit par milliers des proclamations où il appelait les habitants à l'indépendance et promettait la liberté de la parole de Dieu; quelques paysans se portèrent à sa rencontre au cri de : Vivent les royaux; des prêtres furent poursuivis et frappés.

Des manifestations analogues, plus sérieuses, se produisirent en Silésie, où la réaction catholique était ralentie et gênée par le traité de Prague et où les groupes de résistance étaient plus compacts. En Moravie, elles aboutirent à une prise d'armes qui inspira un moment aux Impériaux de sérieuses inquiétudes, et qui est comme le dernier épisode militaire de l'histoire de la Réforme tchèque. Comme il n'a vraiment pas de capitale, puisque Brno n'a été jusqu'à nos jours qu'une colonie étrangère, sans action sur la population en très grande majorité slave, le Margraviat est demeuré divisé en groupes ethniques assez distincts et sur lesquels l'autorité centrale s'exerce mal; les Jésuites de Dietrichstein avaient assez vite établi la domination du catholicisme chez les Hanaques, dans la grasse et large plaine de la Morava; ils avaient été moins heureux avec les Horaques (*Montagnards*), sur les terrasses qui séparent de la Bohême le margraviat, et surtout chez les Valaques, à l'Est, que protégeaient à la fois

les difficultés du pays et le voisinage de la Silésie et de la Hongrie. En 1627, au moment de la grande poussée catholique, on dirigea contre eux une expédition ; le succès fut superficiel et purement momentané [1], et quand Torstenson parut en 1642, « le vieux levain fermenta ». Les mécontents formèrent un petit corps d'armée, qui se grossit de partisans venus du reste du pays : nous combattons pour la parole de Dieu et pour la patrie, avaient-ils écrit sur leur drapeau et ils continuèrent leur guerre d'embuscades même quand le gros des Suédois reflua vers le nord. On chargea le général Puchheim de les soumettre, et la cruauté de la répression prouva combien cette insurrection rurale avait épouvanté la cour. Il y eut deux cents exécutions sommaires; comme les gibets manquaient, on accrochait les prisonniers aux arbres de la route, et les soldats s'amusaient à tirer sur les pendus, les chefs furent emmenés à Brno et périrent au milieu des plus horribles supplices. « Ils les ont plantés sur des pieux, dit une complainte catholique, il les ont broyés sur des roues. Ces traîtres ont fourni assez de travail aux bourreaux [2]. »

Ce tragique épisode est à peu près isolé ; si les émeutes locales sont nombreuses et si plus d'un employé seigneurial ou d'un missionnaire trop zélé succombe sous les coups des paysans ameutés, ces échauffourées ne sont que des actes de désespoir, sans portée politique. Bien que beaucoup de serfs conservent une fidélité obstinée aux anciennes croyances, ils sont depuis si longtemps déshabitués de toute vie indépendante qu'ils ne s'élèvent pas à la pensée d'une insurrection générale; leurs exigences sont plus modestes : un peu de repos, quelque répit, ils n'en demandent pas davantage. Puis, les Suédois ont des façons

1. L'exécution militaire avait pourtant été vigoureusement conduite : les Croates se précipitent dans la ville, frappent les bourgeois et les maltraitent de toutes les manières, puis font signer aux habitants une déclaration où ceux-ci expriment leur reconnaissance pour Dietrichstein et l'Empereur qui leur ont remis les châtiments qu'ils avaient mérités; s'ils retombent dans leurs fautes, ils demandent qu'on procède contre eux sans pitié.

2. Vatslavek, La ville de Vtchétin, p. 193.

trop singulières de se concilier les sympathies : qui reconnaîtrait des défenseurs de l'Évangile dans ces détrousseurs de grand chemin !

Le programme qu'ils affichent, et qui laisse indifférents les persécutés, suffit à exaspérer les catholiques, que l'instinct de conservation serre plus étroitement autour du roi. En dépit des souffrances universelles, la vie a continué son œuvre ; les nouveaux propriétaires se sont attachés à leurs domaines avec un amour d'autant plus vif que jusqu'alors les satisfactions qu'ils en attendaient leur ont manqué et qu'ils exigent de l'avenir un plus large dédommagement. Les rapports de l'archevêque sont encore très pessimistes en 1641 : — les nobles, dit-il, ne sont catholiques qu'en apparence et n'ont rien changé à leur manière de vivre ; ils ont des employés protestants et ils demeurent des années entières sans se confesser ; les bourgeois ne sont pas plus sûrs et dans beaucoup de villes, les conseillers s'opposent sourdement au progrès de la religion. — Les faits du moins semblent prouver que Harrach a généralisé un peu vite et que ses doléances, exactes pour le Nord et pour l'Est, voisins de pays luthériens et sans cesse agités par l'invasion, et surtout pour les districts montagneux et miniers où l'œuvre de restauration religieuse n'est sérieusement poussée qu'après 1648, ne s'appliquent plus dès lors aux cercles du sud et de l'ouest. Les décisions des diètes démontrent que dès ce moment les seigneurs ont une vue très nette des dangers dont sont grosses pour eux les demandes des Suédois ; ils sont prêts à tous les sacrifices pour repousser une paix « qui entraînerait la ruine complète de la religion, renverserait les bases légales du royaume et priverait les États des biens et des domaines qu'ils ont acquis justement, achetés cher et payés » (Diète de 1645). Les Jésuites et les officiers royaux exploitent ces terreurs et réussissent à imprimer à la résistance une couleur populaire ; à l'heure où toutes les forces sont épuisées, le concours prêté à l'armée par quelques villes prend une importance extrême et, sans l'appoint



inattendu de ces défenseurs improvisés de la foi, il n'est pas sûr que les Habsbourgs n'eussent pas à la dernière minute été acculés à des concessions graves. Étrange revirement de l'histoire : Prague, qui a donné le signal de l'offensive protestante, se transforme en une forteresse catholique, devant laquelle se brise le dernier assaut des Suédois.

En 1645, la résistance héroïque de Brno avait déjà arrêté l'élan de Torstenson et, quelle que fût l'énergie de son commandant, le colonel de Souches, les 500 hommes de troupes régulières qu'il commandait ne lui auraient pas suffi pour garder les remparts, s'ils n'avaient été vaillamment secondés par les bourgeois, par les étudiants surtout que conduisaient au feu leurs maîtres, les Jésuites. — Voilà de l'encens pour la Sainte-Vierge, avait dit Torstenson en commandant l'assaut, le 15 août. Les Jésuites, par coquetterie de vaillance, par souvenir de leur fondateur, grandi dans le mysticisme chevaleresque de l'Espagne, groupaient leurs partisans sous le drapeau de Marie; ils se sont toujours plu à créer des associations dont ils conservent la haute direction et qui leur permettent d'entretenir dans les âmes une exaltation combative, de développer le sentiment du devoir personnel et comme féodal envers tel ou tel chef céleste et d'accroître la ferveur religieuse par les considérations les plus pratiques; il est glorieux de servir dans le régiment de Notre-Dame, — et elle n'oublie pas ses dévots.

Les premières confréries de la Vierge avaient été fondées en Bohême dès 1575, sous l'inspiration d'un Anglais, Edmond Campian, un de ces enthousiastes dont l'ardente sincérité est contagieuse. Ces *sodalitates marianæ*, se développèrent rapidement : c'est là que se groupèrent et s'instruisirent les hommes qui méditaient de rendre sa domination à l'Église romaine, et elles restèrent comme le cadre de l'armée catholique. Tous les collèges jésuites avaient leur confrérie; il y en eut plus tard pour les diverses classes, pour les nobles, les bourgeois, les ouvriers, chacune avec son organisation particulière, ses insignes, ses digni-

taires — « Très Sainte Dame et Mère du Christ, Marie! jurait chaque néophyte, bien qu'indigne de combattre pour toi, pénétré par ton admirable amour et animé par le désir de te servir, je te choisis aujourd'hui, en présence de mon ange gardien et de toute la cour céleste, pour ma dame, ma protectrice et ma mère [1]. »

Les confréries fournissaient des conseillers aux villes, des intendants aux seigneurs, des ministres au roi. Les Pères avaient de grandes relations, même dans le camp ennemi; de toutes les interventions, la leur était la moins vaine, et les plus profanes se rapprochaient volontiers de ces médiateurs si bien vus du ciel. Les directeurs veillaient à écarter de ces congrégations tout esprit de doute ou d'examen. — « Les laïques, — écrit Slavata, dont l'âme vulgaire nous représente si exactement la pensée des disciples de la Compagnie —, ne doivent jamais rien décider ou modifier dans les choses spirituelles sans l'aveu des chefs ecclésiastiques et, spécialement dans les questions de foi, sans l'autorisation expresse de Sa Sainteté; il ne leur est même pas permis d'entrer dans aucune négociation à cet effet [2]. » Sous réserve de cette abdication générale, les congréganistes jouissaient des privilèges nécessaires pour entretenir une certaine animation dans les cercles. Les Jésuites confisquent la liberté, ils ne sont pas ennemis de quelque agitation : chaque groupe acceptait les membres nouveaux, écartait les indignes, choisissait ses chefs, et bien que les cartes fussent truquées, les élus n'en étaient pas moins fiers de leurs dignités; les grades étaient nombreux, les distinctions honorifiques très diverses, c'était une pluie de médailles, une orgie de rubans multicolores. Les Jésuites ont enseigné à tous les despotes l'art d'exploiter les petitesses de l'humanité, et leur psychologie subtile sait caresser les passions mesquines pour la plus grande gloire de l'Église. C'est là aussi le grief capital de l'his-

1. Svoboda, La réforme catholique, II, p. 200.
2. Mémoires de Slavata, I, p. 199.



toire contre eux : l'herbe pousse sur les tombeaux, et les cruautés d'un grand inquisiteur ont quelquefois une grandeur farouche; ce qu'on ne saurait pardonner, c'est cet attentat permanent contre la dignité de la conscience, cette adresse à cultiver les instincts les plus médiocres, ce recours perpétuel aux moyens diplomatiques pour s'insinuer dans les âmes et subtiliser les dévouements. Du moins, ils parvenaient vraiment à réunir autour d'eux des phalanges dévouées et ils planaient très au-dessus de la contagion de bassesse que répandaient leurs doctrines. Ainsi que le remarque finement Gothein, Loyola, en imposant à ses adeptes l'obligation de développer le plus possible leur personnalité pour qu'ils pussent consacrer au salut de l'humanité des forces plus actives, avait déposé dans l'Ordre un germe de grandeur morale qui explique son influence et le dévouement admirable dont tant de ses membres firent preuve [1]. Ils formaient l'aristocratie que Dieu avait choisie pour sauver la terre, et comme toutes les aristocraties qui ont mérité de conserver longtemps leur autorité, ils avaient, avec le mépris souverain de leurs serviteurs, la science du commandement et l'esprit de sacrifice; ils étaient capables de tout, mais surtout d'héroïsme; on le vit à Prague en 1648.

Les armées impériales avaient été battues à Zusmarshausen, l'Électeur de Bavière, réfugié à Salzbourg, implorait la paix; les Espagnols étaient retenus par la révolte de Masaniello; Ferdinand III, sans ressources, aux abois, refusait obstinément malgré tout de rendre à la Bohême la liberté religieuse que les Suédois réclamaient pour elle. Ils essayèrent de lui forcer la main par un coup d'audace qui, s'il réussissait, triompherait sans doute des dernières résistances de son ambassadeur Trauttmansdorf. Un ancien lieutenant-colonel de l'Empereur, Ottowalsky, qui se prétendait lésé par son souverain, offrit au comte de Kœnigsmark de lui indiquer les points faibles de l'enceinte

1. Gothein, Ignatius von Loyola, p. 335.



de Prague. Kœnigsmark, très aventureux, averti que le royaume était presque dégarni de forces, accepta et parut à l'improviste avec quelques régiments au pied des murs qui fermaient la Petite Ville, sur la rive gauche de la Vltava. Ottowalsky avec une centaine d'hommes se glissa jusqu'à une brèche du rempart qu'on réparait, tua ou dispersa les gardes, courut à la porte de Strahov et l'ouvrit aux Suédois : le burgrave Martinits, le cardinal Harrach, plusieurs autres grands dignitaires furent cueillis dans leur lit; le commandant de la place, Colloredo, qui avait négligé les avertissements qui lui étaient parvenus, s'échappa, traversa la rivière dans une barque et organisa la défense (26 juillet 1648 [1]).

L'agglomération que l'on désignait sous le nom de Prague, se composait de quatre cités distinctes, dont chacune avait son administration autonome, ses privilèges spéciaux et ses murailles; sur la rive gauche de la Vltava, les Hratchany avaient pris naissance au pied même du château royal, tandis que la Petite-Ville, la Mala-Strana, s'étendait le long de la rivière; elle était rattachée par le fameux pont de pierre à la Vieille-Ville, plus animée et plus pittoresque, qui était vraiment le centre du royaume, et qu'entourait la Nouvelle-Ville, création de l'empereur Charles IV. Kœnigsmark ne montra pas la même décision que les Français un siècle plus tard ; au lieu de courir au pont et de saisir la porte de la Vieille-Ville, il ne songea qu'à ramasser du butin. La proie était tentante. Prague était l'asile où les grandes familles cachaient leurs richesses ; sur la rive gauche en particulier, les couvents et les palais étaient nombreux ; les généraux suédois montrèrent une fois de plus qu'ils n'étaient pas dignes de leur

1. Pour la bibliographie, voir Rézek, p. 504. Les textes les plus importants sont les relations publiées dans le Theatrum Europæum, VI, 320 et sq., et le Journal de Norbert Zatotchil, imprimé pour la première fois en 1685 et souvent réédité. — Comp. Rybitchka, Les bourgeois et les étudiants de Prague en 1648, 1870. — Le Père Svoboda paraît avoir eu des documents inédits, mais il ne les indique pas et son récit a un caractère hagiographique.



mission, et Kœnigsmark à son tour, après Baner et Torstenson, transforma en une vaste opération de piraterie ce qui aurait pu être une entreprise politique décisive.

Il tenait prisonniers 180 des principaux personnages du pays, il se préoccupa beaucoup plus de la rançon qu'il leur imposerait que de la prompte soumission des autres quartiers. Harrach fut mis en liberté, sur l'intervention de Mazarin, moyennant 12,000 écus; ses compagnons furent taxés à un prix plus ou moins élevé. Les vainqueurs procédèrent ensuite à un déménagement méthodique. Le couvent de Strahov, sorte de lieu d'asile où les seigneurs et les ecclésiastiques déposaient volontiers leurs richesses, — le comte Schlick y avait, dit-on, 500,000 florins, — fut dévalisé; des files de voitures, chargées d'argenterie, de meubles, d'ustensiles de toute espèce, étaient expédiées sur l'Allemagne; Balbin raconte que les soldats se partageaient à pleins chapeaux les objets volés. Ces descriptions m'inspirent quelque défiance; ce qui est certain, c'est que le hasard avait livré aux Suédois comme la dernière réserve du royaume et ils furent un moment grisés par cette aubaine imprévue.

Leurs officiers étaient devenus de fins connaisseurs, savaient le prix des choses : ils mirent la main sur la bibliothèque du couvent des Bénédictins, sur l'ancienne bibliothèque des Rosenberg; Kœnigsmark songeait même à enlever les incomparables archives de Trzéboin et il en faisait rédiger le catalogue : c'était jusqu'à l'histoire de la Bohême, jusqu'aux souvenirs les plus intimes de son passé, que la tourmente menaçait d'anéantir.

Les Suédois n'eurent pas le temps de terminer leurs opérations, ils emportèrent du moins le célèbre manuscrit d'Ulfilas (codex argenteus) qui est aujourd'hui la gloire de la bibliothèque d'Upsal. Ils forcèrent le gardien du château, le couteau sur la gorge, à leur révéler toutes les cachettes et ils mirent ainsi la main sur les collections célèbres, qui sans doute n'avaient pas peu contribué à éveiller les convoitises de Kœnigsmark. Rodolphe II avait poussé

jusqu'à la manie les goûts d'art très répandus à son époque; avec plus de frénésie que de choix, il avait entassé au hasard des curiosités bizarres, des reliques étranges, des pierres précieuses, des médailles, et aussi des peintures et des sculptures merveilleuses; très jaloux de ses richesses et très négligent, il surveillait fort mal son musée et il le confiait à des gardiens qui étaient de véritables escrocs et avaient organisé un syndicat du vol. Déjà appauvries par ces brigandages, les collections furent fort menacées au moment de l'insurrection, et les États essayèrent de brocanter ces tableaux « dont beaucoup, par la représentation inconvenante de nudités, offensent l'esprit humain plus qu'elles ne le réjouissent »[1]. Tout le monde n'avait pas une morale aussi sévère et le duc de Bavière en 1620, puis l'Électeur de Saxe embellirent leurs palais de Munich ou de Dresde de toutes les pièces qu'ils réussirent à découvrir. Les galeries de Prague s'étaient cependant de nouveau enrichies depuis, surtout parce que Ferdinand leur avait attribué la plupart des œuvres que Colloredo avait enlevées à Mantoue en 1630, et le butin des Suédois ne fut pas méprisable : le catalogue que dressa en 1652 le conservateur de la reine Christine, mentionne 71 statues, 12,000 médailles ou monnaies, 427 tableaux, et les généraux, avant de songer à la reine, s'étaient taillé très généreusement leur part : au XVII[e] siècle, les collections du château de Kœnigsmark, près de Brême, étaient célèbres, et il n'y avait guère de palais en Suède qui ne montrât avec orgueil quelque pièce conquise en Bohême.

Les catholiques avaient mis à profit le répit que leur laissaient bénévolement les vainqueurs, fortifié le pont, appelé quelques régiments, et ils repoussèrent vaillamment les premières attaques. Malgré tout, leur situation était difficile, ils n'avaient plus aucun secours à attendre du dehors et

1. Svatek, La collection de Rodolphe à Prague, dans les Culturhistor. Bilder aus Bœhmen, p. 252.



Charles-Gustave de Suède arrivait avec des troupes fraîches. Ferdinand avait été atterré par la nouvelle du coup de main de Kœnigsmark ; l'impératrice, très pieuse, le consola : « Ayons confiance dans la Toute-Puissante Vierge Marie, prions devant son image ; elle nous protégera ainsi que notre ville de Prague. » Le roi écouta ces paroles, ajoute le chroniqueur catholique, et Dieu exauça leurs prières. L'histoire, en somme, confirme ici la légende : les moines inspirèrent à leurs fidèles une belliqueuse assurance, organisèrent des légions d'ouvriers et d'étudiants qui firent vaillamment leur devoir : les Bénédictins, les Carmes, les Frères de la Miséricorde formèrent trois bataillons que conduisaient au combat des chanoines et des prieurs ; au premier rang, marchaient les élèves de l'Université que le jésuite Plachy avait enflammés de son pieux enthousiasme. Tous les assauts furent repoussés et Charles-Gustave se disposait à se retirer quand il apprit que la paix venait d'être signée. Les Jésuites avaient prouvé que la domination catholique était désormais solidement établie en Bohême et leur résistance avait fourni aux Suédois le prétexte qu'ils attendaient pour abandonner les émigrés.

Un des envoyés impériaux raconta que, pour vaincre leurs dernières hésitations, on leur avait payé 600,000 écus. Même à cette époque, cette avidité fit scandale, on ouvrit une enquête qui démontra que la somme en question avait été versée, mais pour de tout autres raisons. Résultat facile à prévoir. Les Suédois n'avaient évidemment pas poussé l'impudence jusqu'à laisser des témoignages palpables d'un indigne marché. La douleur des émigrés éclate dans la lettre désespérée qu'adressa à Oxenstiern l'évêque des Frères, Comenius : « Mes compatriotes, qui souffrent pour l'Évangile, aimaient à entendre les paroles que tu m'avais dites, à moi et à d'autres, que tu ne voulais pas nous abandonner. Et maintenant, quelle n'est pas notre tristesse, en apprenant que nous sommes exclus de la paix !.. Vous êtes vainqueurs par la puissance de nos larmes, et vous, qui pouviez nous rendre la liberté qui nous

a été arrachée, vous nous livrez de nouveau aux mains des bourreaux. C'est au nom de beaucoup et poussé par leurs sanglots que je crie vers toi; nous sommes à tes genoux, aux genoux de la reine; au nom de Jésus-Christ, viens à notre aide, à nous qui sommes persécutés pour Jésus-Christ [1]. » Ce qui m'attristait, écrivait-il un peu plus tard, ce n'était pas d'être abandonné, moi ou la fraction qui partage notre doctrine, c'est que le peuple tout entier fût abandonné [2]. Et c'était bien, en effet, le peuple tout entier sur lequel la paix de Westphalie scellait la pierre du tombeau.

Elle reconnaissait aux Habsbourgs le droit de ne tolérer dans le royaume que la religion catholique : les nobles qui refuseraient de renoncer au protestantisme seraient libres de quitter le pays et de vendre leurs biens; les émigrés seraient autorisés à revenir en Bohême, mais ils ne pourraient y demeurer que s'ils se convertissaient; ceux d'entre eux qui étaient partis après 1630 pour entrer au service des Suédois ou des Français rentreraient en possession de leurs domaines; cette clause ne visait qu'une catégorie très restreinte et ne compromettait en rien la domination de la nouvelle aristocratie catholique. En Silésie, les conditions de la paix de Prague furent légèrement modifiées dans un sens favorable aux protestants. Les Silésiens étaient allemands et luthériens et, à ce double titre, ils avaient trouvé des patrons plus énergiques; puis, la réforme catholique était beaucoup moins avancée chez eux et l'Empereur avait par conséquent été moins inflexible. L'exercice de la religion protestante fut toléré à Breslau, et dans les duchés de Liegnitz, Wohlau, Brieg et Œls; dans les principautés qui relevaient directement du roi ou de seigneurs catholiques, le culte romain fut seul autorisé en principe, mais les dissidents conservèrent trois temples et ils purent aller assister au culte luthérien en dehors des frontières; le

1. Patéra, Correspondance de Comenius, p. 144
2. Id. p. 155. Non quod deserar ipse aut nostrum pars quædam, religioni consortes nostræ, sed quod tota gens.



souverain acceptait ici au moins la liberté de conscience. Ces conditions furent assez mal respectées par le gouvernement et il inaugura presque au lendemain du traité un système d'interprétation étroite et de persécution sourde qui exaspéra les habitants, les détacha des Habsbourgs et fraya la route à la conquête prussienne.

Il y a, comme on le voit, assez peu d'exactitude dans l'opinion traditionnelle suivant laquelle les traités de Westphalie marqueraient le triomphe des idées de tolérance. Ce qui est vrai, c'est que les deux grandes confessions religieuses qui se partagent l'Europe centrale et occidentale, se résignent désormais à ne rien entreprendre l'une sur l'autre. Tour à tour, protestants et catholiques ont eu l'espoir d'arracher à leurs adversaires quelque position décisive; leurs assauts ont été repoussés et ils renoncent à des projets qui dépassent leurs forces. Les résultats de la croisade jésuite semblent maigres, parce qu'on les compare aux triomphes grandioses un moment entrevus en 1629; ils sont loin d'être indifférents. Jusqu'en 1618, un coup de main heureux eût suffi pour livrer à la Réforme les états des Habsbourgs et rendre très difficile la situation des catholiques de l'Allemagne méridionale; de ce côté, toute crainte est définitivement écartée; la guerre de Trente-Ans, et c'est là une de ses conséquences les plus graves, a créé une Autriche nettement et profondément catholique. De plus si les partis religieux abdiquent toute idée de revanche, ils rapportent de la lutte une inquiétude rancunière; ils refusent tout contact avec l'adversaire et s'enferment jalousement dans leurs frontières. Seulement, tandis qu'autour d'eux, ces peurs et ces colères désormais sans objet s'atténuent assez rapidement, les Habsbourgs, peut-être parce qu'ils ont couru des périls plus sérieux, restent implacables et ils fondent toute leur politique sur le triomphe absolu de l'Église romaine. Cet esprit de défiance et d'exclusion arrête toute activité intellectuelle, brise toute vigueur morale et attarde les peuples dans une longue enfance, en écartant tous les

secours extérieurs qui auraient été indispensables à leur relèvement.

Même sans cela, il eût fallu beaucoup de temps pour que les éléments hétérogènes dont se composaient désormais l'aristocratie et, en partie, la bourgeoisie bohême, se fondissent et se laissassent peu à peu pénétrer par l'esprit national : il n'est pas même très sûr que ce travail de reconstitution, très délicat, soit complètement terminé de nos jours, et certaines défaillances de la noblesse actuelle, incertaine de son devoir et de ses destinées, s'expliquent peut-être par la source impure d'où elle sort. Dans tous les cas, la transformation fut très lente, parce qu'il n'y avait vraiment plus de milieu autochtone : la rupture avec le passé a été aussi brusque que complète; les nouvelles générations, dont une tourmente furieuse a bouleversé la destinée, n'ont pas reçu de leurs aînés les traditions qui forment le fonds de l'âme populaire; elles ne tirent à peu près aucun profit immédiat des efforts antérieurs, elles grandissent sans souvenirs, sans aide et ce n'est que peu à peu qu'elles parviendront à refaire une âme à la patrie; pour longtemps, sur ce sol déchiré, elles ne sauraient avoir qu'une pensée, déblayer les ruines, et elles labourent la terre en marmonnant de monotones litanies.

Toute la vie morale, toute la recherche intellectuelle se réfugient à l'étranger, et la véritable histoire de la Bohême à ce moment, c'est celle de l'émigration. « Le troupeau dispersé » n'était plus qu'un rameau détaché, condamné à se dessécher et à être emporté par le vent, mais auparavant il donne une radieuse moisson de fleurs dont le parfum n'est pas encore évaporé. Quelques-uns, surtout ceux qui venaient de Moravie, avaient trouvé asile en Hongrie et en Transylvanie; ils y rejoignaient les descendants des Hussites qui, après la bataille de Lipan, s'étaient retirés dans les Carpathes et y avaient répandu l'hérésie; dans ces montagnes où expirent les bruits du monde et où la race poursuit lentement son rêve intérieur, se transmirent mystérieusement de génération en génération les secrets de



l'Unité; Kollar, Chafarjik et Palatsky les rapporteront à la Bohême un siècle et demi plus tard.

De tous les proscrits, ces humbles furent peut-être les moins malheureux; autour d'eux, ils entendaient les sons de la langue maternelle et les brises du sol natal rafraîchissaient leur front. Ceux qui étaient partis pour l'Allemagne, perdus au milieu d'un peuple étranger, sentaient plus durement l'isolement et l'écoulement de leur personnalité. Les lettres de Catherine de Zérotyn nous montrent la fidélité avec laquelle ils s'attachaient à leurs souvenirs : elle avait appris tant bien que mal l'allemand, mais elle ne voulait écrire que le tchèque et ne tolérait autour d'elle que des serviteurs tchèques; elle ne réussit jamais à prendre son parti de l'exil : « Que la volonté de Dieu fasse que nous puissions rester dans notre patrie plutôt qu'au milieu des étrangers! — Je ne voudrais pas mourir ici, mais près de vous, quelque part dans la patrie bien-aimée [1]. » — « Patrie, Patrie Sainte, Notre Mère Délicieuse, jadis si bonne à tous et dont l'amour nous nourrissait, lisons-nous encore dans un cantique tchèque imprimé en 1710, que la bénédiction soit sur toi, illustre, glorieux royaume tchèque. Les Romains te gouvernent maintenant et des étrangers sont tes maîtres; les fils ont été séparés de la mère. Nous n'avons plus qu'un espoir, c'est que Dieu nous affranchisse de notre esclavage et nous ramène dans notre patrie [2]. »

Le pain de l'étranger est amer : au début, les proscrits avaient été accueillis avec une bonne volonté bruyante, surtout ceux qui avaient sauvé quelque argent et faisaient figure; la charité se refroidit vite quand arrivèrent les longues files de marchands, d'ouvriers, de paysans, affamés, en haillons, qui demandaient du travail et du pain, faisaient baisser les salaires et renchérir les vivres. On jugeait insolente leur prétention de conserver leurs usages particuliers,

1. Dvorsky, Lettres de Catherine de Zérotyn, I, x.
2. Vltchek, Hist. de la littérat. tchèque, p. 89.

de ne pas se fondre dans les communautés religieuses existantes : n'avaient-ils pas pourtant payé assez cher le droit de célébrer ces rites qu'ils tenaient de leurs ancêtres, le seul trésor qu'ils eussent sauvé de la tourmente, le dernier lien qui les rattachât au passé? — Le clergé luthérien, d'une orthodoxie étroite, les entourait d'une surveillance hargneuse : en Saxe surtout où ils étaient en grande partie réunis, à Pirna et à Zittau où ils formaient des colonies importantes, à Dresde, dans le Voigtland et les Monts Métalliques, les consistoires officiels épluchaient leurs livres dogmatiques, les troublaient par des questions captieuses, triomphaient de leur ignorance ou de leurs contradictions. Ils donnaient prise à la malveillance par leur exaltation mystique, la crédulité aveugle qui faisait d'eux les dupes de tous les illuminés et de tous les escrocs, leurs dissensions intestines, fléau ordinaire des émigrations; trop souvent leurs pasteurs se jalousaient, s'injuriaient, se dénonçaient; les âmes naïves et pures étaient consternées de ces scandales dont les Luthériens sournoisement triomphaient. Beaucoup, lassés par ces tracasseries, sans ressources, poussèrent plus loin, en Brandebourg, en Pologne, dans les États scandinaves, en Hollande, se perdirent bientôt dans le grand flot protestant. Ceux-mêmes qui restent groupés en îlots compacts près de la frontière, sont assez vite pénétrés par les influences allemandes; beaucoup meurent jeunes, sans descendants; la plupart des enfants oublient le tchèque, gardent seulement un vague souvenir du pays où leurs pères ont été heureux [1].

Parmi les émigrés, la proportion des professeurs, des pasteurs, des écrivains, était extraordinairement forte et la liste des œuvres qu'ils ont laissées serait longue : cette statistique intellectuelle, qui ne saurait d'ailleurs avoir qu'une valeur relative, parce qu'elle serait dans tous les cas incomplète, vaudrait cependant de tenter un érudit tchèque

1. V. Schulz, Les émigrés tchèques, 1876. — Peschek, Die bœhm. Exulanten in Sachsen, 1857.



et elle seule nous donnerait vraiment une idée des conditions désastreuses où le règne de Ferdinand II plaça la Bohême. Certes, parmi tous les volumes qui, oubliés dans les bibliothèques, tombent peu à peu en poussière, rongés par les vers, ou parmi ceux dont il ne reste plus qu'un titre que nous signale le catalogue de Jungmann, le fatras domine; mais c'est une conception bien étroite et fausse de ne juger de l'action possible d'un livre que par l'intérêt durable qu'il garde. A toutes les époques, les écrivains distingués sont rares ; les médiocres sont nécessaires justement pour maintenir éveillé l'esprit de recherche, répandre le goût du travail et préparer le progrès ; c'est leur balbutiement que le poète inspiré transforme en chants sublimes et de leur humble travail se dégage rayonnante la pensée créatrice ; en dehors de sa valeur absolue, un livre a une puissance d'initiation, et les lois stupides qui dispersaient ainsi aux quatre coins de l'Europe tous les hommes qui étaient les entraîneurs de leur peuple, condamnaient par là même ce peuple à une longue médiocrité. — Et ce n'étaient pas après tout des âmes vulgaires, bien que les formes de leur pensée nous soient aujourd'hui devenues étrangères et que nous soyons choqués par certaines de leurs habitudes d'esprit, que celles des hommes qui, au milieu de soucis si accablants, ne se détournaient pas des questions dogmatiques ou qui, pendant que leur église agonisait, trouvaient la force d'enregistrer ses douleurs. L'histoire doit au moins un souvenir à ces vaillants qui espérèrent contre toute espérance et que l'épreuve ne courba pas, à Habervechl de Habernfeld [1] ; à Krzinetski de Ronov qui traduit en tchèque une histoire du royaume de Dieu, afin d'être utile à « l'ensemble du peuple et aux petites gens », à Jacob Jacobæus [2], surtout à ce Georges Holyk dont les *Larmes sanglantes* et le *Fouet pontifical* vibrent encore de toutes

1. Médecin, se retire à la Haye après 1620, publie à Leyde en 1645 le Bellum bohemicum ab anno 1617.
2. Idea mutationum bohem-evangel. eccles., Amsterd. 1624.

les douleurs et de toutes les colères qu'avait laissées le triomphe de Rome [1].

Le goût de l'histoire était alors très vif en Bohême où il avait été développé par l'Unité des Frères; parmi les chroniqueurs de l'exil, assez nombreux, deux ont une valeur éminente, Stransky et Skala. — Paul Stransky (1583-1657) était une de ces âmes solidement trempées que l'adversité trouve toujours armées; le désastre de la Montagne-Blanche ne l'ébranla pas et pendant plusieurs années, à Litomierzitse, menacé, dépouillé de ses biens, il tint tête à tous les assauts des missionnaires; encore en 1627, quand on y envoya le célèbre capucin, Valérien Magni, il confessa sa foi, opposa l'Évangile aux arguments terrestres par lesquels on essayait de peser sur lui; comme on ne pouvait ni l'intimider ni le gagner, on l'expulsa. « J'avais quelques biens appréciables, écrivait-il avec une simplicité stoïque quelques années plus tard; le roi Ferdinand II m'en a dépouillé, parce que j'avais refusé de sacrifier une religion plus pure à l'attachement pour ma patrie et à ma fortune. » Il l'aimait pourtant cette patrie d'une ardente passion : avec quelle ferveur s'élève vers Dieu la prière par laquelle se termine son livre : « Toi, dont proviennent tous les biens, défenseur du pays et du royaume, Notre Dieu, toi que le peuple bohême a toujours invoqué comme le protecteur de notre patrie bien-aimée, notre ingratitude a soulevé ta colère et ta main vengeresse s'est appesantie sur nous; nous sommes écrasés et torturés : Dieu de miséricorde, mets enfin un terme à notre détresse, à nos défaites si nombreuses et si amères, nous sommes frappés et dispersés, rends-nous le bonheur et la joie que nous avons connus sous Rodolphe, l'Empereur et roi, permets-nous de rentrer dans notre patrie joyeuse [2]. »

1. La destinée d'Holyk est très intéressante. Fils de protestants, on l'envoie chez les Jésuites qui le convertissent; il entre dans l'Ordre des Dominicains et on lui confie la censure des livres suspects importés d'Allemagne. Cette lecture réveille ses souvenirs d'enfant; il décide de revenir au protestantisme, et, après une première tentative malheureuse, parvient à s'enfuir en Saxe (1666) où il se consacre à la défense des réfugiés.

2. Stransky (traduction Tonner), p. 284.



Ce mélange de ferveur religieuse, d'indomptable courage et d'exaltation nationale, fait encore aujourd'hui de la Respublica Bojema une lecture très vivante. Les Elzévirs avaient eu l'idée de publier une sorte d'Encyclopédie où la description de chacun des états de l'Europe serait confiée à un érudit d'une compétence spéciale. Stransky, obligé de travailler vite, sans avoir sous la main toutes les sources nécessaires, a modestement avoué les imperfections de son œuvre : — il a fait ce qu'il a pu, non ce qu'il aurait voulu. — Son livre, malgré ces lacunes, est cependant un document extrêmement précieux ; il nous donne le résumé sincère et vivant de ce que pensait, de ce que sentait la meilleure partie, la plus instruite et la plus généreuse, de la bourgeoisie tchèque, avec ses limites, ses préjugés, avec ses nobles aspirations aussi, développées et fortifiées par l'Unité. L'histoire, détournée par le miroitement de la vie politique, que détermine seule une aristocratie turbulente et corrompue, oublie trop peut-être ce que recélait encore de dignité morale et de vigueur intellectuelle cette classe moyenne tchèque dont la main brutale et sanglante de l'étranger étouffa les progrès. Stransky, — et c'est un trait qui me frappe chez presque tous les représentants de l'émigration — n'est pas un fanatique; chez lui, aucune trace d'esprit de vengeance, et c'est vraiment pousser bien loin la sévérité que de lui reprocher certaines habitudes de langage fort inoffensives : qu'il appelle le pape « l'évêque de Rome » et qu'il oppose à ses dévots « les sectateurs d'une religion plus pure », les catholiques les plus soumis, tels que le jésuite Balbin, n'en étaient pas choqués et cela ne l'empêchait pas de recommander la lecture de la « République bohême » à son ami, le chanoine Péchina de Tchéchorod. Pendant tout le XVIIe et le XVIIIe siècles, les érudits et les lettrés, ceux qui essayaient d'échapper aux tristesses du présent, trouvèrent un réconfort dans ce mince volume où revivaient les jours de l'indépendance, et, quand arrivèrent de l'Ouest les premières effluves d'une aurore nouvelle, un instinct

obscur poussa Cornova à traduire en allemand, c'est-à-dire dans la langue qui était devenue celle de la bourgeoisie, le livre de Stransky, comme pour rattacher aux traditions antiques la liberté nouvelle.

Stransky plonge par ses fibres les plus intimes dans la vie de son peuple et sa fierté native a été trempée par l'exil : « Beaucoup d'auteurs allemands, écrit-il, dominés par leurs passions, parlent avec trop d'emphase et d'insolence des droits de leurs compatriotes et nous tiennent en pauvre estime; il n'est pas contestable que les Allemands ont souvent en honneur la force plus que l'équité, que c'est une nation ambitieuse, haineuse, une laie pour leurs voisins; ils n'ont toujours eu que du dédain pour les autres, en particulier pour les Slaves, et ils ont employé toutes leurs ressources, non seulement à les réduire en servitude, mais même à les exterminer. Ils se vantent volontiers que les Danois, les Polonais, les Hongrois, les Marcomans (Moraves), les Suisses, les Savoyards, les Hollandais et d'autres encore sont les protégés de leurs rois : interrogez tous ces peuples et ils vous répondront qu'il n'y a là que bavardages et vantardises. Adressez-vous à quelqu'un qui connaisse l'histoire tchèque, il vous répondra que la Bohême est une amie et une alliée de l'Allemagne, non sa servante ou sa vassale [1]. » Stransky a été un des partisans les plus dévoués de Frédéric V, mais il n'a jamais rien sacrifié des droits de son peuple et il a une idée très claire de l'opposition des races germanique et slave : — La Bohême est vraiment l'œuvre des Slaves; quand ils l'ont occupée, elle n'était qu'un désert, ils l'ont défrichée, ils l'ont ornée de toutes les richesses de la civilisation, et alors les Allemands ont essayé de s'en emparer par la force et de mettre la main par la ruse sur ce beau pays qu'ils avaient auparavant dédaigné. — Ce n'est pas ici le lieu de discuter cette théorie historique; ce qui importe, c'est de rappeler à quel point elle a toujours

1. P. 69.



dominé les esprits. Stransky sur ce point continue Dalimil et annonce Palatsky.

L'influence de Stransky sur la pensée tchèque ne s'est guère exercée que tard et d'une façon indirecte ; il s'adressait moins à son peuple qu'à l'Europe. L'opinion était dès lors une puissance assez forte pour que les deux parties ne jugeassent pas indifférent de la gagner, et les catholiques comme les protestants au début de la lutte publièrent des *Apologies* de leur conduite. Slavata [1], un des chefs de la réaction, qui n'avait d'abord voulu que répondre aux assertions de Thurn et démontrer que les États ne possédaient pas le droit d'élire leur souverain, fut peu à peu entraîné à raconter la suite des événements de 1608 à 1619 et enfin à entreprendre une histoire générale de la Maison d'Autriche depuis le moment où s'arrêtait la célèbre Chronique de Hajek (1527). C'était un de ces esprits bornés qui ont besoin d'un maître et dont la joie suprême est d'abdiquer : sa conversion, quels qu'en eussent été les mobiles, n'avait pas nui à sa fortune, mais il avait certainement fini par être sincère et, à plusieurs reprises, il voulut entrer dans l'Ordre des Jésuites : ils l'en détournèrent, il leur rendait plus de services au palais. Il fut un des dévots de ce Jérôme Gladich de Magdebourg qui avait le pouvoir de racheter les âmes du purgatoire et qui parcourait l'Allemagne et l'Autriche en ramassant les dons des croyants : à la troisième messe, Slavata vit l'âme de sa femme s'envoler vers le ciel, sous la forme d'un oiseau blanc ; il hâta de même la libération des âmes de ses propres enfants, de divers parents et même de Ferdinand II, dont le salut aurait cependant dû être assuré

1. Guillaume Slavata de Chlum et Kochumberg (1572-1652), dont la famille appartenait à l'Unité des Frères bohêmes, se convertit au catholicisme en 1597 et devient dès lors un des ennemis les plus ardents du protestantisme. Il s'oppose à la Lettre de Majesté, et les États, qui l'accusent de soutenir la politique romaine, se vengent de lui en le jetant par la fenêtre des Hratchany, en même temps que Martinits, 23 mai 1618. Grand-Chancelier en 1628, il est un des favoris de Ferdinand III. Jiretchek a publié ses Souvenirs de 1608 à 1619 (2 vol. Prague, 1866-1868). Sa grande Histoire des pays de la maison de Habsbourg n'a été publiée qu'en partie (1857).

par ses propres mérites ; il conserva sa foi dans Gladich même après que cet escroc eut été arrêté et condamné.

De telles erreurs, à cette époque, ne sont pas rares dans les deux camps; elles sont plus graves chez Slavata, parce qu'elles ne sont pas une simple surprise de l'imagination, mais une atrophie chronique de la réflexion; ses maîtres lui ont enseigné à ne jamais regarder directement ni les hommes ni les choses, et son mysticisme met une sorte de voile entre lui et la réalité; son récit manque de vie et d'émotion, comme sa pensée de clarté et de vigueur. S'il avait des scrupules sur la légitimité d'un traité, il suffisait pour le rassurer qu'un Père Capucin lui garantît que la question avait été mûrement discutée par des théologiens très experts, et il se consolait de la ruine des libertés publiques « par la gloire immortelle que la patrie retirait de l'insigne faveur qui lui permettait, à lui et à quelques seigneurs bohêmes, de suivre le souverain ». Il poussait tout au plus l'indépendance jusqu'à présenter au roi de paisibles remontrances, puis il l'aidait à violer la loi : « le cœur du prince est dans la main de Dieu ; j'ai dû laisser aller les choses ». C'est un modèle détestable, — et malheureusement trop fréquent, — de cette noblesse de cour, humble et servile, d'ambition mesquine et d'intelligence courte, telle qu'elle grandit auprès des Habsbourgs et dont ils tirèrent les instruments de leur despotisme. Il n'est pas jusqu'à sa langue, pénible, embarrassée, avec son mélange insupportable d'allemand et de latin, qui ne révèle la décadence. Comme cependant de tous les écrivains catholiques de cette époque aucun ne saurait lui être comparé, il nous permet de mesurer la supériorité morale de l'émigration.

L'œuvre de Paul Skala [1] prouve que les radicaux tchèques

1. Paul Skala de Zhorze ; 1583, mort après 1640, fils d'un bourgeois de Prague; prit part à l'insurrection et appartint à la fraction radicale, suivit Frédéric V et fut chargé de plusieurs missions importantes. Le plus considérable de ses ouvrages est son Histoire ecclésiastique; Tieftrunk a publié la partie qui va de 1602 à 1623, 5 vol. 1865-1870.



avaient bien compris et envisagé sans faiblesse le caractère et les conséquences de la lutte dont les événements de 1618 avaient marqué le début. Avec une précision singulière et une rare largesse de vues, il a aperçu le plan de la contre-réforme catholique, il en dénonce les moyens, il en suit les progrès dans les divers pays ; les Calvinistes, héritiers sur ce point des humanistes et très supérieurs aux Luthériens qui, sous la direction des médiocres Électeurs de Saxe, se contentaient de maintenir vaille que vaille leur situation, avaient toujours eu un système politique général et leurs projets embrassaient une réorganisation complète de l'Europe. Skala avait connu à la cour de Frédéric V quelques-uns de ces diplomates qui poursuivaient dans la chute des Habsbourgs le triomphe universel du protestantisme : de là l'extrême intérêt de son récit.

Sa situation lui a permis de nous transmettre des documents précieux et, dans sa retraite à Freiberg, il a suivi de près les phases de l'agonie de son peuple. Ces mérites, en partie accidentels, ne suffiraient pas à le mettre en vedette dans le chœur nombreux des annalistes ; il s'élève au contraire au-dessus d'eux et se classe parmi les historiens par son effort pour démêler au milieu du kaléidoscope des événements leur sens profond et leur enchaînement. Il ne se contente pas de nous donner le récit des incidents extérieurs, il pénètre dans l'âme des principaux acteurs, il nous révèle les faiblesses et les mobiles des partis en lutte. Il n'a jamais rien abdiqué de ses convictions et son œuvre doit être consultée avec prudence, puisque c'est le témoignage d'un combattant très engagé dans l'action, mais, — et l'on s'aperçoit par là combien son esprit est d'une autre trempe que celui de Slavata, — il cherche toujours l'explication rationnelle des faits et ils nous apparaissent chez lui comme le développement naturel à la fois des causes générales profondes et de la psychologie des partis. Sa phrase ample, harmonieuse, dans cette majesté un peu embarrassée qui est comme la marque de l'école de Veleslavin, se ressent quelquefois de

son séjour à l'étranger ; du moins elle est précise, énergique, souvent colorée, et il n'eût pas été un mauvais modèle. Comment aurait-on songé cependant à imprimer ces dix volumes in-folio, dont les plus épais ne comptent pas moins de 1700 pages et dont les autres ne sont guère moins encombrants ! Pour les dissimuler devant les douaniers et les prêtres, il fallait de petits in-16, et les imprimeurs de Gœrlitz, de Zittau, de Dresde, de Leipzig et de Berlin qui fournissent aux colporteurs les livres que ceux ci introduisent secrètement en Bohême pendant le XVII[e] et le XVIII[e] siècles, n'éditent guère que des traités de piété et des cantiques. Les œuvres de Skala demeurèrent donc inconnues jusqu'au moment où, au début du XIX[e] siècle, Palatsky en signala l'importance et son nom ne se répandit dans le peuple que quand Havlitchek, dont le patriotisme avait un flair si sûr, en donna quelques extraits dans son journal.

Skala et Stransky ne sont que des écrivains très distingués, Comenius est un esprit supérieur, et son influence, obscure et sourde, a été permanente et profonde ; en dessous et à côté de l'action des Jésuites, il a maintenu la pure tradition nationale et c'est par son intermédiaire que Dobrovsky, le héraut du réveil, donne la main au martyr de Constance. Non pas sans doute que les « patriotes éclairés » de la fin du XVIII[e] siècle soient de ses disciples exclusifs et, pour que ses inspirations exercent toute leur vertu, il faudra qu'elles soient développées et complétées par les théistes anglais, les encyclopédistes français et les humanistes allemands. Jamais un seul homme et une seule doctrine n'expliquent un de ces mouvements de la pensée qui transforment les peuples. Mais, en dégageant tous les éléments d'avenir que renfermait le protestantisme bohême, Comenius a ouvert l'âme tchèque à l'initiation des idées modernes ; elles ne furent fécondes que parce qu'elles réveillaient en elle les plus lointains souvenirs et qu'elles avaient un fonds essentiellement indigène.

Tous les critiques qui ont été attirés par la physionomie



de Comenius [1], — et ils sont légion, — ont été frappés de l'extrême compréhension de son esprit que révèle déjà la variété de ses travaux : théologien, moraliste, historien, philologue, physicien, aucune des formes de la vérité ne lui est indifférente, et, de même qu'aucune spéculation n'est trop haute pour son intelligence, aucun souci n'est trop humble pour sa bonté; en même temps qu'il essaie de réunir dans une vaste synthèse l'ensemble des connaissances humaines, il se penche sur l'enfant qui épèle ses premières lettres et écarte doucemenr de sa route les pierres où se heurteraient ses pas chancelants. La qualité maîtresse, — je ne dis pas de son esprit, — mais de son âme, c'est l'harmonie ; les préoccupations pratiques, scientifiques

1. Jean Amos Komensky ou Comenius, originaire de Komna en Moravie (1592-1670); instituteur et pasteur à Fulnek, il se réfugie, après le mandat d'expulsion de 1621, sur les domaines de Zérotyn; — *Labyrinthe du Monde* (*1623*). — *Centrum securitatis* (*1625*). — *Traduction des Psaumes.* — Obligé de quitter définitivement la Bohême, il conduit une partie des Frères à Lechno, en Pologne ; il est dès lors le véritable chef de l'Unité, le directeur de son enseignement, et il compose sa *Grande Didactique*, d'abord en tchèque, puis en latin, à laquelle se rattachent la *Janua linguarum* (1631), l'*Informatorium de l'école maternelle;* — L'*Histoire des Persécutions* est de 1632. — Il est de plus en plus préoccupé par la recherche d'une conception générale du monde et sa *Pansophie* ne cesse pas dès lors jusqu'à la fin de sa vie d'occuper sa pensée. Ses études préliminaires (*Prodromus pansophiae*) attirent l'attention universelle, et le Parlement anglais l'appelle à Londres (1641); il est ensuite en relations étroites avec Oxenstiern; sa *Methodus linguarum novissima* 1645 est une de ses œuvres les plus intéressantes. *Le Testament de l'Unité mourante* (1650) traduit toute la douleur que causa aux émigrés le traité de Westphalie. En 1648, il est élu évêque des Frères, puis appelé par Sigismond Rakoczy en Transylvanie : il y commence son *Orbis pictus*, qui parut en 1658. Pendant l'invasion de Charles-X-Gustave, Lechno est incendiée, les Frères se dispersent et Komensky, qui a perdu ses manuscrits et sa bibliothèque, se réfugie à Amsterdam. Il y continue ses travaux et ses publications. — *De bono unitatis*, 1660. — *Unum necessarium* 1668. — La bibliographie relative à Comenius est considérable. On trouvera de très nombreux et très utiles renseignements dans les diverses publications de la Comenius-Gesellschaft, fondée à Berlin en 1891. Parmi les œuvres essentielles, je citerai seulement les *Biographies* de Comenius (en tchèque) par Zoubek (2e édit. 1892) et par Cumaha (1892-1894, inachevée) et en allemand par Kvacsala (1892), — et sa *Correspondance* (en cours de publication) éditée par Patera et Kvatchala. Parmi les ouvrages consacrés à l'étude de la pensée de Comenius, Kapras, *Esquisse de la philosophie de Comenius* (en tchèque), 1894, et Criegern *J. A. Comenius als Theolog* (1881). — Vieilli par endroits, le livre de Benham, Comenius' school of infancy, with sketch of his life (Londres, 1858) donne un bon résumé et une impression juste.

et religieuses, se pénètrent en lui et se mêlent si intimement qu'il passe sans effort des spéculations les plus sublimes aux détails les plus mesquins et son cœur est si chaud que les passions opposées s'y fondent dans un encens d'amour. Il recherche les éléments d'une langue universelle, et il travaille à affranchir de leur servitude les dialectes populaires et en particulier le tchèque; son patriotisme spécifique ne connaît pas plus la haine que sa vaillante fidélité au credo de son église ne comporte d'intolérance. Il est vraiment le fils de cette Unité des Frères qui n'est jamais arrivée à une doctrine définitive et rigoureuse, en partie sans doute parce qu'elle se souciait moins du dogme que de la discipline, mais avant tout par une instinctive répulsion contre tout ce qui ressemble à l'orgueil du sens propre et qu'elle avait vraiment pris à la lettre la parole du Sauveur : Paix aux hommes de bonne volonté! Rien chez elle de l'inflexible logique d'un Calvin ou de l'audace triomphante d'un Luther; elle s'insinuait dans les âmes, berçait leur mélancolie et les conduisait à la résignation par l'espoir. Doctrine sublime et dangereuse, dont la Bohême a failli mourir. Même dans l'état actuel de notre civilisation, une religion qui s'ouvrirait ainsi largement à toutes les influences, courrait grand risque de s'émietter en chapelles, et un peuple qui se ferait tout à tous, victime de son altruisme prématuré, encombrerait bientôt de son cadavre la route qui mène au progrès. Est-il bien sûr après tout que ces sacrifices n'auraient pas un jour leur récompense et surtout n'est-il pas nécessaire qu'au milieu de nos discordes des prophètes nous rappellent l'existence de ce royaume de Dieu, où les voix discordantes s'uniront dans un cantique de Siméon?

Bayle, très dur pour Comenius, après nous avoir énuméré les visionnaires dont il fut la dupe, nous raconte que sur la foi d'un d'entre eux il avait prédit la fin du monde pour 1673, et il remarque que bien des gens jugèrent qu'il était mort à propos, pour éviter la confusion de voir lui-même la vanité de ses prévisions. — « Il était si habi-

tué à de pareilles disgrâces, ajoute-t-il, qu'il aurait essuyé ce dernier choc sans le sentir. Ces messieurs sont d'une constitution admirable, rien ne les déconcerte... Ils sont toujours prêts à recommencer; ils sont à l'épreuve des plus légitimes humiliations. » Bayle, esprit libéral hardi, mais superficiel, n'a pas compris ce que des formes surannées cachent souvent de nouveauté féconde. Les rêveries millénaires de Comenius n'étaient, sous leur forme enfantine, qu'une protestation contre le triomphe définitif de la violence; il touchait en quelque sorte de la main un état supérieur où les consciences seraient libres et le droit de tous respecté : cet ascète était un optimiste impénitent, il croyait à la raison, à la science et au bonheur. Bayle n'a pas reconnu dans ce mystique un précurseur de cette philosophie rationaliste et réformatrice qu'inaugure le *Dictionnaire historique et critique*.

Comenius croyait à la bonté naturelle de l'homme et à la puissance de l'éducation. Orphelin très jeune, presque abandonné par des tuteurs négligents, il avait commencé tard ses études et avait souffert des méthodes d'un enseignement pédantesque, brutal, « où tout se faisait au rebours du bon sens et... où beaucoup prenaient horreur des livres ». Dans ses voyages, en Allemagne, en Hollande, à Heidelberg et à Herborn, il vit à l'œuvre des pédagogues moins routiniers, étudia leurs livres. Son esprit, très ouvert et très réceptif, avait besoin d'une excitation étrangère, et il est vrai, en ce sens, qu'il n'est pas original et créateur : mais toute création terrestre n'est que le développement de germes antérieurs. Comme son Église, qui, à travers les variations de ses symboles, garde une physionomie si distincte, il a toujours conservé « les grâces de son baptême »; sa nature, « très mobile et très souple, est cependant si déterminée dès la première heure et si personnelle que ses changements et ses progrès n'atteignent que l'apparence et non la substance de son être et de sa pensée [1] »;

1. Kleinert. Theol. Stud. u. Kritiken, p. 26.

on retrouve sans cesse dans ses œuvres les traces de ses lectures, mais avec les pierres qu'il emprunte, il élève un édifice qu'il marque de son génie. Aujourd'hui nous avons souvent quelque peine à saisir ce qu'il y a en lui de hardiesse, parce que nous sommes saturés de ses idées; ses découvertes sont devenues des truismes. Le triomphe d'un réformateur, c'est que ses audaces ne paraissent plus que des banalités.

La doctrine de Comenius, qu'il accorde avec une foi religieuse d'une candeur touchante, est très simple : l'homme est fait pour le bonheur par la science et la raison; Dieu nous ouvre ses trésors dans la Bible et dans la nature, ne fermons point volontairement les yeux, remplissons-les de la splendeur de sa lumière et travaillons tous à préparer le triomphe de sa volonté. Les maçons et les théistes anglais, les encyclopédistes français, Herder et Lessing reprendront avec d'autres termes cet hymne à la raison et, comme Comenius, appelleront les peuples à la réconciliation dans la libre recherche. Il était nécessaire qu'au moment où les Jésuites prétendaient courber l'esprit de l'homme sous les lois d'une théologie tyrannique et étroite, une protestation s'élevât au nom de la nature; il était bon qu'elle partît d'un pasteur qui, tout imprégné de l'Évangile, était ainsi un admirable introducteur des nouvelles doctrines près des âmes tendres, qu'aurait rebutées le moindre soupcon de scepticisme; il était naturel que cette conception si large et si haute des destinées de l'humanité sortît d'un pays qui avait épuisé jusqu'à la lie toute l'amertume des controverses théologiques. Comenius a laissé bon nombre de livres de polémique religieuse; au fond ces arguties ne l'intéressent pas. Criegern a remarqué que, dans aucune branche de la théologie, il n'a fait preuve d'invention scientifique. Ces subtilités ne lui semblent guère utiles au salut et sa piété naïve est bien plus éloignée du dogmatisme de son siècle que de la souplesse d'un Schleiermacher ou de l'audace de nos plus hardis contemporains, de ces pasteurs qui, reniant

le credo de Luther pour conserver sa méthode, jettent au ciel désert un suprême appel. Il n'a de répulsion que pour ceux qui, comme les Sociniens, lui ferment toute espérance, et plus encore pour ceux qui, par la plus criminelle des prévarications, emploient la violence pour écraser les opinions qui ne sont pas les leurs. C'est le péché suprême contre le Saint-Esprit, celui qui ne sera pas pardonné, le blasphème contre le Christ « qui a légué aux siens en héritage la paix et la charité ». La faute originelle, — bien qu'il ait combattu l'hérésie de Pélage, — s'estompe chez lui dans une pénombre incertaine; « il a besoin de croire que Dieu, qui a créé l'homme, lui ouvrira les bras; que le mal n'est qu'une épreuve passagère, comme l'erreur; que le Christ, la lumière du monde, deviendra le guide des nations et que le salut éternel pénétrera jusqu'aux limites de la terre [1] ».

Pour que l'homme accoure à la vérité, il suffit de la lui montrer; le devoir suprême est de l'éclairer, de former l'esprit, de répandre à flots l'instruction. Quand Comenius revint en Bohême après ses études universitaires, trop jeune pour être consacré pasteur, il reçut la direction d'une école des Frères; il avait trouvé sa voie, et il resta dès lors jusqu'à sa mort, — ou plus exactement jusqu'à aujourd'hui, — l'instituteur de son peuple, en donnant à ce grand nom sa pleine et plus admirable acception. Il se propose « d'amener les agneaux du troupeau du Seigneur aux réalités supérieures et aux trésors solides par le moyen des études ». Aux heures des pires détresses, « quand des quatre coins du ciel les nuages s'amoncèlent et que d'aucun côté on n'aperçoit ni secours ni espérance », il écrit ses *Entretiens d'une âme inquiète*, son *Abîme de la sécurité*, son traité *De l'Abandon*, et son *Labyrinthe du monde*, et à toutes les âmes angoissées et chargées, il rend la sérénité et la confiance, en leur promettant que leurs souffrances ne

1. Voir sur le dogme de la prédestination dans Comenius, Criegern, p. 165 et sq.

seront pas perdues. — « Tu apprendras dans ce livre, écrit-il à sa femme, combien il est vain sur cette terre de vouloir choisir la route sur laquelle on voudrait être conduit par Dieu ; obéissons-lui plutôt volontairement, même les yeux pleins de larmes, et acceptons de ses mains avec la même reconnaissance le bonheur et le malheur, la joie et la souffrance, le rire et les larmes. »

Sa soumission n'est pas un lâche abandon ni une résignation morose : il a le goût du réel et le sens de la vie ; de là le charme de ce Labyrinthe du monde, dont il a emprunté l'idée principale et de nombreux développements au Voyage du Pèlerin, de Valentin André (1618), et qui demeure malgré tout si personnel. Dans la littérature universelle dont Herder a entrevu le plan, a écrit un des critiques qui ont le mieux compris Comenius, c'est par ce Labyrinthe du monde que la Bohême devrait être représentée, et il n'est pas d'ouvrage, en effet, d'où se dégage mieux l'esprit de la race tchèque telle que l'ont faite l'histoire et cette sorte de déchirement intime qui la partage entre l'Occident dont elle a reçu sa civilisation et l'Orient où la rappellent ses origines et les nécessités de son autonomie. Le charme de ce roman mystique vient avant tout de l'exquise simplicité de l'auteur et de sa tendresse infinie. Il sait combien nous sommes loin de la perfection qu'il recherche et qu'il attend, il n'a aucune illusion sur ses contemporains, mais sa satire est mouillée de pitié et il ne méprise pas les humbles joies dont il a connu la fragilité. Son amour pour Dieu est trop candide pour qu'il dédaigne rien de ce que sa volonté ordonne ou permet ; des souvenirs personnels et des observations précises animent ses descriptions, même quand l'idée générale lui est fournie par des modèles étrangers, et ses allégories ne sont ni froides ni monotones parce qu'elles sont surtout une transposition de la mémoire. Au point de vue purement littéraire et en laissant de côté les autres ressemblances, — si nombreuses et si frappantes, — il est le précurseur des romanciers russes de notre époque qui unissent comme lui

à une conception magnifique de l'humanité, une si vraie sympathie pour ses misères et une vue du détail si aiguë.

Dans ses œuvres pédagogiques proprement dites, cette même pénétration psychologique et ce goût de précision fécondent sa méthode; il ne se contente jamais de théories vagues et de principes généraux, il songe à l'application et, quand il édicte une règle, il prépare le livre nécessaire pour qu'elle passe dans la réalité. La pensée d'entreprendre une réforme complète de l'éducation naquit en lui pendant qu'il errait, proscrit et misérable, dans les montagnes de l'Elbe supérieur. « La ruine de nos églises et de nos écoles, a-t-il écrit, la douleur que nous en éprouvions, et, — pourquoi ne pas l'avouer? — l'espoir que Dieu étendrait un jour sur nous sa miséricorde, éveillèrent en nous la volonté de consacrer nos forces à réparer ces désastres; notre seul désir alors était, quand le Seigneur tournerait vers nous sa face de clémence, de venir en aide à notre jeunesse, en fondant le plus rapidement possible de nouvelles écoles, en lui donnant de bons livres, en lui indiquant une méthode naturelle et claire. » Je ne sais rien dans l'histoire de plus admirable et de plus touchant que la résolution de ce pauvre pasteur, qui, pendant que les dragons de Liechtenstein torturent son peuple, songe à régénérer la patrie par l'éducation.

Les recherches récentes ont démontré la vaste érudition de Comenius : il a appris de Mélanchton, de Rabelais et de Ratich le mépris des méthodes courantes; la Didactique d'Élie Bodin lui a inspiré son projet d'une pédagogie générale; il a emprunté aux Jésuites leurs procédés plus rapides et plus rationnels de l'enseignement du latin, et sa « Porte des Langues » n'est qu'une adaptation améliorée de celle d'un de leurs Pères; il doit à Bacon son goût de la méthode inductive. Mais tous ces éléments, il les a fondus, développés, et il est arrivé à un système grandiose auquel ne sauraient être comparés que ceux de Lakanal et de Condorcet, à qui il fait si souvent songer. Il a été par là un des bienfaiteurs de l'humanité, et, quand on étudie de

près les résultats de son action, il ne semble pas que ses panégyristes dépassent la mesure en l'appelant le Régénérateur de la Germanie et le Réparateur des désastres accumulés par la guerre.

Tous les hommes ont besoin d'instruction, et par conséquent ont droit à l'instruction, les sujets comme les princes, la femme comme l'homme; il faut donc ouvrir à tous les écoles, « ces ateliers d'humanité ». L'éducation commencera dès la plus tendre enfance, et Comenius, sur ces premières années de la vie, sur les devoirs des parents envers ces frêles créatures dont l'œil s'ouvre à la lumière, nous a laissé des pages pleines d'une tendresse délicate et souriante qui font de l'*Informatorium de l'École maternelle* un des chefs d'œuvre de la littérature pédagogique. Les enfants seront traités avec douceur, — on agit sur eux par l'exemple plus que par les menaces, — on ne les rebutera pas par des règles pédantesques et abstruses, on ne les fatiguera pas inutilement; le corps, demeure et instrument de l'âme, sera soigné et fortifié : huit heures de sommeil, huit heures de travail, huit heures pour les repas, les distractions, les promenades. Ne craignez pas de ne pas avoir assez de temps pour acquérir les connaissances nécessaires, à condition que vous ne le gaspilliez pas en vains exercices : l'instruction actuelle est purement artificielle et comme extérieure; attachez-vous au contraire à développer l'intelligence, occupez-vous moins des mots et plus des choses; même pour l'étude des langues, moins de grammaire et plus de lecture. Que les élèves sortent de leurs livres, qu'ils regardent la terre, le ciel, les arbres, placez-les en face des réalités, et non de l'image déformée qu'en donnent les auteurs. L'éducation n'est utile que si elle développe l'homme tout entier, la volonté comme l'esprit, l'adresse des mains et l'acuité de la vue comme le style et l'éloquence; que le jeune homme apprenne à réfléchir par lui-même et à ne pas jurer sur la parole du maître. « Bien instruire la jeunesse, ce n'est pas la bourrer d'un amas de mots, de phrases, de sentences, d'opinions recueillies chez

les écrivains, mais lui ouvrir l'intelligence des choses..... Jusqu'à présent on n'a pas habitué les enfants à tirer leur substance de leurs propres racines... Pourquoi ne pas nous servir de nos yeux plutôt que de ceux des autres? » — Ainsi à la scolastique, aux subtilités niaises, à la routine timide se substitueront, grâce à Comenius et à ses disciples, la libre recherche, l'étude directe de la vie, la confiance dans le progrès. S'il est parfaitement vrai que les Jésuites ont souvent été des instituteurs de premier ordre, leur système a été vicié parce qu'ils ont toujours douté de l'homme et de Dieu : ils ont eu peur de la raison, ils n'ont jamais osé dire à leurs disciples comme Comenius : voilà, le monde est ouvert devant vous, voyez et jugez. — De là leurs victoires momentanées et leur échec définitif : de toutes les vertus, la première et la plus nécessaire est le courage, et l'humanité ne saurait à la longue accepter pour guides ceux qui ont peur de la lumière.

Une des conséquences de ces principes généraux, c'est la place beaucoup plus large faite à l'étude de la langue nationale. Comenius a pour le tchèque, que l'Unité avait tant contribué à développer, un amour ardent, il cherche par tous les moyens à le perfectionner, il compose des dictionnaires, traduit les psaumes, réunit les proverbes; il voudrait pour sa patrie une sorte de primauté morale, et encore en 1632, il espère qu'il lui sera donné d'appliquer la première les principes nouveaux qu'il apporte et dont il attend de merveilleux résultats : « Que personne ne dise : pourquoi serait-ce à nous d'entreprendre une chose aussi extraordinaire? Laissons commencer les Allemands, les Anglais et les Français; nous verrons comment ils s'en trouveront. — Je vous en prie, je vous en supplie; ne soyons pas si paresseux; ne regardons pas toujours les autres et ne rampons pas derrière eux; que les autres nous voient aussi quelquefois devant eux! » — Nous écrivons dans notre idiome, a-t-il dit ailleurs, parce que nous écrivons pour notre peuple, et sa langue savou-

reuse, imagée, harmonieuse et claire, est bien, en effet, puisée aux sources mêmes de la race.

Mais une nation n'a pas le droit de s'isoler, elle collabore avec les autres à l'œuvre de Dieu; pour que chacun soit en mesure d'accomplir sa tâche, il a besoin d'avoir des lumières de tout et de se préparer ainsi à la communion avec l'Être suprême; rien de ce qui est divin, c'est-à-dire rien de ce qui peut servir au progrès intellectuel et moral, ne saurait nous être étranger. Comenius est partisan de l'éducation intégrale dans le sens le plus large du mot et cela le conduisit à la recherche d'une philosophie générale des sciences, à ces projets d'une *Pansophie* qui furent la préoccupation dominante de la seconde partie de sa vie. Il se perdit dans cet essai grandiose de classification et de généralisation et il n'a laissé que des fragments isolés et imparfaits du temple magnifique qu'il rêvait. Oxenstiern lui reprochait d'oublier pour ces stériles tentatives des travaux plus déterminés et d'une utilité plus directe, et il souffrait lui-même cruellement de ses échecs, comme accablé par l'immensité de la tâche : « Ah! s'il avait pu plaire à Dieu d'inspirer ce projet à d'autres qu'à moi! Si je pouvais plus ou si je voulais moins? J'ai assumé un lourd devoir, et il m'est arrivé comme à la rivière qui, à mesure qu'elle s'éloigne de sa source, doit entraîner une masse d'eau toujours plus considérable..... Quand je veux finir quelque partie, je me heurte partout à des doutes. »

Lorsqu'on dégage de l'appareil scolastique qui encombre encore sa marche, les idées maîtresses qui le guidaient, on aperçoit, à travers ses recherches incohérentes et les hypothèses qu'ont ruinées les découvertes ultérieures, la rare maîtrise de son esprit. Il est soutenu au milieu de toutes ses hésitations par sa conviction très nette de l'unité de la science et par sa foi dans le progrès. Il résume et coordonne les résultats acquis, dans l'intention, une fois qu'on aura ainsi mesuré le terrain parcouru, d'organiser le travail. Il s'inspire de Bacon et de Descartes, prépare la voie aux encyclopédistes et annonce les Saint-Simo-



niens: le genre humain est semblable à l'homme qui passe des balbutiements de l'enfance et des tâtonnements de l'adolescence à la claire possession de sa pensée; nous n'apercevons que des étincelles qui peu à peu grandissent et deviennent des flambeaux, et ceux-ci réunis en un foyer de lumière, illuminent le monde de leur radieuse clarté. Des peuples mûris et développés par l'instruction sortiront des savants qui, groupés dans un collège œcuménique, seront les guides de l'humanité; devant l'évidence de la vérité, les préjugés s'effaceront et les haines désarmeront. — Tous les hommes ne formeront plus alors qu'une tribu, un peuple, une maison, une école. Les païens se convertiront, les Juifs confesseront leur erreur. Satan sera fait prisonnier et enchaîné au char du triomphe. La paix régnera sur la terre. — Ainsi sera accomplie la parole du maître, un seul pasteur et un seul troupeau, et ce sera vraiment l'âge d'or.

Perdu dans cette vision grandiose, Comenius traversa la vie sans que les plus dures épreuves et les déceptions les plus multipliées eussent raison de sa confiance. Dieu a peut-être ses motifs, se contentait-il de dire après quelque nouvelle humiliation, pour paraître changer ses desseins. Qu'il me soit permis comme à David de me taire, quand je vois l'Éternel faire ou dire quelque chose que je ne comprends pas. — Même quand, en 1656, la ville de Lechno fut incendiée et que l'Unité des Frères, chassée de son dernier asile, se dispersa, aucun doute ne l'assaillit : « Ne croyez pas qu'il puisse jamais arriver que le Christ cesse d'aimer tous ses enfants et que, par amour pour les uns, il haïsse les autres. » — Le Christianisme est avant tout paix avec Dieu et avec les hommes. — Au soir de sa vie, prêt à remettre son âme entre les mains de son maître, comme le moissonneur qui, après avoir jeté la semence dans le champ, sait bien qu'en dépit des tempêtes et de la neige le printemps verra lever le grain, il résumait sa vie et sa foi dans une de ses œuvres les plus sereines et les plus hautes, Unum necessarium ; « Je ne veux plus m'inquiéter

outre mesure des choses de la terre... Pour m'expliquer plus clairement, je dirai : Si en guise de palais je ne puis avoir une cabane qui m'appartienne pour reposer ma tête, je serai content si quelqu'un veut bien m'accueillir sous son toit; sinon, je demeurerai sous la voûte du ciel, à l'exemple de mon divin maître qui a passé sa dernière nuit sur le mont des Oliviers... Je n'ai pas besoin de vêtements princiers, je ne demande comme Jean qu'un peu d'une grossière étoffe; du pain et de l'eau suffiront à me nourrir, et s'il s'y joint quelques légumes, je louerai la bonté du Seigneur. Ma bibliothèque se composera du Livre de Dieu, ma philosophie consistera à contempler comme Daniel le ciel et les œuvres du Très-Haut et à m'étonner de voir le Tout-Puissant s'abaisser jusqu'à moi, pauvre ver de terre..... Ma jurisprudence se réduira à faire aux autres ce que je voudrais qu'on me fît. Si quelqu'un se soucie de ma théologie, je dirai comme saint Thomas d'Aquin mourant, la Bible dans la main, sur les lèvres et dans le cœur : je crois ce qui est dans ce livre. Et si on me demande à connaître plus précisément ma profession de foi et ma formule d'oraison, je citerai la foi des apôtres et Notre-Père, avec les dix commandements pour règle de conduite. » Comenius finissait ainsi sa vie en condamnant le formalisme, les arguties théologiques et le fanatisme sectaire; sa dernière parole était un appel à l'union et un élan d'adoration vers Celui qui pardonne et qui réconcilie. Quand il s'endormit dans le Seigneur en 1670, il parut qu'il emportait avec lui l'âme même de cette vieille Bohême dont l'éternel honneur sera d'avoir proclamé la première les droits de la conscience. Il ne laissait pas de disciples et il n'a pas fait école; cette idée même d'école, pour ce qu'elle suppose d'exclusif et d'étroit, eût répugné à la largeur de sa pensée et à la tendresse de son cœur; des millions d'hommes se sont rafraîchis à ses paroles et il est au premier rang de ces libérateurs divins dont les souffrances ont diminué sur la terre la misère morale et la haine.



Au lendemain de la paix de Westphalie, il avait écrit ce Testament de l'Unité mourante que depuis lors tant de patriotes tchèques ont récité en pleurant et qui était comme une dernière et sublime protestation contre le triomphe de la force.

« L'Unité n'avait ni or ni argent, et si elle avait quelques églises, quelques maisons, quelques vignes, on lui a tout pris, mais ses trésors les plus précieux, on n'a pas pu les lui enlever. Au moment de la séparation suprême, c'est vers toi, mon peuple tchèque, que je me tourne et je te lègue les trésors que Dieu m'a confiés. Nous avions mérité par nos fautes la colère de Dieu, je crois pourtant qu'après l'heure du châtiment, viendra l'heure de la clémence, et dans cette espérance, je te lègue ce que j'avais reçu de nos Pères et ce que j'ai conservé dans des temps difficiles et durs.

« — D'abord l'amour de la Vérité divine que le Seigneur a daigné nous révéler plus tôt qu'à tous les autres peuples, par les mérites de notre Jean Hus... L'Antechrist par ses ruses a jadis voulu te l'enlever au concile de Bâle et il l'a étouffée par la puissance de ses armes et ses cruautés; mais jusqu'à présent j'ai cherché à la conserver avec mes fils... Voilà ton héritage, ô patrie bien aimée, prends-le comme ton bien, quand Dieu te témoignera sa miséricorde, et ouvre la voie à la vérité.

« Le second legs que je te fais, c'est l'ardent désir de comprendre toujours plus clairement et plus complètement cette vérité divine. Et puisque le Seigneur nous a recommandé d'étudier sa loi, je te laisse en héritage le livre de Dieu, la Sainte Bible, que mes fils avec une grande application ont traduite des langues originales en tchèque... Tes ennemis ont détruit les exemplaires de cette Bible partout où ils les ont trouvés, mais par la clémence de Dieu qui a sauvé les livres de Jérémie, déchirés et brûlés par l'impie Joachim, ce livre te sera conservé; aie confiance et ne doute point.

« Je te lègue l'amour de la discipline ecclésiastique, je

te lègue à toi et à tes fils la volonté d'épurer, d'embellir, de développer notre chère langue, notre langue tchèque bien-aimée; on savait l'ardeur de mes enfants sur ce point et les connaisseurs disaient qu'il n'y avait pas de meilleur tchèque que chez les Frères et dans leurs livres; même aujourd'hui, chassés de leur patrie, quelques-uns des miens se sont attachés à préparer des livres utiles; tous ces livres, anciens ou nouveaux, l'œuvre de mes fils, prends-les, ils sont à toi.

« Je te lègue enfin une méthode d'enseignement meilleure et plus utile. Les étrangers ont commencé à l'adopter, sans différence de nationalité ou de religion : c'est à toi avant tout qu'il appartient de ne pas négliger ton patrimoine.

« Tu resteras le rameau béni qui fleurit à côté des fontaines et sur les murs. — Vis, mon peuple consacré, ne meurs pas. Que l'Éternel bénisse tes œuvres et qu'il prenne plaisir au travail de tes mains; qu'il brise les muscles de tes ennemis et de tous ceux qui te haïssent. Que le temps vienne où les nations diront : tu es béni de Dieu, peuple affranchi par le Seigneur! »

Les écrivains qui, comme Masaryk, essaient de rattacher à la Réforme et à l'Unité la Renaissance tchèque contemporaine, ont le tort de trop préciser les ressemblances et de ne pas tenir assez compte de la forme laïque qu'a adoptée la pensée moderne; ils ont raison de voir dans Comenius un des maîtres essentiels des générations nouvelles : respect de la conscience, amour de la vérité, culte du passé et de la langue nationale, foi dans le progrès et réconciliation des peuples dans la science, c'est bien là l'héritage qu'ont relevé les contemporains et les continuateurs de Dobrovsky.

∴

Après Comenius le silence se fait, les émigrés peu à peu disparaissent, et en Bohême, le peuple, courbé sur le sillon,



prépare l'œuvre lointaine du réveil en défrichant de nouveau le sol encombré de ruines et envahi par les ronces. Au lendemain de la guerre de Trente-Ans, la situation était terrible. C'est une sorte de tradition que la population de la Bohême était tombée de 3 millions à moins de 800,000 habitants. Ces chiffres ne méritent en eux-mêmes aucune croyance. Encore dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle, les recensements officiels sont dressés avec une légèreté visible et donnent lieu aux doutes les mieux fondés : quelle valeur pourrions-nous accorder à tous les calculs antérieurs, qui ne reposent que sur des observations incomplètes et des généralisations rapides! Il faut tenir compte du caractère flottant de la population qui facilite les erreurs, de la dissimulation fantastique des intéressés qui cherchent à échapper à l'impôt, des tendances à l'exagération qui forcent les tons dans une proportion presque illimitée, du mirage qui, par une illusion bien naturelle, porte les contemporains à regarder comme un âge d'or la période qui a précédé la guerre [1]. Il n'est pas douteux ainsi que la densité de la population était beaucoup moindre en Bohême au XV[e] et au XVI[e] siècle que ne le prétendent les chroniqueurs, et il est inadmissible qu'un pays où l'on compte aujourd'hui de 12 à 13,000 villages, en ait eu alors 38,000 ou même 44,000, comme l'affirment les contemporains. Les renseignements que nous possédons sur les ours qui ne sont pas rares dans le royaume, et sur les loups qui, en 1572, apparaissent dans les environs de Prague, suffiraient à motiver notre scepticisme. De plus, les textes les plus formels établissent que pendant tout le XVI[e] siècle la population n'avait

1. L'archevêque de Prague écrit par exemple en 1680 : « Cette ville, si vaste et si florissante, qui, encore dans notre siècle, sous l'Empereur Rodolphe, comptait plus de 200,000 habitants ». — Dvorsky, Études sur la population de la Bohême, dans les Pamatky, X. — Or, Winter croit que cette population était de 40 à 50,000, et si de nouvelles recherches l'amènent à penser que ces chiffres sont un peu trop bas, il ne saurait s'agir, d'après lui, que de différences secondaires. — Ce serait dans tous les cas dépasser la mesure que de parler de 70 à 80,000 habitants pour 1600. (Journal du Musée tchèque, 1899, p. 136 et 322.)



augmenté qu'avec une extrême lenteur, si même elle n'avait pas diminué, ce qui me paraît pour ma part plus vraisemblable. Il est donc probable que Balbin dépasse la mesure en évaluant aux quatre cinquièmes la diminution de la population pendant la guerre. Ce qui est certain du moins, c'est que le déchet fut énorme.

Le nombre des feux, c'est-à-dire des tenures rurales qui représentent l'unité d'impôt, qui était de 150,000 en 1596 et était tombé à 133,000 en 1615, recule brusquement à 84,000 en 1628. Rézek, en s'appuyant sur les résultats de la commission de recensement instituée par la diète de 1653 afin d'avoir une base sérieuse de répartition, arrive à 82,000 feux et à 135,000 chefs de famille. Il est hors de contestation que les familles à cette époque avaient très peu d'enfants et que celles qui comptaient plus de 5 personnes étaient une rare exception; la population des campagnes n'atteignait donc pas 700,000 habitants. Pour les villes, des calculs approximatifs donnent 80,000 habitants; si l'on y ajoute les seigneurs, les couvents, le clergé, on arrive à environ 800,000 pour l'ensemble de la population de la Bohême proprement dite [1]. — Elle en compte aujourd'hui 6 millions, et il est probable que la guerre lui avait enlevé au moins la moitié de ses habitants et probablement davantage. En Moravie, d'après les calculs de Slavik, qui a tort, suivant moi, d'accepter trop facilement les statistiques antérieures à 1618, mais qui est un guide absolument sûr pour la période qui suit la guerre, la population en 1656 n'est plus que de 500,000 habitants (aujourd'hui 2,200,000), et un tiers des tenures sont abandonnées [2]; encore certaines régions ont-elles été beaucoup plus éprouvées.

Dans les villes, la ruine presque complète de l'indus-

1. Rézek, L'hist. de la Boh. et de la Moravie depuis 1648, I, p. 435. — Plutôt un peu au-dessus, dit Rézek. — Ses calculs, établis sur une étude approfondie et critique des documents officiels, paraissent aussi exacts que le comporte la matière.

2. Slavik, La Moravie et la Silésie autrichienne après la guerre de Trente-Ans, p. 6. — Je crois que le tableau de Slavik est plutôt optimiste.



trie des draps, qui faisait la richesse du pays, et la persécution religieuse ont entraîné l'émigration en masse des ouvriers [1]. Jihlava, qui avait 13,000 habitants avant la guerre (aujourd'hui 23,000), n'en a plus que 299; Znoym est presque déserte; Olomouts, qui a encore plus de 30,000 habitants en 1640, n'en a plus que 1,670 après la paix; à Ouhershé Hradichtié, 10 maisons à peine restent intactes sur 181 [2]. Les villes, jadis les plus populeuses et les plus riches, qui se trouvent sur le passage des armées, ont perdu les trois quarts ou les quatre cinquièmes de leurs habitants. Un rapport suédois évalue à 138 villes et 2,171 villages, le nombre des communes qui ont été brûlées de fond en comble [3]. A Brno, sur 1,359 maisons, 928 sont complètement ruinées, 260 le sont à moitié. Quand le prieur des Augustins a l'idée d'établir une filiale à Tchaslav, ses moines protestent : telle est la misère de la ville que cette fondation « serait une honte et une humiliation pour la congrégation »; sur 197 maisons, 86 sont détruites, si bien qu'il est difficile d'en déterminer l'ancien emplacement; dans les faubourgs, 30 maisons sont vides, sur 53 ; les environs sont saccagés : les vignes et les houblonnières ont été arrachées [4]. A Kolin, sur 100 maisons, 38 sont brûlées, détruites ou désertes; les autres ne valent guère mieux, sans portes, sans fenêtres, menacent ruine. Le recensement de 1653 indique environ 900 Chrétiens et 400 Juifs [5]; vers le milieu du XVI[e] siècle il y avait encore 3,000 habitants dont 300 Juifs. Aux Hratchany, presque toutes les maisons ont été acquises à vil prix par des nobles ; il reste à peine une trentaine de bourgeois dont la plupart gagnent leur vie en travaillant

1. On évalue ainsi à 70,000 le nombre des Anabaptistes seuls qui ont quitté le pays.
2. Slavik, p. 116-117. — A côté, certaines régions ont relativement peu souffert : les districts montagneux, en particulier dans la Moravie septentrionale, ont été ainsi presque épargnés par la guerre.
3. Dudik, p. 377.
4. Vatslavek, la ville de Tchaslav, p. 216-217.
5. Vavra, la ville de Kolin, p. 179.

comme journaliers dans les vignobles; d'autres mendient sur les routes [1].

Dans la commune de Politse, des 148 maisons qui existaient avant 1610, nous n'en connaissons plus que 63 qui soient encore occupées, presque toutes plus ou moins dévastées. Dès 1628, Ferdinand II accorde à ceux qui s'établiront sur une tenure abandonnée la remise des impôts pendant trois ans; les amateurs sont si rares qu'un siècle plus tard beaucoup de fermes demeurent vacantes et que les recensements continuent à parler de terres incultes. A chaque pas, on se heurte à des ruines. « Tu apercevras quelquefois, écrit Balbin, dans un lieu désert, une porte debout, une colonne, les débris magnifiques d'une grande construction ; c'est tout ce qui reste du château qui s'élevait là; ailleurs une tour se dresse, seul débris du village ou du manoir qu'ont dévoré les flammes... On ne pourrait pas citer une ville, pas même un château qui n'ait été brûlé pendant la dernière guerre [2]. » Balbin a parcouru tout le royaume et son témoignage ici est important. Tous les récits des voyageurs nous donnent la même impression de désolation. M. de Monconys, qui visite Prague en 1663, met huit heures pour faire trois milles allemands : les routes sont défoncées, les rivières débordent; dans les villages, on ne trouve à manger que ce qu'on apporte, et de la paille pour se coucher; dans une petite localité, voisine de la capitale, les voyageurs arrivent à grand'peine à se loger, « n'y ayant dans le grand logis où nous demeurâmes qu'un poële commun pour tout le monde... dans une chambre faite d'arbres mis les uns sur les autres [3]. » — « La petite ville de Beraun, comme toutes celles de la Bohême, est fort ruinée. A Pilsen, où nous logeâmes à l'Aigle d'or, nous ne fûmes pas mieux couchés qu'à l'ordinaire, sur de la paille mise au milieu de la chambre, et un méchant lit de plumes par dessus. » Dès qu'on sort de la

1. Tchélakovsky, Les privilèges des villes de Prague, XCVIII.
2. Balbin, Miscellanea, III, 7.
3. Voyage de M. de Monconys, p. 114.



Bohême, la misère est moins grande; en Bavière, M. de Monconys a enfin la satisfaction d'avoir des draps pour dormir.

Prague ne lui laisse guère que de fâcheux souvenirs : « Les places et les rues sont assez belles, mais elles sont si sales et les boutiques des marchands si gueuses que la ville ne paraît pas agréable..... Je vis le marché des Juifs, puis celui de la pelleterie, qui tous deux ne sont que misère, comme presque toute la ville paraît être [1]. » Toutes les classes sont atteintes. Les seigneurs, à qui leurs serfs ne paient pas leurs redevances et qui ne vendent pas leurs récoltes, sont criblés de dettes; les chevaliers cherchent à se débarraser à tout prix de leurs domaines. Dès 1627, la commission de transaction réclame l'indulgence pour les nobles du cercle d'Ellbogen : — on ne pourrait pas d'ailleurs en obtenir grand'chose; ils n'ont pas d'argent et s'ils voulaient vendre leurs terres ils ne trouveraient pas d'acquéreurs; la plupart sont si grevés d'hypothèques que s'ils réalisaient leur fortune, il ne leur resterait plus rien.

Dans les villes, la décadence industrielle est prouvée par la disparition de nombreuses corporations; celles qui survivent ne renferment plus qu'un nombre dérisoire de maîtres. Tout apprentissage régulier a été interrompu et la médiocrité des produits témoigne à la fois du mauvais goût des acheteurs et de l'ignorance des ouvriers. La décadence à ce point de vue est surtout visible en Silésie. C'était le grand centre manufacturier de la monarchie : toutes les relations commerciales ont été interrompues; l'industrie des toiles et celle des draps, jadis si prospères, ne subsistent plus que dans quelques centres voisins de la Pologne; les ouvriers se sont réfugiés dans l'électorat de Saxe, qu'ils enrichissent de leur travail. A Lœwenberg, qui venait immédiatement après Breslau et Glogau, le nombre des tisserands est passé de 700 à 14. « La ville entière n'est presque plus qu'une ruine », écrit

1. P. 117.



le conseil en 1655. « Il est touchant de voir les efforts que doit faire la municipalité d'Habelschwerdt, les promesses qu'il lui faut accorder pour décider quelqu'un à cet acte d'audace d'ouvrir de nouveau une auberge dans la ville désolée [1]. » Sans doute, pas plus qu'au point de vue intellectuel et moral, la rupture avec le passé n'est complète : çà et là quelques traditions survivent, et à ces souvenirs de l'antique prospérité se rattacheront les origines de l'industrie moderne ; mais que de temps ne faudra-t-il pas pour que l'esprit d'entreprise et d'épargne renaisse !

Dans les campagnes, les inventaires nous révèlent la situation désespérée de la population qui, malgré les progrès de la servitude, avait conservé jusqu'en 1618 une certaine aisance et qui n'est plus qu'une horde de mendiants, rampant devant les seigneurs « sur les genoux de leurs cœurs ». Presque partout le matériel d'exploitation a été volé et le bétail emmené ; les plus heureux ont sauvé quelques chevaux si étiques et si faibles qu'on les attelle par quatre et par six ; sur beaucoup de domaines, les paysans et leurs femmes traînent eux-mêmes la charrue. A peine si le laboureur égratigne le sol avec les pauvres outils qu'il a sauvés : pas d'engrais, pas toujours de semences. Si malgré tout le grain mûrit sur cette terre grasse et féconde, la récolte ne se vend pas. « Autant qu'un homme peut porter de blé ne coûte que 16 sols et ce qui coûterait 2 sols à Paris de pain, n'y vaut pas 4 deniers [2]. » « Certainement le cœur s'attriste sur eux, écrit Suzanne Tchernin ; car nous autres nous avons encore quelques miettes. Ces pauvres gens sont réduits à mourir de faim..... Trois grands fléaux se sont abattus sur ce pays, les guerres, la famine et la peste [3]. » Pendant plus d'un siècle, toutes les heures seront hantées par le spectre de la faim, de la faim noire, qui ne laisse à l'homme d'autre ressource que de mâcher l'écorce des arbres et de

1. Grünhagen, Gesch. Schlesien's, II, p. 311.
2. Voyage de M. de Monconys, p. 131.
3. Lettres de Suzanne Tchernin, p. 116, 209.

s'abattre sur le sol..... « Beaucoup de mes paysans n'avaient déjà pas de grains pour l'hiver, aussi ces malheureux n'ont pas de quoi vivre..... Beaucoup de paysans n'ont pas de pain, la récolte a été mauvaise. »

Un désespoir morne et une lassitude hébétée courbent sur le sol ces générations sacrifiées. Très peu d'enfants; à Kolin, en 1653, la proportion des adolescents est à peu près de moitié inférieure à la normale. Les paysans n'ont plus d'écoles, on a expulsé leurs pasteurs, on a brûlé leurs livres, ils n'ont pas de curés, tout au plus, de loin en loin, quelques missionnaires que le plus souvent ils ne comprennent pas et qui les terrifient. « Ils sont devenus si sauvages que les jurons ne leur coûtent pas plus que les belles paroles. » Beaucoup s'enfuient, s'engagent dans les bandes de malandrins qui infestent les routes. La férocité et la barbarie gagnent de proche en proche. Les chroniques nous parlent de brutes qui, revenues à l'état primitif, vivent dans les forêts, se repaissent de racines et de glands, n'ont aucune religion, et dont la langue se réduit à quelques gloussements vaguements articulés. Sans même tenir compte de ces légendes plus ou moins sérieuses, les textes les plus précis témoignent de la grossièreté et de la violence des mœurs et du recul de la civilisation. L'ivrognerie est une mode et un sport. Les duels, très fréquents, sont de véritables assassinats ; il n'est pas de jour où un seigneur, après boire, par forfanterie, par gageure ou simplement pour le plaisir, ne se rue sur les bourgeois et les paysans, insultant les femmes, blessant les promeneurs. Certains districts de la Silésie sont terrorisés par des associations, comme celle des Vingt-Sept, qui s'engagent à ne pas se tailler la barbe, les cheveux et les ongles et dont le programme consiste à provoquer des rixes et des désordres. — Un édit royal de 1651 vise « les gens turbulents et insolents, nobles ou autres, nombreux en Silésie, dans les villes ou le pays plat, qui viennent aux noces, aux baptêmes, aux enterrements, aux banquets sans y être invités,

blasphèment et jurent, tiennent des discours scandaleux et ignobles, souillent les plats d'une facon plus que bestiale, brisent les portes et les fenêtres, tirent leurs épées, déchargent leurs pistolets »[1]. A Eger, les rues sont envahies par des vagabonds, des mendiants; les jeunes gens battent les bourgeois et cassent leurs vitres, la débauche devient plus crapuleuse malgré la sévérité croissante des peines, les maladies contagieuses se propagent; l'ignorance et la superstition dépassent toutes les bornes de l'imagination; les étrangers qu'attirent les sources minérales voisines sont exposés à toutes les vexations, parce qu'on leur reproche de venir réduire la portion déjà si maigre des indigènes; on les accuse d'enduire les murs d'un onguent jaune qui répand la mort, et on finit par défendre aux hôteliers de les loger sans une autorisation expresse de la municipalité[2]. Les autorités partagent ces craintes folles et les termes de leurs ordonnances, d'une indécence brutale, prouvent à quel point est universel le mal qu'elles prétendent réprimer.

Plus on serre de près les détails, et plus les plaies laissées par la guerre apparaissent, déplorables. Même les régions les plus favorisées furent très atteintes dans leur richesse et entraînées par la décadence générale. Le naufrage fut peut-être moins complet qu'on ne l'a longtemps admis, en ce sens qu'on sauva quelques épaves, mais le vaisseau avait été rasé par la tempête; il fallait reprendre à pied d'œuvre l'édifice de la grandeur nationale, et pour cette tâche, il ne restait qu'une population anémiée, spoliée de toutes ses épargnes, sans guides et sans traditions. Sur cette pâte molle, les Habsbourgs à cette heure étaient libres d'écrire ce qu'ils voulaient : ils laissèrent passer l'heure et comme accablés par l'effort de leur victoire, ils n'en tirèrent aucun profit. Ils avaient assassiné un peuple, ils ne réussirent même pas à fonder une monarchie autrichienne.

1. Grünhagen, II, p. 316.
2. Kittel, Kulturhistorisches aus Eger, dans les Mitt. d. Ver. f. Gesch. d. Deutschen in Bœhmen, XVII, p. 286.



LIVRE II

L'ABSOLUTISME CATHOLIQUE

CHAPITRE PREMIER

Le triomphe de la compagnie de Jésus

État religieux du pays après 1648. — Les violents : Caramuel de Lobkovits. Les modérés : le cardinal Harrach ; les Jésuites. — Intervention de l'État : la réforme officielle 1650-1657. — Avènement de Léopold Ier : l'hérésie ne subsiste plus qu'à l'état sporadique et le clergé s'occupe d'assurer sa domination sur les âmes. Les archevêques de Prague : leur administration, difficultés qu'ils rencontrent ; état des cures. — Les missionnaires : nature et causes de leurs succès ; les procédés de conversion. — Progrès de la Compagnie de Jésus : son influence prépondérante, ses richesses [1].

Pendant le siècle qui suit la paix de Westphalie, l'histoire morale de la Bohême se résume dans le triomphe d'une religion d'État, qui non seulement proscrit toutes les divergences, mais qui les supprime en absorbant toute la vie spirituelle. Les pouvoirs laïques et ecclésiastiques, souvent rivaux, s'entendent dès qu'il s'agit de guetter la moindre étincelle de réflexion personnelle et d'étouffer toute pensée indépendante, avant même qu'elle ait revêtu une forme précise. Nous avons quelque peine à nous

1. La plupart des ouvrages déjà cités au chapitre I et III. — Jaksch, *Gesetzlexicon im Geistlichen, Religions-und. Toleranzfache für das K. Bœhmen 1601-1800*. — Balbin, *Bohemia docta* et *Bohemia sancta*. — Bilek, *Die Gegenreform. in den Bergstaedten des Erzgebirges.*, dans les Mittheilung., XXIII. — Bilek, *La Contre-Réformation en Bohême, 1650-1751* (dans le Journal du Musée Bohême, 1881). — Rézek, *Histoire du mouvement religieux populaire en Bohême*, 1887. — Tomek, *Geschichte der Prager Universitæt*, 1849. — Mais le livre essentiel est Rézek, *Histoire de la Bohême à l'époque moderne*, 2 vol. 1892-1893, qui s'arrête malheureusement vers 1670.

représenter, dans sa complète intensité, ce régime qui n'est nulle part ailleurs arrivé à un aussi parfait développement, pas même en Espagne où la soumission à l'Église avait un caractère volontaire et national et a pu ainsi coïncider avec une très réelle activité intellectuelle. Notre histoire de France surtout n'offre rien d'analogue : d'abord parce que ce que l'on appelle, par abus de langage, la domination exclusive du catholicisme y a duré beaucoup trop peu, — tout au plus de 1685 à 1715, — pour sortir ses pleins effets, — et parce que le clergé gallican était beaucoup trop imprégné lui-même de doctrines libérales.

Bossuet, le grand adversaire du sens propre, a beau soumettre la raison au dogme, il lui demande une adhésion réfléchie. Les plus sincères chrétiens et les plus saints prêtres de notre XVII[e] siècle ont grandi dans une atmosphère de libre discussion, et leur renoncement implique, sinon des réserves que repousserait leur loyauté, du moins des habitudes de critique; il suffit de songer aux mésaventures d'un Balbin que l'humilité de sa foi ne protégea pas contre le soupçon pour deviner le sort qui à Prague eût attendu beaucoup de nos évêques. Puis en France, la vie sociale, si riche, entretient une agitation féconde. En Bohême, la politique des Habsbourgs et leurs ambitions dispersées laissent indifférentes, non seulement la masse du peuple, mais même les classes relativement instruites; pas de littérature; entre le tchèque qui s'abâtardit et l'allemand qui demeure un idiome étranger et n'a pas encore atteint sa forme moderne, il n'y a plus même de langue nationale; tous les éléments d'activité manquent en même temps et, sous la surveillance d'un clergé médiocre, qui possède juste le degré de supériorité nécessaire pour maintenir son autorité, toutes les têtes s'inclinent vers le sol; c'est une prostration universelle, un sommeil accablant, léthargique, sans rêves.

Ferdinand III avait très généreusement récompensé tous ceux qui s'étaient distingués pendant le dernier siège de Prague. Mais sa reconnaissance était allée d'abord à Celle

dont la divine intervention avait sauvé la ville : il plaçait son royaume sous la tutelle spéciale de la Vierge-Marie et il lui dressait une statue sur la principale place de la capitale. C'était le symbole de la prise de possession de la Bohême par Rome. Les États rivalisaient de zèle avec le souverain, le suppliaient de ne tenir aucun compte de l'intervention des Électeurs allemands qui, timidement, réclamaient quelques concessions pour les Luthériens : qu'il conservât dans tout son éclat la « religion romaine, antique, vénérable et sainte, le plus sûr et le plus solide fondement sur lequel reposent les droits, les constitutions et les biens du pays... le premier, le plus ferme et le plus important des privilèges du royaume ».

Les dernières années de la guerre avaient marqué un recul très sensible du catholicisme ; sous la protection des Suédois, beaucoup de pasteurs étaient revenus, particulièrement dans les districts du Nord et de l'Est, et les conversions dont les Jésuites faisaient étalage, n'avaient guère résisté à l'épreuve ; dans nombre de communes, les curés et les missionnaires avaient dû s'enfuir devant les paysans insurgés, et plus d'un était mort, victime de son zèle. Des milliers de fidèles passaient la frontière pour assister au service divin ou faire consacrer leur mariage [1]. Les Jésuites estimaient que les deux tiers de la population étaient encore hérétiques, et les quatre-cinquièmes des serfs : — si on demande à ces derniers pourquoi ils sont revenus à l'erreur qu'ils avaient abjurée, ils répondent qu'ils avaient compromis leur âme en cédant à la force; quand on les contraint à la communion, ils crachent l'hostie ou commettent d'autres sacrilèges; quelques paysans donnent à leurs chiens le corps du Sauveur, afin, disent-ils ironiquement, de les amener à la véritable foi. Les Seigneurs les plus dévoués aux Jésuites sont obligés de fermer les yeux, gardent pour employés des protestants, dont la présence rassure leurs sujets, qui sans

1. Rézek, Le mouvement religieux populaire en Bohême, p. 35.



cela quitteraient leurs tenures. Dans les villes mêmes, malgré la surveillance continuelle, des suspects ou des tièdes se glissent dans les conseils. — Le tableau est probablement un peu poussé au noir par les Pères qui n'étaient pas fâchés de grossir ainsi leurs victoires futures ; les statistiques officielles évaluent à 200,000, c'est-à-dire au quart de la population, le chiffre des hérétiques de Bohême ; on en compte 50,000 dans le cercle de Kralové-Hradets ; ils sont très nombreux aussi dans les cercles de Boleslav, de Litomierzitse et dans les régions allemandes de Saatz et d'Ellbogen ; dans les centres miniers et les montagnes, tout reste à faire. De 1620 à 1630, on avait couru au plus pressé, conquis les classes supérieures et les cités les plus importantes ; il s'agit maintenant de reprendre le travail de plus près et de faire une réalité de ce qui n'était souvent encore qu'un programme. Les dix années qui suivent les traités de Westphalie sont remplies par cette sorte d'épilogue du règne de Ferdinand II. Les procédés aussi sont très sensiblement les mêmes : peut-être les abus sont-ils un peu moins nombreux et les violences moins générales ; les traits essentiels demeurent, et avant tout l'intervention prépondérante des autorités politiques qui traînent le clergé à la remorque.

Quelques prêtres, d'un fanatisme plus intempérant, recommandèrent du premier coup les moyens extrêmes, entre autres Don Juan Caramuel de Lobkovits. Théologien subtil, casuiste pénétrant, mathématicien érudit, Caramuel, que ses partisans appelaient « la merveille du monde », était un de ces enthousiastes que les grandes crises exaltent. Il tenait de son père, qui avait été favori de Rodolphe II et était féru d'astrologie, des tendances mystiques qu'avait développées son séjour en Espagne. Il se regardait comme le soldat de Dieu, dont il avait défendu la cause de toutes les façons et sur tous les champs de bataille : on le choisissait volontiers pour les postes d'avant-garde. Philippe IV, pour reconnaître les services qu'il lui



avait rendus comme ingénieur contre les Français et les Portugais, l'avait nommé ambassadeur à Vienne. La grâce de sa personne, la souplesse et la verve qui le rendaient propre à toutes les tâches et capable de toutes les résolutions, avaient vite attiré sur lui l'attention d'une cour où les talents et les caractères étaient rares. Ferdinand III le nomma prieur du cloître d'Emmaüs à Prague et directeur général des forteresses de Bohême; il se distingua pendant le siège de 1648, et l'archevêque, séduit comme tous ceux qui l'approchaient, — peut-être aussi prévenu en sa faveur par leur défiance commune pour les Jésuites, — lui confia la haute direction du clergé bohême [1]. Cet Espagnol, qu'irritaient les lenteurs débonnaires des conseillers viennois, arracha aux gouverneurs de Bohême la terrible ordonnance du 1er février 1650 : tous ceux qui ne se convertiraient pas avant six semaines, devraient quitter le royaume; les hérétiques obstinés seraient punis par des exécutions militaires, la confiscation ou la mort; des peines rigoureuses menaçaient ceux qui donneraient asile aux proscrits. Quelques seigneurs voulurent appliquer ces rigueurs; les paysans, brusquement tirés de leur quiétude relative, résistèrent : des émeutes éclatèrent, surtout l'émigration prit des proportions redoutables. Les nobles se plaignirent au roi qui, peu satisfait de cette sorte de coup d'état, suspendit l'ordonnance.

Les principes de Caramuel n'étaient contestés par personne et, pas plus dans la « Conférence de confiance », où siégeaient les membres les plus autorisés du clergé, que dans la diète, personne ne nia que, « de l'avis des meilleurs théologiens, la peine de mort ne pût être employée contre les hérétiques ». Pourquoi seulement procéder avec tant de précipitation et de fracas? Les Jésuites étaient sûrs maintenant d'avoir du temps devant eux et ils n'avaient aucun intérêt à brusquer un dénouement certain ; il n'est

1. Prochazka, De sæcularibus liber. artium in Bohemia fatis, 1782. — Encyclopédie d'Otto.



pas défendu de penser aussi que, depuis qu'ils étaient devenus de riches propriétaires, ils comprenaient l'avantage de ne pas pousser à bout leurs cultivateurs; il n'est que juste d'ajouter qu'ils préféraient devoir leurs succès à leur seule éloquence plutôt qu'à l'intervention du pouvoir temporel.

Sur ce point, ils se rencontraient avec Harrach, et les instructions que l'archevêque donnait aux missionnaires étaient inspirées par les sentiments les plus généreux. — « Rappelez-vous la valeur des âmes, même quand elles sont dans l'erreur, et n'oubliez pas que le Christ a daigné les racheter de son sang. Recommandez-les au Seigneur, en particulier dans vos prières, et au moment du sacrifice, pour qu'il ouvre leur cœur à la lumière. Quand vous vous rencontrerez avec des hérétiques, traitez-les comme des pères et comme des frères, montrez-leur de l'humilité et de la patience, pour qu'ils comprennent que toutes nos actions ont leur source dans notre désir d'assurer leur salut. Que vos discours soient inspirés par la sagesse et la modération, ne vous laissez pas emporter dans vos paroles par une ardeur imprudente; que vos actes soient discrets et modestes, que votre conduite soit pieuse, attirez les âmes à notre Sainte Religion par une bonne conscience et l'exemple de votre vie. » Parmi les hommes à qui s'adressait Harrach, bien peu étaient en état de comprendre ses intentions, et d'ailleurs elles étaient viciées par l'erreur fondamentale du système : l'archevêque, quelque bienveillant qu'il fût, admettait qu'en dernier ressort, les résistances devaient s'incliner devant la volonté de l'Église, et il était ainsi condamné à subir le concours des autorités laïques, c'est-à-dire à accepter leur direction.

Le crime essentiel des inspirateurs de la Restauration catholique, et avant tout des Jésuites, qui en avaient conçu l'idée, tracé le plan et conduit l'exécution, avait été de faire appel dans des questions de conscience à la puissance séculière; ils avaient ainsi accepté une solidarité dont il leur était désormais impossible de se déga-



ger et ils avaient été amenés à reconnaître aux souverains des attributions que ceux-ci n'exerçaient qu'au détriment de la dignité morale du clergé : ils avaient acheté la ruine de l'hérésie par le sacrifice simoniaque de la suprématie religieuse de l'Église. Quelque brillantes que fussent les conditions extérieures du marché, ils furent dupes, puisque leur triomphe, flétri par les plus dégradantes compromissions, les réduisit à n'être que des façons de gardes-chiourmes payés pour fouailler un troupeau d'esclaves. Les Habsbourgs avaient toujours exigé de leur clergé une obéissance d'autant plus stricte qu'ils mettaient plus de zèle à défendre le dogme. « Dans mon pays, disait déjà Rodolphe IV, je veux être pape, archevêque, évêque et doyen »; ils étaient « les gardiens des deux tables de la loi », c'est-à-dire qu'ils étaient chargés par Dieu de faire observer non seulement les cinq derniers commandements, d'ordre civil ou pénal, mais les cinq premiers, de nature religieuse et ecclésiastique. Mainteneurs de la foi, il leur appartenait aussi bien de frapper ceux qui s'en écartaient que de surveiller ceux qui la représentaient. Joseph II à ce point de vue se sépare de ses prédécesseurs, moins par la nature des principes qu'il invoque que par l'application nouvelle qu'il en fait, absolument comme les décrets de la Constituante en matière ecclésiastique ne sont que l'extension logique du système de Louis XIV.

Au XVII[e] siècle, le clergé se résigne à sa dépendance parce qu'il a confiance dans l'orthodoxie du monarque et que ses intérêts matériels lui voilent les périls de cette alliance. Cette soumission qui l'expose à d'incessantes humiliations, lui enlève avec toute vigueur morale, toute initiative féconde : pendant sa longue domination, le clergé bohême n'a produit ni un savant ni un saint; les meilleurs de ses prêtres ne savent que marmonner quelques lamentations sur le régime dont ils meurent en plein succès. Ils ne parviennent même pas à marquer définitivement de l'empreinte de Rome le troupeau que la terreur a poussé dans leurs sanctuaires. Dès que quelque difficulté



grave surgit, que les résistances paraissent plus sérieuses, on les écarte brutalement, et leur zèle n'est jamais sollicité qu'à titre de complément et d'appoint.

Comme sous Ferdinand II, la nouvelle poussée catholique sous Ferdinand III est ainsi marquée en premier lieu par des rescrits impériaux qui menacent les dissidents des peines les plus rigoureuses et qui reviennent jusqu'au règne de Marie-Thérèse, ou même de Joseph II, avec la plus fastidieuse monotonie. Les missionnaires n'avancent que sous l'escorte de soldats dont ils seraient impuissants à contenir le zèle, même s'ils le tentaient sérieusement. L'expérience ne tarde pas à les convaincre que leurs exhortations seraient vaines sans l'appui de la force; ils l'acceptent, avec l'espoir tacite de transformer ensuite en catholiques sincères ces néophytes épouvantés. Adam Kravarsky, un des Pères les plus célèbres par leurs succès, catéchise pendant six mois, en compagnie de cinq autres prêtres, les paysans du domaine d'Opotchno : de guerre lasse, on mande les mousquetaires de Waldstein qui, en quelques heures, en convertissent 6,000. Les préjugés de castes se joignent aux habitudes générales d'intolérance et à la brutalité des mœurs pour pousser aux mesures les plus expéditives et les plus violentes : n'est-ce pas une insolence extrême que de discuter l'opinion du maître et de préférer une autre religion à la sienne! Beaucoup de seigneurs voient dans cette obstination un commencement de révolte qu'ils écrasent sans pitié. Sur le domaine de Semily, l'intendant, avant l'arrivée des missionnaires et, pour leur frayer la voie, fait emprisonner les conseillers municipaux de trente-trois villages; la terreur est telle que toute la population (1,300 personnes) s'enfuit dans les forêts ou émigre [1]. Sur le domaine de Koumboursk, le jésuite Beck fait fouetter et attacher au pilori des paysans qui s'obstinent et, comme cela ne suffit pas, on appelle des soldats dont l'éloquence est plus efficace que

1. Rézek, Hist. de Bohême, I, p. 188.



la sienne [1]. Le comte de Mansfeld demande qu'on ne lui envoie pas de commissaires de réformation : il se charge de tout ; il appelle les Jésuites et il achève de dissiper les doutes par la prison, les coups et le pilori. Dans le cercle de Boleslav, 10,000 paysans prennent la fuite à l'approche des missionnaires bottés.

Sur la frontière occidentale, le succès fut très lent. A Eger, les habitants arguaient de leur qualité de bourgeois de l'Empire et réclamaient le bénéfice des conditions fixées par les traités de Westphalie pour l'Allemagne [2]. Ferdinand répondit d'abord en ordonnant l'expulsion immédiate des prédicateurs (janv. 1650), puis en sommant les bourgeois de se convertir ou de quitter la ville : 47 firent leur soumission, 49 émigrèrent, 54 obtinrent un délai ; dans les campagnes voisines, où quelques nobles hérétiques avaient conservé leurs domaines, les soldats domptèrent les récalcitrants; beaucoup préférèrent l'exil à l'abjuration. De même dans les centres miniers : les Pères Jésuites André et Guillaume arrivent en 1652, et comme, dans ce pays où la religion romaine n'avait encore aucune racine, leurs prédications demeurent stériles, on a recours aux amendes, au fouet, à la prison ; 854 habitants s'enfuient de Joachimthal. Il fut nécessaire de s'y reprendre à plusieurs fois : à Asch, le protestantisme se maintient jusqu'à Joseph II ; à Eger, un mandat impérial de 1672 ordonne d'en finir et les Jésuites y parviennent à peu près. A Gottesgab, quand, en 1676, ils exigent des habitants une promesse ferme de conversion, 48 familles bourgeoises quittent la ville et 18 seulement se résignent [3].

1. Bilek, Contre Réform., p. 245.

2. Eger était une cité impériale qui avait été engagée par Louis de Bavière à Jean de Luxembourg. Le roi promit aux habitants de respecter leurs privilèges et de ne pas les soumettre au Camérier du royaume (1322). Elle ne faisait donc pas partie intégrante de la Bohême et se rattachait au diocèse de Ratisbonne. V. Tchélakovsky, Eger et le pays d'Eger (Prague, 1897).

3. Bilek, Die Gegenreform. in den Bergstaedten des Erzgeb. (Mittheil., XXIII).



En dépit de ces résistances isolées dans des contrées lointaines, où la surveillance est difficile et l'émigration aisée, à partir de la fin de 1654, le catholicisme est officiellement reconnu partout; d'après les rapports des commissaires de réformation, sur les 200,000 hérétiques qui restaient dans le royaume en 1648, 30,000 se sont enfuis, quelques milliers persistent dans leur erreur, les autres ont été réconciliés avec l'Église.

Le tableau, dans ses grandes lignes, n'est pas très différent en Moravie et en Silésie, sauf que la battue fut moins vivement menée en Moravie et qu'en Silésie les conditions particulières faites au pays par la paix permirent au protestantisme de subsister en partie.

En Moravie, la mort du cardinal Dietrichstein (1636), bientôt suivie par les invasions suédoises, avait suspendu la croisade catholique. Un assez grand nombre de seigneurs hérétiques avaient conservé leurs domaines et ils ne montraient naturellement aucune hâte à exécuter les mandats impériaux; à partir de 1654, on obligea les nobles qui refusaient de remplir leurs devoirs religieux, à vendre leurs biens et, cette fois, la mesure fut sérieusement exécutée; dès lors rien ne s'opposait plus aux succès des Jésuites qui, plus encore qu'en Bohême où ils étaient contenus par l'archevêque et par la jalousie des autres Ordres, furent ici les véritables meneurs du mouvement : avec l'appui des autorités, ils célébrèrent leurs triomphes coutumiers.

En Silésie, le recours brutal à la force était impossible; ils firent appel à la ruse et déployèrent leur talent ordinaire à tourner la loi et à interpréter les privilèges dans le sens le plus restrictif. Ils s'étaient solidement cantonnés à Opava (Troppau), sur les domaines du prince Charles-Eusèbe de Liechtenstein, et de là ils surveillaient toute la région. Ils étaient sûrs de l'appui de la cour, très résolue à aller jusqu'au bout de ses droits. Comme la duchesse de Teschen, catholique, mais désireuse de ménager ses sujets, avait demandé pour eux quelque répit : « Je me ferais

scrupule, lui répondait Ferdinand III avec une mauvaise humeur manifeste, d'accorder à n'importe qui en pareille matière quelque chose de plus que je n'y suis obligé, et je m'étonne qu'après ma déclaration formelle vous ayez cru devoir insister [1]. » L'Empereur manquerait à ses devoirs de père, déclarait Trauttmansdorf en 1649 aux députés Silésiens qui sollicitaient sa clémence, s'il ne s'attachait pas à assurer le salut de ses sujets. — A partir de 1653, des commissions mixtes de réformation parcourent le pays pour fermer ceux des temples dont la possession n'était pas nettement garantie aux protestants; en deux ans 656 sont confisqués; plus de 500 pasteurs sont expulsés; en 1666, les instituteurs sont frappés à leur tour.

Chacun de ces décrets représente de cruelles souffrances, des existences brisées, des familles détruites; çà et là, les paysans résistent et leurs impuissantes colères attirent sur leurs têtes de terribles châtiments. Si stériles cependant ces rigueurs que les conventions ne permettent pas ici de pousser jusqu'au bout! — Les serfs persistent à ne pas paraître aux offices; les prédicateurs se cachent dans les montagnes ou restent à la proximité des frontières, qu'ils repassent dès que la surveillance diminue : « On eut beau, écrit Grünhagen, entasser les lois et les décrets, écarter des administrations tous les suspects et exiger qu'elles missent toute leur sévérité et leurs soins à appliquer les ordonnances, le clergé et, au premier rang, les Jésuites, si vigilants, eurent beau redoubler de sévérité, tout échoua devant la résistance passive des serfs qui n'obéissaient aux injonctions qu'au moment précis où ils y étaient forcés et qui trouvaient aussitôt les moyens d'y échapper. Les principautés qui relevaient directement de l'Empereur et où la persécution fut la plus énergique, n'ont pas un instant perdu leur caractère essentiellement protestant; on eût dit que dans ces temps de misère et

1. Biermann, Gesch. des Protest. in Œsterr.-Schlesien, p. 67.



d'oppression, la religion exerçait une puissance particulière sur les âmes [1]. » La situation ne changea, au moins dans une partie de la Silésie, que quand Sébastien de Rostock devint évêque de Breslau (1664).

Dans tous les cas vers 1657 le pouvoir temporel a terminé tout ce qu'il lui était possible de faire : nulle part ne subsiste plus de communauté hérétique régulière; parmi les bourgeois et les seigneurs, il n'y a plus que des catholiques, et, si quelques nobles ne mettent pas toujours beaucoup d'enthousiasme à servir les intérêts de Rome, du moins on n'a plus à craindre de leur part de résistance ouverte. L'autorité séculière ne se départ pas de sa vigilance et elle est toujours prête à étouffer le plus léger symptôme de révolte religieuse; pendant tout le XVII[e] siècle, la succession ininterrompue de mandats répressifs prouve qu'elle n'oublie aucun de ses droits et ne décline aucun de ses devoirs ; derrière le prédicateur apparaît toujours l'ombre menaçante du souverain. Du moins il se reconnaît impuissant à achever la transformation intérieure des âmes et il se remet de ce souci au clergé, assez solidement organisé désormais pour s'acquitter de la tâche qui lui revient : il se contente en général de le diriger de loin, de l'encourager et de lui faciliter son œuvre par l'esprit général de la législation.

Cette période nouvelle, où les propagateurs de la foi catholique trouvèrent enfin l'occasion de déployer les ressources d'une ardeur que l'intervention de la force brutale avait jusqu'alors condamnée à une action subsidiaire, coïncide à peu près avec l'avènement de Léopold I[er] (1657), et il n'est pas impossible que le caractère du nouveau souverain ait favorisé cet apaisement relatif. Il ne faudrait pas, d'ailleurs, exagérer la portée de ce changement, et le régime auquel les hérétiques furent soumis sous son règne n'est pas très différent de ce qu'il avait été avant lui : c'est toujours le même système incohé-

1. Grünhagen, II, p. 323.



rent de brutalités odieuses et de nonchalance; suivant la piété du seigneur ou son avarice, selon qu'il est ainsi plus préoccupé de son salut ou plus ménager de ses intérêts matériels, suivant aussi le tempérament du curé, plus paternel ou plus militant, les paysans qui n'ont pas accepté sincèrement la foi catholique, jouissent d'un repos momentané ou sont exposés aux plus dures exigences d'un prosélytisme inquisitorial; si les emprisonnements et les châtiments corporels sont moins ordinaires, cela vient uniquement de ce que les hérétiques n'existent plus en groupes compacts et que ceux des serfs qui conservent au fond de l'âme leur ancienne croyance se sont habitués à l'hypocrisie.

Léopold n'est pas seulement un catholique très pieux, il est convaincu que sa puissance exige l'unité des croyances. Du moins, il écoute plus volontiers les conseils du parti modéré qui s'est formé dans le sein même du clergé. Le capucin Sinelli, qui avait sur lui une réelle influence, blâmait très précisément, nous dit l'ambassadeur suédois Pufendorf, l'emportement des Jésuites et il s'offrait à leur démontrer qu'il fallait procéder en douceur, uniquement par la persuasion et le bon exemple, « tout prêt d'ailleurs, ajoutait-il, à abdiquer ses idées, si on lui opposait des raisons valables. Et cela même lui avait valu la haine des Jésuites ». Parmi ceux-ci en réalité, beaucoup partageaient ses opinions et ils s'étaient opposés aux mesures de Caramuel de Lobkovits; ce fut une victoire des modérés que la nomination, au nouvel évêché de Kralové-Hradets, qui était le poste le plus exposé et peut-être le plus important de la Bohême à ce moment, de Sobek de Bilenberk, au lieu de Caramuel, à qui Ferdinand III avait réservé ce poste. Caramuel, qui se trouvait en Italie depuis 1654, très froissé, ne retourna plus en Bohême, et l'archevêque, qu'il avait entraîné à des mesures qui ne répondaient pas à son caractère de modération réfléchie, revint à une politique de réformes progressives, dont les résultats plus lents avaient des chances d'être plus durables.



Le clergé avait supprimé l'hérésie avant d'être en mesure de prendre la direction des âmes qui demeuraient orphelines et exposées par là aux plus redoutables aberrations. Pendant presque tout le XVIIe siècle, de même que le pouvoir central, qui a confisqué toutes les libertés, se montre incapable d'organiser une administration protectrice, l'Église est impuissante à pénétrer jusqu'à la masse du peuple ; elle ne fonctionne que dans son propre intérêt et, absorbée par le souci de sa souveraineté, elle se complaît dans un vain étalage de puissance qui dissimule mal la fragilité de son autorité.

Quand, après le rétablissement de la paix, Harrach put se rendre compte de l'état de son diocèse, il s'aperçut que tout était en jachère : les trois-quarts des cures, dans certaines régions les quatre-cinquièmes ou même les sept-huitièmes, ne sont pas pourvues ; dans cinq cercles, 231 cures sont vacantes sur 373, et parmi les 142 que l'on regarde comme desservies, la plupart n'ont pas de titulaires réguliers; sur les domaines royaux, qui relèvent directement de l'archevêque, 34 cures sur 46 sont abandonnées ; sur la seigneurie de Pardoubitse, qui comptait avant la guerre 18 cures et 21 églises filiales, il n'y a que 5 prêtres, presque tous Polonais ; certains prêtres administrent 9 et même 13 églises, c'est-à-dire qu'en réalité, dans la plupart des paroisses le service divin est suspendu [1]. Harrach avait compris dès la première heure qu'il n'aboutirait à rien s'il conservait la direction immédiate de son immense diocèse et il avait demandé la création de quatre nouveaux évêchés. Personne n'en contestait la nécessité; le siège de Litomierzitse ne date cependant que de 1655, celui de Kralové-Hradets de 1660, et celui de Boudiéjovitse de 1685; l'évêché de Plzein, qui, dans la pensée de Harrach, était destiné à compléter l'organisation ecclésiastique du royaume, n'a jamais

1. Sur cette situation, Bilek : l'état des cures dans les régions de Chroudim etc. (Pamatky, XIII) ; Zoubek, Études d'histoire ecclésiastique dans la région de Podiébrad (Journ. du musée bohême, 1877).

été fondé. Nous avons là un exemple assez frappant des difficultés auxquelles se heurte sa bonne volonté.

En 1631, il avait divisé son diocèse en vicariats; les vicaires recevaient les rapports des curés de paroisses, et, chaque année, inspectaient leur circonscription et envoyaient à l'archevêque un rapport général sur la situation. Un temps assez long s'écoula avant que le système fonctionnât tout à fait régulièrement, mais à partir de 1672, les archives épiscopales prouvent qu'il est désormais partout en vigueur : on tient dès lors en partie double la comptabilité du Ciel. A l'époque de Pâques, les curés remettent à leurs paroissiens des billets de confession que ceux-ci présentent au propriétaire ou à ses intendants; ces derniers adressent aux capitaines du cercle un rapport où ils signalent ceux des habitants qui ne se sont jamais approchés de la Table Sainte et qui seuls désormais sont désignés comme hérétiques, et ceux qui, après avoir fait publiquement profession de foi catholique, négligent leurs devoirs religieux et que l'on inscrit sous le nom de *tièdes* ou de *défaillants;* les rapports des capitaines sont centralisés à la Lieutenance de Prague qui envoie un relevé de la situation à la Chancellerie à Vienne. Ils sont contrôlés par les tableaux dressés par les curés, « *consignationes paschaliter pænitentium* ».

L'archevêque suit ainsi de très près les fluctuations de la piété publique; il sait que dans un certain nombre de régions les assemblées secrètes ne sont pas rares et que les pasteurs du désert réunissent souvent autour d'eux des centaines de croyants; il n'ignore pas que dans beaucoup d'autres villages, les paysans ne sont retenus que par la crainte et que partout l'ignorance et la grossièreté des mœurs sont extrêmes. Il connaît aussi la cause essentielle de la persistance du mal, l'insuffisance du clergé, trop peu nombreux et d'une très faible valeur morale. Il présente ses doléances à la Diète qui les accueille avec componction, reproche aux patrons leur négligence, les invite à restituer les biens de main-morte qu'ils ont usurpés; quel-

quefois, dans un beau mouvement, elle nomme une commission des cures, qui à son tour désigne des inspecteurs et dresse une nouvelle statistique. Après que l'on a une fois de plus constaté la gravité des abus, le feu des premiers jours s'éteint; les seigneurs qui, à Prague, ont témoigné d'une bonne volonté si touchante, rentrés dans leurs domaines, oublient leurs résolutions généreuses; leur piété est vaincue par leur avarice et ils trouvent toujours de bonnes raisons pour repousser les revendications de leurs prêtres; beaucoup même, pour éviter des réclamations, n'usent pas de leur droit de patronat, et les paroisses demeurent « désolées ». Sur le territoire directement soumis à l'archevêque, 102 cures sont vacantes en 1666, et 93 en 1672, c'est-à-dire que tout l'effort des autorités ecclésiastiques a abouti au relèvement de neuf paroisses en six ans.

Rézek a établi que l'Église ne réussit jamais à obtenir la restitution de l'immense majorité des domaines qui lui avaient appartenu : c'est une ironie assez savoureuse que le dernier terme de la restauration religieuse ait été la spoliation définitive des cures, et cela suffirait pour nous édifier, si nous en avions encore besoin, sur la sincérité de la plupart de ces nobles qui avaient mis une si sainte passion à dépouiller de leurs terres leurs parents hérétiques. Les plaintes de l'archevêque étaient d'autant plus fondées que le nombre des paroisses était déjà insuffisant : il n'y en a ainsi que 430 en Moravie (aujourd'hui 921), dans un pays très accidenté, au milieu d'une population assauvagie. Même parmi les localités que l'on regarde comme desservies, beaucoup ne voient que par exception le prêtre, qui a sous son administration trois ou quatre villages : comment acquerrait-il quelque autorité, dans les contrées montagneuses surtout, où son action serait pourtant particulièrement nécessaire?

Les vocations ecclésiastiques sont rares, et le contraire serait extraordinaire. Depuis près de deux siècles, les patrons ont pris l'habitude de traiter comme un de leurs



infimes serviteurs le chapelain qu'ils nomment à leur gré et qu'ils congédient sans façon : — « Tel est leur mépris pour le clergé, lisons-nous dans le rapport d'un vicaire-général (1652), qu'ils n'hésitent pas à dire : mieux vaut un laboureur qu'un curé. Les prêtres sont les esclaves des patrons, doivent leur faire des présents : pour leur anniversaire, à Noël, leur meilleur vin, le quart d'un bœuf; le seigneur répond au don d'un éléphant par celui d'un mouchoir, envoie un lièvre. Il emploie à sa guise l'argent qui appartiendrait à l'église; il en rend compte ensuite, — à qui? — Ici à Dieu et là à personne. Le prêtre n'a qu'à s'incliner, en vertu du proverbe : qui veut la paix se tait. On sonne la messe : le patron se fait parfois attendre jusqu'à midi, les paysans s'en vont. Si le prêtre essaie quelques observations, le seigneur s'emporte, demande son éloignement, et le pauvre diable, pour être tranquille, doit hurler avec les loups [1]. » — Les intendants rognent par tous les moyens les revenus de ces misérables hères, déjà réduits à la portion congrue; dans certains cas, le titulaire, à peine nommé, est obligé d'abandonner son poste, parce qu'on ne tient pas les promesses qu'on lui a faites et qu'il n'aurait d'autre ressource que de mourir littéralement de faim. Aucune sécurité. L'excès de la misère étouffe toute dignité. Les paysans, ruinés, souvent hostiles, refusent la dîme, marchandent le prix des cérémonies ecclésiastiques; le prêtre exaspéré défend ses droits avec une âpreté sordide et compromet son caractère dans ces conflits mesquins.

Les desservants partagent les vices de leurs paroissiens. Un des premiers soins de Harrach avait été de fonder un séminaire à Prague. Ses domaines sont ruinés et ses revenus médiocres ; aussi, pendant longtemps, il n'accepte que de rares élèves; ils arrivent ne sachant rien et ils ne rapportent de leur séjour à Prague qu'une culture superficielle : elle suffit, d'ailleurs, pour éveiller leur vanité, ils refusent

1. Krasl, Biographie de Harrach, p. 240.



les cures de campagne, réclament des postes de choix. Il ne reste pour la plupart des villages que des candidats suspects, qui ont essayé un peu de tous les métiers. Harrach s'efforce de rétablir quelque discipline : il éloigne les aventuriers, exige de ses prêtres qu'ils soient tonsurés, qu'ils soient vêtus convenablement; il hésite devant des condamnations, les coupables sont trop nombreux, et l'on dit communément dans le peuple que les Luthériens ont bien raison de permettre aux prêtres de se marier et que l'Église le reconnaît elle-même en conservant dans son sein ceux qui mènent une vie scandaleuse. Les curés sont si ignorants qu'ils ne sont pas en état de distinguer un hérétique d'un orthodoxe; presque aucun d'eux n'est capable de prêcher, tout au plus savent-ils lire en chaire une allocution, si maladroitement que personne ne comprend. Ils fréquentent les bals et scandalisent leurs paroissiens par leur tenue. Un mandement de 1676 leur interdit de se mêler aux danses profanes, et les défenses, sans cesse renouvelées, ne produisent aucun effet [1]. On se plaint surtout des étrangers et en particulier des Polonais : quelques-uns après vingt ans de séjour, ne savent ni le tchèque ni l'allemand. Les successeurs de Harrach, Sobek de Bilenberk ou Frédéric de Waldstein (1675-1694) usent leur vie dans les mêmes efforts impuissants. Frédéric de Waldstein est un prélat de haute vertu, presque un saint, et cependant la situation ne s'améliore guère; où il a échoué, qui donc réussira?

Toutes les fois aussi qu'il surgit une tâche un peu difficile, quand il faut, par exemple, poursuivre l'hérésie dans ses derniers retranchements ou ramener réellement au catholicisme les paroisses dont l'adhésion n'est encore que nominale, les évêques appellent à leur secours des auxiliaires extraordinaires. La domination catholique en Bohême au XVII[e] siècle repose non pas sur le clergé séculier, mais sur les Ordres monastiques, et avant tout sur les

1. Zibrt, La danse en Bohême, p. 253.



Jésuites. Le zèle de leurs apôtres jette seul quelque éclat sur l'Église tchèque, si pauvre en général, dans tous les sens du mot. Leurs succès ne sont pas tous de bon aloi, et parmi les convertis qu'ils inscrivent triomphalement dans leurs bulletins de victoire, beaucoup ne sont pas sans doute entrés directement dans le royaume de Dieu; mais, comme seuls ils témoignent de quelque activité, ils étendent leur influence au milieu de la torpeur générale et pétrissent peu à peu à leur guise l'esprit public. Leurs procédés, qu'ils nous dévoilent avec une naïveté touchante, sont instructifs et trahissent leur idéal moral.

La situation générale ne leur était pas défavorable : le protestantisme traversait une crise grave. Les polémiques avec les catholiques, et en particulier l'Histoire des Variations (1688), ont révélé à beaucoup de Réformés les conséquences nécessaires de leurs doctrines; au moment où ils s'aperçoivent qu'ils n'ont pas seulement écarté quelques dogmes et que la suite fatale de leur rupture avec Rome est la ruine de toute autorité et l'affranchissement de la raison, beaucoup s'effraient de ce vide qui se creuse autour d'eux, et cherchent à tâtons un appui au milieu des ténèbres. Quelques-uns, en essayant de réconcilier les diverses sectes hérétiques, s'aperçoivent que les reproches qu'elles s'adressent mutuellement, sont également justes, et, au milieu de ces contradictions, ne trouvent de repos que dans un acte de renoncement. Une des conversions les plus retentissantes fut ainsi celle d'un des conseillers de l'Électeur de Brandebourg, membre important du conseil synodal de Berlin, André Fromm. « Il avait caché son dessein à sa femme, qu'il désirait vivement entraîner avec lui, et pour qu'elle prît goût aux Jésuites, il donna à un de ses instructeurs soixante écus qu'ils lui remirent ensuite en sa présence comme un cadeau; ainsi alléchée, elle se laissa instruire »; les enfants suivirent, puis le reste de la famille [1].

1. Relatio progressûs in extirpandâ hæresi 1661-1678, p. 220. C'est un



Les exemples de nobles ou de pasteurs luthériens qui renoncent à leurs erreurs ne sont pas très rares à cette époque. D'autres résistent plus longtemps et, après avoir fait le tour des diverses croyances et en avoir constaté l'égale vanité, ils aboutissent d'abord au scepticisme absolu : « Il n'y a ni Dieu ni Diable, puisque le diable n'est pas venu quand je l'ai conjuré, et que Dieu ne m'a pas puni de ma révolte »; libres alors de toute crainte, ils se précipitent dans les pires désordres en attendant l'heure où, après avoir épuisé jusqu'à la lie les joies humaines, ils se courbent lassés et meurtris sous la main du moine qui leur apporte l'oubli et la paix. — En Silésie, un seigneur, après avoir ainsi traversé toutes les sectes, s'arrête au judaïsme, la plus ancienne des révélations : il ordonne à ses paysans de célébrer le sabat et d'exterminer tous les porcs de ses domaines; ce massacre universel ne calma pas ses inquiétudes et Dieu mit alors sur son chemin un missionnaire qui ramena à l'Église ce sectaire qui avait été jusqu'alors plus versatile qu'un Protée.

La guerre, si longue, a eu deux résultats essentiels : en suspendant toute instruction religieuse, elle a repoussé le dogme dans une pénombre mystérieuse et exalté dans les âmes profondément ébranlées un besoin d'espérance mystique. Rien ne saurait être plus favorable aux progrès des Pères. Ils ne nous disent pas en général dans leurs relations à quelle religion appartiennent les infidèles qu'ils gagnent à Rome, le plus souvent parce que ceux-ci n'ont pas de doctrine : ce sont des paysans, des ouvriers, qui ont lu la Bible et qui l'interprètent au gré de leur fantaisie [1] ; ils n'ont pas de credo et leur opposition à l'hérésie n'est qu'une vague protestation de la conscience ou un puéril attachement au passé. D'ailleurs, au milieu des souffrances et des privations qui ébranlent la raison et qui livrent

rapport officiel, très probablement de Balbin, et certainement un des textes les plus précieux pour l'étude du XVII[e] siècle en Bohême.

1. V. Rézek, *Journal du Musée bohême*, 1891, p. 414 : Les Nicolaïtes en Bohême après 1648.

l'homme désemparé aux brusques surprises de l'imagination, l'orthodoxie luthérienne, dans sa sécheresse broussailleuse, offre une bien pauvre consolation aux âmes endolories qui cherchent à s'approcher de Dieu dans un élan d'enthousiasme : les poésies de Paul Gerhardt, d'une si ardente sincérité, traduisent bien ce besoin universel de consolation et de perte dans l'Éternel; toute l'histoire religieuse de l'Allemagne à cette époque n'est qu'une sorte de préparation au piétisme de Spener.

Naturellement, dans les pays où les églises régulières ont été détruites et où la persécution développe les folies de la foi, l'exaltation se traduit sous des formes plus étranges; les sectes millénaires se propagent, les visionnaires et les prophètes trouvent des séides nombreux. Le XVII[e] siècle, dont nous ne connaissons guère encore que la physionomie officielle, réserve certainement bien des étonnements aux historiens qui chercheront à découvrir sous la convention la réalité vraie; nous savons déjà qu'au moment même où l'Église célèbre ses victoires, les libertins contestent ses dogmes essentiels; les mystiques aussi lui échappent. Ils sont très répandus en Silésie : un théologien protestant raconte que le diable emportait tout un lot de disciples de Schwenkfeld, quand le sac creva pendant qu'il était au-dessus de Breslau, et toute la province fut envahie par cette fâcheuse engeance. Le plus grand des mystiques allemands, Jacques Bœhm, avait eu de nombreux successeurs et une série d'églises se rattachaient à lui. Les hérétiques de Bohême étaient en rapports trop fréquents avec leurs coreligionnaires de Silésie pour ne pas subir les mêmes influences; les Anabaptistes, malgré la rigueur des ordonnances, n'avaient pas disparu; de temps en temps, quelques procès nous révèlent la persistance de sectes, qui n'ont aucune confession dogmatique précise et où se réfugient les âmes que la doctrine officielle ne suffit pas à satisfaire ou bien qui, simplement, laissées sans direction, se sont développées à l'aventure.

Ces affamés de Dieu n'offrent pas aux enseignements de



Rome la même résistance que les libertins; leur imagition est facilement frappée par les pompes du culte et ils s'endorment volontiers dans les bras du maître qui berce leur ennui. Quelquefois même, leur inquiétude se change en prosélytisme; à peine échappé à l'hérésie, le poète André Scultetus s'offre à prouver dans une discussion publique que tous les pasteurs ne sont que de faux chrétiens; Jean Scheffler, dont les premières œuvres semblent une paraphrase de Bœhm, prend part au premier pèlerinage à Trebnitz, une couronne d'épines sur la tête, et il inonde le pays d'un flot de brochures de polémique âpres et tranchantes [1].

Les Jésuites sont par certains côtés en communion naturelle avec ces rêveurs : ils épuisent dans la politique qui fonde la puissance de leur Ordre, leurs qualités de réflexion et de finesse, et la religion qu'ils prêchent ne s'adresse qu'à l'imagination et au sentiment. Leurs polémistes sont d'une extraordinaire médiocrité; ils ont produit en d'autres genres tant d'hommes distingués et ils recrutent leur Compagnie avec un flair si sûr qu'il est impossible de ne pas voir là les conséquences d'un système réfléchi. Ils se défient des dialecticiens et suspectent les théologiens qui ont connu le doute méthodique : arriver à la foi par la raison, n'est-ce pas déjà admettre la souveraineté de celle-ci? Ils ont appris de Loyola que la discussion publique n'a jamais ramené personne; ils comptent pour entraîner les adhésions sur leur action personnelle, sur leur adresse à choisir le moment propice, sur le prestige de leur influence ou l'expression de leur voix; ils ne cherchent pas à convaincre les esprits, mais à capter les volontés; ils appliquent autour d'eux la méthode des Exercices spirituels, par laquelle ils se sont domptés eux-mêmes.

Dühr, leur récent apologiste, affirme qu'ils n'ont jamais enseigné que la fin justifie les moyens; Ignace de Loyola a écrit pourtant: Que le commencement soit ce qu'il voudra, pourvu que la fin soit nôtre. En réalité, le divorce entre

1. Grünhagen, Gesch. Schlesiens, II, p. 337.



eux et la pensée moderne est si profond qu'ils ne comprennent même plus le sens des objections qu'on leur présente. Quand on les accuse d'immoralité, ils étalent avec orgueil la liste de leurs martyrs ou parlent des admirables vertus qui se sont développées à l'ombre de leurs maisons, et, si on leur reproche d'avoir voulu arrêter les progrès de l'humanité, ils dressent un imposant catalogue d'historiens ou d'astronomes. — La question n'est pas là. — L'homme apporte sur la terre, avec la liberté, le droit de chercher la vérité et le devoir de diriger lui-même sa conscience : ils ne voient dans cette liberté qu'un piège et, par tous les moyens, ils travaillent à amener leurs disciples à y renoncer. Ils mutilent ainsi la créature de Dieu et la ravalent à une condition inférieure. Personne ne les soupçonne d'avoir eu contre le peuple tchèque de mauvais desseins et il est parfaitement vrai qu'ils n'ont haï que l'hérésie. Seulement ils ont voulu extirper jusqu'au germe d'une erreur possible, et, pour cela, ils ont supprimé les sources mêmes de la pensée et les conditions de la vie; ils ont anéanti la responsabilité personnelle en exigeant de leurs pénitents qu'ils leur confient la direction de leur salut. Ce sont des intendants qui réclament un blanc-seing et ils sont en cela fidèles à leur maître, qui a fondé avant tout la Compagnie sur l'obéissance : comment aurait-elle donné à ses élèves les qualités que son but essentiel était de tuer dans ses membres ! Ainsi s'explique que leur entente avec les Habsbourgs ait été si complète et si durable : leur méthode de gouvernement et leur idéal sont semblables, ils détestent d'une égale haine dans chaque initiative individuelle une chance de révolte, et de même aussi que, sous les Habsbourgs, la Bohême cesse d'avoir une vie nationale indépendante et verse son sang et son or pour des fins qui lui sont étrangères, ils placent en dehors de l'homme — au-dessus de lui, si l'on veut, mais le résultat n'est pas différent, — les mobiles de sa vie morale.

Une femme hérétique refusait d'écouter les arguments d'un Jésuite : « je n'ajouterai qu'un mot, lui dit-il, si la reli-



gion que je veux faire pénétrer en vous n'est pas la véritable, je consens, ici même, sur le champ, a être précipité dans les enfers » : le trait qu'une main charitable avait jeté dans le cœur de la malheureuse y demeura; elle repoussa encore toutes les tentatives de son très illustre mari, qui avait été amené à la véritable foi, mais abattue subitement par la fièvre, elle sentit se rouvrir sa blessure, et fit appeler aussitôt un religieux : « Me promets-tu, Père, ce que m'a promis ce Jésuite à mon passage à Prague, que si la religion catholique devait être pour moi une cause de damnation, tu serais prêt à descendre dans l'Enfer à ma place? » Il promit, elle crut, — et à tous les points de vue elle fit une excellente affaire, car elle commença à aller mieux [1]. — Trait admirable vraiment et où éclatent la sincérité du missionnaire et sa charité. Combien triste cependant est le jour que jettent de pareils dévouements sur la conception morale de l'Ordre et de quelle sinistre lueur ils éclairent sa politique de marchandage et de candide dépravation!

Une des preuves de repentir qu'on exige des nouveaux convertis, c'est de trahir leurs anciens coreligionnaires, de révéler le nom des pasteurs qui rôdent dans les environs, d'indiquer le lieu des assemblées. Les lois de l'honneur et de la probité fléchissent quand il s'agit d'assurer un triomphe matériel de l'Église; les liens de la famille se brisent, la délation n'est pas seulement licite, elle est sainte. Deux enfants, élèves des Jésuites et convertis par eux, dinent un vendredi chez leurs parents, qui n'avaient pas renoncé à l'hérésie. — Tu ne devrais pas manger de la viande, dit le cadet à son frère. — J'ai seulement pris un os et je fais semblant de manger. — C'est encore pis; tu rougis donc de notre foi. — De là, querelle : je le dirai au Révérend Père, et il sort en courant. — L'aîné s'effraie : quelle honte pour moi s'il révèle ma faiblesse! Je serai peut-être renvoyé de la confrérie de Marie, et, prenant à

1. Progressus, p. 238.



peine le temps de faire sa prière, il revient en grande hâte au collège pour essayer de se justifier. Trop tard, sa faute était connue. L'humiliation servit et le vendredi suivant, il ne mangea plus de viande. Et c'est l'idéal qu'on présentait aux adolescents [1]!

On leur enseigne que la religion est avant tout un ensemble d'oraisons et de pratiques : pourvu que les mains se joignent, que les lèvres marmonnent l'Ave, que les genoux plient devant l'image miraculeuse, qu'importe que tous les sentiments humains soient outragés, que la zizanie soit jetée dans les familles, que le père et la mère mourants soient torturés par l'atroce douleur de sentir autour de leur lit d'agonie le jugement impitoyable de leur enfant qui les condamne! Un jeune compagnon de Marie apprend que son père est gravement malade : il part aussitôt et, pendant tout le voyage, il adresse à Dieu d'ardentes supplications : qu'il sauve l'âme du pécheur, et même qu'il lui rende la santé, si telle est sa volonté. Il s'assied près du lit de son père et lui demande de se convertir à la vraie foi : mais les vieillards ne se laissent pas volontiers convertir par leurs enfants. — Récitez au moins un Ave Maria. — Je ne le sais pas et j'ai si mal à la tête. — C'est très court et vous l'apprendrez facilement. — Ce n'est pas le moment d'apprendre. — Père, je t'en prie, rien qu'un Ave, le danger presse. — Alors une confiance extraordinaire descend dans son cœur; il lui semblait que la Mère de Dieu *devait* venir à son aide. Comment aurait-elle pu résister, et le malade aussi [2]!

Il faut tout dire : chez la plupart pas ombre d'hypocrisie; seules les convictions sincères sont capables de ces insistances féroces. Ces jeunes énergumènes accueillent la mort avec une admirable sérénité : je suis de la confrérie de la Vierge, dit le jeune Chanovsky, jamais je n'ai oublié Marie,

1. Svoboda, II, p. 195.
2. Je veux dire ne pas devenir catholique, car il guérit. En général, les Jésuites préfèrent sauver à la fois l'âme et le corps; c'est d'un meilleur exemple. Svoboda, II, p. 195.



elle ne m'abandonnera pas. — Maman, maman, dit un jeune apprenti qui, le soir, a reçu l'extrême onction, habille-moi, la Vierge Marie va venir, apporte-moi mes habits du dimanche. — On l'habille, on le met dans un fauteuil, les grains du rosaire glissaient entre ses mains mourantes : tout à coup, il s'arrête, son visage se transfigure, ses lèvres s'agitent, il tend les mains vers une vision radieuse : ses parents se précipitent vers lui, il était mort. Malheureusement, à côté de ces illuminés, combien ne cherchent qu'à tricher le Seigneur et tombent dans le fétichisme le plus grossier : la faute première n'en revient-elle pas aux maîtres qui matérialisent la religion et, pour augmenter la liste annuelle de leurs conquêtes, exploitent les vices les plus bas, la cupidité, l'ambition et la peur?

Les vieillards ainsi, ou les condamnés, sont une proie toute désignée. Un vieillard de quatre-vingt-dix ans, qui jusqu'au dernier jour avait simulé l'idiotie pour échapper aux convertisseurs, est sauvé au lit de mort par « l'industrie des nôtres que rien ne lasse ». — Une pauvre créature suivait une bande de voleurs et avait donné de tels exemples d'énergie qu'ils l'avaient admise aux épreuves : elle enleva à un de ses compagnons une bourse qu'il tenait dans sa main, passa quatre fois sur une corde tendue d'un arbre à l'autre; la cinquième fois, elle tomba, ne fut pas exclue cependant, parce qu'il faut bien passer quelque chose à la débilité du sexe; elle grimpa jusqu'au sommet d'un pin, et coupa la plus haute tige en chantant : je ne crains pas les tourments du bourreau, ni le fer, ni les fourches, ni les épées, ni les roues. Le capitaine des voleurs lui ordonna d'assassiner une femme, de lui arracher l'enfant qu'elle portait dans ses entrailles et d'en dévorer le cœur tout saignant. — Hélas! le remède fut insuffisant pour la protéger contre « la débilité de son sexe ». Quelque temps après, enceinte, elle entrait en condition. Elle manqua de patience, essaya d'assassiner sa maîtresse, fut condamnée à mort. Les Jésuites accoururent, la ramenèrent à de meilleurs sentiments; il ne semble pas malgré

tout que leur grâce ait été très efficace : elle remplissait la ville de ses hurlements affreux, ils obtinrent du moins qu'on adoucît son supplice, et ils l'envoyèrent « bien disposée, de la roue où elle avait été attachée encore vivante, dans le cercle de l'éternité [1] ». — Une femme qui avait vainement essayé de convertir son mari, l'engage dans une affaire de contrebande et s'arrange pour qu'il soit pris : « il préféra se faire catholique que de payer l'amende, et depuis lors il fut le modèle de sa commune et le gardien tenace de sa foi nouvelle » ; cependant les Pères jugèrent inutile « de lui révéler le zèle de sa femme et les pieuses embûches dans lesquelles il avait été enveloppé ».

Les exorcismes jouent un grand rôle dans le prestige qu'ils conquièrent. Jamais peut-être, même au moyen âge, le Malin n'a tendu plus de pièges à l'homme, ne s'est mêlé aussi activement à la vie de tous les jours : les Jésuites connaissent ses ruses et éventent ses pièges; le démon a beau se débattre, prendre les formes les plus diverses, ils le démasquent et il est bien obligé de s'enfuir devant leurs conjurations : l'eau d'Ignace surtout est souveraine contre les possédés. — Un soldat avait, sous forme de mouche, un démon domestique qui le servait et le rendait invulnérable. Quand il commença à vieillir, il prit peur, essaya de se débarrasser de son génie compromettant, de le noyer, de le brûler, de le céder à un de ses compagnons : de guerre lasse, il s'adressa aux Jésuites qui le convertirent et lui rendirent la tranquillité. — Un autre soldat avait acheté d'un sorcier un démon qu'il tenait enfermé dans un verre et à qui il avait vendu son âme, à condition qu'il le servirait pendant sept ans ; c'était un petit être noir qui remplissait consciencieusement le traité : son maître s'étant fait mettre en prison à Hambourg, il le transporta à quelques lieues de là. Cependant les sept années étaient sur le point de se terminer et le soldat fut pris d'une horrible

1. « Bene dispositam a rota, cui vivens adhuc implicata fuit, misimus ad circulum æternitatis. » Progressus, p. 249.



d'oppression, la religion exerçait une puissance particulière sur les âmes [1]. » La situation ne changea, au moins dans une partie de la Silésie, que quand Sébastien de Rostock devint évêque de Breslau (1664).

Dans tous les cas vers 1657 le pouvoir temporel a terminé tout ce qu'il lui était possible de faire : nulle part ne subsiste plus de communauté hérétique régulière; parmi les bourgeois et les seigneurs, il n'y a plus que des catholiques, et, si quelques nobles ne mettent pas toujours beaucoup d'enthousiasme à servir les intérêts de Rome, du moins on n'a plus à craindre de leur part de résistance ouverte. L'autorité séculière ne se départ pas de sa vigilance et elle est toujours prête à étouffer le plus léger symptôme de révolte religieuse; pendant tout le XVIIe siècle, la succession ininterrompue de mandats répressifs prouve qu'elle n'oublie aucun de ses droits et ne décline aucun de ses devoirs; derrière le prédicateur apparaît toujours l'ombre menaçante du souverain. Du moins il se reconnaît impuissant à achever la transformation intérieure des âmes et il se remet de ce souci au clergé, assez solidement organisé désormais pour s'acquitter de la tâche qui lui revient : il se contente en général de le diriger de loin, de l'encourager et de lui faciliter son œuvre par l'esprit général de la législation.

Cette période nouvelle, où les propagateurs de la foi catholique trouvèrent enfin l'occasion de déployer les ressources d'une ardeur que l'intervention de la force brutale avait jusqu'alors condamnée à une action subsidiaire, coïncide à peu près avec l'avènement de Léopold Ier (1657), et il n'est pas impossible que le caractère du nouveau souverain ait favorisé cet apaisement relatif. Il ne faudrait pas, d'ailleurs, exagérer la portée de ce changement, et le régime auquel les hérétiques furent soumis sous son règne n'est pas très différent de ce qu'il avait été avant lui : c'est toujours le même système incohé-

1. Grünhagen, II, p. 323.

rent de brutalités odieuses et de nonchalance; suivant la piété du seigneur ou son avarice, selon qu'il est ainsi plus préoccupé de son salut ou plus ménager de ses intérêts matériels, suivant aussi le tempérament du curé, plus paternel ou plus militant, les paysans qui n'ont pas accepté sincèrement la foi catholique, jouissent d'un repos momentané ou sont exposés aux plus dures exigences d'un prosélytisme inquisitorial; si les emprisonnements et les châtiments corporels sont moins ordinaires, cela vient uniquement de ce que les hérétiques n'existent plus en groupes compacts et que ceux des serfs qui conservent au fond de l'âme leur ancienne croyance se sont habitués à l'hypocrisie.

Léopold n'est pas seulement un catholique très pieux, il est convaincu que sa puissance exige l'unité des croyances. Du moins, il écoute plus volontiers les conseils du parti modéré qui s'est formé dans le sein même du clergé. Le capucin Sinelli, qui avait sur lui une réelle influence, blâmait très précisément, nous dit l'ambassadeur suédois Pufendorf, l'emportement des Jésuites et il s'offrait à leur démontrer qu'il fallait procéder en douceur, uniquement par la persuasion et le bon exemple, « tout prêt d'ailleurs, ajoutait-il, à abdiquer ses idées, si on lui opposait des raisons valables. Et cela même lui avait valu la haine des Jésuites ». Parmi ceux-ci en réalité, beaucoup partageaient ses opinions et ils s'étaient opposés aux mesures de Caramuel de Lobkovits; ce fut une victoire des modérés que la nomination, au nouvel évêché de Kralové-Hradets, qui était le poste le plus exposé et peut-être le plus important de la Bohême à ce moment, de Sobek de Bilenberk, au lieu de Caramuel, à qui Ferdinand III avait réservé ce poste. Caramuel, qui se trouvait en Italie depuis 1654, très froissé, ne retourna plus en Bohême, et l'archevêque, qu'il avait entraîné à des mesures qui ne répondaient pas à son caractère de modération réfléchie, revint à une politique de réformes progressives, dont les résultats plus lents avaient des chances d'être plus durables.



Le clergé avait supprimé l'hérésie avant d'être en mesure de prendre la direction des âmes qui demeuraient orphelines et exposées par là aux plus redoutables aberrations. Pendant presque tout le XVIIe siècle, de même que le pouvoir central, qui a confisqué toutes les libertés, se montre incapable d'organiser une administration protectrice, l'Église est impuissante à pénétrer jusqu'à la masse du peuple ; elle ne fonctionne que dans son propre intérêt et, absorbée par le souci de sa souveraineté, elle se complaît dans un vain étalage de puissance qui dissimule mal la fragilité de son autorité.

Quand, après le rétablissement de la paix, Harrach put se rendre compte de l'état de son diocèse, il s'aperçut que tout était en jachère : les trois-quarts des cures, dans certaines régions les quatre-cinquièmes ou même les sept-huitièmes, ne sont pas pourvues ; dans cinq cercles, 231 cures sont vacantes sur 373, et parmi les 142 que l'on regarde comme desservies, la plupart n'ont pas de titulaires réguliers ; sur les domaines royaux, qui relèvent directement de l'archevêque, 34 cures sur 46 sont abandonnées ; sur la seigneurie de Pardoubitse, qui comptait avant la guerre 18 cures et 21 églises filiales, il n'y a que 5 prêtres, presque tous Polonais ; certains prêtres administrent 9 et même 13 églises, c'est-à-dire qu'en réalité, dans la plupart des paroisses le service divin est suspendu [1]. Harrach avait compris dès la première heure qu'il n'aboutirait à rien s'il conservait la direction immédiate de son immense diocèse et il avait demandé la création de quatre nouveaux évêchés. Personne n'en contestait la nécessité ; le siège de Litomierzitse ne date cependant que de 1655, celui de Kralové-Hradets de 1660, et celui de Boudiéjovitse de 1685 ; l'évêché de Plzein, qui, dans la pensée de Harrach, était destiné à compléter l'organisation ecclésiastique du royaume, n'a jamais

1. Sur cette situation, Bilek : l'état des cures dans les régions de Chroudim etc. (Pamatky, XIII) ; Zoubek, Études d'histoire ecclésiastique dans la région de Podiébrad (Journ. du musée bohême, 1877).

été fondé. Nous avons là un exemple assez frappant des difficultés auxquelles se heurte sa bonne volonté.

En 1631, il avait divisé son diocèse en vicariats ; les vicaires recevaient les rapports des curés de paroisses, et, chaque année, inspectaient leur circonscription et envoyaient à l'archevêque un rapport général sur la situation. Un temps assez long s'écoula avant que le système fonctionnât tout à fait régulièrement, mais à partir de 1672, les archives épiscopales prouvent qu'il est désormais partout en vigueur : on tient dès lors en partie double la comptabilité du Ciel. A l'époque de Pâques, les curés remettent à leurs paroissiens des billets de confession que ceux-ci présentent au propriétaire ou à ses intendants ; ces derniers adressent aux capitaines du cercle un rapport où ils signalent ceux des habitants qui ne se sont jamais approchés de la Table Sainte et qui seuls désormais sont désignés comme hérétiques, et ceux qui, après avoir fait publiquement profession de foi catholique, négligent leurs devoirs religieux et que l'on inscrit sous le nom de *tièdes* ou de *défaillants;* les rapports des capitaines sont centralisés à la Lieutenance de Prague qui envoie un relevé de la situation à la Chancellerie à Vienne. Ils sont contrôlés par les tableaux dressés par les curés, « *consignationes paschaliter pænitentium* ».

L'archevêque suit ainsi de très près les fluctuations de la piété publique; il sait que dans un certain nombre de régions les assemblées secrètes ne sont pas rares et que les pasteurs du désert réunissent souvent autour d'eux des centaines de croyants; il n'ignore pas que dans beaucoup d'autres villages, les paysans ne sont retenus que par la crainte et que partout l'ignorance et la grossièreté des mœurs sont extrêmes. Il connaît aussi la cause essentielle de la persistance du mal, l'insuffisance du clergé, trop peu nombreux et d'une très faible valeur morale. Il présente ses doléances à la Diète qui les accueille avec componction, reproche aux patrons leur négligence, les invite à restituer les biens de main-morte qu'ils ont usurpés ; quel-

quefois, dans un beau mouvement, elle nomme une commission des cures, qui à son tour désigne des inspecteurs et dresse une nouvelle statistique. Après que l'on a une fois de plus constaté la gravité des abus, le feu des premiers jours s'éteint; les seigneurs qui, à Prague, ont témoigné d'une bonne volonté si touchante, rentrés dans leurs domaines, oublient leurs résolutions généreuses; leur piété est vaincue par leur avarice et ils trouvent toujours de bonnes raisons pour repousser les revendications de leurs prêtres; beaucoup même, pour éviter des réclamations, n'usent pas de leur droit de patronat, et les paroisses demeurent « désolées ». Sur le territoire directement soumis à l'archevêque, 102 cures sont vacantes en 1666, et 93 en 1672, c'est-à-dire que tout l'effort des autorités ecclésiastiques a abouti au relèvement de neuf paroisses en six ans.

Rézek a établi que l'Église ne réussit jamais à obtenir la restitution de l'immense majorité des domaines qui lui avaient appartenu : c'est une ironie assez savoureuse que le dernier terme de la restauration religieuse ait été la spoliation définitive des cures, et cela suffirait pour nous édifier, si nous en avions encore besoin, sur la sincérité de la plupart de ces nobles qui avaient mis une si sainte passion à dépouiller de leurs terres leurs parents hérétiques. Les plaintes de l'archevêque étaient d'autant plus fondées que le nombre des paroisses était déjà insuffisant : il n'y en a ainsi que 430 en Moravie (aujourd'hui 921), dans un pays très accidenté, au milieu d'une population assauvagie. Même parmi les localités que l'on regarde comme desservies, beaucoup ne voient que par exception le prêtre, qui a sous son administration trois ou quatre villages : comment acquerrait-il quelque autorité, dans les contrées montagneuses surtout, où son action serait pourtant particulièrement nécessaire?

Les vocations ecclésiastiques sont rares, et le contraire serait extraordinaire. Depuis près de deux siècles, les patrons ont pris l'habitude de traiter comme un de leurs

infimes serviteurs le chapelain qu'ils nomment à leur gré et qu'ils congédient sans façon : — « Tel est leur mépris pour le clergé, lisons-nous dans le rapport d'un vicaire-général (1652), qu'ils n'hésitent pas à dire : mieux vaut un laboureur qu'un curé. Les prêtres sont les esclaves des patrons, doivent leur faire des présents : pour leur anniversaire, à Noël, leur meilleur vin, le quart d'un bœuf ; le seigneur répond au don d'un éléphant par celui d'un mouchoir, envoie un lièvre. Il emploie à sa guise l'argent qui appartiendrait à l'église ; il en rend compte ensuite, — à qui? — Ici à Dieu et là à personne. Le prêtre n'a qu'à s'incliner, en vertu du proverbe : qui veut la paix se tait. On sonne la messe : le patron se fait parfois attendre jusqu'à midi, les paysans s'en vont. Si le prêtre essaie quelques observations, le seigneur s'emporte, demande son éloignement, et le pauvre diable, pour être tranquille, doit hurler avec les loups [1]. » — Les intendants rognent par tous les moyens les revenus de ces misérables hères, déjà réduits à la portion congrue ; dans certains cas, le titulaire, à peine nommé, est obligé d'abandonner son poste, parce qu'on ne tient pas les promesses qu'on lui a faites et qu'il n'aurait d'autre ressource que de mourir littéralement de faim. Aucune sécurité. L'excès de la misère étouffe toute dignité. Les paysans, ruinés, souvent hostiles, refusent la dîme, marchandent le prix des cérémonies ecclésiastiques ; le prêtre exaspéré défend ses droits avec une âpreté sordide et compromet son caractère dans ces conflits mesquins.

Les desservants partagent les vices de leurs paroissiens. Un des premiers soins de Harrach avait été de fonder un séminaire à Prague. Ses domaines sont ruinés et ses revenus médiocres ; aussi, pendant longtemps, il n'accepte que de rares élèves ; ils arrivent ne sachant rien et ils ne rapportent de leur séjour à Prague qu'une culture superficielle : elle suffit, d'ailleurs, pour éveiller leur vanité, ils refusent

1. Krasl, Biographie de Harrach, p. 240.



les cures de campagne, réclament des postes de choix. Il ne reste pour la plupart des villages que des candidats suspects, qui ont essayé un peu de tous les métiers. Harrach s'efforce de rétablir quelque discipline : il éloigne les aventuriers, exige de ses prêtres qu'ils soient tonsurés, qu'ils soient vêtus convenablement ; il hésite devant des condamnations, les coupables sont trop nombreux, et l'on dit communément dans le peuple que les Luthériens ont bien raison de permettre aux prêtres de se marier et que l'Église le reconnaît elle-même en conservant dans son sein ceux qui mènent une vie scandaleuse. Les curés sont si ignorants qu'ils ne sont pas en état de distinguer un hérétique d'un orthodoxe ; presque aucun d'eux n'est capable de prêcher, tout au plus savent-ils lire en chaire une allocution, si maladroitement que personne ne comprend. Ils fréquentent les bals et scandalisent leurs paroissiens par leur tenue. Un mandement de 1676 leur interdit de se mêler aux danses profanes, et les défenses, sans cesse renouvelées, ne produisent aucun effet [1]. On se plaint surtout des étrangers et en particulier des Polonais : quelques-uns après vingt ans de séjour, ne savent ni le tchèque ni l'allemand. Les successeurs de Harrach, Sobek de Bilenberk ou Frédéric de Waldstein (1675-1694) usent leur vie dans les mêmes efforts impuissants. Frédéric de Waldstein est un prélat de haute vertu, presque un saint, et cependant la situation ne s'améliore guère ; où il a échoué, qui donc réussira ?

Toutes les fois aussi qu'il surgit une tâche un peu difficile, quand il faut, par exemple, poursuivre l'hérésie dans ses derniers retranchements ou ramener réellement au catholicisme les paroisses dont l'adhésion n'est encore que nominale, les évêques appellent à leur secours des auxiliaires extraordinaires. La domination catholique en Bohême au XVIIe siècle repose non pas sur le clergé séculier, mais sur les Ordres monastiques, et avant tout sur les

1. Zibrt, La danse en Bohême, p. 253.

Jésuites. Le zèle de leurs apôtres jette seul quelque éclat sur l'Église tchèque, si pauvre en général, dans tous les sens du mot. Leurs succès ne sont pas tous de bon aloi, et parmi les convertis qu'ils inscrivent triomphalement dans leurs bulletins de victoire, beaucoup ne sont pas sans doute entrés directement dans le royaume de Dieu ; mais, comme seuls ils témoignent de quelque activité, ils étendent leur influence au milieu de la torpeur générale et pétrissent peu à peu à leur guise l'esprit public. Leurs procédés, qu'ils nous dévoilent avec une naïveté touchante, sont instructifs et trahissent leur idéal moral.

La situation générale ne leur était pas défavorable : le protestantisme traversait une crise grave. Les polémiques avec les catholiques, et en particulier l'Histoire des Variations (1688), ont révélé à beaucoup de Réformés les conséquences nécessaires de leurs doctrines; au moment où ils s'aperçoivent qu'ils n'ont pas seulement écarté quelques dogmes et que la suite fatale de leur rupture avec Rome est la ruine de toute autorité et l'affranchissement de la raison, beaucoup s'effraient de ce vide qui se creuse autour d'eux, et cherchent à tâtons un appui au milieu des ténèbres. Quelques-uns, en essayant de réconcilier les diverses sectes hérétiques, s'aperçoivent que les reproches qu'elles s'adressent mutuellement, sont également justes, et, au milieu de ces contradictions, ne trouvent de repos que dans un acte de renoncement. Une des conversions les plus retentissantes fut ainsi celle d'un des conseillers de l'Électeur de Brandebourg, membre important du conseil synodal de Berlin. André Fromm. « Il avait caché son dessein à sa femme, qu'il désirait vivement entraîner avec lui, et pour qu'elle prît goût aux Jésuites, il donna à un de ses instructeurs soixante écus qu'ils lui remirent ensuite en sa présence comme un cadeau ; ainsi alléchée, elle se laissa instruire » ; les enfants suivirent, puis le reste de la famille [1].

1. Relatio progressûs in extirpandâ hæresi 1661-1678, p. 220. C'est un



Les exemples de nobles ou de pasteurs luthériens qui renoncent à leurs erreurs ne sont pas très rares à cette époque. D'autres résistent plus longtemps et, après avoir fait le tour des diverses croyances et en avoir constaté l'égale vanité, ils aboutissent d'abord au scepticisme absolu : « Il n'y a ni Dieu ni Diable, puisque le diable n'est pas venu quand je l'ai conjuré, et que Dieu ne m'a pas puni de ma révolte »; libres alors de toute crainte, ils se précipitent dans les pires désordres en attendant l'heure où, après avoir épuisé jusqu'à la lie les joies humaines, ils se courbent lassés et meurtris sous la main du moine qui leur apporte l'oubli et la paix. — En Silésie, un seigneur, après avoir ainsi traversé toutes les sectes, s'arrête au judaïsme, la plus ancienne des révélations : il ordonne à ses paysans de célébrer le sabat et d'exterminer tous les porcs de ses domaines; ce massacre universel ne calma pas ses inquiétudes et Dieu mit alors sur son chemin un missionnaire qui ramena à l'Église ce sectaire qui avait été jusqu'alors plus versatile qu'un Protée.

La guerre, si longue, a eu deux résultats essentiels : en suspendant toute instruction religieuse, elle a repoussé le dogme dans une pénombre mystérieuse et exalté dans les âmes profondément ébranlées un besoin d'espérance mystique. Rien ne saurait être plus favorable aux progrès des Pères. Ils ne nous disent pas en général dans leurs relations à quelle religion appartiennent les infidèles qu'ils gagnent à Rome, le plus souvent parce que ceux-ci n'ont pas de doctrine : ce sont des paysans, des ouvriers, qui ont lu la Bible et qui l'interprètent au gré de leur fantaisie [1]; ils n'ont pas de credo et leur opposition à l'hérésie n'est qu'une vague protestation de la conscience ou un puéril attachement au passé. D'ailleurs, au milieu des souffrances et des privations qui ébranlent la raison et qui livrent

rapport officiel, très probablement de Balbin, et certainement un des textes les plus précieux pour l'étude du XVII[e] siècle en Bohême.

1. V. Rézek, *Journal du Musée bohême*, 1891, p. 414 : Les Nicolaïtes en Bohême après 1648.

l'homme désemparé aux brusques surprises de l'imagination, l'orthodoxie luthérienne, dans sa sécheresse broussailleuse, offre une bien pauvre consolation aux âmes endolories qui cherchent à s'approcher de Dieu dans un élan d'enthousiasme : les poésies de Paul Gerhardt, d'une si ardente sincérité, traduisent bien ce besoin universel de consolation et de perte dans l'Éternel; toute l'histoire religieuse de l'Allemagne à cette époque n'est qu'une sorte de préparation au piétisme de Spener.

Naturellement, dans les pays où les églises régulières ont été détruites et où la persécution développe les folies de la foi, l'exaltation se traduit sous des formes plus étranges; les sectes millénaires se propagent, les visionnaires et les prophètes trouvent des séides nombreux. Le XVII[e] siècle, dont nous ne connaissons guère encore que la physionomie officielle, réserve certainement bien des étonnements aux historiens qui chercheront à découvrir sous la convention la réalité vraie; nous savons déjà qu'au moment même où l'Église célèbre ses victoires, les libertins contestent ses dogmes essentiels; les mystiques aussi lui échappent. Ils sont très répandus en Silésie : un théologien protestant raconte que le diable emportait tout un lot de disciples de Schwenkfeld, quand le sac creva pendant qu'il était au-dessus de Breslau, et toute la province fut envahie par cette fâcheuse engeance. Le plus grand des mystiques allemands, Jacques Bœhm, avait eu de nombreux successeurs et une série d'églises se rattachaient à lui. Les hérétiques de Bohême étaient en rapports trop fréquents avec leurs coreligionnaires de Silésie pour ne pas subir les mêmes influences; les Anabaptistes, malgré la rigueur des ordonnances, n'avaient pas disparu; de temps en temps, quelques procès nous révèlent la persistance de sectes, qui n'ont aucune confession dogmatique précise et où se réfugient les âmes que la doctrine officielle ne suffit pas à satisfaire ou bien qui, simplement, laissées sans direction, se sont développées à l'aventure.

Ces affamés de Dieu n'offrent pas aux enseignements de



Rome la même résistance que les libertins; leur imagition est facilement frappée par les pompes du culte et ils s'endorment volontiers dans les bras du maître qui berce leur ennui. Quelquefois même, leur inquiétude se change en prosélytisme; à peine échappé à l'hérésie, le poète André Scultetus s'offre à prouver dans une discussion publique que tous les pasteurs ne sont que de faux chrétiens; Jean Scheffler, dont les premières œuvres semblent une paraphrase de Bœhm, prend part au premier pèlerinage à Trebnitz, une couronne d'épines sur la tête, et il inonde le pays d'un flot de brochures de polémique âpres et tranchantes [1].

Les Jésuites sont par certains côtés en communion naturelle avec ces rêveurs : ils épuisent dans la politique qui fonde la puissance de leur Ordre, leurs qualités de réflexion et de finesse, et la religion qu'ils prêchent ne s'adresse qu'à l'imagination et au sentiment. Leurs polémistes sont d'une extraordinaire médiocrité; ils ont produit en d'autres genres tant d'hommes distingués et ils recrutent leur Compagnie avec un flair si sûr qu'il est impossible de ne pas voir là les conséquences d'un système réfléchi. Ils se défient des dialecticiens et suspectent les théologiens qui ont connu le doute méthodique : arriver à la foi par la raison, n'est-ce pas déjà admettre la souveraineté de celle-ci? Ils ont appris de Loyola que la discussion publique n'a jamais ramené personne; ils comptent pour entraîner les adhésions sur leur action personnelle, sur leur adresse à choisir le moment propice, sur le prestige de leur influence ou l'expression de leur voix; ils ne cherchent pas à convaincre les esprits, mais à capter les volontés ; ils appliquent autour d'eux la méthode des Exercices spirituels, par laquelle ils se sont domptés eux-mêmes.

Dühr, leur récent apologiste, affirme qu'ils n'ont jamais enseigné que la fin justifie les moyens ; Ignace de Loyola a écrit pourtant : Que le commencement soit ce qu'il voudra, pourvu que la fin soit nôtre. En réalité, le divorce entre

1. Grünhagen, Gesch. Schlesiens, II, p. 337.



eux et la pensée moderne est si profond qu'ils ne comprennent même plus le sens des objections qu'on leur présente. Quand on les accuse d'immoralité, ils étalent avec orgueil la liste de leurs martyrs ou parlent des admirables vertus qui se sont développées à l'ombre de leurs maisons, et, si on leur reproche d'avoir voulu arrêter les progrès de l'humanité, ils dressent un imposant catalogue d'historiens ou d'astronomes. — La question n'est pas là. — L'homme apporte sur la terre, avec la liberté, le droit de chercher la vérité et le devoir de diriger lui-même sa conscience : ils ne voient dans cette liberté qu'un piège et, par tous les moyens, ils travaillent à amener leurs disciples à y renoncer. Ils mutilent ainsi la créature de Dieu et la ravalent à une condition inférieure. Personne ne les soupçonne d'avoir eu contre le peuple tchèque de mauvais desseins et il est parfaitement vrai qu'ils n'ont haï que l'hérésie. Seulement ils ont voulu extirper jusqu'au germe d'une erreur possible, et, pour cela, ils ont supprimé les sources mêmes de la pensée et les conditions de la vie; ils ont anéanti la responsabilité personnelle en exigeant de leurs pénitents qu'ils leur confient la direction de leur salut. Ce sont des intendants qui réclament un blanc-seing et ils sont en cela fidèles à leur maître, qui a fondé avant tout la Compagnie sur l'obéissance : comment aurait-elle donné à ses élèves les qualités que son but essentiel était de tuer dans ses membres ! Ainsi s'explique que leur entente avec les Habsbourgs ait été si complète et si durable : leur méthode de gouvernement et leur idéal sont semblables, ils détestent d'une égale haine dans chaque initiative individuelle une chance de révolte, et de même aussi que, sous les Habsbourgs, la Bohême cesse d'avoir une vie nationale indépendante et verse son sang et son or pour des fins qui lui sont étrangères, ils placent en dehors de l'homme — au-dessus de lui, si l'on veut, mais le résultat n'est pas différent, — les mobiles de sa vie morale.

Une femme hérétique refusait d'écouter les arguments d'un Jésuite : « je n'ajouterai qu'un mot, lui dit-il, si la reli-



gion que je veux faire pénétrer en vous n'est pas la véritable, je consens, ici même, sur le champ, a être précipité dans les enfers » : le trait qu'une main charitable avait jeté dans le cœur de la malheureuse y demeura; elle repoussa encore toutes les tentatives de son très illustre mari, qui avait été amené à la véritable foi, mais abattue subitement par la fièvre, elle sentit se rouvrir sa blessure, et fit appeler aussitôt un religieux : « Me promets-tu, Père, ce que m'a promis ce Jésuite à mon passage à Prague, que si la religion catholique devait être pour moi une cause de damnation, tu serais prêt à descendre dans l'Enfer à ma place? » Il promit, elle crut, — et à tous les points de vue elle fit une excellente affaire, car elle commença à aller mieux [1]. — Trait admirable vraiment et où éclatent la sincérité du missionnaire et sa charité. Combien triste cependant est le jour que jettent de pareils dévouements sur la conception morale de l'Ordre et de quelle sinistre lueur ils éclairent sa politique de marchandage et de candide dépravation!

Une des preuves de repentir qu'on exige des nouveaux convertis, c'est de trahir leurs anciens coreligionnaires, de révéler le nom des pasteurs qui rôdent dans les environs, d'indiquer le lieu des assemblées. Les lois de l'honneur et de la probité fléchissent quand il s'agit d'assurer un triomphe matériel de l'Église; les liens de la famille se brisent, la délation n'est pas seulement licite, elle est sainte. Deux enfants, élèves des Jésuites et convertis par eux, dînent un vendredi chez leurs parents, qui n'avaient pas renoncé à l'hérésie. — Tu ne devrais pas manger de la viande, dit le cadet à son frère. — J'ai seulement pris un os et je fais semblant de manger. — C'est encore pis; tu rougis donc de notre foi. — De là, querelle : je le dirai au Révérend Père, et il sort en courant. — L'aîné s'effraie : quelle honte pour moi s'il révèle ma faiblesse! Je serai peut-être renvoyé de la confrérie de Marie, et, prenant à

1. Progressus, p. 238.



peine le temps de faire sa prière, il revient en grande hâte au collège pour essayer de se justifier. Trop tard, sa faute était connue. L'humiliation servit et le vendredi suivant, il ne mangea plus de viande. Et c'est l'idéal qu'on présentait aux adolescents [1] !

On leur enseigne que la religion est avant tout un ensemble d'oraisons et de pratiques : pourvu que les mains se joignent, que les lèvres marmonnent l'Ave, que les genoux plient devant l'image miraculeuse, qu'importe que tous les sentiments humains soient outragés, que la zizanie soit jetée dans les familles, que le père et la mère mourants soient torturés par l'atroce douleur de sentir autour de leur lit d'agonie le jugement impitoyable de leur enfant qui les condamne! Un jeune compagnon de Marie apprend que son père est gravement malade : il part aussitôt et, pendant tout le voyage, il adresse à Dieu d'ardentes supplications : qu'il sauve l'âme du pécheur, et même qu'il lui rende la santé, si telle est sa volonté. Il s'assied près du lit de son père et lui demande de se convertir à la vraie foi : mais les vieillards ne se laissent pas volontiers convertir par leurs enfants. — Récitez au moins un Ave Maria. — Je ne le sais pas et j'ai si mal à la tête. — C'est très court et vous l'apprendrez facilement. — Ce n'est pas le moment d'apprendre. — Père, je t'en prie, rien qu'un Ave, le danger presse. — Alors une confiance extraordinaire descend dans son cœur ; il lui semblait que la Mère de Dieu *devait* venir à son aide. Comment aurait-elle pu résister, et le malade aussi [2] !

Il faut tout dire : chez la plupart pas ombre d'hypocrisie ; seules les convictions sincères sont capables de ces insistances féroces. Ces jeunes énergumènes accueillent la mort avec une admirable sérénité : je suis de la confrérie de la Vierge, dit le jeune Chanovsky, jamais je n'ai oublié Marie,

1. Svoboda, II, p, 195.
2. Je veux dire ne pas devenir catholique, car il guérit. En général, les Jésuites préfèrent sauver à la fois l'âme et le corps ; c'est d'un meilleur exemple. Svoboda, II, p. 195.



elle ne m'abandonnera pas. — Maman, maman, dit un jeune apprenti qui, le soir, a reçu l'extrême onction, habille-moi, la Vierge Marie va venir, apporte-moi mes habits du dimanche. — On l'habille, on le met dans un fauteuil, les grains du rosaire glissaient entre ses mains mourantes : tout à coup, il s'arrête, son visage se transfigure, ses lèvres s'agitent, il tend les mains vers une vision radieuse : ses parents se précipitent vers lui, il était mort. Malheureusement, à côté de ces illuminés, combien ne cherchent qu'à tricher le Seigneur et tombent dans le fétichisme le plus grossier : la faute première n'en revient-elle pas aux maîtres qui matérialisent la religion et, pour augmenter la liste annuelle de leurs conquêtes, exploitent les vices les plus bas, la cupidité, l'ambition et la peur?

Les vieillards ainsi, ou les condamnés, sont une proie toute désignée. Un vieillard de quatre-vingt-dix ans, qui jusqu'au dernier jour avait simulé l'idiotie pour échapper aux convertisseurs, est sauvé au lit de mort par « l'industrie des nôtres que rien ne lasse ». — Une pauvre créature suivait une bande de voleurs et avait donné de tels exemples d'énergie qu'ils l'avaient admise aux épreuves : elle enleva à un de ses compagnons une bourse qu'il tenait dans sa main, passa quatre fois sur une corde tendue d'un arbre à l'autre; la cinquième fois, elle tomba, ne fut pas exclue cependant, parce qu'il faut bien passer quelque chose à la débilité du sexe; elle grimpa jusqu'au sommet d'un pin, et coupa la plus haute tige en chantant : je ne crains pas les tourments du bourreau, ni le fer, ni les fourches, ni les épées, ni les roues. Le capitaine des voleurs lui ordonna d'assassiner une femme, de lui arracher l'enfant qu'elle portait dans ses entrailles et d'en dévorer le cœur tout saignant. — Hélas! le remède fut insuffisant pour la protéger contre « la débilité de son sexe ». Quelque temps après, enceinte, elle entrait en condition. Elle manqua de patience, essaya d'assassiner sa maîtresse, fut condamnée à mort. Les Jésuites accoururent, la ramenèrent à de meilleurs sentiments; il ne semble pas malgré

tout que leur grâce ait été très efficace : elle remplissait la ville de ses hurlements affreux, ils obtinrent du moins qu'on adoucît son supplice, et ils l'envoyèrent « bien disposée, de la roue où elle avait été attachée encore vivante, dans le cercle de l'éternité [1] ». — Une femme qui avait vainement essayé de convertir son mari, l'engage dans une affaire de contrebande et s'arrange pour qu'il soit pris : « il préféra se faire catholique que de payer l'amende, et depuis lors il fut le modèle de sa commune et le gardien tenace de sa foi nouvelle »; cependant les Pères jugèrent inutile « de lui révéler le zèle de sa femme et les pieuses embûches dans lesquelles il avait été enveloppé ».

Les exorcismes jouent un grand rôle dans le prestige qu'ils conquièrent. Jamais peut-être, même au moyen âge, le Malin n'a tendu plus de pièges à l'homme, ne s'est mêlé aussi activement à la vie de tous les jours : les Jésuites connaissent ses ruses et éventent ses pièges; le démon a beau se débattre, prendre les formes les plus diverses, ils le démasquent et il est bien obligé de s'enfuir devant leurs conjurations : l'eau d'Ignace surtout est souveraine contre les possédés. — Un soldat avait, sous forme de mouche, un démon domestique qui le servait et le rendait invulnérable. Quand il commença à vieillir, il prit peur, essaya de se débarrasser de son génie compromettant, de le noyer, de le brûler, de le céder à un de ses compagnons : de guerre lasse, il s'adressa aux Jésuites qui le convertirent et lui rendirent la tranquillité. — Un autre soldat avait acheté d'un sorcier un démon qu'il tenait enfermé dans un verre et à qui il avait vendu son âme, à condition qu'il le servirait pendant sept ans; c'était un petit être noir qui remplissait consciencieusement le traité : son maître s'étant fait mettre en prison à Hambourg, il le transporta à quelques lieues de là. Cependant les sept années étaient sur le point de se terminer et le soldat fut pris d'une horrible

1. « Bene dispositam a rota, cui vivens adhuc implicata fuit, misimus ad circulum æternitatis. » Progressus, p. 249.



épouvante : on le guérit avec des amulettes, et on le ramena à la vraie foi avec trois ou quatre de ses compagnons. — Un luthérien, qui avait de même vendu son âme au Diable, était torturé par de telles angoisses qu'une nuit il essaya de se tuer, n'y réussit pas : sa femme, réveillée par ses gémissements, s'efforce sans grand succès de le soulager. De grand matin, un des Pères jésuites rencontre un jeune enfant, peut-être un ange, qui lui raconte l'aventure : il accourt, trouve le blessé dans un tel état de rage que personne n'osait approcher de son lit. Le prêtre s'agenouille, se fait apporter des charbons ardents, ordonne au luthérien d'approcher la main de ce brasier, et comme l'hérétique la retire vivement : comment, lui dit-il, oses-tu t'exposer à des flammes éternelles, alors que tu ne peux supporter une brûlure d'un moment ! — Mais est-il encore temps d'obtenir mon pardon? Le prêtre le promit, chassa le démon. La femme pleurait en voyant la puissance de cette religion qui dompte les cœur les plus rebelles. — Leur supériorité d'exorcistes sur les pasteurs luthériens leur amène quelques recrues, la faveur spéciale aussi que leur montre la Vierge qui souvent intervient directement pour ouvrir les cœurs. A Chlouknov, une femme aveugle et muette retrouve la vue et la parole, dès que la voix d'un Jésuite lui a révélé la lumière de la foi [1].

Il y a, dans ce gain, beaucoup de déchet, et plus d'un escroc parmi ces pénitents ; les Jésuites s'en doutaient bien et, si un contrôle était possible, on relèverait dans leurs listes plus d'un double emploi. Qu'importe? tout cela fait nombre, les imaginations restent frappées, les anciens fidèles en deviennent plus sûrs, leur piété plus généreuse. C'est un des préceptes de Loyola de ne négliger aucun détail, d'apporter le même soin aux affaires secondaires et aux questions les plus graves. Le dévouement des Pères ne dédaigne pas les plus minces profits ; il ne s'y épuise pas.

1. Progressus, p. 229.



Ils disposent d'une immense influence et ils en usent pour la bonne cause : ils écartent impitoyablement des honneurs les candidats dont ils ne sont pas sûrs ; ils ont des femmes bien dotées pour leurs élèves, des postes bien rétribués pour leurs amis ; ils s'entendent avec les officiers pour qu'on envoie à l'armée les paysans tièdes et pour qu'on ne paie leur solde qu'aux soldats qui présentent un billet de confession. Ils préfèrent ordinairement agir par insinuation, mais quand le sujet en vaut la peine, ils ne reculent pas devant une initiative hardie. Ils refusent de rendre à leurs parents les jeunes filles qui leur ont été confiées ; ils établissent une sorte de siège autour d'un baron de Gersdorf : « afin que la conversion commencée sous de si heureux auspices ne fût pas entravée, les sages ecclésiastiques retenaient les lettres de sa femme qui était hérétique ; on ne les lui remit que quand l'affaire fut terminée ».

Leur psychologie est aussi déliée et subtile que leur ténacité est incapable de découragement. Il leur arrive souvent, quand ils repassent par une commune qu'ils avaient réconciliée, de s'apercevoir que personne ne va à l'Église et que les assemblées hérétiques continuent ; sans impatience, ils reprennent leur prédication, et ils ne renoncent jamais à un projet, quelque difficiles que soient les circonstances. Leurs chefs déploient une industrie et un esprit de suite qui méritent l'admiration, ils choisissent leurs agents avec une perspicacité merveilleuse, les tiennent en haleine, les pénètrent de leur passion. Balbin fixe le nombre des personnes converties par les Jésuites, de 1661 à 1678, à 9,546 personnes : on est tenté de trouver qu'ils eussent mérité mieux. Du moins, en travaillant à ramener à l'Église ceux qui persistaient encore dans l'erreur, ils ont solidement établi leur domination sur le reste des fidèles et mis la main sur le pays tout entier.

Ils procèdent comme un général qui saisit les points stratégiques, occupe fortement les positions menacées et veille cependant à ne pas éparpiller ses troupes. Leur main-mise sur la Silésie illustre la supériorité de leur tac-

tique. Ils y sont gênés par les conditions politiques, les habitants les redoutent, les autres Ordres les jalousent, le clergé séculier craint leurs empiétements : ils désarment les haines, apaisent les inquiétudes, se rendent indispensables, enserrent le pays dans un réseau de postes d'attaque.

A Breslau, deux d'entre eux ont pénétré dans la ville, en 1638, malgré le Conseil, dans un carrosse fermé : ils commencent à prêcher, achètent une petite maison, ouvrent une école, — bien modeste, — douze enfants. Bientôt, ils s'agrandissent, veulent acheter un vaste établissement : le Conseil refuse, l'émeute gronde, la Cour, sur ce point si voisin de l'Allemagne, ne veut pas pousser à bout la population. Ils lui suggèrent un biais : l'Empereur leur cèdera le château qu'il possède dans la ville, d'abord à titre provisoire (1659), puis à titre définitif (1670). A chaque instant, le Conseil se plaint de leurs empiétements ; assez vite, Breslau sous leur influence perd son caractère de ville exclusivement protestante : ils entraînent d'abord des ouvriers, qui reçoivent l'aumône des couvents et n'ont à donner en échange que leur conscience, des nobles aussi qui veulent mériter les faveurs de la cour; quelques bourgeois suivent. Dès 1659, leur collège compte plus de 400 élèves, parmi eux quelques hérétiques qui repartent convertis; en 1667, on y joint quelques chaires de théologie, et, en 1687, un doyen de la faculté de philosophie fait son apparition ; il ne reste plus qu'à obtenir une consécration officielle pour l'Université qui fonctionne déjà. Le Père Frédéric Wolf s'y attelle, un de ces politiques supérieurs dont la persévérance et la souplesse expliquent les succès de la Compagnie. Chapelain impérial à Vienne, il met au service des Silésiens son influence qui est grande ; tous ceux qui désirent un titre, une faveur, s'adressent à sa complaisance jamais lassée; il se prépare ainsi des défenseurs. Cependant, quand en 1695, il révèle son dessein, la bourgeoisie reprend peur, le Conseil envoie à l'Empereur pétitions sur protestations, assez médiocres d'ailleurs, parce qu'il n'ose pas avouer ses véritables rai-

sons. Wolf les démasque : toutes ces difficultés n'ont leur origine que dans la haine de quelques hérétiques contre les Jésuites, « à cause de leur zèle pour ramener au Christ les âmes qu'il a rachetées avec son sang »; il rend à la cour des services de tout ordre, rétablit la concorde dans l'armée de Hongrie, gagne le Brandebourg à l'alliance autrichienne; il a le triomphe modeste, guide lui-même les délégués que le Conseil a envoyés à Vienne, les console de leurs déceptions, les engage doucement à renoncer à une résistance stérile; il ne précipite rien, laisse les passions s'user et obtient enfin, le 21 octobre 1702, le décret qui consacre l'Université Léopoldine, afin de « favoriser la religion catholique, qui seule assure le salut »[1].

Les émotions de la guerre et les privations matérielles ont surexcité les nerfs et développé les maladies de l'imagination; la population ne voit autour d'elle que sorciers et mystères. Ils partagent ses superstitions et ils en profitent : les miracles naissent sous leurs pas. C'est par centaines que se comptent les apparitions, les Vierges sourient à leurs serviteurs et détournent tristement les yeux pour ne pas voir les relaps; les blessures du Sauveur se rouvrent : dans les contrées où leur action est encore contestée, ils créent autour d'une de ces images miraculeuses un centre de pèlerinage. Ils doivent leurs succès dans la Haute-Silésie à la Vierge de Deutsch-Piékar (1679) : l'évêque de Cracovie, qui craignait une concurrence pour son église de Czenstochow, montrait quelque scepticisme, et même l'évêque de Breslau; pour établir le crédit contesté de leur idole, les Jésuites la font voyager : Léopold la demande à Prague pour arrêter la peste ; Jean Sobieski implore son secours quand il marche contre les Turcs en 1683 ; dès lors, la partie est gagnée.

Dans la contrée des Monts Métalliques, longtemps infectée d'hérétiques, ils font de Mariascheune le centre de leur influence : de 1653 à 1708, l'image miraculeuse attire

1. Grünhagen, II, p. 381.

1,570,812 pèlerins; le nombre des prêtres qui reçoivent les confessions doit sans cesse être augmenté; en 1707, bien que la Vierge Sainte ait été emportée à Prague, parce qu'on craignait une invasion, ils dirigent 42 grands pèlerinages et 24 processions moins importantes. En 1695, leur supérieur introduit la « très louable Confrérie des angoisses du Christ », instituée par Innocent XII et dont le but immédiat était d'attirer de nouveaux visiteurs en organisant de grandioses démonstrations et des cérémonies magnifiques[1]. Dans les vallées des environs, quelques dissidents malgré tout ne sont pas touchés par la grâce : on finit par ordonner leur expulsion. Ces pauvres gens implorent un délai : « le cœur nous est si gros d'abandonner nos maisons »; ils doivent cependant passer la frontière, au mois de décembre (1728), hommes et enfants, 800 personnes en tout.

La Société embrasse dans le réseau de ses confréries les diverses classes de la société : confréries du Saint-Rosaire, du Scapulaire, de Sainte-Ursule, de Notre-Dame, de Saint-François, de Saint-Isidore; les compagnies de la Vierge pullulent avec leurs multiples sections : étudiants, lycéens, bourgeois, apprentis, ouvriers. Les moines multiplient les fêtes, et des règlements rigoureux en imposent l'observation, 90 jours par an, un quart de l'année, pendant lesquels les fidèles sont tenus d'assister aux offices. Ils intéressent à leur succès la vanité et l'ambition : le contraste est étrange entre l'âpreté avec laquelle les seigneurs disputent aux curés leur maigre pitance et leur prodigalité vis à vis des Ordres monastiques et en particulier des Jésuites. Ceux-ci découragent peu à peu les jalousies qui se sont d'abord opposées à leur succès : Harrach, définitivement vaincu dans la lutte qu'il a soutenue contre eux plus d'un quart de siècle à propos de l'Université (1653), leur garde d'abord quelque rancune. Ils ne sont pas hommes à laisser une attaque sans réplique et ils prennent vigoureusement

1. Hallwich, Die Jesuitenresidenz Mariascheune.



l'offensive, ils dénoncent à Rome Caramuel de Lobkovits, « ce sujet inquiet, dans la main duquel repose tout le gouvernement de l'Église et dont la religion ne peut attendre aucune paix qui n'inspire la crainte de renfermer le germe de nombreuses guerres »; avec une perfidie supérieure, ils trouvent l'accusation qui produira l'impression la plus profonde sur Innocent X : leurs Pères, « à qui, le ciel et le monde en sont témoins, on doit surtout et en premier lieu la conversion des hérétiques », sont sacrifiés à des hommes qui sont visiblement « infectés de l'erreur janséniste [1] ». Presque aussitôt après, ils sont débarrassés de Caramuel, et Harrach, qui ne se sent pas de force, se résigne.

Dès lors, rendus prudents, leurs adversaires, dissimulent leur jalousie, et l'influence de l'Ordre demeure incontestée pendant le règne de Léopold Ier, auquel par reconnaissance ils décernent le nom de Grand. Il n'y a pas à Vienne moins de 250 jésuites qui dirigent les consciences de tous ceux qui ont quelque importance dans l'état, et toutes les affaires aboutissent dans leurs mains. Leur Province de Bohême, qui a été détachée de la Province d'Autriche en 1623, avait en 1625, 288 membres ; elle en a 628 en 1653 ; au moment où la Compagnie est supprimée, elle en aura environ 1,100, malgré la séparation de la Silésie, 220 à Prague; on évalue alors leurs biens, dans des calculs certainement beaucoup trop faibles, à six millions et demi de florins pour la Bohême proprement dite, à neuf millions pour tout le royaume [2]. Leurs vingt collèges et leurs douze résidences enveloppent le pays : aujourd'hui encore, à Prague, on se heurte à chaque pas aux traces de leur puissance, et leur Université, le Clementinum, qui semble jeté vers le pont de Charles comme pour barrer la route aux invasions, étend sur la ville entière l'ombre de sa majesté imposante et massive. C'est là que, pendant un siècle et demi, ils

1. Idea gubernationis ecclesiasticæ, publiée par Rézek, p. 6.
2. Bilek, Histoire de la Société de Jésus, p. 535. Cp. ses brochures, plus instructives encore : Les revenus et les biens des Jésuites en Moravie et en Silésie en 1773.

ont pétri de leurs mains savantes et douces la jeunesse de la nation.

Ils donnent le signal du mouvement de construction qui couvre le royaume de somptueuses églises et de riches monastères et on retrouve dans leurs premiers monuments quelque chose de l'ampleur magnifique de leurs desseins qui, quelque abominables qu'ils nous paraissent, ne sortaient pas d'une conception vulgaire et exigeaient des âmes vigoureuses. Le style jésuite, avec ses pompes frelatées et ses grâces pataudes, ses vierges parées et ses anges mondains, son mauvais goût théâtral, son absence de sincérité et sa recherche du trompe-l'œil, est d'une date postérieure, quand l'heure des combats héroïques est passée et que les maîtres commencent à subir l'influence des détestables méthodes qu'ils représentent. Au début, les édifices qu'ils élèvent, comme l'église de Kommotau, d'une sévérité un peu froide, saisissante en somme dans l'ensemble par sa tenue et son unité, rendent bien l'énergie d'une volonté qui marche à son but, dédaigneuse des ménagements et des obstacles. Une impression analogue se dégage de Saint-Nicolas, de Prague, l'œuvre de ce Christophe Dientzenhofer, qui a laissé en Autriche des marques si profondes de son génie; aucun souvenir ici de l'art inquiet et mystique, qui traduisait les élans de l'âme tourmentée par les angoisses de l'au-delà; solidement assise sur le sol, elle symbolise à la fois la tranquillité d'une croyance qui ne cherche plus et d'un Ordre qui a vaincu toutes les rivalités.

Ce qui manque à cet art, c'est justement la poursuite d'un idéal nouveau et aussi l'accent individuel; ce sont des imitations savantes et graves d'un style étranger. De là, la décadence très rapide, la convention qui succède à l'énergie, la recherche d'ornements frivoles destinés à dissimuler l'absence de pensée créatrice, le mauvais goût de la richesse qui s'étale. Les vertus des premiers jours sont désormais inutiles et dégénèrent : les martyrs font place à des directeurs retors, peu à peu avilis par la morale plate et vulgaire qu'ils enseignent; l'épique fureur des conquis-



tadores s'endort dans la surveillance monotone d'un troupeau somnolent ou l'administration paisible d'une fortune qui s'accroît mécaniquement. Les églises qu'ils élèvent désormais, non à Dieu mais à leurs clients, n'ont d'autre but que de frapper l'imagination grossière des foules. Pourvu que le but soit atteint, ils ne sont pas difficiles sur les moyens : ils aiment les oripeaux et le clinquant, le badigeonnage criard et les fausses magnificences; ils trichent avec l'esthétique comme avec la morale [1].

Ils donnent le ton à toute l'armée de moines qui s'est établie dans le royaume, et dont les cohortes, turbulentes, jalouses, qui causent aux évêques plus d'un souci, les complètent et en les combattant quelquefois, prolongent et facilitent leur action. Pas plus que pour les Jésuites, il ne serait juste d'oublier les services que beaucoup de ces moines ont eu au moins l'intention de rendre : ils soutiennent des écoles, nourrissent quelques mendiants, desservent quelques cures. Malheureusement la plupart de ces bonnes volontés sont perdues et ces corporations épuisent le meilleur de leur zèle à développer leur propre fortune; elles deviennent à elles-mêmes leur propre fin.

L'attraction qu'elles exercent sur les jeunes gens qui ont le goût de la vie ecclésiastique, contribue à rendre plus difficile et plus médiocre le recrutement du clergé séculier; dans leurs maisons bien rentées, les religieux perdent le goût du travail fécond et leur esprit se retrécit et s'amenuise. Ils croient avoir assez fait pour la gloire de Dieu quand ils ont entassé des reliques ou orné leurs autels de splendeurs coûteuses; les sanctuaires se peuplent de statues d'une majesté poncive, les colonnes se revêtent de bariolages éclatants ou de draperies, les cérémonies se prolongent et se compliquent, les chapelles des saints patrons resplendissent de dorures, le culte déborde dans la rue et sur les places; dans les carrefours se dressent les images de la Vierge ou de quelque martyr. « Votre Altesse s'éton-

1. Gurlitt, die Barockarchitektur in Bœhmen, dans les Mittheilungen, 1896.



nerait, écrit Charles Patin, de voir l'ardeur des Autrichiens pour tout ce qui concerne le royaume de Dieu ; les églises sont presque toujours remplies, on y fait presque tous les jours des processions solennelles, les sermons y sont fort fréquents, ils élèvent leurs enfants dans cette tendresse de religion : aussi peut-on dire qu'ils sont dévots par habitude et par inclination ; leur piété a été connue de toute la terre aussi bien que chez eux ; les pierres mêmes en portent le témoignage partout [1]. » S'il suffit des 1,300 apothicaires de Londres pour prouver la grandeur de cette ville, « les 2,000 Jésuites de Prague serviront aussi à quelque chose ; les autres compagnies religieuses y sont en aussi grand nombre qu'en aucun endroit de la terre. Ils ont des maisons qui ressemblent plutôt à des palais qu'à des retraites de gens qui aient renoncé aux vanités de la terre ». — Il faut se défier des chiffres des voyageurs, mais ils donnent bien la sensation extérieure des choses. Patin s'étonne de l'ignorance crasse que dissimule cette piété ; on lui montre le portrait de la Vierge peint par Saint-Luc, un tombeau de pierre trouvé dans la Vltava avec le corps de Saint-Antoine, une colonne transportée par le diable pour tromper un prêtre qui célébrait la messe : — Et quand ce miracle est-il arrivé ? — Il y a plusieurs milliers d'années. — Mais il n'y a pas 1700 ans que Jésus-Christ est mort. — Sans doute, mais ce miracle est beaucoup plus vieux.

C'est à ces superstitions misérables que se réduit la religion. Les croyances de la foule, élevée par les Jésuites, se rapprochent des imaginations saugrenues des tribus indiennes de l'Amérique méridionale ; pour elle, les dogmes n'ont plus de sens et l'Évangile, plus de suc ; elle a peur de l'enfer et achète par sa soumission l'intervention du prêtre qui la défend contre Satan ; les classes supérieures, bourgeois et nobles, un peu moins ignorantes, n'ont guère une conception supérieure de la conscience et

1. Ch. Patin, Quatre relations historiques, 1673, p. 46.

de la foi. Le credo n'est plus qu'une succession de formules magiques, la religion une suite de cérémonies vides, la morale un assemblage incohérent de calculs égoïstes ou de pratiques ridicules ; la science se résume dans une scolastique vaine et creuse et l'art s'abaisse à des moyens de réclame. La seule préoccupation des moines est qu'aucune voix ne trouble le silence, et, pendant qu'ils psalmodient leur messe basse, le peuple hypnotisé répète pieusement : Amen. — C'est le triomphe et c'est la mort.

« L'État n'accomplit pas les fonctions de l'esprit », a dit un grand catholique. Les Jésuites, en contractant avec le pouvoir temporel une alliance simoniaque, n'ont pas seulement déshonoré leur victoire, ils ont avili leurs vertus. Après avoir supprimé la vieille civilisation bohême, ils ont été incapables de rien créer en échange. Il y avait dans leurs rangs nombre d'hommes de science et de cœur, animés d'un patriotisme sincère : ils n'ont rien fait ni pour le peuple qu'ils aimaient, ni pour la patrie dont ils pleuraient la ruine, ni pour la science qu'ils honoraient. Tant que la Compagnie a conservé son autorité, tout progrès réel est demeuré impossible et une époque nouvelle n'a commencé que le jour où l'Ordre a disparu.

CHAPITRE II

État politique et social sous Léopold Ier

Que la Bohême, malgré les progrès du pouvoir central, reste jusqu'à Marie-Thérèse, un royaume autonome, et que, malgré le développement de l'autorité royale, l'aristocratie y conserve des attributions très étendues. — Léopold Ier : son caractère, ses principaux conseillers. — Tentatives infructueuses pour organiser l'administration centrale; les forces d'unification : la cour, l'armée, la Chambre aulique, la législation. — Les administrations autonomes. La Chancellerie bohême, la Lieutenance. — Les diètes, leur compétence et leur faiblesse. — Les capitaines de cercles. — Conséquences matérielles et morales de l'inertie et de l'impuissance du gouvernement. La haute aristocratie et les latifundia. — Les villes : ruine de leur influence politique et de leur autonomie administrative, décadence économique et abaissement des caractères. — Les paysans : la corvée. — Grossièreté et férocité des mœurs; les nomades; les sorciers [1].

Les écrivains allemands contemporains, dont l'œuvre est dominée par la pensée de glorifier les fondateurs du nouvel Empire germanique, — et nous ne saurions leur en faire un grief, car dans le passé, le présent seul nous intéresse vraiment et ce qui est définitivement mort

1. L'histoire du règne de Léopold Ier reste à faire. Le récit de Rézek s'arrête en 1657 et la continuation de Svatek n'est qu'une compilation hâtive. Zahn, *Ferdinand III und Leopold I* (*1648-1699*) est consciencieux et intéressant, mais trop résumé. Erdmannsdœrffer (collection Oncken) et Zwiedineck-Südenhorst, dans la *Bibliothek Deutscher Gesch.* n'avaient à étudier l'Autriche que du dehors. Arneth dans ses biographies de Stahremberg (1853) et du prince Eugène (1858) apporte quelques renseignements précieux, ainsi que Wolf, *Fürst Wenz. Lobkovitz* (1869). — Sur la personne même de l'Empereur, v. Helbig, *Es. Pufendorf* (1862), Heigel, dans les *Sitz.-Ber. Münchn. Ak.*, 1890, et Przibram. *Mitth. des Inst. für oesterr. Gesch.-Forsch.*, XII. Dvoriak, Briefe K. L. an Lobkovitz (1894).



cesse d'appartenir à l'histoire, — se plaisent à opposer aux Hohenzollern, dont l'intelligence très aiguisée devance les besoins de leur peuple, la nonchalante médiocrité des Habsbourgs. Il y a quelque injustice, sinon dans la condamnation même qu'ils prononcent, du moins dans leurs considérants, parce qu'ils ne tiennent pas assez compte des conditions générales qui détournèrent de la politique intérieure les chefs de la maison d'Autriche et prolongèrent outre mesure la période d'incertitude et de langueur qui suivit la guerre de Trente-Ans.

Les traités de Westphalie avaient achevé la transformation de l'Allemagne « qui n'était même plus une monarchie limitée. Et comme il est toujours plus facile de laisser couler une pierre du sommet d'une montagne et au contraire très difficile de la rapporter au sommet », il eût fallu pour « la réformer et la réorganiser de grands troubles et une confusion universelle. » Quelques politiques à Vienne eurent la sensation des embarras désormais gratuits que causerait la couronne impériale et en 1657, ils conseillèrent à Léopold Ier d'y renoncer. Leur perspicacité ne fut pas comprise et il était impossible qu'elle le fût : il n'est pas si aisé de rompre avec des traditions séculaires, et il n'est même pas démontré que la prudence permît cette abdication, car la place désertée aurait bientôt été occupée par un rival dangereux. Les Habsbourgs se trouvèrent dès lors condamnés à des ambitions complexes et engagés par elles dans une lutte accablante contre la France, qui trouvait des alliés redoutables dans la turbulence des Magyars et des Transylvains, et dans les Turcs qui occupaient encore les deux tiers de la Hongrie. Il était fatal que de part et d'autre cette longue rivalité déchainât des rancunes qui survécurent aux causes qui les avaient suscitées et qu'elle provoquât chez les Empereurs, qu'y préparait déjà leur titre, des convoitises qui ne répondaient évidemment à aucun besoin réel. Les guerres de munificence se greffèrent comme toujours sur les guerres défensives, sans qu'il soit d'ailleurs



toujours très facile de déterminer où commencent les unes et où finissent les autres.

Les souverains furent ainsi absorbés par le tracas de leur politique extérieure, et le ministère des affaires étrangères devint le centre exclusif de la vie politique; à ce point de vue, la situation encore aujourd'hui n'est pas très différente.

Il est vrai que les autres dynasties au XVII[e] et au XVIII[e] siècles mettent de même en première ligne la défense ou l'extension de leurs frontières. Nulle part cependant ce souci n'est aussi absorbant qu'en Autriche et surtout les guerres dans lesquelles sont engagés les Bourbons et les Hohenzollern n'ont pas un caractère aussi uniquement personnel. Une partie importante de la population en France et en Prusse s'intéresse aux succès de ses souverains, et, quelque jugement que l'on porte sur Louis XIV ou sur Frédéric II, il serait absurde de ne pas reconnaître quelle action ont eue leurs triomphes sur le développement matériel et moral de leurs états; l'esprit public a été tonifié, l'idée de solidarité nationale s'est répandue, une vie morale intense s'est développée. En Autriche, les perpétuelles entreprises des Empereurs n'ont provoqué qu'une horrible lassitude; les différences entre les divers peuples de la monarchie étaient trop profondes, les traditions d'indépendance trop vivaces, les convoitises des rois trop diverses et trop lointaines, pour permettre la formation de ces courants généraux qui emportent les âmes dans un espoir commun. Les guerres incessantes, dont la foule subissait les charges sans en apercevoir le but et sans en désirer le succès, ont plutôt fortifié qu'affaibli les sourdes révoltes qui s'opposaient à la fusion dans une patrie nouvelle des nations autonomes par l'alliance desquelles s'était formée la monarchie.

Ce n'eût pas été trop pour triompher de ces résistances centrifuges que d'une attention de tous les instants. Les successeurs de Ferdinand II crurent l'œuvre achevée parce qu'ils ne redoutaient plus de rébellions ouvertes, et, satis-

faits d'avoir proclamé en principe leur autorité absolue, il s'inquiétèrent peu de la réaliser. De là, les polémiques très vives sur le régime de la Bohême au XVIIe siècle. — Despotique? — Aristocratique? — Est-elle une province d'un empire autrichien ou continue-t-elle à former un royaume autonome? Questions complexes et qui ne comportent pas de réponse par oui ou par non.

Par cela seul que l'union des divers états qui obéissent aux Habsbourgs se prolonge, des intérêts communs naissent, des idées semblables pénètrent certaines classes et tendent à les rapprocher, les administrations adoptent les mêmes procédures et poursuivent les mêmes buts; mais l'évolution ne s'accomplit qu'avec une extrême lenteur, de sorte que jusqu'à Marie-Thérèse le royaume de Bohême conserve une autonomie très réelle, et que, bien que les mœurs et les lois indiquent un progrès continu dans la voie de la centralisation, les traditions de l'indépendance demeurent encore très puissantes. De même, les successeurs de Ferdinand II se regardent, au même titre que Louis XIV, comme les représentants de Dieu sur la terre et ils n'ont aucun scrupule à étendre leurs attributions au détriment des pouvoirs locaux; ils ne font cependant qu'un usage assez discret de leur prérogative et ils laissent une influence toujours puissante et souvent prépondérante à la noblesse et en particulier à un petit nombre d'illustres et riches familles, étroitement solidaires, et qui ne marchandent pas leur dévouement à la dynastie, mais la contiennent dans certaines limites assez rigoureusement tracées. On ne saurait parler ainsi de centralisation et d'absolutisme avant le milieu du XVIIIe siècle que par abus de langage; tout au plus serait-on fondé à dire que le roi eût pu tout ce qu'il aurait voulu, seulement ses exigences étaient modestes et ses désirs peu impérieux. Ferdinand III, Léopold Ier et même, bien que dans une moindre mesure, Charles VI furent essentiellement des conservateurs, ils n'eurent jamais l'énergie et l'emportement nécessaires aux coups d'état et, bien qu'ils supportassent souvent avec impatience les récri-



minations des diètes et qu'ils sentissent le besoin de disposer plus librement des ressources de leurs royaumes, ils ne parvinrent qu'après une série infinie de tâtonnements, — et encore très imparfaitement, — à substituer leur gouvernement à celui de la noblesse.

Leurs hésitations et leurs omissions furent avantageuses à la nationalité tchèque. Au lendemain de la guerre, le peuple de Bohême était une pâte molle qu'une main experte aurait façonnée à sa guise. Les Habsbourgs ne comprirent pas la nécessité de s'attacher la masse de leurs sujets par des services décisifs, et leur autorité, incertaine et improductive, ne se manifesta le plus souvent que par les charges qu'elle imposa; ils ne créèrent ainsi aucune tradition nouvelle, ne suscitèrent aucun patriotisme collectif et laissèrent la place libre au réveil national. S'ils favorisèrent l'élément germanique, dont le développement était lié avec celui-même des administrations centrales, ils n'y apportèrent aucune passion et presque aucun calcul et, jusqu'à Joseph II, ils ne désirèrent pas une fusion trop intime avec leurs voisins. D'abord, ils redoutaient l'infiltration des doctrines protestantes; puis l'affaiblissement de leur situation en Allemagne leur imposait beaucoup de prudence. Il n'était pas sûr qu'à un moment donné la couronne impériale ne leur échapperait pas et il fallait, dans cette éventualité, qu'ils n'eussent pas à redouter dans leurs domaines immédiats l'intervention d'un rival victorieux. Ils maintinrent donc avec une vigilance constante l'autonomie de leurs états. C'est justement une des raisons qui expliquent l'échec des tentatives qui eurent pour objet de les écarter de l'Empire : le patriotisme germanique, obscurci mais non éteint, sentait que le seul moyen d'éviter une sécession de l'Autriche, était de conserver aux Habsbourgs leur situation prépondérante. Ceux-ci n'avaient donc aucune raison pour se départir d'une réserve qui leur rapportait de très sérieux avantages.

Quelle qu'eût pu être la situation juridique de la Bohême au moyen âge, — ce qu'il n'est pas le lieu ici de discuter



et ce qui importe peu, — tout souvenir de dépendance extérieure était effacé au XVIe siècle et Ferdinand Ier avait proclamé avec une franchise catégorique l'autonomie de la couronne de Saint-Venceslas [1]. Au XVIIe siècle, l'Allemagne n'essaya même pas de relever des droits qui n'avaient jamais été clairement établis et qui dans tous les cas étaient périmés. La Silésie même, dont la condition eût plus facilement prêté matière à discussion, bénéficia des franchises du royaume auquel elle avait été rattachée, puisque, au moment de la conquête prussienne, elle fut cédée à Frédéric II en toute souveraineté et que le traité ne fait aucune allusion à une suzeraineté de l'Allemagne. Pendant toute la période de l'histoire moderne, les Empereurs n'exercent aucun droit régalien en Bohême, et, si le royaume tchèque ne cesse pas d'être considéré comme faisant partie de l'Allemagne, ce n'est plus là qu'une de ces traditions légendaires qui ne répondent à aucune réalité et qui ont leur source dans l'antique conception œcuménique du pouvoir impérial.

Il eût été paradoxal de reconnaître vis-à-vis de l'étranger l'indépendance de la couronne tchèque et de la contester dans la politique intérieure. Aucune tentative ne se produisit dans ce sens, et les états de l'héritage de Saint-Venceslas constituèrent sans conteste comme auparavant un royaume distinct, indivisible et souverain; aucune partie n'en fut jamais aliénée sans l'autorisation de la diète, dont le prince reconnaissait ainsi la co-propriété; c'était un fidéicommis dont le monarque n'avait que l'administration, et dont le peuple bohême était le maître essentiel. Dans une certaine mesure même, les victoires des Habsbourgs scellèrent plus fortement l'unité du royaume, en rattachant à l'ensemble certains districts qui, comme ceux d'Ellbogen, de Glatz et d'Eger, vivaient jusqu'alors à l'écart, et, s'il est vrai que les princes tendirent nécessaire-

1. C'est ce que reconnaît Bachmann lui-même, qui n'est certes pas suspect en pareille matière (Deutsche Arbeit in Boehmen, p. 94).

ment à supprimer dans la réalité les barrières qu'ils respectaient en droit, les modifications administratives qu'ils introduisirent n'eurent jusqu'à Marie-Thérèse aucune importance au point de vue du *droit d'état*.

Ferdinand III (1637-1657) n'avait jamais songé à des réformes radicales. Fort occupé à assurer à ses fils la succession de ses diverses couronnes et à surveiller les intentions du roi de Suède, Charles-Gustave, qui, maître en 1656 de la Pologne presque entière, menaçait la Silésie, il n'avait ni la santé solide ni la volonté implacable qu'eût exigées même alors une transformation complète de la monarchie; il avait une tendre affection pour Slavata, qui, rassasié d'honneurs et de jours, ne se rappelait pas sans remords les catastrophes par lesquelles avait été achetée la défaite de l'hérésie et qui ne poussait certainement pas son maître aux conseils violents. D'ailleurs, la tâche était suffisante de rétablir quelque ordre et quelque sécurité. On tenta de réprimer le brigandage, de débrouiller le chaos financier au milieu duquel se débattaient l'état, les communes et les particuliers, de repeupler les villages déserts. Le résultat de toutes ces mesures, de valeur diverse, fut très faible, d'abord parce que la misère était trop profonde et que les meilleures intentions ne suffisaient pas pour reconstituer le capital disparu, ensuite parce que les circonstances ne permettaient guère de réduire sérieusement les impôts, ce qui eût été cependant le moyen le plus efficace pour restaurer la confiance et l'esprit d'entreprise, enfin parce que les réformes se heurtaient à la négligence ou à la corruption des employés royaux qui, pendant la guerre, avaient peu à peu échappé à l'autorité du souverain.

Ferdinand III avait essayé de remédier à quelques-uns des abus les plus graves en substituant à la diète, qui avait la répartition et la perception de l'impôt foncier, et à la Chambre royale [1], qui, fondée pour représenter les inté-

1. Je rappelle que l'on désigne sous le nom de Chambre, le collège royal



rêts du roi, était peu à peu tombée sous l'influence des seigneurs, des agents nouveaux, qu'il aurait eus mieux en main. Ses prétentions soulevèrent l'opposition des nobles dont on menaçait les privilèges, de la Lieutenance dont la compétence eût été réduite, et de la Chambre tchèque qui eût été dépossédée. Ce fut un des premiers exemples de ces coalitions qui unirent si souvent contre les projets venus de Vienne les divers éléments de l'aristocratie tchèque, rapprochés en dépit des différences de situation par la communauté naturelle des intérêts ; un temps assez long s'écoulera avant que le sentiment du devoir professionnel étouffe chez les officiers royaux l'esprit de caste, et les Habsbourgs ne réussiront jamais complètement à transformer en dociles instruments du prince les descendants des oligarques bohêmes. La lutte de Ferdinand III et de la diète n'est pas sans analogie avec celle que, vers la même époque, les traitants de Mazarin soutenaient avec le Parlement. Les nobles de Bohême n'essayèrent pas de Fronde, et Ferdinand ne l'aurait pas permis; sur le fond des choses, et en dépit de défaites partielles, ils sauvèrent leurs prérogatives. Les Habsbourgs étaient friands de despotisme, mais leur ardeur s'épuisait vite et ils n'eurent jamais autour d'eux cette caste de légistes intraitables qui en France ployèrent toutes les têtes sous la main du maître et cimentèrent solidement l'unité.

Léopold Ier, qui succéda à son père en 1657 et dont le règne dura presque un demi-siècle, — il mourut en 1705, — était un fanfaron d'absolutisme. — « Si j'avais la preuve que le ministre est un coquin, disait-il en faisant allusion à Lobkovits, sa tête serait vite à terre. » Ce tranche-montagnes était avant tout un timide et un incertain. Il n'avait aucune générosité de cœur et il traita sans pitié les adversaires que lui livra la fortune, les Hongrois

chargé d'administrer les revenus que le prince perçoit en vertu de ses droits propres et sans l'autorisation de la diète : c'est l'ancien fisc romain.



en particulier, « cette race dure et rebelle, qui ne pouvait être soumise que par des supplices atroces et qui, ailleurs, paraîtraient cruels »; mais ce n'est nullement le tyran farouche que nous représente la légende. Sa perruque espagnole nous dissimule sa physionomie réelle qui était celle d'un viennois, avec de la bonne humeur, un besoin impérieux de distractions, peu de morgue, pas la moindre distinction morale, une curiosité assez ouverte, aucun besoin d'indépendance. Il avait été fort mal élevé, par des sots comme Portia ou des intrigants comme l'évêque Muller; on le destinait alors à l'Église. Quand la mort de son frère aîné l'appela au trône, le pauvre enfant, jeté brusquement au milieu d'un monde tumultueux et piaffant, dont les turbulences et les vices choquaient ses habitudes et ses goûts, toujours suivi par un précepteur, qui lui tenait la main et lui apprenait sa leçon, parut un peu ridicule. Il n'était pas beau avec sa cuisse raide, ses yeux de myope, « la lèvre inférieure des Habsbourgs, si pendante que les dents de devant sortent, ce qui lui rend un peu difficile de parler »; il prêtait à la caricature. — Il avait une grande bouche qu'il tenait toujours ouverte, écrit un contemporain; un jour qu'il jouait aux quilles avec son favori Portia, la pluie commença et il se plaignit qu'elle lui tombait dans la bouche. Portia fit appel à son génie, réfléchit un bon bout de temps et conseilla à son maître de fermer la bouche; l'Empereur suivit ce conseil et s'en trouva bien. — En réalité, ce n'était pas un sot. S'il écoute les alchimistes, il a un goût réel pour les études sérieuses; grand bibliophile, il ouvre aussi les livres qu'il achète : Machiavel, Bacon, la Bible de Luther, Erasme, s'occupe de médecine et de physique.

Il ne s'habitua jamais tout à fait à son métier de roi et le parallèle obligé avec Louis XIV ne lui est pas favorable. Sa cour, très fastueuse, est encore à demi-barbare, avec ses fous et ses nains qui n'interrompent leurs plaisanteries qu'au moment des deuils officiels, les six semaines pendant lesquelles l'Empereur ne se fait pas raser. L'étiquette

est rigoureuse, et le palais, misérable; toutes les fois que le maître sort, de longues files de voitures s'ébranlent, les cloches remplissent l'air de leurs carillons : seulement, les bas rouges de Léopold sont usés; c'est du Versailles d'exportation, le spectacle n'a pas ce fini qui seul y ajoute une note d'art. Cela ne va pas sans quelques avantages : la vie est plus régulière et plus digne; surtout, ce qui est plus grave, l'Empereur, moins absorbé dans son rôle, reste plus près de l'humanité; ainsi que le remarque très justement Heigel, au moment de la mort de sa femme, sa tristesse sincère, résignée et simple, est vraiment touchante.

Il a de la bonne volonté et une certaine application. Sa correspondance énorme prouve que les accusations de paresse qui lui ont été adressées, sont mal fondées : n'oublions pas seulement que plus d'un souverain autrichien a réuni à beaucoup d'application matérielle une extrême inertie. Léopold de même suit de près les événements, il ne les domine pas ni ne les dirige. Ses qualités mêmes, la foi profonde surtout qu'il a dans l'avenir de sa race et la protection spéciale de la Providence, lui permettent d'ajourner ses résolutions et colorent à ses yeux les défaillances de sa volonté. Villars, qui le juge sans amertume et rend hommage à son esprit droit et à sa régularité, constate « qu'il se défiait un peu trop de ses lumières et ne manquait jamais pour cette raison de déférer à la pluralité des suffrages »[1], et Arneth, que l'on ne saurait accuser de sévérité pour les Habsbourgs et qui a étudié son action au moment du complet développement de sa personnalité, avoue qu'il manquait absolument d'énergie. Il retardait le plus possible les décisions embarrassantes, très distrait par le train de la cour, les cartes, la chasse, la musique, les carrousels, les ballets, les parties de traîneaux, les audiences publiques aussi, qui ont toujours été dans la tradition de la cour de Vienne. Au milieu de ce tohu-bohu, comment poursuivre

1. Mémoires, I, 301.



une idée, tenir la main à ce qu'une réforme soit exécutée, écarter les obstacles qu'elle rencontre? Léopold n'a jamais que des velléités d'organisation. Pour transformer ses états en une monarchie unie et centralisée, pour substituer une bureaucratie royale à l'administration féodale, il faudrait une constance autrement solide et une volonté mieux trempée.

Il hésite entre les hommes comme entre les systèmes. Il a grandi dans des habitudes de piété étroite; il a eu deux jésuites pour professeurs et il fait volontiers appel aux services des membres de la Compagnie. Le Père Wolf apporte au camp de Caprara les mandats d'exécution contre les rebelles hongrois; les généraux recourent à l'intervention du Père Bischoff, le confesseur du fils de l'Empereur, ou du Père Menegatti, le directeur de Léopold, — « J'y ai rencontré le prince de Savoie, écrit le correspondant du margrave de Bade, qui m'a dit que c'était le seul homme par lequel on pouvait quelquefois faire prendre une résolution par l'Empereur [1]. » — Ce sont le plus souvent des conseillers prudents, qui n'aiment pas les bouleversements et, satisfaits de leur situation, n'éprouvent pas le besoin de substituer un régime nouveau à celui dont ils tirent de si larges profits.

Parmi les laïques, quelques-uns auraient des visées plus ambitieuses : le prince Lobkovits, actif, spirituel, grand admirateur de la France avec laquelle il désire un rapprochement, le précurseur prématuré de Kaunits, est un adver-

1. Il est regrettable que les historiens catholiques s'obstinent à nier des faits évidents et, d'ailleurs, en soi parfaitement légitimes. Si le confesseur d'un prince, d'un prélat ou d'un autre seigneur, écrit Busenbaum, sait que son pénitent n'accomplit pas ses devoirs, en particulier pour le gouvernement de ses sujets, il est tenu de l'avertir: sans cela et s'il lui donne l'absolution, il prend lui-même la responsabilité de son péché, et, un aveugle conduisant un aveugle, ils tombent ensemble dans la fosse de l'enfer. — Nous avons la preuve que les meilleurs obéissent à ces prescriptions, imposent aux nobles qu'ils dirigent certaines règles d'administration. (V. le Mémoire du Jésuite De la Haye, dans le Viestnik de 1893, p. 19). Je suis tout prêt à reconnaître que cette influence s'est souvent exercée dans le sens de la justice et de la pitié; seulement il est puéril d'affirmer d'une part que cette action a été toujours bonne et de l'autre qu'elle ne s'est pas produite.



saire décidé des États et un partisan de la centralisation; Hocher, qui fut chancelier de 1667 à 1683, âpre au travail, est un de ces juristes d'origine bourgeoise qui poursuivent une revanche personnelle dans l'abaissement de la noblesse et « les conseils qu'il souffle à son maître tendent à la monarchie absolue » (Pufendorf). Ils ne sont pas isolés et une tradition commence à se constituer dans ce sens : « J'affirme, écrit le vice-président de la Chambre aulique, Jœrger, que les pays n'appartiennent pas aux pays, mais à Votre Majesté;..... j'affirme que, même si on veut considérer dans Votre Majesté non pas le maître, mais le père, elle a le devoir de ne pas laisser périr ses enfants, contre leur volonté s'il le faut »; il en déduit que l'Empereur seul doit fixer les impôts, et procéder avec rigueur contre les récalcitrants, sans distinction de naissance [1]. Le plus souvent ces novateurs s'en tiennent à des déclarations de principes, ne présentent aucun programme précis; plusieurs sont étrangers, connaissent mal le détail des affaires; ils sont gênés par la prodigalité du souverain, qui, toujours à court d'argent, achète des diètes par des reculades quelques taxes supplémentaires, par les tergiversations de la cour, par les résistances des Magyars contre lesquels se porte leur principal effort et qui sont en insurrection pendant presque tout le règne. En 1681, Léopold, après avoir voulu établir son gouvernement absolu en Hongrie, est obligé de convoquer une diète « pour rétablir la liberté du royaume », et il reconnaît l'autonomie absolue de la couronne de Saint-Étienne : l'épreuve était certainement peu encourageante.

Ce serait de beaucoup dépasser la mesure que de prétendre qu'à ce moment l'individualité politique de la Bohême est aussi nettement accentuée que celle de la Hongrie, et déjà apparaissent clairement les différences qui aboutiront au dualisme contemporain. Au point de vue juridique, la situation des deux pays n'est pas très diffé-

1. Bidermann, I, p. 146.



rente, elle l'est beaucoup plus dans le domaine des faits. Il convient cependant de ne rien exagérer en sens inverse : si les relations entre les pays de la couronne de Bohême et les provinces autrichiennes proprement dites sont fréquentes, si les intérêts communs sont nombreux et le rapprochement visible, il n'est pas le moins du monde question encore de fusion. Les affaires de Bohême ne sont pas traitées à Vienne comme des affaires étrangères, ainsi qu'il arrive pour la Hongrie ; elles ne sont pas davantage traitées comme des affaires communes de la monarchie. « Le groupe autrichien et le groupe bohême nous apparaissent comme des territoires administratifs distincts et isolés l'un de l'autre ; des lignes de douanes les séparent [1] ».

Parmi les causes qui, en dépit de la nonchalance du souverain, préparent à lointaine échéance la victoire du despotisme centralisé, les unes agissent automatiquement et ne sont pas les moins puissantes. D'abord l'influence de la cour et celle de l'armée. En 1658, les États de Prague votaient à Léopold une adresse où ils lui demandaient « d'aimer leur royaume et d'y séjourner toutes les fois que les circonstances le lui permettraient ». Le ton de leur requête trahissait un découragement visible et ils ne comptaient plus guère dès lors voir Prague retrouver l'éclat qu'elle avait dû au séjour de Rodolphe. Ceux qui aspiraient à jouer quelque rôle dans l'État, prirent l'habitude de vivre dans les alentours de l'Empereur. Il n'y avait pas à Vienne moins de trois ou quatre cents chambellans, et d'innombrables fonctions y sollicitaient les ambitions les plus diverses. Les nobles de toute provenance se rencontraient là ; beaucoup avaient déjà des domaines disséminés dans les diverses régions de la monarchie, des mariages croisaient les familles, et, au bout de quelques générations, la plupart d'entre elles n'avaient plus qu'un

1. Fellner, Mitth. des Instituts, XV, 523. Bidermann, qui recherche les traces les plus anciennes de la centralisation, est bien obligé de reconnaître que, jusqu'à Marie-Thérèse, il ne saurait être question d'un empire autrichien, I, p. 24.



souvenir assez confus de leur patrie véritable. Jusqu'à Marie-Thérèse, la noblesse bohême forme un corps fermé dont l'autorisation du roi de Bohême ouvre seule l'accès; vaines restrictions qui ne ralentissent guère cette sorte d'émigration morale. L'orgueil de la race survit chez quelques-uns de ces courtisans et un jeune seigneur met l'épée à la main pour punir un insolent qui a mal parlé des Tchèques; seulement ces patriotes fougueux ne comprennent plus la langue de leur peuple et oublient ses traditions.

Quelle femme, parmi cette génération nouvelle, ne s'étonnerait pas des larmes que ne pouvait retenir la comtesse Tchernin en apprenant le mariage de son fils avec une étrangère! Les familles de vieille souche, les Waldstein, les Lobkovits, les Tchernin, les Nostits, les Kolovrat, les Vrbna, les Schlick, les Chotiek, sont entraînées par le courant général, aussi bien que celles qui sont nouvellement établies dans le pays, qu'elles arrivent de l'étranger comme les Gallas, les Colloredo, les Aldringen, les Marradas, les Piccolomini, les Schwarzenberg, les Schœnborn, les Taxis, les Fürstenberg et les Salm, ou qu'elles soient originaires des provinces germaniques de la monarchie, ainsi que les Liechtenstein, les Dietrichstein, les Auersperg, les Windischgrætz, les Harrach. Ces aristocrates tiennent sans doute à leurs privilèges et ils sont capables de les défendre contre leur souverain, mais jusqu'au moment où celui-ci leur communique sa volonté définitive; ils sont moins bohêmes qu'autrichiens ou plus justement habsbourgeois.

Le loyalisme dynastique qui se substitue vers la fin du XVIIe siècle au patriotisme local ou qui, chez les meilleurs, se superpose à lui, trouve son aliment et son foyer dans l'armée. Pendant une bonne partie du XVIIe siècle, les États exercent un certain contrôle sur l'administration militaire, mais à partir de 1681 et de 1684, et surtout après l'ordonnance fondamentale de 1687, bien qu'elle n'ait pas été de suite complètement observée, l'unité de l'armée impériale est hors de cause. Tandis que jusqu'en 1660 les états-majors se composent en grande partie



d'étrangers, les nobles prennent désormais l'habitude de se consacrer à la carrière militaire ; l'armée devient dès lors l'incarnation visible de l'idée autrichienne et, chez l'immense majorité des seigneurs, le culte du drapeau efface tous les souvenirs particularistes.

Léopold assiste à cette évolution plus qu'il ne la dirige, et l'action immédiate qu'il exerce sur la transformation intérieure de la monarchie est presque insignifiante. Les constitutions étaient, à proprement parler, un contrat entre deux propriétaires souverains, le prince et les classes privilégiées, représentées dans les diètes ; elles distinguaient le domaine sur lequel l'autorité du prince était illimitée et servie par des agents qu'il choisissait à son gré, et celui où son pouvoir s'exercait par délégation des États sous leur contrôle et avec leur collaboration. La limite des deux domaines avait été souvent matière à contestation ; le fond des choses n'était pas en question et la théorie avait si bien pénétré dans les faits que Ferdinand II, en 1627, malgré des réserves de principe, n'avait pas osé abolir cette répartition fondamentale. De même cependant que, dans la période précédente, l'oligarchie avait étendu ses attributions au détriment des rois, ceux-ci, maintenant victorieux, interprétèrent la constitution à leur profit et ils poursuivirent un double but, accroître la compétence des administrations centrales aux dépens des administrations autonomes et s'assurer des ressources indépendantes, de manière à s'affranchir de la surveillance des Diètes [1]. Il

1. Sur l'administration autrichienne, voir les manuels de droit public de Huber, Bachmann, Luschin d'Ebengreuth. — Aucun d'eux ne saurait être considéré comme satisfaisant, mais on y trouve des indications bibliographiques. Les articles du *Œsterr. Staatswœrterbuch* de Mischler et Ulbrich sont de valeur très inégale. — Le seul essai d'une histoire administrative générale pour cette période est Bidermann, *Gesch. der oesterr. Gesammtstaatsidee ;* c'est un livre manqué, mais qui renferme nombre de textes importants. — Je n'indique que quelques travaux essentiels (en dehors des ouvrages déjà cités aux chapitres précédents) : Fellner, *Zur Gesch. der oesterr. Staatsverwaltung* (Mitth. des Instit. f. oesterr. Gesch.-Forsch., VIII). Wolf, *Die Hofkammer unter K. Leopold* (Sitz.-Ber. der Wien. Akad., XI). D'Elvert, *Zur oesterr. Finanz-Gesch.* (Société de statistique de Moravie, XXV). Domin-Petrushevecz, *Neuere oesterr. Rechtsgesch.* Hara-



n'est pas douteux que Léopold Ier n'eût, lui aussi, la volonté de fortifier la centralisation et le despotisme; seulement il n'apporta pas à poursuivre ses desseins la clarté de vues et la ténacité d'un Ferdinand Ier, et ses essais incohérents furent en somme relativement peu fructueux [1].

Le Conseil privé, le Bureau de la guerre et la Chambre aulique étaient les trois principaux organes du gouvernement central et répondaient assez exactement aux trois domaines dans lesquels l'autorité du prince dépassait les frontières des divers états et se manifestait librement, la politique générale, l'armée et l'administration financière, en tant qu'elle ne relevait pas des diètes; on y reconnaît déjà comme l'idée première des trois ministères communs qui représentent aujourd'hui vis-à-vis de l'étranger le dualisme austro-hongrois.

Le Bureau de la guerre ne pouvait avoir qu'une influence restreinte à une époque où la conscription n'existait pas d'une manière régulière et où l'armée se recrutait surtout par embauchage; pendant les années qui suivirent la paix de Westphalie, les forces militaires furent d'ailleurs beaucoup réduites, et les régiments, peu nombreux, se complétaient aisément avec les aventuriers qui rôdaient un peu partout. Plus tard, quand le racolage ne suffit plus, on demanda aux diètes le dixième ou le vingtième homme, c'est-à-dire qu'elles devaient fournir une recrue par groupe de dix ou vingt paysans établis. On leur demandait aussi en grande partie les subsides nécessaires à l'entretien des régiments et, malgré l'institution du Commissariat des guerres, leurs agents intervenaient dans l'administration

sovsky, *Gesch. der Kodification d. oest. Civilrechts.* — Schmidt-Bergenhold, *Gesch. d. Privatrechts-Gesetzgebung im Kœnig. Boehmen.*

1. Naturellement, cela n'exclut pas certains succès partiels, plus sensibles dans les pays qui sont plus directement soumis au pouvoir du prince, par exemple dans la Basse-Autriche, et surtout cela ne signifie pas que le développement général de l'histoire ne marque pas une extension du pouvoir central et un affaiblissement continu des diètes; les vieilles constitutions sont mortellement atteintes, mais leur agonie se traîne beaucoup plus longtemps qu'on ne le suppose volontiers.



qui n'échappa complètement à leur surveillance qu'à partir de Charles VI et surtout de Marie-Thérèse.

Le Conseil privé, où se discutaient toutes les questions de politique générale, avait pris une grande importance à l'époque de Ferdinand II; à ce moment, il se réunit fréquemment, se compose d'un personnel stable et il semble appelé à fixer des traditions et à fonder une doctrine de gouvernement. Par là même il éveille les ambitions : les sollicitations de ceux qui désirent y pénétrer sont trop facilement écoutées, si bien que le nombre des conseillers passe d'une vingtaine à plus de quarante en 1684 et à 164 en 1705. Aussi, dès le règne de Ferdinand III, éprouve-t-on la nécessité de constituer un conseil plus intime qui prend le nom de Conférence. Seuls les conseillers ou ministres de la Conférence exercent désormais une influence réelle [1].

Ils étaient encore trop nombreux ; au lieu de les convoquer ensemble, on prit l'habitude de former, un peu au hasard, suivant la question à étudier, des commissions auxquelles on adjoignait des étrangers. Un pareil système rendait impossible toute unité et tout esprit de suite. La Conférence n'avait ni règlement ni politique, elle était tiraillée par des influences rivales, et elle devenait un agent d'obstruction et d'incohérence. Pendant toute la vie de Léopold, on se plaint de ce désordre et tout le monde reconnait la nécessité d'une réforme radicale. En 1697 seulement, à la fin du règne, on forme avec des délégués des diverses chancelleries, de la Chambre et du Bureau de la guerre, une Députation qui exerce une surveillance générale sur les affaires des divers royaumes, les dettes, les contributions ; c'est la première ébauche d'un Conseil des affaires intérieures, et elle sera reprise et développée par Marie-Thérèse : mais longtemps la Députation n'a qu'un caractère purement consultatif et son rôle se borne à quel-

1. « Après les princes sont les conseillers d'État, lesquels ont le titre d'Excellence. Ils sont en très grand nombre. On donne ce titre à de très jeunes gens. Aussi ne sont-ils que pour la forme et les conseils où on les assemble se tiennent-ils très rarement et pour des affaires peu importantes. » (Montesquieu, *Voyage en Autriche*, p. 5).



ques manifestations platoniques. Les Habsbourgs ne réussiront jamais jusqu'en 1848 à créer un organe central qui leur permette d'imprimer aux affaires publiques une impulsion énergique. Même à l'époque de Metternich, nous entendrons la même antienne sur l'impuissance de l'autorité centrale, paralysée par la complication des rouages, l'enchevêtrement des compétences et l'absence d'une hiérarchie incontestée.

La Chambre aulique donne lieu à des plaintes plus fréquentes encore, sans que les modifications incessantes auxquelles elle est soumise apportent aucune amélioration. « Je n'ai jamais écouté les faiseurs de projets sur les finances, disait le prince Eugène à Montesquieu; parce que, que l'on mette l'impôt sur les souliers ou sur la perruque, cela vient au même. — Il avait bien raison : ce sont les perpétuelles réformes qui font que l'on a besoin de réforme [1]. » — L'exemple de ce qui se passait à Vienne était de nature à justifier le scepticisme de Montesquieu. On y cherchait deux choses : obtenir un rendement plus élevé des impôts que percevait déjà la Chambre, et lui procurer de plus abondantes sources de revenus, soit en inventant des contributions nouvelles, soit en soumettant au fisc, en *enchambrant*, suivant l'expression officielle, les taxes qui relevaient des États. Le point de départ, c'était évidemment d'établir nettement l'autorité de la Chambre aulique centrale sur les administrations qui la représentaient dans les divers groupes, d'instituer une comptabilité régulière et une surveillance efficace et de déterminer quelques principes généraux de politique financière que l'on suivrait avec persévérance et qui permettraient de substituer l'ordre et l'uniformité à la confusion ancienne.

Sur aucun de ces points, la Cour n'a d'idées nettes et de programmes déterminés. Beaucoup d'agitation, de circulaires, de projets aussitôt abandonnés qu'essayés ou qui, le plus souvent, cessent de plaire avant d'être entrés en exécu-

1. Montesquieu, *Voyage*, I, p. 282.



tion : la coalition des intérêts qui profitent du désordre est plus forte que toutes les résolutions de l'Empereur. Sous Ferdinand III, on disait que, pour engraisser un cheval qui refusait de manger, il suffisait de le nommer Président de la Chambre ; en quelques mois il deviendrait luisant et gras [1]. Le mal s'aggrave sous Zinzendorf, un de ces impudents coquins qui, pour des siècles, déshonorent la finance ; il se lance dans les spéculations les plus scabreuses, rachète à vil prix les créances sur l'État qu'il se fait rembourser intégralement par le Trésor, subtilise les présents destinés aux ambassadeurs, vend les charges au plus offrant [2]. Tel directeur, tels fonctionnaires. Les ambassadeurs vénitiens calculent que le fisc ne reçoit pas un tiers des impôts perçus [3]. Tous s'entendent pour brouiller les comptes. Les relevés que reçoit la Chambre sont incomplets et inintelligibles, les chiffres qu'on lui donne sont faux [4] ; elle n'arrive qu'à grand peine à se faire une idée exacte de la richesse relative des divers pays et à fixer la proportion suivant laquelle les impôts doivent être répartis [5]. Dans les pays où, comme en Moravie, les impôts sont perçus par les officiers royaux, les retards sont constants et le déficit énorme. Les Chambres d'Autriche intérieure et antérieure, qui remontaient à la mort de Ferdinand Ier, conservent leur autonomie presque entière jusqu'à Joseph Ier. Au commencement du règne de Léopold, la Chambre de Prague, consultée sur le moyen d'améliorer la situation, indique quelques mesures préalables : les employés, mal payés, sont d'une extrême négligence ; quelques-uns n'habitent

1. Ambassadeurs vénit., Fontes, XXVII, p. 56.

2. Sur cette administration, voir Ottenthal, Curialistische Finanzplaene, dans les *Mitth. des Instit.*, 1890, p. 90.

3. P. 224.

4. Rézek a montré qu'on ne devait ainsi consulter qu'avec beaucoup de prudence l'étude de Wolf sur la Chambre aulique, parce qu'elle est faite d'après les documents officiels.

5. En moyenne, les pays de la couronne de Saint-Étienne ne payaient rien, ceux de la couronne de Saint-Venceslas payaient le double de l'Autriche. Dans le royaume même, la Bohême payait une moitié, la Moravie 1/6 et la Silésie 2/6 ; plus tard la Bohême paya 4/9 et la contribution de la Moravie fut augmentée de 1/18.



pas dans la ville, d'autres sont des spéculateurs tarés. — On ne tient aucun compte de ses propositions, on laisse de côté les fonctionnaires qu'elle avait recommandés et on choisit ceux qu'elle avait signalés comme insuffisants ; un d'eux ne se dérange même pas pour venir prêter serment. Les règlements de 1681 qui fixent la procédure intérieure de la Chambre aulique, n'améliorent guère la situation. Les objets sur lesquels s'étend sa compétence sont très divers, monnaies, douanes, octrois, taxes des villes, impôts indirects de toute nature, plus de 25,000 employés, qui coûtent 5 millions d'écus; il faudrait une surveillance rigoureuse, une direction unique : il n'y a pas moins de vingt caisses indépendantes. Le comte Jœrger propose en 1671 de créer une caisse centrale; on accepte son projet en 1690, on le réalise sous Marie-Thérèse [1].

Il est évident que, dans ces conditions, on ne saurait attendre de la Chambre ni idée nouvelle ni impulsion suivie. L'impression générale est qu'au point de vue financier l'Autriche est en retard d'un siècle : on y vit au jour le jour; les impôts sont établis au hasard, sous l'inspiration d'un aventurier quelconque, quelquefois dans un but moral, pour répandre telle ou telle vertu, le plus souvent parce qu'on espère qu'ils ne soulèveront pas une trop vive opposition [2].

Les trois sources les plus importantes des revenus de la Chambre sont, sous Léopold, le monopole du sel, la taxe des boissons et les douanes : ils sont réduits dans de très fortes proportions par la contrebande et les privilèges que s'arrogent les seigneurs; des nobles, pris en flagrant délit, évitent toute amende et obtiennent même la restitution des marchandises confisquées. Les États interviennent dans l'administration de la Chambre tchèque, lui imposent une sorte de traité; il faut un décret spécial de la Lieutenance

1. Roscher, Œsterr. Nationalœkonomik unter Leopold I, dans les *Hildebrand's Jahrbücher*, II, p. 37.
2. Plener, Die Entwickelung der indir. Abgaben in Œsterr., Œst. Revue, 1863, III, p. 98.



pour que le Fiscal du roi puisse introduire une poursuite contre un des membres de la noblesse ou du clergé. Les fonctionnaires, gênés dans leur administration par l'opposition de la Diète, finissent par proposer d'acheter les principaux meneurs [1]. On est encore au lendemain de la guerre et les États profitent de la confusion universelle; par la suite, ils rabattent de leurs prétentions et le fisc reprend sa marche envahissante. Jusqu'à la fin du règne, la Cour ne réussira cependant ni à usurper l'administration de tous les impôts indirects, ce qui était son but, ni à en faire la base de son système financier.

Nous sommes portés à antidater le triomphe définitif du despotisme. Au XVII[e] siècle, Louis XIV a eu besoin de quelque temps pour faire école ; le Léviathan de Hobbes est de 1651, mais ses théories ne se sont répandues qu'assez lentement ; en Allemagne, l'école conservatrice regardait comme « indigne d'un prince chrétien de procéder en matière d'impôt au nom d'un pouvoir absolu »; elle était surtout très répandue dans les petites cours méridionales d'où venaient beaucoup des fonctionnaires autrichiens. Leur modération contribua à retarder en Autriche l'évolution que rendait déjà très difficile la mauvaise organisation de la Chambre. L'accise, dans laquelle quelques novateurs voyaient une panacée, ne s'y introduisit que timidement, et ce n'est qu'au XIX[e] siècle que les impôts indirects furent considérés comme la propriété exclusive du prince; « jusque-là ces contributions conservent leur caractère historique et provincial, leur but particulier, leurs noms spéciaux [2] ».

La persistance des tendances particularistes est plus sensible encore dans la jurisprudence. Au XVI[e] siècle, la lutte du droit coutumier, des influences étrangères et des doctrines romaines, avait produit une inextricable confusion et les premiers essais de codification étaient nés de la nécessité de mettre quelque ordre dans ce chaos. En

1. Rézek, II, p. 219.
2. Wagner, Lehrbuch der Finanzwissenschaft, III, p. 102.

Bohême, les diètes et le roi se partagèrent la législation, et les États continuèrent à régler le droit privé des classes privilégiées, tandis que le pouvoir direct du souverain s'exerçait sur les autres questions. Une sorte de dualisme juridique compléta le dualisme politique, dont il était la conséquence. Pendant que les nobles défendaient les traditions nationales, les Habsbourgs s'attachèrent à promulguer des règles communes qui s'appliquèrent à tous les cas pareils sans acception de pays. Lors de la révision constitutionnelle de 1627, Mélander s'attacha à purger le code tchèque des coutumes spéciales à la Bohême : les lois sur l'héritage furent assez profondément modifiées ; les débats publics et oraux, remplacés par la procédure secrète et écrite. On recula pourtant devant une rupture trop brusque avec le passé ; il suffisait d'avoir ouvert la voie à l'avenir et d'avoir assuré au souverain les moyens d'exercer sur le développement ultérieur de la constitution une action décisive en lui attribuant la faculté de changer et d'interpréter les lois et en lui réservant les moyens de fixer aux juges leur règle de conduite pour tous les cas qui n'avaient pas été prévus par la Charte.

La limitation des pouvoirs du Tribunal suprême, dont le rôle était auparavant analogue à celui de notre Cour de cassation, avait pour objet de rendre impossible tout développement d'un droit national indépendant : les lois nouvelles, issues de l'initiative du prince, auraient pour but et pour effet d'abaisser les barrières qui séparaient les diverses parties de l'Empire et de préparer l'unité politique en créant une conception morale semblable et des habitudes communes. — Pendant tout le XVII[e] siècle, les successeurs de Ferdinand II ne tirèrent à peu près aucun parti des possibilités qu'il avait ouvertes. Le projet d'une codification générale ne disparut pas et Léopold n'était pas indifférent à la gloire d'être un nouveau Justinien ; Leibnitz en 1671 l'y encourageait, et Hocher, Lobkovits lui montraient les avantages qu'il en retirerait. Comme en finances, ses ambitieuses résolutions n'aboutirent qu'à de



pauvres résultats. Il se forma même, sous l'inspiration d'Hermann Conring, une *École des Différences*, qui trouva en Bohême un terrain très favorable; le jurisconsulte Kyblin de Waffenbourg eut à Prague de nombreux disciples. quelques-uns très distingués, tels que Serponte et plus tard Weingarten. Ce dernier inséra dans son *Codex Ferdinandeo-Leopoldinus* une série de chartes et de privilèges qui remontaient jusqu'en 1347 et, en les mettant à la portée de tous les juristes, il leur rendit comme une autorité nouvelle. L'évolution politique générale, et le rapprochement matériel que créait entre les peuples une longue communauté d'existence, triomphèrent naturellement à la fin de cette réaction inattendue; jusqu'en 1750 du moins, « il ne saurait à proprement parler être question d'une législation impériale pour les pays héréditaires; ce qui domine, c'est la législation par région, les coutumes particulières; tout au plus peut-on voir un effort de rapprochement dans le fait que l'on promulgue des lois semblables dans plusieurs contrées, mais elles conservent leur caractère de règlements spéciaux [1]. »

Ce résultat ne saurait, d'ailleurs, beaucoup nous étonner si nous tenons compte du caractère de la Chancellerie bohême qui était depuis 1627, en même temps que le tribunal suprême du pays, sa plus haute autorité administrative. Bien que le fait que le gouvernement du royaume se trouvât désormais fixé à Vienne fût gros de menaces pour l'avenir, l'autonomie persistante de la couronne était assez prouvée par l'existence de cette institution où aboutissent toutes les questions qui ne ressortissent pas de l'autorité personnelle du souverain et qui est l'intermédiaire nécessaire entre le roi et le pays. A ce titre, jusqu'à Marie-Thérèse, — et en tenant compte bien entendu des différences des temps, — le Chancelier tchèque joue un rôle constitutionnel analogue à celui du président du cabinet hongrois actuel; il est le ministre de la couronne tchèque auprès du

1. Luschin d'Ebengreuth, Œst. Reichsgesch., p. 373.

roi. Ferdinand II s'était attaché à marquer plus nettement son caractère d'officier royal et il l'avait dégagé de toute responsabilité vis-à-vis de la Diète ; il avait du moins respecté son indépendance vis-à-vis des autres charges auliques et, pendant son règne ou sous ses successeurs immédiats, nous ne trouvons aucune tentative pour reprendre la réforme de Ferdinand Ier qui, en 1528, avait voulu soumettre à un grand chancelier impérial les secrétaires des chancelleries bohême et hongroise. La Chancellerie bohême reste, selon la définition de la constitution de 1627, une Direction nationale chargée de régler les questions politiques et juridiques communes aux pays de la couronne de Saint-Venceslas; son chef est un membre délégué de la Lieutenance de Prague, et, comme les autres hauts fonctionnaires du royaume, il est nécessairement pris parmi les seigneurs qui ont droit de siéger à la diète.

Peut-être l'affection de Ferdinand III pour Slavata contribua-t-elle à accroître l'influence de la Direction qu'il présidait. Il est certain dans tous les cas que dès lors l'autorité de la Chancellerie bohême s'affermit et que sa compétence s'étend. Dès 1637, les almanachs royaux la citent parmi les commissions centrales supérieures; elle s'installe dans un bâtiment spécial (aujourd'hui le ministère de l'Intérieur), ce qui prouve qu'elle constitue bien une administration indépendante et souveraine. Ses agents deviennent plus nombreux et leur considération s'accroît; ils forment le Conseil aulique tchèque, dont le rôle est assez analogue à celui du Conseil du roi en France, à la fois Haute-Cour, Cour de cassation et Conseil d'État; ils jugent les causes qu'évoque le prince, prononcent en dernier ressort, préparent les résolutions politiques et sont chargés en général « de tout ce qui concerne le gouvernement et le bien public » ; les administrations locales se plaignent de leurs empiètements. Ce ne sont là que des querelles civiles dans lesquelles l'intérêt du royaume n'est pas engagé, puisque ce déplacement des pouvoirs ne s'opère qu'au profit d'une



institution bohême. Quand, en 1657, Léopold, pour enlever un vote des États de Bohême, leur citait l'exemple de l'Autriche, la diète de Prague lui répondait qu'entre les deux pays, la différence était grande. — Ce n'était guère moins vrai en 1705 et « tous les efforts isolés de Léopold pour constituer un état autrichien, n'avaient pas, suivant l'euphémisme attristé de Bidermann, abouti à un résultat très satisfaisant ».

⁂

Il ne montre pas beaucoup plus de suite et de fermeté dans ses desseins de despotisme que dans ses projets d'unification, et le gouvernement de Bohême reste, malgré quelques conquêtes incontestables du pouvoir royal, un régime mixte où l'autorité du monarque, souveraine en principe, est sans cesse limitée dans la pratique, moins encore par les privilèges reconnus de l'aristocratie, que par une sorte de timidité idiosyncratique.

Ferdinand II avait senti la nécessité d'avoir, dans les pays vaincus, des agents dociles et sûrs, et en Moravie il avait remis la haute direction politique et financière au Tribunal du Pays (1636), composé de fonctionnaires qu'il payait et qui relevaient exclusivement de lui; en Silésie, la Direction Supérieure (Oberamt) et la Chambre n'étaient aussi que l'instrument passif de ses volontés. Il n'en était pas de même du Collège des grands officiers royaux, qui formaient la Lieutenance de Prague et qui, sous la présidence du Grand-Burgrave, représentaient la plus haute instance administrative dans le royaume. On avait pris contre eux toutes les précautions : nommés par le Prince, toujours révocables, ils n'étaient responsables que devant le souverain; on avait étroitement limité leur action et aucune mesure grave n'était exécutée qu'après avoir été soumise à la Chancellerie. Le seul résultat qu'on eût ainsi obtenu était d'étouffer chez ces administrateurs jusqu'à l'ombre d'une

initiative, ce qui n'était pas le meilleur moyen d'étendre l'influence du souverain. En vertu de la constitution, ils étaient pris parmi les nobles du pays, c'est-à-dire qu'ils étaient imbus des préjugés de cette aristocratie qu'ils avaient pour principale mission de surveiller; l'investiture royale ne modifiait pas leurs tendances originelles et il leur aurait fallu un héroïsme rare pour mettre une ardeur sincère à ruiner des privilèges qui étaient les leurs. Ils s'appliquaient à amortir les coups venus d'en haut et trouvaient souvent un écho sympathique dans le Chancelier que rattachaient à l'oligarchie des liens de caste et souvent de parenté. Les défenseurs officiels de la couronne, partagés au moins entre leur devoir et leurs sympathies, conciliaient leur intérêt et leur conscience en prolongeant le statu quo.

Les rois n'apportaient plus la même âpreté que jadis dans leur lutte contre les États parce qu'ils ne redoutaient plus leurs usurpations et que la nouvelle noblesse, affaiblie et domestiquée, ne s'enhardissait, dans les circonstances les plus graves, qu'à des remontrances très humbles.

Elle était parvenue à ses fins, en réduisant les villes à une subordination humiliante. Victoire inique et funeste! Les trois ordres privilégiés, le clergé, les seigneurs et les chevaliers, ne représentaient plus qu'eux-mêmes et leurs doléances n'avaient plus aucun écho dans le pays. Comme de plus les chevaliers avaient presque complètement disparu et que les assemblées des cercles, qui avaient pris une certaine importance au xv[e] siècle, étaient tombées en désuétude depuis 1547, il manquait à l'aristocratie le soutien que les magnats hongrois trouvaient dans les Comitats et qui leur permit de braver les attaques de la cour. Les diètes, dont les sessions duraient quelquefois cinq ou six mois et souvent davantage, étaient très peu fréquentées et ne se composaient que d'une vingtaine de nobles entourés de quelques comparses. La plupart attachaient un grand prix aux bonnes grâces du roi; leur élévation morale était médiocre. On s'en aperçoit par l'importance que prennent les questions de préséance : les discours se

surchargent d'encombrantes formules; des règlements compliqués fixent l'étiquette et la plus légère infraction aux coutumes provoque des tempêtes. De combien de chevaux seront attelées les voitures des divers Ordres? Combien de personnes prendront place dans chaque voiture? De combien de laquais chaque membre sera-t-il accompagné? — Ces débats puérils absorbent l'attention et soulèvent plus de passions que les plus graves intérêts politiques; la commission, qui, de 1710 à 1723, prépare la révision de la Constitution, consume le meilleur de son temps à trancher des difficultés analogues.

La cour profite de cet affaiblissement de l'esprit public pour pousser sa pointe, maintient son droit d'interpréter la Charte de 1627, déclare que c'est par pure grâce qu'elle demande aux États le vote de l'impôt et réclame pour le roi « l'exercice absolu de l'autorité suprême dans les tributs publics [1] »; quand elle veut éviter de trop longs délais, elle demande l'impôt, non pas à la diète, mais aux officiers royaux grossis de quelques notables; elle enlève aux États l'administration d'une fraction des impôts indirects qu'elle inféode à la Chambre, le tabac, le timbre, l'accise. Elle ne recule pas devant de véritables escroqueries, comme quand elle s'avise de faire commencer l'exercice financier le 1er novembre au lieu du 1er janvier et qu'elle oblige la diète à payer deux fois les mois de novembre et de décembre.

A mesure que les années s'écoulent, ces usurpations deviennent assez ordinaires et les diètes se montrent très découragées. Même alors cependant, elles conservent des prérogatives beaucoup plus étendues que nous ne serions disposés à le croire. Rien n'est plus dangereux que d'apporter dans l'histoire de cette époque nos habitudes de rigueur et de précision; il faut se représenter les nobles d'alors comme des paysans, très prudents, très retors, têtus, qui évitent les luttes de principe, courbent la tête sous l'orage,

1. 1692, Kalousek, p. 467.



ne s'avouent jamais vaincus et, grâce à la connivence des officiers royaux, réussissent en somme à sauver leurs privilèges. Les déclarations absolutistes du souverain ne sont que des boutades que la Diète refuse de prendre au sérieux; quand les assemblées de notables votent l'impôt, c'est toujours sous réserve de ratification par les États, et ce n'est qu'après cette ratification que leurs résolutions sont inscrites sur les registres publics, c'est-à-dire reçoivent force de loi. Ils enveloppent leurs réclamations sous des formules de dévouement. En 1663, quand ils supplient l'Empereur de renoncer à des exigences qui dépassent leurs ressources, ils ajoutent : « Si cependant Sa Majesté persiste dans ses résolutions, qu'elle daigne commander. En cela comme en toute chose, ils sont tenus de lui sacrifier non seulement leurs biens, mais leur sang et leur vie. Seulement les désordres, les préjudices, les déficits, l'incertitude qui pourraient en résulter, ils espèrent que Sa Majesté ne les en rendra pas responsables ». — Traduisez : nous sommes les percepteurs de l'impôt et les seuls représentants de la puissance publique, nous ne payerons jamais que ce qui nous paraîtra convenable. Le roi se sait désarmé devant eux, il redoute peu leur hostilité ouverte, beaucoup leur inertie. Ils savent l'art de prolonger les débats, d'envoyer pétitions sur pétitions, jusqu'au moment où le ministère, toujours à court d'argent, se contente de ce qu'ils offrent ou du moins propose le compromis qu'ils escomptent.

Le roi, pour justifier ses demandes, indique ses besoins, les objets auxquels s'appliqueront les divers crédits; la diète vote ainsi une sorte de budget, dont les chapitres sont très élastiques sans doute, mais qui lui fournit l'occasion d'exercer une certaine surveillance sur l'emploi des fonds. Scs représentants ne livrent à la Chambre que les sommes « mises à la disposition du souverain », paient eux-mêmes directement les autres dépenses, sous le contrôle de la diète. Chaque année, sa commission de révision arrête les comptes. Même quand on lui conteste le droit de voter l'impôt, on la consulte sur les bases de l'établissement de



la contribution et on lui soumet les règles d'administration. On lui laisse une certaine latitude dans la recherche des moyens les moins onéreux pour réunir l'argent qu'exige le souverain; on lui abandonne complètement la répartition et la perception.

En 1652, quand les États, après une longue résistance, votent enfin une somme fixe, ils élisent trois membres par Ordre pour surveiller la gestion des finances; depuis lors jusqu'en 1674, cette « commission centrale » est renouvelée chaque année; elle exerce un contrôle minutieux sur tout ce qui se rapporte à la *berna*, c'est-à-dire à la contribution votée par les États, tient la main à ce que les règlements militaires soient appliqués, est en relations avec les capitaines des cercles qui, dans une certaine mesure, relèvent de son autorité, dirige les travaux des fortifications; elle a ses percepteurs, ses caissiers, tout un personnel assez nombreux; on lui renvoie l'étude des questions qui intéressent la prospérité du pays, les tarifs de douane, la fondation des cures nouvelles; elle accumule les excédents qui constituent à partir de 1659 un Trésor du Pays. Ses progrès finissent par inquiéter le roi et elle disparaît brusquement en 1674. Quand les États en demandent le rétablissement en 1676, on repousse leur requête « pour des raisons bien fondées ». Elle est remplacée, d'une manière fort insuffisante, par des commissions spéciales et temporaires, et renaît en 1714 avec des pouvoirs plus précis et une forme plus déterminée. C'est le Comité du Pays, *Vybor Zemsky*, qui se compose de deux membres de chacun des trois ordres privilégiés et d'un délégué des villes; sauf une courte interruption sous Joseph II, cet agent exécutif des États conservera des attributions importantes jusqu'en 1848.

On admet, en général, que les innovations qui sont de nature à imposer au pays quelque charge nouvelle, doivent être soumises à la Diète. La cour sollicite son approbation pour l'aliénation des domaines et la consulte sur les changements qu'elle projette, puisqu'en définitive

toute réforme a sa répercussion dans le budget. La constitution de 1627 avait interdit aux membres des divers ordres toute entente préalable et n'autorisait que les discussions officielles en séance publique ; cette défense, d'une sévérité ridicule, fut bientôt tournée et, en 1640, les États reçurent de nouveau un certain droit d'initiative, très limité d'ailleurs et entouré de sévères restrictions; la vie parlementaire retrouve néanmoins dès lors une certaine animation. Le récit de Rézek prouve que pendant les premières années de Léopold Ier, l'activité des Diètes est réelle: elles s'occupent de la sécurité publique, de la police rurale, de la religion, des douanes, de la canalisation, de la viabilité, de l'industrie, de l'hygiène. Il est probable que leur rôle fut sensiblement moins important vers la fin du siècle : leurs résolutions avaient toujours besoin de la sanction royale et elles se lassèrent d'émettre des vœux qui le plus souvent demeuraient illusoires; mais leur pouvoir de contrôle subsista et Chlumetsky affirme que « jusqu'à Marie-Thérèse, les États seuls votent les projets de loi sur la proposition du roi, tandis que sous Marie-Thérèse on se contente en général de leur demander leur avis ».

Les souvenirs du régime antérieur, dont le caractère essentiel était le partage de l'autorité entre l'aristocratie et le souverain, survivent ainsi en s'atténuant progressivement jusqu'en 1748 où des tendances nouvelles l'emportent. Le gouvernement ne pousse pas à l'extrême son triomphe, parce qu'il n'a pas les moyens de renoncer aux services que lui rend l'aristocratie et qu'il ne dispose pas encore d'une bureaucratie régulièrement organisée. Il ne réussira jamais tout à fait à se passer des nobles : avant 1848, son autorité ne pénètre pas directement jusqu'au peuple, et une partie des pouvoirs publics est déléguée aux propriétaires des domaines seigneuriaux, ce qui impose au roi certains ménagements et exclut la possibilité d'usurpations radicales. Léopold Ier et Charles VI travaillent à transformer en fonctionnaires les agents autonomes, qui, au XVe et au XVIe siècles, veillaient



dans les provinces à l'exécution des décrets de la Diète; ils étendent leurs attributions en même temps qu'ils les soumettent à un contrôle plus attentif et ils préparent ainsi à Marie-Thérèse et à Joseph II les instruments sans lesquels leurs desseins n'auraient même pas pu être conçus. Il ne faut pas moins d'un siècle pour que l'on aperçoive avec quelque netteté la portée de changements qui ont leur origine à la fois dans la volonté réfléchie du prince et dans la transformation générale de la société [1].

Au début, les capitaines de cercles rappellent les présidents des comitats hongrois; ce sont des nobles, établis dans la région, chargés de fonctions temporaires qu'ils sont tenus d'accepter et pour lesquelles ils ont le concours également obligatoire des autres habitants libres, ce qui révèle clairement la tradition féodale dont ils sortent. En Moravie, où l'organisation aristocratique était beaucoup moins avancée, l'institution des capitaines de cercles fut véritablement l'œuvre de Ferdinand II, qui les soumit à l'autorité du Tribunal du Pays, leur assigna un traitement et leur adjoignit des commissaires délégués qu'ils surveillaient. Ils eurent ainsi, dès le début, le caractère de représentants du roi et ils devinrent comme le type que les rois cherchèrent à répandre. Peu à peu, les capitaines des cercles perdent en Bohême aussi leur caractère primitif; leurs fonctions deviennent permanentes et on les laisse longtemps en charge, ce qui est la condition première de toute bureaucratie. A l'origine, l'un des deux capitaines de chaque cercle était pris parmi les Seigneurs et l'autre parmi les Chevaliers originaires du district; il suffit désormais qu'ils y habitent ou qu'ils y achètent un domaine ou même que leurs biens n'en soient pas trop éloignés. A partir de 1669, ils sont nettement soumis à la Lieutenance; elle les appelle à Prague pour recevoir leur

1. Cette évolution a été étudiée en détail dans le livre de Bohuslav Rieger, La constitution des cercles, 2 vol., qui est un chef-d'œuvre de précision et de clarté: c'est certainement le travail qui a jeté la plus vive lumière sur l'histoire de la Bohême au XVII[e] et au XVIII[e] siècle.



serment et leur donner ses instructions, elle les astreint à certaines règles communes de procédure; leur impose la tenue de procès-verbaux et de registres qu'ils doivent lui présenter, les oblige à la résidence; ils reçoivent un traitement, très faible d'abord et qui n'est guère qu'une indemnité pour les frais qu'entraîne leur charge, mais qui est augmenté en 1725 et qui s'accroît de diverses remises. Les employés qu'ils ont autour d'eux prennent un caractère officiel et ils doivent communiquer au Conseil des Grands-Officiers à Prague la nomination et les mutations de leurs sous-agents.

Malgré tout, les services qu'ils rendent au roi sont médiocres et on ne saurait à aucun degré les comparer à nos Intendants, ces robustes ouvriers du despotisme et de l'unité. Leurs pouvoirs, presque aussi universels en théorie, manquent en quelque sorte d'espace pour s'exercer; ils expirent aux portes des villes, où ils ne pénètrent que par usurpation, et ils sont désarmés vis-à-vis des seigneurs qui conservent sur leurs domaines de multiples fonctions judiciaires et politiques. Ils partagent les préjugés de l'aristocratie dont ils sortent et dont ne les a pas affranchis une solide éducation professionnelle. En 1704, Léopold se plaint qu'ils soient, « notoirement hésitants, c'est-à-dire rebelles et défaillants » dans l'exécution des ordres qu'ils reçoivent et que leur faiblesse entraîne les plus graves désordres et un dommage irréparable pour l'ensemble ; il ordonne à la Lieutenance de mander à Prague les capitaines négligents et, le cas échéant, de les faire mettre en prison. Médiocre moyen pour susciter les dévouements actifs qui seraient nécessaires. D'autant plus que ces punitions, si elles étaient appliquées, seraient très injustes. Quand le roi, en effet, veut accorder aux Capitaines le droit de faire arrêter les Seigneurs récalcitrants, la Lieutenance s'émeut et proteste. Comme au point de vue religieux, les Habsbourgs n'aboutissent au point de vue administratif qu'à un résultat négatif; en enlevant à l'aristocratie son indépendance politique, ils l'ont décapitée de ses vertus et



ils ont avili ses ambitions, sans assurer au peuple la sécurité et le bien-être qui eussent excusé leur despotisme.

L'état extrême d'anémie où les secousses précédentes ont réduit le pays, interdit toute vaste pensée et se traduit par une sorte de paralysie générale : il faut un siècle entier pour que les Habsbourgs constituent vraiment une administration active et essaient d'améliorer la condition du peuple. Cette sorte de stagnation est d'ailleurs un fait assez général à cette époque. Les rois, satisfaits de leur triomphe personnel, ne comprennent pas les devoirs qu'il leur impose. Les penseurs les plus éminents n'aperçoivent pas les causes profondes du malaise qu'ils constatent et qui a sa source dans la situation de l'aristocratie à la fois oppressive et servile; l'Esprit des Lois, le plus admirable livre du XVIII[e] siècle, est avant tout une codification des règles par lesquelles se conservent les gouvernements; ce n'est que très lentement que se dégagent les idées d'évolution et de progrès qui sont devenues aujourd'hui comme une catégorie de notre esprit. En Bohême, comme dans presque toute l'Europe, les nobles et les princes trouvent une occupation suffisante à leur activité dans des luttes mesquines, marquées par des victoires sans trophées et des défaites sans larmes. Leur ambition médiocre se borne à empêcher l'adversaire de gouverner. Leurs rivalités s'équilibrent dans une sorte d'effacement de la puissance publique, et pendant cet intérim, les ressources du pays achèvent de s'user dans une anarchie somnolente. Les facultés actives, laissées sans emploi, s'étiolent, les intelligences que ne sollicite aucune tâche sérieuse s'endorment et, comme dans tout organisme affaibli, les plaies ne se cicatrisent pas.

∴

Quelques symptômes extérieurs pourraient facilement nous induire en erreur. A la cour de Léopold, la richesse



des seigneurs bohêmes excite l'envie, ils donnent des banquets à huit services où les vins français se mêlent aux grands crûs hongrois ; quand le roi par hasard vient à Prague, ils étalent un luxe magnifique. Ils sont assez au large dans leurs revenus pour affronter quelques risques, entretiennent le goût d'innovation et d'entreprise, répandent les habitudes de luxe et le raffinement des mœurs. Leur exemple ne fut pas inutile et peut-être, dans un pays où la bourgeoisie n'existait plus et où le peuple croupissait dans la plus abjecte misère, était-il nécessaire qu'il se constituât une caste capable de longs espoirs et de vastes pensées. Cette concentration des capitaux dans un petit nombre de mains n'en est pas moins un symptôme fâcheux, et ces fortunes énormes, fondées en général sur la ruine de la masse de la population, sont plus souvent corruptrices que fécondes.

Les premières générations héritent, avec les richesses plus ou moins légitimement acquises par les pères, une partie de leurs qualités, parées d'un ragoût d'élégance et de délicatesse. Les somptuosités qui émerveillent le candide Balbin, paraîtraient peut-être un peu grossières aux raffinés de Versailles ; du moins elles prouvent le retour de la sécurité. Le pays n'est plus menacé par l'invasion ; à côté de l'ancien château féodal, s'élève un palais moderne. Au fond de la cour en arcades, un splendide escalier à colonnettes conduit aux vastes salons d'où on passe de plain pied dans le parc par une magnifique terrasse ; les fossés sont comblés, les remparts plantés d'arbres ; les jardins, dessinés à la française, se peuplent d'espèces nouvelles et de fleurs exotiques, les chambres se garnissent de tableaux, de bahuts incrustés, de cassettes finement ciselées ; à l'automne, arrive une société brillante et bruyante qui vient chercher les plaisirs de la chasse ; le gibier ne manque pas : de 1670 à 1720, on tue sur les domaines de Schwarzenberg 5 ours, 233 loups, 6,000 renards, 400 putois, etc. La société de la Diane chasseresse réunit presque toute la haute société : chasse



à courre, chasse au vol, élève des chiens, c'est toute une science [1].

Ces distractions n'absorbent pas les maîtres ; ils s'entendent à l'administration et s'y intéressent. Ils ne dépensent pas tout leur revenu et, s'ils empruntent, c'est pour conclure quelque marché avantageux : les occasions ne sont pas rares, avec le petit nombre de capitaux disponibles, les restrictions légales aussi qui ne permettent l'acquisition des domaines seigneuriaux qu'aux nobles et aux bourgeois de quelques villes privilégiées. Ils arrondissent leurs terres. Le bien de mon père, — écrit le prince Ferdinand de Schwarzerberg, — à qui appartient la gloire impérissable d'un père de famille fidèle et attentif, s'élevait à 1,733,000 florins ; dans l'espace de dix-neuf ans et sept mois, je les ai portés à 3,170,000, malgré l'époque extrêmement difficile et chère et les dépenses que j'ai payées de ma bourse et qui s'étendent à l'infini [2]. Des propriétaires qui, pendant « 235 mois, mettent de côté 9,334 florins, 57 kreuzers chaque mois, » ne sont ni des prodigues ni des sots. Ils ont voyagé, observé les usages des autres peuples ; ils acclimatent des cultures nouvelles, la pomme de terre, le colza, le tabac.

Le peuple pendant longtemps ne tire pas grand profit de leurs essais. Si le colza se développe assez rapidement, la pomme de terre n'entre dans l'alimentation qu'à la fin du XVIII[e] siècle. Les paysans, qui avaient d'abord pris les Suédois pour des sorciers en les voyant avaler et renvoyer la fumée, commencent à prendre goût au tabac, et les bulles des papes pas plus que les interdictions de la diète n'en arrêtent la consommation. La plante du tabac n'en est pas moins encore à la fin du XVII[e] siècle une curiosité exotique [3]. Les redevances en froment, jadis usitées dans

1. Wegener, *Die boehm-oesterr. Œconomie* 1669 ; v. Hochberg, *Adeliges Landleben*, 1668 ; Bœckler, *Land-und Feldschule*, 1678 ; Balbin, *Miscellanea* (depuis 1679) ; Adam Wolf, *Fürst Ferd. v. Schwarzenberg*, dans les *Geschichtl. Bilder aus Œst.*, 1880.

2. Cité par Adam Wolf, *Geschichtl. Bilder aus Œst.*, II, p. 192.

3. Zibrt, Feuilles pour l'histoire de la civilisation en Boh., p. 87.

certaines régions, tombent presque complètement en désuétude, ce qui n'est certainement pas un indice de progrès.

D'autre part, les vignobles, qui avaient été presque complètement saccagés, se reconstituent. Le houblon de Saaz, de Klatov et de Litomierzitse est recherché par les brasseurs bavarois. On exporte des prunes, des pommes, des légumes; l'élevage prend un certain développement et les haras du prince de Liechtenstein sont célèbres dès 1669. Les favoris de l'Empereur passent sur leurs terres une bonne partie de l'année et leurs correspondances ou leurs livres de raison prouvent que les soucis de leurs ambitions politiques ne leur font pas oublier l'amélioration de leur patrimoine; ils en tirent des revenus très élevés, de 12 à 14 p. 0/0 en moyenne et quelquefois même 25 0/0 [1]. Les *Economies*, très fréquentes au XVI[e] siècle, demeurent en faveur; une littérature assez abondante vante la vie rurale et répand les principes d'une bonne administration. Par le fait seul qu'ils vivent au milieu de leurs paysans, un certain nombre de seigneurs ont pour eux la pitié que l'on ne refuse guère à d'humbles collaborateurs.

Très vite, malheureusement, cette aristocratie est corrompue par sa richesse excessive. La guerre de Trente-Ans a réduit de plus des deux tiers le nombre des familles nobles et réuni en un petit nombre de mains des domaines jadis relativement morcelés. La concentration des terres continue après 1648; beaucoup de propriétaires, écrasés par les dettes, sont obligés de liquider; d'autres végètent, se débattent contre les usuriers ou les gens de loi. L'aristocratie n'est guère composée que d'une centaine de familles. « Certains biens se composent de 20 à 30,000 arpents », écrit un voyageur en 1775. Cette situation remonte loin et, dès la fin du XVII[e] siècle, la terre est accaparée par un très petit nombre d'illustres maisons; pour faire figure, il faut posséder au moins une trentaine de villages [2].

1. V. les Mémoires du jésuite De la Haye, dans le *Viestnik*, 1893, p. 22.
2. En 1656, les seigneurs possèdent en Moravie un huitième des champs



Les fondateurs de ces latifundia ont pris leurs précautions pour prévenir tout morcellement ; les majorats qui datent de l'époque de Léopold sont très nombreux et les fidéicommis sont soumis à des règles toujours plus strictes. Protégés par la loi contre les revers de fortune et contre leur propre imprudence, les jeunes seigneurs ne s'occupent plus que de jouir de leurs revenus. Leur éducation a été assez médiocre : jusqu'à douze ans, on les a mis entre les mains d'un jésuite, brave homme peu éclairé, qui leur apprend le catéchisme, un peu de latin, le nom de quelques empereurs; les exercices physiques, l'équitation, la chasse remplissent presque leurs journées ; vers dix-sept ans on les envoie, naturellement en compagnie de leur précepteur, faire le tour des universités à la mode, Padoue, Louvain, Paris ; ils en reviennent avec l'habitude du monde et le dégoût de la campagne. Au milieu du XVIIe siècle, l'on n'obtient pas sans peine que les seigneurs quittent leurs terres pour venir remplir leurs fonctions à Prague; cinquante ans plus tard, ils ne paraissent plus dans leur château qu'à l'époque des chasses, construisent de magnifiques palais à Vienne ; les grands propriétaires à demi féodaux se transforment en courtisans. Quand par hasard ils retournent au pays, ils en ont oublié les usages, en ignorent la langue, s'y sentent isolés et perdus. Ils sollicitent des titres étrangers ; à la place de la division traditionnelle entre haute et petite noblesse, seigneurs et chevaliers, ils introduisent une hiérarchie compliquée.

Ils abandonnent l'exploitation à un intendant ou à un directeur, qui commande à un personnel infini de *burgraves*, chargés des constructions, de frumentaires ou grainetiers, de maîtres celliers, de gardes des forêts et de

cultivés. Au XVIIIe siècle, ils en ont un septième, plus la moitié des prairies, des forêts, etc., c'est-à-dire un tiers du pays (Slavik, Moravie, p. 113). Encore ces chiffres ne donnent-ils qu'une idée très insuffisante de leur richesse relative; il faut y ajouter les redevances des paysans, les corvées, les revenus industriels. Les Schwarzenberg possèdent aujourd'hui un trentième du pays, 150,000 hectares, les Buquoy 25,000 hectares.



maîtres de la vénerie; au-dessous, une petite armée de forestiers, de jardiniers, de comptables, de receveurs, sans parler du personnel domestique, maîtres d'hôtel, gouverneurs, chirurgiens, scribes, cochers. La vie de cour est coûteuse, le maître demande de l'argent, et ses serviteurs, pour conserver ses bonnes grâces, imposent aux paysans des charges nouvelles. La situation personnelle de ces employés est mauvaise; trop nombreux, ils sont mal payés, réduits pour vivre aux expédients louches et aux exactions; ils tyrannisent le serf et ils volent le seigneur. Celui-ci le sait et le tolère par faiblesse ou par dédain, jusqu'au jour où, dans un accès de colère, il fait maison nette. Les serviteurs qui se savent à la merci d'un brusque caprice, s'efforcent de racheter leurs rapines par leur servilité; ils vivent dans « une crainte rampante » qui se traduit en face de leurs inférieurs par une insolence féroce; ils poussent le propriétaire aux pires usurpations, encouragent tous ses désordres, lui trouvent l'usurier dont il a besoin pour payer ses dettes de jeu; les comptes se compliquent, les intérêts s'accumulent, et l'aristocratie, besogneuse au milieu de son faste et asservie à ses habitudes de gaspillage et de luxe, ne conserve plus qu'un orgueil de surface : trop éloignée du peuple pour être sa protectrice et son guide, trop hautaine pour confondre ses intérêts avec ceux du roi et devenir comme en Prusse la solide armature de l'armée et de l'administration, elle a moins d'ambition que d'orgueil et elle est moins avide d'influence que d'égards. Son indépendance vis-à-vis de la cour dont les faveurs lui sont indispensables est toute en façade, comme souvent sa fortune, et la liberté, dont elle empêche la prescription, n'est le plus souvent pour elle qu'un hochet dont elle pare sa décadence et dont elle trafique au besoin.

Si par hasard quelque souvenir d'un passé illustre revenait hanter ces oligarques, qui donc entendrait leur appel ou comprendrait leurs colères? La classe des petits propriétaires libres est presque absolument anéantie et celle

des chevaliers a perdu toute influence. Avant 1648, on comptait 1,128 familles de chevaliers en Bohême; sous Léopold, il y en a 238, beaucoup, d'institution récente; leurs maigres revenus rentrent mal, ils ont pour château une masure couverte de bardeaux et de chaume et dont les fossés sont des ornières où croupissent les eaux fluviales : pas de crédit, pas de réserves : « Ce que la charrue apporte, la charrue l'emporte » ; qu'une mauvaise année survienne, il faut emprunter, vendre un lopin de terre pour faire figure au couronnement. Dans cette vie étroite et fermée, en tête à tête avec un chapelain ignorant et des paysans grossiers, sans autre distraction que la chasse qui devient une passion, le cœur s'abaisse et s'aigrit; les chevaliers obérés et humiliés se vengent de leurs déboires sur leurs serfs. Ce n'est certes pas de leurs rangs que pourrait sortir cette classe moyenne qui, dans tous les états modernes, a été l'élément le plus actif du progrès.

Les villes en Bohême, comme dans presque tous les pays slaves, étaient nées moins du développement naturel de la civilisation que de la volonté des princes qui avaient cherché dans la fondation des communes, une augmentation de leurs revenus. Beaucoup de ces créations artificielles étaient restées assez chétives, d'autant plus que les étrangers, attirés dans le royaume par des privilèges de toute nature, n'avaient à compter sur aucune sympathie de la part des anciens habitants, lésés dans leurs intérêts les plus naturels. Ces rancunes persistantes éclatèrent avec violence au moment des guerres hussites, au milieu desquelles l'ancienne bourgeoisie étrangère fut comme submergée. Les troubles continuels du xve et du xvie siècles, l'effacement du pouvoir royal, auprès duquel les classes moyennes avaient trouvé jusqu'alors aide et protection, et les querelles religieuses achevèrent de ruiner et d'affaiblir la classe moyenne. Dans ces conditions, la crise économique qui, dans la seconde moitié du xvie siècle, atteint jusque dans les sources de leur prospérité les villes de l'Europe centrale et qui prépare la transformation en

humbles vilains des orgueilleux bourgeois du moyen âge, eut en Bohême une gravité particulière; les souverains dans une pensée étroite d'égoïsme, exploitèrent leur misère et hâtèrent leur décadence. La guerre de Trente-Ans consacra pour longtemps leur déchéance.

Dès ce moment, les cités cessent de compter dans l'existence politique du pays. Les Seigneurs leur avaient longtemps contesté le droit de paraître à la Diète, ce qui d'ailleurs était assez naturel au point de vue du droit féodal. La Constitution de 1627, en reconnaissant aux villes royales le caractère d'un Ordre libre, leur rendit implicitement le privilège d'être représentées aux États; mais le texte de la loi était obscur et les nobles l'interprétèrent dans le sens le plus étroit. Jusqu'en 1618, on votait ordinairement par Ordre et les villes n'avaient naturellement qu'une voix; elles conservèrent cette voix; seulement, comme l'habitude s'introduisit de voter par tête, il se trouva que l'ensemble de la bourgeoisie du royaume eut tout juste autant d'influence que le plus pauvre hobereau. Ce suffrage unique était le plus souvent exercé par un bourgeois de la Vieille-Cité de Prague au nom des six villes privilégiées (les trois communes de Prague, Koutna-Hora, Plzeïn et Boudiéjovitse). Leur prérogative consistait à assister aux débats de la diète; pour les autres villes royales, leur droit se bornait à envoyer des délégués qui, au fond de la salle, écoutaient la lecture des propositions royales; or, ces séances officielles étaient publiques.

Au début, les villes protestent contre l'injustice dont elles sont victimes et de temps en temps, un grand-burgrave, plus libéral, tient compte de leurs plaintes, au moins dans les cas où les bourgeois sont directement intéressés; la majorité n'accepte jamais sincèrement cette tolérance incertaine. — Surtout naturellement par une mesquine jalousie de classe, mais aussi parce que les conseils municipaux sont complètement dans les mains du roi et que leurs délégués ne seraient que les dociles instruments de la cour. Les réclamations des villes ne sont d'ail-



leurs guère que platoniques : les sessions ne commencent presque jamais à l'époque déterminée, elles se prolongent plusieurs mois, le séjour des députés à Prague entraîne des frais que leurs budgets obérés ne comportent pas; le plus souvent, les bourgeois se dispensent de paraître ; en 1720, les nobles décident que, suivant la coutume, l'Ordre des villes n'aura qu'une seule voix, et ils poussent même l'esprit d'exclusion jusqu'à refuser aux délégués de Koutna-Hora, de Plzein et de Boudiéjovitse le privilège de prendre siège dans le Parlement [1].

Les députés des villes, n'ayant rien de mieux à faire, se querellent; à propos de la plus vaine des préséances, Koutna-Hora soutient contre Plzein un procès qui forme un des épisodes les plus longs et les plus fastidieux de l'histoire bohême, mais dont les épisodes jettent sur les mœurs du temps une lumière curieuse. — Vos Seigneuries doivent s'arranger, écrit aux habitants de Koutna-Hora un de leurs agents, pour trouver de bons patrons auprès de la Chambre, en particulier le grand-maître des monnaies : alors ils auront un rapport favorable; c'est l'habitude à la cour. Ainsi soit-il ! [2] — Ses clients comprennent : ils font distribuer 20 moutons, 5 brebis, sans parler de quelques écus. Ils emportent les promesses les plus formelles ; le rapport part pour Vienne en 1664, et la réponse arrive en 1692. Les condamnés en appellent, font révoquer la sentence. Il n'y a pas de raison pour que cela finisse, et en effet cela ne finit pas.

En même temps que toute influence politique, les villes royales perdent toute indépendance administrative. Elles ne sont plus comme autrefois exclusivement soumises au prince ou à son délégué, le sous-chambellan, ce qui était comme le signe extérieur de leur liberté; la Chambre, la Lieutenance, les Capitaines de cercles exercent sur elles une surveillance de plus en plus régulière et précise

1. Tchélakovsky, L'Ordre des villes à la diète tchèque ; Journal du musée bohème, 1869, p. 267.
2. Id., p. 144.

et les refoulent ainsi au même niveau que l'ensemble des sujets.

Les cités sont sorties de la guerre dépeuplées, démolies à moitié ou aux trois quarts, criblées de dettes criardes. Ferdinand III essaie de leur venir en aide, encourage les constructions par des franchises d'impôts. Comme cependant les seigneurs interdisent à leurs serfs d'abandonner leurs tenures, les nouveaux habitants ne se composent que de vagabonds de la pire espèce, issus un peu de tous les pays; ce qui reste de l'ancienne population, dégradé par la misère et la peur, est noyé au milieu de ces immigrants, grossiers, ignorants, qui n'ont pas la moindre notion des coutumes du pays où le hasard les a jetés. Le prince le plus libéral n'aurait pas sans hésitation remis à ces aventuriers l'administration et la justice. L'ordonnance de 1650, qui est, suivant l'expression de Tchélakovsky, la première tentative d'un règlement municipal commun pour les villes de Bohême, montre par la minutie des détails dans lesquelles elle entre plus encore peut-être que par la subordination à laquelle les conseils sont condamnés, l'extrême défiance qu'ils inspirent, et malheureusement les faits ne prouvent pas qu'ils aient mérité plus d'indulgence. Les délibérations sont dirigées par le juge royal qui doit tenir la main à ce que les lois soient observées, à ce que les comptes soient réguliers, à ce que les plaideurs ne soient pas soumis à des taxes excessives; les attributions financières sont déléguées à des fonctionnaires spéciaux, qui tous les trimestres rendent compte de leur gestion devant le conseil; les villes perdent à peu près toute juridiction indépendante [1].

Ces règlements furent appliqués avec la même nonchalante distraction que les autres lois et pendant tout le XVIIe siècle, le gouvernement est absolument impuissant à réprimer les abus. Depuis longtemps, les assemblées générales des bourgeois étaient tombées en désuétude. Les

1. Tchélakovsky, L'office de sous-chambellan, pp. 96-98.



Conseillers sortants présentent au Sous-Chambellan une liste de candidats sur laquelle il choisit les futurs administrateurs; le pouvoir tombe ainsi aux mains de quelques coteries qui abusent sans vergogne de leurs fonctions; elles favorisent leurs amis, les dispensent des contributions et des logements militaires, s'attribuent des parts de faveur dans la production de la bière qui était un monopole des bourgeois, usurpent les immeubles municipaux, étouffent toute concurrence par des règlements oppressifs. Par moments, les assemblées municipales ressemblent à des repaires de voleurs où des escrocs se battent pour le partage du butin. Les conseillers se grisent, injurient le primat : à Kolin, un d'entre eux est exclu parce qu'il a jeté le juge de la ville du haut de l'escalier de la mairie; il faut que le sous-chambellan leur adresse des admonestations sévères et les invite à ne plus scandaliser leurs concitoyens par leurs dissensions [1]. L'exemple vient des fonctionnaires mêmes que le gouvernement a imposés aux cités. — En 1679, le juge-royal apercevant un étranger qui fait paître son troupeau sur la prairie communale, tire sur lui et le tue; le primat lui reproche sa conduite, il répond par des injures, la ville se partage en deux camps qui échangent des défis et des coups; les partisans du juge se saisissent du primat, le dépouillent de ses vêtements et le fouettent; les colères ne sont apaisées que par la peste qui amène une réconciliation générale [2].

Les empiètements de l'autorité centrale n'ont servi qu'à augmenter la confusion. Autrefois, le sous-chambellan parcourait le pays pour nommer les conseillers et avait ainsi une certaine connaissance de la situation; à partir de la seconde moitié du XVII[e] siècle, le renouvellement a lieu à Prague : le sous-chambellan qui n'a que des renseignements très lointains, se contente le plus souvent de confirmer les pouvoirs des conseils dont les titres sont

1. Vavra, La ville de Kolin, p. 209.
2. Id., p. 202.

périmés; le primat surtout, qui a la haute main sur la gestion financière, tend de plus en plus à devenir un fonctionnaire permanent et il n'a qu'une pensée, mériter par tous les moyens les bonnes grâces des représentants du souverain, afin de ne pas être gêné dans ses petits trafics. Les sous-chambellans, dont l'autorité est gênée par l'ingérence des autres administrations, se désintéressent de leurs devoirs; la plupart ne considèrent leurs fonctions que comme une étape pour s'élever à une charge supérieure, et ils se succèdent, en effet, si rapidement qu'ils n'ont pas même le temps de se mettre au courant des affaires; si quelques-uns prennent leurs droits au sérieux, les criailleries de tous ceux dont ils troublent les spéculations louches, trouvent une oreille favorable chez les membres de la Chambre qui intervient en faveur des coupables. Quand on demande à celle-ci d'exercer elle-même cette surveillance qu'elle dénie au sous-chambellan, telle est sa négligence que la Cour s'impatiente, nomme une commission pour rechercher les causes « de la ruine complète des cités » [1] et des dommages qui en résultent pour le trésor public. Après un demi-siècle d'efforts, le résultat peut paraître maigre. La commission se décide à supprimer les derniers restes de l'autonomie financière des cités, et on institue dans la plupart des villes un « Inspecteur des finances » nommé par le gouvernement et responsable devant lui (1706); les Conseils municipaux ne conservent plus, avec un vague droit de contrôle sur l'Inspecteur, que des fonctions administratives et judiciaires, toujours plus parcimonieusement mesurées. Les abus les plus scandaleux sont ainsi abolis, mais au prix de l'asservissement complet de la bourgeoisie et les tuteurs qu'on lui impose, satisfaits de l'ordre extérieur, se montrent absolument impropres à rendre aux cités quelques traces de leur ancienne prospérité.

Leur aspect extérieur déjà indique leur décadence.

1. Tchélakovsky, p. 107.



Prague seule doit au séjour des administrations et des nobles quelque apparence d'animation. Si ce n'est que tout à la fin du siècle que s'élèvent les nombreux palais et les églises qui ont achevé de lui donner ce charme pittoresque que n'ont pas encore complètement effacé les exigences de la vie contemporaine, déjà cependant le palais de Kolovrat, celui de Tchernin un peu plus tard, les églises de Notre-Dame des Victoires, de Saint-Sauveur, de Saint-Ignace, de Saint-Joseph, le cloître des Pauliciens, s'ajoutent aux anciens monuments; les Jésuites complètent le Clementinum. Ce mouvement est d'ailleurs un peu factice et cet art qui n'est pas né du développement naturel du peuple, n'a rien de national; les artistes sont en général étrangers et ils ne font pas école; ceux mêmes qui sont d'origine bohème comme Skréta, que la réaction religieuse avait chassé de Bohême, et qui y rapporte à son retour la manière et les procédés des Italiens [1], n'ont aucune originalité, et les tableaux académiques et propres, dont il couvre les murailles des églises, fort admirés jadis, [illegible] ennuient aujourd'hui par leur banalité correcte. Les statuaires, rares, sont boursoufflés et emphatiques; l'art de la fonderie, jadis prospère, est oublié; la tendance de l'époque, amoureuse du clinquant, est assez bien caractérisée par l'apparition de la corporation des mouleurs en stuc (1657), presque tous italiens d'ailleurs. Les progrès matériels sont très lents aussi. L'usage des fiacres publics, qui remonte pour Londres à 1625, ne s'introduit à Prague qu'en 1778; Hambourg s'éclaire de lanternes en 1675, Prague en 1744 [2]. L'indolence est générale; quand on veut imposer aux employés l'obligation de venir deux fois par jour à leur bureau, la Chambre proteste : la ville est grande, la route est longue. Malgré tout, c'est vraiment une ville, la seule

1. Charles Skréta, né à Prague en 1604, quitte la Bohême au moment des troubles, acquiert une grande renommée en Italie, revient dans sa patrie vers 1638, meurt en 1674.

2. Winter, Les villes de Bohême, pp. 516-523.

du royaume avec Breslau, qui est un centre actif de commerce, surtout depuis que l'ouverture du canal de l'Oder à la Sprée facilite les relations avec Hambourg.

Au-dessous, nous ne trouvons que des bourgades. Brno a 8,000 habitants, Olomouts 6,000, Iihlava et Znoym de 3 à 4,000; les autres agglomérations urbaines de la Moravie ne dépassent pas 1,000 à 1,500 habitants. Elles conservent quelques restes amusants de leur ancienne splendeur, des églises aux pignons gothiques, un hôtel de ville de la Renaissance, un *Rink* entouré d'arcades sous lesquelles se cachent les boutiques les plus achalandées. Toutes ces constructions, dédaignées et branlantes, offrent un lamentable aspect de décrépitude; beaucoup de maisons dévastées pendant la guerre sont encore vides cinquante ans plus tard et achèvent lentement de s'effondrer; ces échoppes misérables, presque complètement en bois, présentent une proie facile aux incendies qui périodiquement ravagent le pays; malgré les règlements multipliés, les immondices s'entassent dans les rues. Sauf à Prague et à Koutna-Hora, qui a repris une certaine animation, les négociants ne sont que des boutiquiers et le commerce est presque tout entier concentré entre les mains de quelques brocanteurs juifs. Un esprit de vanité étroite, de défiance sournoise et de paresse craintive arrête le progrès. Les règlements recommandent aux conseils municipaux de ne pas éloigner par des taxes trop élevées les étrangers qui voudraient s'établir dans leur ville, et cherchent à introduire un peu plus de justice dans le régime des corporations. Les bourgeois n'en ont cure, sans autre pensée que d'écarter la concurrence, pour sauvegarder leurs pauvres bénéfices : les avantages accordés aux fils des patrons, la limitation du nombre des maîtrises, les frais de toutes sortes et les complications des épreuves éloignent les candidats. La vie industrielle est entravée par une série de prescriptions minutieuses; chaque nouveauté est une menace, chaque inventeur un ennemi. La loi oppressive et absurde induit constamment en tentation de fraude : les

boulangers, les brasseurs, les bouchers sont enfermés dans un réseau d'arrêts contradictoires et obscurs qui n'empêchent pas plus les fraudes que l'interdiction d'acheter en bloc la récolte des paysans ne rend les disettes moins fréquentes. Tout s'enchaîne dans la vie d'un peuple : les édits communaux partent de la même conception que les ordonnances en matière de foi, la peur de la liberté et la défiance de la nature humaine, et le résultat aussi est semblable : l'abaissement des caractères et la torpeur des esprits.

Quelques économistes aperçoivent la cause du mal : Becher invite Léopold à favoriser « l'intelligence, l'énergie, les capitaux et la liberté, qui sont les quatre ailes de Mercure [1] ». D'autres, moins originaux et moins hardis, comme Hornick dont le livre : *L'Autriche au-dessus de tout, si elle veut*, est célèbre, insistent sur les inconvénients d'un système économique incohérent et demandent que l'on applique avec conséquence les théories protectionnistes qui dominent alors dans l'Europe entière [2]. La Cour écoute, réfléchit et attend. Presque chaque année, les États expriment leurs doléances — et elles ne prouvent pas sans doute une intelligence bien éclairée, mais sur quelques-unes de leurs plaintes tout le monde est d'accord, sur la nécessité par exemple de modifier le tarif douanier de 1658 ou d'améliorer la navigation de l'Elbe. On les leurre par quelques promesses ou quelques mesures vagues, dont les unes sont désastreuses et dont les autres ne produisent aucun effet durable, soit qu'on ne les applique pas, soit qu'elles soient contrecarrées par des règlements opposés. En 1698 seulement on se préoccupe enfin de constituer à Vienne une commission qui exercera une action générale sur la politique économique; la Commission de commerce de Prague ne sera organisée qu'en 1724.

1. Discours politique sur les causes véritables du progrès et de la décadence des villes et de la république. Hildebrand's Jahrbücher. II, p. 44.
2. Jahrb. für Nationalœkon. u. Statistik, Neue Folge, II, 194.

En dépit de ces lenteurs, sur quelques points une certaine activité industrielle commence à se manifester; la Silésie tend à redevenir l'intermédiaire entre la Russie ou la Pologne et l'Europe occidentale, ses toiles retrouvent des acheteurs assez nombreux pour que sa propre production, d'ailleurs très réduite par l'émigration continue des tisserands, ne suffise pas aux commandes et elle demande à la Bohême le complément nécessaire; les verreries, si nombreuses au xv[e] siècle que les plaintes sur le déboisement sont fréquentes, se relèvent et les articles de la région de Playn sont réputés au loin; on rencontre jusqu'à Cadix des entrepôts de verres bohêmes. La fabrication des draps, qui faisait jadis la richesse de la Moravie, est au contraire longtemps languissante et ne produit que des articles grossiers. Au résumé, bien que l'ensemble trahisse une amélioration progressive, — et un peuple, à moins de disparaître, ne saurait croupir longtemps dans la misère sordide où la guerre avait précipité la Bohême, — la situation demeure mauvaise : pas de réserves, si bien que la moindre crise a les retentissements les plus douloureux; ni méthode chez le gouvernement, ni initiative chez les ouvriers; le relèvement, très lent, est interrompu par de brusques retours. Encore profite-t-il presque exclusivement aux seigneurs que leurs ressources matérielles et morales mettent à même de suivre de moins loin l'exemple de l'étranger. Beaucoup de leurs entreprises d'ailleurs, conçues légèrement et médiocrement conduites, périclitent ou, ce ce qui est peut-être encore pire, ne continuent à végéter que grâce à l'appui du gouvernement; la vie commerciale en Bohême prend dès lors un caractère factice qu'elle conservera presque jusqu'à nos jours, de sorte que, par un étrange paradoxe, le progrès de l'industrie, centralisée entre les mains de quelques fabricants étrangers et d'un assez petit nombre de nobles, augmente l'influence de l'aristocratie et retarde l'affranchissement de la bourgeoisie.

Les villes qui dépendent des seigneurs, qu'elles soient *protégées* ou *sujettes*, sont naturellement dans une condition



encore plus misérable. Les privilèges les plus solennellement confirmés sont sans cesse violés. Le pouvoir appartient au régent du seigneur ou à ses employés, et les conseillers, élus sous sa pression, ne sont que les premières victimes de son arbitraire et comme des otages, chargés d'assurer la soumission de leurs concitoyens : tous les dimanches, ils assisteront à la messe et au sermon dans les premiers bancs, communieront deux fois par an, suivront le premier mercredi du mois la procession du Saint-Sacrement avec un cierge allumé, veilleront à ce que les jeûnes soient observés. — Ils n'ont plus d'autre pensée que de se dérober à des honneurs qui leur imposent de si lourdes charges; ils se plaignent d'être maintenus trop longtemps dans leurs fonctions, donnent leur démission dès qu'ils le peuvent; le seigneur la refuse, les menace, les injurie [1]. Le bourgeois qui veut faire un voyage, doit solliciter l'autorisation du Seigneur, indiquer les motifs de son absence, faire renouveler chaque année sa permission; pour se marier au-dehors, les veuves et les orphelins doivent abandonner un vingtième, plus tard un dixième de leurs biens. Les redevances se multiplient à l'infini, droits sur les patentes, les corporations, la bière, le vin, l'eau-de-vie, la pêche; si l'oppression provoque quelque résistance, le seigneur se plaint auprès des autorités supérieures qui interviennent en sa faveur, blâment vertement « la commune et les anciens de s'être réunis comme une forte chaîne [2] ».

Les habitants de la ville de Politse, dépouillés de leurs privilèges par l'abbé de Brjevnov, demandent au roi de confirmer leurs chartes : l'abbé les accuse de rébellion et réclame une punition sévère. Le roi, sans aller aussi loin, leur prescrit de s'arranger avec leur maître, qui leur fait durement sentir sa mauvaise humeur, jusqu'au moment où ils se rendent à merci : « ils se sont opposés à leur sei-

1. Orth, Jindrjichov-Hradets depuis 1618.
2. Mittheil. des Ver. 1871, p. 47.



gneur héréditaire, ce qu'ils regrettent fort, mais ils ont agi plus par déraison, bêtise et conseil imprudent que par mauvaise volonté, pour quoi ils demandent rémission et indulgence ». L'abbé exige que les habitants implorent leur pardon, les mains jointes, les enfants à genoux; naturellement, avant de confirmer leurs privilèges, il les a modifiés à sa guise; par la suite il ne se gêne pas pour les interpréter à sa façon et, comme les bourgeois s'indignent et parlent d'aller en justice, il leur adresse une verte semonce : pour plaider, ils auraient besoin d'argent, il leur faudrait contracter un emprunt et il ne leur donnera pas l'autorisation nécessaire. Les bourgeois, convaincus par expérience que la lutte est impossible, se résignent, en cherchant seulement à se rejeter les uns sur les autres les charges qui les accablent.

Le seigneur de Benechov interdit brusquement aux bourgeois l'usage d'une forêt qu'il leur avait cédée moyennant une légère redevance. Quelques récalcitrants sont enfermés dans un cachot infect; ils en sortent malades, un d'eux perd un œil. Sous prétexte de protéger le gibier, les garde-chasses tuent les chèvres, les chiens, les chats jusque sur le seuil des maisons. Les habitants, auxquels on a pris leur prairie après leur forêt, s'adressent à l'intendant qui jette en prison leurs délégués ; au bout de vingt ans de conflit, ils obtiennent que le roi intervienne en leur faveur, sans que d'ailleurs leur situation s'en trouve améliorée [1]. On les soumet aux corvées comme les paysans et, s'ils protestent, on les envoie au cachot, « dans le trou aux chiens »; ils sollicitent l'intervention de la Lieutenance qui leur ordonne de se soumettre en attendant

1. Klimech, Démêlés de la commune de Benechov avec son seigneur ; Mittheilungen, 1888. — Winter arrive à cette conclusion générale que les villes seigneuriales ne se distinguent plus des simples villages que parce qu'elles sont entourées de murailles et ont le droit de tenir un marché. (Les villes bohêmes, p. 28-35). Comme les paysans, les bourgeois des villes sujettes obtenaient rarement justice contre leurs seigneurs (p. 58). Winter ne s'occupe en général que du début du XVII[e] siècle et le mal s'aggrave encore par la suite.



que la question soit tranchée; on sait ce que cela pouvait durer [1].

Si l'on traitait ainsi des bourgeois, qui avaient des titres précis, une instruction relative, quelques ressources, que protégeaient, à défaut d'autres considérations, leur groupement et les revenus que la prospérité de la cité assurait au seigneur, il n'y a rien d'étonnant à ce que la condition des simples paysans ait été horrible. Depuis quelque temps une réaction timide semble se produire contre l'opinion traditionnelle d'après laquelle le XVII[e] et le XVIII[e] siècles auraient été une période de mort et d'épouvantable oppression, et j'avoue qu'en parcourant les diverses expositions de Prague, je me suis demandé si je ne m'étais pas laissé tromper par les lamentations de cultivateurs sournois et retors qui étalent leurs haillons pour échapper à l'impôt. L'idée que nous donnent ces expositions n'est certainement pas celle de la ruine et du désespoir; les types des maisons rustiques sont pittoresques et gracieux, les meubles et les ustensiles qui les ornent indiquent une aisance incontestable, les vêtements sont quelquefois magnifiques et les broderies superbes; les chants populaires aussi, à mesure que nous les connaissons mieux, nous montrent une vie assez animée, des danses joyeuses. Malgré tout, les faits sont trop nombreux, les textes trop précis et trop clairs pour être infirmés par quelques documents matériels, qui n'ont du reste pas été réunis dans une pensée historique et soulèveraient plus d'une difficulté.

Toutes les années n'ont pas été également dures pour les paysans et ils ont connu des périodes d'aisance relative, mais ces périodes ont été rares, courtes, et, pendant un siècle et demi, ils n'ont pas cessé d'être guettés par la famine, la famine complète, absolue. Il ne faut pas oublier qu'alors le capital mobilier est exclusivement représenté par ces meubles, ces bijoux, qui figurent ainsi souvent

1. Comparer aussi Urban, Zur Gesch. der Stadt u. Herrschaft Kœnigswart (Mittheil. XIX).



le travail accumulé de plusieurs générations. Puis, il s'était formé dans les campagnes une sorte d'oligarchie rurale, qui possédait des domaines assez étendus, très dure et très hautaine, et qui réussit lentement à améliorer sa condition; malheureusement, ses progrès ne servirent guère à l'ensemble et ses prérogatives pesèrent au contraire lourdement sur le reste des cultivateurs. La condition de la masse des paysans était très diverse, elle variait non seulement d'après les contrats juridiques, mais plus encore d'après le caractère du propriétaire; sur les domaines de la couronne, sur les biens ecclésiastiques, ils étaient quelquefois traités avec quelque pitié; j'admettrais même volontiers que la pratique générale était plus douce que ne l'établissent les documents, puisque les textes nous parlent surtout des procès engagés avec les seigneurs ou des révoltes provoquées par leurs exigences; même les moins malheureux cependant traînent une vie de souffrance et d'abjection [1].

Tous les paysans, à peu près sans exception, étaient serfs, c'est-à-dire qu'ils n'étaient pas personnellement libres et que leur sort dépendait, théoriquement en très grande partie et en fait absolument, de la volonté de leur maître [2]. Ils ne sont pas esclaves, et les exemples de

1. En attendant le livre que prépare M. Kalousek, il n'y a pas encore de travail général sur la situation de la classe rurale; les textes et les études particulières sont pourtant assez nombreux pour que nous puissions connaître la vérité en gros. — Les principaux ouvrages à consulter sont : Grünberg, *Die Bauernbefreiung in Bœhmen, Maehren und Schlesien* (2 vol. 1894). — Il ne manque à ce travail, pour être tout à fait excellent, que d'avoir connu les ouvrages tchèques (comp. Kaizl, dans la revue : Notre époque, II). — Pour le XVIIe siècle, Rézek a publié deux textes très importants, un *Mémoire du Jésuite De la Haye*, et un fragment des *Mémoires de Pospichal* dans les Comptes rendus de l'Académie des sciences de Prague, 1880 et 1893. De très nombreux documents et des monographies ont paru dans le Journal du Musée bohème, le Journal de la Matitse morave (Slavik, *Le domaine de Trzebitse*, 1891), les Pamatky, le Recueil historique (Zoubek, *Le domaine de Podiébrad*, 1883; Vavra, *L'ancien domaine de Petchek*). V. encore Slavik, *Le domaine de Tabor*; Slavik, *La ville de Vlachim*; Orth, *Jindrjichov-Hradets après 1618*, etc.

2. Grünberg dit qu'il n'y a pas de serf en Bohême, mais il ajoute que pour lui servitude est synonyme d'esclavage. Il ne s'agit évidemment que de s'entendre. D'après lui, le mot de servage fut répandu par le gouver-



ventes d'un serf, en dehors de sa tenure, sont extrêmement rares [1]. La loi reconnaît en revanche au propriétaire le droit de céder à un tiers les corvées que lui doit son serf et ne voit ainsi dans ce dernier qu'un instrument d'exploitation. Même les mesures prises par le gouvernement en faveur des populations rurales ont au début simplement un caractère de conservation politique : le roi craint que les nobles ne compromettent la prospérité du royaume en ruinant les cultivateurs, et la pitié ou l'humanité n'ont certainement que bien peu de part dans les résolutions favorables aux serfs. Le paysan n'a pas de place dans la hiérarchie sociale, il est en dehors des Ordres, en marge des classes que protège la législation, et cette « matière misérable » s'étend sans cesse et finit par englober la nation presque tout entière; tchloviek qui, au début, signifiait l'homme, veut dire maintenant le serf.

C'est l'aboutissement d'une longue évolution qui avait commencé avant les guerres hussites et qu'avaient hâtée les progrès de l'oligarchie à l'époque des Jagellons. Pourtant jusqu'en 1618, diverses circonstances retardent l'action des causes qui tendent à aggraver la condition des paysans, communauté de race et de religion entre les seigneurs et leurs serfs, influence morale de l'Unité des Frères, continuité de la tradition, existence d'une classe fort importante de petits et de moyens propriétaires, trop rapprochés des laboureurs pour les traiter sans pitié. La guerre brise toutes ces barrières, donne un libre cours aux cupidités les plus féroces. Dans le domaine rural comme parmi les seigneurs, le bouleversement de la propriété est prodigieux; dans la commune de Vlachim, un quart à peine des maisons est encore en 1654 entre les mains des familles qui les possédaient avant la guerre; le

nement qui voulait rendre ainsi plus odieux le régime social et en faciliter la réforme. C'était vraiment là une peine inutile et la colère des paysans n'avait aucun besoin d'être excitée.

1. Le jésuite De la Haye cite parmi les fautes graves, qu'un confesseur ne saurait excuser, le fait de vendre des paysans formellement et à part de la glèbe ou de les échanger contre des animaux ou autres objets, p. 26.



souvenir même de l'ancienne division du sol a disparu ; dans beaucoup d'endroits, on procède à une nouvelle répartition des terres, on groupe les anciennes parcelles, on divise les fermes que les ressources des paysans ne leur permettraient plus d'exploiter. Ces changements, accomplis sous la surveillance du seigneur et sur son ordre, ruinent entre les mains du laboureur la valeur du titre qu'il possédait et que consacrait un long usage. Presque partout, le noble admet que les anciens contrats ont été annulés par l'insurrection de 1618, et les chartes nouvelles qu'il octroie à ses serfs, non seulement sont beaucoup moins favorables, mais surtout, par cela seul qu'elles sont nouvelles, n'ont qu'une médiocre autorité ; il se produit ainsi sur des centaines de domaines un changement analogue à celui que marque la proclamation de la constitution de 1627 pour l'ensemble du pays ; l'arbitraire se substitue au contrat sanctionné par la coutume.

Beaucoup de ces propriétaires qui disposent ainsi d'une autorité si mal définie, sont des étrangers : ils n'ont ni affection ni sympathie pour leurs paysans, qu'ils regardent comme des rebelles ; ils sont bons catholiques, tandis que dans les villages les assemblées du désert continuent ou que des hérésies dangereuses et obscures se propagent. La guerre a répandu des habitudes de grossièreté et de violence ; parmi les paysans, plus d'un a couru les grandes routes comme soldat ou comme bandit, il est plus volontiers braconnier que laboureur ; la masse a perdu l'habitude du travail et le sens de l'épargne. Le goût de la vie nomade est une des passions les plus persistantes de cette race slave, qu'il a toujours été si difficile de fixer au sol, qui forme encore en Russie comme une onde mouvante, toujours prête à s'écouler. Que de tentations ! De tous les côtés, la terre est libre, et la récolte sur le domaine voisin ne paraît-elle pas toujours plus facile ! Pour arrêter cette désertion qui le ruine, pour organiser son exploitation, le seigneur soumet ses hommes à une surveillance plus dure et plus précise. Les lois qui leur inter-

disent d'abandonner leurs tenures deviennent plus rigoureuses. La Constitution de 1627 reconnaît nettement la propriété du noble sur ses laboureurs : interdiction de recevoir et d'héberger un serf qui n'a pas un congé régulier ; il n'y a pas de prescription contre le maître ; le servage est de droit commun : quiconque ne peut pas prouver qu'il a été affranchi appartient au seigneur sur la terre duquel il est établi ou sur le domaine de qui il est né, même de parents étrangers. Pendant les années qui suivent la guerre, c'est une véritable chasse à l'homme, chacun poursuit ses ouvriers, les ramène sur son domaine. Des intérêts nouveaux se sont créés, des familles sont nées; qu'importe ? La coutume tranche les différends; le veau suit la vache.

Le paysan n'existe que pour le seigneur. Lorsque celui-ci a des tenures à défricher, il *invite* les serfs célibataires à se marier; dans d'autres cas, il interdit les mariages, vend ses autorisations à des prix abusifs, impose des délais excessifs, sépare les maris de leur femme. Si deux serfs fugitifs s'unissent, quand on les reprend, chacun des maîtres emmène son bien, et les enfants sont partagés. Les seigneurs sont impitoyables pour les mœurs : l'épouse surprise en flagrant délit d'adultère est passible de mort; pour le célibataire débauché, les verges et six mois de prison. Dans la pratique on s'arrange, l'amende remplace le cachot : si on se passe d'une permission trop onéreuse et que les enfants arrivent, la caisse seigneuriale exige 100 à 200 florins. Le serf ne peut pas abandonner la culture et choisir un autre métier sans l'aveu du maître : interdiction à toute jurande ou corporation d'accepter pour apprenti un serf, sans le congé du seigneur. L'enfant du serf ne peut ni entrer en apprentissage ni faire ses études, ni recevoir l'ordination sans le consentement du seigneur; pendant tout un siècle, l'Église se plaint des obstacles qu'oppose l'avidité de l'aristocratie au recrutement du clergé, sans rien obtenir.

Le serf a besoin, pour travailler hors du domaine, de



l'approbation du seigneur qui ne l'accorde jamais, puisqu'il ferait par là renchérir la main d'œuvre dont il a besoin. En Silésie, la loi fixe un maximum de salaire et punit sévèrement ceux qui accordent un supplément; l'ouvrier rural est ainsi complètement entre les mains du patron qui répartit le travail suivant ses intérêts et abaisse la paye jusqu'à l'extrême limite au-dessous de laquelle le laboureur mourrait littéralement de faim. A peu près aucun espoir de sortir de cette misère : les affranchissements dépendent uniquement de la bon... volonté du maître, qui exige des indemnités folles, quelquefois jusqu'à mille florins ; à la fin du XVIIIe siècle, on en compte une vingtaine par an dans toute la Moravie. L'émancipation des parents ne s'étend qu'aux enfants âgés de moins de neuf ans, et encore « autant que le seigneur ne voudra pas employer à son service un ou plusieurs de ces enfants au-dessous de neuf ans, les mettre en apprentissage ou les faire instruire autrement ». Le serf n'est pas une personne morale, il ne peut ester en justice, son témoignage n'a pas de valeur légale; si un tiers a à se plaindre de lui, c'est au propriétaire qu'il demande réparation du dommage subi; le laboureur ne peut contracter un emprunt de quelque importance qu'avec l'aveu du seigneur.

La coutume distingue en Bohême deux classes distinctes de propriétés : d'abord la terre seigneuriale, le domaine, le dvour, le Hof, qui n'est soumis qu'aux impôts extraordinaires et qui est la propriété personnelle et absolue du noble, soit qu'il l'exploite directement, soit qu'il la concède à des fermiers ; ces paysans du domaine ou *Dominikalistes*, qui n'ont que des baux assez courts, sont relativement peu nombreux. La masse de la population est formée par les *rusticalistes*, dont les tenures sont inscrites au cadastre et soumises à l'impôt ordinaire. Ils se divisent au point de vue juridique en deux grandes catégories : les uns n'ont qu'une propriété précaire ; le seigneur peut détacher de leur tenure certaines parcelles, les



transporter sur une autre terre. Il arrive que le travailleur qui péniblement a mis sa ferme en valeur, apprend que son maître lui reprend le champ qu'il a fécondé et lui donne en échange quelque lande à défricher. Dans ce cas, le seigneur doit en principe une indemnité. Comment l'y forcer? A qui s'adresser? Pendant toute cette période, en fait, le paysan est hors la loi. En Bohême les serfs ne peuvent intenter aucun procès contre leur maître devant les tribunaux ordinaires [1]; le roi s'est réservé seulement en vertu de son droit de haute justice d'examiner les plaintes que lui transmettraient les paysans; en Moravie, la situation est un peu meilleure. A mesure que le souverain étend son autorité, il se préoccupe davantage dans tout le royaume de mettre fin aux abus, invite les capitaines de cercles à protéger les opprimés. Ses instructions demeurent lettre morte : le Seigneur reste la première instance; ce n'est qu'en cas de déni formel de justice que le paysan est admis à invoquer l'intervention des pouvoirs publics; les procès n'en finissent pas, les juges sont des nobles; pendant que l'affaire est en cours, le plaignant est exposé à toutes les tracasseries des employés du domaine; le seigneur exerce la police patrimoniale, la tutelle juridique de ses serfs : que d'occasions pour faire sentir sa colère aux rebelles! Les institutions mêmes deviennent moins favorables au paysan; si le serf non emphytéote meurt, le seigneur a la libre disposition de sa parcelle, sous réserve de ne pas l'ajouter à son domaine, — et encore cette restriction n'est-elle pas toujours respectée.

Les lois reconnaissent au contraire un droit de propriété assez étendu aux *rusticalistes rachetés;* ils ne peuvent être dépossédés de leur exploitation que pour une raison grave et contre indemnité, ils transmettent leur tenure à leurs héritiers. Que de moyens encore cependant pour leur imposer des contrats désavantageux, des échanges arbitraires!

1. Rieger, *Les cercles*, I, 275.



Un d'eux se plaint, on lui brise l'omoplate ; un autre est frappé par l'intendant, jeté du haut de l'escalier ; il en meurt après trois mois de maladie, et sa veuve reçoit en dédommagement de la terre confisquée 60 florins que la maladie de son mari a dévorés d'avance. Ces crimes sont certainement rares. Ce qui est continuel en revanche, ce que prouvent les requêtes innombrables des sujets et les rapports officiels, ce sont les petites usurpations, les empiétements journaliers, l'absence complète de sécurité et de justice. L'emphytéote ne peut tester qu'avec l'autorisation du seigneur et celui-ci s'attribue un droit de dévolution très étendu ; souvent il réclame l'héritage dès qu'il n'y a pas de successeur direct ; dans ce cas au moins, il prélève des redevances considérables ; les filles-mères sont déchues de leur part qui revient au seigneur. A chaque mutation, il perçoit des taxes fort élevées, ordinairement 10 pour 100 de la valeur de l'immeuble, et elles s'accroissent de contributions accessoires, inventaire, enregistrement, inscription, nantissement, etc.

Les employés qui touchent un tant pour cent, intéressés à ce que les mutations soient nombreuses, forcent les cultivateurs à céder leurs biens à leurs enfants ; la coutume presque générale est que le paysan remette sa propriété à son fils dès que celui-ci arrive à l'âge de se marier ; il se réserve le logement, la nourriture, quelques arbres, quelques têtes de bétail, souvent un coin de champ, le meilleur. Le nouveau possesseur est tenu de payer les taxes et le maitre exige qu'il complète le matériel d'exploitation, il a la charge de l'éducation de ses frères mineurs et il doit les indemniser en argent de leur part de terre. Les emprunts auxquels il est condamné, achèvent vite l'œuvre des impôts et des redevances féodales. Dans les bonnes années, il a grand'peine à joindre les deux bouts ; quelques-uns demandent à échanger leurs exploitations contre d'autres plus petites, d'autres s'enfuient, beaucoup meurent à la peine, « laissent de pauvres veuves, des champs désolés, pas un morceau de pain et beaucoup de



petits enfants. » A la première récolte qui manque, c'est la disette, les paysans meurent par milliers, la population décroît avec une effroyable rapidité. Les seigneurs se sont peu à peu endurcis : qu'y faire ? C'est la loi de Dieu, et puis il n'est pas bon que les paysans soient riches, cela les rend insolents : la gent rustique est la meilleure quand elle pleure, la pire quand elle rit. Léopold essaie de réveiller quelques sentiments d'humanité : « il convient de gouverner avec douceur et de protéger les paysans plutôt que de les ruiner (1657); les paysans doivent la corvée, mais les seigneurs ne doivent pas les empêcher de s'entretenir et de se nourrir. » A quelle époque de vagues exhortations morales ont-elles arrêté la cupidité ou la dissipation? Les nobles ont besoin d'argent, il faut que le paysan paye. « Tout le monde sait combien le pauvre serf est tourmenté, écrit en 1669 un employé seigneurial; si le paysan bohême supporte avec patience tous les travaux que son maître exige de lui, toutes les contributions et l'oppression qu'il souffre, il a bien le droit d'être mis au rang des martyrs. »

La moitié seulement de l'impôt foncier, *la berna*, doit être payée par les tenures rurales; le seigneur, chargé de la répartition et de la perception, s'arrange pour rejeter sur elles sa quote-part; en Moravie, c'est un abus si général que personne ne s'en étonne plus. Le terrier fixe le cens et le taux des lods et ventes; on torture les textes pour augmenter les redevances. L'administration est tout entière dans les mains du propriétaire; son intendant désigne le juge et les conseillers qui ont surtout pour mission de veiller à ce que les articles, — c'est-à-dire les instructions du château, — soient ponctuellement observés. Le paysan ira à la messe les dimanches et les fêtes, il se confessera et communiera une fois l'an, il observera les jeûnes, respectera son curé et fuira l'hérésie comme un serpent; il évitera les rixes, les jurons, le cabaret, les veillées « où se font moins de bons que de méchants tours, pour la condamnation des morts et des vivants »; on lui interdit

les péchés de toutes sortes, les jeux, les danses, les réunions suspectes et autres abus analogues; on lui prescrit la façon dont il cultivera son champ, dont il élèvera son bétail, dont il traitera ses domestiques, le salaire qu'il leur payera. Au milieu de ces règlements compliqués et souvent contradictoires, les pauvres conseillers perdent la tête; ils sont toujours sous le coup d'une contravention; ils sont tenus de percevoir les contributions, de diriger l'exécution des corvées; afin de se mettre à l'abri des colères de l'intendant, ils favorisent ses usurpations les plus iniques.

Pour les torts les plus véniels, l'employé du seigneur distribue les amendes et les coups : il ne marche qu'un fouet à la main; Karabatchnik, *le fouetteur*, le nom lui en est resté; c'est le régime du knout. Le noble règle les questions de tutelles, d'inventaires, de licitations, il est seigneur haut-justicier : autant de prétextes à exactions. Pas un acte de la vie qui échappe à son attention : impôts sur les foires, sur les transports, sur les métiers, taxes sur les moulins à grains, à huile, à papier, sur les brasseries, les distilleries, les auberges, les forges, les boulangeries, les ateliers de tissage, l'équarisseur, le bourreau. Les paysans doivent apporter au château des œufs, des volailles, du lin, du miel, ramasser un certain nombre de champignons, de noisettes, de cumin, de glands, d'escargots; pendant l'hiver, ils gardent le bétail du château et le nourrissent; « le comte Bredaw, quand ses paysans n'avaient plus rien à donner, faisait raser les têtes de leurs femmes et de leurs filles et vendait leurs cheveux aux perruquiers. Pulchra industria [1]! »

Les redevances indirectes, les bénéfices que le seigneur réussit à s'assurer par des monopoles ou des règlements aussi bizarres que multipliés, sont peut-être encore plus odieux et plus nuisibles. Il majore le prix du sel que lui livrent les magasins royaux, il force ses paysans à acheter au prix qu'il fixe les produits du domaine, fromages,

1. Mémoires de Pospichal, Comptes-rendus, 1880.



beurre, poissons, volailles; si une vache est malade, on la tue et les paysans sont obligés de l'acheter; ce système de troc, qui donne lieu à des plaintes continuelles, se perpétue pendant tout le XVIIIe siècle; encore en 1789, il faudra l'interdire, « même là où les seigneurs invoquent des contrats réguliers ». A l'occasion de certaines cérémonies, baptêmes, noces, etc., le serf est tenu de dépenser une certaine somme dans la brasserie ou le cabaret du château. Vers la fin du XVIIIe siècle, quelques paysans, coupables d'avoir acheté leur bière à une autre brasserie que celle du domaine, sont si cruellement battus qu'ils sont en danger de mort; un serf qui, lors du baptême de son fils, a dépensé cinquante centimes dans la paroisse où était située l'église et qui ne faisait pas partie de la seigneurie, est condamné à 3 francs d'amende et retenu six jours en prison. L'opinion se révolte contre ces abus et la loi les frappe, mais nous sommes déjà à une époque où les autorités sont plus vigilantes, et qu'elles aient été encore possibles à ce moment, cela suffit pour montrer ce que permettait l'usage. A Neustadtl en Moravie, le propriétaire fonde une tannerie, et, pour assurer la vente de ses produits, il confisque les peaux et les outils des tanneurs du voisinage. Les boulangers sont contraints de s'approvisionner à la grange du château; le serf est obligé d'offrir d'abord sa récolte au château; il doit, si le seigneur le désire, lui vendre son bétail, sa vache; on la lui paie, mais est-il libre de débattre le prix? L'ouvrier ne peut pas refuser de travailler pour le seigneur, et c'est celui-ci qui fixe le salaire. Quelquefois, le maître n'exploite pas lui-même ses droits, les afferme à un juif, qui a la haute main sur toute la production du pays.

De toutes les iniquités, de toutes les oppressions d'un régime accablant, la plus lourde, la plus détestée, c'est la corvée, la *robot*. — Robot, dit le célèbre prédicateur Abraham de Santa-Clara, robot! Qu'est-ce que c'est que cette bête? — Demandez-le, là-bas, à ce pauvre travailleur de la campagne. Robot! Cela veut dire que le lundi le paysan doit

labourer le champ du seigneur, le mardi travailler dans le vignoble du seigneur, le mercredi charrier du bois au château, le jeudi battre le blé ou couper la paille, le vendredi pêcher dans l'étang ou rabattre le gibier, le samedi travailler aux constructions, le dimanche faire le service de courrier. Avec les jours, faites les semaines; avec les semaines, les mois; avec les mois, l'année, et vous comprendrez les Pâques qu'ont les paysans, et comment il arrive souvent qu'ils portent aux marchés leurs os et leur peau, car vraiment ils n'ont pas autre chose! — Péchina, à qui ses missions avaient permis de voir de très près la vie du peuple, si modéré, si prudent, ne peut retenir un mouvement d'indignation à la pensée de cette misère : « Les laboureurs gémissent sous le poids de tant de charges; il y a des hommes contre lesquels la condamnation est déjà prononcée dans l'autre vie, mais en quoi ces jugements servent-ils aux vivants? » La chanson populaire, après avoir célébré les avantages de la vie rurale, ajoute : « Une chose nous tourmente, et nous en portons plainte devant Dieu, pauvres drôles que nous sommes, ce sont les administrateurs et les employés. Ils nous tondent et nous persécutent. Plût à Dieu qu'ils fussent en paradis! Nous réciterions volontiers pour cela tout un bréviaire! »

Pendant les années de guerre, alors qu'il était à peu près impossible d'obtenir des redevances en nature ou en argent, les nobles avaient exigé de leurs laboureurs du travail. Après la paix, maîtres d'immenses domaines, ils profitent de leur influence politique pour étendre l'usage qui s'est introduit et pour s'assurer ainsi à bon compte les ouvriers qui leur sont nécessaires et qu'ils trouveraient difficilement sans cela, puisque les terres vacantes abondent. Tous les paysans sont soumis à la corvée seigneuriale, les pauvres fournissent leurs bras, les autres amènent leurs attelages. Le nombre des jours de *robot* est augmenté de la façon la plus arbitraire; les plus modérés mettent leur conscience à l'aise en accordant aux serfs réquisitionnés une indemnité dérisoire. La loi

fixe plus tard à trois jours par semaine les corvées dues par les paysans, mais combien d'années s'écouleront avant qu'elle soit respectée ! Elle admet que, « dans les cas graves et urgents, » le propriétaire peut exiger des corvées supplémentaires, ainsi pour les semailles, la fenaison, la moisson, la pêche de l'étang, etc. De la Haye calcule qu'une journée de travail représente environ 0 fr. 75 ; si un seigneur, dont le domaine a été acheté un million, impose un jour supplémentaire de corvée par semaine à ses 2,000 serfs, il double la valeur de son bien. La tentation est trop forte pour que la plupart n'y succombent pas.

S'il ne sait comment occuper ses hommes, le noble force un certain nombre d'entre eux à se racheter, sauf plus tard à répartir le travail entre les autres, ou même à exiger la corvée en sus des redevances. Le laboureur proteste, il faut qu'il fasse ses semences, qu'il enlève sa récolte : on ne l'écoute pas ; souvent on le prévient la veille, quelquefois le matin même, de façon que toute son exploitation est désorganisée. Un retard d'une demi-heure est puni par une tâche supplémentaire d'une demi-journée. Les récalcitrants sont mis aux fers ; les infirmes et les malades sont soumis à des tâches accablantes ; on exige la corvée des enfants, à partir de l'âge de treize ans, souvent plus tôt ; en dépit des règlements, l'intendant oblige les hommes et leurs attelages à des déplacements qui les exténuent ; il impose jusqu'à dix, douze ou même quatorze heures de travail effectif ; le bétail, mal nourri et de pauvre qualité, s'étiole, périt en masse ou est incapable de tout service pendant plusieurs jours. Quelques seigneurs ajoutent à leur exploitation agricole des usines ; ils réquisitionnent leurs paysans pour les mines, le travail des tourbières, ou les emploient à construire leurs palais de Prague.

Tant que les enfants ne sont pas émancipés, ils sont à la disposition du propriétaire. Ils sont inscrits sur les registres du château, et, le premier dimanche de l'Avent, l'in-

tendant les passe en revue, retient ceux qui lui conviennent. Les parents se plaignent : ils ont besoin d'eux, manquent d'ouvriers; on ne les écoute pas. Ce service obligatoire dure de trois à sept ans, pendant lesquels le plus souvent le noble se contente de nourrir ces domestiques. La coutume prescrit aux seigneurs, dans certains cas, de venir en aide à leurs paysans : ils s'affranchissent de leurs obligations. Il arrive cependant que la détresse des villageois est si grande que l'intérêt des maîtres les contraint à quelques sacrifices : ce n'est plus qu'à titre d'avance et ils calculent les intérêts, quelquefois à 25 pour 100. Aussi, la plupart des paysans vivent au jour le jour; quand ils meurent, ils ne laissent absolument rien. — Beaucoup de nobles appartiennent à la descendance de Judas Iscariot, dit Abraham de Santa-Clara; ils sucent comme des sangsues le sang de leurs sujets. Pour beaucoup d'entre eux, le paysan n'est qu'un chien. — Et il compare la société à une noix dont les serfs représentent la cosse verte; il faut éplucher ces serfs comme cette cosse; après, il faut briser avec les dents la coquille; ce sont les paysans, ils ont la tête dure, et ce n'est pas de finesse qu'il peut être question avec eux. Tu arrives enfin à la noix délicate et savoureuse, tu l'ouvres et tu trouves un ver. — Fi, au diable, et tu craches avec dégoût. — Fi, dirai-je aussi au noble qui devrait être une réunion de nobles vertus et n'est qu'un ver qui ronge et tourmente ses sujets.

Que peuvent quelques moralistes contre le déchaînement de tous les appétits brutaux ? Les privilégiés ont étouffé dans leurs âmes jusqu'au remords de leur dureté. Ils ne ressentent même plus de pitié pour ces pauvres diables, déguenillés, sales, qui ont à peine figure humaine, qui vivent pêle-mêle avec leurs bestiaux dans des cabanes d'argile et baragouinent un jargon inintelligible. Ils sont gangrenés par le milieu de laquais et d'exploiteurs avides auprès desquels ils vivent; ils regardent leurs plaisirs comme sacrés et voient une sorte de révolte dans la moindre résistance à leurs fantaisies; à la plus humble



réclamation, ils entrent en fureur, répondent aux demandes les plus modestes par des coups ou des condamnations. Pour les délits de chasse, en particulier, ils sont féroces : défense aux paysans de porter un fusil, de conduire un chien même en laisse, de s'habiller en vert, d'entourer son champ de grillages ; la plus légère contravention est frappée de peines odieuses.

Poussé à bout, le serf se défend par tous les moyens, triche sur les corvées, invente mille stratagèmes pour échapper à l'impôt ; périodiquement des incendies éclatent, ravagent une province, avec une régularité qui ne laisse guère de doute sur leur origine ; les émeutes aussi sont fréquentes. Malheur à ce moment à qui tombe entre les mains des rebelles ! Ils n'ont trouvé aucune pitié et ils n'accordent aucun quartier. Ces explosions sauvages se terminent par de sanglantes représailles qui laissent d'inexpiables rancunes. Entre les maîtres inhumains et les serfs assauvagis par la misère, la guerre est continue : par égoïsme, cupidité et par peur, les « seigneurs et plus encore leurs agents transforment la sujétion héréditaire en une tyrannie insupportable [1] ».

La déchéance physique et morale entraînée par ce régime, est lamentable, et, ce qui est la punition des injustices sociales, elle s'étend de proche en proche, atteint jusqu'aux classes supérieures et retarde ou empêche le relèvement général. Les paysans se nourrissent de bouillie de farine, de purée de pois, de fruits sauvages et de poissons salés ; l'usage de la viande est presque inconnu. Les habitudes d'hygiène et de propreté disparaissent ; les établissements de bains, très nombreux au moyen âge, ne sont plus mentionnés que par hasard au XVIIe siècle et semblent avoir été à peu près complètement inconnus à l'époque suivante. Aucun esprit d'épargne : à quoi bon préparer des réserves sur lesquelles à la première occasion le maître fera main basse ! Si la récolte se vend bien, on

1. Rapport à Marie-Thérèse (1748), publié par Grünberg, II, 49.



dépense les quelques écus envoyés par le hasard en toilettes ou en banquets; l'intendant encourage et favorise l'ivresse qui augmente ses revenus. La population est souffreteuse, maladive, les maladies contagieuses fréquentes et les épidémies terribles.

Une armée de vagabonds et de malandrins court le pays, violonistes, acrobates, joueurs de petite et de grande flûte, chanteurs, danseurs de corde, escamoteurs, sans cesse grossis par les serfs fugitifs ou les fermiers qui ont été expulsés et qui « jouissent du bâton de mendiant ». Ces nomades se groupent en petites bandes qui mendient et volent; les ordonnances contre les *Petrovtsi*, sorte de brigands armés, sont renouvelées d'année en année, sans grand succès, puisqu'en 1677, les plaintes provoquées par leurs ravages redoublent. Beaucoup de villes sont trop pauvres et beaucoup de seigneurs trop avares pour garder en prison les criminels arrêtés, on les remet en liberté après leur avoir distribué quelques coups de bâton, et ils recommencent leurs rapines.

De temps en temps, un vent de panique souffle dans le pays : en Moravie les hordes hongroises ou turques pénètrent jusqu'à Brno et ravagent tout sur leur passage; la Bohême n'est guère mieux traitée par les Saxons qui marchent au secours de l'Empereur. Les soldats licenciés exercent de véritables réquisitions, tandis que les officiers congédiés, à pied, à cheval, ou même en voiture et entourés d'une suite de laquais, sollicitent une hospitalité qu'il est également imprudent de leur accorder et de leur refuser. De tous ces chemineaux, les plus redoutés et les plus haïs sont les Tziganes; Charles Patin, en se rendant de Prague à Vienne, tombe au milieu d'une troupe de trois à quatre cents de ces sauvages, à peu près nus, « qui vivent dans une liberté telle qu'on ne la suppose pas dans la plus libre des républiques ». Malgré les mandats d'expulsion, chaque année de longues caravanes arrivent de la Hongrie et des Balkans. Pour arrêter leurs déprédations, on édicte des mesures atroces, qui accroissent encore la barbarie



universelle. En 1697, ils sont mis hors la loi : on les traque comme des bêtes fauves, on les pend ou on les fusille par centaines; ils se défendent, assassinent quelques dragons, ce qui provoque de furieuses représailles; cette guerre d'extermination ensanglante encore le premier quart du XVIII[e] siècle et un décret de Charles VI ordonne de pendre sans procès les hommes et les femmes; les enfants seront enfermés dans les hospices pour y être élevés dans la religion chrétienne.

Les lois contre les autres vagabonds, pas beaucoup moins dures, sont appliquées avec moins de passion. C'est qu'on redoute dans les Tziganes des sorciers. C'est la grande maladie nerveuse du temps. Les organismes sont anémiés et épuisés par le travail, la faim, les transes perpétuelles; les intelligences, détraquées par le mysticisme saugrenu des missionnaires; les vieilles superstitions, un peu effacées par la prédication de l'Unité, reprennent leur empire; on vit dans une perpétuelle hantise de charmes, de prestiges et de filtres. Avant même sa naissance, l'enfant est exposé aux maléfices et l'existence tout entière n'est qu'une lutte désespérée et angoissante contre les mauvais sorts et les embûches des puissances infernales. La loi encourage ces folies : les juges reconnaissent à l'odeur de soufre qu'il répand le bouc noir sur lequel l'amant attendu vient rejoindre sa fiancée languissante. Une science de la magie se développe avec ses formules, ses traditions, ses manuels : ils enseignent l'art compliqué de déjouer les malices du démon, ils apprennent les paroles qui adoucissent les douleurs de l'enfantement, et qu'il convient de glisser un almanach sous la tête de l'enfant qui vient de naître, — il aura moins de peine plus tard pour apprendre ses lettres, — et de planter du gazon devant la porte de l'étable; le troupeau sera ainsi protégé contre le mauvais œil, car le sorcier ne pourrait pénétrer dans la maison qu'après avoir compté l'herbe brin à brin [1]. Pauvres sorciers qui se

1. V. pour ces superstitions les articles de M. Zibrt, qui a tant fait pour

laissent si aisément arrêter et dont la terreur trouble pourtant les plus fermes esprits.

Nulle part l'épouvante n'est aussi grande qu'en Silésie où l'épidémie morale qui sévit dans une partie de l'Allemagne, se traduit par d'horribles holocaustes. Dans la petite ville de Grünberg, on brûle dix sorciers en 1663, et treize dans les environs; le nombre des victimes eût été plus considérable, si la cour ne se fût émue et n'eût ordonné de suspendre les exécutions. Dans les montagnes, un délire furieux s'empare des populations; en 1651, deux cents personnes expient dans les flammes leur commerce avec le diable, parmi elles beaucoup de femmes, des enfants de un à six ans qui, suivant l'aveu de leur mère, sont les fils de l'esprit du mal; un rapport officiel de Freiwaldau constate que la moitié de la population a été reconnue coupable de sorcellerie [1]. Ces exécutions en masse laissent une impression moins douloureuse que les procès isolés, avec la stupidité des juges, les aveux arrachés par la torture et le délire des accusés qui, d'eux-mêmes, se reconnaissent coupables et sollicitent la condamnation pour échapper au démon. Dans la Bohême propre, les persécutions contre les sorciers n'ont jamais pris le même caractère épidémique, mais les condamnations sont cependant assez nombreuses.

La fureur d'intolérance se détourne volontiers sur les Juifs, qui, plusieurs fois chassés du pays, avaient toujours réussi à acheter leur grâce : c'étaient « les sujets qui rapportaient le plus ». Ferdinand II du moins, pour rassurer sa conscience, leur avait ordonné d'assister au sermon avec défense d'y parler et d'y dormir. Il leur restait encore assez de temps pour brasser des affaires et presque toute l'activité industrielle et commerciale se concentrait entre leurs mains; il y en avait 7,000 à Prague en 1680 et

les études ethnographiques en Bohême. dans le *Peuple tchèque*, VII, 104, 195. Cp. un rapport du jésuite Chanovsky, dans les *Comptes rendus de la Société des sciences de Prague*, 1895.

1. Grünhagen, II, p. 344.



11,500 en 1715. On les détestait à cause de leur richesse et la jalousie de leurs concurrents trouvait trop souvent un appui dans le fanatisme des moines ou la sottise des magistrats. Le procès de l'un d'entre eux, Abelès, est un exemple des passions haineuses et niaises dont ils sont l'objet : on le condamne à mort, parce qu'il avait, disait-on, assassiné son fils, un gamin de douze ans, qui s'était converti ; — que le diable m'emporte, répétait le pauvre Abelès, si j'ai jamais frappé l'enfant ; je ne savais même pas qu'il fût chrétien ; il se défendait « avec un tel acharnement qu'il fallut à plusieurs reprises le menacer de punition » ; la Faculté consultée déclara naturellement que l'enfant était mort de mort violente. Quand Abelès se fut étranglé dans sa prison, on lui découvrit un complice ; mis trois fois à la torture, celui-ci affirma toujours qu'il n'était pas entré dans la maison le jour de la mort de l'enfant, il n'en fut pas moins condamné à être roué. — Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, donne-moi la force de mourir dans ma foi, disait-il pendant que le bourreau le frappait ; quand on commença à lui briser la poitrine, son courage faiblit. Père, ordonne au bourreau de s'arrêter, dit-il au Jésuite qui assistait à l'exécution. — Reçois le baptême, j'ai là de l'eau bénite toute prête ; un mot, et tu as l'immortalité. Le Juif obéit [1]. L'histoire n'offre que trop d'exemples de ces scènes d'idiotie et de fureur, mais le meurtre d'Abelès et de son complice semble vraiment résumer cette épouvantable époque ; elle est comme le couronnement de cette œuvre de sang qui avait commencé par les exécutions de la place du Tyn et avait déchaîné les passions égoïstes et les intérêts sanguinaires. L'abaissement moral n'était pas moins profond que la ruine matérielle ; ignorance et misère, toute la vie de la Bohême au XVII[e] siècle tient dans ces deux mots ; la décadence était si complète qu'on n'apercevait même pas de quel côté pouvait venir l'espoir de jours meilleurs et que même les influences qui, dans d'autres circonstances,

1. Svatek, Chronique tchéco-morave, p. 972.



auraient dû exercer une action favorable, comme par exemple la pénétration des idées étrangères, n'avaient d'abord pour effet que d'affaiblir ce qui restait encore de vie nationale.

CHAPITRE III

LA VIE INTELLECTUELLE ; LES PROGRÈS DE L'ALLEMAND

Les influences étrangères : leur utilité et le danger qu'elles présentent. — Les écoles : les Gymnases et les Jésuites. Décadence complète de l'Université. — La censure. — Disparition de toute vie littéraire. — Allemands et Slaves ; les Tchèques conservent à peu près leurs frontières géographiques ; infiltration de la langue allemande. — Les résistances nationales : Péchina et Balbin.

Les chroniqueurs et les moralistes tchèques du XVII[e] siècle reviennent avec une sorte d'acharnement sur l'engouement inconsidéré qui porte leurs compatriotes à se mettre à l'école de l'étranger, à imiter leurs costumes et leur langage, à emprunter leurs manières et leurs tics. Il ne s'agit pas ici seulement d'un lieu commun qui a prêté partout et dans tous les temps à de stériles et ennuyeuses déclamations. Sous le règne de Léopold, l'imitation de l'étranger prend un caractère si général à la fois et si passionné qu'elle donne à l'époque une physionomie particulière. On copie, non plus comme au XVI[e] siècle, les Italiens, mais d'abord les Espagnols, et, à partir de 1670 environ, les Français. Malgré les bouderies de la cour où Léopold et Charles VI détestent Louis XIV, le prestige de Versailles exerce sur les imaginations une irrésistible fascination ; notre littérature attire les esprits également par ses qualités et par ses limites, par ce qu'il y a en elle de général et d'humain et par ce qu'elle renferme de strictement national et de presque impénétrable aux lecteurs du dehors ;



nos classiques, admirés plus que goûtés, ouvrent la voie aux philosophes de l'époque suivante qui seront bien vraiment les conducteurs de l'Europe éclairée; nos goûts et nos modes pénètrent partout, c'est un entraînement universel, une religion qui n'a pas d'infidèles; notre hégémonie demeurera incontestée jusque vers 1780, où les influences proprement germaniques commencent à se substituer à l'action de la France.

Pour le moment l'Allemagne est encore trop affaiblie et trog grossière pour fournir des modèles, son rôle se borne à servir d'intermédiaire. C'est chez elle que se répand le mot : *A la Mode*, qui devient la devise de l'Europe entière et en particulier de la Bohême. Les ordonnances fiscales qui interdisent l'introduction des produits français, n'arrêtent pas l'invasion de nos articles; le costume français remplace le costume espagnol, les enfants sont élevés par des précepteurs français, les maîtres de danse deviennent une des plus importantes corporations de Prague; ce ne sont que reverentsi, kaprioli, paspje, menuetti d'amur [1]. Au début, cette imitation est surtout extérieure, elle est maladroite et frise parfois le ridicule. En somme, elle fut, utile. Il n'est pas très difficile de railler les perruques et la queue, mais il y avait quelque avantage à réveiller chez cette génération dégradée par la guerre, les sentiments de courtoisie et d'élégance. Les contemporains de Louis XIV manquaient un peu de simplicité et nous leur reprochons volontiers de s'être plu à tourmenter la nature; quand on a vu de près ce qu'était devenue cette nature, on ne sait pas si mauvais gré à ceux qui la disciplinèrent.

Ce qui est vrai, c'est que les conséquences heureuses qu'il était permis d'espérer de cette infiltration d'une civilisation plus raffinée, furent très tardives et incomplètes, parce que le terrain était trop mal préparé et qu'elle n'atteignit

1. Zibrt, La Danse en Bohême, p. 255-259. C'est sous Louis XIV, écrit-il, que la domination du goût français atteint son apogée. Il y aurait peut-être quelques réserves à faire sur ce point, mais c'est vrai en ce sens qu'à ce moment-là, entre le déclin de l'Espagne et le réveil de l'Allemagne, la France est la directrice unique de l'opinion.



que les classes supérieures. Si aucun peuple ne saurait se condamner à l'isolement sans courir à une décadence rapide, les idées qu'il importe perdent leur force fécondante dès qu'elles ne sont pas assimilées par un organisme vigoureux. Au XVIIe siècle, la Bohême ne réagissait pas sous l'action étrangère qui ne dépassait pas une couche extrêmement superficielle et qui aggravait ainsi cette séparation des classes, qui était un des maux essentiels du pays. Le clergé et la cour veillaient avec soin pour écarter tout ce que la littérature francaise, même sous Louis XIV. contenait encore de libéral et de révolutionnaire, et ils parvinrent pendant longtemps à étouffer la plus légère velléité de réflexion.

L'ignorance du peuple était extrême. Les écoles, qui au XVe et au XVIe siècle, faisaient l'orgueil du pays, avaient été balayées par la tempête. Les seigneurs ne mirent naturellement pas plus de zèle à les relever qu'à rebâtir les presbytères. Les paysans sur ce point s'entendaient aisément avec les propriétaires et voyaient un ennemi dans l'instituteur : ils avaient besoin de leurs enfants, il avait droit à certaines redevances, il fallait lui charrier son bois, entretenir son jardin. Aussi la plupart des communes n'ont pas d'école : la Moravie, vers 1670, en compte en tout 327, c'est-à-dire que dans les neuf dixièmes des communes, les enfants sont complètement illettrés.

Dans les autres villages, la situation n'est guère meilleure; les élèves ne viennent pas pendant l'été parce qu'ils travaillent aux champs, et ils ne viennent pas l'hiver, parce que les routes sont impraticables; c'est à peine si un sixième des enfants suivent les cours, encore d'une façon fort irrégulière. Depuis que l'Université de Prague n'exerce plus la haute surveillance sur l'enseignement, toute direction générale a disparu. Les instituteurs ne parviennent pas à obtenir le paiement de leur très maigre salaire; pour vivre, ils sont organistes, chantres, secrétaires de la commune, sonneurs, et ils ajoutent quelquefois un métier manuel à ces fonctions aussi diverses que

mal rétribuées. L'habitude, si fréquente jadis, de laisser un legs à quelque école, a disparu. En 1690, dans des centres relativement importants comme Kolin, le maître et son délégué sont « réduits à la mendicité, n'ont pas de pain pour leur appétit et grelottent de froid »; un autre nous dit naïvement que, pour que son fils ne soit pas complètement ignorant et borné, il l'a envoyé chez les Jésuites. Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, les élèves n'ont d'autre siège que la terre; s'ils veulent ne pas avoir trop froid, ils apportent leur bois; ils trouvent plus simple de s'abstenir. Pendant tout le XVIIIe siècle, les bourgeois de Kolin en grande majorité et les bourgeoises presque sans exception ne savent pas lire. Les livres sont très rares : quand la prospérité se relève un peu, les inventaires nous parlent de bijoux, de tableaux, de meubles de prix, presque jamais de livres : la bibliothèque d'un riche bourgeois qui a été commissaire de cercle, se compose en 1756 de cinq volumes, un almanach, un livre de prières, trois petits manuels juridiques. Dans les villages, les juges, les bourgmestres ne connaissent pas l'alphabet; le paysan qui sait lire et écrire est une sorte de personnage, un peu suspect; une grande partie de la population, dit Tomek, était dans un état intellectuel et moral qui n'était pas très supérieur à celui des animaux.

L'enseignement secondaire est à peu près exclusivement entre les mains des Jésuites; les Piaristes qui les remplaceront, n'ont encore que quelques établissements d'importance médiocre. Chez les uns et les autres d'ailleurs, les mêmes méthodes et les mêmes procédés, qui ne sont que l'application de ce Règlement scolaire qui, depuis Aquaviva jusqu'à la suppression de la Compagnie ou plus exactement jusqu'à aujourd'hui, est demeurée la base de leur pédagogie. Il est fort remarquable, ce règlement scolaire, et rien n'a autant contribué aux succès de la Société; les Jésuites l'interprètent avec une intelligence merveilleuse; leurs Pères sont souvent admirables de tendresse et de dévouement; il n'y a aucune vanité dans le récit que nous



fait Balbin de l'affection que ressentaient pour lui ses élèves : « Ils se réfugiaient près de moi, non pas comme près d'un père, mais comme près d'une mère. » Il avait été lui-même à bonne école, dressé, pétri par un de ces grands manieurs d'âmes, Nicolas Leczynski, calviniste converti qui l'avait apprivoisé, avait encouragé sa timidité, l'avait conduit par la main jusqu'à l'Ordre, auquel il rend encore aujourd'hui de si rares services : avec son nom, on ferme la bouche aux historiens qui reprochent à la Compagnie la subtilité sournoise de sa diplomatie et l'implacable égoïsme de sa domination. — L'enfant regimbait, s'effarait des railleries de ses camarades : — « Ne t'inquiète pas, travaille, tu seras jésuite » ; dans les épreuves difficiles, Balbin trouvait Leczynski auprès de lui : « Je n'aurais jamais pu le faire si je n'avais eu à côté de moi mon maître qui m'encourageait. »

Tu seras jésuite! — c'est aussi ce que répétaient sous diverses formes à leurs élèves tous les professeurs des gymnases, et leur main prévoyante écartait tout ce qui aurait pu contrarier cette captation d'un peuple. « Je ne cesserai jamais, disait Loyola, de crier contre toutes les nouveautés, en théologie, en philosophie, en logique et, si c'est possible, même en grammaire, devrais-je vivre cinq siècles. » La Compagnie éprouve la même inquiétude en face de ce qui n'est pas garanti par la tradition; elle veut, suivant la parole de son fondateur, armer ses disciples « avec toutes les armes possibles pour l'édification ». Il est fâcheux que cette dernière réserve suffise à compenser les qualités professionnelles de ses maîtres et les avantages de leur méthode. Il faut éviter scrupuleusement d'attirer l'attention des étudiants sur ce qui n'est pas en accord parfait avec la doctrine romaine, ne pas nommer les auteurs suspects, même pour les réfuter ou pour leur emprunter une idée exacte; on écartera l'histoire, — où il est trop souvent question de révoltes, — la géographie, les sciences, qui seraient de nature à faire pénétrer dans les esprits l'idée de lois naturelles, générales, immuables, et à ruiner

par là la conception semi-mythologique que propagent les Jésuites. Ils n'ont accepté l'humanisme que pour le dépouiller de son aiguillon et ils se servent de l'étude des langues anciennes pour empêcher les jeunes gens d'entrer en connaissance intime avec l'antiquité. Dans Virgile, ils relèvent surtout les fautes de métrique et ils réduisent Tacite à n'être qu'un recueil d'expressions; même ainsi, ils se défient de ces grands noms, leur préfèrent les auteurs complètement indifférents et vides, Lucain, Claudien ou quelque compilateur du moyen âge.

Leur attention se porte uniquement sur la forme, l'agrément des tours, l'expression inattendue et piquante. Malheureusement, cet enseignement, qui est nécessairement monotone et exclusif, ne convient qu'à un petit nombre d'esprits. La plupart des enfants sont capables de prendre goût aux sciences, à l'histoire, à la vie; les délicats que charment les cadences et les antithèses d'un discours latin sont rares. Les Jésuites le sentent, et, comme il faut au moins sauver les apparences, ils s'attachent à dégrossir la masse de leurs auditeurs, à leur donner une teinture, un vernis; il importe moins d'être instruit que de ne pas paraître ignorant; ils remplissent le temps par des cérémonies, des discussions arrangées et truquées, des représentations dramatiques. Chaque acteur a son rôle tracé d'avance, s'efforce moins de découvrir la vérité que de placer à propos une répartie ingénieuse. Éducation de mensonge et de façade; l'adolescent sort du collège, non seulement sans avoir rien appris, mais l'esprit faussé, avec une conscience diminuée, sans esprit critique, sans autre but que de faire son chemin dans le monde, humble et souple, dévoué d'ailleurs à ses maîtres qui l'ont choyé, gâté dans tous les sens du mot et qui l'ont dressé à aimer son esclavage. Pendant cent cinquante ans, toute la jeunesse passe par ces écoles. Les Jésuites, disait le cardinal Harrach, qui les accusait d'être des hypocrites sans principes et sans convictions, affirment qu'ils ne poursuivent ni leur propre gloire ni leur intérêt personnel, et cependant ils combattent

sans merci ceux qui voudraient se consacrer comme eux à l'enseignement, alors que chacun sait qu'il ne convient pas de livrer à un seul Ordre l'enseignement d'un grand pays. Il est obligé cependant d'accepter leur monopole et, après lui, tout le monde s'incline devant leur habileté supérieure; à l'abri désormais de concurrence, ils s'abandonnent à leurs tendances naturelles et exagèrent leurs défauts [1].

Nulle part, leur tour d'esprit n'est plus choquant et plus funeste que dans l'enseignement supérieur. Fatigué de la querelle de la Société et de l'archevêque à propos de l'Université, Ferdinand III a tranché la question en 1653 par un coup d'autorité; au dessus du Carolinum, l'ancienne Université de Charles IV, et du Clementinum, qui comprend les écoles supérieures fondées par la Compagnie, il a établi un surintendant royal, « véritable employé de police, analogue aux juges royaux des villes, et il lui a remis la direction des études et l'inspection des professeurs » [2]. Dès lors la vie scientifique est étouffée entre le despotisme de l'Église et celui de la royauté. L'Ordre a conservé la libre disposition des chaires de philosophie et de théologie et il s'accommode mal du rapprochement qu'on lui impose avec des maîtres étrangers ; il exige d'eux une très humble soumission et repousse la plus légère ingérence sur son propre domaine. — Chaque professeur à sa nomination, chaque candidat après son examen, chaque

1. J'ai lu avec toute l'attention qu'elles méritent les apologies de Duhr (Jesuiten-Fabeln) et de Hodr (déjà cité); elles ne m'ont pas convaincu. En réalité, toute la discussion repose sur un malentendu. Les adversaires des Jésuites ne leur reprochent pas d'avoir volontairement entretenu l'ignorance parmi leurs élèves, mais d'avoir subordonné la science à la gloire de l'Église et de la Compagnie. Je suis d'ailleurs tout prêt à reconnaître, avec Comenius lui-même, que leurs méthodes, au moment où elles furent introduites, marquaient un progrès très réel; leur malheur fut de croire qu'elles pouvaient être immuables; ils furent la première victime de leur triomphe. — V. sur ce point Pelzel, Bœhm.... Gelehrte und Schriftsteller aus dem Orden der Jesuiten, Introduction. — On trouvera toutes les indications bibliographiques nécessaires pour contrôler et compléter mon résumé nécessairement très sommaire dans l'excellente histoire de la littérature tchèque de Jaroslas Vltchek (Prague 1898).

2. Tomek, Gesch. der Prager Univ., p. 279.



doyen et chaque recteur au moment de leur installation, doivent jurer qu'ils soutiendront le dogme de l'Immaculée Conception, tant que le pape n'en aura pas ordonné autrement et ils renouvellent leur promesse chaque année, solennellement, dans l'église du Tyn. Ils n'en demeurent pas moins suspects : dans aucun cas, on ne peut en appeler des facultés jésuites au Conseil académique (1677); la Compagnie n'est même plus obligée de communiquer au Surintendant la liste de ses professeurs.

Sous son patronage étouffant, tout se rapetisse et se retrécit. A la faculté de philosophie, on n'enseigne ni l'histoire ni le grec ni le latin ; l'enseignement des sciences se réduit au commentaire de quelque compilateur du moyen âge : de la génération et de la production des éléments, du ciel et du monde ; les leçons de morale et de mathématiques sont facultatives ; le cours de mathématiques comprend une leçon d'une demi-heure par semaine, pendant un an; le professeur dicte un cahier que ses maîtres ont désigné ou approuvé. Les professeurs laïques s'inspirent du même esprit. On comprend sans peine que « l'époque de l'apogée de l'Ordre ait été aussi celle du plus profond abaissement de l'éducation du peuple et de la science en général ; si la décadence, qui avait été déterminée par la guerre et la persécution fut si longue et le relèvement si pénible, la faute en revient avant tout à la Compagnie [1] ».

De leur forteresse du Clementinum, les Jésuites réglementent toute la vie intellectuelle du pays, c'est-à-dire la suppriment. Après la bataille de la Montagne-Blanche, au moment où ils espéraient soumettre la Chrétienté entière à leur autorité, ils avaient eu la pensée grandiose de centraliser dans leurs mains l'administration de la pensée humaine : dans chaque province, trois censeurs auraient veillé à ce que les imprimeurs n'éditassent aucun livre ancien ou nouveau sans l'autorisation du Général; à Rome,

1. Tomek, p. 290. Le témoignage de Tomek est d'autant plus décisif que non seulement sa compétence est indiscutable, mais qu'il est très nettement conservateur et catholique.



sans merci ceux qui voudraient se consacrer comme eux à l'enseignement, alors que chacun sait qu'il ne convient pas de livrer à un seul Ordre l'enseignement d'un grand pays. Il est obligé cependant d'accepter leur monopole et, après lui, tout le monde s'incline devant leur habileté supérieure; à l'abri désormais de concurrence, ils s'abandonnent à leurs tendances naturelles et exagèrent leurs défauts [1].

Nulle part, leur tour d'esprit n'est plus choquant et plus funeste que dans l'enseignement supérieur. Fatigué de la querelle de la Société et de l'archevêque à propos de l'Université, Ferdinand III a tranché la question en 1653 par un coup d'autorité; au dessus du Carolinum, l'ancienne Université de Charles IV, et du Clementinum, qui comprend les écoles supérieures fondées par la Compagnie, il a établi un surintendant royal, « véritable employé de police, analogue aux juges royaux des villes, et il lui a remis la direction des études et l'inspection des professeurs » [2]. Dès lors la vie scientifique est étouffée entre le despotisme de l'Église et celui de la royauté. L'Ordre a conservé la libre disposition des chaires de philosophie et de théologie et il s'accommode mal du rapprochement qu'on lui impose avec des maîtres étrangers ; il exige d'eux une très humble soumission et repousse la plus légère ingérence sur son propre domaine. — Chaque professeur à sa nomination, chaque candidat après son examen, chaque

1. J'ai lu avec toute l'attention qu'elles méritent les apologies de Duhr (Jesuiten-Fabeln) et de Hodr (déjà cité); elles ne m'ont pas convaincu. En réalité, toute la discussion repose sur un malentendu. Les adversaires des Jésuites ne leur reprochent pas d'avoir volontairement entretenu l'ignorance parmi leurs élèves, mais d'avoir subordonné la science à la gloire de l'Église et de la Compagnie. Je suis d'ailleurs tout prêt à reconnaître, avec Comenius lui-même, que leurs méthodes, au moment où elles furent introduites, marquaient un progrès très réel; leur malheur fut de croire qu'elles pouvaient être immuables ; ils furent la première victime de leur triomphe. — V. sur ce point Pelzel, Bœhm.... Gelehrte und Schriftsteller aus dem Orden der Jesuiten, Introduction. — On trouvera toutes les indications bibliographiques nécessaires pour contrôler et compléter mon résumé nécessairement très sommaire dans l'excellente histoire de la littérature tchèque de Jaroslas Vltchek (Prague 1898).

2. Tomek, Gesch. der Prager Univ., p. 279.



doyen et chaque recteur au moment de leur installation, doivent jurer qu'ils soutiendront le dogme de l'Immaculée Conception, tant que le pape n'en aura pas ordonné autrement et ils renouvellent leur promesse chaque année, solennellement, dans l'église du Tyn. Ils n'en demeurent pas moins suspects : dans aucun cas, on ne peut en appeler des facultés jésuites au Conseil académique (1677); la Compagnie n'est même plus obligée de communiquer au Surintendant la liste de ses professeurs.

Sous son patronage étouffant, tout se rapetisse et se retrécit. A la faculté de philosophie, on n'enseigne ni l'histoire ni le grec ni le latin; l'enseignement des sciences se réduit au commentaire de quelque compilateur du moyen âge : de la génération et de la production des éléments, du ciel et du monde; les leçons de morale et de mathématiques sont facultatives; le cours de mathématiques comprend une leçon d'une demi-heure par semaine, pendant un an; le professeur dicte un cahier que ses maîtres ont désigné ou approuvé. Les professeurs laïques s'inspirent du même esprit. On comprend sans peine que « l'époque de l'apogée de l'Ordre ait été aussi celle du plus profond abaissement de l'éducation du peuple et de la science en général ; si la décadence, qui avait été déterminée par la guerre et la persécution fut si longue et le relèvement si pénible, la faute en revient avant tout à la Compagnie [1] ».

De leur forteresse du Clementinum, les Jésuites réglementent toute la vie intellectuelle du pays, c'est-à-dire la suppriment. Après la bataille de la Montagne-Blanche, au moment où ils espéraient soumettre la Chrétienté entière à leur autorité, ils avaient eu la pensée grandiose de centraliser dans leurs mains l'administration de la pensée humaine : dans chaque province, trois censeurs auraient veillé à ce que les imprimeurs n'éditassent aucun livre ancien ou nouveau sans l'autorisation du Général; à Rome,

1. Tomek, p. 290. Le témoignage de Tomek est d'autant plus décisif que non seulement sa compétence est indiscutable, mais qu'il est très nettement conservateur et catholique.



on réunirait une bibliothèque universelle, qui renfermerait des livres de toutes langues et suffirait aux besoins de tous les peuples [1]. Même parmi les catholiques, leur ambition provoqua des inquiétudes assez vives et ils se résignèrent à partager l'autorité. Qu'elle s'exerçât par leurs prêtres, par l'archevêque, par la Lieutenance ou par le surintendant de l'Université, la censure était toujours inspirée par leur esprit et les écrivains n'y gagnaient rien. La besogne des censeurs était aisée : jusqu'en 1687, l'imprimerie d'Olomouts avait le privilège exclusif de publier des livres en Moravie, et un des décrets qui ont valu à Joseph Ier son renom de libéralisme, est celui qui autorise l'existence de deux imprimeries dans le margraviat. En Bohême, en dehors de l'Imprimerie de l'Université qui, depuis Léopold, était la propriété exclusive des Jésuites, il n'y avait guère que cinq ou six pauvres établissements, qui éditaient quelques almanachs et quelques livres de piété. Avant de recevoir leur brevet, les propriétaires jurent entre les mains du vicaire général qu'ils ne prêteront leur concours à aucune publication suspecte; à la première réquisition, les librairies doivent présenter le catalogue des livres qu'ils ont en magasin; ils sont obligés d'avoir un Index des livres interdits tenu à jour.

La Compagnie a la censure exclusive des livres hébraïques et elle en use sans ménagement, comme quand en 1628 elle impose une amende de dix mille florins à un rabbin, coupable d'avoir réimprimé un livre dont la première édition n'avait donné lieu à aucune plainte. A la moindre imprudence, les Pères organisent une razzia, envahissent les synagogues, fouillent les maisons et les écoles; en 1669, ils saisissent plusieurs milliers de livres hébraïques qu'ils brûlent publiquement; les rabbins sont obligés de leur soumettre leurs sermons. La lutte était plus malaisée avec les colporteurs qui, de Saxe et de

1. Mentchik, La censure en Bohême, dans les comptes rendus de la Société des Sciences, 1888, p. 108.



Brandebourg, apportaient des bibles hérétiques ou des brochures protestantes; il ne se passait pas d'année que l'on ne saisît et que l'on ne brulât solennellement quelqu'une de ces pacotilles suspectes. Comme les Pères avaient peu de confiance, — et avec raison, — dans la science des prêtres de village, ils préféraient condamner en bloc tous les livres; leurs missionnaires répandaient dans le peuple la haine et la peur de la lettre moulée et faisaient de l'ignorance des foules la complice de leur fanatisme. — « Que de fois, écrit Balbin, j'ai sauvé des livres et des manuscrits qui étaient réservés au poivre du juif! » — Un jour, il tombe par hasard sur un tas d'ouvrages, à moitié déchirés, dont il reconnaît bientôt l'intérêt; il les signale au propriétaire, lui demande d'en prendre soin. — « Mon Père, si tu étais venu trente ans plus tôt, tu aurais trouvé cette chambre pleine de livres, plus pleine qu'un grenier de grains. Nous en tirons tous les jours du papier pour les divers besoins de la maison [1]. »

Il n'y avait pas là de quoi encourager beaucoup les jeunes auteurs. La Moravie, pendant la seconde moitié du XVIIe siècle, produit en tout vingt écrivains, je veux dire vingt personnes qui, dans un langage plus ou moins correct, ont laissé quelques pages insignifiantes; dans le nombre cinq jésuites, sept autres religieux, quatre prêtres, un noble, le dernier qui s'intéresse à cette langue qu'ont illustrée Tstibor de Tovatchov et Zérotyn. En Bohême, on arriverait à un total de 100 à 150.

Quelques ecclésiastiques s'émurent : leur œuvre était-elle terminée quand ils avaient détruit les livres suspects, et ce peuple, qu'ils voulaient conduire à Dieu, n'avait-il pas le droit de connaître la Bonne-Nouvelle que le Rédempteur leur avait apportée? Un des prédicateurs jésuites les plus célèbres, si populaire qu'il réunissait, dit-on, autour de lui sur la Montagne Sainte jusqu'à 60,000 fidèles, Mathias Chteyr, n'avait jamais goûté les auto-da-fé; il

1. Bohemia Docta, III, 150.



distribuait des ouvrages de piété, composait des cantiques ou corrigeait les vieux psautiers. Il réunit quelque argent et créa la Fondation de Saint-Venceslas (1669), afin d'imprimer et de répandre chaque année des livres d'édification écrits en langue vulgaire. En quelques années, elle distribua 8,000 livres ou brochures et continua son action bienfaisante jusqu'en 1790. L'archevêque Ferdinand de Bilenberk, qui avait soutenu Chteyr, lui demanda, ainsi qu'à deux autres jésuites, de préparer une nouvelle traduction de la Bible ; dans ce pays où les Saintes-Écritures avaient été jadis la lecture quotidienne de tant de paysans, les râfles des inquisiteurs avaient été si fructueuses que les exemplaires complets de la Bible des Frères étaient devenus fort rares. L'initiative de Bilenberk ne fut pas universellement approuvée, et, si la nouvelle traduction de l'Évangile parut en 1677, celle de la Bible ne fut achevée qu'en 1715 [1].

Le succès ne répondit pas à la valeur de l'œuvre, très réelle; la Bible de Saint-Venceslas n'eut une seconde édition qu'en 1769. Le peuple avait perdu le goût de ces lectures et les missionnaires lui recommandaient volontiers une nourriture plus légère : Invocation, Soupirs, Extases, Descriptions de sanctuaires surtout, où des historiographes complaisants énuméraient la suite infinie et monotone des apparitions et des miracles.

Ce que la masse préférait encore, c'étaient les psautiers où elle retrouvait sous les paroles nouvelles les mélodies qui lui étaient chères, ou les prophéties et les légendes que rééditaient en gros caractères souabes sur du mauvais papier quelques imprimeurs de Prague, de Skalitse, de Jindrjichov-Hradets et de Litomychl. Pauvres productions, qui fourmillent d'incorrections ! Le peuple, à travers ce jargon,

1. Les traducteurs avaient montré une remarquable largeur de vue, et ils avaient étudié avec beaucoup de conscience les éditions antérieures, entre autres la Bible de Kralitse. En haut lieu on les jugea un peu imprudents et de sourdes influences arrêtèrent plusieurs fois leur travail. La Compagnie se sert des savants, mais toujours avec quelque inquiétude.



devinait plus qu'il ne comprenait le sens; le récit se transmettait de bouche en bouche, se racontait aux veillées, se dégageait de ses éléments étrangers pour se pénétrer des traditions nationales, de même que les hymnes pieuses que les copistes ruraux ornaient de grossières enluminures, se transformaient en cantilènes d'amour ou en chansons satiriques. Sourde germination par laquelle se préparait la moisson des siècles futurs, sans qu'aucune trace en apparût encore à la surface.

Dans les campagnes, au milieu de ces populations opprimées et méprisées, quelques souvenirs nationaux au moins se maintenaient. Les classes supérieures, celles qui donnent le ton et l'exemple, insoucieuses de la patrie et oublieuses des saintes haines de leurs ancêtres, s'éloignaient toujours plus du passé et mettaient leur orgueil à se confondre avec l'Allemagne. De toutes les formes de la décadence du peuple, aucune n'était plus menaçante et plus grave que cette folie du suicide qui emportait la noblesse presque sans exception et une grande partie de la bourgeoisie. Réduit par ces défections à ses seules forces, le peuple ne semblait guère en mesure de prolonger longtemps la résistance et on pouvait croire que la vieille citadelle, qui avait tant de siècles bravé les assauts de la Germanie, ouverte désormais et désemparée, n'attendait plus qu'une sommation pour amener son drapeau. Heureusement l'attaque fut très mollement conduite. L'Allemagne, qui n'avait guère moins souffert de la guerre que la Bohême, avait assez à faire à repeupler ses champs désolés sans essaimer au dehors; les princes et les seigneurs de l'Empire interdisaient toute émigration et des traités internationaux ordonnaient l'extradition des serfs qui réussissaient à dépister la surveillance des intendants; les Habsbourgs de leur côté, par négligence et par calcul, ne cherchaient nullement à attirer des colons étrangers, si bien qu'en définitive les pertes territoriales de la nationalité tchèque furent beaucoup moins graves qu'il n'était permis de le craindre. Les recherches les plus précises tendent à prou-



ver que les progrès géographiques de l'élément germanique furent moins importants après 1620 que pendant le siècle précédent, c'est-à-dire à l'époque où l'oligarchie slave concentrait l'autorité entre ses mains.

En Moravie, les tableaux de Slavik montrent immédiatement au lendemain de la guerre un léger progrès des Allemands; leur marche est vite arrêtée et les Tchèques réoccupent le terrain perdu; les quelques défaites qu'ils éprouvent vers la frontière septentrionale, sont très largement compensées par ailleurs; la proportion des deux nationalités, qui était en 1650 de 64 o/o de Slaves environ contre 36 o/o d'Allemands, est aujourd'hui (1890) de 68 contre 32.

Pour la Bohême propre, nous ne possédons pas malheureusement d'étude générale aussi précise, il est certain cependant que la situation était ici plus menaçante qu'en Moravie, parce que le contact avec l'Allemagne était plus direct et aussi parce que l'infiltration germanique avait recommencé bien longtemps avant 1618. Nos connaissances historiques sur le moyen âge demeurent si imparfaites que nous risquons bien souvent de prendre pour une réalité durable ce qui n'est qu'un incident superficiel; il est ainsi possible que le triomphe des éléments démocratiques et tchèques dans les villes au moment des guerres hussites ait été beaucoup moins complet que nous ne le supposons; dans tous les cas, on eut l'occasion de vérifier une fois de plus la loi historique d'après laquelle les révolutions peuvent bien précipiter et sanctionner les changements qui sont déjà en voie d'accomplissement, qu'elles ne modifient jamais la tendance générale des événements. A peine le calme est-il rétabli, au XVI[e] siècle, que les Allemands reprennent l'offensive et leurs progrès rapides sont bientôt un sujet d'inquiétude pour les patriotes. A Prague, la présence de la cour attire des immigrants en foule, ouvriers, artistes, négociants : « Que de pauvres étrangers nourrit Prague, écrit alors Veleslavin; le proverbe a raison, qui dit qu'elle est l'hôpital de tout l'Empire! »; Winter a calculé que sur 2287 bourgeois nouveaux établis dans la



capitale de 1550 à 1600, il y a 851 Allemands. Ils étalent leur arrogance habituelle : si malléables et si souples dans leurs rapports avec les peuples plus avancés en civilisation, ils s'attribuent vis-à-vis des Slaves une mission supérieure et, à peine installés, ils veulent imposer à leurs hôtes leurs coutumes et leur idiome; dès que quelques ouvriers allemands pénètrent dans une corporation, ils cherchent à la fermer aux Tchèques; s'ils n'y parviennent pas, ils demandent à former une corporation spéciale plutôt que de demeurer unis aux nationaux [1]; ils exigent que malgré les lois on se serve de l'allemand dans les procès où ils sont mêlés. Leur attitude provoque des rixes ou des mesures de défense : les villes les plus rapprochées de la frontière interdisent aux étrangers de s'établir dans leurs murailles, la diète elle-même intervient et édicte la fameuse ordonnance de 1615 qui fait dépendre de la connaissance du tchèque l'exercice des droits politiques et municipaux.

Symptôme fâcheux, quand un parti victorieux et maître du pouvoir recourt à des lois d'exception pour se défendre contre les envahissements d'une minorité. Les Allemands mettent déjà la main sur Most (Brüx), Ousti (Aussig), Teplitse, Kadaïn, Komoutov, c'est-à-dire que sur le point où la lutte a toujours été le plus ardente, les Tchèques perdent les postes avancés qu'ils avaient jusqu'alors réussi à conserver. Les conquêtes les plus importantes de la nationalité germanique sont ainsi antérieures à 1618 : tout au plus peut-on dire que la plupart des villes germanisées alors renfermaient encore de très influentes minorités indigènes et que tout espoir de revanche n'était pas interdit. La guerre de Trente-ans permit aux Allemands de s'établir solidement dans leurs récentes conquêtes, de compléter la prise de possession des enclaves slaves qui résistaient encore et de pousser à leur tour quelques postes avancés vers l'intérieur du royaume, sans que cependant leurs

1. Winter, La vie municipale en Bohême, I, 143.



succès modifient très sensiblement la carte ethnographique du pays qui a dès lors la physionomie générale qu'il conserve à peu près de nos jours.

Elle évoque l'idée d'une forteresse dont les bastions ont été forcés sur trois côtés [1], mais tandis qu'au nord-est et au sud les assaillants n'ont pas dépassé le pied des remparts, ils s'avancent en rangs pressés à l'ouest et au nord-ouest, de manière à former autour de Prague un demi-cercle irrégulier qui est défendu à l'intérieur par Mlada-Boleslav, Roudnitse, Rakovnik, Kralovitse et Plzein. En face, Litomierzitse (Leitmérits), Most (Brüx), Zatets (Saaz), Zloutitse (Luditz) et Strjibro (Mies) sont comme les postes d'attaque des Allemands ; c'est autour de ces divers centres que se livrent les batailles les plus acharnées et que se décide la victoire. Les ailes des Allemands sont couvertes au nord par Boehmisch-Leipa et Reichenberg et à l'ouest par Eger qui est déjà plutôt un poste avancé de l'Empire qu'une ville bohême. Pour achever l'envahissement, il leur eût fallu occuper les coteaux qui séparent la Bohême de la Moravie : les ilôts de Niemetsky-Brod (Deutschbrod) et de Jindrjichov-Hradets (Neuhaus) sont comme les amorces de ce plan et s'avancent d'une part vers Kroumlov et les Allemands de Bavière, de l'autre vers Landskron et la Silésie; mais de ce côté, l'élan a été trop faible et ces postes d'aventure, isolés et cernés, sont désormais destinés à disparaitre dans un temps plus ou moins prochain.

L'étude des variations historiques de la frontière ethnographique prouve que la résistance tchèque au XVII[e] siècle fut très énergique et relativement heureuse. Au sud, sur le versant des monts de Bohême, où la population est peu dense, les Allemands occupent Kroumlov (vers 1653), Prachatitse (vers 1659) et Vimperk, et ils s'établissent plus solidement dans les environs de Boudiéjovitse qui était déjà allemande au XVI[e] siècle; leur domination n'y fut

1. V. Frantsev, Nouv. carte ethnogr. de la Boh. du N., Saint-Pétersb. 1901. Pour la Bibliographie générale, v. Auerbach, Les langues et les nationalités en Autriche-Hongrie, Paris 1898



jamais pourtant qu'assez précaire et la conquête récente de Boudiéjovitse par les Slaves les protège de ce côté contre tout danger réel. A Domazlitse (Taus) les Tchèques atteignent presque la frontière naturelle du pays; au-delà, les montagnes s'abaissent et des passages ouverts sollicitent en quelque sorte l'invasion vers les riches et grasses régions de Plzein et de Zatets; plus loin, les Monts Métalliques, plus élevés que les Monts des Sapins, ne sont guère moins accessibles, et les gradins allongés par lesquels ils s'abaissent vers la Saxe, ont à toutes les époques facilité l'ascension des Allemands et leur descente sur le versant intérieur, en même temps que les richesses minérales, les sources médicinales et la fécondité naturelle du sol attiraient leurs colons; dès qu'ils ont pénétré dans le pays, ils trouvent une protection dans les collines du Centre et le massif qui domine la rive droite de la Haute-Eger. Ils étaient donc là dans les conditions les plus favorables pour étendre leur domination. Ils s'avancent au XVIIe siècle jusqu'aux environs de Plzein qu'ils dominent, et ils rencontrent un appui précieux dans les couvents, dont le personnel se recrute surtout parmi les étrangers et qui racolent des paysans dans l'Empire [1]. On peut craindre un moment qu'ils n'occupent toute la vallée de la Berounka et, en s'établissant fortement à Beroun, aux portes de Prague, ne menacent la métropole à la fois par l'ouest et par le nord. Du moins, ils tiennent solidement l'Eger, depuis qu'ils sont définitivement maîtres de Zatets; ils remontent le cours de l'Elbe et s'emparent de Litomierzitse [2], leur dernière con-

1. On remarque aujourd'hui dans les environs de Plzein, vers le sud-ouest, sur l'ancienne seigneurie de Chotiechov, une sorte de poste avancé des Allemands; quelque 20,000 habitants parlent le dialecte du Haut-Palatinat; jusqu'au milieu du XVIIe siècle, cette région était purement tchèque; ce sont les religieuses qui ont poursuivi ici une colonisation systématique du pays et cet exemple n'est pas isolé, bien qu'il soit plutôt rare.

2. L'histoire de Litomierzitse est intéressante parce qu'elle nous permet de suivre dans le détail l'évolution qui se produit dans toute cette région de l'ouest. Pendant tout le XVIe siècle les Slaves luttent, plutôt péniblement, contre l'infiltration étrangère. La persécution ruine la vieille bourgeoisie : cinq cent protestants s'enfuient. L'administration reste encore assez longtemps entre les mains des Tchèques : médiocres patriotes pourtant que ces



quête; ils poussent une pointe vers Mielnik, mais sans y entrer.

Au sud des monts des Géants, les Allemands occupent depuis une époque fort ancienne un cône tronqué irrégulier dont la base s'étend de Braunau (Broumov) à Rochlitz (Rokytnitse) et dont les centres d'expansion sont à l'est Trautenau (Troutnov) et à l'ouest Hohenelbe (Vrchlabi); leurs gains se réduisent ici à quelques communes, mais plus à l'est le comté de Glatz, où les Tchèques se maintenaient encore en partie, est complètement germanisé.

Sans vouloir contester l'importance des territoires perdus par les Tchèques, leurs défaites n'expliqueraient qu'en partie le découragement et les lamentations des patriotes du XVII[e] siècle. L'érosion des frontières était relativement insignifiante, comparée à la défection des classes supérieures, et la disparition des Slaves semblait devoir être moins le résultat de la pression extérieure que l'effet d'une abdication volontaire.

Les souverains favorisaient cette évolution, assez mollement d'ailleurs et en se bornant d'habitude à laisser agir les influences générales qui servaient les progrès de l'allemand. Les historiens tchèques signalent avec une complaisance attentive les marques de sympathie que les Habsbourgs ont données à leur langue : la liste en est assez vite épuisée et la plupart des anecdotes édifiantes qu'ils rapportent ne résisteraient pas à un examen sérieux. Léopold I[er], qui parlait assez médiocrement l'allemand, ne savait pas le tchèque; Charles VI et Marie-Thérèse ne seront pas plus instruits. La cour est exclusivement allemande et, sous son action, l'allemand devient la langue à peu près exclusive de l'administration, non seulement dans les rapports avec Vienne et les directions centrales, mais dans l'inté-

conseillers qui, en 1664, appellent un instituteur saxon pour diriger l'école jusqu'alors tchèque. Les registres municipaux sont cependant encore en slave en 1703. La prédication tchèque se maintient jusqu'en 1782 où les habitants en demandent la suppression à l'archevêque qui refuse. Elle disparait bientôt après. Il y a aujourd'hui à Litomierzitse 10,000 Allemands et 1200 Tchèques (Tieftrunk, Journal du Musée bohème, 1874).



rieur même du royaume. La Constitution de 1627, qui a établi en principe l'égalité des deux langues, aboutit en fait à l'abandon complet du tchèque. En Moravie, le slave est encore la langue de délibération de la diète en 1643 ; en 1660, l'allemand domine ; dix ans plus tard, le tchèque disparaît complètement des procès-verbaux ; presque toutes les pièces relatives à l'établissement du cadastre de 1667 sont en allemand. L'ancienne domination du tchèque n'est plus rappelée que par de vaines formules officielles, convocations, propositions royales ; après cette politesse de parade, on revient à l'allemand. La population allemande d'Untchov, qui est en minorité dans la ville, demande qu'on lui envoie un prédicateur allemand qui prêchera dans la principale église : « Personne n'ignore qu'auprès de l'Empereur et dans les administrations supérieures presque tout se traite et se décide en allemand, ainsi que le prouvent suffisamment les décrets que nous recevons. »

Les seigneurs n'apprennent plus le tchèque, correspondent en allemand avec leurs employés ; dans les villes, les sous-chambellans choisissent de préférence pour conseillers ceux des bourgeois qui savent l'allemand ; la mode s'en mêle : le tchèque n'est pas une langue distinguée, les élégants ne la parlent pas.

Cette injustice choque quelques conservateurs, curieux des vieilles traditions, et, dans la mesure de leurs forces, sans grand tapage, ils protestent, au nom des anciennes mœurs, contre l'imitation étrangère et, au nom de la patrie, contre l'invasion de l'idiome étranger. L'on rencontre déjà chez eux les divers éléments de la Renaissance contemporaine, le fanatisme de l'histoire et le culte des héros de l'indépendance, la haine de l'insolence germanique, la sympathie pour les classes populaires qui conservent intacts les souvenirs abandonnés par l'aristocratie, le sentiment de la solidarité des tribus slaves. Ce petit groupe a quelques représentants dans la noblesse, où il se recrute parmi ceux des seigneurs qui luttent contre les empiétements de la cour ; il est surtout composé de bourgeois et de clercs. C'est

à lui que se rattachent les annalistes, relativement assez nombreux au XVII[e] siècle, qui se mettent à l'œuvre avec l'intention bien arrêtée de réagir contre les engouements du vulgaire. Betskovsky[1], un des plus intéressants, n'ignore pas que « les Tchèques sont pour leurs voisins et même pour beaucoup de leurs compatriotes du sel dans les yeux et une épine éternelle dans le cœur » ; il a confiance dans les Saints Patrons, qui si souvent sont venus au secours des Tchèques contre leurs ennemis.

Un bourgeois de Plzein, Frozin, parcourt le pays[2], « par la neige et par le froid, souvent réduit à se contenter de misérables demeures », afin de se procurer des ressources pour pouvoir traduire quelque livre excellent et « offrir ainsi au moins quelque chose dans la mesure de ses forces à ses malheureux compatriotes méprisés. » — Il nous donne une idée des besoins intellectuels de son temps, et aussi de sa propre intelligence, en choisissant dans ce but une niaise compilation où le jésuite Koumpenberg avait décrit toutes les images miraculeuses de la Sainte-Vierge. Il n'en est que plus curieux de voir combien son patriotisme est demeuré vivant : — A quoi bon te donner tant de mal, lui disent beaucoup de sceptiques; le peuple tchèque est désarçonné et ne se relèvera pas. — D'autres en revanche, en grand nombre, le comprennent et l'approuvent. Quant à lui, il ne doute pas; il étudie avec une curieuse précision les progrès de l'invasion germanique, et le tableau qu'il nous en a tracé est la seule partie de son œuvre qui ait aujourd'hui quelque intérêt. Il a beau toucher du doigt la gravité du mal, il ne croit pas à la défaite définitive. — « La prophétie de Sylvius qu'un jour viendra où il sera aussi rare de voir un Tchèque sur le pont de Prague qu'un cerf aux cornes dorées, ne s'est pas accom-

1. Betskovsky, 1658-1725, prêtre et longtemps intendant des Chevaliers de la Croix; sa vie fut presque entièrement consacrée aux études historiques. Rézek a publié sa « Messagère des anciens événements tchèques » (3 volumes), qui est une source fort importante pour l'histoire du XVII[e] siècle.

2. Nous savons peu de chose de Frozin. Il entreprit de 1700 à 1703 un voyage d'études en Bohême pour étudier l'état des deux nationalités.

plie : la Bohême est tchèque et le restera à moins qu'on n'emploie pour la germaniser la violence brutale ». On dit que le tchèque est une langue dure et difficile : pur préjugé d'ignorant. Est-ce que la mère du tchèque, la langue slave et moscovite, ne règne pas jusqu'aux extrémités de l'Orient, au-delà des Tartares et des Arabes, sur les Chinois et les Indiens!

Les deux représentants les plus connus de cette école sont un chanoine de Prague, Péchina de Tchéchorod [1] et le jésuite Balbin [2]. Nés tous les deux au lendemain de la Montagne-Blanche, leur jeunesse s'est écoulée au milieu des tristesses de la guerre et leur âme s'est émue de compassion pour ce pauvre peuple tchèque si cruellement éprouvé. Ce sont des fils dociles de l'Église, dont leur foi modeste ne discute pas les arrêts, mais Dieu ne veut pas la mort du pécheur et les vaincus ont assez durement expié leurs erreurs pour mériter miséricorde. La pitié les conduit au patriotisme. « J'ai publié ce travail en tchèque, écrit Péchina dans son Prodrome de la Description de la Moravie, et j'ai l'intention de publier la suite en tchèque, pour prouver que je suis un vrai bohême et que je ne rougis pas de ma langue nationale ». Si par moment, un sentiment de découragement l'envahit à la pensée de la lutte inégale de ses pauvres compatriotes contre les Allemands, il songe qu'ils ne sont pas isolés : « Nous autres, Bohêmes, Moraves, Polonais, Croates, Russes, Vendes et autres

1. Péchina de Tchéchorod, 1629-1680. Un appel à la croisade qui eut quelque retentissement (1663) lui valut le titre de chanoine de Saint-Vit; il devint doyen et conseiller privé, 1673. Il avait entrepris une vaste encyclopédie de l'Histoire Morave, dont il a publié seulement quelques fragments (Mars Moravicus, première partie), 1677. Sa biographie a été étudiée avec beaucoup de soin par Zélény dans le Journal du Musée bohême, 1884-1886.

2. Balbin 1621-1688, jésuite, ordonné prêtre 1650. Sa vie fut vouée tout entière à l'enseignement et aux études historiques, dont il fut à peine détourné par quelques missions pour convertir les hérétiques. Son Epitome rerum bohemicarum lui causa d'assez graves difficultés avec le grand burgrave et il fut exilé quelque temps à Klatov. C'est là qu'il écrivit sa Dissertatio apologetica pro lingua slavonica præcipue bohemica, qui ne fut naturellement pas publiée. L'édition de Peltzel en 1775 fut immédiatement confisquée.



frères du même sang, nous avouons tous unanimement pour notre commune origine l'illustre race slave. » La conviction de Balbin, qui a peut-être été l'initiateur de Péchina, s'épuise en lamentations; celle de Péchina est plus active. Doyen du chapitre de Saint-Vit et membre de la Diète, il met à profit la bienveillance que lui témoigne Léopold, pour défendre les privilèges du royaume; il combat dans l'Église les tendances de ses confrères qui favorisent l'immigration germanique et surveille surtout cette région de Plzein où les moines et les prêtres appellent des colons étrangers. — « Je tiens pour une action funeste et coupable de haïr la langue que nos pères ont parlée pendant tant de siècles, cette langue dans laquelle Dieu a été loué par tant de témoins qui règnent maintenant avec lui dans les Cieux. » Il introduit l'Ordre des Pauliciens qui prieront « pour la bénédiction et les succès de l'illustre maison d'Autriche et pour le salut, le bonheur, la perpétuité et la joie de notre douce patrie et de toute notre race slave »; dans son testament, il laisse à Saint-Vit une rente en faveur de deux prêtres qui « devront implorer de Dieu le maintien du peuple tchèque et être Tchèques ou Moraves de langue et de race ou bien Polonais, Croates ou Slovaques ».

Cette bonne volonté est un peu perdue, assez bien résumée par ces immenses in-folio qui n'ont jamais été édités et ne méritent guère de l'être. Palatsky a jugé avec sévérité celui que l'on est convenu d'appeler le Père de l'Histoire morave, et il n'est pas contestable que ses critiques sont fondées. Peut-être n'a-t-il pas eu assez présentes à la mémoire les difficultés avec lesquelles eurent à lutter ces chroniqueurs du XVII[e] siècle, l'éducation qu'ils avaient reçue, l'atmosphère de mensonge qu'ils avaient respirée. — « Je ne puis assez m'étonner, nous dit Balbin, qu'un récent écrivain ait osé affirmer que l'Université de Charles IV n'a jamais cessé d'être catholique et fidèle à son roi [1]. » — On en était

1. Balbin, Bohemia Docta, p. 102.

arrivé là, de rayer deux siècles d'histoire ! Péchina et Balbin n'ont évidemment aucune idée des méthodes scientifiques et il suffit de comparer leurs œuvres aux publications de même ordre qui paraissent en France vers la même époque pour mesurer l'abaissement où la réaction religieuse et la guerre ont réduit les esprits. Ils ont au moins le très remarquable mérite de sentir leur misère et il convient de les juger moins d'après le résultat qu'ils ont obtenu, que d'après l'effort qui leur fut nécessaire pour écarter un peu les chaînes dans lesquelles s'étiolait la nation entière ; leur critique est peu pénétrante, leur marche est embarrassée et trainante ; ils ont pourtant le goût de l'exactitude, l'application, la constance, et un respect, pas toujours très éclairé, mais très sincère de la vérité. Ils valaient mieux que leurs œuvres, et leurs timides appels à la clémence et à l'oubli étaient comme le premier frisson d'une vie nouvelle.

Qu'un homme comme Balbin, d'une piété si candide, si affranchi de tout prurit d'indépendance, si dévoué à ses devoirs, si modeste, ait pu devenir suspect, cela en dit long sur le régime qui pesait sur le pays. Il avait osé rappeler que jadis la couronne de Bohême avait été élective et que le slave était alors la langue dominante : le grand-burgrave l'accusa, pour employer les formules modernes, de pousser à la haine et au mépris du gouvernement et à la haine des citoyens les uns contre les autres. Les Supérieurs de l'Ordre avaient fini par prendre ombrage de ce réveil de la curiosité historique. Leurs apologistes actuels, souvent assez mal inspirés, s'évertuent à nous prouver que la Compagnie ne haïssait pas les Tchèques, ce que personne n'a jamais prétendu [1] ; comme l'Église elle-même, elle a toujours vu dans l'existence des diverses nations une preuve de la colère divine et il lui semble par conséquent peu raisonnable de s'attacher à des divergences futiles ou

1. Il semble qu'il y avait dans la Société deux tendances, l'une favorable, l'autre hostile au tchèque. V. l'article de Mentchik dans le Rouch (le Mouvement), IX. 16.



funestes; Ignace recommandait à ses disciples d'éviter absolument les discussions sur la supériorité des divers peuples. Balbin qui avait péché contre le vœu d'obéissance indifférente, fut envoyé à Klatov dans une demi-captivité. Il en éprouva une stupéfaction attristée : « Bon Dieu! écrivait-il à l'un de ses protecteurs. Me voilà maintenant accusé d'intrigues contre la vérité. Bientôt sans doute on me traitera d'hérétique ou même de païen! Très malheureux historiographe. » Il trouva des protecteurs auprès de Martinits, auprès de l'Empereur lui-même; dix ans cependant s'écoulèrent avant qu'il reçût l'autorisation de retourner à Prague [1]. Il reprit aussitôt ses recherches, poursuivit jusqu'à ses derniers jours ses Mélanges, qui sont en somme une mine, un peu difficile à exploiter, mais précieuse, d'observations et de renseignements; il y a comme une manière d'héroïsme dans l'acharnement avec lequel il continue ses études jusqu'au dernier jour : « Je meurs et j'écris encore [2]. »

Pendant son exil de Klatov, il avait composé son Apologie de la langue slave, et en particulier de la langue bohême, qui, plus que ses gigantesques compilations, a sauvé son nom de l'oubli. C'est un modèle excellent des prédications patriotiques qui sont devenues depuis un des genres fondamentaux de la littérature tchèque. Ces apologies n'échappent pas aux défauts inhérents à l'espèce : elles sont monotones, tombent facilement dans la déclamation, et il est certain que le plus sûr moyen de défendre contre la décadence sa langue nationale et de la répandre, est encore de composer un chef-d'œuvre. Balbin n'avait pas

1. Mentchik, Pierre Lambeck et l'Epitome de Balbin (Comptes rendus de la Société des Sciences, 1889); il indique quelques-unes des critiques qui avaient motivé la poursuite, elles sont bien curieuses : Il a loué le « courage des nôtres qui ont envoyé sous le joug l'armée d'un empereur de la Germanie ». Il a écrit : Les princes de mauvais renom avaient jadis la coutume d'accabler de tributs les pays qu'ils jugeaient suspects pour leur enlever ainsi tous les moyens de se révolter; il a parlé avec trop d'acrimonie des guerres de Venceslas contre les Autrichiens, il a diminué autant qu'il était en lui les victoires de Rodolphe, etc. (p. 198-202).

2. Jam morientes scribimus.

en lui l'étoffe d'un grand écrivain et le siècle n'était pas favorable au génie. Il travaillait de son mieux à arrêter le mal et ses pages naïves et sincères ont depuis fortifié bien des convictions et entraîné plus d'un hésitant; son Apologie est une des sources du programme national contemporain; par là il donne la main à Comenius.

Je n'attaque personne, écrit Balbin, je n'ai de haine pour personne. Mais comment ne pas être attristé par l'ingratitude des hôtes à laquelle la Bohême a si largement ouvert son territoire! Nulle part, les étrangers n'ont reçu un accueil aussi empressé. A peine cependant sont-ils arrivés à la fortune qu'ils se retournent contre le peuple qui leur a accordé une hospitalité si généreuse, comme s'ils voulaient prouver que les Latins avaient raison quand ils désignaient du même mot l'étranger et l'ennemi. Aucun peuple n'émigre en aussi grand nombre que les Allemands; ils arrivent en bandes, et il paraîtrait naturel qu'ils apprissent notre langue. Pas du tout, ils prétendent nous imposer la leur; ils sont coutumiers du fait et ils comptent nous traiter comme ils ont traité les Serbes et les Vendes qui jadis occupaient la région comprise entre l'Elbe et la mer. Leurs chances de succès seraient nulles sans la complicité imprévue de beaucoup de Tchèques qui les favorisent par ambition, par cupidité ou par vanité et sottise, oubliant la parole de Tacite que c'est une part de la liberté d'être gouverné par les siens. Des traîtres réveillent le souvenir des anciennes révoltes pour persuader au roi que les Allemands seuls sont des sujets dévoués; j'ai entendu un de ces enragés dire que si l'on pouvait réunir tous les anciens Tchèques dans un même sac, il faudrait les noyer. Admirables pasteurs du peuple vraiment! « Quel compte n'aurez-vous pas à rendre à la patrie et aussi au roi, dont vous dilapidez l'héritage. Vous avez abattu la noblesse. Des villes, vous avez fait des bourgs; des bourgs, des hameaux, et des villages, un amas de huttes ruinées, où végétent dans la misère des paysans à moitié nus et mourants de faim! »

Et pourquoi ce dédain du slave? Il est absurde d'y voir un dérivé de l'allemand et il est répandu sur un si vaste territoire que le chinois seul peut à cet égard lui être comparé. De la Bohême, jetez les yeux sur une carte : vous avez devant vous la Silésie, la Pologne, la Mazovie, jusqu'à la Nouvelle Zemble, puis l'immense Russie, les Tatares de Pérékop, la Bulgarie jusqu'aux portes de Constantinople, la Serbie, la Bosnie, la Hongrie, la Dalmatie, la Croatie, l'Illyrie, le territoire de Venise ; partout, sur cette étendue presque infinie, c'est le slave que l'on parle. En dehors des langues sacrées, c'est la seule langue qu'emploie le prêtre à l'autel, c'était celle dont se servaient, il y a un millier d'années, les premiers missionnaires qui ont introduit dans notre pays le Christianisme, les apôtres slaves, Cyrille et Méthode. Qu'opposeront à toute cette gloire les contempteurs des Tchèques? Peut-être cet ivrogne et ce bouffi de Luther, ce sac de graisse et de bière!

Les attaques dont les Tchèques sont l'objet datent de loin. Quand Otakar succomba sous la trahison des seigneurs, quels efforts ne fit-on pas pour remplir le pays d'Allemands! Villes, bourgs, villages, tout renonçait à la langue tchèque... Et après? — Quelques vieilles familles s'indignèrent, entraînèrent le peuple, et les envahisseurs durent reculer. Les temps de misère et d'oppression sont revenus et le malheur s'est abattu non seulement sur les rebelles, mais sur les catholiques qui n'avaient commis aucune faute; la majeure partie du pays a été distribuée à des étrangers, comme un misérable lièvre jeté en pâture aux chiens; dans tout le royaume, on n'entendait qu'un mot : arrière les anciens maîtres! — Dieu même met un frein à cette fureur. Combien de ces nouveaux maîtres, si orgueilleux, ont déjà disparu, tandis que la vieille famille tchèque, appauvrie, humiliée, demeure et se relève. Et comme jadis, l'heure de joie luira après l'heure de tristesse et la langue tchèque reconquerra la place qui lui appartient. — Comment, objecte-t-on, une langue si pauvre, si corrompue! — Ignorants, lisez, avant de blas-

phémer ainsi, Vchehrd, Slavata et *notre Comenius*, dont le style est si précis et si pur et qui n'a pas eu besoin d'emprunter des mots étrangers pour traiter de médecine et de philosophie. O patron suprême du pays! Très grand, très puissant Venceslas, sois le rénovateur de la patrie! Rends aux Tchèques leur ancienne gloire! Remets-nous à la place d'où nous sommes déchus par nos propres fautes, par la haine criminelle des étrangers et par la servilité de beaucoup des nôtres! Notre défaite ne serait-elle pas ta propre défaite? Tu n'obtiendras pas des nouveaux habitants de ce pays la vénération et l'amour que ce pays tchèque t'accorde depuis tant de siècles. Nous crions vers toi et nous te supplions : Ne nous laisse pas périr, nous et nos descendants!

Il y a certainement dans l'Apologie de Balbin une sincérité d'accent et une émotion qui prouvent l'exagération des historiens qui parlent du XVIIe siècle comme d'une époque de marasme complet. Pas plus que les libertés du royaume, les traditions nationales n'ont disparu d'un coup et un temps assez long s'est écoulé avant que les Tchèques se soient résignés à leur déchéance. De même que, dans la diète, en face de la fraction de la noblesse qui, ralliée sans réserve à la royauté, confondait désormais sa propre cause avec celle des Habsbourgs, un groupe conservateur opposait aux envahissements de l'absolutisme et de la centralisation une résistance peu bruyante, non pas toujours inefficace, une partie de la population subissait avec une visible tristesse l'invasion des mœurs et de la langue allemandes, et il n'est pas douteux que Balbin a eu nombre de protecteurs et d'amis. Il convient cependant, en rappelant ces faits, de ne pas en exagérer la portée. L'arbre atteint dans ses racines poussait encore quelques frêles rameaux; sa sève était si languissante qu'il semblait qu'une secousse brusque devait suffire pour qu'il s'abattît sur le sol. Ce qui manque à Balbin et à Péchina, c'est avant tout la confiance; on a la sensation en les lisant qu'ils ne combattent

que pour sauver l'honneur; ils disent eux-mêmes qu'ils « écrivent l'épitaphe de l'ancienne histoire ». N'est-ce pas d'ailleurs une preuve assez claire de la décadence que Balbin se serve du latin pour écrire la défense du tchèque; à la fin du siècle suivant, Kinsky dans le même but aura recours à l'allemand ! Étrange moyen de remettre le slave en honneur.

Aussi la langue se corrompt et s'altère rapidement : les auteurs qui écrivent en tchèque, de plus en plus rares, n'impriment pas leurs ouvrages et le développement normal de l'idiome national est interrompu ; il se renferme de plus en plus dans les classes inférieures où il s'appauvrit, tandis que des grammairiens ignorants le déforment sous prétexte de l'épurer. Au point de vue national ainsi, comme au point de vue politique, la Bohême, sous le règne de Léopold, nous présente l'image d'un édifice vermoulu, qui ne tient plus debout que parce que les démolisseurs, après en avoir sapé les fondements, ont jugé inutile de compléter aussitôt leur œuvre. Les formes de la constitution subsistent, l'esprit de liberté et d'indépendance qui les vivifiait s'est évaporé; la masse du peuple demeure tchèque, mais, abandonné à ses seules ressources, ignorant et misérable, il est tout au plus capable de prolonger l'agonie du dialecte national, sans qu'il puisse sortir de son sein épuisé aucune de ces œuvres glorieuses qui sont à la fois la preuve et la justification de la vie. Les rois, dont l'intelligence est médiocre et les ambitions bornées, n'éprouvent aucune hâte de remplacer par de nouvelles constructions une masure qui suffit tant bien que mal à leurs besoins. Ils ne seront tirés de leur quiétude que par l'ambition de Frédéric II. Jusque là, jusqu'au moment où Marie-Thérèse, sous le coup des invasions prussiennes, entreprendra de créer une monarchie autrichienne et de tirer les conséquences logiques des prémisses posées par Ferdinand II, ils se bornent à déblayer quelques ruines, ils assistent à la désagrégation qui continue plus qu'ils n'y travaillent, et le pays, rongé par une anémie croissante, s'affaisse lentement et se courbe vers le tombeau.



CHAPITRE IV

Les derniers Habsbourgs

Retentissement en Bohême des guerres contre la France et contre la Turquie. L'insurrection servile de 1680. Les incendies. — La soumission définitive de la Hongrie ouvre une nouvelle période de l'histoire d'Autriche; les origines du dualisme. — Les progrès de la Prusse amènent les Habsbourgs à essayer de constituer plus solidement leur pouvoir. — Charles VI et la Pragmatique Sanction. — Le dernier effort pour établir l'unité morale : Zinzendorf et les Frères moraves. Nouvelle persécution contre les Protestants; le jésuite Koniach. — La canonisation de Saint-Jean Népomucène : l'apogée de la puissance des Jésuites. — Conséquences désastreuses de leur influence, ruine de toute vie intellectuelle et morale. — Extension du pouvoir central. La politique économique de Charles VI et les progrès de l'industrie bohême. Les dangers et les avantages de cette renaissance économique. La première lueur d'un esprit nouveau. Sporck et les Francs-Maçons.

De 1648 à 1740, les guerres qu'engage un peu partout la maison d'Autriche n'intéressent la Bohême que par les sacrifices qu'elles lui imposent et qui, joints à la mauvaise administration du pays et à l'oppression féodale, font peser sur les épaules du peuple un fardeau accablant. Le demi-siècle que remplissent les luttes contre Louis XIV, est aussi une des périodes les plus mornes et les plus tristes qu'il soit possible d'imaginer. A d'autres époques, le pays a traversé des crises plus aiguës, jamais la vie n'a été plus plate, l'apathie plus universelle, le niveau intellectuel et moral plus bas; les seuls incidents qui troublent cette décadence continue, sont quelques émeutes populaires, quelques agitations religieuses, que répriment aisément les autorités politiques ou ecclésiastiques.



En 1673 s'ouvre une période de combats qui se prolonge à peu près sans interruption jusqu'aux traités de Rastadt et de Bade. Contre les Habsbourgs, Louis XIV cherche des alliés dans les Turcs et dans la noblesse hongroise menacée dans ses libertés politiques et religieuses. Léopold est ainsi obligé de faire face de deux côtés à la fois et cette situation se traduit par de lourdes augmentations d'impôts, sans parler des souffrances de toutes sortes qui sont la suite de la guerre. En 1663, la Moravie est ravagée par les Turcs : ils pénètrent jusque dans l'ouest de la province et en Silésie, dévastent à fond les régions de Brno et de Hradichtié, enlèvent des milliers de prisonniers; pendant plus de quatre ans, les communes ainsi éprouvées sont incapables de payer l'impôt [1]. Tant que l'insurrection continue en Hongrie, une grande partie du margraviat vit dans une terreur constante; presque chaque année, les travaux des champs sont interrompus, les paysans fuient leurs domaines, cherchent un abri dans les villes voisines; il faut que les municipalités entretiennent un service de messagers et d'espions pour prévenir les habitants, qu'elles relèvent leurs remparts, qu'elles organisent des milices; les routes sont parcourues chaque année par des bandes de soldats, recrues que l'on envoie aux camps, officiers de recrutement et de remonte, auxiliaires allemands qui rentrent chez eux; autant de pillards qui exploitent le royaume [2]. En 1663, le bruit se répand à Prague que les Turcs arrivent; à plusieurs milles à la ronde, les paysans prennent la fuite, cherchent un asile dans la capitale, en si grand nombre que les portes suffisent à peine à les recevoir. A la nouvelle

1. Slavik, la Moravie, p. 11.
2. « 1683. L'armée saxonne, qui rentrait dans sa patrie après le siège de Vienne, a commis de telles cruautés que beaucoup de gens ont abandonné leurs biens et se sont sauvés dans les bois avec leurs bestiaux et ce qu'ils avaient de meilleur. Les soldats ont enlevé tout ce qu'ils ont trouvé et, ce qu'ils ne pouvaient emporter, les troupeaux, les volailles, d'autres choses encore, ils l'ont jeté dans les marais et dans les fosses; ils ont vidé les étangs, et le poisson dont ils n'avaient pas besoin, ils l'ont laissé périr. Les Jésuites ont dû leur fournir vingt tonneaux de bière. » — Annales du collège de Brjeznitse, p. 6.



que les racoleurs sont dans le voisinage, tous les jeunes gens se sauvent dans les bois, de crainte qu'on ne les emmène à l'armée [1]. Il semble par moments que l'on est revenu aux années terribles de la guerre de Trente-Ans. Ce qui apparaît partout, c'est une prostration désespérée : « Comment nous en tirerons-nous? Je n'en sais rien; la situation du paysan est toujours mauvaise, et il faudra que les seigneurs périssent aussi peu à peu. » La misère excessive entretient dans le pays un mécontentement général qui se révèle quelquefois par de brusques secousses; la révolte rurale de 1680 par exemple et sans doute aussi le grand incendie de Prague en 1689, les deux épisodes les plus connus de l'histoire de Bohême dans la seconde moitié du XVII[e] siècle, ne sont ainsi que la manifestation et la conséquence de l'oppression toujours plus lourde sous laquelle le peuple succombe.

« Que Dieu veuille une fois, écrit Pospichal, adoucir le cœur de notre maître, pour qu'il prenne pitié des paysans. » Cette confiance naïve vivait au cœur de la masse des serfs : il n'était pas possible que le roi connût leur détresse, il ne l'aurait pas tolérée; il suffisait de l'avertir, pour qu'il apportât un remède à tant de maux. Aussi, quand la nouvelle se répandit que Léopold devait passer quelque temps à Prague, une sourde agitation se propagea dans les campagnes. Ces populations anémiées par de longues années de misère offraient aux épidémies un terrain favorable; en 1679, la peste sévissait à Vienne et l'épouvante augmentait encore jusqu'aux imaginations les plus fantasques le chiffre des victimes; on parlait de 50,000 personnes mortes dans les hôpitaux de Vienne; dans la ville, 140,000 hommes auraient péri. Les ministres de Léopold, par crainte de rendre quelque éclat à la vieille résidence royale des Hratchany, conseillaient à l'Empereur qui fuyait l'épidémie, de chercher un asile à Lintz ou à Gratz; les médecins consultés répondirent que la Bohême était indemne et qu'il n'y avait aucun

1. Mémoires de Pospichal, p. 6.



inconvénient à se rendre à Prague. Leur rapport fut moins décisif que les subsides qu'offrirent les États. Ces résistances qu'inspiraient les défiances traditionnelles contre le pays des Hussites, ne demeurèrent pas inconnues en Bohême et réveillèrent çà et là les antiques haines. On racontait que l'Empereur ne venait que pour apporter la peste et achever de détruire le peuple tchèque. Les esprits effarés apercevaient partout des présages sinistres : le 25 décembre 1679 on signala, du côté de la Montagne-Blanche, une « comète véritablement terrible »; la terreur grandit quand, au mois de février, apparut une seconde comète, dont la queue se croisait avec celle de la première. « L'année 1680, notait un annaliste, menace d'être malheureuse pour le monde entier et particulièrement pour la maison d'Autriche. » La cour cherchait dans les fêtes un divertissement à ses terreurs; Léopold partageait son temps entre les exercices de piété et les chasses ou les représentations théâtrales; des juges, qui n'étaient pas spécialement malveillants, s'étonnaient de la faveur excessive qu'il témoignait aux Jésuites ou de l'indifférence avec laquelle il apprenait les succès de la France; les courtisans rivalisaient de faste et leurs intendants percevaient les contributions plus durement que jamais.

L'enquête officielle ne laisse aucun doute sur les abus dont les serfs étaient victimes. — « L'intendant d'un domaine royal fixe à chacun des corvéables une certaine quantité d'arpents de terre à labourer, sans tenir compte de la différence des attelages, et quand celui dont les bêtes sont les plus fortes a fini sa tâche, il le force à continuer à travailler jusqu'à ce que son voisin ait terminé, si bien que l'un et l'autre sont infailliblement ruinés. Les paysans sont condamnés à faire chaque jour 3, 4 et jusqu'à 5 milles pour se rendre au travail qu'on leur assigne. En cas de maladie, de mort ou dans toute autre circonstance grave, de même quand deux ou trois jours de chômage se rencontrent dans une semaine, l'intendant ne fait grâce d'aucune corvée. Si pendant l'été quelqu'un veut se mettre de côté pour souffler



un moment, il le fait fouetter. Pour la moindre faute, les paysans sont mandés au château, le sergent reçoit l'ordre de les battre sans pitié, et il est arrivé souvent qu'après ces exécutions, plusieurs ne se sont pas rétablis jusqu'à leur mort [1]. » Le rapport cite une longue liste de paysans et de juges qui ont eu les côtes enfoncées, les bras cassés; d'autres ont été retenus en prison pendant trois mois ou même six mois; pendant ce temps, leurs champs dépérissaient, leurs femmes et leurs enfants mouraient de faim; sur 178 corvéables, 86 sont tombés dans une misère complète. — Quand de telles barbaries se commettent sur une terre qui appartient au souverain, on devine ce qu'a pu être la tyrannie générale et on comprend le sens vrai des plaintes des serfs qui refusent d'endurer plus longtemps un pareil régime : « Nous ne pouvons plus supporter de tels hommes. » L'oppression, quand elle arrive à un tel degré, nourrit au fond des cœurs des colères qui, d'ordinaire comprimées par la crainte, éclatent de temps en temps à la surface; en 1668, une commune se met en marche vers Prague pour demander justice contre l'intendant qui la gouverne à la turque; ailleurs, un seigneur envoie à la potence un de ses laboureurs, sur le simple soupçon qu'il pousse ses compagnons à la révolte. Encore faut-il remarquer que les nobles ont intérêt à ne pas ébruiter les choses, que les chroniques ne nous parlent que des faits les plus graves. Tout indique ainsi une sorte de guerre sourde, de fermentation constante, et il suffit d'un incident pour que l'insurrection se propage et s'étende.

Des influences étrangères intervinrent-elles en 1680 pour unir dans un mouvement commun les éléments d'agitation répandus dans le pays? La cour semble l'avoir cru ou avoir cherché à répandre l'opinion que l'ambassadeur français Vitry et les Hongrois avaient été les instigateurs de la rébellion. Mais les indices de ce complot sont bien faibles et bien rares, et les témoignages sur lesquels se

1. Cité par Svatek, Tableaux de la civilisation tchèque, p. 227.



sont appuyés quelques historiens ne méritent aucune créance. On se racontait dans les veillées une antique prophétie qui annonçait l'approche du jour de la vengeance : un paysan porterait de nouveau la couronne de fer de Liboucha. Il est évident que cela ne suffit pas pour affirmer que la révolte eut un caractère politique, bien que sans doute les souvenirs d'indépendance aient pu dans certains cas se représenter à la pensée de quelques-uns des chefs. Il est plus probable que çà et là les hérétiques qui se cachaient dans diverses parties du pays saisirent l'occasion de se venger de leurs persécuteurs. Mais la religion n'eût aussi qu'une influence restreinte et secondaire et l'insurrection reste essentiellement un accès de désespoir des serfs poussés à bout [1].

Si les documents connus ne permettent pas un récit détaillé des événements, ils nous montrent cependant comment les choses se passèrent en général. Les paysans décident d'envoyer à l'Empereur des délégués pour lui présenter leurs griefs et implorer sa pitié. Les seigneurs, avertis de cette agitation, font arrêter et punir les meneurs. Exaspérés par ces injustices, les mécontents se rassemblent, marchent sur les châteaux ou refusent de payer les contributions et d'exécuter les corvées. Le mois de janvier 1680 est ainsi marqué par une série d'émeutes locales; elles sont d'abord plus nombreuses dans les régions montagneuses du nord et du nord-est; puis les autres districts sont gagnés par la contagion qui s'étend même à la Moravie et à la Silésie. Les paysans, « qui n'avaient plus rien à perdre que la vie, pensaient qu'ils pouvaient bien la risquer pour obtenir quelque chose pour eux et pour leurs enfants ».

1. Le seul récit détaillé que nous ayons de ces incidents est celui qu'a donné Svatek; malheureusement il est confus et d'une exactitude médiocre. — Chimak, dans les Comptes rendus de la Société des Sciences, 1899, a donné une bibliographie des études spéciales qui ont été publiées sur la question; elles laissent encore bien des points obscurs. — Chimak a publié en 1900 dans le même recueil de nouveaux documents très intéressants et qui prouvent plus nettement encore l'oppression des paysans.



Léopold, qui au début a reçu avec douceur les députés, s'effraie de leur foule grandissante; il ne peut aller à l'église et sortir dans la ville sans rencontrer des paysans qui le supplient de venir à leur aide; les seigneurs lui représentent les terribles conséquences qu'aurait sa clémence et lui dépeignent sous les couleurs les plus odieuses les excès qui ont été commis çà et là [1]. L'Empereur essaye de rétablir le calme en envoyant des commissaires chargés de recevoir les plaintes; naturellement ceux-ci se prononcent en faveur des seigneurs et leur décision exaspère les plus pacifiques. Quand enfin la patente du 22 mars 1680 interdit aux paysans de présenter directement leurs requêtes au souverain et annonce que, « comme dans beaucoup d'endroits la mésintelligence entre les seigneurs et leurs sujets paraît avoir pour cause les chartes et leur interprétation, il casse et déclare sans valeur toutes celles qui datent d'avant l'horrible rébellion (de 1618) », la révolte s'organise méthodiquement. Dans divers endroits, les conseils municipaux, après une discussion régulière, votent une sorte de levée en masse; on attachait une croix à une longue perche et les paysans juraient « de rester fidèles à la commune et au pays, vivants ou morts, par la bonne ou la mauvaise fortune ». Les insurgés se groupent autour des anciens soldats et entraînent même quelques officiers en retraite. Plusieurs milliers d'hommes se trouvèrent ainsi en armes et commencèrent à désoler le pays. Dans les districts de Chrudim, de Boleslav, de Kralové-Hradets, plusieurs châteaux furent brûlés, des nobles massacrés; il est d'ailleurs assez difficile de dire la part de responsabilité qui revient dans ces crimes aux paysans eux-mêmes et aux bandes de malandrins qui couraient le pays et dont ces troubles favorisaient les projets.

Les nobles décidèrent l'Empereur à ordonner une véri-

1. « On raconte des choses extraordinaires sur les paysans dans le cercle de Boleslav, mais les maîtres exagèrent les choses pour rendre leurs sujets odieux et pallier leur tyrannie » (Pospichal, 22 janv. 1680).



table expédition militaire. Les rebelles n'avaient que quelques fusils et ils étaient absolument incapables d'opposer une résistance sérieuse à des troupes régulières; dès le mois d'avril 1680, Piccolomini qui avait parcouru le nord et le nord-est du pays annonçait que le calme était partout rétabli. Dans la région de l'ouest, les environs de Plzein avaient été le théâtre de rencontres sanglantes. Les bourreaux suivaient les soldats; les textes parlent de cinquante personnes qui furent ainsi pendues, écartelées et rouées, et ce n'est certes là qu'une liste fort incomplète. En outre, beaucoup d'autres qui reçurent grâce de la vie, furent cruellement fustigés [1], « et autant de coups ils étaient forcés de recevoir, autant de *gros* ils devaient payer au bourreau pour le service qu'il leur avait rendu ». La dureté des seigneurs fut en proportion des terreurs qu'ils avaient traversées; les paysans qui avaient pris une part un peu plus active aux événements, furent longtemps poursuivis par les rancunes de leurs maîtres. En 1682, une pauvre femme, restée seule avec cinq enfants, demande la grâce de son mari : il avait invité ses compagnons à ne pas s'en tenir aux réponses des commissaires royaux, mais à s'adresser directement à l'Empereur, et ils l'avaient envoyé à Vienne. — La supplique est écartée. — En 1686, un arrêt impérial le condamne aux travaux forcés en Hongrie; son seigneur, le comte Gallas, se félicite d'être débarrassé d'un rebelle aussi dangereux; mais son exil est un bonheur pour le pays entier, aussi demande-t-il que les frais soient à la charge de l'État et non à la sienne.

Ces rigueurs ne ramenèrent pas le calme et l'Empereur comprit la nécessité de remédier aux abus que les enquêtes, quelque partiales et incomplètes qu'elles fussent, lui avaient révélés. La patente du 28 juin 1680 est le premier de ces règlements administratifs, fort nombreux depuis lors, par lesquels les souverains s'efforcent de protéger les paysans contre les exigences les plus révoltantes de leurs

1. « Enormiter fustibus fuere excepti », Chimak, 1900.



maîtres. Malheureusement, les bonnes intentions des princes demeurèrent en fait purement platoniques. Nous ne connaissons pas jusque en 1738 un seul cas où un agent du roi ait requis contre un seigneur à propos d'injustices dont les serfs auraient été l'objet [1], ce que naturellement nous ne saurions attribuer à la modération des nobles. Les termes de la patente de 1680 manquent d'ailleurs de clarté et de précision, et la seule concession réelle qu'elle renfermât, l'interdiction d'imposer aux paysans plus de trois jours de corvée par semaine, était à peu près annulée par la clause qui ordonnait aux serfs, dans les cas « qui ne souffrent aucun délai », de fournir aux seigneurs, moyennant quelque compensation, la main d'œuvre dont ceux-ci auraient besoin [2].

Il est évident que de semblables mandats étaient un palliatif très insuffisant, et il n'est pas étonnant que les troubles ruraux n'aient pas cessé. Les paysans ne renouvelèrent pas la tentative d'insurrection générale qui leur avait si mal réussi en 1680, mais beaucoup d'entre eux se joignaient aux bandes de mendiants et de voleurs; les lois, sans cesse reitérées, qui défendent aux vilains de porter des armes, et les chasses sanglantes contre les vagabonds prouvent combien la sécurité demeure faible. De temps en temps, quand la misère est trop dure ou sous l'action des événements extérieurs, des cantons entiers se soulèvent: en 1695, plus de 1,500 paysans prennent les armes sur les domaines de l'archevêque d'Olomouts et livrent un véritable combat aux soldats que l'on envoie contre eux; en 1697, quand on fait appel aux habitants pour arrêter l'invasion de François II Rakoczy, beaucoup d'entre eux préfèrent se joindre aux insurgés. Les seigneurs de leur côté s'habituent à ne voir dans leurs sujets que des adversaires irréconciliables contre qui toutes les armes sont bonnes; ils violent les privilèges les plus formels et

1. Grünberg, I, p 132.
2. Id, II, p. 7.



table expédition militaire. Les rebelles n'avaient que quelques fusils et ils étaient absolument incapables d'opposer une résistance sérieuse à des troupes régulières; dès le mois d'avril 1680, Piccolomini qui avait parcouru le nord et le nord-est du pays annonçait que le calme était partout rétabli. Dans la région de l'ouest, les environs de Plzein avaient été le théâtre de rencontres sanglantes. Les bourreaux suivaient les soldats; les textes parlent de cinquante personnes qui furent ainsi pendues, écartelées et rouées, et ce n'est certes là qu'une liste fort incomplète. En outre, beaucoup d'autres qui reçurent grâce de la vie, furent cruellement fustigés [1], « et autant de coups ils étaient forcés de recevoir, autant de *gros* ils devaient payer au bourreau pour le service qu'il leur avait rendu ». La dureté des seigneurs fut en proportion des terreurs qu'ils avaient traversées; les paysans qui avaient pris une part un peu plus active aux événements, furent longtemps poursuivis par les rancunes de leurs maîtres. En 1682, une pauvre femme, restée seule avec cinq enfants, demande la grâce de son mari : il avait invité ses compagnons à ne pas s'en tenir aux réponses des commissaires royaux, mais à s'adresser directement à l'Empereur, et ils l'avaient envoyé à Vienne. — La supplique est écartée. — En 1686, un arrêt impérial le condamne aux travaux forcés en Hongrie; son seigneur, le comte Gallas, se félicite d'être débarrassé d'un rebelle aussi dangereux; mais son exil est un bonheur pour le pays entier, aussi demande-t-il que les frais soient à la charge de l'État et non à la sienne.

Ces rigueurs ne ramenèrent pas le calme et l'Empereur comprit la nécessité de remédier aux abus que les enquêtes, quelque partiales et incomplètes qu'elles fussent, lui avaient révélés. La patente du 28 juin 1680 est le premier de ces règlements administratifs, fort nombreux depuis lors, par lesquels les souverains s'efforcent de protéger les paysans contre les exigences les plus révoltantes de leurs

1. « Enormiter fustibus fuere excepti », Chimak, 1900.



maîtres. Malheureusement, les bonnes intentions des princes demeurèrent en fait purement platoniques. Nous ne connaissons pas jusque en 1738 un seul cas où un agent du roi ait requis contre un seigneur à propos d'injustices dont les serfs auraient été l'objet [1], ce que naturellement nous ne saurions attribuer à la modération des nobles. Les termes de la patente de 1680 manquent d'ailleurs de clarté et de précision, et la seule concession réelle qu'elle renfermât, l'interdiction d'imposer aux paysans plus de trois jours de corvée par semaine, était à peu près annulée par la clause qui ordonnait aux serfs, dans les cas « qui ne souffrent aucun délai », de fournir aux seigneurs, moyennant quelque compensation, la main d'œuvre dont ceux-ci auraient besoin [2].

Il est évident que de semblables mandats étaient un palliatif très insuffisant, et il n'est pas étonnant que les troubles ruraux n'aient pas cessé. Les paysans ne renouvelèrent pas la tentative d'insurrection générale qui leur avait si mal réussi en 1680, mais beaucoup d'entre eux se joignaient aux bandes de mendiants et de voleurs; les lois, sans cesse reitérées, qui défendent aux vilains de porter des armes, et les chasses sanglantes contre les vagabonds prouvent combien la sécurité demeure faible. De temps en temps, quand la misère est trop dure ou sous l'action des événements extérieurs, des cantons entiers se soulèvent: en 1695, plus de 1,500 paysans prennent les armes sur les domaines de l'archevêque d'Olomouts et livrent un véritable combat aux soldats que l'on envoie contre eux; en 1697, quand on fait appel aux habitants pour arrêter l'invasion de François II Rakoczy, beaucoup d'entre eux préfèrent se joindre aux insurgés. Les seigneurs de leur côté s'habituent à ne voir dans leurs sujets que des adversaires irréconciliables contre qui toutes les armes sont bonnes; ils violent les privilèges les plus formels et

1. Grünberg, I, p 132.
2. Id, II, p. 7.

écrasent sans pitié les résistances les plus modérées. Un des épisodes de cette lutte entre les serfs et les nobles est demeuré célèbre.

Quand au moyen âge les frontières étaient couvertes par d'impénétrables forêts, les habitants du voisinage avaient été chargés d'en assurer la défense; on les nommait les marcheurs, les gardes, Chodové. Ils avaient reçu en retour d'importants privilèges, étaient exempts des corvées publiques, ne relevaient que du roi. A mesure que le royaume se peupla, les forêts s'éclaircirent et les Chodové ne se conservèrent que dans les environs de Domazlitse (Taus), Primda et Tachov; depuis le moment où ils avaient, au siècle des guerres hussites, vaillamment arrêté à plusieurs reprises les croisés allemands, leur rôle militaire paraissait terminé et les seigneurs voisins cherchèrent à supprimer leurs libertés. Pendant tout le XVI[e] siècle, ils luttèrent pied à pied. L'indifférence des rois et les progrès de l'oligarchie rendaient leur situation difficile et, après la bataille de la Montagne-Blanche, leurs nouveaux maîtres, les Lamminger, ne tinrent plus le moindre compte de leurs coutumes. Ils en appelèrent aux tribunaux et au souverain jusqu'au moment où, en 1666, on leur répondit brutalement que leurs réclamations étaient fastidieuses et où on les somma de prêter serment de fidélité aux Lamminger[1]. L'insurrection de 1680, bien que les Chodové n'y eussent pris aucune part, servit de prétexte au seigneur pour compléter ses usurpations, et il somma les paysans de lui livrer leurs chartes, puisqu'elles n'avaient plus de valeur. — Très émus, ils envoyèrent une députation à l'Empereur qui ordonna une enquête : ce succès, si longtemps attendu, échauffa les têtes, et quand on répartit les corvées, les laboureurs ne se présentèrent pas. Lamminger cria à la révolte et demanda à la Lieutenance des troupes qu'on lui accorda aussitôt; les délégués que les serfs firent partir pour Prague furent empri-

1. Bilek, p. 1,058. Les titres des paysans étaient formels; la famille Lamminger, si âpre à exercer ses droits, n'avait pas payé le domaine un tiers de sa valeur réelle et sa possession était entachée de nombreuses irrégularités.



sonnés, les parchemins qu'ils considéraient comme le palladium de leurs libertés, furent confisqués et détruits. Les pauvres gens expédièrent leurs femmes et leurs enfants dans les villes bavaroises voisines et se préparèrent à une résistance désespérée. On mobilisa contre eux plusieurs compagnies et trois canons (1693); après quelques escarmouches, les rebelles, au nombre de quelques centaines, furent obligés de s'avouer leur impuissance et ils s'engagèrent à ne plus attaquer leur seigneur devant les tribunaux : beaucoup furent condamnés à travailler sur les terres du château, les fers aux pieds. Les chefs furent traduits devant le Tribunal d'appel; la première sentence parut trop douce à Lamminger qui fit recommencer le procès; cette fois trois paysans furent condamnés à mort (1695).

L'Empereur ordonna qu'un seul des coupables serait exécuté; on raconte que celui qui avait été désigné d'abord, mourut et que les juges firent tirer au sort les deux survivants; le hasard désigna Sladky qui était à Prague au moment de l'émeute, mais que l'on connaissait comme un des défenseurs les plus entêtés des libertés traditionnelles et qui avait été le dernier à demander grâce. A Plzein où il subit sa peine, des milliers de spectateurs étaient accourus, les paysans avaient reçu l'ordre d'amener leurs enfants pour qu'ils apprissent ce qu'il en coûtait de désobéir au maître. La légende ajoute qu'au moment où il gravissait l'échelle du gibet, Sladky aperçut Lamminger. « Lamminger, Lamminger, s'écria-t-il, dans un an et un jour, je te cite devant le tribunal de Dieu. Il décidera lequel de nous... » Le bourreau lui jeta la corde autour du cou et l'empêcha d'achever sa phrase. Le baron mourut dans l'année et sa veuve vendit le domaine; les nouveaux acquéreurs ne furent ni plus cléments ni plus justes. Les volontés de Dieu sont insondables : que de fois se sont ainsi élevés vers son trône des appels désespérés qu'il a paru ne pas entendre!

Une des formes les plus ordinaires des vengeances serviles était l'incendie, bien que d'ailleurs, dans beaucoup de



cas, la crédulité publique ait attribué à la malveillance ce qui n'était que le fait du hasard et de la mauvaise construction des villages ou des cités. L'incendie de Prague, au mois de juin 1689, a donné naissance alors à un roman que les historiens ont répété depuis et qui n'en est pas pour cela plus vraisemblable. — D'après eux, le commandant français de la place de Philippsbourg qui venait d'être enlevée aux Impériaux, avait suborné un certain capitaine transylvain et l'avait chargé de recruter parmi les prisonniers une bande de transfuges, entre autres un certain Laurent Prochazka qui fut plus tard arrêté, mis à la torture et dont les aveux ont servi de base aux récits postérieurs. On leur remit une lettre de Mélac à l'Empereur, où le général de Louis XIV avertissait Léopold qu'il se préparait à envahir la Bohême, qui deviendrait le royaume du Dauphin. Ils avaient ordre, dans le cas où on brûlerait cette lettre, de mettre le feu à la ville, et le commandant de Philippsbourg n'avait sans doute aucune illusion sur le sort réservé à sa prose, puisqu'il les avait munis d'avance de redoutables engins de destruction; ils avaient reçu vingt florins chacun, ce qui n'est vraiment pas excessif; ils s'acquittèrent du reste consciencieusement de leur tâche, « lançant des grenades et des bombes enflammées », sous l'œil vigilant de leur capitaine qui, probablement pour détourner les soupçons, parcourait la ville à cheval et se montrait partout où l'incendie faisait rage (21 juin 1689). Leur besogne terminée, leur chef les dispersa dans le pays; ils essayèrent de brûler Boudiéjovitse sans y réussir. Ils ne furent pas plus heureux à Pisek; le chien cependant qui veillait aux portes les avait laissé passer, parce que l'un d'eux tenait dans sa main deux brins de paille en croix et prononçait certaines formules magiques. Prochazka fut forcé alors d'entrer dans un village pour acheter du pain et il fut arrêté : « Le comte me fit battre et je dus avouer beaucoup de choses [1]. »

1. Il me paraît vraiment inutile d'entrer dans une discussion minutieuse de ces contes bleus. Les moindres détails sont d'une invraisemblance puérile.



Il ne semble pas très nécessaire de chercher aussi loin les causes de la catastrophe qui désola Prague en 1689; elle n'avait alors rien de rare, et il n'y a presque pas d'années où les annalistes ne nous signalent deux ou trois villes ravagées par le feu. On était au mois de juin, la chaleur était intense, la police à peu près nulle; beaucoup de vieilles masures, de constructions en planches, couvertes en paille ou en chaume; les rues très étroites, encombrées de matériaux inflammables; l'incendie put ainsi se développer librement et dévora 800 maisons, la ville juive presque entière. Les autorités, par zèle et pour excuser leur impéritie, la cour par politique, le peuple par crédulité et par sottise, cherchèrent des coupables et les trouvèrent dans les étrangers. La foule avait commencé par piller les maisons qui brûlaient; elle continua en se jetant sur les petits colons français, coiffeurs, maîtres de danses, précepteurs, aubergistes : « Tous ceux qui savaient un peu de français coururent péril de mort »; un certain Savoyard qui demandait de l'eau à grands cris, fut dénoncé par son accent et faillit être écharpé; d'autres furent saisis dans leur domicile, jetés en prison, finalement expulsés; la noblesse renonça pendant quelques années à demander à la France des institutrices et des gouverneurs.

Léopold encouragea ces rancunes : il avait besoin de l'appui de l'opinion et, pour que le pays supportât sans trop d'impatience les impôts que dévorait la guerre, il fallait

Les actes du procès ont disparu; ils nous apporteraient très peu de lumières, parce qu'il fut dirigé par un certain Jean Koupets qui, dès le premier jour, eut son siège fait. Or, nous connaissons trop les procédés de la justice à cette époque pour que des aveux arrachés par la torture puissent nous inspirer la moindre confiance. Nous savons d'ailleurs qu'un au moins des accusés, Maximilien Septier, mis plusieurs fois à la torture, protesta toujours de son innocence. Betskovsky arriva l'un des premiers sur le théâtre de l'incendie, et le récit qu'il nous en donne, ne contient aucun fait suspect; ce n'est que par la suite, et d'une façon tout incidente, qu'il parle de la prétendue intervention des Français. La mémoire de Louis XIV est assez chargée pour qu'il soit inutile de lui prêter des crimes gratuits. C'est d'ailleurs déjà une condamnation très lourde pour lui que de pareilles accusations aient pu paraître vraisemblables : elles prouvent le retentissement qu'avaient eu en Europe les dévastations du Palatinat.



bien cultiver en lui la haine de Louis XIV. La fortune commençait à devenir favorable à l'Empereur. L'année 1683 est dans l'histoire de l'Autriche une date décisive : l'échec de Kara-Mustapha devant Vienne brise les forces de l'Islam et, à partir de ce moment, l'Autriche s'avance rapidement vers l'Orient; les victoires de Charles de Lorraine, de Louis de Bade et du prince Eugène, ébranlent jusque dans ses fondements la puissance musulmane; Bude, que les Turcs occupaient depuis un siècle et demi, « le pivot de la guerre sainte », est enlevée (1687), et la paix de Karlovtsi (1699) livre définitivement aux Habsbourgs la Hongrie et la Transylvanie. Pour y établir leur autorité, il leur fallut pourtant vaincre une nouvelle insurrection et François Rakoczy tint dix ans leurs armées en échec (1703-1711). Il fut enfin écrasé, et les Turcs, qui avaient rouvert les hostilités, conclurent, après une série de désastres, le traité de Pojarévats (1718), le plus glorieux que l'Autriche ait jamais signé; il lui abandonnait le Banat, une partie de la Bosnie et de la Valachie et, en entourant les Magyars d'une ceinture de peuples d'origine et d'intérêts différents, rendait pour longtemps au moins toute insurrection invraisemblable. Quelques années plus tôt, la guerre de la Succession d'Espagne s'était terminée par l'acquisition des Pays-Bas, de Naples et du Milanais, moins réellement utile et destinée à dévier pour longtemps les ambitions normales des Habsbourgs.

Ces changements territoriaux ne restèrent pas sans influence sur les destinées de la Bohême. La conquête de la Belgique hâta la pénétration dans le reste de la monarchie des idées occidentales, et la longue alliance des Habsbourgs avec l'Angleterre en favorisa l'infiltration; bientôt, même sous un prince aussi convaincu que Charles VI de la nécessité de garantir l'unité morale de la monarchie, se révèlent les symptômes d'un esprit nouveau. Ce fut surtout cependant la soumission définitive de la Hongrie qui entraîna des conséquences graves. En 1683, dans la bataille décisive contre les Turcs, pendant que les Magyars soute-

naient les envahisseurs, Léopold avait été sauvé par les Slaves. Tandis que Sobieski marchait à la défense de Vienne, la résistance dans la capitale était dirigée par un tchèque, Zdéniek de Kaplirz [1]. La gratitude de l'Autriche a des façons de s'exprimer qui ne sont pas banales; le roi de Pologne l'apprit à ses dépens, comme plus tard le Tsar Nicolas : « Après une si grande bataille, écrivait-il au lendemain de la victoire de Kahlenberg, où tant d'illustres familles ont perdu quelqu'un des leurs, nous sommes ici comme des pestiférés que tout le monde évite. » Les Tchèques ne furent pas mieux traités.

La soumission de la Hongrie eut pour résultat immédiat de diminuer l'importance relative de la couronne de Saint-Venceslas, surtout quand elle eut été dépouillée de la Silésie, et les souverains, qui faisaient déjà bon marché de ses privilèges, s'habituèrent peu à peu à n'en tenir compte que dans la mesure où ils ne gênaient pas leurs volontés. Leur conscience fut d'autant plus à l'aise qu'ils n'aperçurent pas toujours très clairement la gravité de leurs usurpations. Léopold, après plusieurs tentatives pour établir l'absolutisme en Hongrie, avait été forcé par les diverses insurrections de revenir en arrière; il ne renonçait pas sans doute à l'espoir d'étendre ses attributions, et ses successeurs, dans diverses circonstances, reprirent ses projets. Seulement, comme ils avaient des soucis très divers, ils n'apportèrent à cette entreprise qu'une attention distraite et intermittente. La Hongrie resta ainsi jusqu'au commencement du XVIIIe siècle un pays à demi-sauvage, où l'administration appartenait à une aristocratie très nombreuse et très remuante; les rois, que le souvenir des révoltes récentes rendait prudents, se résignèrent en général à lui accorder un traitement de faveur; elle forma dans la monarchie un groupe si distinct que les différences secondaires qui séparaient entre eux les autres pays, parurent presque

1. Voir sur le rôle de Kaplirz, dont les écrivains officiels ont confisqué la gloire au profit de Stahrenberg, les monographies de Helfert, Die Vertheidigung Wien's, 1863, et de Miltner, le Comte Zdéniek de Kaplirz.



insignifiantes et qu'on en arriva peu à peu à les négliger. Dès le commencement du XVIII° siècle, le dualisme, qui n'a revêtu sa forme officielle qu'en 1867, s'acclimate sournoisement dans l'administration et la politique autrichiennes, et les provinces occidentales, depuis longtemps soumises et rapprochées par des siècles d'existence commune, commencent à former un tout, en face de la couronne de Saint-Étienne. L'œuvre de fusion, si lente auparavant, se précipite et elle a pour corollaire l'affaiblissement des administrations autonomes et la ruine des libertés publiques.

Cette transformation se marque déjà visiblement vers la fin du règne de Léopold et elle est hâtée par ses besoins financiers. Svatek calcule que les seize années de guerre de 1683 à 1699 coûtèrent à la Bohême plus de 50 millions de florins et 20 millions de florins à la Moravie, ce qui représenterait actuellement plus d'un milliard de francs; les dépenses de la guerre de la succession d'Espagne furent plus considérables encore. Ce ne sont là que des chiffres très vaguement approximatifs, auxquels il ne convient pas d'attribuer une valeur absolue; ils suffisent cependant pour donner une idée des énormes sacrifices du pays.

La population était peu nombreuse, un million peut-être pour la Bohême, 500,000 en Moravie : peu d'industrie, peu de commerce; les trois quarts, sinon même les neuf dixièmes des impôts retombaient sur les paysans. Il ne faut pas oublier surtout qu'il s'agissait moins d'un impôt, c'est-à-dire d'une somme qui, en définitive, sous une forme ou une autre, revient au contribuable, que d'un tribut. L'argent que les serfs arrachent péniblement au sol, est dépensé en Hongrie, en Allemagne, un peu partout; la Bohême, alors comme aujourd'hui, s'épuise au profit des provinces passives; plus les contributions qu'on lui demande sont élevées et plus faibles sont les sommes consacrées à la mise en valeur du royaume, aux travaux publics, même à l'administration proprement dite. Les historiens tchèques comparent volontiers la situation de leur

patrie à celle de l'Irlande, et, à bien des points de vue, l'analogie est frappante; elle est ruinée par l'absentéisme, absentéisme des nobles qui consomment à Vienne la majorité de leurs revenus, absentéisme du gouvernement qui la regarde comme une sorte de colonie, qu'on exploite à fond sans se soucier du sort des indigènes. Les souffrances de la population sont prouvées par l'accumulation des arriérés, par les difficultés de la perception; les Juifs, qui représentent la classe la plus aisée, très intéressés à mériter les bonnes grâces du souverain, ne parviennent pas à se mettre en règle. Le recrutement militaire, irrégulier et arbitraire, est aussi très lourd. Les seigneurs se plaignent au commencement du règne de Joseph Ier de la difficulté qu'ils éprouvent à trouver des ouvriers : « beaucoup de pères ont dû envoyer à l'armée leur dernier fils; les femmes sont obligées de se mettre à la charrue, et cependant quantité de champs restent en friche ».

Les exigences fiscales de la Cour créent un esprit général de lassitude, d'incurie et de torpeur; les soucis matériels sont trop graves, la vie trop dure, toute fierté s'efface et toute préoccupation de l'avenir. Les débats des diètes ne sont qu'un marchandage humiliant; les États sont moins les défenseurs des libertés publiques que des débiteurs obérés qui chicanent et lésinent. Leurs lenteurs et leurs délais impatientent le roi qui ne recule devant aucun expédient pour leur arracher de nouvelles redevances et échapper à leur contrôle. Il contracte des emprunts gagés sur les contributions futures et qu'ils garantissent, aliénant ainsi leur droit essentiel; il s'arroge l'administration de taxes qui leur appartenaient auparavant et dont il dispose désormais librement, l'impôt sur le tabac, la capitation; il introduit l'accise, timidement d'abord, mais « elle grandit si rapidement qu'elle devint en horreur et en épouvante au peuple. Chacun craignait que les traitants comme des loups ne lui arrachassent de la bouche son morceau de pain. Il fallait payer pour tout, pour le blé que l'on faisait moudre, pour vendre n'importe quoi, pour le bétail, les

chevaux, les vaches, les poulets, les balances, en un mot pour tout ce qu'il est possible d'imaginer. Tout le monde, comtes, nobles, ecclésiastiques, laïques, même l'archevêque et le bourreau, devait payer. Dieu endurcissait à ce point les cœurs des employés que dans leur cruauté ils n'écoutaient aucune supplique et pour la moindre cause parlaient de prison et de potence ». Les plaintes furent telles que l'accise établie en 1709 fut supprimée. Plaise à Dieu qu'elle ne revienne jamais! ajoute le chroniqueur.

Il n'y comptait guère : la force de résistance des diètes était si minime que les usurpations royales devenaient définitives et que les États n'avaient même plus le désir de reprendre le terrain perdu. Ils étaient peu à peu pénétrés par les idées absolutistes qui triomphaient partout, las de ces stériles apparences de discussion et de ces privilèges qui ne faisaient plus illusion à personne. Les sessions étaient toujours plus longues, plus traînantes et plus vides, les discussions plus vaines; l'administration qu'ils continuaient à exercer avait été désorganisée par la suppression de la commission centrale. Il semblait qu'il n'y eût plus qu'à enregistrer la banqueroute d'une constitution qui s'était peu à peu étiolée et desséchée. La monarchie tout entière partageait la décrépitude lamentable et somnolente de l'Empereur dont la volonté faiblissait encore à mesure qu'il vieillissait.

Entre Léopold Ier et Charles VI, le règne de Joseph Ier (1705-1711) ne forme qu'un épisode que nous connaissons mal, assez cependant pour affirmer que le tableau qu'on a essayé d'en tracer est complètement inexact. Le nouveau roi fut populaire parce qu'il ne ressemblait pas à son père, et, comme son gouvernement fut court, il n'eut pas le temps de s'aliéner la faveur de l'opinion. Bien pris dans sa petite taille, les yeux clairs, coloré, les cheveux blonds tirant sur le roux, il avait une apparence de gaieté, de mouvement et de hardiesse. Son éducation avait été un peu moins étroite que celle de ses prédécesseurs. Il n'est pas de muraille si épaisse que le bruit du dehors ne finisse par passer au

travers ; quelque écho des idées occidentales avait pénétré jusqu'à Vienne. Ce n'est pas une raison pour voir dans le jeune souverain un libéral et surtout pour saluer en lui, comme quelques historiens tchèques, un restaurateur des libertés du royaume. Il est vrai qu'il institua en 1710 une commission chargée de préparer une sorte de révision de la Constitution ; mais ne nous laissons pas tromper par les mots. L'on entendait alors par constitution l'ensemble des institutions politiques, administratives et judiciaires du pays, et la commission avait pour but, dans la pensée du roi, d'introduire quelque ordre au milieu de l'enchevêtrement des ordonnances antérieures ; il désirait en même temps faciliter l'action du gouvernement en soumettant autant que possible à un régime commun la Moravie et la Bohême, ce qui n'était dans sa pensée qu'une préparation à une unification plus générale ; il n'y avait là rien de bien profondément original et de nouveau et ce n'étaient pas les projets de réorganisation qui avaient manqué sous son père.

Les résultats de ce zèle réformateur furent modestes : quand la commission de réforme disparut en 1753, elle était très loin d'avoir terminé son œuvre. Joseph Ier s'était bientôt désintéressé de ses délibérations ; chasseur fougueux, libertin, il n'avait pas le goût des affaires. Il avait vaguement aperçu la nécessité d'une union plus étroite des divers pays de la couronne, sans être de taille à en poursuivre l'exécution avec la persévérance qu'elle eût exigée. Ses essais incomplets prouvent du moins que, dans les cercles officiels, la pensée de fortifier et de concentrer le pouvoir, mûrissait, entretenue par la crainte de périls extérieurs, que l'on pressentait encore plus qu'on ne les prévoyait, mais dont un avenir prochain révéla la gravité. Charles VI (1711-1740), le frère et le successeur de Joseph Ier, bien que sa perspicacité fût médiocre et sa volonté paresseuse, fut forcé par les circonstances d'envisager la perspective d'une crise décisive et, au milieu des distractions d'une politique étrangère très

accidentée, il ne perdit jamais de vue le projet de transformer la monarchie, pour la mettre en état d'opposer une résistance sérieuse aux ambitions qui guettaient ses défaillances [1].

Enrichie par l'acquisition de la Belgique, solidement établie sur le Danube, maîtresse d'une partie de l'Italie, l'Autriche, sans abdiquer de plus hautes ambitions, était arrivée à ce degré de satisfaction où la modération et la sagesse sont naturelles et elle devenait une puissance conservatrice; si l'on fait abstraction du court épisode de Joseph II, elle n'a soutenu depuis lors que des guerres défensives. Elle était désormais plus avide d'influence que de conquêtes et elle comptait sur le temps et l'habileté de sa diplomatie pour grouper autour d'elle le reste de l'Italie et de l'Allemagne. La situation dans l'Empire n'avait rien de décourageant; les inquiétudes suscitées par l'ambition de Charles V ou le fanatisme de Ferdinand II, étaient depuis fort longtemps oubliées et la plupart des princes acceptaient sans colère la suzeraineté paterne des Habsbourgs, qui, trop faibles pour menacer l'indépendance de leurs vassaux, étaient assez puissants pour garantir à peu près la sécurité générale et protéger au besoin l'Allemagne contre les invasions étrangères. Les Électeurs étaient très susceptibles et prêts à se cabrer au moindre empiétement, mais les querelles de ménage de ce mariage de raison auquel avaient fini par se résigner les souverains allemands et l'Empereur, ne laissaient plus de rancune profonde.

L'entrée en scène d'un nouveau concurrent, plus jeune, plus ardent, le Brandebourg, troubla brusquement la quiétude universelle. Frédéric-Guillaume (1640-1688) avait réussi à restaurer le prestige de sa maison, très compromis par la faiblesse de Georges-Guillaume : vainqueur des Sué-

1. La période de Charles VI est une des moins bien connues de l'histoire d'Autriche. On trouvera dans le Manuel de Krones la liste des ouvrages généraux, dont aucun ne saurait être considéré comme satisfaisant. Le meilleur est encore la Biographie du prince Eugène par Arneth, mais il n'a pu ni voulu écrire une histoire complète du règne.



dois, adversaire tumultueux de Louis XIV, il s'était substitué à la Saxe dans le rôle de protecteur des protestants, et avait rejeté au second plan les autres. Électeurs Frédéric Ier après lui, en achetant à Léopold la couronne royale, avait avoué les ambitions de sa famille qui portaient loin. Elles furent souvent contenues par le respect superstitieux que plusieurs Hohenzollern conservaient pour les représentants du Saint-Empire romain-germanique; même les plus timides et les plus pieux pourtant les ajournaient et ne les abdiquaient pas.

La géographie et l'histoire orientaient leurs convoitises vers une province du royaume de Bohême, la Silésie, sur une partie de laquelle ils avaient des titres anciens, et, bien que la valeur en fût contestée, cette acquisition était pour eux si indispensable qu'ils ne regardaient jamais le procès comme clos. Il traînait ainsi depuis 1618, et les Habsbourgs, pour se débarrasser de leurs revendications, avaient eu plus d'une fois recours à des expédients d'une loyauté douteuse; il suffisait d'une prévoyance très ordinaire pour deviner que les Hohenzollern saisiraient l'occasion d'une revanche.

Pour le moment et réduits à leurs seules forces, on ne les jugeait pas très redoutables; seulement leur avidité pouvait devenir le centre de cristallisation des cupidités flottantes. La question d'Autriche se pose avec une sorte de régularité périodique dans l'histoire de l'Europe. Les politiques qui jugent que la dislocation de la monarchie des Habsbourgs serait une catastrophe à la fois pour le monde et pour les divers peuples auxquels elle a offert un abri plus ou moins agréable, mais relativement sûr, trouvent même là quelque motif d'espoir : les gens dont on escompte la succession avec le plus d'impatience, ne sont pas toujours ceux qui meurent les premiers. — Au XVIIIe siècle, plus encore que de nos jours, elle sollicitait les faiseurs de projet par son manque d'homogénéité : on apercevait trop nettement les divers morceaux dont la réunion l'avait constituée et qui demeuraient juxtaposés, non soudés. Cette bigarrure n'était pas moins gênante au dedans que compromettante



au dehors; pour déconcerter les prophètes lugubres et les propagateurs de pronostics macabres, non moins que pour trouver la force de repousser les voisins trop pressés d'accomplir leurs prédictions, le meilleur moyen n'était-il pas d'effacer les différences qui subsistaient encore entre les différents groupes et de transformer enfin en un véritable empire ce qui n'était encore qu'une agglomération d'états autonomes?

Il importait d'abord de mettre hors de contestation l'unité territoriale de la monarchie et pour cela de fixer les règles de la succession au trône. Charles VI resta longtemps sans enfant; le fils qu'il eut en 1716, mourut presque aussitôt; la naissance de Marie-Thérèse en 1717 ne fit que prouver la nécessité d'apurer la situation qui n'était rien moins que claire. En Bohême, la Charte de 1627 avait solennellement proclamé l'hérédité de la couronne en ligne féminine; il n'en était pas de même en Hongrie, et les diverses résolutions par lesquelles les chefs de la maison de Habsbourg, avaient déterminé les droits respectifs des divers candidats au trône, obscures et contradictoires, avaient créé une extrême confusion juridique [1]. Le 19 avril 1713, Charles VI convoqua les Grands Officiers de la couronne et leur présenta solennellement la Pragmatique Sanction : les états réunis sous le sceptre des Habsbourgs ne pourraient dans aucun cas être morcelés et se transmettraient en ligne masculine d'après le droit de primogéniture; si les héritiers mâles venaient à manquer, la couronne passerait d'abord aux

1. La Pragmatique Sanction a donné naissance à une littérature fort abondante, mais où la question n'est en général traitée qu'au point de vue juridique. Les travaux les plus intéressants sont : Bidermann, Entstehung und Bedeutung der pragmatischen Sanction, et surtout l'article de Fournier, dans ses *Histor. Studien und Skizzen*. Il a publié le texte du Pactum successionis, signé par Léopold en 1703. Ce texte me paraît établir d'une façon formelle que la couronne, en l'absence d'héritiers mâles, devait revenir d'abord aux filles de Joseph I[er] et ensuite seulement à celles de Charles VI. Luschin (Reichsgesch., p. 402) arrive à des conclusions opposées. La question n'a plus aucune importance, mais cela prouve combien il était urgent d'enlever aux adversaires de Marie-Thérèse les arguments qu'ils auraient trouvés dans cette obscurité.



filles de Charles VI, puis à celles de Joseph Ier, en troisième lieu à celles de Léopold et enfin aux diverses branches de la maison d'Autriche, toujours suivant l'ordre de primogéniture et en respectant la prééminence de la ligne masculine.

L'Empereur avait déclaré qu'il agissait en vertu de sa prérogative souveraine; il n'était pas lui-même très convaincu de son droit et il n'eut de cesse qu'après avoir obtenu des diètes la ratification de sa décision.

Il n'avait aucun doute sur la soumission des États bohêmes. Avec raison : ils le remercièrent de l'adhésion qu'il daignait leur demander et qui, ajoutaient-ils, n'eût pas été nécessaire, puisque la loi nouvelle était conforme à la constitution de 1627 (16 oct. 1720). Ces flatteries faisaient médiocrement honneur à l'esprit politique des Seigneurs. En effet, si la Pragmatique confirmait en principe l'unité et l'autonomie de la couronne de Venceslas en laissant aux Diètes un droit éventuel d'élection dans le cas de disparition de la famille des Habsbourgs, et si elle peut ainsi offrir un argument aux patriotes tchèques qui protestent contre le centralisme actuel au nom de l'indépendance du royaume, elle rendait ce droit purement illusoire en étendant la succession en ligne féminine d'une façon presque illimitée et telle que la Constitution de 1627 ne l'avait jamais prévue. De plus, en s'engageant à maintenir l'indivisibilité de la monarchie, les Bohêmes s'obligeaient à concourir à la défense commune et substituaient ainsi, au moins dans une certaine mesure, l'union réelle à l'union personnelle. Peu importe que Charles VI n'ait pas aperçu les conséquences du vote qu'il sollicitait, ils avaient le devoir d'être plus perspicaces et d'exiger au moins en échange de leur consentement une définition précise de leurs libertés. Ils n'eurent même pas la prudence, comme les Magyars, d'introduire des clauses restrictives qui pussent permettre à la diète d'intervenir à l'occasion et garantir le pays contre les surprises toujours à craindre avec la succession féminine. Ils cru-



rent avoir assez fait en suppliant humblement le roi de confirmer leurs privilèges, et Charles VI vint en effet se faire couronner à Prague et jura à cette occasion de respecter les coutumes et les droits du royaume (1723). Malheureusement ces droits manquaient d'autorité et ces coutumes étaient obscures; aussi les empiétements de la cour recommencèrent aussitôt, avec d'autant plus d'impudence que les récents débats avaient montré ce qu'il était possible d'exiger de l'oligarchie tchèque sans épuiser sa soumission.

Charles VI s'occupa ensuite de faire reconnaître par les souverains de l'Europe la nouvelle loi fondamentale de la monarchie. La peine qu'il y prit prête à la raillerie, quand on songe au faible profit que tira Marie-Thérèse des parchemins accumulés par son père; et pourtant cette longue campagne n'a pas été inutile. — L'Autriche contemporaine date de la Pragmatique; c'est encore aujourd'hui la pierre angulaire sur laquelle repose la monarchie : acceptée officiellement par des assemblées qui représentaient légalement les divers pays, elle est la seule charte constitutionnelle dont l'autorité soit reconnue par tous. Sans doute, ce qui, en dépit de leurs querelles, tient réunis ensemble les peuples qui se disputent sous le regard résigné et placide de François-Joseph, c'est la tradition, la communauté d'intérêts, et en premier lieu la conviction qu'une rupture violente entrainerait pour tous les plus déplorables conséquences. Charles VI du moins a eu le mérite de donner à ces sentiments confus une expression juridique; il a opposé aux velléités séparatistes un titre formel, un pacte régulier, et accru ainsi dans une proportion impossible à déterminer, mais sensible, les chances de durée de l'état.

Personne n'eut à ce moment la pensée de se demander si quelques dizaines de seigneurs étaient bien fondés à agir comme mandataires de la nation. Charles VI ne regardait pas cependant comme indifférente l'opinion du peuple, et les mesures qu'il ordonna pour achever la ruine de l'héré-



sie, se rattachent à la même préoccupation politique que la Pragmatique. Comme Louis XIV, il était convaincu que l'unité religieuse était la garantie et la condition de la puissance du monarque et il poursuivait dans les dissidents des adversaires de son autorité. De récents événements lui avaient rappelé les dangers que crée dans un état l'existence de confessions opposées, et la révolte des Camisards, la part prise par les protestants aux insurrections hongroises, surtout l'attitude des protestants Silésiens en 1706, l'avaient fortifié dans sa résolution de supprimer sur ses domaines les divergences de doctrine.

Quand Charles XII avait traversé la Silésie, au passage de l'Oder, un cordonnier à tête grise avait arrêté son cheval et lui avait déclaré qu'il ne le laisserait pas aller tant qu'il ne lui aurait pas promis de penser aux protestants persécutés. On était au milieu de la guerre de la succession d'Espagne et Joseph I[er] ne jugea pas possible d'écarter la demande du roi de Suède, que soutenaient ici la Hollande et l'Angleterre. Par le traité d'Altranstadt (1707), il s'engagea à restituer aux protestants de Silésie les églises qu'on leur avait injustement enlevées et, dans les principautés où le culte public demeurait interdit, à s'abstenir de vexations arbitraires. Les Habsbourgs eurent là l'occasion de voir quels pauvres résultats avait produits la persécution : dans certaines communes, il n'y avait pas un seul catholique; partout où les hérétiques n'avaient pas été absolument séparés de leurs pasteurs, partout où on n'avait pas poursuivi pendant de longues années un régime de terreur et de violences, les dissidents étaient demeurés obstinément fidèles à leur ancienne croyance.

Charles VI conclut de cet échec, non pas, comme il eût paru naturel, qu'il fallait renoncer à un système condamné par l'expérience, mais à la nécessité de l'appliquer avec une méthode plus rigoureuse. L'agitation anti-catholique s'était propagée en Bohême, et une pétition, adressée au roi de Suède par des paysans des environs de Litomychl, fut saisie par les seigneurs ; les chefs furent punis, sans que



ces châtiments ramenassent le calme. Les Suédois avaient obtenu de la cour impériale à beaux deniers comptants l'établissement d'*églises de grâce* dans les districts silésiens où le culte protestant restait prohibé : quelques-unes de ces églises étaient très voisines de la frontière bohême et les dissidents sortaient en foule du royaume pour assister au service divin. L'archevêque Breuner (1695-1710), dont la foi était très active, déployait beaucoup de zèle pour combattre ces défections : sa bonne volonté était impuissante, parce qu'elle était mal secondée. Bien qu'un siècle se fût écoulé depuis la Contre-Réformation, la réorganisation de l'Église catholique était encore très loin d'être achevée, les curés étaient trop peu nombreux, peu éclairés, quelquefois peu respectables ; ils n'avaient qu'une autorité morale restreinte et ils soutenaient difficilement la comparaison avec les pasteurs du désert, qui revenaient plus ardents, depuis que la surveillance se relâchait.

Les imprimeries de Zittau, de Dresde, Leipzig, Halle, Wittenberg, Berlin, sans parler de celles de la Silésie et de la Slovaquie, publiaient de nombreux traités de piété ou de polémique, que les colporteurs dissimulaient dans leur pacotille ; les ouvriers nomades, les rouliers, les marchands de dentelles et de toiles, les malades qui fréquentaient aux stations thermales, très célèbres dès cette époque, favorisaient ce trafic ; ces livres trouvaient des lecteurs parmi les tailleurs et les tisserands, toujours ouverts aux rêves mystiques et aux lointaines espérances, particulièrement nombreux dans les régions montagneuses de l'Est et du Nord-Est ; c'était là aussi, autour de Chrudim, de Litomychl, de Rychnov, que l'hérésie était le plus répandue. Ce réveil de l'opposition protestante avait attiré l'attention de la diète, en particulier depuis 1713 ; comme d'habitude, ses plaintes platoniques ne changeaient rien à la situation.

Il s'était établi le long des frontières de véritables agences de propagande [1], qui ne se contentaient pas toujours de

1. Sur l'hérésie en Bohême à l'époque de Charles VI, Rézek, *Histoire du mouvement religieux populaire en Bohême.* — Gindely, *Die Processierung*

réveiller les consciences endormies ou de distribuer des traités religieux. Parmi les paysans rebelles à l'Église, « les uns aimaient le calme, la paix et l'obéissance, tout prêts à supporter une dure servitude corporelle, pourvu qu'elle n'attaquât pas leur conscience et leur âme immortelle et qu'elle ne les empêchât pas de rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu » ; d'autres étaient d'humeur moins résignée et les chefs des troubles ruraux se recrutaient souvent dans leurs rangs[1]. On redoutait moins encore pourtant les insurrections que l'on savait pouvoir aisément réprimer que les désertions qui n'avaient jamais complètement cessé et qui au début du XVIII[e] siècle devinrent plus nombreuses[2].

Les émigrés tchèques, qui formaient des communes entières dans certaines régions de la Saxe, rencontraient un accueil particulièrement bienveillant sur les domaines de Gersdorf et de Gross-Hennersdorf (Lusace), dont les seigneurs étaient des protestants zélés. Là naquit en 1700 Nicolas-Louis de Zinzendorf ; il grandit dans un milieu de piété mystique et fut de bonne heure atteint par l'inquiétude qui troublait à cette époque tant d'églises luthériennes ; il se sentait à l'étroit dans les formules précises de l'orthodoxie et se croyait appelé par Dieu à une sainte et haute mission. Comme beaucoup de prophètes, il

der Hæretiker in Bœhmen unter K. Karl VI. — Adamek, *La région de Chrudim*, — *Le Mémorial de l'église réformée tchèque-morave.* — Podlaha, *La vie et l'action de Koniach*, et, *De l'histoire de la Réforme catholique de 1664 à 1703* (Recueil du cercle historique, 1893 et 1901).

1. Slavik, dans l'Osviéta, 1875, p. 402.

2. Des incidents analogues se produisaient sur d'autres points de la monarchie et le gouvernement autrichien était fort exactement renseigné sur les causes de ce mouvement. Nous lisons en effet dans une Instruction aux autorités de Carinthie : « Il y a lieu de croire que les erreurs religieuses sont un reste de la Réforme, puisqu'elles se manifestent chez les paysans des hautes montagnes, où probablement les missionnaires et les prêtres ne se sont pas montrés souvent et où les erreurs se sont ainsi transmises de génération en génération. Mais il est certain que le mal s'est aggravé sous des influences extérieures et on a la preuve, non seulement que les sectaires étrangers ont envoyé des lettres de propagande, mais qu'ils ont expédié des agitateurs qui, par diverses ruses, augmentent le mal ancien. » Zwiedineck-Südenhorst, Gesch. der relig. Beweg. in Inner-Œsterreich, Archiv. f. œst. Gesch. LIII, p. 483. Zwiedineck a prouvé l'intervention du roi de Prusse, et elle ne s'explique pas uniquement par son zèle religieux.



unissait à une sincérité profonde une vanité quelque peu brouillonne ; il exerçait une action irrésistible sur les personnes qui l'abordaient dans un esprit de foi, mais la part de charlatanisme, qui est nécessairement mêlée à tout prosélytisme, froissait et éloignait ceux qui le jugeaient sans aveuglement. Il faisait volontiers parade de ses succès, qui furent modestes, si on les compare à ses rêves, mais non sans importance absolue ; son malheur fut de venir à une époque où la fièvre religieuse ne dépassait pas un cercle assez étroit et où les désirs de progrès revêtaient plus volontiers une forme assez différente [1].

Élevé à Halle dans la pure doctrine piétiste, il avait retrouvé chez ses maîtres les idées répandues par Comenius et il était ainsi tout disposé à s'intéresser aux persécutés bohêmes, quand, en 1721, un charpentier de Moravie, Christian David, sollicita sa protection pour ses coreligionnaires. Ce Christian David était entré en relation avec quelques communautés dissidentes, « catholiques de nom, évangéliques de cœur », qui continuaient à enseigner que Dieu seul peut être invoqué et que le Christ est le chemin, la vérité et la vie [2]. Après s'être converti au luthéranisme, il avait parcouru le royaume en recherchant ceux qui partageaient sa foi : ils n'avaient qu'une pensée, échapper à l'oppression, se réfugier dans un coin paisible où il leur fût permis d'adorer Dieu selon leur cœur. Zinzendorf, à qui il rapporta leurs désirs, leur offrit un asile sur ses terres et, en 1722, trois familles, conduites par David arrivèrent en Saxe ; le 17 juin, il abattit le premier arbre et commença à élever la maison que les réfugiés nommèrent la Protection du Sauveur, Herrnhut, le centre de la nouvelle *Unité des Frères Moraves*. Le départ de ces fugi-

1. V. Pariset, *l'État et les Églises de Prusse*, p. 728 et sq. Le livre de M. Pariset, conçu dans un esprit rigoureusement scientifique, complète et corrige les hagiographes. Je ne saurais cependant me rallier complètement à ses conclusions. Il est trop sévère pour Zinzendorf et il atténue, jusqu'à le nier complètement, le caractère religieux des émigrations à cette époque.

2. Muller, *De l'intime relation de la nouvelle Église des Frères avec l'Unité bohême* ; — Journ. du Musée bohême, 1885.



tifs provoqua une enquête, qui, en augmentant les craintes des paysans, entraîna des désertions plus nombreuses. La Communauté des Frères fut troublée au début, comme il arrive d'habitude, par des dissidences religieuses qui déterminèrent diverses scissions ; elle vécut cependant et reçut son organisation définitive quand, en 1735, l'évêque de l'Unité, Jablonski, le petit-fils de Comenius, consacra David Nitschmann ; Zinzendorf fut à son tour ordonné évêque en 1737.

Les allées et venues des émissaires, la recrudescence de l'émigration, la formation sur la frontière de communautés protestantes qui devenaient un dangereux foyer d'appel, alarmèrent le gouvernement. Sous Léopold, il s'en était remis au clergé du soin d'étouffer l'hérésie et il lui avait accordé les droits les plus étendus : il le jugea décidément incapable d'arrêter le mal et résolut de se substituer à lui. La responsabilité des dernières persécutions remonte ainsi beaucoup moins à l'Église qui ne les avait pas sollicitées, qu'au souverain : l'Empereur ne voulait pas que ses voisins s'enrichissent à ses dépens en lui enlevant ses serfs, et il n'entendait pas tolérer l'existence de sectes qui, à un moment donné, pouvaient être l'avant-garde des envahisseurs.

Charles VI ne s'élevait pas au-dessus des idées moyennes acceptées par la majorité de ses contemporains. Son père avait pour lui une prédilection particulière qu'il ne dissimulait pas, parce qu'il se reconnaissait absolument en lui, avec ses goûts d'érudition, sa passion pour la musique, sa gravité majestueuse et calme, son horreur de toute initiative et de toute décision rapide. Il lui avait donné pour gouverneur un jésuite, Braun, qui avait pour mission de le préparer à régner sur l'Espagne; Charles avait été de suite à l'aise dans ce pays de piété farouche, de loyalisme superstitieux et d'étiquette rigide; il n'oublia jamais les années qu'il avait passées à Barcelone et conserva jusqu'à sa mort une tendresse extrême pour les Espagnols qui l'avaient suivi. Ils l'entretenaient dans la conviction que tout héré-

tique est un traître, et il frappait les sectaires avec une rigueur d'autant plus implacable qu'il n'avait pas abdiqué ses lointaines ambitions et que, pour soutenir les aventures dans lesquelles il était sans cesse sur le point de s'engager, il avait besoin d'être sûr de l'obéissance unanime de ses peuples. Il n'est nullement nécessaire de lui supposer des instincts féroces ; ce gros homme, ventripotent, qui, pendant toute sa vie, erra de pèlerinages en villes d'eaux pour obtenir un fils, d'esprit lent et d'intelligence bornée, appliquait avec une conscience étroite les traditions de sa famille et les doctrines de l'époque. Nous sommes beaucoup trop disposés à juger le commencement du XVIII[e] siècle par Bayle et les Lettres persanes : les idées de tolérance et de scepticisme ne conquirent l'opinion que lentement et elles n'avaient pas atteint les gouvernements ; à aucune époque les décrets contre les protestants n'ont été plus durs que sous le gouvernement du duc de Bourbon ; en Allemagne de même, plusieurs dynasties poursuivent la conversion de leurs sujets avec plus de zèle que d'humanité. Il n'y avait vraiment aucune raison pour que la cour d'Autriche eût une conception plus haute de ses intérêts et de ses devoirs.

A partir de 1717, une série de rescrits impériaux ordonnent de détruire les livres hérétiques, de rechercher les émissaires suspects, de punir les assemblées illicites ; ils sont résumés et complétés par le terrible mandat du 28 décembre 1725 [1]. Les paysans et les bourgeois, coupables du crime public d'hérésie, seront condamnés à un an de travaux publics et, s'ils ne se convertissent pas, retenus une seconde et une troisième année ; après quoi, s'ils persistent dans leur erreur, on prononcera leur relégation [2], après en avoir référé à l'Empereur ; ceux qui revien-

1. Il a été publié souvent, entre autres par Gindely, die Processirung der Hæretiker, p. 24.

2. Il y a dans le décret quelque obscurité. Gindely semble croire que l'hérétique obstiné était exilé, mais la plupart eussent accepté cet exil comme une délivrance ; le texte parle bien de l'expulsion (des Landes verwiesen), mais il ajoute : « Avant de procéder à la relégation », ce qui me paraîtrait indiquer la déportation dans une autre partie de l'Empire et ce qui serait plus conforme aux pratiques ordinaires.



dront, seront punis de mort; ceux qui se convertiront, seront autorisés à rentrer chez eux, placés sous la surveillance du curé et des autorités civiles, et, en cas de nouvelle défaillance, envoyés aux galères. Les femmes relapses et les vieillards ou les infirmes seront fouettés et expulsés, leurs biens livrés au seigneur. Les personnes dans la maison desquelles auront été tenues des assemblées interdites, celles qui introduisent et répandent des livres hérétiques, accomplissent des fonctions ecclésiastiques ou subornent leurs voisins, seront mises à mort; quiconque les dénoncera, recevra une récompense de cent écus, et quiconque les livrera, de trois cents. Les seigneurs et leurs agents écarteront tout ce qui est contraire à la religion catholique, et la moindre négligence sera sévèrement punie; les employés des nobles et les autorités municipales jureront de demeurer fidèles à la foi romaine et veilleront à ce que les paysans accomplissent régulièrement leurs devoirs religieux; les parents dont l'orthodoxie est suspecte, perdront la garde de leurs enfants, qui seront confiés à des tuteurs ou à des maîtres catholiques.

Ce que poursuivait Charles VI, c'était le « crime contre l'état ». En s'attribuant le pouvoir de juger et de frapper l'hérésie, il rejetait au second plan les autorités ecclésiastiques et les réduisait au rang d'une administration policière; par une conséquence logique, il réclamait sur elles un droit de surveillance, leur prescrivait leur conduite, leur reprochait assez durement leurs négligences. Il forme ainsi la transition entre Ferdinand II et Joseph II, et tous les trois partaient en somme d'un même principe, étaient convaincus que l'État a la direction suprême des consciences; la seule différence, c'est que Ferdinand II est le fils humble et soumis de l'Église dont il accepte sa règle de vie, tandis que plus tard l'État devient sa propre fin et que les rois, qui ne voient plus dans le clergé qu'un instrument et non un guide, se croient autorisés à lui imposer leur propre pensée. Charles VI était encore personnellement très pieux et aucune pensée de

rébellion n'approcha jamais de son cœur; il considérait du moins que ses obligations envers l'Église lui constituaient sur elle une sorte de suzeraineté; à ce point de vue aussi, il s'était imbu des traditions espagnoles et, comme Philippe II, il eût volontiers traité le pape comme son sacristain.

L'archevèque de Prague, Ferdinand de Khünbourg, s'émut de ces empiétements. Comme la Lieutenance de Bohême ne tenait aucun compte de ses réclamations, il chargea son confesseur, un jésuite polonais, Wietrovsky, de porter ses doléances à Vienne. On l'y reçut assez mal; le Chancelier de Bohême, le comte Schlick, accusa l'évêque, qui réclamait l'instruction des procès d'hérésie, de vouloir introduire dans le royaume l'Inquisition romaine; l'Empereur s'abrita sous l'exemple de Louis XIV et il ordonna à la Lieutenance de passer outre; « il espérait que le clergé ne résisterait pas à ses résolutions royales; dans tous les cas, il trouverait le moyen de faire observer ses ordonnances ainsi qu'il convenait ». Khünbourg, assez mal soutenu par ses prêtres et abandonné par la Curie, se soumit, et dès lors les autorités laïques et ecclésiastiques rivalisèrent de zèle dans la persécution.

Elle fut conduite si brutalement qu'on a prétendu que, même sous Ferdinand II, les hérétiques n'avaient pas été exposés à de pires souffrances. La vérité, c'est qu'elle fut menée plus méthodiquement, que l'administration était mieux outillée et qu'il fut ainsi beaucoup plus difficile aux dissidents d'échapper aux poursuites. Qu'ils fussent encore fort nombreux, nous en avons la preuve dans une lettre de l'Empereur du 8 mars 1727, d'après laquelle 450 personnes étaient sous le coup d'un procès d'hérésie à Prague ou dans les environs. Les procédés employés furent ceux qu'il est permis de supposer avec les mœurs du temps. « Les actes de violence ne manquèrent certainement pas, écrit Zwiedineck-Südenhorst à propos de l'Autriche intérieure : le clergé paraît avoir été à cette époque dans un état de complète décomposition; le gouvernement voyait



dans chaque hérétique un rebelle; les prêtres, les juges, les administrateurs regardaient les sectaires comme la lie de la population et ils croyaient parfaitement légitime de leur faire sentir de la manière la plus dure l'ennui que leur causaient les tracas et les écritures de ces enquêtes ». Il n'en fut pas autrement en Bohême : des centaines de personnes furent jetées en prison, mises au fer, battues de verges, exilées.

On fouetta des jeunes filles qui avaient essayé de s'enfuir, des femmes enceintes. Deux sœurs qui avaient réussi à sortir du royaume, eurent l'imprudence d'y revenir; on les garda en prison dix-huit mois : elles recevaient pour vivre deux sous par jour; le missionnaire, impatienté de leur obstination, réduisit la somme à un sou, interdit rigoureusement de leur rien apporter; elles avaient l'ordre de s'agenouiller au moment où la cloche annonçait l'élévation; comme elles refusaient d'obéir, elles reçurent vingt coups de bâton, une autre fois cinquante coups de fouet. — En 1728, on arrête un certain Urbain, chez qui on avait saisi des livres hérétiques, et, après neuf mois de prison préventive, on le condamne à un an de travaux forcés; sa peine terminée, il s'enfuit en Saxe : on arrête alors sa femme et ses enfants, on les garde trois mois en prison et, pendant ce temps, on les bat cruellement, pour les forcer d'avouer qu'ils ont été élevés dans l'hérésie par leur père.

Certains actes nous révèlent chez les persécuteurs une sorte de folie furieuse, cette démence cruelle qui s'empare des hommes médiocres, quand on brave leur autorité. Les prisonniers, après avoir été passés par les verges, sont jetés dans des cachots immondes, et la vermine se met dans leurs plaies; un jeune homme est plié dans un tonneau, de sorte que son dos seul en sorte, et fustigé jusqu'au moment où il perd connaissance. — A Tcherekvitse, un paysan est fouetté à plusieurs reprises et il n'a pas sur le corps une place intacte; après un an de prison on le remet en liberté; quelque temps plus tard, le curé le dénonce de nouveau : il conserve des livres hérétiques; on le jette dans un cachot,

les fers aux mains, et, comme il refuse de se convertir, le doyen, de peur que son exemple ne séduise d'autres coupables, le fait empoisonner : on raconta qu'il s'était suicidé et son corps fut enterré dans un carrefour [1]. — Un garde-chasse qui avait blasphémé Saint-Jean Népomucène est pendu et son cadavre brûlé [2].

Dans les régions de Chrudim, de Nachod, de Litomychl, de Kralové-Hradets, de très nombreux suspects furent ainsi mis en prison, dépouillés de leurs tenures, envoyés à l'armée. A Opotchno, sur les domaines du comte Colloredo, quelques centaines de dissidents, exaltés sans doute par l'agitation générale, avaient demandé qu'on leur remît une église abandonnée, pour y célébrer leur culte; on répartit dans leurs villages quelques compagnies de soldats qui soumirent les habitants aux plus durs traitements; quatre-vingt-dix-huit paysans furent condamnés à des peines plus ou moins élevées ; quelques obstinés persistèrent dans leur erreur et demeurèrent en prison; les autres, après avoir subi leur châtiment, revinrent à Dieu [3]. — Une sorte de terreur planait sur la Bohême orientale. Les Jésuites venaient

1. Je ne vois aucune raison de contester la réalité de ce fait. V. Rézek, p. 71. D'ailleurs, que Kazda ait été empoisonné par un prêtre qu'emportait un zèle aveugle ou qu'il ait été poussé au suicide par le désespoir et les mauvais traitements, la différence n'est pas bien grande.

2. Ces violences provoquèrent les réclamations des Protestants d'Allemagne et la cour ordonna une enquête. Le rapport du capitaine de Kralové-Hradets, rédigé à cette occasion, a servi de base au récit de Bilek. Je ne vois pas bien pourquoi le capitaine n'aurait pas dit la vérité, ce qui d'ailleurs n'exclut pas la possibilité d'erreurs de détail. Le Père Svoboda a cherché à infirmer son témoignage par celui du comte Chafgotch, qui fut chargé d'une contre-enquête et qui déclare que « ces plaintes sont en partie sans fondement, en partie exagérées ». Il est évident que le rapport apologétique de Chafgotch ne saurait inspirer la moindre confiance. — Il avoue d'ailleurs qu'il est impossible de nier que les autorités temporelles et spirituelles ont été entraînées trop loin par leur zèle et ont traité beaucoup d'hérétiques avec une rigueur excessive; émus par ces abus, la Lieutenance du royaume, l'archevêque de Prague et l'évêque de Hradets ont déjà ordonné à leurs subordonnés de procéder avec plus de modération.

3. Sur ce curieux incident d'Opotchno, qui se rattache au mouvement piétiste dont un pasteur bien connu à cette époque, Liberda, était le centre, nous trouvons des renseignements précis dans le Mémoire que Jean Klugar a ajouté à son Catéchisme (Prag., 1747), et qui est un des textes les plus précieux pour l'étude des idées religieuses en Bohême au XVIIIe siècle.



d'introduire dans le royaume la formule de salutation dont les paysans se servent encore aujourd'hui : « Gloire à Jésus-Christ. — Dans les siècles des siècles! Amen. » Quiconque ne l'employait pas était immédiatement suspect. On est heureux, au milieu de ce déchaînement de barbaries, d'entendre s'élever la plainte du curé de Vysoké-Myto qui demande au Consistoire métropolitain que les missionnaires et le clergé traitent les paysans avec plus de douceur et évitent des cruautés qui n'ont d'autre effet que d'aigrir les esprits. Il est certes infiniment probable que la responsabilité la plus lourde retombe sur les laïques, et Rézek remarque avec raison que la présence du jésuite Fiom au milieu des soldats qui torturent les serfs d'Opotchno, ne suffit pas à démontrer qu'il ait approuvé leurs procédés. Malheureusement d'autres témoignages semblent bien établir que tous les missionnaires au moins n'échappèrent pas à la contagion de la férocité : le Père Firmus, pour forcer les inculpés à révéler où ils avaient caché leurs livres, leur tirait les cheveux et les oreilles et leur marchait sur les doigts avec ses gros souliers auxquels il avait eu soin de faire ajouter des clous [1].

Il eût été difficile de mieux servir les intentions des princes voisins qui cherchaient à augmenter le nombre de leurs laboureurs au détriment des Habsbourgs. Le Grand-Électeur et Frédéric Ier avaient fait de la Prusse un lieu de réfuge; Frédéric-Guillaume Ier, dont l'orthodoxie était plus étroite, n'accueillait pas sans remords ces étrangers : leur credo était sommaire et leur doctrine flottante, mais l'avidité était chez lui plus forte que les scrupules et il rassurait sa conscience en se promettant de ramener à la véritable foi ceux qui se fixeraient sur ses terres. A partir de 1718, une série de patentes offrent un asile en Prusse « aux serviteurs du Christ qui souffrent pour la vérité ». L'émigration bohême, qui dure pendant tout le règne de Charles VI, prend une importance particulière après

1. Rézek, p. 72.



1732, à la suite de l'émotion causée par la fuite en masse des laboureus du Salzbourg. Le roi de Prusse, qui garde moins de ménagements depuis que ses relations avec Charles VI sont devenues moins bonnes, est très habilement servi par quelques pasteurs, Liberda, Litochleb et autres « Berlinois ». « Il me serait agréable, écrivait-il en 1735, que les Tchèques fussent assez nombreux pour occuper toute une rue [1]. » Jusqu'en 1737, il en arriva environ 1,200 qui s'établirent à Berlin même et, dans les environs, à Rixdorf.

Le Corps Évangélique allemand s'était ému : à quoi bon des violences qui préparaient de nouveaux adeptes « à l'incrédulité et à l'impiété, aussi dangereuses pour la royauté que pour l'Église! » Charles VI repoussa très nettement cette intervention : les coupables étaient des paysans et les clauses du traité de Westphalie qu'on invoquait en leur faveur, ne s'appliquaient pas à eux; de plus, ce n'étaient pas de véritables Évangéliques, mais des sectaires dangereux, imbus des anciennes croyances hussites. — Au point de vue diplomatique, sa réponse était irréfutable et le Corps Évangélique n'insista pas. L'Empereur, plus ému cependant qu'il ne voulait l'avouer, comprit la nécessité de revenir à des procédés moins brutaux. Sans doute les violences ne cessèrent pas : — « Ne nous accusez pas, dit un missionnaire, ne vous irritez pas contre nous, si parfois nous apportons quelque rigueur à vous inculquer la vérité : nous vous aimons, nous voulons pour vous ce que nous désirons pour nous-mêmes. Ce n'est pas contre nous qu'il faut vous irriter, si nous ne vous laissons pas périr dans l'erreur; prenez-vous en à Dieu lui-même qui punit sévèrement les mauvais pasteurs et les menace de sa colère en leur disant : vous n'avez pas corrigé ceux qui se trompaient, vous n'avez pas sauvé ceux qui périssaient. » — Plus d'un prêtre, pour ne pas compromettre son salut, se résignait à frapper durement

1. Pariset, p. 807.



les sectaires. Encore en 1748, on condamne au bûcher Jean Pitha, judaïsant, relaps et blasphémateur. Il avait jusqu'aux derniers jours refusé de reconnaître son erreur, quand le jésuite Koniach glissa sous son oreiller de saintes reliques. Pitha se réveilla quelques instants plus tard et, sans même attendre le matin, demanda un prêtre; il se confessa et mourut repentant sur le bûcher[1]. — En résumé cependant, de semblables exécutions deviennent plus rares et, bien que le règne de Marie-Thérèse offre encore de nombreux exemples de rigueur, une pratique plus douce se répand. On éloigne les missionnaires les plus fougueux[2], et l'archevêque Manderscheidt, modéré, sans ombre de fanatisme, recommande à ses prêtres d'éviter les violences; on s'aperçoit, comme après le règne de Ferdinand II, que toute cette agitation précipitée a été plus funeste qu'utile et on s'efforce d'agir davantage par la persuasion, de gagner les âmes plutôt que de les contraindre.

Sur un point du moins la loi reste inflexible : l'interdiction absolue de conserver des livres suspects, et on les poursuit avec plus de vigilance que jamais. — « Vous vous indignez de nous voir vous demander vos livres, écrit un Jésuite, les rechercher, les déchirer, les brûler, vous nous accablez de votre colère, vous vous arrachez les cheveux de la tête; mais si vous saviez qu'un mets agréable, sucré, savoureux, renferme du poison, le laisseriez-vous à vos enfants? Ils auraient beau pleurer et se lamenter, vous le leur arracheriez vite de la bouche. Et vous vous étonnez que nous, vos pères spirituels, par amour chrétien et pour obéir à nos devoirs de pasteurs, nous vous refusions cette nourriture toute pétrie de poison infernal! La prudence ne saurait être excessive, quand la moindre négligence est dangereuse; même les livres de science et de médecine doivent être proscrits, dans lesquels se cache peut-être

1. Podlaha, p. 47.

2. Rézek dit que les Jésuites furent remplacés par des prêtres séculiers; Podlaha a prouvé que la mesure ne fut pas générale et elle n'aurait pas été justifiée, parce que rien ne permet de supposer que les Jésuites aient montré plus de dureté que les autres.



un venin mortel : libenter carebo poculo in quo suspicio veneni est. » La lecture des Saintes Écritures ne peut être autorisée que pour ceux qui ne risquent pas de se laisser égarer : « Une arme est bonne et parfois même indispensable; on a raison cependant de ne pas la laisser aux mains des enfants et des fous. L'Écriture, la Loi, la Bible sont bonnes, nécessaires au salut de la Chrétienté; mais à vous, qui êtes les enfants de l'Église, c'est-à-dire à vous illettrés, ou même à vous, qui êtes instruits, mais qui, à l'exemple des imprudents, expliquez hâtivement et pour votre perdition la loi du Christ, c'est pour votre salut qu'on l'enlève [1]. » — Ces arguments ne persuadaient pas les sectaires : ils voulaient juger par eux-mêmes, n'étaient pas des animaux, incapables de distinger le bien du mal. — « C'est par des paroles semblables que le Pervers a séduit vos premiers parents! Personne ne condamne au feu les bons livres! » — Après tout, écrit aujourd'hui un apologiste de la Compagnie, un professeur d'histoire ecclésiastique à Brno, tous les livres tchèques disparus ne méritent pas d'être pleurés; si l'on supprimait les exemplaires de l'histoire de l'Ordre des Jésuites par Bilek, la littérature tchèque n'en éprouverait aucun dommage; au contraire, son bon renom historique y gagnerait. — Détestables principes qui, en dépit des mérites éminents de tant de membres de la Compagnie, font vraiment de ces indignes successeurs du Christ, les ennemis du genre humain.

La légende, qui résume volontiers dans un nom une longue période historique, au milieu de cette légion d'apôtres qui, de 1620 à 1781, ne cessèrent de jeter au bûcher des monceaux de livres, a gardé le mémoire du jésuite Koniach (1691-1760) [2]. Peltzel l'accuse d'avoir brûlé 60,000 volumes; Podlaha réduit le chiffre à 30,000. Le chiffre importe peu, et même la valeur absolue des ouvrages ainsi détruits. Le poète tchèque contemporain qui nous montre Koniach

1. Podlaha, le Jésuite Koniach, p. 14.

2. Peltzel, *Gelehrte und Schriftsteller aus dem Orden der Jesuiten*, 1786. — Hanouch, Journ. du Musée bohême, 1863. — Surtout Podlaha, déjà cité.

subissant les supplices infernaux tant que n'aura pas poussé un épi doré sorti de chaque grain de pensée qu'il a essayé d'étouffer, a posé la question sur son véritable terrain. Non pas que Koniach ait cherché systématiquement à arrêter le développement du peuple tchèque; de pareilles préoccupations étaient étrangères à son époque. Mais on fausse, d'autre part, la vérité en lui attribuant, comme Podlaha, des tendances nationalistes et en cherchant le mobile de ses actes dans le désir de s'opposer aux ambitions des Hohenzollern.

Élève docile de la Compagnie, il poursuivait dans l'innocence de son cœur l'œuvre de mort qu'elle sanctifiait. Très sincère, très pieux, très laborieux, de santé médiocre, il continua pendant 37 ans son labeur d'évangélisation, au milieu des privations de toutes sortes, des avanies, des menaces, indifférent au péril, incapable de haine personnelle; il lui arriva de prononcer cinq sermons dans un jour, de s'enfermer par les froids les plus rigoureux sept ou huit heures dans le confessionnal. Il n'était pas cruel, s'efforçait de persuader les obstinés. « Si vos parents, dont vous vous réclamez, revenaient au monde, ils fouleraient aux pieds ces livres qu'ils vous ont laissés; ils les déchireraient en morceaux, ils les brûleraient, car ils reconnaissent maintenant dans l'autre vie qu'ils ne renfermaient que mensonge et erreur, mais il est trop tard! » — Son éloquence glissait sur l'opiniâtreté des paysans, « ils ne voulaient pas condamner la mémoire de leurs aïeux, qui n'étaient pas des païens ». — Mes chers compatriotes, leur objectait Koniach, je vous le demande au nom du Sauveur crucifié, pourquoi avoir en vous-mêmes une confiance si excessive, quand vous savez que tant d'Empereurs, tant de rois, tant de monarques, tant de gens sages, laïques et ecclésiastiques, qui ne voudraient pas perdre leur âme, s'accordent pieusement avec l'Église catholique. Dans les affaires de la commune, pour votre métier, vous prenez volontiers l'avis de gens expérimentés. Ici, il s'agit du salut de vos corps, de vos âmes, de vos enfants ». Il leur mon-



trait les périls auxquels les exposait leur entêtement : « Je ne puis assez m'étonner que beaucoup de gens, au risque d'un terrible châtiment, menacés de perdre leurs biens et leur vie, par attachement pour une doctrine qui les condamne à d'éternels tourments, se résignent à des transes perpétuelles, alors qu'il leur serait si facile de vivre tranquilles, paisibles, dans la foi consacrée par la parole de Dieu ! » N'avaient-ils pas eu souvent la preuve des bénédictions célestes qui récompensaient la soumission ? Un sculpteur, chez qui j'avais trouvé un livre de prières hérétiques, m'a remercié vivement par la suite de l'avoir emporté ; tant qu'il l'avait eu, son travail n'avait pas été béni, personne ne lui achetait rien et n'estimait ses œuvres ; dès qu'il en fut débarrassé, les marchands pieux entrèrent dans son atelier et lui commandèrent une passion de bois. — Le jésuite demandait à ses auditeurs de l'aider dans son œuvre, s'efforçait de les intéresser au salut de leurs voisins : Si tu sais que quelqu'un sert l'hérésie ou qu'il possède des livres hérétiques, suspects et scandaleux, dois-tu le révéler ? — S'agît-il de mes propres parents, je suis tenu d'avertir le prêtre : sans cela je serais responsable de l'âme qui serait ainsi perdue [1].

Les divers districts du royaume étaient sans cesse parcourus par des émules de Koniach et les chaires retentissaient des éclats de leur éloquence boursouflée et creuse. Ils dressaient un immense autel et continuaient plusieurs jours leurs « exercices spirituels », puis ils élevaient un bûcher sur lequel ils brûlaient en grande pompe les livres saisis, pendant que le peuple chantait une sorte de cantilène : « Brûlez les livres hérétiques, détruisez les prestiges infernaux, brûlez l'incrédulité païenne et ces superstitions de vieilles femmes. Brûle, brûle, Jean Hus, pour que notre âme ne brûle pas ; brûle, Martin Luther, que le Diable déchire ton âme ; brûle, Melanchton ; brûle, Jérome (de Prague), pour que nous ne périssions pas avec toi.

1. Catéchisme de Koniach. — Cité par Vltchek, p. 55.

Brûle, Georges de Podiébrad... Brûle, brûle, Zizka, comme une pomme de pin trempée dans la poix [1]. » Malgré tant d'efforts, les livres interdits, « cette race de dragons, se glissaient dans toutes les seigneuries, dans tous les villages ». Pour dépister les enquêteurs, les paysans avaient appris plus d'un tour : ils remplaçaient les premières pages par quelques feuilles arrachées à un ouvrage de piété, ils dissimulaient un psautier hérétique sous la couverture d'une biographie de saint. Koniach indique le moyen de percer à jour leurs ruses : le prêtre se mettra à genoux, récitera un Pater et un Ave, invoquera saint-Antoine de Padoue, puis, après avoir fait le signe de la croix, il dira : voici la croix du Seigneur, fuyez, partis ennemis; la victoire appartient au lion de la tribu de Juda, à la race de David. Alleluia! Il suffit alors d'ouvrir le livre au hasard, on tombe aussitôt sur le passage hérétique. — Bien que ce moyen fût infaillible et assez facile, Koniach, pour hâter la besogne, rédigea un Index des livres à confisquer, une Clé de l'hérésie (1729) : tous les livres tchèques traitant de matière religieuse et publiés de 1414 à 1620, sont suspects par définition, même s'ils sont d'un auteur catholique, parce qu'il est possible que le traducteur y ait ajouté de graves erreurs; les livres d'histoire et de science ne doivent être approuvés qu'après un sérieux examen. L'apologiste de Koniach nous affirme qu'il avait fait preuve d'une réelle largeur d'esprit, puisque sur les 3,600 ouvrages tchèques qui, d'après Ioungmann, ont paru en Bohême avant 1750, il n'en condamnait que 1,200.

Les Jésuites, qui ne manquaient ni de perspicacité ni d'attention, étaient d'autant plus inquiets de l'opposition sourde qu'ils rencontraient, qu'elle ne se rattachait plus en réalité à aucune confession reconnue. Le Christianisme est une religion si absolument contraire à la nature et à raison qu'il a besoin d'être maintenu par un effort continu :

1. Chronique de Hrdlitchka; Kalousek, Comptes-rendus de la Société des Sciences, 1893, p. 5.

partout où cesse l'action régulière d'un clergé constitué, il s'effrite et se dissout en un mysticisme puéril ou en un vague rationalisme. De même qu'en France, après la Révocation, dans les provinces où le protestantisme subsiste, les paysans, séparés longtemps de leurs pasteurs, rejètent la partie dogmatique de la Doctrine Réformée, les serfs de Bohême qui refusent de se plier sous les lois de l'Église, ne sont que des illuminés dont les visions s'inspirent de l'Évangile de saint Jean et de l'Apocalypse, ou des sceptiques qui repoussent moins un enseignement précis que l'intrusion d'une autorité étrangère dans le domaine de la conscience. D'une façon ou de l'autre, c'est la révolte du sens propre sous ses formes les plus redoutables, et les polémistes de la Compagnie, dont l'instruction est médiocre et le talent à peu près nul, se sentent désarmés en face de pareils adversaires. Leurs œuvres sont d'une rare insignifiance : l'*Étoile Dorée de la Vérité infaillible catholique-romaine* de Koniach est le type de cette littérature puérile. La sincérité du polémiste est manifeste et sa foi touchante, il se plait à nous raconter les miracles accomplis en sa faveur par la Sainte-Vierge du collège d'Iitchin : une fois, elle le guérit d'une céphalalgie; une autre fois, comme il avait mal à la poitrine, il met un cataplasme, invoque Marie et prononce son sermon avec plus de véhémence que jamais.

Le malheur, c'est que ces petites histoires édifiantes n'agissent que sur des esprits déjà convertis. De même pour le cathéchisme de Klugar, clair, bien disposé, inspiré par une évidente préoccupation de déraciner les erreurs les plus redoutées: — « Qu'est-ce que la grâce ? — C'est avoir la grâce unie avec les œuvres. — Quelles grâces recevons-nous pour les indulgences plénières? — Toutes nos fautes nous sont remises, nous devenons ainsi purs comme des anges de Dieu et en mourant nous allons directement au Ciel. — L'Église et ses administrateurs ont-ils le droit de punir ceux qui transgressent ses ordres? — Puisque l'Église a le pouvoir de commander, elle a aussi le pouvoir de punir

ceux qui lui désobéissent [1]. — Ces affirmations ne signifient pas grand'chose et les arguments dont Klugar les étaie ont le même caractère aphoristique. Évidemment, chez les Jésuites, le sens critique s'est atrophié, leur conviction est si complète qu'ils s'imaginent qu'ils prouvent la vérité en la répétant.

N'y a-t-il même pas déjà un danger dans ces timides appels à la raison? — Chez les Pères, la discussion fait bien vite place aux déclamations sentimentales; ils s'adressent aux nerfs, à l'imagination, non pas à la réflexion [2]. Koniach avait composé quelques recueils de poésies; son biographe nous dit que dans le nombre quelques-uns de ses vers sont bons, ce sont les cantiques empruntés aux anciens recueils tchèques. D'autres sont consacrés à une description de l'enfer: « Si terribles sont ces bourreaux, les démons, qu'on ne saurait les décrire. Plus noirs que les corbeaux, cornus comme les boucs, on dirait à les voir de vraies bêtes sauvages. De leur gueule, de leurs yeux, la nuit, le jour, ils crachent d'horribles flammes. Quand ils commencent à accorder leur voix, hélas! Quelle musique! Les cheveux se dressent sur la tête; qui les entend, prend la fuite. Les croix, les tenailles, les gibets, les roues, les marteaux, ce n'est qu'un lugubre grincement! Les bûchers, les grils, les chaînes! Quels épouvantables gémissements! On entend des craquements sinistres, des hurlements atroces, des mugissements épouvantables. On dirait le grondement de la mer furieuse, ou le fracas d'arbres qui s'écroulent les uns sur les autres ou Sodome qui brûle. » — L'éloquence de Koniach est d'ordinaire plus sobre; il ne dédaignait pourtant pas ces effets, puisque, si nous en croyons Peltzel, plusieurs de ses auditeurs furent si frappés par ses descriptions de l'Enfer et du

1. Klugar, Catechismus seu doctrina Romano-catholica per quaestiones proposita ad supprimendam pravitatem hæreticam., 1746, pp. 29, 363, 480.

2. « Cent fois mieux fait celui qui lit et écoute ces exemples, dit un prédicateur, que celui qui demande qu'on lui explique tout par des arguments probants et qui examine chaque chose avec sa raison » (Vltchek, p. 34).

Purgatoire qu'ils perdirent pour toujours la raison [1].

On dirait vraiment que c'est là le genre de succès qui tente le plus les prédicateurs de l'Ordre. Un Jésuite italien avait écrit une mauvaise amplification du Dante, la Prison éternelle de l'Enfer : on en publia une adaptation tchèque et elle devint au XVIII[e] siècle le livre de chevet des prédicateurs : les médiocres et les indolents la récitaient, les autres la développaient. La lecture des sermons d'alors est aussi pénible pour les nerfs délicats que la description des tortures usitées en Chine : au milieu des courses des démons, des contorsions des damnés, parmi ces chairs qui saignent, cet étalage de boucheries, cette orgie de tortures, entouré d'un ouragan de flammes qui « si horriblement *ardent* que, quand bien même le monde entier brûlerait, le feu du monde brûlant paraîtrait tiède à côté d'elles », le malheureux fidèle est repris par le cauchemar accablant qui pendant tout le moyen âge a pesé sur l'humanité, torturé par l'angoisse haletante dont Luther a essayé d'affranchir la Chrétienté.

Pour échapper au démon qui le guette, un seul moyen : implorer la pitié des Saints. C'est là la seconde thèse des prédicateurs, jamais épuisée ; quand ils exaltent la gloire d'Ignace ou de ses compagnons, ils trouvent des images stupéfiantes; les allégories se prolongent et se ramifient. Comme leur fondateur dont ils appliquent les procédés, ils réussissent à produire une sorte d'hallucination ; ils voient les 666 hommes qui serrent les chaines autour du corps de Jésus et les fragments de sa chair innocente qui volent dans l'air, comptent les 81,200 gouttes de sang qui ont coulé du corps du Christ pendant la flagellation et les 62,000 larmes qu'ont versées ses yeux, sans parler de l'eau qui est sortie de son flanc [2] ». Au milieu de leurs visions extatiques, ils perdent le sens du monde extérieur [3], celui

1. J'en connais moi-même quelques exemples, ajoute l'historien, p. 184.

2. Vlcheck, p. 19. Toute cette étude de Vlchek sur la littérature jésuite est admirable de précision.

3. On est étonné ainsi du peu de renseignement, que nous offrent ces sermonnaires sur les mœurs, la vie contemporaine. Les indications

de la logique aussi et de la morale qui veulent que l'homme soit responsable de ses actes; ils font défiler devant nous la kyrielle interminable des bons dévots soustraits par leur piété au malheur qu'avaient mérité leurs fautes. Pour célébrer l'omnipotente intervention des patrons de la Compagnie, ils inventent les hyperboles les plus folles. — « Que dirai-je de toi, Loyola? — Tu es un ange, un archange, un chérubin, et Dieu t'a placé avec toute la Compagnie à la tête de l'Église triomphante. Comme un autre Paul, tu as protégé des milliers d'âmes chrétiennes des doctrines empoisonnées de Luther et de Calvin. Il n'y a rien de plus savant que le Jésuite, rien de plus élevé, rien de plus utile à l'Église; des enfants, ils font des hommes; des infidèles, les témoins invincibles de la foi. Le Diable lui-même, par la bouche d'un possédé, les a nommés les envoyés de Dieu. Aussi, vive Ignace! Vive la Compagnie de Jésus! Elle est la mère, la créatrice et la merveille du monde. Vive la lumière de l'Église, la consolatrice des affligés, la mère de tous les Ordres ecclésiastiques, la mère de tous les hommes. Les Jésuites sont des anges, hommes sans doute, mais grands hommes de Dieu qui n'ont pas de corps humain. Mais, pensez-vous, ils ont des os, ils mangent, ils boivent. Dites qu'ils paraissent manger : ils se nourrissent d'une créature invisible : elle se compose de Jésus, de l'hostie, de la sagesse et de la science. Aussi, que d'illustres protecteurs n'ont-ils pas eus! Qui est l'ennemi de la Société, aimait à répéter l'Empereur Ferdinand II, est notre ennemi. Et vous même, qui voulez aller au ciel, si vous combattez les Jésuites, contre qui combattrez-vous? Contre vous-mêmes, car dans le ciel vous serez tous Jésuites. Quiconque attaque la Compagnie, attaque la prunelle de mon œil, car elle vient de mon Père : ainsi a parlé Jésus-Christ devant une certaine personne qui haïssait la Société [1].

que Zibrt a recueillies dans leurs discours sont des plus rares et des plus pauvres.

1. Vitchek, p. 21. Il est juste de remarquer que Bilovsky, l'auteur de ce



Le prédicateur jette un regard d'orgueil sur la splendeur de la Compagnie avec ses 37 provinces, ses 573 collèges, ses 94 séminaires, ses 148 résidences, ses 215 missions. Bilek calcule que, de 1674 à 1691, elle a reçu en Bohême pour 1,084,000 florins de dons et acheté des domaines d'une valeur d'environ 760,000 florins [1]. Les princes du monde et de l'Église sont ses pénitents, et, quand l'archevêque de Prague veut obtenir une grâce de l'Empereur, il sollicite son intervention : elle a divisé le royaume en une série de circonscriptions dont chacune se groupe autour d'une chapelle miraculeuse ou d'un pèlerinage; elle inonde le pays de brochures d'une piété naïve, le *Consolateur des Tchèques*, le *Médecin de l'âme*, la *Nouvelle croix au cœur rouge*, la *Fleur de mai*, la *Rose d'or*, l'*Étoile du matin*, *du soir*, *du jour*, l'*Agneau d'or*, etc., de récits de pèlerinages, de descriptions « de ces statues, qui ne sont pas belles, qui sont mêmes misérables et laides, et que Dieu a choisies par cela même pour accomplir des miracles par leur moyen ». En 1732, les Jésuites, au milieu d'un concours immense de spectateurs, couronnent Notre-Dame de la Sainte-Montagne, près de Przibram, comme s'ils voulaient donner au peuple qu'ils ont livré à des maîtres étrangers une souveraine céleste dont ils seront les ministres absolus. De la Bohême, ils rayonnent sur la Slovaquie où, servis par les nobles et les souverains, ils bâtissent leur grandiose basilique de Trnava (Tyrnau), autour de laquelle s'élèvent une Université, des collèges, des cloîtres, des séminaires, des chapelles; la « Rome slave » répand sur le pays une légion d'émissaires, que protègent les magnats convertis, et qui, à cette extrême limite orientale du monde tchèque, mènent victorieusement la lutte contre les protestants de Hongrie.

Les fêtes magnifiques qui furent célébrées du 9 au 16 octobre 1729 à l'occasion de la canonisation de Jean Népo-

sermon célèbre était un esprit mal équilibré qui rompit plus tard avec l'Ordre; mais, avec un peu plus de mesure, les autres prédicateurs développent les mêmes thèmes.

1. Bilek, Histoire de la Compagnie de Jésus, p. 527.



mucène, marquent l'apogée de la puissance de la Compagnie de Jésus en Bohême [1]. Pour avoir un saint qui fût bien à eux, ils l'avaient inventé de toutes pièces. — En 1393, un vicaire-général avait été envoyé à la torture par Venceslas IV dont il contrecarrait les projets, et noyé dans la Vltava. La légende s'était emparée de ce fait et, un siècle et demi après les événements, les chroniqueurs Jidek et Hajek, réunissant et développant les récits populaires, racontèrent que le vicaire avait été mis à mort pour avoir refusé de trahir le secret de la confession de la reine ; la rivière, dans laquelle on avait jeté son cadavre, s'était desséchée et elle ne reprit son cours que quand le corps du martyr eut reçu une honorable sépulture.

A peine arrivés en Bohême, les Jésuites, qui cherchaient à remplacer dans l'imagination populaire le souvenir de Hus, s'intéressèrent à cette légende et, dès le XVI[e] siècle, un de leurs élèves, Pontanus, demandait que Népomucène fût placé parmi les patrons du pays. Pendant la révolte de 1618, son tombeau fut profané, ce qui lui permit de manifester sa puissance. La grande-maîtresse d'Élisabeth avait eu la malencontreuse idée de dire qu'il fallait déterrer le saint et brûler ses restes : à peine avait-elle achevé ces paroles, qu'une tempête s'éleva, si effroyable que tout le monde crut que la cathédrale allait s'effondrer et se précipita vers la porte, la grande-maîtresse en tête : elle broncha, s'abattit sur le sol et le vent souleva ses vêtements, non pas seulement ceux de dessus, mais tous, nous raconte le pieux chanoine qui nous a laissé ces détails édifiants ; ses servantes accoururent, essayèrent en vain de réparer le désordre de sa toilette, et elles en furent réduites à la transporter ainsi dans cet état humiliant, jusqu'au moment où le saint, dont les rancunes étaient plus vives que longues, s'apaisa et où le vent tomba.

1. Berghauer, *Protomartyr pœnitentiae*. 2 vol. 1736-1761 ; — Dobrovsky, *Recension und Kritische Anmerkungen über Dechant's von Schœnfeld Lobrede auf den h. Johann von Nepomuk*, 1783, article décisif et qui montre toute la pénétration critique de l'illustre savant. — Reimann, dans l'Hist. Zeitschrift 1873. — Herben (1893).



Après 1621, l'archevêque Lohélius lui consacra un autel dans la cathédrale et les Jésuites s'attelèrent à sa gloire; un des leurs, Georges Ferus, persuade aux habitants du village de Népomouk de présenter à leur seigneur une requête où ils le supplient de s'intéresser à la béatification de leur bienheureux compatriote, et le seigneur, touché de la requête des Népomuciens, élève une église à Saint-Jean. Nepomouk avait déjà sa spécialité : il protégeait ceux dont la bonne renommée courait quelque péril. Peu à peu les récits se complétaient et les miracles se multipliaient. Balbin en 1670 prêta à ces étranges divagations l'autorité de sa candeur. Les grâces du saint se révélaient dans les cas les plus divers; on l'invoquait contre la peste, la sécheresse et les épizooties; la poudre de son tombeau était souveraine contre l'hydropisie, adoucissait les souffrances de l'accouchement et facilitait les confessions scabreuses. La Curie, avec sa prudence ordinaire, montrait beaucoup de réserve; pour emporter ses doutes, les Jésuites firent sonner toutes leurs fanfares. Une bonne partie de la littérature du XVIII[e] siècle est consacrée à l'apothéose du « Protomartyr de la Pénitence »; il devenait le patron des amoureux et l'espoir des femmes stériles. Un forgeron avait tué sa femme, il invoque Népomucène et s'échappe pendant qu'on le menait en prison. Un autre meurtrier se fait apprendre une prière à Jean et il n'est condamné qu'à une amende. Un jeune gentilhomme avait eu avec sa servante un enfant qu'ils tuèrent; il y eut des commérages et la police ordonna une enquête; le pauvre jeune homme promit de faire un pèlerinage à la tombe du martyr s'il le tirait d'affaire, et en effet le tribunal oublia de citer les témoins les plus compromettants; le cavalier fit un beau présent au saint, — qui ne l'avait vraiment pas volé. — Une jeune fille demandait de l'argent à son amant, pour nourrir l'enfant qu'elle attendait. Colère du père, qui était un puissant seigneur ; vite, une prière à saint Jean et voilà la servante disparue, et jamais plus on n'entendit parler d'elle.



En 1683, les Jésuites installèrent en grande pompe une statue de Népomucène sur le pont de Prague, à l'endroit où des lueurs miraculeuses avaient dénoncé le crime de ses assassins. La Curie, incapable de résister plus longtemps, ordonna une enquête; on ouvrit le cercueil et on trouva dans le crâne desséché la langue rouge, « ayant toutes les qualités d'une véritable langue, telle qu'elle se trouve dans la bouche d'un vivant ou d'un homme qui est mort depuis peu de temps ». On éprouve quelque tristesse en voyant que les papes, que gagnait visiblement un funeste esprit de scepticisme, eurent encore besoin de nouvelles réflexions. Les Jésuites très habilement organisaient des processions magnifiques et de splendides cérémonies [1]; ils répandaient au loin le culte de leur protégé, en Styrie par exemple, où ils l'introduisaient « comme saint des ponts et donneur d'enfants [2] »; ils faisaient intervenir des princes et des rois. Enfin, Benoît XIII prononça la canonisation du confesseur de la reine Jeanne et fixa sa fête au 16 mai. Il n'était que juste que la Compagnie de Jésus appelât au généralat François Retz, né à Prague et qui, provincial de Bohême et recteur du collège de Saint-Clément, avait été un des meneurs les plus actifs de la campagne : pour la première fois, un tchèque arrivait à la direction de la Société, le royaume était enfin purifié et réhabilité.

Les fêtes de la canonisation durèrent huit jours : le 9 octobre 1729, partit « de Strahov pour se rendre à la cathédrale une procession solennelle; en tête, les moines, puis les magistrats des villes de Prague, les doyens suivis de leurs facultés, les curés, les abbés, les chanoines, les prélats; alors s'avançait, porté dans sa litière à cause de son âge, l'archevêque de Prague; il tenait dans ses mains pour la plus grande consolation des milliers de fidèles présents, la langue intacte de saint-Jean Népomucène. Der-

1. Nous trouvons de curieux renseignements sur la manière dont ils chauffent l'opinion dans la Chronique contemporaine d'Hammerschmid, p. 179 et sq.

2. Wolf, Gesch. Bilder, p. 213.

rière, marchaient les gouverneurs et un grand nombre de seigneurs [1] ». De toutes les parties du pays, depuis l'extrême frontière de Silésie et de Moravie, arrivèrent des centaines de pèlerinages; les auberges regorgeaient de voyageurs et des milliers d'étrangers passaient la nuit dans les cours des couvents, sur le parvis des églises; la ville retentissait d'alleluias et de Te Deum; les cent églises de la métropole envoyaient vers le ciel la fanfare triomphale de leurs cloches; sur le pont de Charles, autour de la statue du Saint étincelante de cierges, une foule compacte priait et pleurait, tandis que des rives ou des îles de la Vltava, des fusées illuminaient la nuit et que trente canons et de nombreux mortiers lançaient leurs détonations. Pendant les huit jours, on célébra dans l'église archiépiscopale 32,000 offices, et 186,000 personnes reçurent la communion [2]. On éleva au Saint un tombeau d'argent, qui pesait trente-six quintaux et qui est encore une des curiosités de la cathédrale. Le 16 mai fut dès lors, avec le 28 septembre consacré à saint-Venceslas, une des grandes fêtes de la Bohême et il n'est pas rare encore de rencontrer sur le pont de Charles des troupes de paysans accourus du fond de leurs villages pour implorer la protection et mériter les grâces du martyr.

Ces pompes grandioses avaient donné une ardeur nouvelle à la propagande catholique. De nouveaux Ordres religieux s'établissaient dans le pays, les anciens rivalisaient de magnificence et de luxe. Tandis que le grand architecte Ignace Dienzenhofer termine Saint-Nicolas de la Petite Ville, dans les divers quartiers de la capitale de nouvelles églises sortent de terre. Laurent Reiner, un véritable artiste, un des plus grands du siècle, étend sur leurs voûtes et leurs murailles la chatoyante théorie de ses fresques, et Pierre

1. Hammerschmid, p. 212.

2. Les historiens ne sont pas d'accord sur les chiffres. J'ai suivi Hammerschmid, p. 215. Ce chroniqueur, d'habitude très sec et qui consacre par exemple six lignes à la peste de 1713, n'a pas moins de dix pages pour ces fêtes.



Brandl emprunte aux Espagnols pour ses tableaux d'autel leur énergie austère et leurs couleurs assombries. Des centaines de sculpteurs taillent le marbre et le grès; le plus célèbre statuaire de l'époque, Ferdinand Brokoff, dresse sur le pont de Prague ses groupes de François Xavier, porté par les nations qu'il a converties, et de Loyola, debout, triomphant, sur un globe terrestre soutenu par les quatre parties du monde alors connues. Quand du haut des Hratchany la vue s'abaisse aujourd'hui sur ces clochers et ces coupoles qu'a multipliés la piété des vaincus de la Montagne-Blanche, on sent combien était solide l'emprise de l'Église sur ce peuple dont elle avait fait sa chose.

Ces œuvres d'art ont été jugées avec une sévérité quelque peu excessive; il ne convient sans doute de leur demander ni l'adorable naïveté du moyen âge ni le charme souriant de la Renaissance; la piété y prend des poses et la foi s'y étale en manifestations emphatiques, l'effet est poursuivi par tous les moyens. Du moins est-il obtenu assez souvent; tout ce spectacle est pittoresque et de nature à exercer une vive impression sur les âmes naïves. Le grand malheur, c'est que c'est un art importé et tout extérieur; très vite les procédés se corrompent et s'exagèrent, l'inspiration se fige, et ce mouvement qui, malgré les réserves qu'il provoque, semblait traduire une émotion assez intense, tombe brusquement pour faire place à une période de stérilité et de sécheresse absolues.

Les quelques milliers de dissidents qui continuaient à braver les décrets royaux et l'éloquence des missionnaires, étaient oubliés au milieu de ces fêtes, et l'Empereur, étroitement uni au clergé dont le triomphe était sa propre sécurité, estimait sans doute que les souvenirs séparatistes étaient pour jamais effacés et qu'en cas de danger les peuples de la monarchie se grouperaient sans réserve autour du souverain. Il ne se trompait pas en ce sens qu'en Bohême les ennemis des Habsbourgs ne rencontrèrent dès lors que des sympathies assez tièdes; mais cette indifférence des populations suffisait-elle au gouvernement? Les Jésuites



avaient tué l'esprit de révolte, parce qu'ils avaient tué l'esprit en général; ils avaient supprimé toutes les forces actives, le peuple était, suivant leur désir, comme un cadavre qui se laissait manier et transporter; de cette foule asservie, les vainqueurs n'avaient plus aucune rébellion à craindre, mais aussi aucun secours à espérer.

De 1700 à 1740, sous ces influences, la vie intellectuelle finit de s'éteindre. M. Vltchek, qui compte au premier rang des critiques tchèques contemporains, avait évidemment commencé son histoire de la Littérature au XVIIIe siècle avec l'intention de réagir contre l'opinion traditionnelle, d'après laquelle la Renaissance actuelle a été une sorte de miracle, que rien n'annonçait. Son livre n'en est pas moins la preuve la plus éclatante de l'extraordinaire décadence de la nation à cette époque : il paraît sans doute un certain nombre de livres écrits en tchèque; l'immense majorité de ces ouvrages n'a absolument aucune valeur et pas un n'indique le moindre talent littéraire. Le seul prédicateur que Vltchek mette un peu hors de pair, Nachodsky, est un Abraham de Santa-Clara de seconde catégorie; il n'a ni la verve comique, ni le don d'observation précise, ni la poésie à laquelle par intervalles atteint son modèle, et plus encore que lui, il se plait aux concetti, aux anecdotes grotesques et surtout aux discussions saugrenues. — Pendant la fuite en Égypte, qui a le plus souvent monté sur l'âne, Marie ou Joseph? De quelle grandeur étaient les corbeilles dans lesquelles les apôtres ont recueilli le reste des cinq pains? Le Christ, quand il prie pour nous dans le ciel, se met-il à genoux? Les bestiaux prient-ils, quand ils se mettent à genoux? — Il ne faut pas oublier que nous sommes en plein XVIIIe siècle : Leibnitz et Newton sont morts, Voltaire écrit les Lettres philosophiques et Montesquieu prépare l'Esprit des Lois; l'Allemagne s'éclaire des premières lueurs d'une renaissance nouvelle; Lessing et Klopstock sont nés; c'est partout un fracas de nouveautés, une ivresse d'illusions et de réformes, les esprits s'élancent vers l'avenir avec la confiance exubérante de

la jeunesse. Les Jésuites n'ont d'autre pensée que d'arrêter aux frontières de l'Autriche les vagues de ce flot troublé et bouillonnant, mais chargé d'un riche limon; ils n'offrent au peuple pour aliment que les sottises de prédicateurs niais ou d'hagiographes ridicules.

La littérature profane se réduit à quelques pauvres récits romanesques empruntés à l'étranger ou à quelques vers didactiques ou satiriques, dans lesquels il ne m'est même pas possible d'apercevoir l'intérêt documentaire qu'y signalent quelques critiques complaisants. La langue achève de se corrompre. Les prêtres, obligés de la parler pour être entendus de leurs paroissiens, la savent mal et ne l'aiment guère; sous leur main maladroite, elle se mêle de formes incorrectes ou de néologismes barbares. Prague perd la puissance d'attraction qui retenait autour d'elle la masse des Tchèques et les dialectes locaux commencent à se substituer à l'idiome national. Matchaj, l'écrivain catholique le plus fécond et, somme toute, le plus remarquable qu'ait produit à cette époque la Slovaquie [1], et à sa suite l'école de Trnava, s'écartent peu à peu de la langue littéraire commune et préparent le schisme lamentable qui privera les Tchèques du royaume de l'appui des tribus slaves qui peuplent la Hongrie septentrionale. La Moravie ne fut peut-être protégée contre une scission analogue que par la torpeur absolue dans laquelle elle était plongée. Partout des symptômes d'anarchie et de décomposition.

Le gouvernement lui-même finit par s'en émouvoir. En 1710, Joseph Ier ordonna une enquête sur l'état de l'Université de Prague. Elle constata que les professeurs s'ingéniaient à rendre les leçons publiques aussi vides que possible, afin de forcer les étudiants à payer des conférences particulières; la Faculté de médecine se composait de trois professeurs qui le plus souvent ne paraissaient qu'aux

1. Matchaj, moine slovaque, publie en 1718 un recueil de sermons, *Panes primitiarum ou les Pains des Prémices*; le dialecte slovaque y a laissé des traces profondes.



examens, pour y recevoir les candidats les plus ignares, pourvu qu'ils payassent régulièrement les taxes; en 22 ans, il y avait eu deux ou trois dissections. — Les Jésuites se montrèrent très étonnés des reproches qu'on leur adressait : depuis 158 ans, ils suivaient toujours les mêmes méthodes, et il était bien étrange qu'elles fussent brusquement devenues mauvaises! Le nombre de leurs candidats ne diminuait pas et leurs discussions n'étaient pas moins brillantes que par le passé. On leur demandait d'enseigner à ceux des étudiants qui ne se destinaient pas à la théologie, à la place de la scolastique, la géométrie et diverses branches des mathématiques : Dangereuses inventions d'hommes plus ou moins séduits par les erreurs de ce Descartes dont il était impossible de concilier les doctrines avec la foi romaine, et subtiles manœuvres du démon qui prépare l'attaque contre l'Église en renversant la scolastique! D'ailleurs, le professeur de philosophie à l'occasion ne négligeait pas de fournir les explications utiles sur les sciences nouvelles dont on réclamait l'introduction; si malgré tout on croyait certaines réformes nécessaires, ils consentaient à consacrer aux mathématiques trois-quarts d'heure par semaine au lieu d'une demi-heure. — Leur obstination eut gain de cause et leurs théologiens continuèrent à discuter l'heure à laquelle commencerait le jugement dernier et le temps qu'il durerait; les auteurs classiques ne cessèrent pas d'être tenus en suspicion et l'histoire d'être proscrite; l'étude du droit se borna comme par le passé à quelques commentaires subtils et vides sur les Pandectes et l'étude du corps humain fut toujours regardée comme une hardiesse impie.

La peste de 1713 mit en lumière la décrépitude intellectuelle et morale qui découlait naturellement d'un pareil régime. Après avoir désolé Vienne et la Moravie, elle éclata à Prague au mois de mars. Les médecins et le gouvernement témoignèrent d'abord de la plus coupable inertie; Charles VI avait ordonné la formation d'une commission d'hygiène; elle ne se réunit qu'au mois d'août. Les méde-

cins commencèrent par réclamer une augmentation de traitement, puis ne songèrent qu'à se mettre à l'abri : quatre d'entre eux avaient été désignés pour se rendre à Louny où le fléau faisait rage ; ils refusèrent de partir et il fallut que la Lieutenance les menaçât de les y envoyer sous escorte. Les pharmaciens avaient élevé leurs tarifs et ils avaient obtenu du Conseil Académique un arrêté qui interdisait aux clients de pénétrer dans leurs boutiques ; ils prenaient les ordonnances par la fente de la porte avec des pincettes et passaient de même les médicaments, si ignorants qu'ils ne savaient pas lire les demandes des médecins et confondaient les drogues les plus diverses. Après tout, le malheur n'était pas grand. La Faculté avait publié, — exclusivement en allemand, — une Instruction où elle préconisait contre la maladie la prière, les cantiques, l'invocation aux saints qui guérissent la peste, saint-Antoine, saint-Roch, saint-Sébastien, sainte-Rosalie, etc. ; elle indiquait à la fin quelques remèdes, qui variaient suivant la classe des malades ; pour les riches comme pour les pauvres, le plus sûr était encore de porter un scapulaire.

Les autorités municipales n'étaient ni plus vigilantes ni mieux inspirées. Le Fossé, qui forme aujourd'hui la principale artère de la ville, n'était qu'un cloaque bourbeux ; malgré les ordres de la cour qui menaçait le Conseil de séquestrer ses octrois, des tas de balayures et d'immondices s'entassaient devant les portes ; les habitants vidaient les ordures dans les rigoles qui coupaient les rues et qui étaient souvent de véritables précipices ; la ville juive était une « sentine de scandales et de maux [1] ». Il n'est pas très étonnant dans de pareilles conditions que la contagion ait enlevé 100 victimes par jour [2] ; le jour de la Saint-Venceslas, il y eut 285 cas. Le gouverneur et les juges avaient pris la fuite, les relations sociales étaient suspendues ; les églises étaient

1. Weber, Eine Kaiserreise in Boehmen, p. 33.
2. Je calcule que cela représenterait plus de 3,000 pour le Paris d'aujourd'hui.

fermées; on avait dressé sur les places publiques des autels autour desquels se pressait une foule muette et désolée. Svatek croit que 13,000 personnes périrent à Prague [1]. D'autres villes furent encore plus cruellement atteintes, perdirent un tiers ou la moitié de leur population. Les chroniqueurs évaluent à 100,000 le nombre des morts emportés par le fléau et, s'il est sage de se défier de ces chiffres, il est certain que le nombre des victimes fut énorme [2]. La peste s'attaqua aussi aux animaux, enleva, dit-on, un million de têtes de bétail [3]; certaines régions furent complètement ruinées.

La décadence morale et la torpeur intellectuelle provoquées par l'oppression religieuse et par l'éducation jésuite consomment la ruine de toute vie politique. La convention par laquelle Charles VI en 1715 a obtenu des États la promesse de payer une somme annuelle de 2 millions de florins pour les dépenses militaires, a porté un coup fatal à leurs pouvoirs financiers, sans les protéger contre de nouvelles exactions : le roi s'est engagé à ne pas réclamer de contributions supplémentaires, mais seulement dans le cas où il ne surgirait pas « quelque péril pour la monarchie »; presque aussitôt la guerre contre les Turcs lui fournit un prétexte honnête de violer ses promesses. Les Diètes sont de plus en plus incapables de défendre leurs privilèges. La plupart des nobles ne paraissent plus aux séances. L'assemblée où fut votée la Pragmatique et où l'assistance fut extraordinairement nombreuse, compte

1. Hammerschmid parle d'environ 20,000 victimes.

2. Svatek croit à 50,000 décès en Bohême. — Je reçois un recueil de documents de Schulz, *Contributions à l'histoire des pestes dans le royaume de Bohême* 1531-1746. Il nous donne divers renseignements curieux, ainsi l'histoire d'un médecin, Boulle, qui ne réussissant pas à arrêter la mortalité, est accusé de propager la peste au moyen d'une poudre blanche qu'il répand sur le sol, et mis en prison. Malheureusement, la plus grande partie des pièces relatives au fléau ont été brûlées, sans doute pour qu'elles ne devinssent pas une cause de contagion, et, sur les points essentiels, nos connaissances demeurent aussi incomplètes qu'auparavant.

3. Hammerschmid, p. 131, dit 120,000 appartenant aux serfs, 780,000 aux seigneurs. Ces chiffres sont curieux au point de vue de la richesse relative des seigneurs et des paysans.



22 chevaliers et 18 seigneurs. Les sessions se traînent monotones et stériles. La chronique d'Hammerschmid qui nous donne un tableau précis de l'histoire officielle de cette époque, se résume essentiellement en trois rubriques, les décès des membres de l'aristocratie, les fêtes religieuses et la somme des subsides; tout au plus cette énumération monotone est-elle interrompue par le rappel des ordonnances qui visent les « fainéants, vagabonds, soldats renvoyés et mendiants », ou des lois pénales contre les braconniers et les recéleurs. Les rares personnes qui ont conservé un vague souvenir de l'antique indépendance, parlent une langue oubliée et que personne ne comprend plus.

Charles VI ne se montre en Bohême que douze ans après son avènement, et il n'y fût jamais venu, s'il n'eût jugé prudent de confirmer solennellement l'hérédité en ligne féminime et s'il n'eût compté aussi sur les merveilleux effets des eaux de Carlsbad pour obtenir le fils qu'il désirait si ardemment. Quand il arrive à Prague, il est harangué en allemand et en latin, et ce n'est qu'à l'entrée de la salle du trône que le grand burgrave lui adresse enfin quelques paroles en tchèque, auxquelles il répond en allemand; il prête en allemand le serment du sacre; et le slave disparaît plus encore dans le couronnement de la reine. Elle put avoir l'impression, dit Svatek, que la Bohême était, comme le Brunswick, sa patrie, un pays purement germanique. A peine arrivée, la cour ne songe qu'à repartir; les cavaliers tchèques sont traités avec une insultante désinvolture, et les nobles étrangers, y compris le prince Eugène, d'habitude mieux inspiré, affectent vis-à-vis d'eux un air de supériorité méprisante; l'Empereur écarte les Grands-Officiers de la couronne et décide sans eux les questions les plus graves.

Sans doute, les privilèges du pays ne sont pas contestés en principe et son autonomie demeure intacte; elle reçoit même une confirmation apparente par la réorganisation de la Chancellerie bohème en 1719. L'habitude s'était peu à



peu introduite d'y appeler des conseillers de la Basse-Autriche : Charles VI ordonne, « pour que la nation bohême ne soit plus à l'avenir jugée par des magistrats étrangers », que cette Chancellerie comprendra désormais deux chambres, une chambre politique et une chambre judiciaire, et il augmente le nombre des conseillers et des secrétaires. On réorganise en 1721 les archives du royaume.

Il est probable que ces modifications furent provoquées par les progrès mêmes de l'autorité royale qui attiraient à Vienne un grand nombre des affaires qui jusque là étaient réglées à Prague même et qu'elles coïncident ainsi avec un affaiblissement des administrations locales. « La lieutenance royale ne possède aucune autorité souveraine, écrit l'ambassadeur vénitien qui exagère un peu, mais qui est en somme exactement renseigné, et ce corps qui n'est lumineux qu'à la surface, n'agit que par l'influence de la Chancellerie bohême. Le Grand-Burgrave fait figure de vice-roi, ... mais son autorité est surtout superficielle et ne s'attache qu'aux questions de peu d'importance. » En réalité, il importe peu et, au point de vue du droit public, ce déplacement des pouvoirs n'a aucune signification. Que les affaires relèvent de la Lieutenance ou du comte Kinsky « qui, sur chaque question, présente son rapport à la Conférence et reçoit la direction de l'Empereur », il ne s'agit jamais que d'une administration particulière du royaume dont l'indépendance théorique n'est nullement en jeu ; ne serait-ce que par intérêt personnel, le Chancelier n'abandonne pas volontiers ses prérogatives et, en face des autres représentants de la volonté royale, il est le défenseur obstiné de l'autonomie de la couronne.

Il est aisé cependant de comprendre que des libertés qui n'étaient plus guère défendues que par des ambitions individuelles et qui n'avaient plus pour caution un esprit public vigilant, étaient à la merci d'un accident et d'un caprice du souverain. Il ne manque pas auprès de Charles VI de conseillers qui le sollicitent de ne pas s'arrêter dans la voie d'unification où il s'est engagé : pourquoi,



après avoir proclamé l'indivisibilité de la monarchie, ne pas fondre, par une réorganisation administrative complète, les divers pays destinés à partager éternellement la même fortune? En s'affranchissant des obstacles qu'opposaient à son initiative des privilèges qui ne répondaient plus à la situation actuelle, le gouvernement central acquerrait la possibilité d'inaugurer une politique économique plus rationnelle et de sanctionner l'unité morale, — déjà assurée par le triomphe de l'Église, — par la solidarité des intérêts matériels.

Quelques administrateurs et quelques publicistes avaient même entrevu dès lors un vaste plan de réformes qui, appliqué avec décision à cette époque, aurait sans doute imprimé une direction nouvelle à l'histoire de l'Autriche et prévenu les difficultés qu'a créées aux Habsbourgs le réveil des diverses nationalités. Le président de la Chambre aulique, Stahrenberg, proposait de convoquer des États-Généraux, où les « simples habitants » seraient représentés, suivant le principe qui avait toujours inspiré la Maison d'Autriche, « de gouverner le peuple sous les auspices de la liberté ». Un écrivain, dont nous ne connaissons pas le nom, mais qui était fort au courant de la situation, avait entrevu le dessein qui fut plus tard essayé, fort maladroitement, par Windischgrætz et Schmerling : on réunirait les députés des pays autrichiens et bohêmes et l'on travaillerait les états annexés à la Hongrie pour les amener à solliciter une convocation, de manière à briser la résistance des Magyars ; dans ce Parlement commun, on limiterait les privilèges des États et on réformerait le droit public : les « plus sages du peuple » et les nobles ne repousseraient pas les concessions nécessaires, et l'Union récente de l'Angleterre et de l'Écosse prouvait les avantages d'une semblable initiative [1]. — Le plan n'était pas chimérique : à plusieurs reprises les diètes bohêmes s'étaient montrées disposées à entrer en relation avec les délégués des autres

1. Bidermann, p. 191.



parties de la monarchie, et une pression habile les eût sans grande résistance menés loin dans cette voie.

Charles VI recula devant des conceptions aussi vastes. Il préféra continuer, avec un peu plus d'énergie, la politique de son père et il se contenta de préparer à ses successeurs un règne plus facile, en usant les privilèges particularistes, en simplifiant l'administration encore très compliquée et en étendant insensiblement la compétence du gouvernement central. Cette méthode avait ses avantages; comme elle se bornait en général à enregistrer les transformations amenées par la force des choses, elle ne soulevait aucune opposition et éloignait toute chance de recul. Elle avait l'inconvénient de ne pas tenir compte des surprises possibles de l'avenir et elle laissait subsister une sorte de vide, puisqu'elle empêchait la naissance d'un patriotisme panautrichien. A certaines heures, un souverain prévoyant a le devoir de ne pas s'effrayer de quelque hardiesse; les Habsbourgs, au début du XVIII[e] siècle, manquèrent le moment où une refonte complète de la monarchie aurait présenté le moins de dangers et le plus grand nombre de chances favorables.

Tant qu'aucun incident ne troublait le développement naturel de la monarchie, l'action des forces d'unification s'exerçait avec une intensité régulièrement progressive et il est incontestable que, sous le règne de Charles VI, la fusion est beaucoup plus rapide que sous son prédécesseur. Le prince Eugène, qui conserve jusqu'à sa mort, en 1736, la haute direction des affaires militaires et qui jouit d'une autorité justifiée par ses éclatants services, réussit enfin à accomplir les réformes vainement réclamées depuis Montecuculli et c'est de lui que date vraiment l'armée autrichienne. Les longues guerres créent parmi les officiers un esprit de corps qui étouffe sans peine les souvenirs particularistes; les soldats, mieux traités et plus suivis, retenus au régiment jusqu'à leur vieillesse, perdent tout contact avec leurs familles et ne connaissent d'autre drapeau que l'étendard du régiment; l'armée devient ce qu'elle

n'a pas cessé d'être jusqu'à nos jours, la propriété exclusive de l'Empereur et la gardienne d'un patriotisme habsbourgeois qui supprime ou du moins rejette dans un fugitif clair-obscur les sentiments de race. Pendant longtemps, elle arrêtera la diffusion des idées nationales, leur fermera une partie des classes dirigeantes, celle dont les ressources sont les plus larges et l'influence la plus étendue, qui, par vanité et par snobisme, veut avoir la même opinion que l'aristocratie militaire et parler le même idiome.

Stahrenberg n'avait ni le crédit ni la fermeté du prince Eugène et les réformes financières furent beaucoup moins profondes [1]; le président de la Chambre aulique se heurta à la sourde opposition des quelques banquiers juifs, les Hirschl, les Sinzheim, les Wertheimer, les Oppenheimer surtout, qui prêtaient au Trésor à 25 et quelquefois à 40 pour 100 et qui ne tenaient pas à ce qu'on portât la lumière dans leurs lucratives opérations. Les variations incessantes de la volonté impériale, la complication et l'enchevêtrement des rouages, le peu de précision des règlements, les rivalités des anciennes administrations et des directions nouvelles qu'on créait sans supprimer celles qui existaient auparavant, empêchent l'adoption d'un système vraiment rationnel, d'une comptabilité précise et claire et d'une hiérarchie régulière. En dépit pourtant des contradictions et des retours en arrière, le contrôle du pouvoir central est plus sérieux; ses ordres, mieux obéis; les employés, moins mal payés et surveillés de plus près, s'habituent à chercher leur mot d'ordre à Vienne; l'outillage administratif se complète et l'action du souverain s'exerce sur des domaines où il ne s'était guère encore aventuré. Les questions économiques, si négligées pendant le XVIIe siècle, préoccupent visiblement les conseillers de Charles VI, et l'État, en se réservant la haute direction des affaires commerciales et

1. Je regrette de ne pas pouvoir ici étudier avec plus de détail cette administration financière de Charles VI, qui est importante et instructive à bien des points de vue. V. en dehors des ouvrages déjà cités : Mensi, *Die Finanzen Œsterreichs 1701-1740*, et Perthes, *Polit. Zustænde und Personen.*



industrielles, complète le cercle de ses attributions et achève de réduire à l'inaction les pouvoirs locaux, dépouillés des fonctions qui auraient dû le plus naturellement leur être réservées.

La politique économique de Charles VI a été jugée de façons très diverses. Schebeck, qui a limité ses études à l'industrie du verre, écrit un panégyrique : « la cour de Vienne examine les questions avec conscience, avec attention, sans préjugé ». Przibram, dont l'enquête a été beaucoup plus ample, est plutôt sévère : « En dépit de nombre de promesses prestigieuses et même de quelques réformes réelles, le gouvernement manqua de décision; il n'appliqua que par fragments les améliorations que lui indiquaient les spécialistes les plus éminents; les résolutions vraiment utiles furent indéfiniment ajournées, et, quand elles furent enfin décrétées, dans les dernières années du règne, elles restèrent le plus souvent lettre morte. » Les lenteurs de l'administration, la faiblesse du souverain, l'imperfection des moyens d'action dont il disposait, les préjugés populaires et les théories erronées formaient autant d'obstacles infranchissables qui paralysèrent ou ralentirent extraordinairement le progrès de la fortune publique [1].

Le jugement de Przibram me semble un peu sévère et les ministres de Charles VI eurent au moins le mérite de deviner le grand avenir industriel du royaume; leur activité, quelquefois brouillonne et souvent timide, a donné une impulsion décisive au mouvement dont on apercevait à peine les premières traces sous Léopold.

Les économistes à cette époque sont pénétrés des théories mercantiles et les livres de Hœrnigk et de Schrœder sont leurs Évangiles [2]. Leur but est d'obtenir une balance du commerce favorable, c'est-à-dire d'accroître l'exportation et de restreindre l'importation, de ma-

1. Przibram, Das bœhm. Commerzcollegium, p. 86.

2. Sur les doctrines du siècle, v. Roscher, dans les Hildeb. Jahrb. für Nationalœkonomik, 1864, et Bidermann, Die technische Bildung in Œsterr. 1854.



nière à ce que le client étranger soit obligé de solder ses achats en or. « On ne doit permettre en aucune manière et d'aucune sorte, dit Hœrnigk, l'importation des articles que le pays peut produire en quantité suffisante et dans une qualité supportable; on ne saurait sur ce point avoir aucune considération, aucune pitié pour l'étranger, quel qu'il soit, ami, parent ou allié aussi bien qu'ennemi. Toute amitié cesse quand elle n'aboutit qu'à m'affaiblir et à me ruiner. Et ce principe demeure vrai, même quand les produits indigènes sont inférieurs ou plus chers. Mieux vaut payer un objet deux écus, si ces écus restent dans le pays, qu'un écu qui s'en irait au dehors. » Le rôle de l'État ne se borne pas à favoriser l'essor industriel par une bonne gestion financière ou par des travaux publics intelligents, sa mission est plus complexe et plus immédiate; il doit être le collaborateur des industriels, les guider par ses instructions et ses exemples, les soutenir par une législation appropriée, les placer dans des conditions avantageuses de travail.

Charles VI, bien que la théorie d'Hœrnigk n'ait guère eu de sceptique à sa cour, ne mit aucune hâte à suivre ses conseils, et son système ne fut appliqué dans son développement intégral que par Marie-Thérèse et Joseph II. Le Conseil de commerce bohême, qui fonctionne régulièrement depuis 1724 et qui comptait plusieurs membres actifs et instruits, s'impatientait des lenteurs de la cour; ses propositions les plus raisonnables étaient enterrées dans les cartons et, après une insistance de plusieurs années, il n'obtenait ni la suppression de quelques-uns des sept cents péages qui encombraient les chemins, ni les travaux de viabilité indispensables, ni l'abolition des privilèges abusifs des villes, droits d'étape, droits de route, etc.; la question de l'amélioration du cours de l'Elbe, capitale, et qui était à l'étude depuis un siècle, continuait à être l'objet de savants et inutiles rapports. A force d'importunité cependant, le Conseil finissait de temps en temps par secouer l'indolence du roi, et, au travers de bien des hésitations et des



retouches, le triomphe des doctrines nouvelles se dessinait.

Aucun effort pour améliorer l'agriculture; la misère des serfs n'augmente pas, parce que c'était impossible, mais leur sort ne s'améliore pas, et cela seul suffit pour empêcher tout progrès réel. D'ailleurs, la cour tient à ce que les céréales restent à bas prix pour que les ouvriers se contentent d'un salaire modique et que le prix de revient des produits manufacturés soit aussi faible que possible.

Les faveurs du pouvoir vont à l'industrie. Les ministres n'ont pas d'illusion sur la bourgeoisie, timide, ignorante, encroûtée dans ses préjugés; « les pères n'envoient à l'atelier que les plus bornés de leurs enfants; si l'un d'eux fait preuve de quelque qualité naturelle, il faut en faire un docteur ou un maître! » Dès qu'un commerçant a quelques écus, il ne songe qu'à se décrasser, abandonne sa profession, se glisse dans la noblesse ou l'administration. La foule des artisans se contente de gains minimes, sans autre souci que d'écarter la concurrence par des règlements absurdes. Les corporations ne sont plus que des coteries où s'embusquent les maîtres pour molester les étrangers ou les apprentis [1]. Toute innovation est suspecte et illégale; les privilèges respectifs des divers métiers soulèvent des querelles perpétuelles et des procès interminables; l'instruction professionnelle est nulle et l'habileté de main « n'est plus qu'une légende, parce que les patrons repoussent systématiquement les ouvriers habiles et capables ». Les abus étaient si profonds que les tentatives de réformes partielles paraissaient condamnées à un échec fatal; il fallait « couper le mal par la racine [2] », supprimer les corporations. Charles VI, sans aller jusque-là, s'efforça du moins de remédier aux plus graves inconvénients par les ordonnances générales de 1731 et de 1739.

Précises, claires, assez libérales, elles marquent un effort

1. Adamek, Les statuts des corporations au XVII[e] et au XVIII[e] siècles, dans les Comptes-rendus de la Société des sciences, 1899, p. 11-12.

2. Reschauer, *Gesch. des Kampfes der Handwerkerzünfte und der Kaufmannsgremien mit der œst. Bureaukratie*, p. 4.



réel pour briser le despotisme des anciens métiers et assurer à l'État la haute main sur le mouvement industriel ; elles auraient eu une influence heureuse si elles avaient été sérieusement appliquées. Mais les corporations n'abandonnèrent pas aisément leurs privilèges et, servies par la complaisance ou la faiblesse des autorités municipales, elles engagèrent contre les décrets royaux une lutte sourde et persévérante où elles furent souvent victorieuses. Le gouvernement n'apporta pas beaucoup de vigueur à l'exécution de ses édits, parce qu'il s'intéressait surtout à la grande industrie qui commençait à naître et aux fabriques qui, sous sa protection directe et quelquefois avec son concours financier, se constituaient en dehors des cadres consacrés. Sa politique commerciale était exclusivement déterminée par le désir de faciliter leur développement, et le tarif général de douanes, qui fut enfin promulgué en 1737, ne s'inspire plus de considérations purement fiscales, comme celui de 1657, mais a pour but de défendre la production nationale contre la concurrence étrangère.

Les membres les plus éclairés du Conseil de commerce de Prague avaient demandé que l'on rompît avec un système de protection à outrance et que l'on formât des diverses parties de la monarchie, « de même qu'à tous les autres points de vue, un corps et un organisme au point de vue de la douane et de l'impôt ». Ce désir prouve certainement un état industriel assez avancé, parce que les intérêts, toujours très timides, n'acceptent l'idée de la lutte que quand ils se croient en mesure de la soutenir avec avantage. La minorité du Conseil, pour appuyer ses théories libérales, faisait remarquer qu'en 1732 le royaume avait exporté près de 4 millions et demi de florins, c'est-à-dire environ 1,200,000 florins de plus qu'il n'avait importé, et il ajoutait qu'il n'y avait pas beaucoup de pays en Europe où la balance du commerce fût aussi favorable; encore les tableaux des douanes ne donnaient-ils qu'une idée fort incomplète de l'activité réelle. D'autres faits corroborent l'argumentation des conseillers de commerce : le



nombre des seigneurs qui comprenaient l'avantage que leur offrait l'établissement de manufactures, augmentait; les procédés se perfectionnaient; des ouvriers, appelés du dehors, introduisaient des habitudes supérieures, les matières premières s'amélioraient.

Ce mouvement industriel, qui n'était encore qu'à ses débuts, conservait malheureusement trop souvent un caractère artificiel et l'intervention abusive de l'État enrichissait surtout un petit groupe de privilégiés.

Les fabricants, dont beaucoup étaient d'origine étrangère, vivaient de la protection de la cour, et un décret de Vienne pouvait les enrichir ou les ruiner; ils demeurèrent indifférents aux destinées du pays au milieu duquel ils étaient campés et aucun patriotisme national ne naquit parmi eux; à la noblesse, oublieuse des traditions slaves, s'ajouta une nouvelle caste, dédaigneuse et hostile qui jeta dans la balance le poids de ses richesses et de ses relations. Les conditions géographiques amenèrent la localisation de la grande industrie dans la région montagneuse du nord-est, du nord et de l'ouest, autour de Trautenau, de Reichenberg, de Roumbourg, sur les versants des Monts Métalliques et dans les environs d'Eger, c'est-à-dire dans les districts peuplés par les Allemands : l'inimitié séculaire des deux races s'aggrava dès lors des contrastes économiques, et les régions industrielles, dépendant de l'étranger par les fluctuations du marché européen ou les variations de la mode, n'eurent plus conscience des intérêts communs qui les rattachaient au reste du royaume. On a souvent opposé les tendances libérales des ouvriers du nord aux sentiments conservateurs des centres tchèques, demeurés longtemps exclusivement agricoles. En réalité, les Tchèques ne sont en rien moins épris de liberté que les Allemands; seulement, les deux groupes, avec le même désir et le même besoin de réformes, les attendirent de méthodes différentes. Les Slaves, chez lesquels survivait obscurément le culte des ancêtres, virent dans le rétablissement de l'indépendance de la couronne la condi-

tion du progrès, tandis que les industriels allemands aperçurent dans cette restauration de l'autonomie une menace et une diminution. Des maux nombreux que le despotisme des Habsbourgs a légués au pays, cette scission morale est sans doute le plus grave. Ils avaient sous une autre forme commis la même erreur que les Przémyslides et ils ont durement expié depuis leur imprévoyance. Par une cruelle ironie, de tous les actes de Charles VI, les plus funestes pour la dynastie et le pays furent justement ceux qui s'inspiraient des meilleures intentions, et ses réformes économiques créèrent un péril infiniment plus sérieux que les dissidences religieuses qu'il avait si impitoyablement combattues.

Pour le moment, le réveil industriel avait l'avantage de multiplier les relations avec l'étranger, et, bien que l'influence des idées nouvelles fût au début défavorable à la tradition nationale, elles étaient la condition nécessaire du relèvement futur. Dans cette prison où un peuple mourait lentement d'asphyxie, il fallait à tout risque faire pénétrer de l'air respirable; le résultat montrerait si le malade était définitivement condamné. Le propre des causes qu'attend la victoire, c'est qu'elles puisent une force nouvelle dans les événements les plus funestes en apparence; le progrès des influences germaniques au XVIII[e] siècle rendit ainsi une vigueur imprévue à la race tchèque, et la philosophie française, rationaliste et cosmopolite, réveilla en elle le patriotisme à demi disparu.

Dès le milieu du XVII[e] siècle, les Jésuites insinuaient que le cardinal Harrach ou ses inspirateurs étaient suspects de Jansénisme, sans que nous sachions de quels faits précis s'étayaient leurs soupçons. Au début du XVIII[e] siècle, quand, après une longue période de guerre, les relations avec la France deviennent plus fréquentes, les voyageurs en rapportent, sinon des idées très précises et un système déterminé, du moins l'ennui du régime d'oppression impitoyable sous lequel les persécuteurs ont courbé le pays. Autour de Charles VI, une petite coterie défend timi-



dement une politique de réformes libérales : Montesquieu, arrivant à Vienne en 1728, y est accueilli avec une sympathie qui lui laisse une longue reconnaissance; on lui montre des livres, médiocres, mais d'inspiration assez hardie; la plupart de ces frondeurs viennois n'ont que des aspirations très vagues et leur érudition est courte : assez savant pour l'être en Autriche, dit encore Montesquieu avec quelque dédain. — Un nom à demi légendaire, celui du comte Sporck (1662-1738), résume en Bohême cette école d'hommes de bonne volonté, dont la pensée est indécise et le programme flottant, mais dont les espoirs tâtonnants suffisent à inquiéter l'Église.

Le roman s'est emparé de sa vie, et il n'est pas toujours aisé de trouver un fonds solide au milieu des fables accumulées. Son père, dit-on, après avoir gardé les cochons pendant sa jeunesse, était entré au service de Léopold; il avait pris une part glorieuse aux guerres contre les Turcs et avait entre temps assez bien fait ses propres affaires, puisqu'il avait acheté pour plus de 600,000 florins de terres en Bohême. Cette fortune, si rapide, avait attiré l'attention sur lui. Le jeune François-Antoine Sporck voyagea beaucoup, séjourna en Angleterre, dans les Pays-Bas, en France; il avait l'esprit curieux, lisait beaucoup, Pascal en particulier et les écrivains jansénistes [1]. Je ne saurais cependant reconnaître en lui un véritable disciple de Port-Royal, sa doctrine est trop éclectique et sa foi trop flottante. Très fastueux, il était aussi très généreux, traitait ses paysans avec douceur; il avait fondé dans son château une imprimerie d'où sortaient des livres d'édification qu'il répandait par milliers autour de lui. Intention louable et zèle peu éclairé : ces discussions pédantesques et ces traités dogmatiques n'étaient guère compris des paysans, qui d'ailleurs ne savaient pas l'allemand [2]. Les Jésuites s'alarmèrent de l'activité du comte :

1. Sa Réfutation des Athées, Déistes et nouveaux sceptiques (1712), n'est qu'une adaptation du grand apologiste chrétien. — Vltchek, p. 126.
2. Quelques historiens tchèques ont prêté à Sporck des arrière-pensées

ils avaient eu avec lui des difficultés de mur mitoyen et ils avaient sur le cœur les plaisanteries de mauvais goût qu'il leur avait décochées; beaucoup de nobles, jaloux de ses richesses, le soupçonnaient de n'avoir pour la dynastie qu'un dévouement assez tiède. En 1729, l'évêque de Kralové-Hradets ordonna une enquête; un escadron de cuirassiers cerna son château, et Koniach fut chargé d'examiner ses livres. L'affaire n'eut pas de suites et la renommée affirme que Sporck se réconcilia avec les Jésuites. Il n'y avait pas évidemment dans cet agité, qui tient le milieu entre l'illuminé et l'aventurier, l'étoffe d'un réformateur et d'un martyr. Nous éprouvons cependant quelque sympathie pour ce grand seigneur qui s'était affranchi des préjugés de sa caste et qui un des premiers apporta en Bohême les idées de liberté et de tolérance de nos philosophes.

Sous une forme différente, leur enseignement se rapprochait sur beaucoup de points des doctrines de l'Unité des Frères, et Sporck, en parcourant la Hollande et l'Angleterre, y avait rencontré à chaque pas les traces de Comenius. La propagande étrangère était ainsi préparée et facilitée en Bohême par des souvenirs que l'Église n'avait jamais complètement abolis. Les Jésuites avaient lassé beaucoup de seigneurs par leurs tracasseries, et les courtisans, habitués à Vienne à une certaine franchise d'allures, refusaient d'accepter plus longtemps leur tutelle. La deuxième édition de l'Index des livres prohibés contient 77 ouvrages français qui doivent être détruits; encore ne représentent-ils sans doute qu'une partie des ouvrages suspects qui étaient répandus dans l'aristocratie. Quand les censeurs exigeaient qu'on les leur livrât, ils étaient assez mal accueillis: « infatués de leur naissance, de leurs titres et de leur rang, les nobles inventaient des exceptions extraordinaires qui n'ont aucun sens devant Dieu. Ils se déclaraient

suspectes et lui reprochent d'avoir favorisé l'allemand au détriment du tchèque. — Il obéissait simplement à une nécessité, fâcheuse sans doute, mais inéluctable; la renaissance nationale ne pouvait commencer que par l'allemand, de même que les écrivains les plus originaux débutent toujours par l'imitation.



assez intelligents pour distinguer le bon grain de l'ivraie et, dans leur outrecuidant orgueil, ils s'attribuaient ainsi l'office d'un juge spirituel ».

Sporck recruta parmi ces *libertins* les membres de la première loge maçonnique qui fut fondée à Prague, en 1726. Ici encore, son initiative se rattachait à Comenius : la Franc-Maçonnerie ne s'inspirait-elle pas, en effet, des idées « pansophiques » qui résument l'inspiration des dernières années du grand évêque des Frères ? En 1667, dans sa *Panégersie*, il invitait l'humanité à se réunir pour élever au Prototype éternel de la Justice et de l'Amour un nouveau temple de Salomon où les peuples oublieraient leurs haines, les sectes leurs rancunes, les écoles leurs vanités, et réaliseraient l'œuvre de progrès infini et de paix que le créateur du monde propose à ses créatures. Quand, en 1717, le célèbre théologien Jacques Anderson rédigea les statuts définitifs qui ont servi de fondement à la Franc-maçonnerie, il emprunta textuellement à la Panégersie ses principes essentiels. Par une remarquable coïncidence, au moment où Zinzendorf restaurait en Allemagne l'Unité des Frères, elle renaissait à Prague sous une forme mieux appropriée aux besoins modernes et à l'esprit du siècle [1].

La loge des Trois-Etoiles, la plus ancienne de l'Autriche, réunissait avec quelques lettrés et quelques négociants de Prague, des représentants des plus illustres familles du royaume, un comte Vrbna, un comte Martinits; Sporck fut remplacé à la tête de la Loge, quand il donna sa démission en 1735, par le comte Paradis, le capitaine de la Nouvelle-Ville de Prague. Ainsi, vers 1730, un parti commençait à se constituer en Bohême, qui désirait qu'on en finît avec des habitudes séculaires d'intolérance et de fanatisme.

Le règne de Charles VI marque le moment du triomphe le plus complet du despotisme catholique et, par une con-

1. Svatek, Tableaux de l'histoire de la civilisation en Bohême, II, p. 262.



séquence facile à prévoir, l'excès même de sa victoire suscite des résistances, d'abord timides et isolées, mais qui vont trouver un appui inattendu dans les événements extérieurs. Les guerres qui remplissent la première partie du règne de Marie-Thérèse, inaugurent une période nouvelle de l'histoire de l'Autriche et de la Bohême. D'une part, elles brisent les barrières soigneusement entretenues par les Jésuites et rétablissent le contact si longtemps interrompu avec l'Europe occidentale ; de l'autre, elles imposent au gouvernement l'obligation d'abandonner le système d'oppression sournoise et nonchalante qui lui a suffi jusqu'alors. Le despotisme éclairé succède à l'absolutisme catholique et traditionaliste. Aucune période n'a laissé parmi les Tchèques de souvenirs plus odieux, et leurs rancunes s'expliquent, parce que jamais leur indépendance politique et leur existence nationale n'ont subi un assaut plus redoutable. Ils auraient tort d'oublier que ce despotisme éclairé a été la condition du réveil contemporain. Sans doute, quand on s'amuse à rêver ce qui aurait pu se produire, il n'est pas difficile d'imaginer des conjonctures plus favorables et des combinaisons qui auraient abouti à un résultat analogue avec moins de danger et par un détour moins lointain. Mais si l'on songe à la léthargie dans laquelle était tombé le peuple, on juge avec plus d'équité et de sympathie les hommes qui, quelles que fussent leurs intentions dernières, surent au moins imprimer aux âmes une secousse salutaire et rendre à la nation le goût et la force de vivre.

LIVRE III

LE DESPOTISME ÉCLAIRÉ

CHAPITRE PREMIER

Les guerres de Silésie [1]

La mort de Charles VI. Marie-Thérèse. — L'invasion prussienne en Silésie. — Un essai de royaume bohême : Charles VII de Bavière. Le coup de main de Chevert ; l'occupation française à Prague. — Le traité de Breslau et l'abandon de la Silésie à la Prusse. — Le siège de Prague et la retraite d'Eger. — Les rancunes de Marie-Thérèse. — Les ambitions de Frédéric II. Les Prussiens à Prague. — Les guerres de Silésie marquent le début d'une nouvelle période dans l'histoire de l'Autriche : le rôle de Marie-Thérèse ; Kaunits. — La guerre de sept-ans. Souffrances du pays.

Les dernières années du règne de Charles VI furent mélancoliques : les aventures dans lesquelles il s'était engagé avaient mal tourné, il devinait autour de lui des ambitions impatientes et il sentait les faiblesses de la monarchie, sans avoir le courage d'y porter remède. L'absolutisme, usé par sa victoire, ne s'exerçait même plus : le pouvoir était disputé par des ministres médiocres ou fatigués ; l'Empereur demandait une distraction à la chasse ou un étourdissement aux cérémonies religieuses. « Si j'avais connu la vie que mène ici l'ambassadeur, écrivait plaisamment le duc de Richelieu, rien dans la nature ne m'aurait déterminé à accepter. Il n'y a qu'un capucin, avec la

1. Arneth, Gesch. Maria-Theresia's (10 vol.) : très sûr, avec un très grand nombre de références, mais peu critique ; la partie relative à l'administration intérieure est insuffisante. — Très utiles sont les *Recueils de lettres* de Marie-Thérèse, publiés par le même historien, à *Joseph II* (3 vol.), à *ses enfants et à ses amis* (4 vol.). — Arneth, *Bartenstein und seine Zeit*. — Un très bon résumé dans Wolf, *Œsterreich 1740-1792* (collection Oncken). — Wolf, *Aus dem Hofleben M.-Th.* — Heigel, *Der oesterr. Erbfolgestreit*.



santé la plus robuste, qui puisse résister. J'ai été, de compte fait, depuis le dimanche des Rameaux jusqu'au mercredi d'après Pâques, cent heures à l'Église avec l'Empereur. » Ses plaisirs et ses devoirs absorbaient si bien Charles VI que, pendant un règne de trente ans, il ne trouva pas le loisir de parcourir la Silésie, bien qu'il ne pût pas ignorer les convoitises prussiennes. Cette négligence suffit à caractériser ce gouvernement de laisser-aller et de somnolence.

Je ne sais pas si, à condition de se résigner à certaines concessions extérieures, il n'était pas plus doux de vivre sous la crosse de Charles VI que sous le bâton de Frédéric-Guillaume Ier de Prusse; seulement les Hohenzollern enseignaient à leurs sujets les héroïques vertus du renoncement et de l'abnégation, et les peuples se serrent avec reconnaissance autour des éducateurs qui les élèvent au-dessus d'eux-mêmes; les Habsbourgs ne réussirent jamais à nouer entre la dynastie et les sujets ces liens solides qui éloignent les ambitions rivales.

La dernière guerre avec la Turquie et l'humiliant traité de 1739 révélèrent aux moins attentifs la décadence de l'Autriche. Les puissances voisines tirèrent de ces événements des conclusions exagérées, imaginèrent qu'au premier choc, cette monarchie si mal liée se disloquerait, et même celles dont l'appétit n'était pas très excité, ne résistèrent pas à la tentation de prendre part à la curée, puisqu'il suffisait de ramasser le butin. Elles avaient oublié dans leurs calculs un facteur important, la force d'inertie. Si les peuples soumis aux Habsbourgs n'avaient aucune raison d'être enthousiastes de leur sort, un instinct de conservation les poussait à demander quelques explications avant de courir de nouvelles aventures; deux siècles de vie commune avaient créé entre eux une solidarité réelle, aiguisée chez la plupart par une sourde répulsion contre l'Allemagne. De longues années de servitude avaient de plus amorti les passions combattives, supprimé les partis, anéanti les rancunes et les espoirs sur lesquels auraient pu

s'appuyer les adversaires de la maison d'Autriche. Sans doute, il n'eût pas été impossible de grouper et d'organiser les éléments d'opposition politique et nationale qui n'avaient pas disparu, mais c'était une œuvre d'assez longue haleine et qui réclamait une certaine habileté. Il eût fallu que les envahisseurs prissent la peine d'étudier l'histoire des divers pays, les besoins des habitants, leurs rancunes ; aucun d'eux n'y songea, d'abord parce que les gouvernements du XVIIIe siècle avaient de l'État une conception purement mécanique et n'attribuaient à peu près aucune importance aux dispositions populaires, ensuite parce qu'ils n'estimèrent pas à leur juste valeur les résistances qu'allait rencontrer leur entreprise de spoliation. L'Autriche, grâce à leur impéritie, sortit presque intacte de la tempête, où, suivant les vraisemblances, elle devait périr : la seule province qui lui fut arrachée, la Silésie, fut celle qui, par ses traditions politiques, nationales et religieuses, était la moins adhérente à la monarchie, la seule que des affinités réelles rapprochassent de l'Allemagne. L'Empire habsbourgeois en fut affaibli, mais aussi allégé, et sa physionomie apparaît dès lors plus franche et toujours moins germanique. Le duel de Marie-Thérèse et de Frédéric II, un siècle après la paix de Westphalie, un siècle avant Kœniggrætz, aboutit à un nouveau recul des Habsbourgs vers l'Est et affaiblit leurs chances de restauration dans l'Empire.

La conduite des souverains qui se mêlèrent à la guerre de la Succession d'Autriche, fut odieuse et niaise. Au milieu de cette bande de maraudeurs, seul Frédéric II avait une volonté arrêtée : il est le seul dont la politique ait été vigoureuse et, j'ose ajouter, morale, parce qu'elle fut déterminée par des intérêts essentiels et permanents et non par des caprices et des boutades. Quand, vers la fin de sa vie, Charles VI eut l'idée quelque peu étrange de solliciter une avance du roi de Prusse, celui-ci demanda en gage la Silésie, avec le droit d'y tenir garnison. Il jouait cartes sur table et indiquait le prix qu'il mettait à son alliance. Après

la mort de Charles VI (20 octobre 1740), il revint à la charge, offrit son appui à Marie-Thérèse, à condition qu'elle lui abandonnât la province qu'il convoitait. Repoussé, il chargea ses ministres de justifier ses revendications et d'exhumer les titres des Hohenzollern; ils s'y appliquèrent de leur mieux, sans illusion. La tâche a été reprise depuis avec plus de passion par les historiographes contemporains, qui se donnent mal de mort pour concilier l'impératif catégorique avec les exigences d'un tempérament batailleur et avide. L'Allemagne a d'extrêmes obligations à ses professeurs qui ont été les champions les plus exaltés de son hégémonie; d'autre part, plus que les perfidies de ses diplomates ou les violences de ses généraux, leur pédantisme doctrinaire a exaspéré ses voisins. Il y a quelque chose de désobligeant à vouloir convaincre les gens que l'on dépouille, que c'est au nom de la justice et pour le bien de la civilisation. La conversation avec Frédéric II était plus agréable et plus franche : il avait été fort mal élevé, j'entends par là que les efforts de son père n'avaient pas effacé en lui l'impression des écrivains français : il ne se payait pas de mots et il regardait les choses en face ; il avait trop d'esprit pour ne pas juger au plus juste l'importance de papiers vermoulus ; il savait aussi que tout le monde n'avait pas la même désinvolture morale et il ménageait, en les méprisant, les hypocrites et les sots.

Quelques ministres de Marie-Thérèse conseillèrent à la jeune reine d'accepter le marché que lui proposait le roi de Prusse ; à vingt-trois ans, l'âge des résolutions hardies et des belles confiances, il était peu probable qu'elle les écoutât. Elle n'aurait pas été une Habsbourg si elle n'avait pas cru à la fortune de sa race. Quand on est aussi sûr de son affaire que moi, disait Charles VI mourant, on peut entreprendre paisiblement son dernier voyage. Ils avaient toujours payé très loyalement la dette qu'ils avaient à Dieu, ils étaient sûrs qu'au moment voulu, il ne les délaisserait pas. Marie-Thérèse repoussa ces lâches compromis et elle eut

raison : le courage est la suprême habileté. Est-il bien sûr que Frédéric II eût tenu loyalement ses engagements, et ses archivistes n'auraient-ils pas retrouvé quelque nouveau document ? Dans tous les cas, une première reculade eût encouragé tous les adversaires de la reine et accru autour d'elle cette tendance à la défection qui pouvait devenir le péril le plus redoutable. Elle fournit dès le premier jour la preuve de cette fermeté d'âme et de cette constance qui lui ont mérité le respect de l'histoire.

Ses panégyristes, très nombreux, lui ont nui par leurs dithyrambes ampoulés et elle ne saurait être mise sur le même plan qu'une Élisabeth d'Angleterre ou une Catherine de Russie, auxquelles elle était d'ailleurs très supérieure au point de vue moral. Au moment où elle arrivait au trône, elle ne savait pas grand'chose, bien qu'on eût longuement discuté sur son éducation et qu'on lui eût donné beaucoup de maîtres, et elle n'avait certainement pas les talents innés qui lui auraient permis de deviner ce qu'elle ignorait. En revanche, elle avait beaucoup de bonne volonté, de l'application, le désir de ne pas être par trop inférieure à sa tâche et le don rare et précieux d'écouter les conseils, même quand ils lui étaient désagréables.

Très éloignée encore de la majesté plantureuse de ses années de maturité, mais déjà fortifiée par des maternités répétées, elle avait de la fraîcheur et de l'éclat. Ses yeux d'un bleu sombre, animés et souriants, sa chevelure blonde qui retombait en boucles abondantes sur un cou ferme et svelte, ses dents éblouissantes, son teint clair et transparent, donnaient une impression de santé vigoureuse et d'équilibre moral. Pendant quarante ans, elle mène de front, sans en être accablée, les soucis de l'Empire et les soins d'une famille nombreuse ; elle conserve jusqu'à la fin son activité régulière, la netteté de son intelligence et une attention constante à remplir tout son devoir. Il ne paraît pas que pendant cette longue carrière ses talents naturels, qui étaient modestes, aient pris beaucoup d'envergure. Elle était très femme, beaucoup plus que ne l'indiquent ses



biographes officiels, une vraie bourgeoise allemande du XVIIIe siècle; ménagère entendue et appliquée, épouse sentimentale, elle épuisait ses ardeurs dans le mariage et son imagination placide ne s'égara jamais à des rêves interdits. Son esprit était un peu court et sa morale, vulgaire; sa piété, étroite et sa conception du monde, assez terre à terre. Elle aimait les chemins battus et ne se sentait tranquille que quand elle ne s'écartait pas des traditions; elle était incapable d'avoir une idée originale et toute sa vie elle eut besoin d'un directeur. François de Lorraine, son mari, médiocre et léger, n'avait aucune des qualités nécessaires pour ce rôle d'inspirateur et de guide. Comme elle avait l'intelligence claire, elle l'eut vite jugé et, sans lui retirer son affection, l'éloigna des affaires. Les ministres, à qui elle demanda dès lors les règles de son gouvernement, la menèrent souvent par des chemins qui lui plaisaient peu : elle s'effrayait, pleurait, puis, élève docile, se laissait convaincre. Elle n'était pas capricieuse, et sa constance leur permit d'accomplir des réformes importantes, en même temps que ses résistances les préservaient des exagérations qui compromirent plus tard l'œuvre de Joseph II. Mais ces exagérations, elles n'étaient que la conséquence du système qu'elle avait adopté et elle a sa large part de responsabilité dans les difficultés contre lesquelles se débat aujourd'hui l'Autriche et qui ont toutes pour origine la substitution d'un régime de centralisation au fédéralisme historique.

La situation que Charles VI léguait à sa fille était des plus difficiles. L'armée, de 200,000 hommes sur le papier, s'élevait à 50,000 fantassins et 10,000 cavaliers, très éprouvée par les récents désastres de la guerre turque; la Bohême était gardée par 600 hommes et la Silésie par 1,500; certains régiments n'avaient pas reçu de solde depuis un an. L'absence de bonnes routes retardait l'arrivée des renforts nécessaires. Les autorités locales défendaient hargneusement leurs prérogatives : les régiments hongrois envoyés en Silésie étaient arrêtés à la frontière par une commission de la province qui n'autorisait leur marche que sous cer-



taines conditions, réglait les étapes, fixait les quartiers. Breslau a conservé le privilège de ne pas recevoir de garnison impériale : quand le général Neipperg lui demande de laisser pénétrer dans ses murs quelques régiments, elle refuse. Les populations se défient du souverain, qui ne s'est jamais montré à eux que comme un maître exigeant et implacable ; même l'invasion ne les groupe pas autour de lui.

En Silésie, en particulier, les protestants sont habitués à regarder les Hohenzollern comme leurs défenseurs. Si le traité d'Altranstadt a mis fin à la persécution publique et aux vexations continuelles du clergé, l'intervention de la cour dans l'administration intérieure des églises luthériennes, les missions bruyantes des Jésuites, les intrigues sournoises des autorités locales, fomentent parmi les dissidents une irritation qu'exploitent les émissaires prussiens. Les États de la province ont été réduits à une complète insignifiance et les exigences du fisc irritent les seigneurs et exaspèrent le peuple. Les industriels et les commerçants se plaignent du peu de protection que leur accorde le pouvoir. A aucune époque, les griefs ne manquent aux populations ; ici, ils ne sont pas compensés par le souvenir des services rendus. Aussi, nulle part l'invasion ne rencontre de résistance sérieuse ; Breslau, sans discussion, accepte une garnison prussienne, pour assurer sa neutralité ! — La défaite de Neipperg à Molwitz acheva la conquête de la Silésie (10 avril 1741) : Frédéric avait pris la fuite au commencement du combat, emporté par la déroute d'une aile de son armée ; ce fut le début de sa gloire militaire.

Du coup, le cardinal Fleury, qui avait jusqu'alors contenu le parti belliqueux, oublia ses scrupules, et, au mois de juin, la Prusse, la Bavière, la Saxe, l'Espagne et la France formèrent une coalition formidable : la Bavière recevrait le Tyrol, la Haute-Autriche et la Bohême ; la Saxe, la Moravie et la Haute-Silésie ; la Prusse, le comté de Glatz et la Basse-Silésie. Arrangements enfantins qui ne tenaient aucun compte des traditions historiques, des



convenances populaires et des conditions géographiques. Chacun taillait au hasard de ses fantaisies momentanées, Ce qu'il y a de plus odieux dans le guet-apens machiné contre Marie-Thérèse, c'est moins la mauvaise foi de ses adversaires que la futilité de leurs ambitions et la mollesse de leurs désirs. La France, dans cette algarade, dépassa les bornes du ridicule et elle mérita largement ses mésaventures. Fleury était d'autant plus tenu de respecter la Pragmatique qu'il avait reçu la Lorraine pour prix de sa garantie; il était libre, si le prix lui paraissait insuffisant, de réclamer une indemnité supplémentaire et, bien que le procédé fût peu glorieux, l'histoire le lui eût aisément pardonné, s'il avait réussi. Il était en revanche inexcusable de se compromettre pour des alliés tels que les Wittelsbach, dont il était impossible qu'il ne connût pas l'incapacité absolue, et d'épuiser les forces du pays à poursuivre une combinaison politique fantaisiste, qui n'avait aucune chance de succès parce qu'elle était aussi contraire à la logique qu'aux intérêts des peuples. Les opérations militaires furent conduites à l'avenant. L'histoire ne conserve plus de cette guerre de la Succession d'Autriche que le souvenir de quelques épisodes glorieux, le hardi coup de main de Chevert à Prague ou la victoire de Fontenoy : ces exploits isolés nous dissimulent la réalité des choses, le décousu des opérations, la nullité du commandement général, l'absence de sérieux surtout et la décadence de l'esprit patriotique et militaire.

Les prétentions des Wittelsbach sur la Bohême étaient fort anciennes. En 1440, Albert le Pieux avait été candidat contre le fils posthume de l'Empereur Albert II et, en 1526, Guillaume de Bavière avait disputé le trône à Ferdinand Ier; un autre duc de Bavière avait épousé la fille de ce même Ferdinand, et le mariage de Charles-Albert avec la fille de Joseph Ier avait rendu quelque jeunesse à ces ambitions poussiéreuses. On affirme que, depuis deux siècles, les ducs de Bavière faisaient apprendre le tchèque à leurs fils et ils gardaient précieusement dans le trésor de Munich la cou-

ronne qui avait été fondue pour l'Électeur palatin, Frédéric V, et qui, après la Montagne-Blanche, était tombée entre les mains de Maximilien. Elle eût peut-être dû leur rappeler que, s'il n'était pas extrêmement difficile d'occuper Prague, il était moins aisé de s'y maintenir. Mais les Wittelsbach, sauf de rares exceptions, ont toujours été dupes d'une imagination frivole et incohérente, et ils n'ont jamais compris que les grands desseins ont besoin d'être préparés et mûris. Après un Frédéric V, un Charles-Albert ! Il y avait de quoi décourager les agités qui songeaient encore à se débarrasser des Habsbourgs.

L'Électeur ne commença les hostilités qu'à la fin de juillet 1741 ; il n'était plus qu'à quelques journées de Vienne et la ville était en grand péril, quand, brusquement, inquiet de l'attitude des Saxons et de Frédéric II, il tourna vers le Nord et entra en Bohême. Comme ses troupes observaient une assez bonne discipline, les habitants ne firent rien pour les arrêter et, le 20 novembre 1741, il arriva sous les murs de Prague, où il prit contact avec l'armée saxonne. Les envahisseurs, malgré leurs succès et les 70,000 hommes dont ils disposaient, n'étaient pas très rassurés : l'Électeur, frivole, léger, n'avait ni talent militaire, ni autorité; les Bavarois se défiaient des Saxons, et les Français les englobaient les uns et les autres dans le même dédain; Frédéric II, pressé de mettre son butin en sûreté, venait de signer la trêve de Klein-Schnellendorf (9 octobre), prélude d'une défection plus complète; l'Angleterre envoyait des subsides à Marie-Thérèse, et les régiments qu'avaient votés les Magyars après d'assez longues hésitations (septembre), commençaient à s'organiser. L'armée de François de Lorraine n'était plus qu'à une dizaine de lieues; si Charles-Albert était obligé d'accepter la bataille avec sur ses derrières une place ennemie, sa situation devenait délicate. Il fut sauvé par la lenteur des Autrichiens et la hardiesse de quelques officiers français.

La ville n'était guère en état de résister à un siège en



règle[1] : les 3,000 soldats de la garnison, « presque tous invalides, étaient incapables de défendre des murailles peu élevées et d'une grande lieue et demie de circuit » ; la garde bourgeoise, forte d'environ 12,000 hommes, et les 600 volontaires qu'on avait recrutés parmi les étudiants, témoignaient peu d'enthousiasme ; beaucoup de fonctionnaires avaient pris la fuite, les moines cachaient leurs trésors, les Bénédictins de Strahov muraient les reliques de saint Norbert et les remplaçaient par de vulgaires ossements ; des émissaires bavarois rappelaient les lourdes exigences du fisc impérial et étaient écoutés sans défaveur[2]. Bien que l'Électeur fût très exactement renseigné par ses espions, le général saxon Rutovsky et Maurice de Saxe ne le décidèrent pas sans peine à tenter l'escalade ; après y avoir consenti, il fut repris par ses indécisions, décommanda l'attaque et n'abandonna ses objections que lorsque Rutovsky eut déclaré qu'il était résolu à passer outre et à attaquer seul, s'il le fallait. « Cette variation de l'Électeur fut peut-être la véritable cause du succès » : Maurice de Saxe, d'après le plan primitif, devait traverser la Vltava en amont de la ville, longer les remparts, et, s'il trouvait un point favorable, essayer de pénétrer dans la Nouvelle-Ville, pendant que les Saxons attaqueraient le Petit-Côté, sur la rive gauche de la rivière. Il avait déjà commencé son mouvement quand les hésitations de l'Électeur le ramenèrent en arrière ; sa retraite fut signalée à d'Ogilvy, le commandant de la place, et la surveillance se relâcha. Lorsque Maurice revint ensuite sur la rive droite, vers sept heures du soir, il était nuit

1. Maurice de Saxe a raconté l'escalade de Prague dans une lettre au chevalier Folard (Revue des Deux-Mondes, 1864, août). — M. Pierre, licencié ès lettres, dans un travail présenté à la Faculté des Lettres de Paris, a signalé deux autres relations, l'une de Chevert et l'autre, anonyme, d'un témoin oculaire (Dépôt général de la guerre. Archives historiques, Supplément XV, 1741-1742). Sur les points essentiels, les textes s'accordent.

2. « Un assez grand nombre de gens (non pauci) détestaient la maison d'Autriche à cause de ses exactions continuelles pendant les dernières années, exactions devenues presque insupportables. » Annales de Strahov, Cité par Weber, 1895, p. 13.



depuis longtemps (26 novembre) et personne ne soupçonna ses projets.

Près de la Porte-Neuve de la Nouvelle-Ville, il aperçut un amas de décombres d'une dizaine de mètres de hauteur, presque aussi élevé par conséquent que le mur de la ville. Il le fit occuper, tandis que quatre compagnies de grenadiers descendaient dans le fossé et se préparaient à donner l'assaut; elles étaient sous les ordres du lieutenant-colonel du régiment de Beauce, Chevert. On avait ramassé dans les villages voisins un certain nombre d'échelles; quatre seulement furent assez longues pour qu'on s'en servît. Maurice ordonna au premier sergent de monter avec huit grenadiers : ils ne tireraient à aucun prix, poignarderaient la sentinelle et se défendraient à coups de baïonnettes. Les soldats avaient commencé l'escalade, quand l'échelle trop chargée fléchit, près du haut, de façon que personne ne tomba. Chevert fit descendre ses hommes, attacha une seconde échelle sur la première, et, comme les grenadiers avaient été un peu ébranlés par cet incident, il monta le second, après le sergent. Bien qu'on eût dressé les autres échelles, les soldats ne se risquèrent à monter que quand Chevert et ses hommes eurent pris position sur le mur.

Les Autrichiens, qui s'étaient enfin avisés qu'il se passait quelque chose d'anormal, cherchaient à se rendre compte; ils étaient peu nombreux, médiocrement expérimentés. Pour détourner leur attention, Maurice appela : A moi, dragons! — Un combat de mousqueterie assez vif s'engagea, à peu près sans résultats, entre les gardiens du rempart et les Français juchés sur le tas de décombres. A la faveur du tumulte, le sergent sauta dans le chemin de ronde où il fut suivi par Chevert et quelques camarades : quand ils furent une centaine, ils se divisèrent en deux groupes et, aux cris de : Tue! Tue! se précipitèrent sur les Praguois qui, complètement surpris, n'opposèrent qu'une très courte résistance. Les grenadiers descendirent dans la ville et longèrent le mur des fortifications jusqu'au



moment où ils rencontrèrent une porte qu'ils ouvrirent. Maurice de Saxe arriva sans difficulté sérieuse jusqu'au pont de Charles, qui avait été barricadé; l'officier refusa de se rendre; il fut pris entre deux feux par l'arrivée des Saxons qui, grâce au désordre provoqué par l'audacieuse manœuvre de Chevert, avaient de leur côté forcé les remparts et repoussé les quelques centaines de soldats qu'on leur opposait. Maurice se rendit chez le maréchal d'Ogilvy, qui s'était constitué prisonnier; il y fut bientôt rejoint par ses trois frères consanguins, tous comme lui fils naturels d'Auguste de Saxe : Canaille, leur dit-il, je vous ferai toujours voir que je suis votre aîné. Il avait été plus adroit et plus heureux que son grand-père maternel, le comte de Kœnigsmark, en 1648.

Le coup de main de Maurice avait sauvé les alliés d'un désastre, il ne décidait pas grand'chose. Me voilà roi de Bohême, lui disait l'Électeur, comme vous êtes duc de Courlande. — Évidemment, il ne croyait guère à sa fortune, ne considérait son succès que comme un expédient, non comme le point de départ d'une action politique qui, en groupant autour de lui une partie de la nation, donnerait à son occupation une base solide. Pour être juste, il convient d'ajouter qu'il n'était pas facile de réveiller des âmes abruties par un siècle de despotisme; les souvenirs de l'indépendance s'étaient singulièrement effacés, les quelques nobles qui se prononcèrent pour l'Électeur n'obéirent qu'aux considérations les plus mesquines et ils avaient trop peu de surface pour que leur exemple fût contagieux. L'immense majorité assista aux événements sans autre souci que de ne pas se compromettre.

La ville avait très peu souffert, et Chevert, nommé commandant de la place, réussit vite à réprimer les désordres qui se produisirent les premiers jours : « personne, écrivait très justement Belle-Isle, n'était plus propre à remplir un poste de cette importance : car, avec la dignité et un maintien convenable, le roi n'a pas d'officier de sa troupe plus capable d'un grand détail. » Le gouvernement s'orga-

nisa assez facilement. Le 19 décembre 1741, les États prêtèrent solennellement serment à Charles-Albert, roi de Bohême. La cérémonie ne réussit pas mal; l'archevêque, le comte Manderscheid, était revenu; les nobles étaient assez nombreux, 206 seigneurs sur 500 environ et 280 chevaliers sur 700. La proportion n'était pas décourageante; les plus illustres familles étaient représentées, les Kolovrat, les Mansfeld, les Buquoy, les Nostits, les Waldstein et bien d'autres; le Grand-Burgrave, le comte Chafgotch, demandait à Marie-Thérèse l'autorisation de prêter serment au nouveau roi. au moins par correspondance, de peur que ses terres ne fussent ravagées. Beaucoup d'autres s'excusèrent auprès de l'Électeur, sollicitèrent un délai : évidemment, si la fortune s'était prononcée pour lui, l'aristocratie se serait bien vite réconciliée avec les vain queurs. Charles-Albert partit presque aussitôt pour Francfort où il allait briguer la couronne impériale, laissant la diète s'arranger avec les généraux français et en particulier avec M. de Séchelles [1], l'intendant général.

Ainsi qu'il nous apparaît dans ses papiers, Séchelles était un remarquable représentant de la bureaucratie française, telle que l'avait façonnée Colbert; ponctuel, exact, d'une probité qui n'a pas été soupçonnée, très laborieux, il avait l'esprit clair et méthodique, et il se mit très vite au courant de la situation. Ses qualités, qui n'étaient pas précisément celles qui étaient le plus répandues dans l'administration autrichienne, le disposaient mal à traiter avec les États; il n'était pas incapable de pitié et il n'eût pas mieux demandé que d'adoucir les charges des populations, mais il était bien obligé de subvenir aux besoins de l'armée, et les finasseries des seigneurs l'agaçaient; il paraît d'ailleurs avoir tenu en assez médiocre estime cette aristocratie

1. L'occupation française à Prague a été étudiée par Weber, dans les Mitth. des Ver. f. Gesch. der Deutschen, 1895. — J'ai consulté pour cette période les papiers d'Antoine Moreau de Séchelles, 9 vol., Biblioth. nationale, Nouv. acquisit. franç. 5251-5259. Je ne puis malheureusement donner dans un ouvrage de la nature de celui-ci qu'un résumé très sommaire des événements.



qui n'avait de courage que pour défendre sa bourse, et on ne saurait le lui reprocher bien durement.

Quand il réclama aux États une contribution de six millions de florins, il y eut un sursaut de stupéfaction. Marie-Thérèse, au moment de l'invasion de la Silésie, ne leur avait demandé que 2,750,000 florins; depuis lors, une partie du royaume avait été ravagée, la guerre arrêtait les transactions; les paysans auraient été incapables de payer leur quote-part et la charge fût retombée presque entièrement sur les maîtres. De là, leur résistance désespérée. Belle-Isle impatienté ordonnait à Séchelles de ne pas s'arrêter à ces jérémiades : « Les Prussiens nous donnent un bon exemple; leur méthode réussit si parfaitement que nous serions bien sots de ne pas en user de même... Vous n'avez qu'à en prendre le ton, faire les menaces, annoncer les exécutions militaires... Vous savez que de tout temps l'on a dit que les Bohémiens ne se gouvernent qu'à coups de bâtons. Il faut donc devenir impitoyables. »

Les événements militaires enlevaient à ces rodomontades beaucoup de leur efficacité. Sur tous les points, les Autrichiens avaient l'avantage; ils enlevaient Linz (janv. 1742), occupaient la Bavière (février); l'armée française, coupée de sa ligne de retraite, était en fâcheuse posture. La situation parut si grave à Frédéric II que, pour empêcher un triomphe complet de Marie-Thérèse, il rouvrit les hostilités et envahit la Moravie. Il n'y retrouva pas ses succès de Silésie : les protestants ne s'y maintenaient plus que dans quelques coins perdus, les Allemands y étaient disséminés au milieu d'une population slave très hostile aux Prussiens; le roi, après avoir ravagé le pays à fond, se rabattit sur la Bohême et s'établit dans la région de Chroudim.

Elle fut soumise à un régime d'exploitation impitoyable. Frédéric n'espérait pas garder le sol, il essayait en revanche d'emporter la population. Depuis un quart de siècle, ces districts, où s'était concentrée la résistance au catholicisme, étaient travaillés par les émissaires prus-

siens ; à la suite de l'invasion, des pasteurs, des émigrés, étaient accourus, pour presser leurs parents et leurs coreligionnaires de fuir une ingrate patrie ; ils réussirent à entraîner 3 à 400 paysans. Entre les Autrichiens qui gagnaient du terrain vers le sud et les Prussiens qui s'étendaient à l'est et refusaient aux agents de l'Électeur jusqu'au droit d'intervenir en faveur des habitants spoliés, le territoire sur lequel s'exerçait l'autorité plus ou moins réelle de l'Empereur Charles-Albert, se rétrécissait à vue d'œil, et les seigneurs redoublaient d'ingéniosite pour différer le paiement des sommes qu'on attendait d'eux. Les femmes, plus enragées que les hommes, étourdissaient de leurs criailleries les commissaires chargés de la répartition : — Voulait-on qu'elles allassent à pied, qu'elles s'habillassent en paysannes ? Beau costume vraiment pour faire leur cour au roi ! — Au mois de mars 1742, on avait réuni environ 1,800,000 florins ; pour le reste, la Diète présentait des combinaisons fantaisistes, un emprunt à la Hollande ou à Fréderic II [1].

Séchelles perdit patience, imposa à la ville de Prague une contribution mensuelle de 140,000 florins et taxa d'autorité les 160 familles les plus riches du royaume; parmi les plus lourdement grevés, le prince de Schwarzenberg, le comte Camille Colloredo, le comte de Schœnfeld (chacun 100,000 florins), les princes de Dietrichstein (50,000) et de Liechtenstein (40,000), le prince Lobkovits, le comte Clary, le comte Gallas (30,000), etc. L'on demandait au clergé 1,200,000 florins : les Jésuites en paieraient 300,000, les Prémontrés de Broumov, 100,000,

1. Le roi de Prusse repoussa vertement leur demande, ce qu'il n'eût peut-être pas fait, remarque Belle-Isle, si la somme eût été plus importante, « parce qu'alors il eût pu demander en nantissement quelque portion de la Bohême dans les environs de Glatz et qu'il eût fallu faire un démembrement considérable pour faire l'hypothèque de six millions de florins ». Les États de Bohême, en amorçant cette négociation, avaient prouvé aussi peu de prévoyance que de patriotisme ; au moment même où le royaume était menacé de perdre la Silésie, ils allaient au devant d'un nouveau morcellement.



les Ursulines de Prague, 70,000, l'archevêque, 30,000 [1].

Charles-Albert essaya de calmer les colères qu'il prévoyait en stipulant qu'il ne s'agissait que d'un emprunt [2]; ses promesses naïves n'eurent aucun succès, et, comme les seigneurs suscitaient des difficultés inextricables, Séchelles recourut aux moyens extrêmes. L'archevêque de Prague fut un des premiers atteints et il fut ainsi mal récompensé de la complaisance dont il avait fait preuve. « Je cède à la violence, écrivait-il le 8 avril 1742, et pour sauver le désordre de l'exécution militaire que vous m'avez envoyée »; il faisait remettre à l'Intendant son argenterie qu'il évaluait à 8,000 florins. Les capitaines de cercle furent invités de même à obtenir à quel prix que ce fût le paiement des taxes et rendus responsables des retards qu'entraînerait leur négligence [3].

Il est très difficile d'établir même approximativement le chiffre des sommes qui furent véritablement perçues. Plus tard, les seigneurs déclarèrent qu'ils n'étaient pas loin d'avoir payé les six millions qu'on leur avait réclamés à l'origine. Leurs calculs sont fort obscurs, et il est probable que, comme d'habitude, ils réussirent à rejeter le fardeau le plus lourd sur les bourgeois et les paysans. Prague paya ainsi régulièrement 5,000 florins par jour; Eger, qui fut prise par Maurice de Saxe (avril 1742), fut taxée à

1. La liste avait été dressée avec quelque partialité et les adversaires de Charles-Albert avaient été plus durement frappés. L'ensemble témoigne cependant d'une connaissance assez exacte du pays et, à ce point de vue, le tableau de répartition est un document de statistique important.

2. « Remboursable en six ans, tant du principal que des intérêts, écrit Belle-Isle à Séchelles, et comme ils sont eux-mêmes les plus accrédités dans le royaume, ils auront la certitude d'être remboursés en partie par leurs propres mains, d'où l'Empereur constate que l'affaire est immanquable. » Il y avait une certaine divergence entre l'Électeur, qui eût voulu épargner les nobles, et l'Intendant qui écrivait que « c'étaient précisément les nobles et le clergé qui méritaient le moins de ménagements; il n'est point ici question des privilèges ni des usages; il faut prendre l'argent et le bien où il est et ne faire quartier à personne ».

3. Le capitaine du cercle de Kourjim qui n'exécuta pas ses instructions, fut arrêté, conduit à Prague, et enfermé avec des criminels. Il fut si bouleversé de l'aventure qu'il eut une attaque d'apoplexie et mourut. Il n'est pas impossible qu'on l'ait soupçonné de connivence avec les Autrichiens.

100,000 florins et forcée ensuite de racheter 10,000 florins ses cloches qu'on menaçait de fondre. Les paysans et les bourgeois des petites villes eurent fort à souffrir des réquisitions; dans certains cantons, les fourrages devinrent si rares que les agriculteurs furent réduits à vendre leurs troupeaux; ailleurs, ils n'avaient plus de grains pour les semences. La Diète avait obtenu de Séchelles la promesse que si on recourait aux exécutions militaires dans les campagnes, on laisserait aux serfs le matériel indispensable d'exploitation; trop souvent des agents zélés négligèrent les ordres donnés à cet effet; les paysans quittaient leurs maisons et se réfugiaient dans les forêts. De toutes parts les plaintes affluaient : — « L'épuisement est général ; la Bohême est déjà un pays sans ressources, elle sera bientôt un pays sans habitants, un désert. — Le royaume est à l'agonie. » Les lamentations des États étaient confirmées par le Chancelier : « Je ne sais plus que conseiller. La misère ne saurait être plus grande. »

Les seigneurs avaient une large part de responsabilité dans les maux dont ils se plaignaient et qu'ils exagéraient visiblement. Leur obstination excessive n'avait laissé aux généraux étrangers d'autres recours que le système des réquisitions, toujours arbitraire et irrégulier. Les rapports entre les envahisseurs et les habitants, tolérables au début, s'aigrissaient; les nobles reprochaient à Séchelles de « ne s'exprimer qu'en termes impératifs et de les traiter comme des esclaves »; le clergé était furieux du peu d'égard que lui témoignaient les Français, qui transformaient en ambulance le grand collège de l'Université et changeaient diverses églises en écuries ou en boulangeries. Zélantes, qui nous raconte les faits auxquels il a assisté, les accuse d'avoir oublié le respect dû aux maisons de Dieu, et, bien qu'il soit très hostile aux Français, je ne vois aucune raison de contester l'exactitude de ses accusations. La vie normale était interrompue, les approvisionnements irréguliers; les cours de l'Université vaquaient et les écoles étaient fermées; dans la Nouvelle-Ville, 400 maisons étaient désertes. La

population ne songeait certes pas à une révolte, mais les sympathies qui auraient pu se grouper autour de Charles-Albert avaient été étouffées en germe, et les ennuis de l'occupation étrangère, en effaçant le souvenir de griefs plus anciens, rendaient un regain de popularité à la vieille dynastie.

Frédéric II flaira un revirement de la fortune et, pour ne pas être enveloppé dans la débâcle, il signa le traité de Breslau (27 juin 1742), qui lui abandonnait la Silésie, moins les principautés de Troppau, de Iæggerndorf et de Tieschin (Teschen). De cette magnifique province, Marie-Thérèse ne conservait que la région montagneuse avec les sources de la Vistule, de l'Oder et de l'Oppa (154,000 habitants [1]). La Prusse recevait la riche terrasse qui, au nord-est des Sudètes, s'abaisse vers l'Oder, — 35,000 kilomètres carrés, avec environ un million et demi d'habitants, — plus le comté de Glatz, détaché de la Bohême proprement dite. De ce traité date vraiment sa puissance. Non seulement sa population était presque doublée, mais la province conquise, riche et industrieuse, fournit aux Hohenzollern les ressources financières qui leur avaient jusqu'alors manqué.

L'assimilation fut facile; les Habsbourgs avaient en quelque sorte pris à tâche de s'aliéner des populations que la géographie et l'histoire tournaient déjà vers la mer du nord plutôt que vers le Danube. Les villes étaient presque complètement allemandes. A l'est, autour d'Oppeln dans la Haute-Silésie, les Polonais constituaient encore la majorité des habitants; ignorants et misérables, ils acceptèrent avec placidité, et quelquefois avec joie, le nouveau gouvernement, souvent plus dur que le précédent, plus régulier du moins et plus vivant. Solidement établi à Breslau, à Oppeln et à Neiss, Frédéric II guettait la décadence de la Pologne et les défaillances des Habsbourgs. Il avait saisi un poste avancé de premier ordre, presque au pied de cette *Porte morave* qui ouvre une voie naturelle de communica-

1. Ce chiffre, donné par le recensement de 1754, est sans doute trop faible; le recensement de 1770 indique 264,000 habitants.



tion entre la Baltique et la Mer Noire; en même temps qu'il dominait la vallée de la Morava qui aboutit à Vienne, il tenait par le bastion de Glatz les têtes de route qui descendent en Bohême vers le bassin supérieur de l'Elbe. « On reconnaît, a dit Vidal de Lablache, dans la manière dont fut dessinée ici la frontière, la main d'un vainqueur prévoyant qui se ménage une base pour de futures attaques. » C'est par ces routes que le prince royal, en 1866, déboucha par Gabel et Nachod sur Kœniggrætz.

Les Saxons imitèrent les Prussiens, et les Français, complètement isolés, furent rapidement refoulés sur Prague. Broglie, qui avait perdu l'occasion de battre le corps d'armée autrichien qu'il avait devant lui pendant que la majeure partie des forces ennemies était occupée par les Prussiens, fut surpris à Pisek ; si Charles de Lorraine avait été plus actif, Broglie n'eût pas sauvé un régiment. Il arriva à Prague en fort mauvaise condition, sans bagages; ses soldats n'avaient dans les mains que des bâtons et, déconfits, geignaient : Mon Dieu ! Pisek. — Le mot resta, servit pendant longtemps à désigner une panique. Le 24 juin 1742, les hussards autrichiens paraissaient sous les remparts de Prague, et Fleury, piteusement, implorait la modération de Marie-Thérèse. Il connaissait mal cette âme altière et vindicative : elle exigea que la garnison de la ville se rendît prisonnière, le reste de l'armée s'engagerait à ne pas servir pendant trois ans contre la reine. C'était exploiter sans générosité une victoire qui n'était pas certaine. Broglie et Belle-Isle commandaient encore une trentaine de mille hommes et, bien que les remparts fussent en mauvais état, ils pouvaient résister assez longtemps pour donner à une armée de secours le temps d'arriver.

Le siège de Prague, qui dura des premiers jours de juillet à la mi-septembre 1742, a dans l'histoire militaire une certaine renommée, qu'il ne mérite à aucun degré. La défense fut à la hauteur de l'attaque, c'est-à-dire des plus médiocres. Broglie vivait dans une perpétuelle admiration de son génie, qui ne le préservait pas des plus lourdes sot-

tises. Heureusement que les Autrichiens ne poussèrent les travaux qu'avec une mollesse extraordinaire et lui laissèrent le temps de relever le moral de ses troupes. Les officiers étaient braves, ils ordonnèrent quelques sorties qui furent conduites avec entrain : il s'agissait de parader devant les demoiselles de Prague, qui de loin assistaient aux escarmouches. Nous sommes une race qui aime bien les femmes, écrivait Maupassant : toutes ces campagnes d'Autriche et d'Allemagne semblent souvent n'être qu'un commentaire de cette phrase. De là, certaines rancunes implacables; de là aussi, des sympathies qui n'avouent pas, que l'on sent, malgré tout, et aussi les épisodes amusants, troubadours, qui courent comme de jolies arabesques sur la gravité et la tristesse des événements. Les Autrichiens étaient consternés par la furie de ces attaques qui ne rimaient à rien : d'après les lettres de Broglie, dès que les Français paraissaient, les assiégeants prenaient la fuite et leurs officiers ne réussissaient pas à les ramener au combat. Le siège se transforma peu à peu en blocus; les assaillants continuaient cependant le feu, faisaient un tapage infernal, peu de besogne.

Les assiégés souffrirent de la faim plus que de l'artillerie ennemie. Encore convient-il de ne pas prendre les choses au tragique. On lit aujourd'hui sur la Manutention militaire de la Rue Pavée à Prague une inscription française qui date de cette époque : l'art de vaincre est perdu sans l'art de subsister. Séchelles et Belle-Isle avaient compris un peu tard le sens profond de cet adage, et, au moment où les Autrichiens parurent, la place était assez mal ravitaillée; la lenteur des Impériaux leur permit de réparer en partie leur négligence et ils fourragèrent utilement dans les environs. La viande manqua assez vite et, comme le foin était rare, on mangea les chevaux : — « les soldats ont eu quelque peine à s'y habituer, écrit De Broglie, mais à présent ils en mangent comme si c'était du bœuf, et cela n'a causé jusqu'ici aucune maladie. — On ne mange que du cheval à ma table, où il y a toujours plus de 50 à 60 offi-

ciers ; avec cela, du pain blanc et une bouteille de vin que la ville leur fournit tous les jours [1]. »

Les dernières semaines furent plus dures, et les civils, comme toujours en temps de siège, souffrirent davantage. — Pas tous : le 21 août, les Prémontrés de Strahov ont encore de la viande fraîche, des légumes, du beurre ; seul le poisson fait défaut ; le maigre canonique s'en ressent. Les riches se tiraient d'affaire tant bien que mal : certains articles manquaient au marché, la plupart des marchandises avaient triplé de valeur ; malgré tout on eut peur de la disette plus qu'on ne connut réellement la faim. Les plus malheureux furent les artisans, les petits bourgeois : « Beaucoup avaient à peine des légumes et du pain, écrit le chroniqueur qui met d'ailleurs les choses au pire, et quel pain ! on eût dit de la terre noire ; les pauvres se nourrissaient de chevaux crevés ou d'autres aliments de rebut ; beaucoup mouraient complètement de faim. » Les Français faisaient de leur mieux pour atténuer ces misères : « On doit leur rendre cette justice, écrit l'historien Peltzel, qu'ils se défendirent avec une vaillance inattendue ; ils avaient conservé une exacte discipline et s'étaient comportés vis-à-vis des habitants avec beaucoup de douceur ; on voyait souvent des soldats partager leur pain avec les femmes et les enfants. Ils payaient tout comptant au marché, et le prix qu'on voulait... Beaucoup de gens à Prague sont devenus riches. »

Il n'est pas très aisé de se retrouver au milieu de ces renseignements contradictoires. En somme, il paraît vraisemblable que les Français n'imposèrent aux habitants que le minimum des charges que comporte l'état de siège, ce qui ne veut pas dire que les Praguois n'eurent pas des motifs très réels de plainte. L'administration militaire n'était pas cruelle, elle était tracassière et négligente : l'abattoir aux chevaux était un horrible cloaque d'où des odeurs pestilentielles se répandaient sur la ville ; les ordures débordaient des casernes dans les rues ; les réqui-

1. 17 août. — Cité par M. Pierre.



sitions et les visites domiciliaires n'allaient pas sans désordres. Puis beaucoup des riches villas des environs étaient pillées et rasées; les maisons de la Mala-Strana, atteintes par le feu des Autrichiens; quelques-uns des plus beaux palais de la cité, menacés de ruine. Naturellement, on s'en prenait à ces intrus de malheur, dont l'arrivée imprévue avait déchaîné sur le royaume une avalanche de calamités.

Les misères qui suivent nécessairement une invasion n'auraient paru tolérables que si les nouveaux maîtres avaient donné quelque satisfaction à l'opinion publique, tenté quelques réformes, essayé d'améliorer le sort de la population. Les serfs avaient espéré trouver en eux des protecteurs contre les propriétaires. Le bruit s'était répandu que les nobles qui avaient refusé de reconnaître le nouveau souverain, étaient déchus de leurs droits : le moment était favorable, ceux qui n'en profiteraient pas pour conquérir leur liberté, demeureraient éternellement esclaves. Dans nombre de villages, les paysans refusaient les corvées, ricanaient quand les intendants les suppliaient de faire au moins les travaux urgents. Ce que le roi commande, je le ferai, répondait l'un d'eux; rien de plus. Ils envoyèrent des députés à Charles-Albert qui, pour ne mécontenter personne, s'enferma dans des déclarations vagues. A peine fut-il parti que la commission gouvernementale ordonna aux capitaines de rétablir l'ordre à tout prix : les plus bruyants furent mis aux fers. Ces rigueurs accrurent l'agitation : — c'était une manœuvre des nobles qui voulaient éloigner le peuple de son nouveau roi; un général français allait proclamer l'abolition du servage. — Quand on vit que les jours s'écoulaient sans apporter l'émancipation si ardemment attendue, çà et là une sorte de fureur s'empara des âmes. Des insurgés dévastaient les forêts, massacraient le gibier, menaçaient et frappaient les employés. — Frères, criaient les émeutiers, au nom de Dieu! en avant. Tuez, tuez! Jésus-Marie-Joseph, assistez notre pauvre âme. Tuez, tuez! Il faut bien mourir une fois. Sang pour sang. — On dut envoyer quelques

escadrons de cavalerie; des coups de fusil furent échangés, les plus acharnés furent arrêtés.

Pendant le siège de Prague, un des rares partisans de l'Électeur qui se fussent sérieusement compromis, le baron David, essaya de rallumer l'incendie, et au mois de juillet 1742, il répandit quelques milliers d'exemplaires d'une proclamation écrite en tchèque et en allemand, où l'on promettait la liberté aux volontaires qui prendraient les armes pour Charles-Albert. Il était trop tard et ces promesses posthumes n'eurent qu'un bien faible retentissement; ce qui prouve cependant combien le point était sensible, c'est l'épouvante que causa à Vienne cette tentative, si frivole cependant et si timide. — Marie-Thérèse répondit à cet appel à l'insurrection par une patente où elle rappelait que les Bavarois avaient commencé par ruiner le pays et qu'il ne leur coûtait pas grand'chose de se montrer généreux, maintenant qu'ils étaient à bout de ressources; elle promettait aux paysans d'écouter leurs doléances et d'adoucir leur misère; elle ordonnait de brûler la proclamation et d'envoyer à la potence ceux qui la distribueraient. Il y eut quelques exécutions; elles étaient inutiles. Pas plus que les Habsbourgs, leurs adversaires n'avaient compris la force qu'ils eussent trouvée dans une politique d'humanité et de justice, et les espoirs qu'ils avaient déçus se retournaient contre eux. Les Français n'avaient à compter que sur eux-mêmes, au milieu d'un pays appauvri et irrité.

L'approche de Maillebois avec une armée de secours leur valut quelque répit : le duc de Lorraine abandonna le siège de Prague (14 septembre) pour marcher à sa rencontre. Broglie écrivait à Fleury qu'il ne « devait pas être en peine d'eux; l'armée est bien aguerrie et a bonne volonté; les hommes et les chevaux ont la subsistance en abondance; il nous vient des vivres de tous les côtés et de toute espèce, de sorte que nous commençons à avoir autant d'abondance que nous avons eu de disette ». — Cette éclaircie ne dura guère. Maillebois battit piteusement en



retraite et Lobkovits, avec une vingtaine de mille hommes, rétablit le blocus. Les souffrances de ce nouveau siège furent beaucoup plus réelles ; tout manquait : la viande, le riz, le bois ; pour se chauffer, les soldats brisaient les meubles, arrachaient les boiseries. Il n'était cependant pas impossible de se maintenir encore quelque temps. Mais les assiégés n'attendaient plus aucun secours, et Belle-Isle, pour échapper à une capitulation tôt ou tard inévitable, essaya de ramener en Allemagne les débris de son armée. Il sortit facilement de la ville : Lobkovits, averti de son dessein, n'avait pas cru à cette résolution folle, et les Autrichiens étaient dispersés sur la rive droite de la Vltava. Les quelques escadrons de cavalerie ennemie qui battaient le pays, étaient d'ailleurs plus que suffisants pour jeter le désarroi dans les régiments de Belle-Isle, désorganisés et affaiblis par les privations ; pas de provisions, le froid était devenu terrible, on enfonçait dans la neige. Quand les Français arrivèrent à Eger, après dix jours de marche, ils avaient perdu le tiers de leur effectif ; ce qui restait, était hors d'état de combattre. Il ne fallait pas moins que l'outrecuidance du maréchal pour représenter comme un succès cette lamentable déroute.

Il avait laissé à Prague 6,000 blessés ou malades. Chevert, qui les commandait, répondit aux sommations de Lobkovits que, plutôt que de se rendre à merci, il brûlerait la ville et se retirerait sur le Vychehrad, pour y mourir en combattant. Il était homme à tenir parole. Le général autrichien était mal renseigné sur les forces réelles de la garnison, dont les bourgeois épouvantés lui exagéraient la solidité ; il avait aussi quelque sympathie pour ces braves gens qui défendaient si fièrement l'honneur du drapeau. Il accepta les propositions de Chevert : les malades et les blessés incapables de suivre l'armée demeureraient prisonniers, les autres recevraient les honneurs de la guerre et seraient conduits à Eger aux frais de Marie-Thérèse. Le 2 janvier 1743, les Autrichiens étonnés virent défiler devant eux 4,800 soldats de toutes armes, la plu-

part sans fusil et en haillons, presque tous invalides ou malades. Eger capitula au mois de septembre et la dernière trace de l'occupation franco-bavaroise disparut.

L'armée de Lobkovits fut accueillie à Prague avec un enthousiasme bruyant, mais cette joie tardive ne toucha guère Marie-Thérèse. Les lamentables souvenirs de ses premières années de règne ne s'effacèrent jamais de sa mémoire. Elle s'était sentie entourée de louches intrigues et c'est en vain qu'elle avait fait appel aux dévouements sur lesquels elle comptait : « Les hautains magnats de l'Autriche et de la Hongrie montrent une certaine indifférence, écrivait l'ambassadeur anglais avant même la mort de Charles VI ; quel sera leur maitre, peu leur importe. Ils ressemblent à ces Romains dégradés que ne touchaient pas les malheurs de la patrie, pourvu qu'ils conservassent leurs maisons de campagne et leurs piscines. » L'histoire aujourd'hui fait le départ des responsabilités et elle sait que les Habsbourgs étaient les principaux coupables de cet abaissement des caractères et de cette déroute de l'esprit public. La jeune reine s'arrêtait aux résultats et on ne saurait s'étonner de l'amertume de ses rancœurs. Elle n'était pas cruelle, sa restauration ne fut pas marquée par des exécutions sanglantes : les plus compromis s'en tirèrent avec quelques années d'internement, et plusieurs même rentrèrent plus tard en faveur. En général pourtant, elle n'oublia pas : « il ne faut à l'avenir, écrivait-elle à propos d'un des serviteurs de Charles-Albert, proposer pour de telles gens ni grâces ni fonctions. C'est autre chose de les acquitter par clémence, ou de leur donner une grâce ou un poste. »

Surtout elle garda au cœur une sourde rancune contre cette incorrigible Bohême, toujours prête à se révolter contre les Habsbourgs. On s'en aperçut quand elle vint se faire couronner à Prague. Elle l'avait jugé nécessaire pour établir clairement ses droits; c'était une corvée dont elle s'acquittait avec une mauvaise humeur manifeste. Elle avait fixé au 12 mai (1743) la date de la cérémonie. « — C'est beaucoup trop tôt, remarqua le Chancelier Philippe Kinsky,



il est impossible que tout soit prêt. — La reine le réprimanda vertement : à Presbourg, il y avait encore moins de temps ; la diète de Prague n'est pas d'une telle importance qu'en Hongrie où tout a été terminé en trois jours ; l'Électeur a laissé moins de temps encore ». — « J'ai apporté la couronne disait-elle ; elle est plus lourde que la couronne de Hongrie ; on dirait un casque de fou. » Que signifiait, dans de pareilles conditions, le serment par lequel elle s'engageait à respecter les privilèges et l'intégrité du royaume !

Il était à ce moment même menacé d'un nouveau démembrement. Le 28 juillet 1742, le traité de Berlin avait confirmé les préliminaires de Breslau et les conquêtes de Frédéric II. Mais le roi de Prusse n'avait pas été longtemps satisfait de son butin : dans les négociations, il insista pour obtenir une partie du cercle de Kralové-Hradets. Marie-Thérèse déclara que, plutôt que d'y consentir, elle était prête à s'enterrer sous les ruines de Vienne. Pour le moment Frédéric II se résigna, mais les Hohenzollern ont toujours été très économes et, quand une idée ne leur semble pas mûre, ils la mettent de côté pour l'avenir. Le roi était encouragé dans ses ambitions par la facilité avec laquelle ses nouveaux sujets avaient accepté sa domination.

> Si tôt que Frédéric parut
> Dans la Silésie étonnée,

a écrit Voltaire,

> Vers lui tout un peuple accourut,
> En bénissant sa destinée.
> Il prit la fille par la main.
> Il caressa le citadin,
> Il flatta la sottise altière
> De celui qui dans sa chaumière
> Se croit issu de Witikind.
> Aux huguenots, il fit accroire
> Qu'il était bon luthérien ;
> Au papiste, à l'Ignacien,
> Il dit qu'un jour il pourrait bien



Lui faire en secret quelque bien
Et croire même au purgatoire.
Il dit, et chaque citoyen.
A sa santé s'en alla boire.
Ils criaient tous à haute voix :
Vivons et buvons sous ses lois.

Dans le concert de ces cris à haute voix, une oreille attentive eût aisément perçu quelques notes discordantes, et ceux même qui avaient accueilli avec le plus de satisfaction le changement de régime, jugeaient lourdes les exigences du fisc et tracassière l'administration. Il fut cependant de suite certain que les légers froissements qui résultaient du manque d'habitude, ne tiraient pas à conséquence, et le succès de cette première opération fut si complet que, malgré l'expérience des campagnes de Moravie et de Bohême, le roi ne résista pas au désir de la recommencer. « Nous avons affaire, écrivait-il en 1741, aux gens les plus têtus de l'Europe et de l'autre aux plus ambitieux. Conserver le rôle d'honnête homme avec des fourbes est chose bien périlleuse. — S'il y a à gagner à être honnête homme, nous le serons; s'il faut duper, soyons donc fourbe. » — En 1744, sa conscience, qui était pointilleuse, lui remontra qu'il avait des devoirs envers l'Allemagne et qu'un « Électeur qui avait quelque sentiment patriotique, ne saurait tolérer qu'un chef de l'Empire fût privé de ses états héréditaires ». Malgré son ardent désir de paix, il était donc contraint de venir au secours de Charles VII, et celui-ci lui promit en reconnaissance la partie de la Bohême située sur la rive droite de l'Elbe, un quart du royaume. C'était dans ses lignes générales le plan que reprennent aujourd'hui les Pangermanistes, en l'appropriant aux idées contemporaines, quand ils réclament la formation d'un territoire fermé, forteresse intangible où, à l'abri des menaces, ils prépareraient paisiblement l'annexion du reste du pays.

Comme d'habitude, la cour de Vienne, qu'on eût supposée plus avertie, n'avait rien préparé. Les quelques régi-



ments de milices que rassemblèrent les nobles, ne rendirent aucun service. On comptait davantage sur l'intervention divine. On promenait solennellement le petit Jésus, qu'avait donné aux Carmes la princesse Polyxène de Lobkovits; derrière la statue miraculeuse, s'avançaient dévotieusement le maréchal d'Ogilvy, les plus hautés autorités, les représentants de la noblesse, les grenadiers municipaux, des milliers de fidèles. Pendant ce temps, les mécréants occupaient les hauteurs et commençaient le bombardement; en quatre jours (septembre 1744), cent maisons furent démolies par les boulets, cent autres détruites par l'incendie : « Les gens rôdaient çà et là, comme des brebis errantes, les yeux et le cœur tristes, sans qu'aucun fût en état de consoler les autres. »

Les Prussiens, maîtres de Prague (17 septembre), se montrèrent très durs : ils sentaient autour d'eux une hostilité qui ne se dissimulait pas toujours. En Autriche, le despotisme n'exclut pas une certaine douceur de mœurs, et les rigueurs de l'administration y sont d'habitude rendues supportables par le laisser-aller des fonctionnaires; les Slaves, en général, précisément parce qu'ils sont très malléables et très souples, sont moins capables de volonté inflexible que de brusques violences; la sécheresse brutale et la raideur ponctuelle des officiers prussiens leur étaient odieuses. « Messieurs les Français, écrit un contemporain, s'étaient montrés beaucoup plus raisonnables; dans les choses impossibles, ils entendaient raison; maintenant, il n'y a qu'un mot qui vaille : il le faut, et tout est fini par là [1]. »

Dans les ordres de la place, les menaces de mort revenaient comme un lugubre refrain. Les réquisitions pleuvaient : pain, fourrage, avoine, charrettes, chevaux, bœufs, ouvriers de toutes catégories, boulangers, meuniers, conducteurs de chariots, terrassiers, etc.; aucun délai n'était

1. Les incidents de cette période nous sont connus par un Diarium pragense, dont s'est servi Klutschak. Son récit a été completé par Weber, dans les Mittheil. 1895.



accordé; si les fournitures n'arrivaient pas à heure fixe, les autorités étaient frappées d'amendes considérables ou envoyées au cachot. Les contributions accablantes n'empêchaient pas le pillage : les maisons dont les propriétaires étaient absents, furent méthodiquement dévalisées : les officiers firent d'abord leur choix, tableaux, pièces d'argenterie, tapis, meubles ; les soldats prirent le reste, enlevèrent jusqu'au dernier clou. Les déménageurs se hâtaient, parce qu'ils savaient que leur domination serait courte. « En Bohême, a écrit Frédéric II, à qui son échec avait laissé une sourde rancune, la haute noblesse, le clergé et la bourgeoisie des villes sont très dévoués à la maison d'Autriche. La différence de religion inspirait à ce peuple aussi stupide que superstitieux une insurmontable aversion contre la Prusse. La cour de Vienne avait ordonné aux paysans.... d'abandonner leurs cabanes, d'emporter leur grain et de se réfugier dans les forêts voisines. Aussi l'armée ne trouva sur son passage que des déserts ou des villages vides. Personne n'apportait de vivres au camp... et la population qui redoutait les peines sévères des Autrichiens, ne pouvait être amenée ni pour or ni pour argent à donner des nouvelles de l'ennemi. »

Le roi se replia sur la Silésie et se plaignit avec indignation que les Autrichiens l'y suivissent : « En qualité de prince de l'Empire, il avait dû envoyer une partie de son armée au secours de l'Empereur, mais il avait toujours eu soin de déclarer qu'il avait l'intention de vivre dans une paix perpétuelle avec la reine de Hongrie et d'observer rigoureusement le traité de Breslau ! » Pour le prouver, il ordonnait à son général Einsiedeln, qui commandait à Prague, de le rejoindre, après avoir fait sauter les remparts, encloué les canons et noyé les armes qu'il ne pouvait pas emporter. Einsiedeln était fort embarrassé, au milieu d'une population exaspérée, avec des régiments peu nombreux, usés par les maladies et la désertion. Quand il commença sa retraite (26 novembre 1744), les habitants appelèrent les corps autrichiens qui rôdaient dans les environs, leur

ouvrirent les portes; dans la Petite-Ville, la population se rua sur les fuyards; des fenêtres on lançait sur eux des pierres, des meubles; ils perdirent plusieurs centaines d'hommes, toute leur artillerie. Frédéric avait été un peu grisé par ses premiers succès et la « noix était tout de même plus dure qu'il ne le pensait » ; il eût peut-être payé cher son algarade, si l'Angleterre n'eût décidé Marie-Thérèse à conclure le traité de Dresde (25 décembre 1745) qui confirmait à la Prusse ses précédentes conquêtes.

Ce n'était qu'une première passe. Frédéric, qui jugeait la reine de Hongrie d'après lui-même, lui faisait l'honneur de supposer qu'elle ne lui avait pas pardonné ses algarades, et comment les Habsbourgs se fussent-ils résignés à la perte de la Silésie, d'où ils sentaient que dépendait la domination de l'Empire? Marie-Thérèse était bien résolue à ne pas laisser écouler les délais d'appel et, au moment où elle signait la paix de Dresde, elle songeait à la revanche. Elle avait été vaincue, parce que son adversaire avait adroitement réveillé les jalousies qu'avait suscitées un peu partout la puissance de la maison d'Autriche, et parce qu'elle n'avait pas trouvé dans ses peuples l'énergique collaboration qui lui eût été indispensable. Pour recommencer la lutte avec quelque chance de succès, il fallait donc rompre le cercle d'alliances qui était toujours prêt à se reformer contre l'Autriche, et renoncer à l'intérieur au système de nonchalance et de compromis qui avait jusqu'alors paralysé le développement de la monarchie. Le moment était venu de concentrer le pouvoir entre les mains du souverain, de manière à ce qu'il fût libre à la fois de hâter le progrès des ressources publiques et de les employer sans obstacle à la puissance de l'État.

La période de 1748 à 1756 est demeurée célèbre dans l'histoire par ce que l'on nomme le renversement des alliances. La France et l'Autriche s'aperçoivent que leur rivalité surannée les ruine au profit de jeunes ambitions et elles essaient de grouper les forces conservatrices, pour refouler

la poussée des parvenus dont les progrès rapides les épouvantent. Cette révolution diplomatique, bien que la politique qu'elle inaugurait ait dominé la seconde partie du XVIII[e] siècle, ne produisit pas les résultats qu'il était permis d'en attendre et elle a laissé des traces beaucoup moins profondes et durables que la transformation administrative qui coïncida avec elle et qui fut inspirée par le même désir de revanche contre la Prusse.

Il n'y a guère, dans l'histoire de l'Autriche et de la Bohême en particulier, de période plus importante que celle qui va de 1748 à 1755 : c'est le moment où apparaissent nettement les conséquences extrêmes de la guerre de Trente-Ans, où l'absolutisme écarte les dernières entraves qui gênaient son action, où le despotisme centraliste se fonde sur la ruine des constitutions nationales. Ces transformations radicales, qui atteignaient la vie entière du peuple, exigèrent beaucoup de temps et d'efforts et, sur certains points, elles n'ont été terminées que de nos jours, — quand elles l'ont été. — Elles n'étaient qu'ébauchées quand recommença la guerre avec Frédéric II (1755).

Au moment où s'ouvre cette nouvelle époque, vers 1748, Marie-Thérèse est arrivée au plein développement de ses facultés. Elle a trente et un ans; mariée depuis douze ans, elle a eu dix enfants, trois fils et sept filles, — elle en aura seize en tout, le dernier en 1756; — ses grossesses n'ont pas altéré sa robuste santé, et son embonpoint, sans diminuer la vivacité de ses allures, ajoute à sa beauté un caractère d'imposante majesté. Fürst, l'ambassadeur prussien, qui la juge sans partialité, écrit encore en 1753 qu'elle peut passer pour une des plus belles princesses de l'Europe. Très peu coquette, fort laborieuse, elle a réussi à combler vaguement les lacunes de son instruction première; elle suit de très près les affaires courantes, lit consciencieusement les mémoires de ses ministres, les annote, ne s'arrête à aucune résolution grave sans de mûres réflexions. Malgré tout, elle n'a qu'une responsabilité restreinte dans les changements qu'elle sanctionne. Elle ne

rompt pas volontiers avec les impressions de son enfance et elle ne goûte guère les innovations ; conservatrice d'opinions et de tendances, d'une piété étroite, timide d'esprit avec beaucoup de fermeté morale, elle intervient surtout pour modérer l'impatience des novateurs trop zélés. Son orgueil a cruellement souffert de ses premières défaites et, bien qu'elle ait évité les désastres irréparables, elle n'oublie pas les humiliations qu'elle a subies. Elle a assez de perspicacité pour apercevoir les difficultés de la situation : de tous les côtés, en Allemagne, en Orient, en Italie, les progrès de la Prusse, de la Russie, du Piémont menacent la prépondérance autrichienne. Pendant que les Habsbourgs somnolaient, de nouveaux États sont nés et ont grandi. Si l'on veut échapper aux plus douloureuses déconvenues, il faut se hâter d'en finir avec des errements qu'a condamnés l'expérience. La reine sent la nécessité de ce changement de front et s'y attelle ; au fond du cœur elle conserve une secrète tendresse pour les traditions consacrées, et la lutte qu'elle soutient contre ses propres penchants est souvent douloureuse. Mieux que par un enthousiasme irréfléchi, elle sert par ses résistances la cause des réformes, en adoucissant les transitions, en atténuant les conflits, en apaisant les colères des défenseurs du passé qui comptent sur elle pour être garantis contre les mesures radicales. Son rôle est ainsi considérable, quoique très différent de celui qu'on lui attribue volontiers. Elle est moins l'inspiratrice que la modératrice de son gouvernement ; sa part d'initiative se borne à choisir et à garder comme directeurs de sa volonté souveraine des ministres convaincus de la nécessité d'une orientation nouvelle.

De vertu solide, les sens très calmes, largement apaisés par un mari toujours jeune et qu'elle surveillait de près, elle était femme pourtant, et il y a quelque tendresse dans la manière dont elle traitait ses confidents. Elle les accable de cadeaux, elle abdique sa conscience entre leurs mains ; elle leur demande, plus que des projets particuliers, une règle de conduite : « Ils me servirent de soutien, a-t-elle



écrit de Silva-Tarrouca et de Koch, m'apprirent à me connaître et à m'améliorer. » Elle leur demande en retour un dévouement exclusif, il faut qu'ils ne soient ni hongrois ni bohêmes, sans autre souci que la gloire de la dynastie; il y a une pointe de jalousie personnelle dans la façon dont elle surveille leurs pensées; elle considère comme une véritable malversation le moindre attachement à une patrie étroite. C'est parce qu'ils sont dégagés de tout souvenir particulariste qu'elle accorde une confiance spéciale à Haugwits, à Chotiék et à Kaunits, à qui revient l'honneur ou la responsabilité d'avoir inauguré une ère nouvelle. Très différents de nature et de talents, ils sont tous les trois rapprochés par un trait commun, exclusivement autrichiens, dynastiques, sans souvenirs nationaux, sans préjugés historiques; ils s'inspirent du même idéal, une monarchie unitaire, conforme au type français, rajeuni par Frédéric II.

De tous les noms des fondateurs de l'Autriche moderne, l'histoire européenne n'en a guère retenu qu'un, celui de Kaunits qui, depuis 1753, resta pendant un demi-siècle le « cocher de l'Europe ». Il est naturel que, pour résumer un changement qui avait son origine et sa raison d'être dans des considérations de politique étrangère, les contemporains aient choisi un diplomate. Le nom de Kaunits ne peut pas plus être omis dans l'histoire de la Bohême que celui de Beust. Il fut le dernier grand représentant de l'Ancien Régime, et il en a gardé quelque chose de légendaire : élégant jusqu'à la fatuité, très soucieux des questions d'étiquette, affectant des allures de petit-maître, il se plaisait à traiter légèrement les questions graves et il jouait à Vienne, avec cette pointe d'exagération qui convient aux néophytes, le rôle du roué que le succès seul intéresse et que les préjugés vulgaires n'atteignent pas. Il avait beaucoup d'esprit, sans en avoir autant qu'il le croyait, et une intelligence pénétrante, mais étroite. Il se piquait d'être libre de tout sentimentalisme, vanité fréquente chez les diplomates et qui souvent vicie leurs cal-

culs. Que de fois leurs combinaisons artificielles et leurs intrigues de salon ont été balayées par la brusque explosion des forces naturelles profondes dont ils nient l'existence! Ils jugent les choses du dehors, sans se demander si le meilleur moyen d'accroître au loin le crédit de l'État ne serait pas de s'inspirer des traditions nationales et de favoriser le libre développement des peuples. A l'époque de Marie-Thérèse, comme au XIXe siècle, les libertés de la Bohême furent sacrifiées à une conception fausse de la puissance du souverain qui, en dernière analyse, ne saurait être que l'irradiation de la prospérité intérieure des pays qu'il gouverne.

Kaunits, et c'est ce qui lui assure en somme une place parmi les hommes d'état supérieurs, avait non seulement beaucoup de souplesse, de finesse et de tact, mais, ce qui est beaucoup plus rare, il était capable d'initiative et d'audace; il parvint, non sans peine, à triompher des préventions de Marie-Thérèse contre la France, et prépara une coalition dont le but immédiat était la reprise de la Silésie, et la fin réelle, l'écrasement de la Prusse. Frédéric II était sur ses gardes : dès qu'il eut la conviction qu'il allait être forcé de défendre ses conquêtes, il résolut de prévenir ses adversaires en envahissant la Bohême (1756).

La guerre de Sept-Ans est, comme la guerre de la Succession d'Autriche, une guerre essentiellement bohême, non seulement parce qu'une partie importante des événements militaires se déroula dans le Royaume, mais surtout parce que ses destinées dépendaient de l'issue du conflit. « Toute guerre est absurde, écrivait Frédéric II au mois de novembre 1755, qui ne conduit pas à la conquête de pays étrangers. » Comme il avait la prétention parfaitement justifiée de ne pas être absurde, il essaya de s'établir en Bohême; en 1757, par une série de manœuvres qui semblent comme une vague esquisse de la campagne de 1866, les Prussiens pénètrent dans la vallée de l'Elbe supérieur par la Saxe et le comté de Glatz, refoulent devant eux les divers corps autrichiens, battent Charles

de Lorraine devant Prague (6 mai) et somment la ville de capituler. Quelque dures que fussent les épreuves infligées au pays, elles n'étaient pas sans avantage, rendaient un peu de ton aux esprits. A côté de l'officielle Gazette de la Poste de Prague, très insignifiante et timide, qui représentait alors le journalisme, apparaît une littérature de circonstance assez abondante, rapports de généraux, récits de bataille, narrations de sièges, complaintes surtout et chansons populaires. Elles raillent la gueuserie des Prussiens : « Le mauvais palefrenier d'un duc, d'un marquis (français), — et il y en avait des masses pendant la dernière guerre, — avait plus de ducats qu'un Prussien n'a de pfennigs ». — « Laisse-moi rire de tout mon cœur, répond une cuisinière de Prague à un soldat prussien qui lui propose de l'épouser. Astiquer son fusil, friser sa queue, blanchir ses courroies avec de la craie et défiler en se tenant raide, cela n'apporte ni argent ni pain à la maison. — Mais il peut y avoir du butin. — Merci bien, je n'en veux pas; chez nous, cela s'appelle voler [1]. »

Un recueil publié en 1857, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Kolin, renferme nombre de ces rhapsodies qui se transmirent longtemps de bouche en bouche : beaucoup étaient l'œuvre de paysans, d'autodidactes qui, au milieu du silence de la littérature, conservaient la tradition de la langue nationale. Pauvres vers, incorrects et plats, dont l'action fut réelle cependant, justement parce qu'ils répondaient bien à l'intelligence moyenne des auditeurs et où plus d'un Tchèque a puisé la haine de la domination étrangère. Marie-Thérèse, dans sa lettre de félicitations à Daun après la grande victoire de Kolin, lui disait que le 18 juin 1757 était « le jour de la renaissance de la monarchie ». L'expression était heureuse, bien que l'Impératrice ne pût pas comprendre le sens réel des événements. La lutte contre Frédéric II prenait peu à peu un caractère national

1. Gœrner, *Die Prager Flugblattpoesie des siebenjaehr. Krieges*, — dans les Mittheil, 1886.



et, de même qu'à ses succès se rattache vraiment la formation du patriotisme germanique, ils réveillèrent chez les Slaves les sentiments les plus anciens et les plus intimes qui sommeillaient au fond de leurs cœurs, la terreur et la haine de l'Allemagne. Les tentatives ultérieures des Habsbourgs pour répandre la langue et la littérature germaniques échoueront devant ces résistances instinctives, et elles portent en elles-mêmes un élément de contradiction; ils n'auraient eu quelques chances de transformer leur peuple qu'en abdiquant au profit de leurs rivaux.

Les procédés de Frédéric II n'étaient pas faits pour lui ramener les sympathies des habitants. Il n'avait pas le temps d'entreprendre le siège régulier de Prague : il voulut épouvanter la population, fit pleuvoir sur la ville une grêle de boulets rouges, de bombes; l'artillerie dirigea son feu sur les monuments les plus précieux, la merveilleuse cathédrale de Saint-Vit, le palais de Tchernin. De tous côtés éclataient des incendies; le 3 juin, on craignit que le feu, attisé par un vent violent, ne dévorât la capitale entière. Pendant les vingt et un jours du bombardement (mai-juin 1757), elle reçut 80,000 projectiles, 880 maisons furent en partie démolies; des rues entières furent détruites. Trente ans plus tard, on apercevait encore à chaque pas les traces lamentables des ruines entassées par l'artillerie prussienne. Cette exécution, menée avec une fureur qui dépassait les habitudes et les lois de la guerre, eut dans le pays un long retentissement et laissa d'inexpiables rancunes.

Comme il est arrivé si souvent par la suite, le gouvernement autrichien ne tira à peu près aucun parti des colères de ses peuples. En dépit des réformes accomplies, l'administration demeurait routinière et lente, les ressources liquides faisaient défaut, les armées entraient tardivement en campagne, les généraux, dont quelques-uns étaient des tacticiens distingués et infligèrent à Frédéric II des échecs cuisants, manquaient d'audace et d'initiative; le plus souvent, ils ne profitaient pas de leurs victoires, s'enfermaient dans une défensive timide. Dans leur duel avec les Hohen-

zollern, les Habsbourgs ont toujours laissé à leur adversaire le bénéfice de l'offensive et ils n'ont apporté dans la défense qu'une sorte de ténacité résignée, comme s'ils combattaient moins pour dompter le succès que pour sauver l'honneur des armes.

Les ressources de Frédéric II ne lui auraient pas permis de continuer la guerre si, à plusieurs reprises, il n'avait réussi à faire vivre son armée aux dépens de l'ennemi. En 1757 et en 1758, la Bohême et la Moravie furent de nouveau envahies : des dizaines de villages furent rançonnés, pillés, brûlés; les habitants saignés à blanc. En 1762, le prince Henri revint, enleva tout ce qu'il put ramasser, même les hommes. Les Prussiens reprenaient les procédés des Turcs; Frédéric II complétait ses régiments en y enrôlant de force les prisonniers ou les paysans arrachés à leurs tenures : médiocres recrues, qui prenaient la fuite à la première occasion. Quelques-uns cependant s'habituaient à leur nouvelle carrière; du moins ils faisaient nombre, trompaient l'ennemi sur les ressources réelles du roi.

Frédéric II usa la constance de ses ennemis, et la paix de Hubertsbourg (15 février 1763) lui laissa ses conquêtes. De la tempête où il avait failli sombrer, il sortait ruiné, mais victorieux, avec un prestige accru, salué dès lors par l'opinion publique comme le défenseur et le chef de l'Allemagne. Les Habsbourgs avaient du moins conquis une période assez longue de tranquillité; la Prusse avait été cruellement atteinte, ses ressources étaient épuisées, sa population, à bout de forces. — Marie-Thérèse et Joseph II, qui à ce moment arrivait à l'âge d'homme, sûrs de quelque répit, préparèrent à loisir la revanche qu'ils avaient prématurément cherchée. Ils revisèrent et complétèrent l'œuvre de réformes intérieures qu'ils avaient amorcée après la paix d'Aix-la-Chapelle. En même temps, sous l'action des doctrines philosophiques, des nouvelles théories économiques et des besoins de la monarchie, le pouvoir du clergé est limité, les persécutions cessent, les rigueurs de



la censure s'atténuent. Ces modifications n'impliquent d'ailleurs aucun changement essentiel dans les conceptions politiques. Le despotisme change de but et de méthode, il n'abdique pas. Les souverains *éclairés* veulent le bonheur de leur peuple, parce qu'ils y voient la condition de la puissance de l'État, et la droiture de leurs intentions suffit à leur sens pour légitimer leurs plus audacieuses usurpations. Ils ne renoncent pas à imposer à leurs sujets une soumission aveugle, avec cette unique différence que le credo a changé et que la discipline de la vie est désormais formulée non plus par les commandements de l'Église, mais par le catéchisme encyclopédique.

Cette substitution, avantageuse à bien des égards, implique cependant en Bohême de très graves inconvénients. Les monarques philosophes, Joseph II en particulier, qui donne à cette période historique sa marque essentielle, concluent de l'universalité de la raison à la possibilité et à la nécessité de régler partout le gouvernement sur un modèle identique; ils aiment l'unité et l'uniformité, et leur logique impitoyable proscrit sans exception les survivances du passé et les traditions particularistes. Ils reprennent ainsi par un détour les antiques exigences de Rome : une foi et une loi, et ils demandent à leurs peuples de sacrifier en holocauste à la nouvelle idole leurs instincts les plus chers, leur langue et leur histoire. La révolution qu'ils poursuivent n'est pas seulement politique et administrative, elle atteint l'âme même de la nation qu'il veulent métamorphoser en une tribu allemande.

Au début, cette entreprise ne rencontra que très peu de résistance, — d'abord parce qu'elle se produisait après un long siècle d'inertie pendant lequel l'Église avait assoupli les âmes aux plus humbles servitudes et que, par suite de la déchéance ou de la défection des classes supérieures, non moins que de la détresse des paysans, le patriotisme bohême s'était anémié; ensuite, parce que le pays, très profondément atteint par la guerre, ne songeait pour le moment qu'à panser ses blessures.

En dehors même des pillages des ennemis, le royaume avait été presque constamment traversé et mangé par les armées autrichiennes, qui vivaient en grande partie sur les habitants ; pour faire face aux réquisitions, les villes et les seigneurs avaient été obligés de recourir à des emprunts usuraires qui pesèrent longtemps sur eux ; le recrutement avait dépeuplé les campagnes, où beaucoup de paysans, pour échapper aux réquisitions, se réfugiaient dans les forêts. Une partie des domaines demeurait en friche et, comme les réserves étaient faibles, la disette sévissait; dans les régions montagneuses de l'Est, naturellement pauvres et qui avaient été souvent le théâtre des opérations, on faisait le pain avec du son, de la poussière ramassée dans les moulins et un peu de farine gâtée que vendaient les intendants militaires ; on mangeait des chiens, des chats et des chevaux crevés. Le pays fourmillait de mendiants. A Kolin, beaucoup de petits propriétaires vendaient à tout prix leurs maisons qui menaçaient ruine et qu'ils étaient hors d'état de réparer; des familles qui vivaient avant la guerre dans une large aisance, étaient réduites aux plus dures privations. A Kralové-Hradets, qui avait été pillée par les Prussiens, les Jésuites évaluaient leurs pertes à 124,000 florins, ce qui représenterait peut-être un million de francs de nos jours. Le mal avait été accru par une crise économique intense, conséquence de la perte de la Silésie, qui était auparavant le principal débouché des draps et des toiles du pays. Les statistiques officielles évaluent la diminution de la population à 300,000, presque un sixième ; il est vrai qu'avec les procédés très imparfaits du temps, ces chiffres n'ont qu'une valeur vaguement approximative. Il paraît certain du moins qu'en 1768, le chiffre des habitants ne dépassait guère celui de 1754, c'est-à-dire que pendant quinze ans, le progrès normal avait été interrompu. Ces souffrances mêmes, en même temps qu'elles paralysaient toute opposition, convainquirent le gouvernement de la nécessité de réformes radicales. Aucune amélioration ne parut possible sans une réorganisation administrative qui

permît à l'État de soumettre les nobles à un contrôle efficace. L'aristocratie avait justifié par ses abus l'intervention de l'autorité centrale; comme au XVIe siècle, bien que sous une forme différente, elle avait compromis par son avidité et son égoïsme à la fois ses propres privilèges et les libertés du royaume.

CHAPITRE II

Centralisme et Bureaucratie [1]

Les origines du dualisme. — La réforme financière. Haugwits et Chotiék. Suppression de la Chancellerie aulique de Bohême et fusion du Royaume et des provinces autrichiennes. — La Lieutenance de Prague remplacée par la Députation royale : le régime bureaucratique; les capitaines de cercles. Caractère du nouveau régime : son impuissance. — Les empiétements de l'autorité royale : les nouveaux impôts. — Les codes et les tribunaux. — Les économistes : Justi, Martini et Sonnenfels. Le conseil central du commerce.

A l'avènement de Marie-Thérèse, la situation constitutionnelle de la couronne de Bohême était la même qu'en 1627, c'est-à-dire qu'elle formait un état distinct, autonome, rattaché aux autres provinces de la monarchie par la seule personne du souverain; son indépendance était représentée et garantie par l'existence à Vienne d'une Chan-

1. La meilleure de toutes les études consacrées à l'administration de Marie-Thérèse en Bohême est certainement celle de Boh. Rieger, *L'œuvre de centralisme au* XVIII[e] *siècle* dans la Osviéta, 1888. — Kern, *Die Reformen der K. Maria-Theresia*, dans le Hist. Taschenbuch (1869). — Herrmann, *M. Th. als Gesetzgeberin*, 1888. — Beidtel, *Gesch. der œst. Staatsverwaltung*, 1896. — Bidermann-Hock, *Der œsterr. Staatsrath*, 1879.

Pour les finances, Beer, dans les Mitth. des Instit., XV, et l'Archiv für oest. Gesch., t. LXXIX, LXXXI et LXXXII.

Pour la justice, *Codex Theresianus*, édité par Harrasowsky, 1883. — Maasburg, *Gesch. der obersten Justizstelle in Wien* 1748-1848, 1879. — Domin-Petrushevecz, *Neuere oest. Rechtsgesch*, 1869. — Compléter par l'excellente bibliographie indiquée par Luschin dans son Œst. Reichsgesch.

Pour l'industrie et le commerce, Fournier, dans l'Archiv für œst. Gesch., t. LXIX. — Adamek, Les statuts des corporations dans la région de Hlinetchek, avec une bibliographie (Comptes-rendus de la Société des Sciences, 1899, p. 2).



cellerie du royaume, qui formait une sorte de ministère de la couronne et dont les ordres étaient exécutés dans l'intérieur du pays par un collège de fonctionnaires, pris parmi la noblesse nationale, la Lieutenance. Par elle, plus encore peut-être que par les Diètes, l'aristocratie conservait une influence de fait assez étendue sur l'administration du pays et, bien que la cour affichât assez volontiers des principes d'absolutisme, elle était contenue par des traditions toujours puissantes et par l'absence d'une hiérarchie de fonctionnaires uniquement soumis au souverain. Le but de Marie-Thérèse fut de transformer en réalité concrète les théories de ses prédécesseurs et d'exercer vraiment l'autorité qu'ils avaient revendiquée. L'œuvre essentielle de son règne consista à supprimer les individualités historiques en les pliant à une servitude commune et à des lois uniformes. Le mérite propre de la reine fut de limiter son action au pays où elle était facilitée par l'évolution antérieure et de laisser en dehors de ses plans la couronne de Saint-Étienne, où elle se fût heurtée à une résistance opiniâtre. Elle reconnut ainsi et sanctionna la différence qu'avaient créée les événements entre les pays hongrois et les provinces allemandes-slaves, de façon à donner une base légale au dualisme austro-hongrois.

Le coup d'état par lequel elle supprima la Chancellerie bohême, fut complété par une série de modifications administratives qui concentrèrent l'exercice des pouvoirs publics entre les mains de fonctionnaires, qui relevèrent exclusivement du souverain. Par ambition personnelle, non moins que pour développer la prospérité publique, ceux-ci s'appliquèrent à limiter les prérogatives des castes privilégiées et cherchèrent à affranchir la masse du peuple des entraves qui paralysaient le développement de l'individu. L'absolutisme politique, en nivelant les conditions, aboutit donc à la destruction du régime médiéval et, si les souverains n'osèrent pas toujours aller jusqu'au bout de leurs principes, il est incontestable que leur intervention supprima quelques-uns des abus les plus fâcheux de la domi-

nation de l'Église et du système féodal. — La complexité des événements de cette période explique les jugements si contradictoires des historiens sur les despotes éclairés.

Il est certainement impossible aujourd'hui de les regarder, ainsi qu'on l'a fait très longtemps et ainsi que le veut encore une certaine école, comme des libéraux, puisque leur effort essentiel a été d'étendre les droits de l'État et l'omnipotence des princes. Du moins le pouvoir qu'ils usurpent, ils s'en servent souvent dans une pensée d'émancipation démocratique, et c'est ainsi qu'ils méritent les sympathies que beaucoup de leurs contemporains les plus généreux et les plus indépendants ne leur ménagent pas. Les libertés qu'ils abolissaient n'étaient plus que l'apanage de castes égoïstes et se traduisaient en pratique par l'oppression de la masse des habitants. Théoriquement, il eût mieux valu les étendre que les confisquer et il n'eût peut-être pas été impossible de trouver dans l'oligarchie une minorité clairvoyante et disposée à abdiquer quelques-unes de ses prérogatives injustifiées; il est certain que les principales difficultés de l'avenir eussent été évitées si les rois se fussent bornés à améliorer la constitution sans porter atteinte aux libertés du royaume. Mais l'histoire n'est pas une idylle et l'aristocratie bohême, après avoir laissé échapper le pouvoir de ses mains défaillantes, avait mauvaise grâce à s'étonner que les princes relevassent à leur profit l'autorité dont elle n'avait usé que dans les sentiments les plus mesquins.

Il est vrai que la ruine des privilèges de la noblesse faillit entraîner la disparition de la nationalité tchèque, et la terreur rétrospective des écrivains slaves explique la rigueur avec laquelle ils jugent les représentants du despotisme éclairé. Il est injuste cependant de ne pas tenir compte des services que Marie-Thérèse et Joseph II ont rendus au peuple; ils ont inauguré une ère nouvelle, commencé l'émancipation des serfs et tiré la nation de ce sommeil menaçant qui risquait de tourner en paralysie. Peu importe que le résultat obtenu n'ait pas été celui qu'ils



poursuivaient; peu importe même que le régime qu'ils avaient établi, il ait fallu ensuite un siècle de lutte pour le renverser et que ses débris encombrent encore le sol. Est-il sûr que sans eux l'invisible travail qui dissolvait lentement la race n'eût pas continué dans le silence jusqu'au jour où toute réaction eût été impossible? Marie-Thérèse et son fils ont été compromis par des apologistes maladroits qui ont sottement vanté la partie la plus contestable de leur œuvre; mais un moment viendra sans doute où les partis en Autriche, réconciliés dans la justice et la liberté, salueront d'une reconnaissance unanime dans Joseph II le grand iconoclaste, l'évocateur d'un idéal nouveau, le semeur qui hardiment lance au vol la semence que l'âme de la nation peut transformer ensuite et vivifier.

Les réformes, dont les dernières conséquences portèrent si loin, eurent une origine assez modeste. Pour organiser une armée solide, Marie-Thérèse demanda aux Diètes des diverses provinces de lui accorder une contribution permanente, afin d'éviter à l'avenir les discussions et les lenteurs qui avaient permis à Frédéric II de prendre une avance redoutable. La somme qu'elle réclamait, était forte; ce qui était grave surtout, c'est qu'elle voulait que les Diètes renonçassent au vote annuel de l'impôt et abdiquassent ainsi leur prérogative essentielle, la seule qui fût clairement sanctionnée par la constitution de 1627. Elles se défendirent très mal : depuis longtemps, elles n'avaient plus ni confiance ni courage; la plupart des nobles ne paraissaient pas aux sessions; pour déplacer la majorité, quelques voix suffisaient, et la cour ne manquait pas de moyens pour rallier les indécis. La requête de la reine avait eu d'ailleurs des précédents, ainsi en 1714. — Les États moraves d'abord, puis ceux de Bohême, s'engagèrent à payer pendant dix ans une contribution qui s'éleva pour la Bohême à 5 millions et demi de florins (juin 1748); la reine promettait de n'exiger aucune redevance supplémen-

taire et prenait à sa charge le recrutement et l'administration de l'armée [1]. La diète conserva la perception de l'impôt, mais sous la surveillance rigoureuse de la cour, et elle perdit une part importante de ses attributions exécutives, tandis que le gouvernement, de son côté, était obligé de compléter son outillage pour s'acquitter des fonctions qu'il avait auparavant déléguées aux États.

Marie-Thérèse les rendait responsables de ses récents déboires. Bien que les Hongrois lui eussent longuement marchandé leur concours et le lui eussent fait payer assez cher, ils avaient eu l'art de la persuader de leur dévouement, qui le plus souvent s'évaporait en paroles, et, sous l'impression de ces manifestations retentissantes et vaines, elle s'exaspérait des moindres réserves des Tchèques, qui étaient cependant les soutiens les plus fermes de la monarchie. Les rancunes que lui avaient laissées les défections de 1742 étaient encore saignantes en 1775, quand elle écrivait : « Avec les États, il n'y a rien à faire, ils n'ont ni tête ni volonté; il faut procéder par ordonnance. » Bien plus que par les résistances des diètes, assez peu gênantes, elle était agacée par l'opposition discrète et tenace des directions qui étaient officiellement censées représenter le pouvoir central, et en particulier de la Chancellerie Bohême. Nous possédons deux Mémoires (1750 et 1755), dans lesquels la reine engage ses successeurs à respecter « comme la prunelle de leur œil et la pierre fondamentale de la monarchie » les réformes qu'elle a adoptées, et où elle leur expose les raisons qui l'ont déterminée [2].

Auparavant, dit-elle, il n'y avait pas en Autriche une politique intérieure d'État, mais une politique des États; les affaires étaient réparties entre diverses chancelleries qui, chacune, jouissaient d'une indépendance complète; les pré-

1. Bien que la Diète fût ainsi liée, elle continua à voter chaque année la contribution. Cette habitude, dans laquelle les historiens tchèques voient une confirmation du droit des États, ne servit qu'à les discréditer, parce qu'il était impossible que leur vote fût autre chose qu'une formalité.

2. Ces mémoires ont été publiés par Arneth, Archiv für œsterr. Gesch., t. 47; la date en a été établie par Fournier, t. 69.

sidents de ces Grands-Conseils, pris dans la haute aristocratie de leur pays, subissaient l'influence des diètes locales qui les payaient et ne songeaient qu'à l'intérêt de leur groupe, non à l'ensemble; leur autorité était telle que le souverain ne réussissait pas à faire triompher sa volonté contre la leur. — Sa mauvaise humeur exagérait. Il est vrai du moins que les Chanceliers avaient ordinairement une idée assez haute de leurs devoirs, qu'ils se considéraient comme les gardiens de la constitution, qu'ils cherchaient à maintenir la balance égale entre les divers pays et que l'influence qu'ils exerçaient sur les États donnait à leur résistance une base solide. Les Chanceliers bohêmes, Kinsky et Harrach, avaient témoigné à plusieurs reprises un « patriotisme », qui choquait la souveraine, étonnée que les considérations particulières ne s'effaçassent pas devant ses désirs; elle voulait, suivant l'expression de l'ambassadeur vénitien, une « constitution plus dévotieuse » et entendait devenir « une véritable souveraine ».

Très pieuse, elle eût reculé devant une usurpation, mais les consciences les plus rigides connaissent des détours subtils pour légitimer leurs passions. Elle ne voyait dans les libertés constitutionnelles de la Bohême que le résultat d'une longue série d'empiétements : — « Quand Ferdinand II eut dompté la rébellion de la Bohême et comblé de bienfaits et de présents les Grands-Officiers qui lui étaient demeurés fidèles, ceux-ci abusèrent de leur crédit et, dans les ordonnances qui réglèrent à nouveau la situation des vaincus, ils s'occupèrent beaucoup plus des avantages du royaume que de l'intérêt du prince, ainsi qu'il eût été cependant naturel dans un royaume conquis par les armes »; depuis lors, ils avaient avancé terriblement leurs privilèges, de manière à se rendre indispensables; ils avaient fini par devenir des *corregentes* ou du moins des *pares curiæ*, et ils étaient moins les instruments du souverain que les avocats du pays ; ils étaient le canal universel des lois, des institutions et des grâces ; ils avaient formé une sorte de conspiration avec l'aristocratie pro-



vinciale qu'unissait à eux une défiance commune contre le pouvoir central. Les diverses chancelleries n'oubliaient leurs rivalités que quand il s'agissait de contrecarrer les volontés du roi; dans tous les autres cas, leurs dissensions perpétuelles et leurs préjugés surannés arrêtaient les affaires les plus urgentes.

Il est vrai que, lors du couronnement, elle avait promis de respecter les coutumes du royaume; mais, disait-elle, seulement celles qui étaient fondées sur la justice et le droit [1]. Elle n'avait nullement l'idée qu'elle était liée par un contrat synallagmatique, s'attribuait le droit le plus large d'interprétation. Elle n'avait aucun goût pour la violence et préférait triompher par la persuasion, à condition qu'on ne se méprît pas sur ses intentions : quand les Carinthiens refusèrent d'accepter le nouveau régime financier, elle leur déclara que, « puisqu'on ne pouvait pas les amener à la raison, elle percevrait l'impôt de sa propre autorité, *jure regio* ». Dans le même sens elle disait aux Bohêmes que, « dans la discussion des résolutions souveraines, ils avaient à s'occuper non de la mesure en elle-même, mais des procédés d'exécution ». Le ministre qui écrivait en 1780 : « les privilèges des États ne peuvent pas limiter le souverain, mais il n'est pas bon de supprimer la constitution, parce qu'il est dangereux de changer des choses qui durent depuis longtemps », — traduisait très exactement sa pensée. Très différente de Joseph II, elle ne ressentait aucun plaisir à déconcerter les habitudes; mais, pas plus que lui, elle n'éprouvait le moindre doute sur son autorité absolue, et les coups qu'elle porta à la constitution, pour être moins dramatiques et plus calculés, n'en eurent pas un moindre retentissement.

Elle fut encouragée dans ses desseins par le comte Haugwits qui, dit-elle, « lui fut vraiment envoyé par la providence ». Étranger réellement à la Bohême, bien qu'il y possédât des terres, il avait mérité la bienveillance de sa

1. Wohlhergebrachte Gewohnheiten.

souveraine, d'abord en se convertissant au catholicisme, puis, après la conquête de la Silésie par Frédéric II, en abandonnant ses charges pour demeurer fidèle à l'Autriche. Replet, carré, fort laid, clignant des yeux, dodelinant de la tête, secouant les épaules, éternuant et toussant, il avait l'air d'un fou [1]. Personne ne l'aimait, ni ses égaux, ni sa famille qui intriguait contre lui, ni ses créatures qui complotaient sa chute; il n'avait pas l'âme très délicate ni l'esprit très rassis; avec 75,000 florins de traitement, il ne joignait pas les deux bouts. « Sa femme et lui ne savent pas tenir une maison, écrit Fürst; beaucoup de domestiques, une magnifique vaisselle, une grande abondance de plats, sans que l'on puisse dire que l'on mange bien chez eux et que l'on y soit bien servi. » Son administration nous donne une impression analogue : il ne réussit pas à apporter un ordre rigoureux dans la politique intérieure et il y a une disproportion excessive entre les résultats obtenus et les bouleversements accomplis. Mais il avait des idées, de l'audace, une rare puissance de travail, un dédain absolu pour les traditions, et ces qualités plurent à la reine, qui était plutôt timide et routinière.

Haugwits, qui par ses attaches appartenait à la Silésie, fut secondé par Kaunits, qui était un morave, et par Rodolphe Chotiék, originaire de Bohême. On a souvent remarqué que l'initiative de la ruine de l'ancienne constitution appartient ainsi à trois représentants de cette aristocratie qu'il s'agissait de dépouiller, et on en a conclu que des prérogatives ainsi reniées par ceux mêmes qui en jouissaient n'avaient plus aucune racine dans le pays. Ces défections révélaient, en effet, qu'un lent travail de désagrégation affaiblissait peu à peu la noblesse nationale et que, chez beaucoup de ses membres, le patriotisme particulariste s'effaçait devant le dévouement au souverain,

1. Rapport de Fürst, ambassadeur de Frédéric II à Vienne; Ranke, Œuvres complètes, t. XXX, Cf. sur Haugwits l'article de l'Allgemeine Deutsche Biographie, qui a été fait en partie avec les documents inédits des archives de Vienne.

aiguillonné par l'intérêt personnel. Il serait imprudent de tirer de ces exemples isolés des conséquences trop générales. Même à la cour, tout le monde ne partageait pas l'intransigeance d'Haugwits. Kaunits, comme les ministres des affaires étrangères en général, ne désirait que s'affranchir de tout contrôle et l'influence prépondérante que prit sous sa direction la Chancellerie de cour et d'état, constituée dès 1742 comme administration indépendante, impliquait déjà en fait, sinon en droit, un nouveau développement du pouvoir central. Mais Rodolphe de Chotiék, qui descendait d'une illustre famille tchèque, était déjà beaucoup moins disposé à sacrifier les traditions qui avaient maintenu jusqu'alors à la noblesse une influence prépondérante dans les affaires publiques : seulement, il s'était gravement compromis dans l'épisode bavarois et il n'avoua ses inquiétudes que plus tard, quand son crédit fut solidement établi ; pour le moment, il s'appliquait à mériter par sa docilité les bonnes grâces de la reine.

La mort de Kinsky et celle de Harrach (1749) qui avaient résisté aux désirs de la reine avec la plus honorable fermeté, laissèrent le champ libre aux partisans des réformes. Les Chancelleries d'Autriche et de Bohême furent supprimées et remplacées par un Directoire [1], qui fut chargé de l'administration politique et financière, et dont les pouvoirs s'étendirent à toutes les provinces slaves et allemandes de la monarchie; à côté, un Haut-Département de la justice fut à la fois une sorte de ministère de la justice et une cour suprême. Haugwits, nommé président du Directoire, exerça à ce titre dans les affaires intérieures une autorité analogue à celle de Kaunits dans les affaires étrangères.

M. Bohuslas Rieger a résumé avec une lumineuse clarté la portée des décrets qui, de 1749 à 1752, substituèrent au

1. Directorium in publicis et cameralibus. Ce nom rappelle le Directoire général fondé en Prusse par Frédéric-Guillaume Ier en 1722 et il n'est pas douteux que Marie-Thérèse ne se soit très souvent inspirée de l'exemple des Hohenzollern.



système antérieur, fondé sur les divisions géographiques et historiques, le régime de directions spéciales, analogues aux ministères modernes et entre lesquelles les affaires étaient réparties suivant les besoins réels des services. — « Le Chancelier de Bohême représentait en droit la couronne de Saint-Venceslas, son unité et son autonomie ; le souverain pouvait sans doute choisir à son gré ses conseillers particuliers et régler dans le Conseil privé ou la Conférence les affaires générales. Mais, dans l'intérieur du royaume de Bohême, il n'agissait que par l'intermédiaire du Chancelier qui, bien qu'il fût depuis 1627 un Grand-Officier royal, était nécessairement pris parmi les nobles qui avaient le droit de siéger à la diète de Prague. Le coup d'état de 1749 modifia profondément cette situation : à la place de l'État fédéral, qui avait jusqu'alors réuni sous la domination des Habsbourgs trois groupes d'États qui, en principe n'avaient de commun que la personne du souverain, il établit le dualisme. En face du royaume de Saint-Étienne, qui conservait son autonomie, le reste de la monarchie forma un ensemble que les souverains s'efforcèrent de fondre toujours plus complètement, bien qu'ils n'aient jamais ouvertement et franchement nié l'autonomie politique des divers États qui le constituaient [1]. » — Cette transformation fut marquée extérieurement par l'habitude qui s'introduit à cette époque de désigner les pays non-hongrois sous le nom de *domaines-héréditaires-allemands*. Il répondait fort mal à la réalité, surtout depuis que la Silésie avait été cédée à la Prusse, mais il créa une sorte de préjugé défavorable aux Slaves. Les Tchèques, par une véritable supercherie, étaient dépouillés de leur état civil en même temps que de leur autonomie politique.

Il était contradictoire que le Directoire central, qui n'était plus qu'une émanation du souverain, n'eût pour exécuter ses ordres dans le Royaume d'autres représen-

1. Rieger, L'œuvre de la centralisation au XVIII[e] siècle ; Osviéta 1888, p. 198.



tants que la Lieutenance qui, recrutée parmi la noblesse, conservait un caractère semi-féodal et rappelait l'époque où l'administration locale était entre les mains des Diètes. — « La chute de la Chancellerie marquait le triomphe du centralisme autrichien, celle de la Lieutenance marqua l'introduction de la bureaucratie. » Elle fut remplacée par une *Députation de la Chambre royale* (7 mai 1749), dont les membres, nommés par le souverain et payés par lui, furent les agents dociles de sa volonté ; à un régime mixte, où les détenteurs du pouvoir étaient en même temps, de par leur origine et leurs intérêts, les défenseurs des droits du pays, se substituait un système qui supprimait toute vie locale et toute résistance corporative.

La suppression de la Lieutenance de Prague et celle de la Chancellerie de Bohême furent complétées par une série de réformes secondaires, déterminées par la même pensée fondamentale : fortifier l'administration, substituer aux nobles délégués dans certains emplois des fonctionnaires de carrière, étouffer les traditions d'autonomie, et soumettre à des règles communes l'ensemble des provinces occidentales de la monarchie.

Le résultat de ces changements ne répondit qu'assez imparfaitement aux espérances des novateurs. En partie évidemment par la faute des souverains : sauf Ferdinand I[er], les Habsbourgs ont toujours été d'assez médiocres organisateurs ; ils manquèrent en général de la force d'attention et de volonté indispensable pour imprimer une direction énergique à la machine politique, trop impatients, prompts au découragement et aux brusques volte-faces ; surtout, ils ne s'affranchirent jamais complètement de leurs préjugés nobiliaires, s'entourèrent presque exclusivement d'aristocrates dont beaucoup avaient plus de quartiers que de génie et qui, sauf de rares exceptions, n'apportaient dans les affaires ni cette activité continue ni cette fermeté impitoyable par lesquelles s'établissent les solides traditions



unitaires. Ils ne surent pas, comme les rois de France et de Prusse, grouper autour d'eux une classe qui confondît ses propres intérêts avec ceux de l'État et qui prêtât à leur fringale d'absolutisme l'appui de son opiniâtreté et de ses rancunes. Ce soutien leur eût été d'autant plus indispensable que l'établissement d'un régime homogène et bureaucratique présentait ici des difficultés très spéciales. La Bohême et l'Autriche, la Moravie et le Tyrol, Trieste et la Silésie, étaient des pays si divers, leurs intérêts étaient si particuliers, leur population si dissemblable, leurs rapports demeuraient si rares et leur solidarité, si vague, que les institutions calculées en vue d'un conglomérat si complexe et si hétérogène s'usaient très rapidement et que le rendement fut toujours absolument disproportionné à l'effort. Les rois supprimèrent les institutions anciennes et établirent une certaine uniformité apparente, ils ne créèrent pas un organisme assez puissant pour renvoyer la vie jusqu'aux extrémités; ils avaient espéré, en simplifiant les rouages, accroître la puissance de l'État; ils n'aboutirent qu'à l'isoler plus complètement des peuples, et à remplacer l'anarchie par l'inertie.

L'histoire de l'Autriche depuis 1749 est essentiellement l'histoire des déceptions causées aux souverains par leurs essais de despotisme niveleur. Il est étrange qu'ils n'aient jamais voulu s'expliquer leurs déconvenues que par des erreurs de détail et qu'il ne leur soit pas venu à l'esprit que c'était peut-être bien le système qui était mauvais. — Marie-Thérèse fit la première expérience des difficultés auxquelles se sont heurtés depuis tous ses successeurs. A la première crise, le Directoire succomba à l'œuvre, et, pour suppléer à son insuffisance, on institua une série de commissions spéciales qui peu à peu échappèrent à sa surveillance; tout alla à la dérive, et Kaunits, dont les calculs étaient sans cesse déjoués par les lenteurs et l'incohérence de l'administration, insista sur la nécessité d'une réorganisation des services généraux. On décida, afin de lui donner satisfaction, de créer un Conseil d'État (1760) qui n'aurait

aucune fonction exécutive, mais étudierait les réformes nécessaires, veillerait à l'observation des lois et maintiendrait l'unité et la suite dans le gouvernement. Le ministre présentait son projet avec un lyrisme qui gagna l'Impératrice : elle espérait, « avec l'aide de ce Conseil d'État et de celui qui l'avait proposé, éviter la ruine de la monarchie ». Il devint, en effet, la forteresse du parti absolutiste et l'officine d'où sortirent jusqu'à la fin du siècle les décrets inspirés par la « philosophie » ; il ne donna pas à l'administration la rapidité et la cohésion qui lui manquaient.

Aussi la fin du règne de Marie-Thérèse fut-elle remplie par une série de nouveaux changements, également stériles. Servis par ces circonstances et encouragés par la mort d'Haugwits (1765), les partisans des anciennes institutions insinuèrent qu'il n'y aurait aucun inconvénient, maintenant que la puissance de la Cour était hors de contestation, à rendre quelque autorité aux représentants des aristocraties locales, à rétablir par exemple la Lieutenance de Prague. Kaunits les combattit très vivement, rappela à la reine les ennuis que lui causaient les Diètes de Hongrie, de Transylvanie et des Pays-Bas : « Heureusement que les Bohêmes, dont les intentions ne sont certainement pas meilleures, ont été enfermés dans des limites plus étroites. Je suis moi-même un Bohême et j'ai des domaines en Moravie. Mais quand on se rappelle ses serments et ses devoirs, on songe d'abord au monarque et au bien général. Aussi, je ne puis comprendre comment des serviteurs mêmes de Votre Majesté peuvent s'oublier au point de s'opposer à un système déjà établi, pour lui en substituer un qui est visiblement en contradiction avec toutes les règles d'une forme raisonnable de gouvernement et avec les intérêts essentiels du souverain (1763) [1]. »

Ces arguments étaient très adroitement choisis, et Marie-

1. Arneth (VII, 30) et Hock, Der œsterr. Staatsrath, avaient déjà mentionné cette lettre, mais ils n'avaient qu'une idée assez vague de la lutte si curieuse des partis aristocratique et centraliste, dont l'histoire nous a été révélée par Rieger (p. 295 et sq).



Thérèse, bien que, pendant les dernières années de sa vie, elle paraisse moins entichée de centralisme, ne fit aux défenseurs du passé que des concessions de pure forme. En 1762, quand on sépara les affaires financières et administratives, on rétablit pour l'expédition de celles-ci la Chancellerie aulique bohême et autrichienne : satisfaction purement platonique donnée aux partisans de l'autonomie, puisqu'on ne revenait pas sur la fusion établie en 1749 entre les pays de la couronne de Saint-Venceslas et les domaines propres des Habsbourgs. De même à Prague, le *Gubernium*, qui remplaça en 1763 la Députation créée en 1749, eut en somme le même caractère, et les titulaires des Charges royales n'y jouèrent qu'un rôle subordonné; encore les jugea-t-on bientôt encombrants, sinon dangereux, et, en 1771, ils furent de nouveau relégués dans leurs fonctions judiciaires.

Le triomphe des principes bureaucratiques fut complété et assuré par la transformation définitive en agents de l'autorité royale des capitaines de cercles qui avaient déjà sous Charles VI perdu en grande partie leur caractère de représentants de l'aristocratie locale. Il n'y en a plus qu'un dans chaque cercle et il n'est plus nécessairement pris parmi les nobles de la région; leur traitement est augmenté et, à partir de 1751, il est entièrement payé par la Chambre royale, au lieu de l'être en partie par la Caisse des États; leur investiture, auparavant annuelle, n'est plus renouvelée que tous les deux ou trois ans, ce qui est d'ailleurs une pure formalité, et leurs fonctions deviennent en réalité perpétuelles. Ils sont tenus de demeurer au chef-lieu du cercle. Leurs attributions s'étendent, en même temps que le *Gubernium* exerce sur eux une surveillance plus précise et plus efficace; ils ne se confondent plus avec les simples citoyens, jouissent d'importants privilèges juridiques et sont astreints à des devoirs plus stricts. Leurs secrétaires deviennent des employés publics et il se constitue autour d'eux une véritable hiérarchie de lieutenants et de commissaires; ils en conservent la nomination, mais

leur choix est limité par des conditions toujours plus étroites. Les bourgeois, qui seront admis sous Joseph.II aux charges supérieures, occupent déjà les postes secondaires et fournissent à la couronne des contrôleurs discrets et des instruments dociles. On exige des candidats aux fonctions publiques des garanties de compétence, et l'administration devient ainsi une carrière régulière, où l'avancement hiérarchique est fixé par des principes uniformes, où les attributions sont soigneusement réparties et délimitées et où l'employé est sollicité par l'intérêt de sa fortune à mériter à force de zèle et de soumission les bonnes notes de ses supérieurs.

« Tout dépend d'un seul homme, écrivait Joseph II au retour d'un voyage d'inspection ; le capitaine de cercle ressemble à un despote, et pourtant il n'est pas capable de faire le bien, parce qu'il a les mains liées et que sa situation financière lui interdit une véritable vigilance » ; il signalait là un des principaux vices du régime autrichien. Marie-Thérèse n'était pas allée jusqu'au bout de son entreprise : elle avait reculé devant les dépenses qu'auraient entraînées l'organisation d'une bureaucratie complète. Les capitaines de cercle n'ont autour d'eux sous son règne qu'un personnel insuffisant, mal payé, par conséquent dénué d'autorité et exposé aux tentations dégradantes; ils sont dès lors incapables de remplir le rôle de protection qui leur est assigné et, comme ils sont obligés de s'en remettre en dernier ressort pour l'exécution des ordonnances royales aux seigneurs qui conservent sur leurs domaines des pouvoirs étendus, ils se contentent souvent de promulguer les édits et ferment les yeux sur les infractions perpétuelles qui les annulent. En province comme au centre, l'abolition des derniers vestiges de l'autonomie aboutit donc à une atonie complète. Entre les autorités supérieures tracassières et distraites et les propriétaires qui leur opposent une mauvaise volonté sournoise, les capitaines s'occupent surtout d'éviter les conflits; ils sont d'assez minces personnages en face de subordonnés très riches, couverts par d'illustres



alliances, et ils ont grand soin de ne pas leur déplaire, à eux ou à leurs intendants.

La royauté n'eût eu quelque chance de percer la couche imperméable qui la séparait de la masse de la nation, que si elle eût cherché dans le peuple un point d'appui. C'était impossible tant qu'elle ne rompait pas avec ses traditions allemandes et qu'elle demeurait ainsi une étrangère. Il y a donc une extrême exagération à prétendre, avec Kern, à qui revient l'honneur d'avoir le premier signalé l'importance des réformes de Marie-Thérèse, trop oubliées dans le tapage des démolitions de Joseph II, que, sous son règne, le gouvernement de la noblesse, tel qu'il existait encore sous les derniers Habsbourgs, fut définitivement remplacé par une administration bureaucratique. Ce qui diparut vraiment alors, ce fut l'autonomie du royaume et la compétence officielle des représentants de l'aristocratie; mais la noblesse conserva, non seulement, comme en France, ses prérogatives utiles et honorifiques, mais des pouvoirs locaux étendus et une autorité réelle considérable.

L'Impératrice ne se rendit jamais un compte exact de ce qu'il y avait d'incomplet et de purement apparent dans ses réformes, parce que les résistances des nobles ne se traduisaient plus que par une mauvaise humeur passive. Sur tous les domaines, finances, justice, douanes, commerce et industrie, elle avait les mains libres. Pour échapper au contrôle financier des États, elle attribua au Trésor royal les impôts indirects, dont quelques-uns appartenaient encore à la Diète, et qui avaient à ses yeux le double avantage d'être en quelque sorte perpétuels par définition et de donner des plus-values automatiques en proportion du progrès régulier du pays. La guerre de Sept-Ans lui fournit un excellent prétexte pour justifier ses usurpations.

Même parmi ses conseillers, quelques-uns s'alarmèrent de son impatience et lui représentèrent « qu'une œuvre aussi considérable que l'établissement d'une seule monarchie, faite de tant d'États, pourvus de privilèges différents,



ne pouvait pas du coup être amenée à sa pleine perfection »; ils lui signalèrent vivement l'inconvénient de concentrer l'autorité entre les mains d'un seul corps qui courrait grand risque de ne tenir compte que des intérêts du Trésor et d'écraser les populations [1]. Leurs représentations ne touchèrent pas l'Impératrice, qui préféra suivre les conseils du comte Hatzfeld, chargé depuis la mort de François I[er] de la haute direction des finances et un des membres les plus hardis du parti absolutiste.

Naturellement, à mesure que la compétence des Diètes diminuait, les Directions auliques soumettaient les divers pays à un régime fiscal commun et, en créant des conditions économiques semblables, atténuaient peu à peu les différences encore profondes qui séparaient les groupes particuliers. La dette publique, dont les États bohêmes avaient garanti une partie, et les émissions de papier-monnaie, auxquelles le gouvernement eut recours pour la première fois pendant la guerre de Sept-Ans et qui se renouvelèrent si fréquemment par la suite, permettaient aussi au prince d'aliéner sans contrôle une partie de la fortune publique, en même temps qu'elles mêlaient étroitement les intérêts et rapprochaient les peuples par la communauté des souffrances et ces liens matériels inextricables qui sont plus solides que les lois les mieux combinées.

De même que les États n'étaient plus guère consultés que par pure forme quand il s'agissait d'établir un impôt supplémentaire, les lois militaires, en particulier la loi de 1773 qui établit la conscription et proclama le principe du service universel, — sous réserve naturellement d'innombrables exceptions, nobles, ecclésiastiques, bourgeois, employés de l'État et des seigneurs, étudiants, médecins, professeurs, négociants et boutiquiers, tisserands, etc., — leur enlevaient un dernier moyen d'influence sur la politique générale.

1. Beer, Die Finanzverwaltung Œsterreich's, 1749-1816. — Mitth. d. Instit. für oest. Geschichtsforsch. 1894, p. 251.



Quand les États de Moravie, après le vote de la contribution décennale et, comme pour protester timidement contre l'abdication qu'on leur avait imposée, avaient supplié Marie-Thérèse de ne rien changer aux habitudes constitutionnelles et de ne pas cesser de convoquer les Diètes, elle avait daigné leur répondre qu'elle ne voyait aucun inconvénient à ce qu'ils se réunissent « pro formalitate », à condition que rien de ce qui existait ne fût mis en question. Elle s'attachait à rendre leurs sessions inutiles en confiant les affaires importantes à des commissions auliques dont elle nommait les membres à son gré. C'est à une de ces commissions qu'elle réserva le soin d'améliorer la justice.

« Rien ne peut être plus naturel, plus équitable, plus régulier et aussi plus profitable aux citoyens, écrivait-elle au début de son règne, que si le même droit régit les diverses provinces soumises au même souverain [1] ». On était aussi loin que possible de cet idéal, et la situation était vraiment lamentable. Les codes, obscurs et contradictoires, avaient donné lieu à une infinité de novelles et de commentaires qui avaient créé une inextricable confusion. Beaucoup de cas n'avaient pas été prévus par les textes ; on comblait au hasard les lacunes de la législation en recourant aux sources les plus variées, droit féodal, droit allemand, droit canon, droit coutumier, ce qui produisait la plus extraordinaire incertitude et les plus invraisemblables contradictions ; la procédure, très formaliste, entraînait des lenteurs interminables et, pour se débrouiller au milieu de ce maquis, on n'avait que des juges ignorants, dont les études avaient été très superficielles. Les tribunaux étaient beaucoup trop nombreux ; les uns, très divers, tenaient leur autorité du roi ; à côté d'eux, les seigneurs, les municipalités, les corporations, le clergé, l'Université, avaient leurs juridictions spéciales, dont la compétence mal définie entraînait des conflits perpétuels.

1. Domin-Petrushevecz, Neuere Œsterr. Rechtsgesch, p. 52.

Aucune cause n'était sûre et aucun droit évident; une foule d'agents véreux s'embusquaient dans ce repaire du code pour ruiner les clients. La législation pénale, moins complexe, était barbare, les peines atroces, la torture prodiguée; la discussion n'était pas publique, et l'accusé, qui n'avait d'avocat que dans des cas assez rares, était livré sans garantie à l'arbitraire de magistrats ignares et féroces [1].

Le Haut-Département de la Justice, qui remonte à 1749, devait, dans la pensée de la reine, poursuivre l'unité de législation et la réforme de l'organisation judiciaire. Malheureusement, il retint au début un certain nombre d'affaires politiques et ne reçut sa forme définitive que vers 1780 [2]. A partir de ce moment seulement, les juristes remarquables qui y furent appelés exercèrent sur l'évolution du droit une sérieuse influence. Jusque-là, les travaux préparatoires avaient marché assez lentement. On avait institué en 1753 une commission générale de législation; et il serait injuste de l'accuser d'indolence, puisqu'elle résuma ses travaux dans huit énormes in-folio. On comprend aussi que cet immense compendium de discussions et de commentaires excitât les railleries de Kaunits, et il y avait bien là les éléments d'un code, mais à condition de le dégager d'abord du fatras entassé par le comité d'études. Repris et abandonnés plusieurs fois, les travaux n'aboutirent que beaucoup plus tard, et le Code civil ne fut promulgué qu'en 1811; il y avait environ un siècle que l'œuvre avait été commencée et, sans méconnaître l'extrême difficulté de l'entreprise, ces retards symbolisent assez bien les habitudes des Habsbourgs [3].

En attendant, des ordonnances spéciales réglaient di-

1. Sur les réformes judiciaires de Marie-Thérèse, voir les articles de Boh. Rieger dans le Juriste, 15 janv. et 15 déc. 1891.

2. Maasburg, Gesch. der obersten Justizstelle in Wien, 1879, p. 7.

3. Il faut chercher une des causes de ces retards dans la lutte des rationalistes intransigeants et des défenseurs du droit coutumier. Marie-Thérèse avait invité les commissaires à tenir compte autant que possible des traditions en vigueur et des habitudes des diverses provinces, en les complétant et en les corrigeant par les principes du droit et de la raison. — Harrasowsky, Gesch. der Codific. des œsterr. Civilrechts.



verses matières importantes. Le Code Criminel, connu sous le nom de Codex Theresianus, entra en vigueur en 1770 [1]. Il était assez médiocre et prouve que l'Autriche ne s'ouvrait que lentement au souffle de progrès qui venait de l'ouest : cependant, il marquait une certaine amélioration. Marie-Thérèse n'avait pas osé interdire les procès de magie et de sorcellerie, tout en reconnaissant qu'aucune des enquêtes ouvertes depuis son avènement n'avait établi la réalité de ces crimes, et elle admettait que la tentative de traiter avec le diable entraînât des peines corporelles et même la mort, si elle avait été accompagnée de sacrilège; du moins, elle interdisait que l'on recherchât sur le corps des inculpés la preuve de la prise de possession par le démon, et elle réservait à la Haute-Cour l'instruction des affaires de magie qui ne seraient pas de simples escroqueries. Les crimes étaient mal définis, les peines trop dures et les garanties offertes à l'accusé, tout à fait insuffisantes; mais l'on exigea pour une condamnation des preuves un peu plus décisives que par le passé, et les châtiments les plus rigoureux ne purent être appliqués qu'après avoir été sanctionnés par le souverain. Ce qui importe surtout au point de vue de l'histoire générale, c'est que le nouveau code s'appliquait à toute la moitié occidentale de la monarchie et que, sur ce point aussi, apparaissait la pensée d'unification qui dirigeait la politique de l'Impératrice.

Il n'était guère moins nécessaire de réformer les tribunaux que les lois, et la tâche était moins ardue; elle avança plus rapidement. Des 378 tribunaux municipaux et féodaux qui exerçaient encore en Bohême le droit de haute et basse justice, Marie-Thérèse n'en laissa subsister qu'une trentaine (1765) et elle exigea qu'ils fussent présidés par un syndic, dont les connaissances seraient vérifiées par la Cour d'appel et qu'assisterait un juge suppléant, qui dut aussi faire preuve d'études juridiques; ils furent l'un et

1. Nos termes ne répondent guère aux habitudes autrichiennes. La Constitutio criminalis Theresiana est à la fois un code pénal, un code d'instruction criminelle et un manuel juridique.



l'autre payés par l'État, et la justice devint désormais en réalité ce qu'elle n'était jusqu'alors qu'en principe, l'exercice d'une délégation royale.

La mission d'un souverain, d'après les théories dominantes à cette époque, ne s'arrêtait pas à garantir l'ordre public; « l'école populationniste », qui avait remplacé l'école mercantile ou colbertiste, dont elle n'était que le développement, lui reconnaissait des pouvoirs plus étendus et lui imposait des obligations plus complexes. — La puissance d'un royaume dépend du chiffre de ses habitants; pour que ceux-ci se multiplient, il faut qu'ils aient les moyens de se nourrir: il faut donc favoriser la production et retenir les capitaux, dont l'abondance est nécessaire à l'extension de l'industrie et du commerce. — Justi, qui enseignait ces doctrines au Theresianum, avait l'oreille d'Haugwits qui admirait fort son Esquisse de l'Économie politique. Martini, professeur de droit naturel à Vienne depuis 1754, et Sonnenfels, qui y enseigna la science politique depuis 1763, se réclamaient des mêmes idées. Ils réunissaient autour de leur chaire les hommes d'État et les jeunes gens qui devaient leur succéder; leurs élèves remplirent bientôt les universités de provinces; on les vénérait comme des prophètes et telle était leur autorité que des évêques et des seigneurs, inquiets des conséquences qu'ils tiraient de leurs principes, essayèrent de les corrompre pour les amener à quelques concessions.

Les défenseurs les plus hardis du droit divin au XVIIe siècle n'ont pas célébré l'omnipotence des rois avec autant de lyrisme que les économistes de l'époque suivante: — « Un prince est le créateur de son État; il peut y établir et y développer ce qu'il veut, s'il prend seulement pour cela les moyens appropriés. » Peu importent les résistances qu'opposent l'ignorance et les préjugés à sa volonté réfléchie; le succès et l'expérience lui ramèneront l'opinion. Qu'il ne se laisse pas arrêter par des timidités puériles,



qu'il écarte résolument ce qui retarde le progrès, traditions, survivances, instincts peu éclairés, qu'il balaie les ruines qui encombrent la marche de l'humanité, qu'il impose à la sottise et à la paresse les règles que lui dicte la raison : elle seule est souveraine, et la loi, qui en est l'expression concrète, doit courber ies têtes les plus hautes.

Ces idées, qui nous sont familières, puisqu'elles sont la quintessence de la prédication des Encyclopédistes et que, quoi qu'en prétendent certains historiens, elles forment le fonds même de la pensée des Constituants et des Conventionnels, un moment discréditées à l'heure du triomphe de l'Économie politique libérale, ont repris faveur de nos jours. La foi robuste de ces pionniers de la raison nous cause malgré tout quelque surprise. L'expérience nous a appris que l'homme est rebelle aux tranformations brutales et que les préjugés ont des racines tenaces; nous savons aussi que le progrès est un mot complexe, qu'il est toujours acheté par des ruines douloureuses et créateur de maux inconnus auparavant. Nous regrettons ainsi que, par un fanatisme chimérique, les novateurs du XVIII[e] siècle aient fait table rase du passé, nous les accusons d'avoir tenu trop peu de compte des droits de l'individu et des souvenirs de l'histoire, et nous apercevons en eux au travers de leur masque les successeurs des missionnaires du XVII[e] siècle, puisque, maîtres comme eux de la vérité absolue, ils exigent la même aveugle soumission.

Ils ne suppriment pas le despotisme, ils le limitent et le déplacent. — Cela suffisait cependant pour leur assurer une immense supériorité sur leurs prédécesseurs. D'abord, leur conception de l'État est plus conforme à la réalité et moins ambitieuse; par cela seul qu'ils se désintéressent de la vie future, ils laissent hors d'atteinte les sentiments les plus délicats et les plus sensibles de l'âme. Puis, s'ils repoussent loin du conseil où se règle sa fortune la foule des ignorants, ils ne lui interdisent pas l'espoir d'intervenir un jour dans la direction des affaires et ils ne sont pas indifférents à ses destinées. Il suffira d'une très légère évolution pour que

de l'école des Martini et des Sonnenfels se dégage l'idée démocratique moderne. Enfin, comme ils ont le sentiment très net que la force des États est en rapport direct de la richesse générale, ils déploient une extrême sollicitude à hâter le progrès matériel et moral de la masse des habitants.

Il est douteux que Marie-Thérèse ait compris la portée dernière de l'enseignement de Justi et de Sonnenfels : elle goûtait leur manière d'entendre le pouvoir des princes et sa bonté naturelle s'unissait à son intérêt pour lui recommander l'adoption de la plupart des mesures qu'ils prônaient. Une série de décrets eurent ainsi pour objet de favoriser le développement de la population, en améliorant les conditions de l'hygiène publique, en supprimant quelques usages barbares, en augmentant la sécurité et en répandant de bonnes méthodes de culture ; en Bohême, les intentions du gouvernement trouvèrent un appui chaleureux dans la « Société pour l'agriculture et les arts libéraux » (1770), qui devait rester pendant plus d'un siècle un des centres actifs de la vie publique.

Les ordres et les conseils venus de Vienne glissaient sur l'opiniâtreté des paysans et, parmi eux, la semence ne leva que lentement. L'action de Marie-Thérèse fut au contraire très féconde sur d'autres domaines. Dès 1746, elle annonçait à Philippe Kinsky son intention de créer un Directoire général du commerce, auquel seraient renvoyées toutes les questions industrielles. La vie économique des provinces slaves et allemandes fut bientôt réglée d'après des principes méthodiques et une doctrine commune. Le Conseil du commerce de Prague devint, après sa fusion avec le collège des manufactures en 1757, un véritable ministère de la richesse publique dans le royaume. Il comptait quelques hommes très distingués, instruits, actifs : — Loscani surtout qui, lors du voyage de Marie-Thérèse en Bohême en 1754, organise une exposition de l'industrie nationale ; le comte Joseph-Maximilien Kinsky, qui anime de sa confiance et entraîne par son exemple quelques-uns



des principaux représentants de la noblesse; un peu plus tard Riegger, dont les rapports forment une mine si précieuse pour la connaissance du pays à cette époque. Ils avaient pour modèle, pour héros, Colbert, et ils l'imitèrent assez adroitement pour que, dès 1756, l'ambassadeur prussien Fürst signalât avec admiration les résultats acquis : « Quel autre souverain, écrivait-il, serait parvenu en sept ans de paix à rétablir tout sur le pied où on le voit à présent; dans les temps les plus reculés, on rendra toujours à Marie-Thérèse cette justice qu'elle fut une des plus grandes reines de l'univers. » La guerre de Sept-Ans ralentit l'action des conseillers de commerce sans l'interrompre, et, dès que la paix eut été signée, ils se remirent à la besogne avec une nouvelle confiance.

Ils auraient volontiers renversé l'édifice gothique des corporations : ces patrons qui ne songeaient qu'à exploiter sans fatigue les privilèges paternels, ces rivalités mesquines et têtues où les artisans usaient le meilleur de leurs forces, ces règlements surannés qui entravaient les perfectionnements et à travers les mailles élastiques desquels passaient les malfaçons, ces supplices grotesques et féroces de la corbeille ou du pilori, ces processions où des bourgeois indolents promenaient des armes rouillées et des chartes vermoulues, tout ce bric à brac exhalait une odeur de cadavre. — Il n'était pas dans les habitudes de la reine de procéder par déclaration de principes, et les ministres n'eussent pas obtenu d'elle l'abolition générale des maîtrises et des jurandes. Ils durent se borner à miner leurs prérogatives, réduisirent leurs droits, multiplièrent les franchises royales, de façon à limiter au moins les abus d'une tyrannique surveillance. La célèbre ordonnance du 30 mars 1776 qui déclare libre une série de fabriques et de métiers et qui ordonne la fusion d'un grand nombre de corporations voisines, est le dernier terme et le résumé de leurs efforts.

La grande industrie a le champ libre : l'État la protège contre les tracasseries des anciens patrons, soutient et guide ses essais, s'occupe de lui assurer des ouvriers à bon



marché, lui avance des fonds, encourage les seigneurs qui ne dédaignent pas d'y consacrer leur activité. L'exemple vient de haut; Frédéric II nomme François Ier l'archi-fabricant, et de vastes établissements industriels s'élèvent sur les domaines royaux en Bohême. Les Waldstein, les Chotiék, les Lazansky, les Harrach, les Auersperg, les Furstenberg, les Vrbna, fondent ou étendent des manufactures dont quelques-unes comptent encore parmi les plus importantes du continent. Dès 1765, Kinsky évalue à neuf millions de florins la production industrielle du pays, et l'exportation à 1,800,000. Des industries nouvelles s'introduisent : les cotons, dont le principal centre est la manufacture de Cosmanos, qui occupe dès lors 4,000 ouvriers et dont la renommée s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui; les hauts fourneaux, qui commencent à rivaliser avec ceux de Styrie.

On s'inquiète d'assurer à ces manufactures l'écoulement facile de leurs produits. Les réformes de Charles VI avaient déjà provoqué un certain essor commercial, bien qu'elles laissassent subsister les abus les plus fâcheux, les douanes provinciales, les monopoles des villes; les routes étaient rares et mauvaises; les marchands qui se rendaient de Breslau à Vienne, couraient grand danger d'être dévalisés, et la région montagneuse de la Bohême orientale était dévastée par des chefs de bandes dont quelques-uns arrivaient à une sorte de gloire. Marie-Thérèse institue une police plus vigilante, améliore les routes, régularise la poste, favorise les communications avec Trieste, qui devient un port actif et prospère. Surtout la grande réforme douanière de 1775 détermine pour longtemps l'avenir économique de l'Autriche.

Charles VI avait déjà abandonné dans l'établissement des tarifs le point de vue purement fiscal : ses mesures, encore timides, n'avaient pas eu le temps de sortir leur plein effet quand la perte de la Silésie bouleversa les conditions antérieures. Suivant une expression juste et pittoresque, la Silésie était le juif de la monarchie, c'est-à-dire que les affaires importantes passaient par son intermédiaire. Bien que



Frédéric II, très désireux d'exploiter cette situation, eût stipulé dans le traité de Berlin « que les anciens accords au sujet du commerce seraient religieusement observés », il était impossible que Marie-Thérèse ne cherchât pas à affranchir ses domaines de l'espèce de subordination où ils se trouvaient ainsi réduits. Au lendemain même du traité de Breslau (1742), apparaît très visiblement le désir de la reine de protéger les producteurs autrichiens contre la concurrence étrangère, et les discussions assez aigres que soulevèrent entre Vienne et Berlin les questions commerciales, contribuèrent à la rupture de 1756 [1]. Elles donnèrent l'occasion au gouvernement d'étudier l'ensemble de la situation, et Haugwits, Hatzfeld et leurs principaux collaborateurs démontrèrent sans peine à l'Impératrice qu'il fallait compléter la fusion administrative par la solidarité des intérêts et pour cela substituer une politique autrichienne à la politique provinciale.

Ils n'osèrent pas cependant embrasser la monarchie entière dans leurs conceptions : les pays de la couronne de Saint-Étienne ne payaient que des impôts insignifiants; si on ouvrait à leurs produits les provinces occidentales, celles-ci seraient ruinées par l'introduction des céréales et des vins hongrois, et le gouvernement, qui tirait ses ressources des pays allemands et slaves, serait exposé à de très graves embarras [2]. Du moins, on s'appliqua dès lors, d'une part, à favoriser l'industrie nationale par des tarifs différentiels et, de l'autre, à supprimer les barrières qui séparaient les diverses provinces, de manière à constituer un vaste marché intérieur; les tarifs de 1767 et de 1774 frappèrent de droits véritablement prohibitifs l'importation des principaux articles manufacturés, et l'œuvre fut

1. Ces questions ont été étudiées avec beaucoup de précision par Fechner, dans son livre très important : Die Handelsbeziehungen Preussen's zu Œsterreich, Berlin 1886.

2. Fournier, Handel und Verkehr in Ungarn und Polen um die Mitte des XVIIIme Jahrh. — Archiv für œst. Gesch., 69, p. 340. Le volume de Fournier donne bien plus que ne l'indique son titre : c'est une véritable histoire de la politique commerciale de Marie-Thérèse.



complétée par le décret de 1775 qui soumit à un même régime douanier l'Autriche occidentale entière et fonda ainsi le dualisme économique, de même que la loi de 1749 avait fondé le dualisme politique [1].

Le système prohibitif corrigea en partie les inconvénients d'une évolution qui, en opposant à une périphérie allemande et industrielle les populations slaves et agricoles du centre menaçait de rompre l'unité du royaume. Les fabricants du nord et de l'ouest, incapables de lutter avec les manufacturiers étrangers sur le marché européen, cherchèrent leurs débouchés à l'intérieur et, uniquement préoccupés de se défendre contre la concurrence saxonne ou silésienne, ils subordonnèrent à leurs intérêts leurs sympathies politiques. Les Habsbourgs ont connu plus d'une fois cette mésaventure, et il est arrivé souvent que les mystérieuses influences qui tiennent à l'essence même des choses et à la nature la plus intime des peuples, ont dévié les intentions des souverains et fait tourner au profit des forces particularistes les mesures qui visaient la suppression de tout patriotisme local. De nos jours, les résistances économiques, qui ont longtemps rendu impossible un rapprochement intime avec l'Allemagne, ont paru fléchir au moment où les haines politiques ont atteint leur paroxysme; mais les passions s'en vont et les intérêts demeurent, et il est infiniment vraisemblable qu'un moment viendra où ils exerceront de nouveau leur influence d'apaisement et rapprocheront dans un effort commun tous les habitants d'un pays que la géographie et l'histoire condamnent si visiblement à l'unité.

Plusieurs des ordonnances qui fixent le régime économique de l'Autriche, ont été évidemment inspirées par Joseph II, qui, Empereur depuis la mort de François Ier (1765), avait été nommé co-régent des possessions hérédi-

1. Le nouveau territoire douanier renfermait l'ensemble de la monarchie, y compris la Galicie et la Bukovine, moins la couronne de Saint-Étienne, le Tyrol, les Pays-Bas et le Milanais. Il répondait assez exactement au degré de fusion respectif des diverses provinces.



taires (19 septembre) : il est permis d'admettre que Marie-Thérèse les accepta volontiers et elles répondent à ses tendances générales. Les décrets relatifs à l'Église et même, dans une moindre mesure, ceux qui concernent la condition des paysans, lui coûtèrent davantage. — La mort de son mari l'avait accablée et elle ne s'en remit jamais tout à fait. Elle approchait de la cinquantaine, avait beaucoup grossi et sa santé commençait à faiblir; elle n'apportait plus dans l'expédition des affaires la même ardeur de confiance : les résultats médiocres de la guerre de Sept-Ans avaient amorti ses enthousiasmes et elle apercevait plus volontiers les dangers des innovations que les avantages des réformes. — J'ai un naturel de l'autre siècle, écrivait-elle à un de ses enfants. — La jeune génération qui grandissait autour d'elle, brouillonne, bruyante, condamnait tout, tranchait tout, étalait une incrédulité qui lui était odieuse : « On rejette aujourd'hui tout le passé comme absurde et rempli de préjugés, écrivait-elle en 1774, et de ce passé on ne sait rien, et du présent, pas grand'chose. Si je voyais du moins ces prétendus savants, ces philosophes, heureux dans leurs entreprises, satisfaits dans leur vie privée, je pourrais me faire les plus vifs reproches sur mes préventions, mon orgueil, mon préjugé, mon entêtement. Malheureusement, mon expérience personnelle m'a convaincue du contraire. Il n'y a rien de plus faible, de plus lâche que ces esprits forts, rien de plus rampant, de plus désespéré au moindre signe de disgrâce. Ce sont de mauvais pères, de mauvais fils, de mauvais époux, de mauvais ministres, de mauvais généraux, de mauvais citoyens. Pourquoi ? — Parce que tout leur être manque d'une base solide. » — La virulence de ces diatribes traduit les rancœurs accumulées de la souveraine que ses ministres et son fils poussent dans une voie qui lui est odieuse. Elle résiste le plus possible. A partir de 1765, les réformes deviennent plus rares et elles n'ont plus le même caractère de netteté et de franchise; les discussions se prolongent et les projets restent en suspens.

Cette période de repos et presque de repentir contribua à dissiper les inquiétudes qu'avait provoquées la première partie du règne. Les mécontents étaient assez nombreux, surtout parmi les fonctionnaires, troublés dans leurs habitudes, médiocrement payés et soumis à une surveillance peu efficace, mais désagréable; « la plupart se contentaient de plaindre la malheureuse Impératrice, si mal entourée; d'autres, prêtres ou laïques, prenaient volontiers pour texte de leurs réflexions, la parole de l'Écriture : tout le mal vient de la femme [1] ». Les hésitations de la fin du règne assoupirent cette mauvaise humeur et laissèrent aux sujets le temps de s'habituer au nouveau régime. Joseph II et les radicaux s'irritaient des lenteurs de la reine et raillaient ses scrupules : quand ils furent maîtres du pouvoir, ils tranchèrent dans le vif; leurs décrets ont une tout autre allure : seulement, on ne les appliqua pas et il fallut les rapporter. Marie-Thérèse ne violentait pas l'opinion et elle s'était contentée en général d'abolir des institutions qui ne répondaient plus à rien et d'enregistrer des changements depuis longtemps indiqués par l'évolution historique. Elle n'avait apporté ni idée grandiose, ni vaste système, mais elle avait le sens très sûr du réel et savait discerner le point qu'il convenait de ne pas dépasser. Elle mérita par là que son succès dépassât son génie, qui ne s'élevait guère au-dessus d'une très honorable moyenne. Elle fut l'ouvrière avisée et attentive d'une grande entreprise, la formation de l'Autriche moderne. Elle avait mis définitivement la royauté hors de pages en réduisant à une pure formalité les prérogatives financières des Diètes; par la suppression de la Chancellerie de Bohême, elle avait porté un coup mortel à l'indépendance du royaume et fondé le dualisme; elle avait institué une administration régulière et soumise à l'influence exclusive de la cour; elle avait réorganisé les tribunaux et commencé les vastes études de codification d'où sortit une loi commune pour tous les

1. Beidtel, *Gesch. der œsterr. Staatsverwaltung*, I, p. 55.



sujets autrichiens; elle avait établi l'unité économique de la monarchie. « A sa mort, écrit Sonnenfels, l'État était prêt à toutes les améliorations. » Celles des institutions anciennes qui subsistaient encore, avaient été, en effet, si ébranlées et comme vidées qu'il devait suffire, semblait-il, d'un souffle pour les renverser, et les novateurs qu'avait contenus la reine crurent pouvoir sans danger donner libre cours à leurs fantaisies de bouleversements.

CHAPITRE III

JOSEPH II [1]

Son caractère, son éducation. — Le pouvoir concentré entre les mains du prince. — Ruine définitive de l'autonomie bohême : suppression des États ; transformation du Gubernium ; abandon du système collégial et organisation de la bureaucratie. Les fonctionnaires : leur dépendance et leur inertie. — Les réformes judiciaires. — Suppression des libertés municipales. — Les paysans : leur détresse croissante. La famine de 1770 et les émeutes de 1775. La patente de 1775 et le système de Raab. — L'édit de 1781 et la nouvelle condition des paysans. — Liberté industrielle et protectionnisme.

Joseph II (1780-1790) a beaucoup parlé, beaucoup écrit, touché à beaucoup de choses ; le fracas de ses déclarations fait illusion, même à distance, et on le juge plus sur la grandiloquence de ses manifestes que sur la réalité de ses succès. Il était le truchement d'une école très remuante, intéressée à exagérer l'importance de son règne ; pendant

1. Il n'existe pas de bonne histoire de Joseph II. — Ses lettres, innombrables, ont été publiées en partie par Arneth et par Beer; pour les autres collections, voir Fournier, *Joseph II*, dans les Historische Studien und Skizzen, Prague, 1885. Le recueil connu sous le nom de — Briefe Joseph's II (Constantinople, 1790, et souvent réédité depuis), qui a été longtemps la source préférée des historiens, est formé de faux, composés par Grossing. L'œuvre de Jæger dans la Œsterr. Gesch. für das Volk, d'ailleurs intéressante, est malheureusement gâtée par l'emploi de ces textes apocryphes. — Wolf und Zwiedineck-Südenhorst, *Œsterreich unter M. Th., J. II und Léop. II* (collection Oncken). — Wendrinsky, *K. Joseph II.* — Huber, *Die Politik K. J. II beurtheilt von seinem Bruder*. — Pour les réformes, voir la bibliographie des chapitres précédents. — Sur les textes officiels, voir Tchélakovsky, dans l'Encyclopédie d'Otto, VI, p. 469. — Les recueils les plus importants sont ceux de Kropatschek.



la longue période d'engourdissement qu'a traversée l'Autriche, de 1790 à 1848 et même à 1860, son nom a servi de ralliement aux mécontents qui supportaient avec impatience l'absolutisme de l'Église et de l'oligarchie nobiliaire ; aujourd'hui, les centralistes qui poursuivent un rapprochement intime avec l'Allemagne et la suppression des derniers privilèges des provinces, exaltent sa mémoire. De là naturellement, la haine que lui portent les cléricaux et les fédéralistes. Il a eu des apologistes et des détracteurs, il n'a pas eu d'historien.

En réalité, il ne mérite ni ces enthousiasmes, ni ces colères, et, quand on l'étudie sans parti pris, on éprouve surtout une immense pitié pour ce roi, dont les intentions furent hautes et l'intelligence courte et dont les ambitions confuses et touffues aboutirent aux plus lamentables déboires. La monarchie que sa mère lui avait léguée redoutable et florissante, dix ans lui suffirent pour la mener au bord de l'abîme, parce qu'il manquait à un degré éminent de la qualité essentielle de l'homme d'état, le sens du possible. Par un phénomène assez fréquent de bigotisme dévoyé, il croyait à la philosophie avec le même fanatisme aveugle que Ferdinand II au catéchisme et il mettait au service de l'*Aufklærung* l'impatience et l'absence de scrupules qui avaient compromis la restauration catholique. Pas plus que ses prédécesseurs n'avaient compris l'Évangile, il ne pénétra le sens profond des doctrines rationalistes. La tare essentielle de cet affranchi, qui se targuait d'être un esprit libre, était un manque absolu de critique, et il ne s'avisa jamais de juger les maîtres dont il avait accepté la tutelle. Son intelligence superficielle et frivole était séduite par les affirmations tranchantes et la logique extérieure. Il avait les recettes infaillibles, les formules *ne varietur*. Prisonnier de son rêve, il ne tenait aucun compte des instincts profonds de l'âme humaine, des besoins sentimentaux, des aspirations intimes des peuples ; il n'estimait la science que pour les perfectionnements matériels qu'elle inspire et de toutes les paroles

de l'Écriture, celle qu'il a le moins comprise, c'est que l'homme ne se nourrit pas exclusivement de pain. Il croyait aux miracles, et que les lois se traduisent aussitôt par des changements radicaux, il supprimait de ses calculs la catégorie du temps, et il voulait « cueillir lui-même les fruits de l'arbre qu'il avait planté ». Les déceptions, loin de le dégriser, l'irritaient et exaspéraient son impétuosité naturelle; il s'en prenait alors de ses échecs à ses auxiliaires et les décourageait par ses rebuffades ou les énervait par ses exigences et ses brusques changements. Opiniâtre et mobile, il n'avait de persévérance que dans ses espoirs.

Frédéric II, qui jugeait du haut de son scepticisme ce jouvenceau naïf et agité, éprouvait cependant une sorte d'envie pour cet apôtre tumultueux, dont les fautes mêmes révélaient une haute noblesse d'âme. Il avait hérité de sa mère deux vertus cardinales, le courage et la conscience de ses devoirs; son ambition, très ardente, n'était pas égoïste; pour accomplir sa mission, il était capable de sacrifice et sa bonne volonté fit par moment figure d'héroïsme. Les idées qu'il représentait étaient d'ailleurs si riches que, même dénaturées dans son cerveau étroit, elles ne perdirent pas complètement leur valeur régénératrice et son œuvre ne fut pas vaine, bien que les résultats aient été tout autres que ceux qu'il désirait. Le premier il eut le courage de prononcer hautement les formules magiques d'émancipation. Il n'entendait que substituer un despotisme nouveau, plus lourd peut-être et plus dangereux, à celui qu'il détruisait; mais pour cela il était nécessaire de briser le pouvoir de l'Église et celui de la féodalité, et il ne recula pas devant cette tâche qui avait effrayé sa mère. Ce fut un éveil, une aurore; à sa voix, les peuples sortirent de leur tombeau, saluèrent la lumière. Le premier usage qu'ils firent de leur volonté reconquise, fut de se refuser à l'abdication que leur libérateur entendait leur imposer. Terrible surprise pour le maître : il en perdit la force et la volonté de vivre. Mais cette ingra-

titude des nations, nécessaire au moment de la lutte, serait coupable si elle se prolongeait. Le monarque qui a mis fin aux persécutions religieuses et aboli le servage, mérite de prendre place dans le Panthéon national à côté des meilleurs souverains; il a brisé les barrières qui empêchaient l'air et la lumière de circuler, il a ouvert le pays à la philosophie du XVIII[e] siècle et à l'humanisme de Herder et de Gœthe, il a rendu possible la Renaissance slave et, quelque paradoxale que paraisse d'abord cette opinion, il est le précurseur direct des Dobrowsky, des Ioungmann et même des Kollar et des Palatsky.

Les défauts naturels du nouveau roi avaient été accrus par son éducation. Il n'avait que dix ans quand sa mère, qui le connaissait bien, lui reprochait son entêtement, l'inquiétude de son esprit, sa vanité, sa malignité caustique. Malheureusement, elle l'entoura de pédants et de sots qui l'ennuyèrent. Au sortir de cet enseignement étroit et vulgaire, sans défense contre les sophismes, il se plongea avec délices dans la lecture des philosophes; il voulait leur arracher le secret de la gloire de Frédéric II, qu'il admirait et qu'il détestait. Ses « Rêveries » nous prouvent que ce jeune homme « sans expérience et sans grande application » avait déjà arrêté son système : il avait reçu la mission de faire le bonheur de ses sujets et par conséquent le droit de leur imposer sa volonté : « On doit faire le bonheur des peuples, même malgré eux, disait-il plus tard, et, de même que dans la république domine le despotisme de la loi, il faut que dans la monarchie règne le despotisme des principes. » Sur ce point, il n'hésitera jamais : le gouverneur est le serviteur de l'État, cela signifie dans sa pensée que l'État se confond avec le prince, que les intérêts des peuples prennent conscience en lui.

Quand il fut nommé co-régent, il espéra qu'il allait pouvoir appliquer ses doctrines. Il fut vite déçu : sa mère, bien qu'elle l'aimât beaucoup, ne voulait pas abdiquer et elle s'effrayait de ses vastes desseins. Deux partis se consti-



tuèrent à la cour, les modérés et les conservateurs autour de l'Impératrice; près de Joseph II, les novateurs, les radicaux. La lutte fut très vive, marquée d'incidents pénibles, de ruptures dont les réconciliations n'effaçaient pas l'amertume. Le jeune souverain exhalait son indignation dans ses lettres où il se lamentait sur la faiblesse de la reine, les enquêtes qui n'aboutissaient jamais, les réformes pompeusement annoncées et qui demeuraient lettre morte. — « Ici, l'incertitude a atteint un degré tout à fait extraordinaire, écrivait-il à Léopold de Toscane en 1772; je t'avoue que j'en suis stupide. — Changeons, mon ami; je t'abandonne mon droit d'aînesse et ne réclame même pas un plat de lentilles, car je suis dans la plus sombre mélancolie;... les choses empirent en tous sens; il n'y aura bientôt plus moyen d'en sortir et aucun espoir de faire quelque chose de bien dans la vie. » — Il supplia sa mère de lui permettre de se démettre de ses fonctions, puisque aussi bien sa bonne volonté était inutile : « Paresseux de nature, sans application, superficiel, léger, je dois avouer à ma honte que j'ai moins de fond que d'apparence et qu'il n'y a rien de solide en moi, si ce n'est mon zèle et mon honnêteté quand il s'agit du bien de l'état et de son service; mais, sur ces deux points, je ne crains point l'épreuve. »

Le portrait n'est pas flatté; il n'est pas complètement faux : Joseph II, qui a tant agi, n'aimait pas le travail et il voulait que l'effort qu'il s'imposait ne fût pas vain. Kaunits s'entremit, sans amener une entente intime entre ces caractères irréductibles.

Le stage fut long : pendant quinze ans, Joseph rongea son frein, mâchonna des projets, rumina des réformes; il aimait et respectait sa mère, mais piaffait en attendant l'heure où il serait enfin libre d'ouvrir sur le monde ses mains pleines de bienfaits. Entre temps, il voyageait, dans l'intérieur de ses États et au dehors, très vain des hommages des philosophes, bien qu'il se plaignît de leur importunité et affectât des poses de sage désabusé. La vie, au lieu de l'assagir et de l'instruire, le figeait dans ses

attitudes d'apôtre. Sa mère, pour l'occuper, avait fini par lui abandonner l'administration militaire, et, avec l'aide de Lascy, il y apporta de très profondes modifications. Ce fut sa dernière école, merveilleusement propre à développer ses défauts, la raideur et l'indifférence aux sentiments d'autrui.

Quand il prit le pouvoir en 1780, l'attente prolongée d'une autorité qu'il frôlait sans l'exercer, les flatteries de ses courtisans et les habitudes du commandement militaire avaient exaspéré ses impatiences jusqu'à une sorte de fureur. Il avait quarante ans et il paraissait dans la pleine vigueur de l'âge, bien pris dans sa petite taille, agile, le front haut, de très beaux yeux, limpides et clairs, d'un bleu de ciel, le bleu impérial, disaient les courtisans. Quelques symptômes indiquaient déjà cependant un certain fléchissement de ses forces, et il était talonné moins encore par le regret du temps qu'il avait perdu que par la crainte que ses jours ne fussent comptés; il devait mourir phtisique, et la maladie qui le minait sourdement explique en partie ce qu'il y a dans ses actes d'instabilité nerveuse et d'excitation fébrile. Il se mit aussitôt au travail pour transformer radicalement l'Empire d'après le modèle qu'il s'était façonné en rêve. Albert Sorel a dit de lui que son œuvre ne saurait être comparée qu'à celle de la Révolution française et qu'il lui fallut pour l'entreprendre une hardiesse supérieure à celle même des Constituants, puisque l'Autriche à cette époque était infiniment plus éloignée que la France de l'unité politique et de l'égalité sociale. — C'est vrai, avec cette réserve qu'il échoua et que son échec ne tient pas uniquement aux difficultés matérielles, qui d'ailleurs étaient extrêmes, mais aussi à ses défauts de caractère et aux lacunes de son esprit; sa hardiesse avait ses limites et il était moins dégagé des préjugés que fanfaron de nouveautés; ses réformes hâtives demeurèrent souvent incomplètes et il resta isolé entre les peuples déçus et les nobles exaspérés.

*
* *

Un ordre nouveau commence, dit Frédéric II en apprenant l'avènement de Joseph II. Dès sa première rencontre avec l'Empereur, le roi de Prusse avait été presque effrayé par l'ambition frénétique de ce souverain, chez qui les idées modernes n'avaient pas étouffé l'atavisme des convoitises œcuméniques : l'Orient, l'Italie, la Bavière, il eût voulu tout saisir à la fois, tout englober. Il fallait donc qu'il eût la libre disposition des ressources de la monarchie, que sa volonté pénétrât rapidement jusqu'aux frontières les plus reculées, qu'elle fût traduite par des fonctionnaires attentifs et humbles. Il se mit aussitôt à la besogne pour compléter l'œuvre de Marie-Thérèse, sur tous les points à la fois : il voulait supprimer les restes de ces administrations locales qui retardaient son action et déplaisaient à son goût d'uniformité, abolir ce qui rappelait encore l'époque où les nobles exerçaient une certaine influence sur les affaires, effacer les traditions autonomes, étendre les pouvoirs de la bureaucratie et la soumettre plus directement à sa pensée. En même temps qu'il exagérait ainsi sans ménagement et sans mesure les principes d'absolutisme unitaire du règne précédent, il les étendit à l'ensemble de la monarchie, prétendit qu'elle formât à l'avenir « une masse unique, qui s'administrerait de la même manière,... un seul tout, une province égale dans ses charges et ses institutions ». La Hongrie, les Pays-Bas et l'Italie durent être fondus dans le même moule : « Comme le bien ne peut être qu'un, c'est-à-dire ce qui a pour but l'intérêt général et le plus grand nombre, et comme de même les provinces de la monarchie ne sont qu'un seul tout et ne peuvent poursuivre qu'un seul but, il faut nécessairement que les jalousies, les préjugés entre les peuples disparaissent, comme aussi les rivalités entre les divers services administratifs. — La nationalité, la religion

ne doivent créer aucune différence et tous doivent agir de concert comme des frères dans une seule monarchie, dans l'intérêt commun. » — D'un trait, il rayait le passé, les souvenirs séculaires : il n'y avait plus de Bohême, de Hongrie ou d'Italie ; sur leurs ruines s'élevait un Empire nouveau, l'Empire de la philosophie et de son prophète.

« La Monarchie que je gouverne, écrivait-il, doit être gouvernée d'après mes principes. » Il était plus que l'origine du pouvoir, la source de la pensée, et il regardait comme une négligence coupable la délégation même temporaire de son autorité. Il entendait tout voir de ses yeux, tout faire de ses mains. Son idéal était le gouvernement de cabinet, tel qu'il fonctionnait en Prusse ; il concentra l'autorité effective dans son entourage immédiat, les cinq secrétaires et les quelques expéditionnaires chargés de transmettre partout ses résolutions. Il avait des conseillers, soit que leurs connaissances techniques lui fussent indispensables, soit qu'ils flattassent en lui les idées qui lui étaient chères, Kaunits, Lascy, les barons d'Eyer et d'Izdenczy, Martini, Sonnenfels, Born, Eybel, etc. Tous étaient pénétrés jusqu'aux moelles des doctrines du despotisme éclairé : il leur arrivait parfois cependant de juger le maître un peu imprudent et pressé ; ils avaient été habitués par Marie-Thérèse à beaucoup d'égards et ils s'enhardirent à présenter à l'Empereur de timides remontrances. Cette impiété leur attira de dures boutades. Épargnez-moi vos déclamations, disait-il au Grand-Chancelier Léopold de Kolovrat. — Je ne suis pas homme à prendre des vessies pour des lanternes ; et puis, ceux qui ne sont pas contents, sont libres de s'en aller, depuis le premier ministre jusqu'au dernier des employés du comitat [1].

L'insignifiance à laquelle l'ingérence constante du souverain réduisait les Directions auliques, nous explique le peu d'importance des réformes introduites par Joseph II

1. Hock, p. 143 et 144.



dans l'administration centrale. Ce n'est pas la seule fois que la personnalité exubérante du monarque ait empêché la formation d'un organisme de gouvernement. Ici comme partout, Joseph II souffre d'une pléthore de la volonté : il ne voit pas que l'action qui ne se limite pas, s'use sans effets ; que le souverain, quelque laborieux qu'il soit, a besoin d'être appuyé par le concours de forces permanentes et nettement définies, qui créent des traditions et usent lentement les résistances par une pression suivie et régulière.

Au début de son règne, il entrevit cependant la nécessité d'une refonte générale du système en vigueur, proposa au Conseil d'État une révision complète des anciennes divisions politiques : les provinces seraient groupées suivant leurs affinités ethnographiques ou géographiques, les anciennes diètes réunies en un petit nombre d'assemblées ; les pays qui formaient le noyau de la monarchie, relèveraient de trois Chancelleries, autrichienne, hongroise et bohême ; la compétence de la Chancellerie de Bohême s'étendrait à la Galicie, en même temps qu'aux pays de la couronne de Saint-Venceslas, et elle aurait sous ses ordres trois gouvernements provinciaux. L'Empereur espérait réveiller ainsi l'esprit public, « qui était complètement éteint » ; il pensait surtout que ces remaniements radicaux faciliteraient l'œuvre d'assimilation et emporteraient les dernières résistances de l'oligarchie, qui se trouverait comme perdue dans un État nouveau. — Le Conseil d'État fut épouvanté ; il représenta au roi l'opposition que rencontreraient de semblables bouleversements ; surtout il avait aussitôt pressenti que, dans un État où les peuples étaient encore si peu homogènes et les tendances particularistes si vivaces, les Chancelleries nouvelles deviendraient très vite des agents de résistance et de séparatisme.

L'exemple de ce qui se passa dans la partie orientale de la monarchie, où la fusion de la Chancellerie transylvaine avec la Chancellerie hongroise a créé de si graves difficultés aux Habsbourgs, permet d'affirmer que le plan de Joseph II



ne doivent créer aucune différence et tous doivent agir de concert comme des frères dans une seule monarchie, dans l'intérêt commun. » — D'un trait, il rayait le passé, les souvenirs séculaires : il n'y avait plus de Bohême, de Hongrie ou d'Italie; sur leurs ruines s'élevait un Empire nouveau, l'Empire de la philosophie et de son prophète.

« La Monarchie que je gouverne, écrivait-il, doit être gouvernée d'après mes principes. » Il était plus que l'origine du pouvoir, la source de la pensée, et il regardait comme une négligence coupable la délégation même temporaire de son autorité. Il entendait tout voir de ses yeux, tout faire de ses mains. Son idéal était le gouvernement de cabinet, tel qu'il fonctionnait en Prusse; il concentra l'autorité effective dans son entourage immédiat, les cinq secrétaires et les quelques expéditionnaires chargés de transmettre partout ses résolutions. Il avait des conseillers, soit que leurs connaissances techniques lui fussent indispensables, soit qu'ils flattassent en lui les idées qui lui étaient chères, Kaunits, Lascy, les barons d'Eyer et d'Izdenczy, Martini, Sonnenfels, Born, Eybel, etc. Tous étaient pénétrés jusqu'aux moelles des doctrines du despotisme éclairé : il leur arrivait parfois cependant de juger le maître un peu imprudent et pressé; ils avaient été habitués par Marie-Thérèse à beaucoup d'égards et ils s'enhardirent à présenter à l'Empereur de timides remontrances. Cette impiété leur attira de dures boutades. Épargnez-moi vos déclamations, disait-il au Grand-Chancelier Léopold de Kolovrat. — Je ne suis pas homme à prendre des vessies pour des lanternes; et puis, ceux qui ne sont pas contents, sont libres de s'en aller, depuis le premier ministre jusqu'au dernier des employés du comitat [1].

L'insignifiance à laquelle l'ingérence constante du souverain réduisait les Directions auliques, nous explique le peu d'importance des réformes introduites par Joseph II

1. Hock, p. 143 et 144.



dans l'administration centrale. Ce n'est pas la seule fois que la personnalité exubérante du monarque ait empêché la formation d'un organisme de gouvernement. Ici comme partout, Joseph II souffre d'une pléthore de la volonté: il ne voit pas que l'action qui ne se limite pas, s'use sans effets; que le souverain, quelque laborieux qu'il soit, a besoin d'être appuyé par le concours de forces permanentes et nettement définies, qui créent des traditions et usent lentement les résistances par une pression suivie et régulière.

Au début de son règne, il entrevit cependant la nécessité d'une refonte générale du système en vigueur, proposa au Conseil d'État une révision complète des anciennes divisions politiques : les provinces seraient groupées suivant leurs affinités ethnographiques ou géographiques, les anciennes diètes réunies en un petit nombre d'assemblées ; les pays qui formaient le noyau de la monarchie, relèveraient de trois Chancelleries, autrichienne, hongroise et bohême ; la compétence de la Chancellerie de Bohême s'étendrait à la Galicie, en même temps qu'aux pays de la couronne de Saint-Venceslas, et elle aurait sous ses ordres trois gouvernements provinciaux. L'Empereur espérait réveiller ainsi l'esprit public, « qui était complètement éteint » ; il pensait surtout que ces remaniements radicaux faciliteraient l'œuvre d'assimilation et emporteraient les dernières résistances de l'oligarchie, qui se trouverait comme perdue dans un État nouveau. — Le Conseil d'État fut épouvanté ; il représenta au roi l'opposition que rencontreraient de semblables bouleversements ; surtout il avait aussitôt pressenti que, dans un État où les peuples étaient encore si peu homogènes et les tendances particularistes si vivaces, les Chancelleries nouvelles deviendraient très vite des agents de résistance et de séparatisme.

L'exemple de ce qui se passa dans la partie orientale de la monarchie, où la fusion de la Chancellerie transylvaine avec la Chancellerie hongroise a créé de si graves difficultés aux Habsbourgs, permet d'affirmer que le plan de Joseph II



eût préparé, s'il avait été exécuté, la formation d'un royaume slave tchéco-polonais dont l'attraction eût vite été irrésistible sur les Slovaques de la Hongrie septentrionale et qui, peuplé d'environ 12 millions d'habitants, aurait arrêté pour toujours la poussée germanique vers l'Est. C'est le danger que redoutent encore aujourd'hui les Allemands, et ils essaient de le conjurer en faisant aux Galiciens une situation privilégiée et en les poussant hors de la Cisleithanie.

Joseph II ne comprit jamais sans doute les causes de l'opposition du Conseil d'État, parce qu'il était absolument incapable de voir dans les anciennes unités historiques autre chose que des entités sans consistance et sans valeur. Il croyait que, pour abolir la personnalité morale des peuples, il suffisait d'achever la transformation déjà fort avancée des aristocraties provinciales en une noblesse de cour. Marie-Thérèse, à partir de 1751, avait évité dans les actes d'anoblissement toute désignation particulière, s'était contentée de parler en termes généraux « du Saint-Empire et de nos États héréditaires » : Joseph II continue l'œuvre de fusion en n'exigeant plus des nouveaux anoblis qu'ils prêtent serment à la constitution et au roi [1]; il supprime les réserves qui ne permettaient l'acquisition des domaines seigneuriaux qu'aux nobles qui avaient leur domicile politique dans le pays; il hâte ainsi la formation d'une caste autrichienne, qui n'a plus de racines nationales et dont l'opposition serait sans dangers, si la pensée pouvait lui venir de se séparer de la cour, dont dépend sa fortune.

Dans cette aristocratie, désormais vaincue, Joseph II ne cesse pas de détester les anciens adversaires de la royauté. Son aversion contre les nobles éclate avec une ostentation puérile : il a un plaisir évident à les surprendre en faute, il frappe avec une impitoyable rigueur des actes commis dans un accès de folie, parce que l'inculpé est noble; il

1. Gindely, *Die Entwickelung des bœhm. Adels.*

ouvre aux bourgeois les plus hautes charges, il poursuit le morcellement des grandes propriétés, proclame en principe le partage égal des successions, s'efforce sournoisement d'obtenir la disparition des fidéicommis, des majorats et des substitutions. — Ces mesures ne pouvaient agir que très lentement dans un pays où l'orgueil du nom était très vivace, et, comme elles n'atteignirent guère que les fortunes moyennes, les quelques dizaines d'oligarques qui avaient peu à peu attiré à eux l'autorité, parurent plus puissants au milieu de la décadence ou de la ruine universelles.

Désespérant de confisquer leur influence sociale, le roi supprima du moins leurs privilèges politiques. Nulle part, il n'a déployé autant de persévérance et de passion que dans sa lutte contre les Diètes et l'administration féodale, dans son effort pour substituer une bureaucratie professionnelle aux représentants de l'aristocratie, et, en somme, nulle part son action n'a été aussi profonde.

Dès le lendemain de la mort de sa mère, il s'était proclamé roi héréditaire de Bohême, en vertu « des lois fondamentales du pays ». Il entendait établir par là qu'il était roi par sa naissance et de droit divin, écarter toute idée de contrat entre les sujets et le maître. Kaunits lui conseillait de se faire couronner roi de Hongrie : — A quoi bon? A quel titre? Dans un royaume héréditaire je ne saurais m'en faire aucune idée. — Je suis Empereur de l'Empire germanique, répondait-il aux représentations des magnats hongrois ; par conséquent, tous les États que je possède sont des provinces qui, unies dans un seul État, forment un corps dont je suis la tête. — En Bohême, où un tel luxe de précautions était au moins inutile, il voulut effacer jusqu'au souvenir du couronnement, emporta à Vienne la couronne de Saint-Venceslas. On aurait tort d'attribuer sa conduite à des sentiments d'hostilité contre les Tchèques : son professeur d'histoire, Bartenstein, n'avait que mépris et haine pour ces sujets « slaves, paresseux et désobéissants, qu'il faut contraindre à coups de bâtons à faire leur devoir ».

— Il ne partageait pas ces préjugés. — Il avait à Prague des sympathies actives qu'il connaissait et qui ne lui étaient pas indifférentes. Seulement il soupçonnait les nobles de vouloir se mettre entre le peuple et lui et il poussait la jalousie de son droit jusqu'à une susceptibilité pointilleuse. Les États, timidement, parlèrent de lui envoyer une députation pour lui offrir leurs hommages; il leur répondit « qu'il les en tenait quittes ». N'eût-il pas avoué, en les recevant, qu'ils eussent pu lui refuser leur soumission?

Quand il les consulte, il a soin de les prévenir que, sur le fond des choses, son parti est pris; il ne leur demande leur avis que sur les moyens d'exécution. Il leur interdit de disposer de leurs fonds particuliers sans autorisation préalable, il soumet leurs comptes au contrôle de la Chambre aulique de Vienne; il supprime les sessions qui n'étaient pas consacrées au vote des propositions royales, c'est-à-dire qu'il réduit les Diètes à une pure formalité; puis quand, en 1788, le nouveau régime financier rend inutile le vote de l'impôt, il leur annonce qu'il les convoquera quand il le jugera nécessaire. — Cette condamnation n'inspira pas de très vifs regrets; ils avaient manqué trop souvent de générosité et de largeur de vues; il y avait cependant dans leur sein un certain nombre d'hommes qui avaient été gagnés par l'esprit du siècle [1], et cette poignée de justes auraient mérité de trouver grâce devant l'Empereur.

Quelque prévue qu'elle fût, ce serait une erreur que de considérer comme insignifiante la fermeture des États; ils continuaient à exercer une influence très réelle sur les affaires, ils maintenaient l'union des grandes familles, ils conservaient à l'administration un caractère national; ils

1. Boh. Rieger a essayé de prouver que les reproches qu'on a adressés aux États ne sont pas complètement justifiés et qu'en particulier, dans la question de l'affranchissement des serfs, ils ne furent pas aussi égoïstes qu'on le prétend (Les États de Bohême et le servage sous Marie-Thérèse). Sa démonstration ne m'a pas convaincu : ils répondent aux propositions de la reine par des récriminations, rappellent que la misère est générale et que les impôts sont lourds, ce qui était vrai, mais il fallait bien entretenir l'armée, et les Bohêmes étaient plus intéressés que personne à ce que l'Autriche fût en état d'arrêter les invasions prussiennes.



représentaient la tradition et sauvegardaient l'avenir; avec eux s'évanouissaient à la fois un souvenir et une espérance.

Dès 1782, les pouvoirs exécutifs exercés jusque là par le Comité de la Diète, le *Vybor*, avaient été délégués aux agents royaux et quand, en 1787, le Grand-Burgrave Nostits, qui avait lutté pied à pied contre les desseins absolutistes de la cour, fut remplacé par le comte Cavriani qui était un traducteur docile de la pensée du roi, le *Vybor* ne fut même plus réuni comme conseil consultatif. Comme d'autre part les Grands-Officiers, déjà dépouillés par Marie-Thérèse de leur influence politique, n'eurent plus, à la suite de la réorganisation des tribunaux, aucune compétence judiciaire, la constitution encore semi-féodale de 1627 ne fut plus guère rappelée que par la présence du Grand-Burgrave à la tête du *Gouvernement* de Bohême. L'obligation de choisir comme président de ce conseil un seigneur indigène et propriétaire d'un domaine dans le pays, imposait au roi une gêne si insignifiante qu'il est naturel que Joseph II n'ait pas songé à s'en affranchir.

Il y a sans doute une exagération manifeste à dire, comme Bachmann, qu'à ce moment « la Bohême fut, ainsi d'ailleurs que les autres provinces allemandes, réduite à l'état de département autrichien, avec la même série d'administrations ». Au point de vue juridique, elle demeurait un royaume parfaitement distinct et autonome, et Joseph II le déclarait solennellement lui-même en 1782. En fait, il ne négligeait rien pour effacer jusqu'aux derniers souvenirs de cette indépendance. Vienne commençait à prendre le titre de capitale, et le gouvernement songeait à transformer en caserne le célèbre château des Hratchany. Avec le vandalisme qui est un des traits les plus fâcheux de l'ère du rationalisme, il dispersait les collections célèbres qui avaient à ses yeux le tort de rappeler l'époque où Prague était le centre de la monarchie; les monnaies et les médailles étaient vendues au poids; on adjugeait à vil prix une Léda renommée, — femme nue mordue par une oie méchante, — disait le catalogue; on jetait dans les jardins,



où il resta des années exposé à toutes les intempéries, un torse antique que Louis de Bavière acheta 6,000 ducats en 1816 et qui fait aujourd'hui l'ornement de la Glyptothèque. Joseph II abusait de la victoire avec une sorte de brutalité rancunière et il semblait prendre à tâche d'exaspérer les vaincus en outrageant leurs sentiments les plus respectables.

Bien que, depuis Marie-Thérèse, le « Gubernium » ne fût plus guère qu'une délégation de fonctionnaires royaux, il rappelait par sa composition et par sa procédure l'ancienne Lieutenance dont les membres, nommés et révoqués par le roi, mais choisis dans des catégories déterminées, servaient en quelque sorte d'intermédiaires entre le souverain et l'aristocratie. Joseph II l'accusait de n'avoir « ni ordre, ni patriotisme » et de ne tenir aucun compte « des principes qu'il avait si souvent répétés ». Il lui assignait une compétence presque universelle, police, finances, commerce et industrie, voirie, forêts, écoles, affaires ecclésiastiques, protection des paysans, etc., etc.; en 1782, 23,000 pièces sortaient de ses bureaux, au lieu de 14,000 en 1770; il recevait de la cour près de 3,000 rescrits ou arrêtés au lieu de 1,200 [1].

Les membres de l'infortuné Gouvernement succombaient à la tâche, et le souverain, se refusant à comprendre que les défaillances et les hésitations dont il les accusait avaient leur principale origine dans la hâte et l'incohérence de ses résolutions, espérait imprimer aux affaires une marche plus rapide et plus ferme en remplaçant les nobles par des fonctionnaires de carrière et en fixant avec plus de précision les attributions respectives des employés. Les décrets d'octobre 1783 et de février 1784 donnèrent au Gubernium la forme qu'il a à peu près conservée jusqu'en 1848 : le Grand-Burgrave fut assisté d'un vice-président et de neuf conseillers de gouvernement qui eurent sous leurs ordres des rédacteurs et des expéditionnaires; les règles qui réser-

1. Rieger, La centralisation, p. 607.



vaient certaines fonctions à diverses castes sociales, furent supprimées, de manière à ce que les choix du prince fussent désormais absolument libres; les habitudes qui rappelaient l'époque où l'administration était exercée par des volontaires de l'aristocratie, furent remplacées par des règlements très stricts, auxquels des professionnels seuls pouvaient se soumettre. Les traitements furent élevés, mais des garanties de compétence furent exigées et les heures de présence augmentées; les conseillers qui travaillaient auparavant chez eux, eurent leur cabinet dans le palais du gouvernement; la préséance dépendit non plus comme auparavant de la naissance, mais de la fonction.

L'avancement fut soumis à des règlements minutieux. « Comme l'Empire ne formait qu'un seul tout et que les provinces ne devaient pas se renfermer dans leurs frontières », Joseph II voulait que les administrateurs pussent, suivant les besoins du service, être envoyés tour à tour dans les divers pays; rien n'était mieux fait pour aplanir les différences et niveler les habitudes que l'action de ces délégués nomades, qui partout représentaient uniquement la pensée du maître. A ce moment, la pensée était hardie et elle soulevait de sérieuses objections : « il n'y a pas de monarchie en Europe, écrivait à l'Empereur le Grand-Burgrave Nostits, qui se compose de pays aussi dissemblables par la constitution et l'administration que celui où j'ai eu l'honneur de naître. Je me flatte de connaître ma patrie et d'être capable d'y rendre à Votre Majesté de fidèles services, mais j'avoue sans difficulté que moi, qui porte sans en être accablé la direction suprême en Bohême, je serais incapable de servir même dans un poste subalterne en Hongrie, dans les Pays-Bas et en Italie. » — C'était justement ces hommes d'une seule patrie que le roi voulait écarter.

Jusque là les affaires étaient traitées en commission, ce qui provoquait quelque perte de temps et divisait les responsabilités, mais ce qui assurait dans une certaine mesure le respect des traditions et protégeait les populations contre



les excès de zèle. Joseph II ne laissa subsister comme comités permanents que ceux des affaires militaires et financières, et seules les questions particulièrement graves furent encore examinées par le Gubernium en séance plénière. Les affaires courantes furent réparties entre les conseillers qui les expédièrent sous leur responsabilité personnelle, le Grand-Burgrave ne fut plus lié par le vote de la majorité de ses assesseurs. « Une tête unique, écrivait déjà l'Empereur dans ses Rêveries, même médiocrement douée, est plus propre à diriger l'organisme politique que dix hommes supérieurs, s'ils doivent agir en commun. » Il voulait en province un gouvernement personnel, analogue à celui qu'il avait établi à Vienne. — « Dans l'administration, écrivait-il en 1782, le chef doit répondre à tout, veiller à tout. Comme il ne peut pas matériellement tout faire, on lui donne des auxiliaires et des instruments qui n'agissent que par lui et qu'il emploie à sa guise; tous ses subordonnés, du plus élevé au plus infime, n'ont à répondre que de leur honnêteté personnelle; pour tout le reste, leur chef répond seul. De cette façon seulement on rétablira la discipline et l'ordre. » — Et comme, autour de lui, on s'effrayait des excès possibles de ce système et qu'on lui demandait s'il n'y aurait pas de terme moyen entre le régime collégial qui énervait l'action publique et le terrorisme ministériel qu'il lui substituait, il répondait sèchement que « sa note exprimait sa résolution entière et que les chefs et les ministres auraient à se conduire en conséquence ».

Les gouverneurs, à qui l'Empereur reprochait durement leur négligence, s'excusaient sur la mollesse de leurs agents subalternes, des capitaines de cercles en particulier, qui, même après les ordonnances de Marie-Thérèse, manquaient d'autorité et d'énergie. Joseph II décide que, désormais, ils seront nommés par le souverain, sur une liste de propositions qui lui est soumise par le Grand-Burgrave et le Gubernium, mais sans que son choix soit lié par elles; on ne tiendra plus aucun compte de la naissance et on veil-

lera à ne pas laisser se développer parmi eux l'esprit de caste; ils devront avoir un certain nombre d'années de service et avoir passé des examens déterminés. Les facultés de droit transformées deviennent des séminaires de fonctionnaires et elles ont pour mission de leur inculquer l'esprit nouveau : l'histoire y est fort négligée, et le droit national; on ne fondera qu'en 1792, à l'Université de Prague, un cours supplémentaire de droit public tchèque; les professeurs, triés sur le volet parmi les adeptes du rationalisme, Riegger, Rautenstrauch et Royko, s'attachent à inculquer aux jeunes gens le manuel de Martini, qui prêche « l'utilité et la nécessité de la Majesté royale, son indépendance sur la terre, son inviolabilité, et, par conséquent, l'amour, le respect et l'obéissance que les sujets doivent naturellement aux monarques ». Les candidats qui n'ont pas passé par cette école sont suspects, et les anciens fonctionnaires ne sont promus aux grades supérieurs que s'ils subissent les épreuves indiquées.

Constamment révocables, attachés au gouvernement par des traitements relativement élevés, par l'assurance d'une retraite et par la perspective de l'avancement que peut mériter leur zèle, les capitaines de cercles sont soumis à une surveillance étroite. En 1751, un inspecteur constatait que leurs procès-verbaux n'étaient pas au courant, que leurs livres n'étaient pas régulièrement tenus. — Ils sont maintenant obligés d'envoyer des rapports détaillés; l'uniformité que poursuit l'Empereur, apparaît jusque dans les formules, dans les protocoles; les ordonnances royales prévoient les détails les plus minutieux, remplacent la cire par les pains à cacheter, suppriment les heures de bureau de l'après-dîner : les affaires seront expédiées de huit heures à trois heures; de cette façon on réduira les frais de chauffage et d'éclairage, on diminuera les chances d'incendie et on ménagera la vue des fonctionnaires.

Le roi se croit désormais assez sûr d'eux pour étendre leur compétence presque à l'infini : démographie, hygiène physique et morale, armée, voirie, agriculture, industrie,



assistance publique, police des ecclésiastiques, aucun domaine n'échappe à leur vigilance; ils ont la haute main sur les services nouveaux qui se développent, inspecteurs des écoles, médecins de cercles, etc. Jusqu'alors ils ne disposaient que d'un personnel trop peu nombreux, mal payé, mal préparé, et Kaunitz insistait depuis longtemps sur la nécessité d'améliorer cet état de chose : leur inertie forcée, disait-il, retentissait sur la vie publique entière, si bien que la forme actuelle du gouvernement ressemblait à « une pyramide renversée et posée sur la pointe ». Le rescrit du 27 octobre 1783 remédie à cet inconvénient en adjoignant aux capitaines de cercles des commissaires, nommés par le Grand-Burgrave, qui devra tenir compte dans ses choix des propositions des capitaines comme de celles de la cour.

Joseph II considérait l'administration comme un sacerdoce et sa fameuse *Pastorale* (décembre 1783) est toute vibrante de passion et d'enthousiasme [1]. — Depuis trois ans, dit-il, j'ai mis tous mes soins, toute mon application, à faire connaître mes principes ; je ne me suis pas contenté d'ordonner, j'ai expliqué, j'ai essayé de convaincre, d'inspirer aux autres le zèle qui m'anime pour le bien public. Maintenant, je me regarde comme obligé par mon devoir envers l'État à qui j'ai consacré ma vie, d'exiger l'exécution ponctuelle de mes volontés qui sont si mal obéies. On publie des instructions, on rédige des actes, mais on s'inquiète peu d'en suivre l'exécution. On agit mécaniquement, sans souci du bien général, uniquement pour éviter des reproches ou des punitions. Dorénavant, les chefs de service auront soin de relever sur les registres les résolutions et les décrets qui les concernent, de les lire avec soin, d'en pénétrer le sens et de s'en inspirer; ils s'attacheront à comprendre et à faire comprendre l'intention véritable du souverain. Sans cela il serait bien inutile d'entre-

1. La circulaire, très belle, est trop longue pour que je la traduise textuellement. On la trouvera dans le recueil de Kropatschek, V, 251.



tenir à grands frais tant d'employés qui aujourd'hui servent surtout à troubler les esprits et à arrêter les affaires. Il faut que chaque fonctionnaire, quelque rang qu'il occupe, ait un désir assez vif de remplir son devoir pour ne pas compter ses heures de présence ou ses pages d'expéditions; quiconque n'est pas pénétré d'un amour sincère pour le service de la patrie et de ses concitoyens, quiconque ne brûle pas d'une flamme ardente pour le bien, n'est pas fait pour les fonctions publiques. Qui veut servir le pays, doit s'oublier lui-même, s'affranchir de préoccupations personnelles, fuir les distractions. L'égoïsme sous toutes ses formes entraîne la ruine de l'État qui, comme le corps humain, souffre dès qu'une partie souffre. Que chacun par conséquent s'emploie à prévenir et à guérir le moindre mal. Que la religion, la nationalité ou la différence des administrations ne suscitent aucune rivalité; considérez-vous comme frères et travaillez en commun au bonheur général. Voilà mon programme et soyez convaincus que je ne négligerai rien pour le suivre moi-même. Il ne peut être compris que des hommes qui sont décidés à se consacrer entièrement à leurs devoirs, en négligeant les autres considérations. Ceux qui ne voient dans leurs fonctions qu'un gagne-pain ou une distinction honorifique, feront mieux de renoncer à des charges qui impliquent un cœur dévoré par la passion du bien public et un renoncement absolu de soi-même. —

Les objurgations véhémentes du souverain ne corrigèrent aucun des maux qu'il signalait. « Il est vraiment pénible, écrivait-il, de voir qu'après avoir tant parlé, tant prêché, je n'ai devant moi que de misérables créatures qu'on ne peut faire marcher qu'avec des pièces de vingt sous; je finirai par me décider à punir chaque négligence par une amende; je traiterai tous ces fonctionnaires, du premier au dernier, comme ces laquais de louage dont on retient le salaire quand ils manquent l'heure. » — Sans méconnaître ce que le caractère emporté de l'Empereur ajoute d'amertume à ses plaintes, ces boutades sont trop

fréquentes pour que nous les négligions et elles sont d'ailleurs confirmées par des textes nombreux : l'administration autrichienne est dès lors ce qu'elle a été jusqu'à nos jours, généralement probe, d'une morgue adoucie par le tempérament naturellement bienveillant et affable du peuple, volontiers frondeuse, avant tout routinière et timide ; elle a pour devise : vivre et laisser vivre, ce qui se traduit en fait par beaucoup d'indifférence et de paresse. Ces défauts, qui dans une certaine mesure sont inhérents à la bureaucratie, étaient plus apparents dans la monarchie des Habsbourgs, parce que le système gouvernemental n'y répondait en rien aux besoins réels des peuples. Les employés, transportés dans un milieu qu'ils ne connaissaient pas et chargés d'appliquer des lois qui n'étaient nullement appropriées aux conditions locales, se heurtaient à une opposition tenace et, comme chaque fois qu'on impose à des hommes une tâche impossible, ils se décourageaient ; pourvu que les apparences fussent sauves, ils n'en demandaient pas davantage, et leurs supérieurs immédiats, qui connaissaient la situation, s'entendaient avec eux pour tromper le souverain.

Pour exécuter vraiment la mission qu'il leur confiait, ils auraient eu besoin de ces vertus héroïques, toujours rares, dont l'origine est seulement dans les instincts profonds de l'âme qui affranchissent l'homme de ses passions et de ses misères naturelles. La religion que prêchait l'Empereur était trop sèche et trop abstraite pour échauffer les âmes. A la rigueur, dans un pays comme la France, où les provinces étaient depuis longtemps emportées dans un mouvement commun, l'idée de patrie pouvait se confondre avec le dévouement au roi. Qui donc s'enthousiasmait pour cet État autrichien, sans histoire, sans racine dans le pays, qui n'était pas la floraison d'une longue évolution antérieure et comme l'épanouissement des diverses vies provinciales, mais la création arbitraire d'une volonté particulière ? Joseph II suscita des disciples, mais non pas dans les fonctionnaires autrichiens, — dans les

adversaires du centralisme qui, sortis du peuple, puisèrent dans leur foi patriotique les vertus de sacrifice et d'abnégation que l'Empereur avait en vain réclamées de ses agents. Et pour se rendre compte de la différence d'action d'une administration mécanique et animée uniquement d'une vie factice et médiate, et d'un gouvernement porté par l'opinion, il suffit de comparer la Hongrie de Metternich et de Bach à celle qu'ont créée en un quart de siècle des hommes qui n'étaient pas plus intelligents ni même mieux intentionnés que leurs prédécesseurs, mais qui plongeaient par leurs fibres intimes dans le sol natal et qu'entraînait l'élan de leurs compatriotes.

La qualité que prisait le plus Joseph II chez ses fonctionnaires, c'était une adhésion aveugle à ses volontés; il leur demandait de rompre les attaches intimes qui les soudaient à leur race, il exigeait d'eux un acte de renoncement contre-nature qui les laissait émasculés et brisés pour leur vie entière. Comme il voyait une défection calculée dans la débilité de ces déracinés, il essaya de leur imposer l'ardeur qu'il leur avait en vain prêchée et les soumit à une surveillance tracassière. Il avait introduit dès 1781, dans le service civil, les « Notices individuelles » qui n'étaient auparavant usitées que dans l'armée; elles étaient strictement secrètes, et l'Empereur, qui les étudiait sans bienveillance, en tirait souvent des conclusions exagérées. Il les complétait par des inspections, invitait les employés secondaires à lui signaler les abus et les fautes qui les choquaient, et promettait une récompense à ceux dont les dénonciations seraient reconnues exactes. Il voulait juger de ses propres yeux, voyageait beaucoup, avec une affectation de simplicité, descendant à l'auberge, interrogeant les passants. Rien n'a plus contribué à sa célébrité légendaire. Seulement ces procédés de padischah sont scabreux. Les enquêtes du maître étaient sommaires et il frappait fort plus que juste. Il prononçait des destitutions par fournées, sans tenir compte des droits acquis et des circonstances atténuantes; dans certaines « mauvaises



années, » comme en 1786, ce fut un vrai jeu de massacre.

Le roi, bien qu'il crût n'obéir qu'aux considérations les plus hautes, n'était pas libre de toute prévention et il prodiguait ses faveurs aux conseillers qui flattaient ses manies ; à mesure que ses déceptions aigrissaient son humeur, il donnait à ses observations une forme plus amère. « On dirait, écrit Zinzendorf, un de ses employés les plus dévoués, qu'il croit ou veut faire croire qu'il est seul à aimer le pays et à connaître la vérité et, qu'en dehors de lui, il n'y a que des imbéciles ou des fripons. » Une sourde terreur glaçait les bonnes volontés. Les fonctionnaires, à la merci d'une dénonciation, harcelés par une grêle d'ordonnances souvent inapplicables, se réfugiaient dans l'abstention. Leurs calculs exploitaient habilement la manie d'intervention personnelle et la défiance du souverain qui multipliait les recours et les appels, les enquêtes et les contre-enquêtes. Pour triompher de ces lenteurs, il créait des commissions extraordinaires, qui empiétaient sur les pouvoirs des administrations régulières et dont les délégués dans les provinces agissaient en proconsuls : même les gouverneurs tremblaient devant eux.

Les rigueurs de l'Empereur étaient d'autant moins raisonnables qu'en étendant à l'extrême la compétence de ses fonctionnaires, il avait cependant hésité à enlever aux seigneurs l'autorité qu'ils possédaient sur leurs paysans ; il avait cru suffisant d'exiger de leurs employés certaines garanties de capacité et de les soumettre à la surveillance des capitaines de cercles. Les officiers seigneuriaux n'en tenaient pas moins avant tout aux bonnes grâces de leurs patrons et ils réussissaient assez facilement à tourner les lois qui auraient été désagréables aux nobles. Comme de plus la bourgeoisie était encore misérable et médiocre, les fonctionnaires supérieurs continuaient à se recruter presque exclusivement dans l'aristocratie et fermaient volontiers les yeux sur des irrégularités qu'ils commettaient eux-mêmes. Le gouvernement était ainsi mis en échec par une conspiration de défaillances qui tournait contre lui ses propres

soldats ; les lois qui étaient le plus nonchalamment appliquées, étaient précisément celles qui avaient pour but la protection des paysans, si bien que le peuple connaissait surtout le nouveau régime par ses tracasseries et ses agitations.

Les réformes judiciaires ne s'accomplirent de même que très lentement, par une série d'ordonnances partielles et incomplètes, et elles ne furent terminées que par Léopold II. Ici aussi, Joseph II avait affiché ses prétentions avec un tapage insolent et avait annoncé bruyamment son intention de faire table rase : toutes les coutumes antérieures sont et demeurent abrogées, disait un article du nouveau code civil. Le souverain est la seule source du droit : « si un doute se présente, le juge doit en tous cas chercher ses instructions près du prince ». — L'activité ne manquait pas plus au roi que l'audace, et Beidtel calcule qu'il publia 1102 lois, qui représentent 1147 pages in-folio. Seulement il allait si vite que ses ordonnances, obscures, incomplètes, exigeaient des retouches perpétuelles. Il courait au plus pressé, s'apercevait ensuite que les changements ordonnés nécessitaient une modification plus étendue, corrigeait la première leçon, et cela contribuait à augmenter l'énervement général et à irriter les privilégiés, qui se sentaient sans cesse à la merci de nouvelles fantaisies.

Il eut du moins le mérite d'accomplir la réforme judiciaire amorcée par sa mère et d'établir une hiérarchie de tribunaux qui, dans les diverses provinces, appliquaient les mêmes lois au nom du souverain commun. En 1783, un décret prononça en principe la séparation de la justice et de l'administration; on supprima du même coup les juridictions privilégiées dans lesquelles survivait l'effort des diverses classes au moyen âge pour conquérir leur émancipation et qui étaient les témoins de leur arrivée successive à la liberté. Elles furent remplacées par un Tribunal du pays, d'où ressortirent en première instance les nobles et les propriétaires des domaines inscrits sur les registres publics ; à côté, on créa une Cour d'appel pour la Bohême et une autre pour la Moravie et la Silésie. En même temps



qu'on enlevait à l'aristocratie, avec ses fonctions judiciaires, les derniers restes de sa puissance, on détruisait les liens qui avaient jusqu'alors rattaché aux tribunaux de Prague les *justices* des autres provinces de la couronne.

La conséquence naturelle eût été l'abolition de tous les tribunaux municipaux et patrimoniaux. Joseph II recula devant les frais d'une réorganisation générale et peut-être aussi devant le mécontentement des seigneurs. Il crut suffisant d'exiger des juges particuliers des garanties d'instruction et de compétence, et de suspendre le droit des propriétaires et des villes qui ne se soumettraient pas aux règlements nouveaux. Les nobles conservèrent en réalité une autorité fort étendue sur des magistrats qu'ils payaient, qu'ils étaient libres de congédier et qu'ils déléguaient à diverses fonctions; dès que le pouvoir souverain passa à un prince moins actif et moins jaloux de ses prérogatives, les tribunaux de première instance retombèrent en fait sous la dépendance des seigneurs locaux; comme, de plus, ces derniers avaient conservé la police correctionnelle et l'administration des affaires non litigieuses, tutelle, curatelle, successions, etc., ils demeurèrent pour les paysans les véritables détenteurs de l'autorité publique.

Sans même parler des abus très graves qui subsistèrent dans la justice criminelle et en reconnaissant que quelques-uns des inconvénients les plus fâcheux de l'ancien ordre de choses disparurent, il est permis de se demander si la régularité établie par les décrets de Joseph II ne fut pas achetée bien cher. « Les anciennes institutions, sorties en général des coutumes et des statuts locaux, étaient mêlées à d'innombrables intérêts publics et particuliers; elles étaient nées de l'esprit national et avaient contribué à le former »; elles maintenaient la tradition et protégeaient le pays contre l'invasion du droit étranger. — N'étaient-ce pas précisément ces avantages que Joseph II haïssait surtout en elles? Il semble qu'il eût moins encore le désir de garantir à ses sujets une prompte et exacte justice que

d'étendre son despotisme par l'établissement d'une magistrature soumise jusqu'à la servilité.

Quelles que fussent ses fantaisies, il était sûr qu'elles rencontreraient dans la bourgeoisie une complaisance respectueuse. Après Léopold et Charles VI, Marie-Thérèse avait si bien rogné les pouvoirs des autorités municipales, si largement accru la surveillance des agents du roi, si restreint les élections, qu'elle n'avait pas laissé grand'chose à faire à son fils. Il n'eut plus qu'à mettre un peu d'ordre dans le chaos des décrets qui avaient peu à peu anéanti toute vie locale indépendante et à codifier l'asservissement des communes. Dès 1772, un mémoire anonyme attirait son attention sur les avantages qui résulteraient de la réunion des quatre cités de Prague : on aurait des magistrats moins nombreux et mieux rétribués, et on logerait dans les bâtiments rendus vacants par la suppression des services inutiles les soldats que l'on était obligé de répartir chez les habitants. L'avis plut à Joseph II, et, en 1784, il décida la fusion des quatre communes; la ville de Prague fut administrée dès lors par un conseil d'une trentaine de membres, réparti en trois chambres, — justice civile, justice criminelle et administration, — et présidé par un bourgmestre et un vice-bourgmestre élus pour quatre ans. Un comité d'une quarantaine d'électeurs désignés par les bourgeois des divers quartiers choisissait les membres du conseil sur une liste de candidats approuvée par l'autorité royale; ils devaient ensuite être confirmés par le Gubernium, qui épluchait soigneusement leurs comptes; la police politique était exercée par un directeur nommé par le roi. — Les nouveaux conseillers se répandirent en hymnes de reconnaissance : « Qu'il me soit permis, monarque illustre dans le monde entier, de te dire : Que ton règne demeure éternellement. — Tu as affranchi la ville de Prague en détruisant ces juges royaux qui ne siégeaient dans les conseils que pour affaiblir les cités; bien plus, par un présent singulier, preuve plus insigne et plus illustre de ton amour, le droit de désigner le conseil municipal que tu possédais, tu l'as



remis aux habitants [1]. » — Le sens du passé était assez faible à cette époque et les besoins de liberté très atténués : quand, un peu plus tard, les Praguois chargèrent une commission de rechercher leurs anciens privilèges, elle montra la plus étrange ignorance ; on hésite cependant à prendre au sérieux le lyrisme de ces conseillers réduits à la plus misérable des portions congrues.

Il n'y avait aucune raison pour traiter plus favorablement les autres villes. En général, les bourgeois nomment, sous la surveillance du capitaine du cercle, un comité de vingt membres qui élit les conseillers et le bourgmestre parmi les candidats dont le Gubernium a approuvé la candidature. Les communes qui ont renoncé à leur juridiction, sont un peu plus libres dans leur choix. Bien entendu, dans tous les cas, l'autorité supérieure conserve la haute main et elle abuse de son pouvoir de la manière la plus scandaleuse. — Joseph II avait pensé que le meilleur moyen de se débarrasser des officiers et sous-officiers vieillis au service, était de leur donner quelque prébende municipale : il déchargeait ainsi le Trésor, plaçait à la tête des communes des représentants sûrs et hâtait la fusion des esprits ; pour cela, on apprenait à ces vétérans un peu de latin, un peu de droit, on leur faisait passer un examen tel quel, et on priait les bourgeois de leur réserver une place dans le conseil. Quelques cités goûtèrent peu cette fantaisie et ne tinrent pas compte des invitations de l'Empereur : il suspendit les élections dans les communes qui n'avaient pas au moins un officier parmi leurs magistrats (1784) [2]. Après tout, peu importait, puisque les pouvoirs étaient de plus en plus concentrés entre les mains des capitaines de cercles ou des autres agents royaux. Il faut évidemment beaucoup de bonne volonté dans ces conditions pour parler du libéra-

1. Tchélakovsky. Privilèges de Prague, cx. — Il faut l'autorisation du Gubernium pour engager une dépense de 500 florins ; dans une commission chargée d'étudier la situation financière de la ville, on ne nomme pas un seul bourgeois de Prague.

2. Tchélakovsky, L'office de sous-chambellan, p. 121.

lisme de l'Empereur[1]. Ce qu'il est permis de dire, c'est que les institutions qu'il supprimait ne méritaient guère de regrets et que les officiers n'étaient pas, à tout prendre, plus médiocres et plus serviles que les vieux bourgeois qu'ils remplaçaient; peut-être même étaient-ils moins dominés par les préjugés, moins esclaves des coteries; la tutelle de l'État eut l'avantage de supprimer les rancunes et les jalousies en abolissant les privilèges individuels, et elle réveilla l'esprit national en unissant les habitants dans une haine commune de l'oppression.

L'absolutisme ne rapprocha pas seulement les diverses catégories de bourgeois dans les villes royales, elle ramena à un régime semblable les diverses classes de cités. Les capitaines de cercles tiennent en effet la main dès lors à ce que, même dans les villes seigneuriales, les règlements publics soient appliqués; ils usurpent presque complètement l'administration financière, exigent des conseillers certaines connaissances déterminées et s'arrogent une influence prépondérante sur les élections. Leurs empiétements atteignaient moins les habitants que les seigneurs dont les droits furent peu à peu rejetés au second plan. Les fonctionnaires royaux, qui faisaient bon marché des titres des propriétaires, n'avaient pas plus de respect pour les privilèges des maîtres, les cuvées de faveur, les exemptions et les avantages variés que s'étaient adroitememt réservés les oligarchies municipales; sous leur main indifférente, les inégalités se nivèlent, et, d'un bout à l'autre du royaume, se prépare une classe qui, plus instruite et moins pauvre que les paysans, moins entichée de préjugés que la noblesse et ouverte aux grands courants du siècle, deviendra un des éléments essentiels de la vie nationale. Que d'années s'écouleront encore cependant avant que les nouveaux bourgeois du royaume s'affranchissent de leurs préjugés et de leur humilité servile ! Les descendants du patriciat mettront longtemps leur point d'honneur à imiter l'aristocratie et à

1. Voir par exemple, Lustkandl, Joseph's Ideen, p. 88 et 132.



se distinguer du peuple par leurs habitudes et leur langage ; ces résistances niaises ne seront que lentement emportées par le flot populaire.

Il faudra pour cela l'afflux dans les villes d'un sang plus pur et, comme à l'époque des Hussites, bien que sous une autre forme, il sera nécessaire, pour qu'une période plus glorieuse s'ouvre pour la Bohême, que les villes soient conquises par les paysans. — La condition préalable de cette rénovation, c'était l'affranchissement des serfs. Cette émancipation demeure l'honneur de Joseph II, et ce titre de gloire compense bien des erreurs. Sans doute, il n'a pas osé aller jusqu'au bout de sa pensée et il n'a pas fait une réalité de cette égalité devant la loi qu'il a proclamée en principe; ses décrets incomplets n'en marquent pas moins pour les classes rurales un incomparable progrès et c'est à juste titre que ses admirateurs l'ont sacré Empereur des paysans.

*
* *

Leur condition était sensiblement la même qu'à la fin du XVII[e] siècle, plutôt un peu plus mauvaise : tous les quinze ou vingt ans, une sédition qui dépassait les bornes des émeutes courantes, un scandale retentissant ou bien la pétition de quelques communes, échappée par miracle à la censure des nobles, rappelaient aux souverains la détresse des populations. On rédigeait une ordonnance, obscure et vague : personne ensuite n'y songeait plus. Même sous Marie-Thérèse, les bonnes volontés de la cour s'évanouirent en fumée, sans que nous apercevions les causes réelles d'une inertie dont la mère et le fils se renvoyaient la responsabilité. La reine parlait à l'occasion de « l'égalité qui plaît à Dieu », et d'assurer aux paysans « qui forment la classe la plus nombreuse et sont le fondement et la plus grande force de la monarchie », les moyens de se nourrir eux et leurs familles. Quand il s'agissait de passer aux mesures



d'exécution, on n'arrivait pas à s'entendre et, à la fin de sa vie, Marie-Thérèse avouait son impuissance : « Les paysans sont poussés à bout par les excès des seigneurs. Depuis trente-six ans que je gouverne, ces Messieurs ont su, précisément comme aujourd'hui, différer et arranger les choses de manière qu'il n'y a pas moyen d'y voir clair et les sujets sont toujours dans la même oppression. »

Tout se réunissait pour convaincre le gouvernement de l'urgence des réformes : pour que les impôts, très lourds, fussent payés, il était indispensable de protéger les cultivateurs contre les exigences des propriétaires ; il était sage de prévenir par des concessions opportunes des soulèvements que justifierait l'excès des souffrances ; on fortifierait l'autorité royale en restreignant les droits des nobles. A ces considérations pratiques, d'autres s'ajoutaient, irrésistibles ; les idées de liberté et d'humanité pénétraient peu à peu les âmes, rappelaient aux princes leurs devoirs envers les pauvres et les humbles, dissolvaient les résistances des privilégiés, dont l'égoïsme se révoltait contre les sacrifices qu'on exigeait d'eux, mais dont la conscience reconnaissait l'équité des revendications qui les menaçaient [1].

Une fois que l'opinion était saisie, il suffisait d'incidents qui jadis eussent passé inaperçus pour réveiller l'attention. En 1767, des émeutes éclatèrent en Silésie, où le pouvoir

1. Grünberg ne voit d'autre cause aux ordonnances des souverains que des raisons fiscales. Kaizl a prouvé que c'était un point de vue trop étroit. Je crois, d'autre part, qu'il a exagéré les dangers d'une guerre servile. Il n'est pas douteux qu'il n'y eût une certaine agitation, — surtout dans les cercles de l'est, — mais les quelques meneurs qui cherchèrent à organiser les mécontents n'avaient qu'une influence limitée, et, après tout, une insurrection n'eût pas menacé le roi, que les serfs regardaient comme leur protecteur naturel. Les émeutes de 1775 montrèrent combien la masse était peu préparée à un mouvement général. D'ailleurs, les révolutions, malgré les apparences, se font moins par usurpation et conquête d'en bas que par abandon et par abdication d'en haut, ou, si l'on veut, elles ne sont que le dernier coup porté à une résistance prête à toutes les capitulations. Il faut donc, suivant moi, chercher la première cause des mesures d'émancipation dans les progrès de l'esprit philosophique et dans la conception du despotisme éclairé qui subordonne le droit de propriété à l'intérêt de l'État et à la volonté du prince.



des seigneurs était plus illimité encore qu'en Bohême. On envoya une commission d'enquête, on chercha les moyens de concilier les intérêts opposés : les seigneurs repoussèrent tout compromis, se défendirent avec une âpreté qui indisposa la reine : — Pourquoi faire retomber sur tous la faute de quelques-uns? Leurs paysans n'étaient pas malheureux, et la preuve, c'est que très peu de paroisses avaient pris part à la révolte.

Marie-Thérèse savait à quoi s'en tenir sur cette félicité des serfs. Elle recevait une série de Mémoires, qui ne pouvaient lui laisser aucun doute. — « La corvée, écrivait le comte de Trauttmansdorf, abbé de Tepl, donne lieu à des vexations continuelles, et les nobles les mieux disposés sont incapables de protéger leurs paysans, parce que ceux-ci sont sous la direction des employés qui sont souvent durs, méchants, violents et avides [1]. » Les serfs, mécontents et opprimés, cherchent par tous les moyens à se soustraire à des obligations excessives. De là, des querelles, des punitions et ces infâmes peines corporelles que même les nobles les plus doux ne parviennent pas à éviter. Les corvées qui détruisent tout sentiment de dignité et sont cause que les laboureurs sont considérés et se considèrent eux-mêmes comme des esclaves, entretiennent la dureté des mœurs, empêchent une exploitation rationnelle et le profit qu'en retirent les propriétaires n'est nullement en rapport avec les pertes qu'elles imposent aux laboureurs —.

Le rapport de la commission qui fut chargée de procéder au recensement de la Bohême avant l'établissement de la conscription, prouve ce que devenait le pays sous ce régime [2]. Le tableau est navrant, et il n'y a ici aucune raison d'en

1. Le mémoire de l'abbé de Tepl a été publié par Hœfler, dans les Mittheilungen, 1888. — On trouve des renseignements intéressants sur la condition des paysans dans les travaux d'Adamek ; il a donné une bibliographie de la question rurale dans son article sur le Terrier du domaine de Rychmbourk, Comptes-Rendus de la Société des Sciences, 1901.

2. Il a été analysé par Mayer, Situation économique de la Bohême vers 1770, dans les Mittheilungen, 1876.

suspecter la sincérité. — Les hommes sont petits parce qu'ils sont mal nourris, mal vêtus, que les enfants sont envoyés trop jeunes à la corvée et soumis à un travail excessif. Dans le cercle de Klatov, les parents couchent sur la paille, les enfants nus dorment sur le poêle; la vermine et la saleté engendrent des épidémies; ni les employés ni les médecins ne s'en préoccupent. Les décrets qui garantissent au paysan la paisible jouissance de sa tenure, sont sans cesse violés. S'il a un bon cheval, le seigneur le force à le lui vendre; si une de ses bêtes crève à la corvée, on lui donne pour la remplacer une vieille rosse aveugle; on augmente arbitrairement ses redevances et ses jours de travail; on l'oblige à acheter au seigneur et pour le prix qu'il fixe des harengs pourris et des moutons malades. Aussi les infirmités sont nombreuses : ophtalmies, surdités, goîtres, convulsions, hernies, tics nerveux; la population vit sous une terreur perpétuelle, abrutie par les menaces et les coups. Les exigences des propriétaires s'aggravent des dilapidations des employés. Pas d'argent : on pourrait pressurer à fond cinq ou six villages avant de réunir 20 francs. La dureté des intendants est telle que les laboureurs essaient de s'enfuir en Prusse; beaucoup de cabanes sont abandonnées parce qu'elles menacent ruine et que les habitants sont trop pauvres pour les réparer. Dans la contrée de Béroun, où, nous dit le rapport, les paysans sont laborieux, la misère est telle qu'on démolit les toits pour nourrir les chevaux avec la paille; les seigneurs défendent de ramasser des feuilles dans les forêts, de crainte qu'on ne vole le bois ou qu'on ne détruise le gibier.

Encore les commissaires signalent-ils les réticences des paysans, qui, par peur de leurs maîtres, ne se présentent pas, refusent de parler. Les ordonnances protectrices ne sont pas appliquées; tout au plus, les capitaines de cercles interviennent-ils contre quelques hobereaux; les plus riches propriétaires échappent à leur surveillance, ce qui est d'autant plus regrettable que les exactions sont plus fréquentes sur les vastes domaines,



parce que les intendants y sont abandonnés à eux-mêmes. L'impôt trop lourd et les redevances excessives suppriment toute initiative; les jachères occupent une grande partie du sol, le fumier est rare; comme, sur la plupart des tenures, les céréales forment la culture exclusive, le fermier, en cas de mauvaise récolte, n'a à compter sur aucun produit accessoire. Si l'année est bonne, les prix s'effondrent. Les banalités et les monopoles du château interdisent même la pensée d'une exploitation industrielle : le propriétaire afferme le moulin, la brasserie, la distillerie, et il augmente sans cesse ses exigences : il faut que le meunier, en dehors de ses redevances régulières, fournisse sa table d'œufs et de volailles, engraisse ses cochons, nourrisse ses chiens; s'il ne peut pas payer, on le jette en prison : « Le seigneur prend à potées, dit le proverbe, et rend à cuillerées [1]. »

Même dans les bonnes années, les serfs en sont réduits à emprunter aux nobles le grain de la semence, et le noble exige des intérêts usuraires. Il n'est pas jusqu'aux précautions prises dans l'intérêt du paysan qui ne tournent contre lui; les Juifs sont gênés par mille règlements restrictifs, « si bien que ceux auxquels leurs ressources permettraient des entreprises commerciales, ont les mains liées, tandis que les Chrétiens que l'on favorise, n'ont ni les ressources ni les connaissances nécessaires pour tirer parti des avantages qu'on leur fait ». Le tenancier supporte les conséquences de ces erreurs économiques, soit qu'on lui vende plus cher l'argent qui lui est indispensable, soit qu'on ne lui offre qu'un prix dérisoire de ses denrées [2]. Certaines années, on constate que 6,000 soldats manquent à leurs régiments; ils sont détachés comme garnisaires chez les paysans qui n'ont pas payé leurs impôts. — « Le royaume de Bohême, écrit à Marie-Thérèse le baron de

1. Jæger, Das Mühlenwesen des nœrdl. Bœhmens im vor. Jahrh., dans les Mittheil., 1871.
2. Rapport du conseiller du gouvernement, baron de Ceschi; Mittheil., 1895.

Unwerth, ressemble à une statue qui penche peu à peu vers sa chute, parce que le piédestal est ébranlé. — C'est sur le contribuable que repose vraiment le poids du royaume; la pauvreté où il est actuellement réduit, le fait chanceler, et il est à craindre qu'il ne s'écroule complètement [1]. » Des paysans demandent à être déchargés de leurs biens, parce qu'il leur est absolument impossible de faire face aux charges qu'on leur impose [2]. — Le XVIII[e] siècle a été l'époque la plus dure qu'aient connue nos populations rurales, écrit un des jeunes historiens les plus sûrs de la Bohême, et les plus modérés [3]. La corvée qui ne cesse pas d'augmenter finit par s'élever sur certains domaines à six jours par semaine, — plus qu'autrefois par année. — « Personne ne sait ce que supporte le paysan », dit tristement la chanson morave [4].

Il est évident que pour maintenir un pareil régime, il faut que la terreur règne : sur la place du village ou devant le château se dressent les instruments de torture; on enferme le paysan récalcitrant dans une boîte en deux parties, dont le couvercle pèse lourdement sur ses épaules, ou bien on l'assied sur *l'âne de bois* dont le dos fort aigu, pénètre dans les chairs; si la faute est plus grave, on lui attache de lourdes pierres aux pieds [5]. — Un procès intenté au prince de Mansfeld révéla les faits les plus odieux [6] : les plus légères réclamations étaient châtiées par cinquante coups de bâtons; un corvéable, qui arrive en retard d'une demi-heure, est si cruellement battu qu'on le laisse à demi mort sur la place. — Pour toute punition, le prince perdit pendant quelques années l'administration de ses terres; les employés les plus coupables,

1. 1768. Cité par Grünberg, II, 156.
2. Pétition de treize laboureurs de Bzenets; — Le Peuple tchèque, III, 42.
3. Slavik, La condition des serfs dans la partie occidentale de la Slovaquie morave (1896).
4. Citée par Bartoch, dans le Peuple tchèque, VII, p. 169.
5. Souvenirs de Jean Jenik dans le Peuple tchèque, IV, p. 119 et sq.
6. Grünberg, II, p. 175-185.

envoyés d'abord en prison, reçurent presque aussitôt leur grâce. Lâche indulgence qui amnistiait les brutalités les plus détestables.

Pendant la dernière partie du règne de Marie-Thérèse, des incidents redoutables forcèrent enfin la reine à étudier plus sérieusement la question, sans lui inspirer pourtant le courage des résolutions vigoureuses qui eussent été indispensables. Le pays, saigné à blanc par les seigneurs qui dépensaient au loin leurs revenus, était dans un de ces états d'anémie où les accidents inévitables se transforment en calamités. Dans l'hiver de 1769 à 1770, des gelées tardives détruisirent les céréales d'hiver; les blés de printemps versèrent; les récoltes précédentes avaient été médiocres; la Saxe et la Prusse avaient aussi beaucoup souffert des intempéries, et les seigneurs, pour profiter des hauts prix, exportaient leurs grains, sans s'inquiéter du sort de leurs sujets. Avant la fin de 1770, les stocks étaient épuisés, les prix avaient quintuplé; dans certains districts, la famine sévissait, la vraie famine, telle qu'elle désole encore par moments la Russie et l'Inde; de vagues mesures officielles, incomplètes et tardives, n'apportèrent aux souffrances des habitants qu'un palliatif insuffisant. L'hiver de 1770 à 1771, si rigoureux que les oiseaux mouraient de froid, et les pluies diluviennes du printemps portèrent la désolation à son comble. « Puisse Dieu te préserver des souffrances que nous avons subies, nous pauvres gens qui avons dû tout payer si cher, — écrit un contemporain... La tête nous tournait et c'est un miracle que nous ne soyons pas tous morts de tristesse. Beaucoup de gens mangeaient de l'herbe, la faisaient cuire avec n'importe quoi, et, quand ils mangeaient ensuite quelque chose de meilleur, ils mouraient aussitôt. » On faisait du pain avec des détritus de choux, du chiendent, de la sciure de bois. Le pays était parcouru par des bandes de mendiants. « Devant cette foule d'affamés, les prêtres fermaient leur presbytère, les seigneurs leur château, les riches leur maison. » On trouvait des hommes morts sur la route, et personne ne s'en



occupait, pas même leurs amis; « les cimetières ne suffisaient plus, et on enterrait les cadavres un peu partout »[1]. Un dixième de la population fut emporté par la famine ou les épidémies qui suivirent[2].

Joseph II parcourut le royaume et il en revint plus exaspéré contre les lenteurs de la cour. « Le cœur saigne », écrivait-il, « la pauvre Bohême gémit et on ne l'aide que d'écritures. » Entre les philosophes qui réclamaient pour les paysans le droit de vivre et les juristes qui, au nom du droit de propriété, repoussaient toute intervention du pouvoir, l'Impératrice ne se décidait pas. Elle était ébranlée par les plaintes des États qui affirmaient que la réduction des corvées entraînerait une dépréciation générale des domaines, compromettrait le gage des créanciers, ruinerait le crédit du royaume et provoquerait un désespoir presque général; d'ailleurs, « le paysan qui exécute les corvées, accomplit un travail naturel à sa condition et approprié à sa nature[3] ».

Elle désignait elle-même parmi les idées dont elle redoutait le plus les périls, la tolérance religieuse, la liberté générale, et « la destruction des grands sous le spécieux prétexte de conserver la majorité, ce dont je ne vois ni la nécessité ni encore moins la justice ».

Pendant son inspection, Joseph II avait prononcé quelques paroles imprudentes. Elles avaient été exagérées par la renommée; le bruit courait dans les campagnes que les souverains voulaient affranchir le paysan; il fallait les soutenir contre les nobles qui s'opposaient à ces intentions généreuses. Jamais les serfs n'avaient pris leur parti de leur misère; des émissaires mystérieux apparaissaient dans les veillées; des prophéties circulaient : à l'époque des trois-sept (en 1777), il y aura un esprit de liberté; — des réminis·

1. Mémoires d'un professeur jésuite, publiés par Rézek dans les Comptes-Rendus de l'Académie des Sciences, 1881, p. 56.

2. La population, qui était de 2,520,000 au commencement de 1771, n'est plus que de 2,300,000 au recensement suivant.

3. Ces doléances des États ont été publiées par Grünberg, II, p. 221.

cences des guerres hussites hantaient les imaginations : des bandes de paysans se rendraient à Prague sous prétexte de prendre part au pèlerinage de Népomucène et enlèveraient le château par surprise ; le petit peuple de la ville les aiderait : « les choses ne s'étaient pas passées autrement à l'époque de Venceslas ». On chantait des complaintes révolutionnaires, une sorte de Pater : — Notre Père, Père des paysans, regarde comme nous sommes torturés par les maîtres du fouet; Notre Père, nous ne pouvons plus le supporter, car ils veulent nous prendre notre pain quotidien ; — ou encore une ballade, d'une éloquence sauvage assez rare à cette époque : « — Quand bien même les pluies cesseraient et le ciel se dessécherait, nos champs ne manqueraient pas d'humidité; la sueur des paysans opprimés les tremperait assez et les larmes des corvéables les humecteraient chaque jour. Pauvre paysan, tu as le gosier sec, des haillons pour habits, des bottes en lambeaux; lève-toi, prends ta fourche; rappelle-toi la vaillance des anciens Tchèques. Ils ne laissaient pas bâter le lion et opprimer le peuple; ils donnaient au roi ce qui lui appartient, et rien de plus. » Ces souvenirs suffiraient déjà pour révéler l'action des hérétiques qui, en dépit des persécutions séculaires, étaient encore assez nombreux dans la Bohême orientale, et il est incontestable que les questions religieuses jouèrent un certain rôle dans la tentative d'insurrection de 1775 [1].

1. Nous avons sur ces événements un mémoire curieux de Vavak (publié par Michkovsky à Tchesky-Brod). Vavak était un de ces paysans autodidactes qui avaient conservé le goût de la littérature nationale. Son témoignage est intéressant, mais surtout parce qu'il nous donne la légende telle que la forgèrent aussitôt les seigneurs. Ils voulurent effrayer l'Impératrice et, pour cela, ils prêtèrent aux insurgés une organisation régulière et des plans arrêtés, de manière à transformer en une tentative de révolution ce qui n'était qu'une explosion de désespoir, et d'autre part ils les représentèrent comme des hérétiques : « Ils combattaient moins pour la corvée que pour la foi et moins pour la liberté physique que pour la liberté religieuse. » Vavak lui-même raconte cependant que les émeutiers affirmaient qu' « ils n'avaient aucune colère contre la foi, l'Empereur et les soldats ». Les dissidents étaient beaucoup trop disséminés pour exercer une influence prépondérante et, parmi eux, beaucoup étaient ennemis de tout recours à la force.



Il ne faudrait pas cependant exagérer l'influence de ces dissidences confessionnelles, pas plus qu'il ne convient de prendre à la lettre ce que nous racontent des témoins naïfs sur le « gouvernement des paysans ». Dans son ensemble, le mouvement resta vague et confus, comme le sont presque toujours les soulèvements vraiment populaires; ce fut avant tout l'emportement d'une foule poussée à bout par la misère et qui, dans un accès de fureur, essaie de rompre ses chaînes.

Au mois de janvier 1775, dans les environs de Weckelsdorf, quelques centaines de paysans demandèrent aux employés du domaine de leur confirmer les libertés que Joseph II, disaient-ils, leur avait reconnues dans une charte qui avait été confisquée par les seigneurs. Quelques soldats rétablirent l'ordre, mais l'agitation se propagea dans les cercles de Kralové-Hradets, de Bydjov, de Mlada-Boleslav, et finit par gagner presque toute la vallée de l'Elbe[1]. Les insurgés, au nombre de 3 à 4,000, commirent çà et là de regrettables excès, très exagérés par la légende : ils auraient été conduits par un personnage mystérieux que l'on donnait pour un prince russe et qui céda ensuite le commandement à un jeune homme, Mathieu Chvojka, qu'avait désigné sa ressemblance avec Joseph II. Que le rôle de tous ces chefs ait été très modeste, il suffit pour le prouver de rappeler l'indulgence avec laquelle ils furent traités : on n'aurait certainement pas traité avec cette mansuétude de véritables conspirateurs. Quelques bandes essayèrent d'enlever Chloumets; elles furent refoulées en désordre. D'autres mécontents marchèrent sur Prague, entraînant les villages qu'ils traversaient, si bien qu'au moment où ils parurent devant la ville, ils étaient une quinzaine de mille [2]. La place était en état de défense et les

1. Slavik, *La revolte rurale en 1775*, Osviéta, 1875 ; p. 405.

2. On raconte que Joseph II, qui parlait assez incorrectement le tchèque, aurait répondu aux paysans qui lui représentaient leur détresse : marchez sur les seigneurs, au lieu de : adressez-vous aux seigneurs. Peltzel fait allusion à ce contre-sens tragique dans sa leçon d'ouverture de la chaire de tchèque à Prague en 1792 ; l'argument était si excellent pour démontrer



insurgés étaient évidemment hors d'état de rien entreprendre contre elle; deux ou trois charges de cavalerie les dispersèrent. Les autorités avaient montré jusque là une hésitation qui était peut-être calculée : elles n'étaient pas fâchées de prouver à la reine les dangers d'une politique de concession et de faiblesse; elles s'aperçurent que le jeu n'était pas sans péril et mirent en mouvement des forces qui rétablirent facilement l'ordre. Marie-Thérèse fut bientôt obligée d'intervenir pour calmer leur ardeur de répression : quatre personnes avaient été pendues à Prague, plusieurs autres en province; elle prononça une amnistie générale d'où ne furent exclus que les insurgés qui avaient commis des crimes de droit commun et les chefs de la rébellion. Encore ceux-ci s'en tirèrent-ils avec quelques années de prison; la masse des paysans fut renvoyée à ses corvées, avec vingt-cinq ou cinquante coups de bâton.

Il était impossible cependant de ne pas s'inquiéter du malaise que révélaient de pareilles agitations. Un tiers du royaume avait été à feu et à sang, une trentaine de châteaux ravagés, plusieurs centaines de fermes dévastées. Au sud, l'attitude des paysans avait été si menaçante que tout le monde était convaincu qu'ils se seraient joints à l'insurrection pour peu qu'elle se fût prolongée. Le calme ne revenait pas dans les esprits; pendant la fin de 1775, des émeutes éclatent sur divers points, les paysans refusent les corvées, menacent les intendants. Marie-Thérèse se décida enfin à publier la patente du 13 août 1775, qui marque la première tentative sérieuse pour améliorer la condition des serfs [1].

Les clauses les plus importantes visaient les corvées; certaines catégories de paysans en étaient exemptées; pour les autres, elles étaient diminuées dans une proportion assez sensible. Surtout, ce qui était l'essentiel, l'ordon-

qu'il est nécessaire aux souverains de savoir le tchèque que le témoignage de Peltzel perd beaucoup de son autorité. Nous connaissons une explication absolument analogue d'une révolte rurale en Transylvanie, ce qui ne rend pas l'anecdote moins suspecte.

1. Elle a été publiée par Grünberg, II, p. 258 et sq.



nance établissait des règles précises qui, dans aucun cas, ne pouvaient être dépassées, de manière à mettre fin à l'arbitraire des seigneurs; elle fixait de même le nombre des jours de prestations payées que les propriétaires avaient le droit d'exiger de leurs paysans et qui n'étaient guère moins gênants pour ceux-ci que les corvées proprement dites.

Il s'agissait de savoir dans quelle mesure la loi nouvelle serait respectée ; elle n'était ni très formelle ni très précise, « embarbouillée d'une façon incroyable et presque inintelligible », disait Joseph II. Il eût voulu des mesures plus hardies, et les rapports qui arrivaient de Bohême l'enfonçaient chaque jour dans sa conviction qu'il était vain de ménager les seigneurs, puisqu'il n'y avait absolument rien à attendre d'eux. — Ils prennent le plus souvent pour intendants, écrivait « un homme d'état tchèque », de tout jeunes gens, qu'ils peuvent ainsi très peu payer, et qui leur sont ordinairement fournis par les Juifs qui ne pensent qu'à gagner une commission. Ces employés inexpérimentés et cupides, on leur laisse la bride sur le cou et on ne leur demande que d'envoyer le plus d'argent possible. Ils présentent les serfs sous les couleurs les plus noires. Contre eux, les sujets n'ont aucune protection ni dans les capitaines de cercles, indifférents et timides, ni dans le clergé, intolérant et grossier, ni dans l'instituteur, moins payé que le berger et à peu près aussi ignare ; les meilleurs règlements ne servent à rien, parce qu'ils ne sont pas exécutés et que le paysan ne les connaît pas. Il ne voit l'intendant lui-même que quand celui-ci a de l'argent à lui réclamer, et il n'en entend que des menaces et des jurons ; on le traite comme une bête de somme ; la corvée à laquelle on le traîne depuis l'enfance, tue en lui le goût du travail, et la grossièreté des supérieurs avec qui il est en relations étouffe tout sentiment d'initiative et de dignité. « Nos administrateurs et nos employés ne savent tirer leur gain que des hommes et non de la terre; aussi les hommes sont épuisés, et par leur ruine la terre devient déserte. »



Leur misère est telle qu'ils ne pensent même plus à améliorer leur situation, particulièrement dans les plaines, où, dès la Noël, le laboureur n'a plus rien à manger ; il n'a pour se couvrir qu'une méchante blouse, et ses enfants vont à moitié nus ; ses charrettes et ses outils ne sont pas ferrés, le harnais de ses chevaux est formé de mauvaises cordes, sa maison est ouverte à la pluie presque de tous les côtés [1].

L'Impératrice sentait l'insuffisance du décret du 13 août ; elle ne pouvait pas ne pas être frappée de la véhémence que manifestait en pareille matière son second fils, Léopold de Toscane, aussi modéré et aussi prudent que son aîné était exubérant et hardi ; mais vieille, usée, elle n'osait pas braver les récriminations des seigneurs. Dans son angoisse, elle accueillit avec joie les projets d'un de ses fonctionnaires, Raab, qui se faisait fort de résoudre les difficultés par la simple application des principes de l'économie politique. Les seigneurs, disait Raab, s'opposent à la suppression de la corvée, parce que, sans elle, les frais d'exploitation de leurs immenses domaines les ruineraient ; pourquoi ne les morcelleraient-ils pas en fermes emphytéotiques ? Ils n'y perdraient rien, puisque les nouveaux fermiers, intéressés à la prospérité de leurs biens, paieraient facilement des redevances largement équivalentes aux revenus de l'exploitation directe, et ils auraient de plus « la joie qu'éprouve un cœur patriote à penser que tant de ses semblables sont devenus paisibles, satisfaits, heureux, ou du moins, moins malheureux que par le passé » ; les paysans seraient arrachés à la servitude où ils croupissent, la population augmenterait, et le roi plus puissant gouvernerait des peuples plus unis. — Raab fut nommé en 1776 intendant-général des domaines de la couronne et des biens des jésuites, qui venaient d'être expulsés, et on le chargea d'y appliquer son système. On l'étendit ensuite aux domaines des villes et on essaya de décider les seigneurs à suivre

1. Ce rapport a été publié par Kaménitchek, dans les Comptes-Rendus de la Société des sciences, 1895.



l'exemple de la reine. La plupart firent la sourde oreille et la souveraine n'insista pas.

On calculait que les nobles exploitaient encore en régie directe 3,200,000 arpents, tandis que les tenures rurales en représentaient 4,550,000; la transformation de ces *latifundia* de l'aristocratie en fermes de moyenne grandeur était une œuvre de longue haleine et il n'eût pas été possible de trouver immédiatement les milliers de colons qu'eût exigés un morcellement général des terres. On se contenta donc de créer un certain nombre de fermes nouvelles, en général sur les terres de la couronne. Cela suffit pour provoquer chez les paysans de très vives espérances : la présence au milieu d'eux d'une classe de cultivateurs affranchis des obligations qui, même après les nouvelles ordonnances, grevaient si lourdement la population rurale, soulignait trop nettement la misère de la masse pour que la nécessité d'une amélioration profonde n'apparût pas toujours plus nettement. L'opinion comptait sur Joseph II pour renverser enfin l'édifice féodal que l'on avait tant de fois vainement cherché à rendre habitable, et si vives étaient les espérances qu'il avait fait naître, qu'il n'eût pas déçu sans danger ces déshérités que « les réformes récentes avaient éveillés sur leur misère et auxquels elles avaient inspiré l'horreur de leur condition ».

La tentative de Raab l'intéressait fort et il était trop imbu des doctrines des physiocrates pour ne pas pousser très sincèrement au développement de la moyenne et de la petite culture. Pas plus que les Constituants cependant, il ne contestait le droit des seigneurs sur leurs terres et il n'osa pas les contraindre à morceler leurs domaines. En revanche, il était profondément convaincu que la personne humaine ne peut pas être un objet de propriété et, dans l'édit du 1er novembre 1781 qui abolissait le servage, il se plaça nettement sur le terrain révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il proclama solennellement que les titres juridiques les plus anciens et les plus clairs n'ont ni sens ni valeur en présence des lois naturelles et que rien ne saurait enlever à

l'homme la liberté de disposer de son travail et de ses forces. De là même, le retentissement de ce décret, auquel aucun de ceux qui l'avaient précédé ne saurait être comparé[1]. L'État n'invoquait plus ses intérêts fiscaux pour obtenir des seigneurs quelques concessions de détail; au nom de principes absolus et universels, par une sorte de revanche de la raison contre l'histoire, il abolissait ceux de leurs titres qui étaient contraires à la justice et il rétablissait les paysans dans leur dignité humaine. — Le servage était supprimé : par conséquent, tout sujet du royaume était désormais libre de se marier, de quitter sa tenure et de s'établir à l'endroit où il lui conviendrait, d'embrasser la profession qu'il voudrait et de faire apprendre à ses enfants le métier qu'il jugerait bon; il en résultait que le seigneur ne pouvait plus l'empêcher de chercher du travail hors du domaine et le forcer à accepter les tâches qu'il lui imposait. Au point de vue pratique, cette clause surtout inquiéta les propriétaires qui, auparavant, fixaient arbitrairement les salaires, puisque les cultivateurs ne pouvaient sans un congé préalable s'engager sur une autre terre. Les mesures qui modifièrent le régime judiciaire complétèrent ce décret et l'ordonnance du 13 août 1775, en restreignant l'autorité pénale des seigneurs : il leur fut interdit d'infliger des amendes, les condamnations sérieuses ne furent appliquées qu'après avoir été approuvées par les agents du roi; les paysans furent autorisés dans tous les cas à en appeler des décisions du propriétaire: si leur plainte était reconnue juste, ils recevaient une indemnité; le maître ou les employés qui abusaient de leurs droits, encoururent des châtiments efficaces. Le paysan cessait ainsi d'être hors la loi, il n'était plus isolé dans sa lutte contre le riche, et il est certain que, dès ce moment, sa situation se transforma.

La liberté personnelle, théorique, c'est bien; encore faut-il que le cultivateur puisse vivre, qu'il ne soit pas

1. V. Grünberg, II, p. 389.



exposé à voir sa tenure confisquée, et, en dépit de toutes les ordonnances, ces confiscations n'étaient pas rares, plus ou moins dissimulées par de vagues prétextes. Longtemps Joseph II n'osa pas proclamer en principe, comme le demandaient les plus hardis de ses conseillers, la pleine propriété des paysans sur leurs tenures, et, jusqu'en 1848, à côté des laboureurs *rachetés*, qui disposaient librement par contrat ou par testament de leurs biens et les cultivaient à leur guise, subsista une catégorie nombreuse de possesseurs précaires, non rachetés. En 1789 seulement, l'Empereur prescrivit que les biens de tous les paysans sans exception se transmettraient désormais régulièrement à leurs successeurs naturels; mais cette loi fut presque aussitôt abrogée par Léopold sur les vives instances des nobles. Ils n'obtinrent pas du moins le retrait des décrets qui interdisaient d'enlever aux cultivateurs leur exploitation sauf contre indemnité et dans des cas nettement déterminés, et, comme les capitaines de cercles veillèrent à la stricte exécution de ces ordonnances, les usurpations des seigneurs devinrent dès lors très rares: même ceux des paysans qui ne sont encore en droit que des usufruitiers à vie, ne sont plus menacés dans la possession de leurs parcelles.

Les plaintes de la population rurale ne portent plus guère désormais que sur les redevances et les corvées qu'elle continuait à payer. La patente de 1775 n'avait pas ramené le calme, et l'agitation était entretenue d'une part par l'activité réformatrice de l'Empereur et, de l'autre, par les usurpations des nobles, qui, menacés dans leurs privilèges, ne s'en montraient que plus hargneux et interprétaient les chartes dans le sens le plus rigoureux. Les paysans de leur côté contestaient les titres les plus anciens et les plus formels. Dans certaines régions, ils étaient excités par des fanatiques, que l'on désignait sous le nom d'Adamites et dont le credo était un mélange de vagues ressouvenirs hussites et d'aspirations anarchiques; ces sectaires ne reconnaissaient de chef que l'Éternel et ne voulaient « d'autres corvées que celles que leur imposerait notre Père dans les

cieux »[1]. Sur le domaine de Rychmbourk, une petite insurrection éclata en 1789 et les soldats arrêtèrent 120 émeutiers. Sans avoir partout un caractère aussi radical, l'agitation était très vive dans le pays tout entier.

Joseph II désirait d'autant plus donner satisfaction sur ce point aux serfs en abolissant les corvées et en réduisant les redevances qu'il méditait de remplacer les anciens impôts par une contribution foncière unique. Sa politique financière s'inspirait de Quesnay dont l'influence fut vraiment universelle à cette époque. — « La terre, que la nature a donnée à l'homme pour son entretien, écrivait-il en 1783, est la source unique d'où tout vient et où tout retourne » ; comme toutes les charges retombent en dernière analyse sur elle, il est plus simple et plus loyal de lui demander directement les ressources nécessaires à l'État : mais pour que les citoyens n'en soient pas écrasés, il faut qu'elles soient également réparties et que certaines classes ne soient pas ruinées par des redevances particulières. — Marie-Thérèse avait déjà établi en principe que tous les habitants étaient soumis à l'impôt; mais, outre que les domaines nobles avaient été taxés à un taux beaucoup plus faible que les autres terres, on avait fermé les yeux sur les déclarations fantaisistes des seigneurs. Joseph II supprima leurs derniers privilèges financiers, ordonna une révision générale du cadastre, et confia la perception de la contribution à des délégués des communes qui durent remettre les fonds à des collecteurs publics. Enfin, la patente du 10 février 1789 déclara que les paysans conserveraient 70 pour 100 du revenu brut de leurs biens; comme l'État percevait 12 2/9 pour 100, les seigneurs ne pouvaient dans aucun cas et sous aucune forme réclamer de leurs laboureurs plus des 17 7/9 pour 100 du rendement brut, tel qu'il était prévu dans le recensement général[2]. Il suffisait donc que

1. Voir sur cette agitation, Adamek, Contributions à l'étude des classes rurales, dans les Mémoires de l'Académie de Prague, 1897, p. 39-58.
2. Grünberg, II, p. 442.



le serf abandonnât à son maître un peu moins d'un sixième de son gain pour être par là même dégagé de toute redevance en nature ou en travail.

Ce décret provoqua dans l'aristocratie une véritable consternation. La corvée était si universellement détestée que les paysans se hâteraient de se racheter; où les propriétaires allaient-ils recruter les travailleurs libres nécessaires à leurs exploitations ? Ils se rendaient d'ailleurs parfaitement compte que la rente qu'ils recevraient en échange des journées de travail, par cela même qu'elle serait fixée à une somme immuable, était destinée à perdre peu à peu de sa valeur, à mesure que les salaires s'élèveraient. Déjà leur pouvoir administratif avait été gravement réduit, les banalités avaient été supprimées, les paysans n'étaient plus tenus de leur vendre leurs produits ou d'acheter les articles dont le château voulait se débarrasser. Les seigneurs se trouvaient ainsi atteints à la fois dans leurs privilèges les plus chers et leur colère éclata furieuse contre le monarque qui, d'un trait de plume, supprimait les droits sacrés de la propriété et voulait d'un seul coup « aplanir toutes les montagnes ».

Joseph II acceptait d'un cœur léger la responsabilité d'une « révolution dont les suites seraient des plus heureuses ». Il mourut avant qu'elle fût accomplie et ses adversaires obtinrent de Léopold l'abandon de ces dernières mesures. L'Empereur avait eu le tort de compliquer ses réformes agraires par l'introduction de l'impôt unique, et beaucoup de paysans s'effrayaient des 30 pour 100 qu'ils auraient à payer chaque année; comme de plus, le nouvel ordre de choses n'était pas encore entré en vigueur et que d'ailleurs Léopold s'opposa aux autres mesures de réaction, les serfs acceptèrent sans trop d'acrimonie le maintien des prestations, elles ne furent supprimées qu'en 1848. La question rurale ne fut donc pas définitivement réglée et il apparut une fois de plus qu'un souverain, quelles que soient sa bonne volonté et son énergie, est incapable de résoudre ces vastes problèmes sociaux qui réclament la collaboration



du peuple entier [1]. Du moins Joseph II avait-il abordé le problème avec les intentions les plus généreuses et ce fut avec justice que les opprimés lui conservèrent une reconnaissance attendrie. Si leur condition matérielle resta encore difficile, ils étaient du moins sortis de la dégradation où ils croupissaient, et, grâce à lui, une ère nouvelle commença pour le pays.

Il n'est pas très facile de savoir quel fut le retentissement immédiat des réformes du Roi-Niveleur. Beidtel dit que les mesures qui favorisaient le morcellement des propriétés, développèrent l'esprit d'insouciance et accrurent le paupérisme, et que la vente des biens communaux priva de précieuses ressources les petites gens qui élevaient à peu de frais quelques chèvres ou une vache; les charges militaires très lourdes, l'obligation d'envoyer les enfants à l'école, la substitution des redevances en argent aux contributions en nature, l'élévation des frais de justice, accablaient les populations. — Malheureusement, il semble bien que les affirmations de Beidtel sont surtout des déductions logiques et il ne nous dit pas sur quels témoignages précis s'appuie son réquisitoire. Les récits des voyageurs ne laissent pas d'impression bien nette. Nicolaï, qui traversa la Bohême en 1780, c'est-à-dire au début du règne, à un moment où les réformes sociales et économiques étaient déjà en train, manque évidemment d'enthousiasme et reconnaît seulement « qu'à côté de beaucoup de maux, cette révolution a produit quelque bien ». Un admirateur de Joseph II qui visite le royaume vers 1788, est obligé de constater que la condition du pays est assez médiocre [2]. — La fertilité de la Bohême est telle qu'un seul district suffirait à nourrir la population du royaume. Et cependant cette contrée merveilleuse est habitée par une population qui est une image vivante de

1. On objectera peut-être le nom d'Alexandre II. Je crois que tous ceux qui connaissent la Russie actuelle conviendront que cet exemple n'affaiblit pas mon affirmation.

2. Briefe des wandernden Hypocondristen (Deutsches Museum, 1788).



la pauvreté et de la misère. Les paysans sont vêtus de blouses en lambeaux, sans souliers, sans chapeaux et sans bas. — S'ils rencontrent un passant dont l'extérieur annonce un rang supérieur, ils paraissent rentrer en eux-mêmes, s'arrêtent, tirent respectueusement leurs casquettes [1] et s'inclinent; il faut voir là, non pas les suites d'une politesse naturelle, mais les conséquence de l'oppression qu'ils subissent encore malgré les édits de l'Empereur. — Mirabeau qui connaît mal l'Autriche, mais a consulté d'assez nombreux documents, s'étonne que la « Bohême qui a une industrie assez active, soit cependant si pauvre ». — Riegger, qui est plutôt optimiste, avoue que, « bien que depuis vingt ans on ait fait beaucoup pour améliorer la culture, on est encore bien loin du but », et il se plaint de l'inertie des habitants [2]. — Un peu plus tard, Müllner [3], dans un essai de statistique, attribue cette torpeur des paysans à la dîme et à la corvée; les petites villes n'ont aucune activité, aussi la consommation est faible et les prix sont avilis; pour la *raffinerie* des produits artistiques et l'activité industrielle, les contrées slaves du centre sont en retard de soixante ans sur les régions septentrionales et allemandes. — Reichhardt en 1808 parle de la mendicité générale; ceux mêmes des laboureurs qui ne demandent pas l'aumône sont en haillons; les longues boucles brunes que les hommes laissent traîner sur leurs épaules, les mouchoirs dégoûtants dont les femmes entourent leur tête, les ignobles peaux de moutons dont ils s'enveloppent les uns et les autres, inspirent aux voyageurs une involontaire répulsion.

Malgré tout et sans exagérer les résultats acquis, les lois promulguées par Joseph II ne demeurèrent pas sans effet. Les voyageurs jugent ce qui est et s'étonnent que le pro-

1. Ils en avaient donc! — Ceci pour rappeler avec quelle prudence on doit se servir de ces sortes de documents. — Et, d'autre part, les statistiques pures ne nous donnent pas l'impression de la vie.

2. Riegger, Archiv der Gesch. u. Statistik, II, p. 296.

3. Versuch einer statist. Geographie von Bœhmen; Prague, 1805.

grès soit si lent : c'est qu'ils ne savent pas d'où l'on vient. La population augmente rapidement, favorisée à la fois par la législation qui facilite les mariages et par les progrès de l'hygiène : vaccination, création d'hôpitaux, de maternités, établissement de sages-femmes, etc.; tombée à 2,300,000 après la famine de 1771, elle s'élève à 2,750,000 en 1786, ce qui est une progression beaucoup plus rapide que la moyenne; en Moravie, elle passe de 1,130,000 en 1775 à plus de 1,300,000 en 1791 [1]. Les réformes officielles ont réveillé l'esprit d'entreprise et d'études. La Société d'agriculture, qui devient en 1788 la Société d'économie politique du royaume de Bohême, travaille à introduire dans le pays des méthodes d'exploitation plus rationnelles. Sur les grands domaines, de nouvelles cultures s'acclimatent, le trèfle, la luzerne, la betterave; la pomme de terre se répand, l'élevage s'améliore, le système des jachères est peu à peu abandonné. La masse, d'abord défiante et hostile, finit cependant par s'ébranler.

Sa conversion eût été plus rapide, si Joseph II ne l'eût exigée trop brusque et trop complète. L'idée qu'il se faisait de la liberté était toute spartiate : elle consistait pour chacun à contribuer dans la plus large mesure possible à la prospérité du pays. Le souverain était ainsi autorisé à intervenir sans cesse; il fixait les costumes, les cérémonies, les dépenses; il interdisait les fêtes locales, pour que les paysans ne fussent pas induits en tentation; par respect pour l'hygiène, il faisait déterrer sans cérémonie les corps ensevelis dans les églises; pour ménager le bois, il interdisait l'usage des cercueils et ordonnait de coudre les morts dans un drap et de les couvrir de chaux vive; il remplaçait les confréries de charité par un Institut officiel des Pauvres, sous la direction de l'État. Beaucoup de ces mesures étaient parfaitement raisonnables; les meilleures avaient un vice rédhibitoire, elles n'étaient pas dési-

1. Aujourd'hui 6,300,000 en Bohême, 2,500,000 en Moravie et 650,000 en Silésie, soit neuf millions et demi environ pour les pays de la Couronne.



rées par l'opinion. L'optimisme de Joseph II lui voilait deux faits essentiels dont un homme d'État ne saurait s'abstraire : d'abord le misonéisme universel, même des esprits les plus ouverts, — qui ne comporte qu'un petit nombre de changements, très lents et très faibles, — et ensuite la puissance des instincts individualistes qu'irrite une police trop étroite; il usait sa popularité et gaspillait son activité à prescrire des innovations dont les unes étaient insignifiantes et les autres prématurées, et ces imprudences de détail qui éloignaient de lui la faveur de la foule, non seulement le privaient de l'appui dont il aurait eu besoin contre les privilégiés, mais surtout retardaient l'adhésion de la masse aux idées les plus saines.

Il appliquait les mêmes procédés aux manufactures et au commerce. L'industrie, émancipée par la transformation des corporations (1774) et par l'abolition des coutumes qui interdisaient aux villageois l'exercice de certains métiers, fut aussi dirigée, guidée, surveillée. L'Empereur était mécontent de ses tâtonnements : en comparaison de la « prodigieuse impulsion » qu'il avait attendue, qu'étaient les quelques dizaines de fabriques qui se fondaient ! Il attribuait ses déboires aux tarifs de douane qui, bien que fort élevés, n'avaient pas supprimé l'importation. — « Jusqu'à présent, écrivait-il à Kolovrat, c'était presque l'intention formelle du gouvernement de nourrir les marchands et les fabricants de France, d'Angleterre et de Chine. » — Autour de lui, tout le monde redoutait les effets de lois prohibitives trop rigoureuses, Kaunits, Hatzfeld, la Chambre aulique, la Chancellerie. — « Un État, leur répondait-il, qui est si richement pourvu de matières premières, qui dispose d'un si vaste marché intérieur, tandis qu'il est si mal disposé pour le commerce que la balance des échanges lui a toujours été défavorable, doit s'arranger, puisqu'il lui est impossible d'attirer à lui l'argent étranger, d'empêcher au moins l'exportation en masse de son numéraire. » Le tarif du 27 août 1784, complété par une ordonnance douanière de 1788,



interdit l'introduction dans la monarchie des toiles, draps, verres, porcelaines, soieries, cotonnades, etc.: les marchandises importées par fraude seront brûlées par la main du bourreau; les articles coloniaux mêmes étaient frappés de droits énormes.

Des lois aussi draconiennes bouleversaient les habitudes d'une infinité de personnes. — L'Empereur n'en avait cure: il faut toujours préférer le bien général aux avantages des classes particulières, écrivait-il; ce qui profite à la grande majorité, les autres doivent s'y soumettre sans murmure. — Il répondait aux critiques par les tableaux qui prouvaient les progrès rapides du développement industriel; le mouvement déjà commencé sous Marie-Thérèse s'accentuait en effet avec une rapidité croissante: une statistique de 1792 évalue à 35,000,000 de florins la production annuelle de l'industrie bohême, et l'exportation à près de 1,200,000. Quelque suspects que soient certains chiffres, il n'est pas contestable que le royaume prend à ce moment l'avance qu'il a conservée sur les autres provinces de la monarchie, et la première exposition de Prague en 1791 permet déjà d'entrevoir l'avenir qui lui est réservé.

Cette activité était évidemment en partie factice, et un des ministres de Joseph II, Zinzendorf, essayait de le convaincre qu'il est aussi dangereux que superflu de vouloir supprimer le libre jeu des besoins et des forces. Le roi, qui avait lu Montesquieu, ne l'avait pas compris et il n'avait jamais cru aux lois naturelles. L'opposition grandissante tendait sa volonté jusqu'à l'excès et, à mesure qu'il sentait la vie lui échapper, il se montrait plus brusque et plus absolu. — « De très bonne heure, écrit encore Zinzendorf, il avait été dominé par le préjugé fatal que la pensée du maître est la loi unique, l'unique constitution de l'État. Cette idée, suffisamment justifiée par l'exemple de Frédéric II qu'il avait pris pour modèle, flattait son amour-propre et devint le mobile de sa vie entière. Il était convaincu que son rôle était de gouverner toujours, de trancher les petites et les grandes choses..., et toutes les



questions, il les réglait seul, sans discussion, sans méthode, sans réflexion, par des billets qu'il dictait... Sa méfiance, si naturelle aux princes, lui inspirait une opinion défavorable de tous les hommes en général; il se figurait qu'il assurait la force de son pouvoir en morcelant et en isolant les diverses branches de l'administration, en répandant la désunion entre les différentes provinces. Même un souverain qui aurait étudié à fond la science du gouvernement et se serait formé un système général et simple, n'aurait pas été en état de mener à bien tant d'affaires si complexes, ou plutôt il ne l'eût pas essayé; Joseph II osait tout entreprendre. L'inquiétude de son tempérament unissait à cela une vie dissipée et une véritable fureur de voyages. Pour éviter l'apparence que le conseil de ses ministres lui était nécessaire, il s'entourait d'une bande d'intrigants subalternes. Un semblable régime devait s'effondrer sous son propre poids. Dix ans ne s'étaient pas écoulés que tout menaçait ruine [1]. »

Zinzendorf, très fin et perspicace, était un esprit timoré et il n'a vu que les inconvénients de la méthode de Joseph II, sans apercevoir les causes qui l'expliquent en partie. Les conseillers du roi, même les plus libres d'esprit, étaient trop intéressés à l'ancien ordre de choses pour que leurs ménagements ne fussent pas suspects : pour briser la coalition des égoïsmes et pour détruire des préjugés séculaires, les moyens ordinaires ne suffisaient pas et ce n'était pas trop que le fanatisme d'un révolutionnaire. Les fautes de Joseph II lui furent surtout fatales à lui-même et elles ne compromirent pas l'œuvre qu'il s'était proposée : il avait si bien mis en pièces le vieil édifice féodal, qu'après lui, il fut impossible d'en reconstituer les débris, et c'est sur ce sol déblayé qu'a pu grandir la Bohême contemporaine.

1. Cité par Wolf, Geschichtl. Bilder, II, p. 288.



CHAPITRE IV

L'Église et l'État [1]

Le Joséphinisme. — Les philosophes en Autriche sous Marie-Thérèse : Abolition de l'Ordre des Jésuites : les réformes de l'Enseignement. — La persécution religieuse : les sectes mystiques. — L'édit de tolérance de 1781 : son importance et ses limites. — La politique de Joseph II vis-à-vis de l'Église. — Ses alliés : les philosophes et les francs-maçons. — Soumission du clergé à l'autocratie royale : les séminaires-généraux. Suppression des couvents.

Les conceptions politiques de Joseph II le mirent fatalement aux prises avec l'Église. Il se piquait d'être bon chrétien, et il était sincère, seulement il interprétait l'Évangile à sa manière, qui n'était pas toujours celle de Rome : délégué par Dieu pour guider ses peuples vers le bonheur et la vertu, il avait le droit de prescrire leur conduite aux prêtres qui étaient comme ses sergents de bataille, et de tracer lui-même la voie sur laquelle ils auraient à conduire leurs ouailles.

1. La littérature sur les réformes ecclésiastiques de Joseph II est très abondante, presque toute polémique et par conséquent suspecte. La source principale est le Codex juris ecclesiastici Josephini, Leipz. 1788. Les plaintes des évêques allemands et galiciens ont été publiées par Chmel (1850) : *Aktenstücke zur Gesch. des œst..... Kirchenwesens unt. Leopold II.* — Cp. le tome VI du Recueil des *Réclamations belgiques.* — Friedberg, *Die Grænzen zw. Staat u. Kirche*, 1872. — Ritter, *K. J. II. u. seine Kirchl. Reformen*, 1867. — Riehl u. Reinœhl, *J. II als Reform. auf kirchl. Gebiete.* — Plusieurs ouvrages de Brunner (très hostile au roi), entre autres *Die Mysterien der Aufklær. in Œsterr.*, 1868; et *Die theolog. Dienerschaft K. J. II*, 1868. — Kink, *Gesch d. K. Univers. zu Wien.* — W. Muller, *Leop. v. Haj.* — Sur les sectes mystiques en Bohême, Helfert, dans le Journ. du Musée bohême, 1877.

Il avait été touché par le souffle rationaliste et, non content, comme ses aïeux, de surveiller l'Église, il prétendit la réformer et l'approprier aux besoins d'une société nouvelle.

Marie-Thérèse, qui détestait « les esprits forts », n'avait pas pu cependant fermer la monarchie à la philosophie du siècle. L'audience célèbre qu'elle accorda à Gottsched en 1749, marque comme la capitulation du vieux despotisme habsbourgeois devant l'invasion des idées de libre critique. L'année suivante, un cercle de Klopstock se fonde à Vienne. En 1751, on enlève aux Jésuites la censure; en 1760, une « Société allemande » se crée pour combattre les préjugés et répandre les lumières; les influences italiennes, dominantes à la cour depuis le XVIIe siècle, font place aux influences germaniques.

La plupart des représentants autrichiens de l'école philosophique sont d'une médiocrité lamentable. Les fadaises de la Monachologie, les platitudes de Blumauer ou d'Alxinger, les sottes élucubrations de ce Joseph de Sonnenfels, le grand homme de l'*Aufklærung* à Vienne, qui traitait Lessing du haut de sa morgue et n'était qu'un sous-Nicolaï, cet amas d'ennuyeuses et monotones dissertations où des pédants délaient en mauvais style les paradoxes enflammés de Rousseau, nous écœure et nous agace; ils revenaient de très loin et ils se ressentirent toujours de leur détestable éducation première. Depuis longtemps une atmosphère étouffante de superstition niaise et de terreur accablait les âmes; les libraires ne vendaient que des psalmodies saugrenues, la Clé du Ciel, la Prison de l'Enfer, le Miracle du Rosaire, les Indulgences pour mille ans, le Songe de la Vierge-Marie, les Quinzes prières de Brigitte. A chaque coin, Satan guettait les malheureux fidèles, l'humanité haletait dans un cauchemar de détresse. Il faut se rappeler cela pour juger sans injustice ces coryphées de la philosophie viennoise qui se crurent des hommes libres et ne furent jamais que des dilettanti de barricades. Ils ne manquaient pas de bonne volonté et, si leur talent était faible et leur esprit vulgaire, leurs désirs étaient généreux.



Marie-Thérèse, dont l'esprit était sain et court, sans ombre de mysticisme, mais d'une dévotion méticuleuse et étroite, apportait dans les questions religieuses la même indécision qu'en matière politique. Sans contester l'utilité de certaines réformes, elle les ajournait sans cesse, par crainte d'être entraînée trop loin. Du moins, elle n'avait aucune hésitation sur l'étendue de ses droits et les défendait avec la même raideur vis-à-vis du pape ou des diètes. L'évêque de Trèves, Hontheim, venait de publier en 1763, sous le pseudonyme de Febronius, un livre sur l'état de l'Église et la puissance légitime du pontife romain, qui eut un long retentissement et qui devint le bréviaire des adversaires de la Curie : bien que l'auteur protestât de son orthodoxie et qu'il eût dédié son volume à Clément XIII, il revendiquait pour les princes des pouvoirs très étendus en matière de discipline ecclésiastique. Ses conclusions furent très goûtées de l'Impératrice; elle ne s'indignait pas quand son fils lui disait que « le meilleur moyen de traiter avec Rome était de lui demander d'abord son consentement, par obéissance filiale, mais sans lui cacher que, si elle ne le donnait pas, on n'en prendrait pas moins les mesures exigées par le bien public ». Ses ministres la poussaient dans cette voie et les représentants officiels de l'Église auprès d'elle, gagnés par la corruption générale, ne combattaient plus que mollement ses usurpations. L'archevêque de Prague, Manderscheid, fort heureux d'être rentré en grâces après ses maladroites complaisances pour Charles VII, craignait par dessus tout de mériter la colère de l'Impératrice. Il eut pour coadjuteur, depuis 1755, Antoine de Przichovitse qui administra le diocèse de Prague de 1763 à 1793; c'était un érudit, très pacifique, que n'émouvaient guère les envahissements du pouvoir civil.

A mesure que la reine vieillit, les décrets relatifs à l'Église sont plus nombreux et plus hardis. Elle est évidemment débordée par le courant. Quand on lui parla pour la première fois de supprimer l'Ordre des Jésuites, elle poussa des cris d'indignation : « Je suis inconsolable

et au désespoir ; toute ma vie, je les ai aimés et estimés et n'ai rien vu d'eux que d'édifiant. » Peu à peu elle se calma. On lui persuada que l'abolition de la Compagnie était nécessaire à l'unité de la foi. Une fois convaincue, plus ou moins sincèrement, elle voulut que l'affaire, qui lui déplaisait, lui rapportât un profit appréciable. C'était sa manière d'apaiser ses scrupules : on s'en aperçut lors du partage de la Pologne.

Depuis un demi-siècle, la Compagnie perdait du terrain. Les persécutions du règne de Charles VI, dont l'opinion lui attribuait injustement la responsabilité exclusive, avaient jeté sur elle un renom fâcheux. La faveur publique se détournait d'elle, les dons étaient plus rares et le recrutement plus difficile. Danger plus grave : quelques-uns des membres de l'Ordre, parfaitement honnêtes, très pieux, étaient envahis par l'esprit scientifique, et ne comprenaient plus l'idéal implacable et farouche des anciens Pères. Gœthe disait que l'on ne meurt que quand on le veut bien; les Jésuites, comme les privilégiés à la même époque, étaient résignés d'avance au coup qui les frappa et leur connivence tacite facilita la tâche de leurs ennemis et les justifia.

Le 20 juillet 1773, Clément XIV prononçait l'abolition de l'Ordre. Marie-Thérèse, longtemps partagée entre sa piété et sa cupidité, était un peu grisée par les sommes fantastiques que l'on affirmait qui allaient pleuvoir dans ses caisses, 400,000,000 de florins, disait-on. D'après les calculs de Bilek, l'Ordre comptait en 1773, dans sa province de Bohême, 1,071 membres répartis en vingt collèges et douze résidences, et ses biens s'élevaient à 9,000,000 de florins. L'effet immédiat de la suppression de la Compagnie fut beaucoup moindre que nous ne le supposons : beaucoup d'entre eux conservèrent leurs postes de professeurs; il eût été impossible de les remplacer et la reine n'avait aucune animosité contre eux. L'État fut amené cependant à substituer son autorité à celle qu'ils avaient retenue jusqu'alors; dans les questions d'enseignement en particulier, il étendit son action sur un domaine où elle



ne s'était encore manifestée que d'une manière intermittente et lointaine.

Ce fut un progrès, en ce sens que les méthodes furent moins timides et qu'on entrebâilla au moins la porte aux idées occidentales, — encore qu'avec une extrême timidité. On avait une fois remontré à Marie-Thérèse que la bonne renommée de l'Empire exigeait qu'il possédât une Académie des Sciences : elle demanda un projet un peu détaillé, et, comme la commission réclamait un délai : — Oh ! je vous en prie, lui répondait-elle, prenez votre temps, cela ne m'intéresse pas tellement. — Joseph II n'a pas davantage l'intelligence et le goût de la science, et les philosophes qui l'entourent ont de même un dédain absolu pour ce qui est spéculation pure. Ils ont de l'enseignement la même conception utilitariste que Napoléon Ier, ne lui reconnaissent d'autre but que de dresser de bons fonctionnaires, proscrivent la réflexion indépendante, et la servitude qu'ils imposent aux professeurs et aux élèves n'est guère moins étroite, pour être d'une autre nature, que celle des Jésuites. Comme eux, ils ploient les esprits sous une règle inexorable et ils remplacent l'exaltation de la foi par le fanatisme de la centralisation et de la bureaucratie.

Les réformes scolaires de Marie-Thérèse sont ainsi avant tout un épisode de sa lutte contre la féodalité et le fédéralisme. Commencées en 1747, elles coïncident avec les premiers plans de réorganisation financière. Dès lors, elle travaille à donner à l'Enseignement supérieur un caractère plus moderne et plus concret : — « Pourquoi les Jésuites se montrent-ils si défiants pour ces disciplines dans lesquelles la cour de Rome accorde une pleine liberté aux fidèles? »; qu'ils renoncent aux subtilités vaines, fassent une plus large part aux sciences expérimentales. — Ils s'excusent, parlent de leurs méthodes éprouvées, s'attirent de vertes semonces : — c'est à la puissance souveraine de décider ce qu'exige le bien public. Comme, non sans raison, elle se défie de l'opiniâtreté commune à tous les vieux professeurs perclus dans l'ankylose des habitudes,

elle met à la tête des Universités des Directeurs d'études qui tiendront la main à ce que les programmes soient appliqués (1752 et 1754). Médiocre moyen pour développer l'esprit de recherches et l'initiative des savants que cette curatelle de l'État! — Les conseillers de Marie-Thérèse n'ont à aucun degré le sens des conditions du travail intellectuel; ils raillent avec une dédaigneuse ignorance les Universités allemandes, « simple spéculation financière », sans autre but que d'attirer les étrangers : « Les études n'y ont aucune liaison, aucun plan déterminé. Les élèves comme les professeurs y sont abandonnés à eux-mêmes. » — Comment ces rigides censeurs ne s'étonnent-ils pas que les meilleurs maîtres, ceux dont l'action est la plus profonde sur leurs élèves, sortent précisément de ces instituts si pauvrement organisés!

Un de ces pionniers de la culture germanique, Seibt, reçut en 1763 l'autorisation d'enseigner à l'Université de Prague les *Belles-Sciences* ou *Sciences-galantes*; — on entendait par là la morale, la pédagogie, le style allemand et l'histoire. Frais émoulus de l'Université de Leipzig, un peu superficiel et plus épris de beau langage que de science, poète assez plat et dramaturge banal, il avait lu Lessing et il appartenait à cette admirable génération allemande de la seconde moitié du XVIIIe siècle, si généreuse et si franchement humaine; il exerça une attraction irrésistible non seulement sur les étudiants, mais sur la partie intelligente de la bourgeoisie, moins par son talent personnel, plutôt modeste, que par la pensée dont il était l'apôtre : l'Évangile qu'il prêchait ne rencontra pas d'infidèles, parce qu'il n'avait aucune arrière-pensée de conquête et ne songeait qu'au progrès général de la civilisation.

La réforme de l'Enseignement supérieur supposait celle de l'Enseignement secondaire et, dès 1773, Marie-Thérèse proclamait officiellement le droit de surveillance de l'État sur les gymnases. Les réformes annoncées n'entrèrent réellement en vigueur qu'après la dispersion des Jésuites; les Piaristes, qui les remplacèrent en titre, s'étaient toujours



montrés un peu moins réfractaires aux idées modernes, et le plan d'études que prépara l'un d'entre eux, Marx, et dont Seibt surveilla l'introduction en Bohême, bien qu'il laissât une place prépondérante au latin, introduisit cependant dans les classes l'enseignement des sciences et de l'allemand

Le gouvernement voyait dans ces innovations un moyen assuré de hâter la fusion des diverses parties de l'Empire : la *Commission aulique des Études* à Vienne (1773) eut pour mission essentielle d'établir une complète uniformité dans les maisons d'éducation secondaire des différentes provinces. Les écoles primaires eurent de même pour but « de créer chez tous les sujets une même manière de penser et un véritable esprit national », et c'est dans ce sens que Kindermann, qui fut depuis 1775 l'âme du Conseil scolaire de Prague et le directeur de l'enseignement populaire en Bohême, appliqua les méthodes de l'abbé de Sagan, Ignace de Felbigger, qu'avait désigné au gouvernement autrichien le succès de ses réformes dans la Silésie prussienne et qui, pendant les dernières années de Marie-Thérèse, organisa l'instruction élémentaire [1].

« Les écoles sont et demeurent affaire de l'État », disait la reine en 1770. Elle ne croyait nullement ainsi empiéter sur les droits de l'Église ; jamais elle ne conçut la pensée de l'État laïque et, comme ses aïeux, elle était convaincue que l'intérêt de la monarchie exigeait la soumission rigoureuse de ses peuples au même credo. Obligée d'accepter le concours d'hommes dont la piété était au moins tiède, elle ne leur cachait pas sa mauvaise humeur ; « il n'y a rien de plus commode que la liberté absolue, disait-elle ; voilà le mot que notre siècle éclairé a mis à la place de la religion ». Elle avait autour d'elle un petit cercle de douairières, qui suivaient l'inspiration de l'archevêque de Vienne, le cardinal Migazzi, et qui l'encourageaient dans ses idées

1. On trouve un excellent résumé de l'œuvre scolaire de l'Impératrice dans Chafranek, *Développement de l'organisation de l'Enseignement primaire dans le royaume de Bohême de 1769 à 1895*, avec une bibliographie très complète.

de résistance. « J'espère que tu changeras, répondait-elle encore en 1777 à Joseph II qui la suppliait d'accorder la liberté de conscience; je ne cesserai de prier et de faire prier des hommes plus dignes que moi pour que Dieu nous protège de ce malheur, le plus grand qu'aurait eu à supporter notre monarchie. A quoi te servirait de posséder la véritable religion, si tu ne fais rien pour la maintenir ? Je n'aperçois pas que les protestants nous donnent l'exemple de cette indifférence. Je ne vois d'exception qu'en Prusse. En est-elle plus heureuse ? »

Jusqu'aux dernières années de son règne, la terrible patente de 1749 resta en vigueur : peine de mort contre quiconque donnera asile aux prédicateurs et aux émissaires étrangers, organisera des réunions secrètes ou distribuera des livres hérétiques ; les magistrats et les seigneurs tiendront la main à ce que les lois ecclésiastiques soient rigoureusement observées ; on enlèvera leurs enfants aux parents qui ne remplissent pas leurs devoirs religieux [1].

Les censeurs étaient invités à redoubler de vigilance « contre l'esprit d'examen ».

Les instructions de la reine n'étaient appliquées qu'avec mollesse par des fonctionnaires dont la foi somnolente reculait devant des châtiments trop rigoureux. La persécution intermittente aboutissait à des résultats opposés à ceux qu'attendait l'Impératrice, exaltait le mysticisme, servait la propagande des sectes radicales, Déistes, Abrahamites, Adamites, etc., dont les unes simplifiaient le Christianisme au point de le réduire au Judaïsme, dont les autres prêchaient une sorte de nihilisme. Très répandues dans l'est de la Bohême, elles n'avaient qu'une croyance ferme, c'est que l'homme est maître d'adorer Dieu à sa guise. — C'est une chose intolérable, répondaient les émigrés tchèques à ceux qui s'informaient pourquoi ils avaient quitté leur pays, qu'un théologien, même le plus pur,

1. Sur la condition des protestants en Autriche sous Marie-Thérèse, v. Wolf, dans l'Hist. Taschenbuch 1878, et le tome II du Jahrbuch der Gesells. f. d. Gesch. des Protest. in Œst., 1880.



montrés un peu moins réfractaires aux idées modernes, et le plan d'études que prépara l'un d'entre eux, Marx, et dont Seibt surveilla l'introduction en Bohême, bien qu'il laissât une place prépondérante au latin, introduisit cependant dans les classes l'enseignement des sciences et de l'allemand

Le gouvernement voyait dans ces innovations un moyen assuré de hâter la fusion des diverses parties de l'Empire : la *Commission aulique des Études* à Vienne (1773) eut pour mission essentielle d'établir une complète uniformité dans les maisons d'éducation secondaire des différentes provinces. Les écoles primaires eurent de même pour but « de créer chez tous les sujets une même manière de penser et un véritable esprit national », et c'est dans ce sens que Kindermann, qui fut depuis 1775 l'âme du Conseil scolaire de Prague et le directeur de l'enseignement populaire en Bohême, appliqua les méthodes de l'abbé de Sagan, Ignace de Felbigger, qu'avait désigné au gouvernement autrichien le succès de ses réformes dans la Silésie prussienne et qui, pendant les dernières années de Marie-Thérèse, organisa l'instruction élémentaire [1].

« Les écoles sont et demeurent affaire de l'État », disait la reine en 1770. Elle ne croyait nullement ainsi empiéter sur les droits de l'Église ; jamais elle ne conçut la pensée de l'État laïque et, comme ses aïeux, elle était convaincue que l'intérêt de la monarchie exigeait la soumission rigoureuse de ses peuples au même credo. Obligée d'accepter le concours d'hommes dont la piété était au moins tiède, elle ne leur cachait pas sa mauvaise humeur ; « il n'y a rien de plus commode que la liberté absolue, disait-elle ; voilà le mot que notre siècle éclairé a mis à la place de la religion ». Elle avait autour d'elle un petit cercle de douairières, qui suivaient l'inspiration de l'archevêque de Vienne, le cardinal Migazzi, et qui l'encourageaient dans ses idées

1. On trouve un excellent résumé de l'œuvre scolaire de l'Impératrice dans Chafranek, *Développement de l'organisation de l'Enseignement primaire dans le royaume de Bohême de 1769 à 1895*, avec une bibliographie très complète.

de résistance. « J'espère que tu changeras, répondait-elle encore en 1777 à Joseph II qui la suppliait d'accorder la liberté de conscience; je ne cesserai de prier et de faire prier des hommes plus dignes que moi pour que Dieu nous protège de ce malheur, le plus grand qu'aurait eu à supporter notre monarchie. A quoi te servirait de posséder la véritable religion, si tu ne fais rien pour la maintenir ? Je n'aperçois pas que les protestants nous donnent l'exemple de cette indifférence. Je ne vois d'exception qu'en Prusse. En est-elle plus heureuse ? »

Jusqu'aux dernières années de son règne, la terrible patente de 1749 resta en vigueur: peine de mort contre quiconque donnera asile aux prédicateurs et aux émissaires étrangers, organisera des réunions secrètes ou distribuera des livres hérétiques; les magistrats et les seigneurs tiendront la main à ce que les lois ecclésiastiques soient rigoureusement observées ; on enlèvera leurs enfants aux parents qui ne remplissent pas leurs devoirs religieux [1].

Les censeurs étaient invités à redoubler de vigilance « contre l'esprit d'examen ».

Les instructions de la reine n'étaient appliquées qu'avec mollesse par des fonctionnaires dont la foi somnolente reculait devant des châtiments trop rigoureux. La persécution intermittente aboutissait à des résultats opposés à ceux qu'attendait l'Impératrice, exaltait le mysticisme, servait la propagande des sectes radicales, Déistes, Abrahamites, Adamites, etc., dont les unes simplifiaient le Christianisme au point de le réduire au Judaïsme, dont les autres prêchaient une sorte de nihilisme. Très répandues dans l'est de la Bohême, elles n'avaient qu'une croyance ferme, c'est que l'homme est maître d'adorer Dieu à sa guise. — C'est une chose intolérable, répondaient les émigrés tchèques à ceux qui s'informaient pourquoi ils avaient quitté leur pays, qu'un théologien, même le plus pur,

1. Sur la condition des protestants en Autriche sous Marie-Thérèse, v. Wolf, dans l'Hist. Taschenbuch 1878, et le tome II du Jahrbuch der Gesells. f. d. Gesch. des Protest. in Œst. 1880.



veuille contraindre notre conscience, si peu que ce soit : voilà pourquoi nous ne nous soumettrons jamais sans condition à n'importe quelle confession. — Qui t'a appris cela? demandaient les juges à ces sectaires quelques années plus tard? — De bons amis et notre raison qui nous a enseigné qu'une telle religion est ce qui convient le mieux à un paysan [1].

Aucune forme de la révolte n'eût pu être plus pénible à la pieuse Marie-Thérèse. Elle ordonna une répression sévère : 4,000 volumes furent confisqués, 300 paysans relégués en Transylvanie. Le désespoir provoqué par ces exécutions fut une des causes de l'insurrection servile de 1775 : pendant les émeutes, des prêtres furent châtrés, des églises profanées. Les dissidents avaient adressé une pétition à Frédéric II : « Nous ne sommes que 20,000, mais Dieu viendra à notre aide et nous donnera la victoire ; nous élèverons vers le ciel nos larmes et nos prières jusqu'à ce que le Seigneur ait mis sous votre sceptre le royaume tchèque en entier. »

L'Impératrice, très émue par ces événements, commença à douter de l'efficacité de la violence ; les enquêteurs lui faisaient remarquer que, parmi les hérétiques, « beaucoup avaient passé une bonne partie de leur vie en prison, sans devenir pour cela catholiques ». La patente du 11 août 1775 montra que le parti de la tolérance gagnait du terrain : on ne frapperait plus que les hérétiques obstinés ; les curés redoubleraient de zèle pour répandre la connaissance des dogmes catholiques. On venait d'autoriser la fondation d'un consistoire luthérien à Asch, près d'Eger.

En Moravie, quelques meneurs répandirent le bruit que le gouvernement était disposé à accorder la liberté religieuse ; il fallait se hâter de profiter de ses bonnes intentions. — La Valachie morave comptait un nombre relativement important de dissidents : soixante communes en

1. Helfert, *Les sectes mystiques en Bohême et en Moravie sous Joseph II*; — Journal du Musée bohême, 1877, p. 204.

partie ou en totalité demandèrent qu'on les autorisât à suivre la confession protestante; dans la petite ville de Vchétin, sur 1,100 habitants, 150 seulement demeurèrent fidèles au catholicisme. — Quand les paysans s'aperçurent qu'ils avaient été trompés, ils furent épouvantés et, pour prévenir les désordres qui pouvaient naître de leur désespoir, on envoya dans le pays une commission dont les membres étaient connus pour leur esprit de prudence et de douceur. Joseph II décida sa mère à l'indulgence : « la foi est un don de Dieu, disaient les instructions de 1777, et on ne peut la répandre que par la persuasion et non par la violence. » Sans accepter encore le principe de la neutralité de l'État en matière religieuse, Marie-Thérèse confessait l'échec de son système précédent : on n'exigera plus de billet de confession, on ne forcera plus personne à la communion, on ne poursuivra pas les paysans qui ne rempliront pas leurs devoirs religieux, à moins que leur abstention n'affiche une allure de provocation. Ces concessions coûtaient beaucoup à la reine, et sa faiblesse lui causait de cruels remords; même après 1777, elle ne cesse pas d'ordonner aux seigneurs de désigner comme recrues ceux de leurs serfs qui sont suspects d'hérésie; les poursuites, plus rares, ne tombent pas complètement en désuétude : les prêtres, disent les dissidents, nous traitent comme des loups traiteraient des bergers.

Ici, comme pour le servage, Joseph II était trop engagé pour ne pas agir résolument. Il commença par supprimer les relégations en Transylvanie et en Hongrie; puis, le 30 juin 1781, il abolit toutes les patentes en matière de religion publiées depuis Ferdinand II; enfin, le 13 octobre 1781, il promulgua le fameux décret qui est demeuré jusqu'en 1848 la charte des dissidents en Autriche. — « La tolérance, écrivait-il à Van Swieten, est un résultat de cette lumière bienfaisante qui éclaire actuellement l'Europe et qui a pour fondement la philosophie... Désormais, le fanatisme ne doit plus être connu dans nos royaumes que par la haine que nous ressentons pour lui. — Personne

ne sera forcé à l'avenir d'accepter contre sa conviction l'Évangile de l'État. »

L'édit du 13 octobre ne répondait pas complètement à ces pompeuses déclarations; il est incomplet et obscur. Du moins, il proclame nettement le principe que les divergences de foi ne doivent créer dorénavant aucune différence légale entre les sujets de l'Empire. Quiconque voudra sortir de la religion catholique, présentera une déclaration écrite individuelle; les apostasies en masse ne seront pas valables et les dissidents s'abstiendront de peser sur leurs parents ou leurs serviteurs pour les entraîner avec eux; ils continueront de payer au curé les taxes ordinaires. Ils pourront acquérir des propriétés, obtenir le droit de bourgeoisie et les titres académiques, et ils seront admissibles aux fonctions publiques, à condition de présenter aux magistrats une demande d'autorisation qui ne pourra pas leur être refusée. Dans les mariages mixtes, si le père est catholique, les enfants seront catholiques. Le catholicisme « conservera l'avantage du culte public »; les églises des dissidents n'auront aucun signe extérieur qui indique leur destination; ils ne sonneront pas les cloches. Ils ne seront admis à ouvrir une église ou une école et à appeler un pasteur que dans les localités où ils constituent au moins un groupe de cent familles; partout ailleurs, ils devront, comme par le passé, envoyer leurs enfants à l'école commune et s'adresser au prêtre pour les actes de la vie civile. Les pasteurs n'empêcheront pas leurs fidèles de recevoir les secours du curé s'ils le désirent, et le prêtre aura toujours le droit de visiter une fois un malade, même sans être appelé.

Les protestants étaient ainsi retenus dans une condition d'infériorité manifeste, et, si l'édit de 1781 mit fin aux persécutions sanglantes, il fournit aux fonctionnaires et au clergé d'assez nombreux prétextes d'intervention abusive. Tel quel cependant, il parut d'une hardiesse redoutable à beaucoup des ministres du roi, et parmi eux à des hommes qui n'étaient ni féroces ni violents. Le comte de

Blumeggen, le Chancelier, voulait que l'on spécifiât clairement que les non-catholiques n'avaient aucun droit : la tolérance qu'on leur accordait serait toujours révocable; ils ne pourraient avoir de pasteur que dans les lieux où quatre cent familles le demanderaient; ils n'auraient pas d'école particulière; dans les mariages mixtes, les enfants seraient catholiques; les règlements de police qui visaient les livres hérétiques ne seraient pas abrogés. — Le gouvernement de Bohême, surtout le comte de Rottenhahn, suppliait qu'au moins on s'abstînt de promulguer l'édit : sans cela, des émissaires provoqueraient des apostasies en masses, qui seraient le signal d'une nouvelle révolte hussite.

Ces doléances eurent-elles quelque action sur Joseph II? — Toujours est-il que le décret ne fut publié qu'en allemand. Peut-être est-ce pour cela que les effets n'en apparurent qu'avec une certaine lenteur; peut-être aussi les dissidents, avertis par l'exemple de Vchétin, avaient-ils redouté un piège. Les statistiques officielles évaluent le nombre des protestants en Autriche, en dehors de la Hongrie, à 73,000 en 1782, 100,000 en 1784, 156,000 en 1788; en Bohême, à la fin du règne de Joseph II, on comptait environ 45,000 protestants, répartis en trente-cinq églises helvétiques et douze luthériennes.

L'histoire a le devoir de saluer avec respect la tardive victoire des martyrs héroïques qui, au prix de souffrances inouïes, avaient fait triompher les droits de la conscience. Dans le combat inégal où ils avaient contre eux les forces coalisées de l'Église et de l'État, ils gardaient définitivement l'avantage; leur constance avait lassé la fureur des bourreaux, et de leur sang et de leurs larmes non moins que des écrits des philosophes est née la liberté moderne. — Ils sortaient mutilés de cette bataille séculaire, et les pauvres débris des phalanges hussites ne songeaient plus à disputer au clergé la domination de l'Autriche : il eût pu accepter sans inquiétude, et même avec satisfaction, l'édit qui le libérait lui aussi, l'affranchissait de cette tâche odieuse de

violence dans laquelle il s'était enlisé et avili. Quelques prêtres approuvèrent les desseins de l'Empereur, l'évêque de Kralové-Hradets entre autres, âme généreuse et noble, qui recommanda à ses curés d'éviter la polémique, de ménager les sentiments de ceux des dissidents qui étaient encore obligés de s'adresser à eux, de simplifier dans ce cas les cérémonies et « de s'abstenir des formules purement catholiques qui sont directement opposées à leurs croyances. Nous obéirons aux préceptes de notre Sainte Religion, à la loi de la nature et de la raison, si nous n'employons d'autre arme que la prière pour incliner vers la route de la vérité et de la vertu cette loi de tolérance [1] ». Cet appel à la conciliation provoqua d'amères réponses. — D'après la parole divine, écrit un contemporain, ceux-là seuls sont véritablement religieux qui ne croient pas aimer assez Dieu s'ils ne travaillent pas au salut de leur prochain. Ainsi donc, il ne faut plus enseigner les vérités divines! Il faut craindre de les proclamer en chaire, parce qu'il se trouve peut-être là un hérétique qu'elles pourraient choquer! Pourquoi le Christ les a-t-il enseignées, lui qui parlait à un peuple qui ne croyait pas ? Et ses apôtres? Pensez-vous que leur prédication fût agréable à ceux à qui elle s'adressait!

Ces fanatiques avaient derrière eux, avec la plupart des chefs de l'Église, les moines, une partie de l'aristocratie et bon nombre de fonctionnaires. L'Empereur lui-même finit par être ébranlé par ces criailleries. Il éprouva d'abord le besoin de protester de la sincérité de son catholicisme : Beaucoup prétendent, disait la patente du 26 avril 1782, que peu importe à Sa Majesté à quelle religion appartiennent ses sujets, ou même que l'apostasie lui est agréable..... La gloire de la bienheureuse religion catholique dont les progrès et l'expansion ne peuvent être obtenus que par l'enseignement et la persuasion, demeure le désir le plus cher de l'Empereur et son souci constant ;

1. Brunner, Die theolog. Dienerschaft K.'s J. II, p. 328.



son vœu le plus ardent est que ses sujets sans exception restent par libre conviction attachés à cette sainte doctrine où ils peuvent le plus sûrement trouver leur salut. » — Il le prouva en exigeant des garanties plus précises de ceux qui déclaraient vouloir sortir de l'Église dominante et en ordonnant qu'ils fussent soumis à une instruction religieuse préalable.

Il s'étonnait de l'espèce d'ingratitude qui avait accueilli son décret, du refus d'un certain nombre de dissidents d'en accepter les clauses. D'après la loi, ils devaient opter entre les confessions helvétique et germanique ou l'Église grecque. Mais les sectes mystiques, qui représentaient le noyau de beaucoup le plus important des hérétiques, ne rentraient dans aucun des cadres convenus. Ils étaient arrivés à une sorte de religion naturelle, rejetaient l'autorité de l'Écriture et les mystères du Christianisme. Haj et ses amis avaient beau les presser de toutes les manières : ils opposaient à leurs exhortations une invincible douceur : — « Qu'on fasse de nous ce qu'on voudra, nous n'adorerons jamais qu'un seul Dieu et nous n'accepterons jamais d'autre loi que ce que comprend notre raison. — Mais comprenez-vous comment pousse le grain de blé? Tout n'est-il pas mystère dans la nature? Et n'avez-vous pas l'exemple de tant de princes, de tant de rois, de l'Europe entière, qui acceptent le mystère de la croix? — Les princes et les rois, les grands seigneurs et les maîtres des hommes pensent comme nous, seulement ils ne l'avouent pas. » Au commencement de 1783, 120 *Déistes* et un certain nombre d'*Israélites* furent relégués en Transylvanie; leur fermeté ne se démentit pas; l'Empereur qui les vit en Hongrie, admira leur simplicité et s'attrista de leur opiniâtreté. Elle n'avait pas produit moins d'impression sur leurs compatriotes tchèques et beaucoup de ces derniers, peu satisfaits de leurs pasteurs, abjurèrent la confession helvétique pour se rallier à « la foi de Dieu [1] ».

[1]. Helfert, Journal du Musée bohême, 1877, p. 545. — Adamek, Travaux de l'Académie tchèque, VI, p. 58.

Joseph II essaya de fermer les yeux, mais les sectaires, impatients du martyre, ne permettaient pas qu'on les oubliât. Il lança alors le décret fameux du 14 juin 1783 : — Comme ces gens-là ne sont ni déistes, ni israélites, mais qu'ils se sont laissé séduire en partie par bêtise et ignorance, en partie par légèreté et goût des choses étranges et que la persécution les a ensuite ancrés dans leur foi, le roi ordonne que ces termes dont on a fait abus disparaissent ; si quelqu'un vient de lui-même se déclarer déiste, israélite ou quelque chose d'analogue, il recevra sans autre formalité vingt-quatre coups de bâton sur le dos et l'on recommencera chaque fois qu'il reviendra. — Le décret fut renouvelé l'année suivante ; les obstinés devaient être battus, « non à cause de ce qu'ils croient ou ne croient pas dans leur cœur, mais parce qu'ils prétendent être quelque chose qu'ils ne comprennent pas ». Le roi donnait beau jeu à ses adversaires : — « La tolérance, la philosophie d'un côté, remarquait un pamphlétaire, et vingt-quatre coups de bâton sur le dos, de l'autre, comment arranger cela ? » — L'Empereur eût été certes mieux inspiré de suivre les conseils d'un autre écrivain : « Tous les hommes ont le droit et le devoir d'exprimer leur opinion, et le gouvernement est tenu de protéger ce droit ; il est absurde de parler de religion dominante. » En réalité, il était aussi éloigné que possible de cette conception d'un État où le souverain se contente d'assurer l'ordre public et laisse les idées se développer sans contrainte. Quand il avait promulgué l'édit de tolérance, il avait surtout obéi à des considérations pratiques et au désir d'en finir avec des violences qui, sans résultat appréciable, entretenaient dans le pays une agitation fâcheuse ; il n'avait nullement entendu abdiquer son titre de directeur général des consciences ; il avait le devoir de veiller à ce que ses sujets ne fussent pas victimes de superstitions dangereuses et d'écarter les coutumes qui étaient funestes à la prospérité générale. Il ne remplissait pas, d'ailleurs, sa haute mission avec moins de rigueur vis-à-vis de l'Église que vis-à-vis des hérétiques

et il exigeait du clergé qu'il suivît docilement ses instructions. Par là, bien plus que par sa tolérance que la Curie avait acceptée sans étonnement, il allait entrer en conflit avec la papauté et ajouter de nouvelles colères à celles que ses réformes politiques avaient déjà accumulées.

Quelque confiance qu'il eût en lui-même, il avait bien été forcé de s'avouer que pour accomplir les bouleversements qu'il méditait, le concours de l'opinion lui était indispensable; il s'attacha à se la concilier et à agir sur les esprits. La censure devint très tolérante; les commissions locales ne conservèrent que l'examen des publications de médiocre importance, affiches, annonces, etc., tandis que les ouvrages de quelque étendue furent soumis à une commission centrale, qui eut ordre de ne pas examiner les choses de trop près; les théologiens ne furent consultés que pour les livres religieux; les formalités qui gênaient le commerce de la librairie furent atténuées, le colportage toléré. Après une si longue oppression, cette brusque émancipation produisit une sorte d'ivresse. Ce fut un déluge de brochures et de livres; les auteurs, nous dit un contemporain, qui erraient en haillons et mangeaient dans des cabarets borgnes, devinrent des personnages, fréquentèrent les hôtels à la mode et se commandèrent des habits de velours. En 1783, un manuel de librairie compte 435 écrivains à Vienne, 110 à Prague, 14 à Brno, 12 à Olomouts. La quantité remplaçait la qualité, et le censeur de Prague, Riegger, libéral, soupirait d'être obligé d'accorder son visa à un ramassis de sottises qu'il eût mieux valu jeter au feu. Rien en Autriche ne rappelle, même de très loin, cet admirable mouvement du XVIII[e] siècle allemand qui commence par Wieland et Lessing pour aboutir par Herder et Kant à Schiller et à Gœthe. Les apôtres du Joséphinisme participent aux plus fâcheux défauts de leur Dieu : ils prennent les questions par le côté vulgaire, sans autre criterium que l'utilité matérielle; il leur manque le respect de la science, la sérénité de la



pensée, l'amour désintéressé de la vérité; le public se lassa vite de leur polémique triviale et de leurs pitreries.

Ils avaient un appui moins inconstant dans les sociétés secrètes et en particulier dans les Loges maçonniques. A la suite de l'invasion bavaroise, elles étaient demeurées très suspectes à Marie-Thérèse, et la protection de François de Lorraine les avait seules garanties contre une suppression complète. Joseph II, tout en affectant un profond dédain pour ces « charlatans », ménageait en eux des alliés très utiles. Entre les rapports de police qui abondent en inventions saugrenues et les mensonges des membres qui dissimulent ou exagèrent l'action des loges, il est fort difficile de fixer avec précision l'influence dont elles jouissent à ce moment. Il y en avait six à Prague en 1781, et la qualité de leurs membres permet d'affirmer que leur action sociale n'était pas méprisable. Il est probable qu'elles renfermaient des variétés d'opinions assez distinctes; mais elles étaient en relations suivies avec les loges étrangères, recevaient des journaux et des livres français et étaient nettement hostiles à l'Église. A côté d'elles, des sociétés plus mystérieuses, les Illuminés et les Rose-Croix, originaires de Bavière, représentaient des tendances plus radicales, et on affirme qu'elles enseignaient à leurs adeptes « que la religion n'est qu'une duperie ».

Joseph II finit par s'inquiéter des progrès de ces clubs, limita le nombre des loges et de leurs membres, les obligea à soumettre aux autorités la liste de leurs adhérents et la date de leurs réunions. Ces retours n'étaient pas rares chez lui. Frédéric II le félicitait en 1770 « d'avoir rejeté la superstition », mais Pie VI disait « qu'il avait un grand fonds de religion et était le meilleur catholique du monde ». Le pape forçait évidemment un peu la note, il ne se trompait pas complètement. Il est vrai qu'en 1783 l'Empereur parut penser à un schisme et qu'il se flattait « de convaincre ses sujets qu'ils n'ont pas besoin d'être romains pour être catholiques », et il est vrai aussi qu'il traita plusieurs fois le pape avec une désinvolture d'assez mauvais

ton; il n'en était pas moins sincère dans ses professions de foi. Seulement, s'il avait la volonté de respecter « les droits légitimes et bien fondés du Saint-Siège dans les questions de dogme et dans la conduite des âmes », il était résolu à « ne jamais permettre une ingérence étrangère dans les questions qu'il regardait comme dépendant de la souveraineté temporelle, souveraineté qui s'applique à tout ce qui dans l'Église est d'invention non divine, mais humaine ». On comprend jusqu'où pouvait aller dans cette voie, avec un programme aussi élastique, un prince jeune, ardent, ombrageux, et qui était absolument persuadé de l'infaillibilité de sa propre raison. Il n'eût peut-être pas échappé à une rupture violente si la papauté n'eût été alors dans un tel état de faiblesse qu'elle préféra courber la tête sous l'orage.

Il commença par établir nettement son autorité sur le clergé. Aucune bulle du pape et aucune décision de chefs d'Ordre ne purent être acceptées dans la monarchie qu'après avoir été approuvées par le souverain; les appels en cour de Rome furent interdits. Les évêques à leur entrée en fonction prêtèrent serment à l'Empereur, « leur unique maître et souverain »; ils s'engagèrent « à ne rien faire ou laisser faire qui pût être directement ou indirectement nuisible à l'État et au prince, à obéir fidèlement et sans réserve à ses ordonnances, lois et résolutions, et à exiger de leurs subordonnés la même obéissance scrupuleuse. Ils ne se permettraient d'adresser à leurs prêtres aucune instruction générale ou aucun mandement, de quelque nature ou sous quelque forme que ce fût, sans les avoir présentés au gouverneur et avoir obtenu son approbation; ils ne condamneraient pas la lecture d'un ouvrage approuvé par le censeur et ne prononceraient pas d'interdit ou d'excommunication. Ils eurent besoin de l'autorisation de l'État pour désigner leurs vicaires généraux et leurs conseillers consistoriaux, pour nommer et déplacer leurs doyens; ils perdirent toute influence sur le recrutement de leur clergé, puisque leur action se borna à conférer l'ordination aux jeunes candidats



pensée, l'amour désintéressé de la vérité; le public se lassa vite de leur polémique triviale et de leurs pitreries.

Ils avaient un appui moins inconstant dans les sociétés secrètes et en particulier dans les Loges maçonniques. A la suite de l'invasion bavaroise, elles étaient demeurées très suspectes à Marie-Thérèse, et la protection de François de Lorraine les avait seules garanties contre une suppression complète. Joseph II, tout en affectant un profond dédain pour ces « charlatans », ménageait en eux des alliés très utiles. Entre les rapports de police qui abondent en inventions saugrenues et les mensonges des membres qui dissimulent ou exagèrent l'action des loges, il est fort difficile de fixer avec précision l'influence dont elles jouissent à ce moment. Il y en avait six à Prague en 1781, et la qualité de leurs membres permet d'affirmer que leur action sociale n'était pas méprisable. Il est probable qu'elles renfermaient des variétés d'opinions assez distinctes; mais elles étaient en relations suivies avec les loges étrangères, recevaient des journaux et des livres français et étaient nettement hostiles à l'Église. A côté d'elles, des sociétés plus mystérieuses, les Illuminés et les Rose-Croix, originaires de Bavière, représentaient des tendances plus radicales, et on affirme qu'elles enseignaient à leurs adeptes « que la religion n'est qu'une duperie ».

Joseph II finit par s'inquiéter des progrès de ces clubs, limita le nombre des loges et de leurs membres, les obligea à soumettre aux autorités la liste de leurs adhérents et la date de leurs réunions. Ces retours n'étaient pas rares chez lui. Frédéric II le félicitait en 1770 « d'avoir rejeté la superstition », mais Pie VI disait « qu'il avait un grand fonds de religion et était le meilleur catholique du monde ». Le pape forçait évidemment un peu la note, il ne se trompait pas complètement. Il est vrai qu'en 1783 l'Empereur parut penser à un schisme et qu'il se flattait « de convaincre ses sujets qu'ils n'ont pas besoin d'être romains pour être catholiques », et il est vrai aussi qu'il traita plusieurs fois le pape avec une désinvolture d'assez mauvais



ton; il n'en était pas moins sincère dans ses professions de foi. Seulement, s'il avait la volonté de respecter « les droits légitimes et bien fondés du Saint-Siège dans les questions de dogme et dans la conduite des âmes », il était résolu à « ne jamais permettre une ingérence étrangère dans les questions qu'il regardait comme dépendant de la souveraineté temporelle, souveraineté qui s'applique à tout ce qui dans l'Église est d'invention non divine, mais humaine ». On comprend jusqu'où pouvait aller dans cette voie, avec un programme aussi élastique, un prince jeune, ardent, ombrageux, et qui était absolument persuadé de l'infaillibilité de sa propre raison. Il n'eût peut-être pas échappé à une rupture violente si la papauté n'eût été alors dans un tel état de faiblesse qu'elle préféra courber la tête sous l'orage.

Il commença par établir nettement son autorité sur le clergé. Aucune bulle du pape et aucune décision de chefs d'Ordre ne purent être acceptées dans la monarchie qu'après avoir été approuvées par le souverain; les appels en cour de Rome furent interdits. Les évêques à leur entrée en fonction prêtèrent serment à l'Empereur, « leur unique maître et souverain »; ils s'engagèrent « à ne rien faire ou laisser faire qui pût être directement ou indirectement nuisible à l'État et au prince, à obéir fidèlement et sans réserve à ses ordonnances, lois et résolutions, et à exiger de leurs subordonnés la même obéissance scrupuleuse. Ils ne se permettraient d'adresser à leurs prêtres aucune instruction générale ou aucun mandement, de quelque nature ou sous quelque forme que ce fût, sans les avoir présentés au gouverneur et avoir obtenu son approbation ; ils ne condamneraient pas la lecture d'un ouvrage approuvé par le censeur et ne prononceraient pas d'interdit ou d'excommunication. Ils eurent besoin de l'autorisation de l'État pour désigner leurs vicaires généraux et leurs conseillers consistoriaux, pour nommer et déplacer leurs doyens; ils perdirent toute influence sur le recrutement de leur clergé, puisque leur action se borna à conférer l'ordination aux jeunes candidats



qui leur étaient présentés par les directeurs des établissements officiels et dont il leur fut interdit d'examiner les connaissances et la piété.

Les simples prêtres furent traités comme de petits fonctionnaires préposés au service de la morale publique ; ils furent placés sous la surveillance des officiers municipaux et des capitaines de cercles qui tinrent la main à ce qu'ils s'acquittassent consciencieusement de leurs fonctions, c'est-à-dire qu'ils combattissent la superstition et inspirassent aux fidèles l'amour de l'Empereur. — « Les lois du prince lient-elles la conscience? enseignait un manuel qui faisait autorité. — Quand les souverains, après avoir mûrement réfléchi, prennent des conclusions, ces résolutions de leur sagesse constituent des lois ; la conscience et la sagesse des souverains sont seules juges de la justice de la loi ; ils gouvernent d'après un plan général, les sujets ne voient que des fragments de la grande machine, et les pieds ne doivent pas se soulever contre la tête. » — On rompit les prêtres à leur rôle d'apôtres de la Majesté Impériale dans des séminaires généraux où l'on s'occupa, suivant les instructions du prince, « de former des pasteurs de la foule, des citoyens utiles », et qui parurent mieux faits pour dresser des sujets fidèles que des gardiens de la foi catholique : on y enseignait l'histoire ecclésiastique d'après le livre d'un professeur protestant de Wittemberg; le manuel de droit canon affirmait que le monarque ne dépasse pas sa compétence en s'arrogeant le pouvoir de nommer les évêques, en supprimant le célibat ecclésiastique et en introduisant la langue populaire dans le service divin.

Ce n'était pas là de pures chimères. Non seulement Joseph II dépouille l'Église de ses privilèges, soumet ses biens à l'impôt, supprime sa juridiction ; non seulement, il s'attribue le pouvoir de nommer les curés, mais il leur trace leur conduite jusque dans les détails les plus intimes et il tranche de sa propre autorité des questions qui touchent la discipline et presque la doctrine. Le règlement de 1783 marque à ce point de vue la plus hardie tentative d'empié-

tement que se soit jamais permise un prince catholique : les prêtres inscriront sur un carnet leurs sermons avec le jour où ils ont été prononcés et ils présenteront ce registre à l'autorité laïque, si elle les en requiert; ils donneront à leur prédication un caractère pratique, éviteront les polémiques, détourneront les fidèles de la communion et de la confession fréquentes. — Un décret de 1786 ordonne que les exercices religieux et le service divin seront célébrés en langue vulgaire. Quelle était la pensée de l'Empereur? Avait-il voulu préparer la fondation d'une Église nationale? Chaque curé interpréta le mandat à sa guise et toute unité disparut dans le culte. — Une série d'autres mandats interdisent les confréries et les congrégations, limitent les pèlerinages et les processions, suppriment les chemins de croix, les rosaires, les chapelets. Le roi ne néglige pas les détails les plus futiles; « les séminaristes auront à se raser eux-mêmes, et il n'y a pas de crédit à ouvrir pour cela; les maladroits et ceux qui n'ont pas appris, paieront le barbier de leur poche »; il prescrit l'heure des cérémonies religieuses, le nombre des cierges, la décoration des autels, défend d'orner et d'illuminer les statues et les images des saints dans les temples et dans les rues.

L'État soustrait à l'influence du clergé les services généraux sur lesquels reposait en partie son influence, l'assistance et l'école. *L'Institut de l'amour divin* (1783) substitue aux aumônes irrégulières des couvents et des confréries un système de charité officielle; la création d'hospices, de maternités, d'asiles pour les infirmes, les aveugles et les sourds-muets, la fondation d'un mont de piété (1788), indiquent les progrès d'une conception sociale nouvelle qui voit dans la misère un désordre public dont le souverain ne saurait abandonner la guérison à la piété des fidèles. Les écoles cessent d'avoir pour principal objet la formation de Chrétiens dociles et pieux. Les exercices religieux qui absorbaient la plus grande partie du temps des études, messes, vêpres, confessions, sont supprimés ou réduits. Les professeurs ne sont plus tenus de jurer à leur



entrée en fonctions qu'ils croient à l'Immaculée Conception; on appelle des étrangers et des protestants. On introduit les disciplines qu'avait longtemps tenues en quarantaine la méfiance des Jésuites : la physique, les sciences naturelles, l'histoire générale.

La liberté y gagne moins qu'on ne le croirait, et la tutelle du souverain n'est pas beaucoup moins gênante que celle de l'Église : les Universités, dépouillées de leurs biens, privées de leur juridiction, sont soumises au Gubernium et à quatre directeurs nommés par le roi. Busching raconte en 1777 que « tous les professeurs de Vienne ont reçu l'ordre d'écrire des livres ». La légende est piquante et caractérise bien le régime imposé par Joseph II à l'Enseignement supérieur. Il est bien évident du moins que l'Empereur n'admet aucun partage d'autorité et que chaque progrès de l'organisme scolaire correspond à une diminution de la puissance ecclésiastique. Or, le développement de l'instruction est un des soucis constants du règne : les parents sont tenus d'envoyer leurs enfants à l'école et les capitaines de cercles doivent y veiller; l'enseignement technique est créé, l'enseignement des filles fondé; la population scolaire passe, dit-on, de 15,000 élèves sous Marie-Thérèse à 180,000, dans 2,200 établissements, en grande majorité d'origine récente.

Les Ordres monastiques n'ont plus désormais aucune raison d'être. Le XVIII[e] siècle avait quelque sympathie pour les curés, pauvres diables qui n'étaient guère moins misérables que leurs paroissiens, peu exigeants en matière de dogme, indulgents aux faiblesses humaines et qui, après tout, apportaient quelque lumière au milieu des populations ignorantes et faméliques; il était impitoyable pour les moines qui choquaient son triple culte de la nature, de la raison et du progrès économique. Joseph II les détestait parce qu'il voyait en eux « les sujets les plus inutiles et les plus dangereux » et parce que le « gouvernement n'avait sur eux à peu près aucune autorité ». Il permit aux évêques de les relever de leurs vœux, interdit aux monas-

tères de recevoir des novices pendant dix ans. En 1781, il supprima les Ordres contemplatifs, Chartreux, Carmélites, Camaldules, etc. L'application du décret fut très irrégulière, mais les gouverneurs savaient qu'ils plairaient au souverain en interprétant l'ordonnance dans le sens le plus rigoureux. En Moravie, le comte Cavriani, très ardent partisan des réformes, se distingua par son zèle; on affirme que dans le diocèse d'Olomouts, il ne resta pas une seule abbaye. Ioungmann calcule qu'en Bohême 71 couvents furent supprimés sur 154, — sans compter bien entendu les maisons des Jésuites. Avec les biens confisqués, on créa le « fonds de religion », qui servit à des œuvres de charité ou d'instruction, naturellement sous l'administration exclusive de l'État.

Privée de tout contact direct avec Rome, dépouillée d'une partie importante de ses revenus, humiliée par l'ingérence brouillonne des agents royaux, gênée dans l'exercice de ses devoirs essentiels, il fallait pour que l'Église acceptât une semblable dépendance, — qui a duré, avec quelques adoucissements de fait, jusqu'au Concordat de 1855, — qu'elle fût profondément affaiblie. Elle subissait à son tour l'influence néfaste de la décadence morale que l'oppression avait créée autour d'elle; elle avait péché contre l'esprit, elle s'était habituée à chercher sa force dans l'appui de l'État; elle fléchissait à son tour sous son joug écrasant. Elle mourait de son triomphe, dernière victime de la Contre-Réforme.

L'épreuve lui fut salutaire. Les calomnies absurdes de la réaction cléricale ne sauraient nous dissimuler que parmi les auxiliaires de Joseph II l'on comptait, non seulement les représentants les plus distingués de l'aristocratie, mais quelques-uns des membres les plus éminents du clergé bohême, qui regrettaient sans doute certaines imprudences du roi, mais qui étaient convaincus de la nécessité de réformes radicales. L'événement les justifia : les innovations de l'Empereur agirent à la fois directement et par réaction, mais dans le même sens. Affranchis de leurs pré-

jugés par une éducation moins timorée et gênés dans leur action naturelle par un despotisme tracassier, les prêtres commencèrent à comprendre les avantages de la liberté et les dangers de la centralisation ; ils se rapprochèrent du peuple, vécurent de la vie nationale et devinrent un des éléments les plus actifs de la renaissance contemporaine.

De toutes les manières ainsi, le règne de Joseph II était destiné à aboutir à un résultat opposé à celui qu'il poursuivait. Pour le juger avec une pleine équité, il convient de tenir compte, non seulement de ce qu'il a fait lui-même, mais de ce qui est sorti de son action : il est impossible alors de ne pas saluer en lui un grand initiateur. Son âme était plus généreuse que son intelligence n'était ouverte : sa bonne volonté a eu sa récompense. Il a eu la chance, rare dans l'histoire, que son succès a dépassé ses intentions, il voulait former un État, il a créé des peuples.

CHAPITRE V

La Germanisation. — Léopold II[1]

Joseph II et le sentiment national tchèque. — La germanisation sous Marie-Thérèse : les écoles. — Joseph II poursuit le même système, mais avec plus d'emportement. Progrès de l'allemand dans l'école et dans l'administration. — Désaffection générale : la politique extérieure; la révolte des Pays-Bas et l'agitation en Hongrie.

La restauration de l'Empire par Léopold II. — Les remontrances des États tchèques et moraves : Libéraux et Féodaux. Léopold maintient les principales réformes de son frère. — Les patriotes tchèques : la fondation d'une chaire de tchèque à Prague. — L'aurore d'un siècle nouveau.

Joseph II avait lésé trop d'intérêts, froissé trop de préjugés, brisé trop de traditions pour ne pas rencontrer à un moment donné une redoutable coalition. Les défenseurs du passé, d'abord ahuris par la vigueur de l'attaque, n'abandonnaient pas la partie et guettaient les réveils de l'opinion. Les peuples sont ingrats ; ils étaient troublés par ce tumulte de décrets, contrariés dans leurs habitudes; ils n'oubliaient pas malgré tout les bienfaits du roi. Il refroidit leurs sympathies par sa politique germanisatrice.

1. Sur la Germanisation, les principaux faits ont été réunis par Rieger, dans la Osviéta, 1887. — Helfert, *Gründung der œsterr. Volkschule unter M. Th.*, 1860. — Cholts, *La nationalité et son importance dans la vie publique*, Prague, 1880. — Dobrovsky, *Gesch. der bœhm. Sprache u. Literatur* (1792). — Peltzel, *Gesch. der Deutschen u. ihrer Sprache in Bœhmen* (1788). — Ioungmann, *Histoire de la littérature bohême*, 1825. — On trouve des renseignements sur cette période dans presque toutes les biographies des premiers apôtres de la Renaissance. V. Vltchek, *Hist. de la littérature bohême*, p. 143. — Sur la littérature allemande en Bohême, l'article de Klaar, dans die Deutsche Arbeit in Bœhmen, 1901.



La suppression des diètes, le développement de la bureaucratie, la soumission toujours plus étroite de la Bohême aux commissions viennoises, n'avaient eu qu'un retentissement restreint; c'étaient en quelque sorte des mesures théoriques, qui passaient par-dessus la foule; il en fut tout autrement dès qu'on prétendit lui imposer une langue inconnue. Par là, la domination étrangère prenait une forme concrète et l'instinct de conservation se cabra.

Le roi ne s'aperçut de son imprudence qu'à la dernière heure et il ne comprit jamais l'intensité des colères déchaînées par sa manie de germanisation. Pas plus que chez Frédéric II, on ne trouverait chez lui ombre de chauvinisme allemand, et il était si complètement détaché des passions nationales qu'il ne les soupçonnait pas chez les autres. Il ne vit dans la suppression des idiomes particuliers qu'un moyen de hâter la propagation des idées qui lui étaient chères et de fortifier son autorité. « Quels admirables avantages, dit le rescrit du 11 mai 1784, découleraient pour le bien général de l'usage d'une même langue et de l'expédition de toutes les affaires dans cette langue! Combien ainsi les diverses parties de la monarchie seraient plus solidement rattachées entre elles et les habitants réunis les uns aux autres par un lien plus puissant de fraternité, il est facile à chacun de le comprendre, et l'exemple de la France, de l'Angleterre et de la Russie en est une preuve suffisante. » Pour atteindre ce résultat, Joseph crut que quelques décrets suffiraient et, s'il prévit des difficultés en Galicie et en Hongrie, il n'en attendit point en Bohême. — Erreur excusable ! Le tchèque n'affleurait presque plus à la surface, les seigneurs ne le parlaient jamais, les bourgeois suivaient leur exemple : la littérature slave n'était représentée que par quelques rares publications d'une insignifiance absolue.

Ce que cette décadence avait de plus grave, c'est qu'elle n'était la suite d'aucun plan longuement médité, d'aucune pression étrangère; c'était comme une anémie progressive, une impuissance d'être, l'évanouissement d'un organisme



usé. Peut-être eût-il suffi pour amener la catastrophe finale qu'aucune secousse ne réveillât le malade, ne l'avertît du danger qu'il courait, ou encore qu'une attraction puissante achevât de détourner les peuples de souvenirs à demi effacés et emportât dans un large courant d'aspirations communes les dissidences qui s'enfonçaient dans une vague pénombre. Un régime de discussion et de liberté, en évoquant des enthousiasmes nouveaux, eût achevé d'effacer les impressions lointaines qui hantaient encore la somnolence des âmes. Joseph II ne comprit pas qu'il est des abdications qu'on n'obtient des peuples qu'en leur offrant une alléchante indemnité. Les paysans de Bohême pendant leur léthargie n'avaient pas cessé de rêver, et, ce qui apparaissait dans leurs songes, c'était Charles IV, Hus, Zizka, Podiébrad, ces héros d'une sorte d'âge d'or où leurs pères avaient été libres et heureux. Menacés dans leur idiome national, il leur sembla qu'on les spoliait de leurs derniers titres d'humanite, qu'on leur fermait l'avenir en leur arrachant leur passé. Non pas sans doute que ces idées se soient présentées à eux sous une forme précise; ils se sentirent seulement victimes d'une tyrannie pire que n'avait été l'oppression féodale, et, du coup, Joseph II perdit l'avantage que lui donnaient sur ses adversaires les principes qu'il représentait; comme les chevaliers de la légende, dans la main desquels se brise l'épée magique du moment où ils oublient leur serment, il avait trahi la cause de la liberté et il resta seul et désarmé en présence de tous ceux dont il avait contesté les privilèges et qui exploitèrent habilement contre lui les tristesses populaires.

L'initiative de ce mouvement de germanisation ne lui appartient pas. En réalité, il remontait à l'avènement des Habsbourgs. Pendant fort longtemps, il n'avait été que la conséquence naturelle de l'union de la Bohême avec des pays allemands, et les souverains n'avaient rien fait pour le hâter; sous Marie-Thérèse seulement, il devint un système. Tout d'abord, ce fut un des résultats du despotisme

centraliste : plus le gouvernement viennois étendait ses attributions et plus il était agacé par les différences locales; les souverains feignirent de croire, crurent souvent, qu'ils servaient ainsi la cause du peuple, qu'ils l'arrachaient à l'isolement où le condamnait un idiome barbare. Boh. Rieger a remarqué finement que Comenius fut un des écrivains dont les doctrines eurent alors le plus d'influence : les philosophes du XVIII[e] siècle retournèrent ses principes contre les Tchèques, quelques-uns de très bonne foi. Il avait enseigné qu'il fallait mettre l'enfant en présence de la réalité, ne pas entraver son intelligence dans les langes d'un dialecte disparu : on en conclut qu'il fallait remplacer le latin par une langue vivante. Laquelle? Personne ne songea au tchèque, qui n'était plus qu'un patois de paysans. Il ne restait donc que l'allemand : — « Qui ne connaît que le latin et le tchèque, écrit en 1765 un des conseillers de la reine, est un citoyen inutile à l'État et un mauvais savant. » — Dès lors, c'est le mot d'ordre, et c'est encore l'antienne que chantent les germanisateurs d'aujourd'hui : le tchèque ne sert à rien, c'est un entêtement absurde que de s'obstiner à maintenir un jargon que comprennent à peine quelques millions d'hommes, et un gouvernement sage ne saurait s'arrêter à ces fantaisies puériles. — Ces arguments sont sérieux, seulement ils s'appliquent à toutes les langues du monde qui devraient abdiquer en faveur du volapük ou de l'espéranto.

Les réformes scolaires de Marie-Thérèse ont pour objet essentiel de répandre la langue germanique. Elles sont inspirées par des Allemands, le prieur de Sagan, Felbigger, l'auteur du nouveau plan d'études, — Kindermann, à qui son zèle valut le titre de baron de Schulstein et l'évêché de Litomierzitse, — Rautenstrauch, etc. ; avec une candeur touchante, ils confondent les progrès de la civilisation et ceux de l'allemand. Dès 1765, un décret ordonne de ne nommer que des instituteurs sachant l'allemand et « de prendre toutes les mesures qui pourraient contribuer à l'expansion générale de cette langue ». Le comte Chotiék est

invité assez vertement à s'occuper plus activement que par le passé de cette question. Il n'était pas le seul dont la tiédeur déplût à l'Impératrice. Bien que les grands seigneurs bohêmes fussent de très médiocres patriotes, pour la plupart incapables d'écrire correctement une phrase tchèque, un secret instinct les avertissait que leurs propres titres étaient liés à la cause nationale et ils redoutaient le triomphe exclusif de la langue de la Cour.

Leur mauvaise humeur n'arrêta pas Marie-Thérèse, et le plan de germanisation se développa toujours plus nettement. Dans le règlement scolaire du 4 décembre 1774, qui organise l'enseignement primaire en Autriche, il n'est question que d'écoles allemandes; les instituteurs feront leurs études dans les écoles normales, qui sont allemandes; partout où il est question de la langue maternelle, c'est l'allemand qu'on entend. Le slave ne trouve plus asile que dans les écoles primaires les plus élémentaires, encore pour un temps assez court. L'ordonnance de 1776 n'admet dans les gymnases que les élèves qui ont passé par les écoles primaires supérieures allemandes; dans les établissements d'instruction secondaire, l'allemand est la langue exclusive de l'enseignement; on tolère le tchèque dans quatre lycées, pendant trois ans.

En fait, les choses n'allaient pas si vite : les instituteurs manquaient, les élèves ne comprenaient pas la langue de leurs maîtres et se décourageaient : la reine, sur les instances du Gubernium, faisait certaines concessions, permettait de mauvaise grâce l'impression de quelques ouvrages d'éducation en tchèque. Elle ne renonçait pas à ses projets. — « L'État doit devenir un peuple, lui écrivait un de ses conseillers; je sais qu'il y faudra des siècles et que la violence est un détestable moyen; mais l'État ne meurt jamais, et c'est en partant de cette considération et non de sa propre vie que le souverain doit agir. » La cour méditait de germaniser la Galicie, où il n'y avait pas d'Allemands. En Bohême, on obtenait des résultats moins problématiques : Kindermann se réjouissait de voir des élèves



d'une région purement slave jouer une pièce en allemand, « tout naturellement ». — Au bout de la première année, constate l'historien Peltzel, témoin attristé de cette transformation, les enfants ont déjà un petit bagage de mots et de tournures étrangères ; on les entend parler allemand dans les rues et ils crient : Komm her, au lieu de podj sem, et was denn au lieu de tso pak. La deuxième année, ils sont assez familiers avec la langue pour que le maître puisse souvent se passer du tchèque. La troisième année, on ne prononce plus dans l'école un seul mot de slave. Ainsi dans cinquante ans, on entendra parler plus allemand que tchèque dans les villes qui étaient auparavant exclusivement tchèques [1].

Les Slaves sont très malléables, ils apprennent avec une facilité prodigieuse les langues étrangères ; la propagande scolaire était d'ailleurs corroborée par l'action des influences sociales. Les longues années de paix avaient émoussé les haines des Tchèques contre leurs redoutables voisins ; les dissidents, qui formaient la portion la plus vivante du peuple, s'étaient habitués à chercher leur protection dans l'Empire, et c'est de là qu'arrivaient leurs livres et leurs prédicateurs ; de là aussi venaient les ouvriers ou les industriels qu'appelait le gouvernement ; les loges maçonniques étaient en relations constantes avec les loges de la Bavière ou de la Prusse. Malgré la vigilance des Jésuites, depuis le commencement du siècle, les livres allemands franchissaient en grand nombre la frontière, et la littérature allemande de Bohême, qui avait presque disparu au lendemain de la guerre de Trente-Ans, commençait à se réveiller ; des troupes de comédiens étrangers parcouraient le pays et trouvaient partout un accueil empressé ; les professeurs venus de l'Allemagne faisaient fureur, on ne jurait plus que par Klopstock et Lessing. — L'événement prouva que les classes populaires n'avaient guère été

1. Peltzel, Gesch. der Deutschen und ihrer Sprache in Bœhmen, p. 309.



atteintes par la mode ; mais Joseph II est excusable de s'y être trompé.

Il continua la tactique de sa mère en y apportant suivant sa coutume une passion plus rogue et plus hâtive. Surtout, il ne se contenta pas de lancer des arrêts, il tint la main à ce qu'ils fussent exécutés, et non plus seulement dans quelques cités, mais dans l'ensemble du royaume ; sa politique fut beaucoup plus impopulaire, parce qu'elle fut beaucoup plus réelle et générale.

Le Tchèque, suivant la parole célèbre, devient alors un exilé dans sa propre patrie. Pour entrer en apprentissage, il faut avoir passé deux ans dans une école primaire supérieure, — allemande, — il n'y en a pas d'autres (1786); les bourses sont réservées aux élèves qui savent l'allemand, les commissions scolaires recherchent les enfants qui donnent des espérances et qui continueront leurs études en allemand. Suivant l'expression énergique d'un écrivain contemporain, c'est le système des janissaires : on racole l'élite de la jeunesse slave pour l'enrôler parmi les ennemis de sa race. Dans les gymnases, le tchèque est traité avec le même dédain que le français : les notices individuelles mentionneront si le professeur sait le grec, il est inutile de parler du français et du tchèque puisqu'il n'enseigne ni l'un ni l'autre. — Aussi, quand au lendemain de la mort de Joseph II, les États demandent que l'on fasse une modeste place au tchèque dans l'enseignement secondaire, leur requête paraît sans objet : on leur répond qu'il n'y a plus en Bohême que très peu d'écoles purement tchèques, que leur nombre diminue chaque jour, comme celui des enfants qui ne savent que le slave, et que, par conséquent, il n'y a aucun inconvénient à ce que les gymnases soient purement allemands. A l'Université, l'allemand règne en maître exclusif; il faudra presque une révolution pour obtenir en 1791 la création d'une chaire de langue tchèque à Prague.

Sur les domaines les plus divers l'on sent la volonté toujours éveillée de hâter la victoire de l'élément germa-



nique. Les décrets relatifs au culte réduisent la part du tchèque dans le service divin, et, en 1784, pour la première fois, on prêche en allemand dans l'église du Tyn, l'illustre paroisse de la capitale, qui est ainsi comme officiellement débaptisée. En échange de leur émancipation (1781), les Juifs doivent accepter la nationalité allemande, abandonner la langue hébraïque, envoyer leurs enfants aux écoles allemandes; ils n'avaient pas de nom de famille, on leur impose des noms allemands (1787). Ils jouaient un rôle prépondérant dans la vie économique du pays et, docilement, ils mirent leur influence au service du gouvernement; d'autre part, les jalousies très vives qu'ils inspiraient se tournèrent en haine contre l'Allemagne, dont ils servaient la cause souvent avec plus d'insolence que de dignité; les rivalités politiques et nationales se compliquèrent ainsi de passions sociales et en reçurent une aigreur nouvelle.

Dans l'administration, la prépondérance dont l'allemand jouissait depuis longtemps en fait, se marquait toujours plus et elle était sanctionnée par la loi. Le texte allemand du Code est déclaré seul authentique et, en dépit des termes formels de la constitution de 1627, l'allemand se substitue de plus en plus au tchèque dans les tribunaux; la Haute-Cour d'abord, puis, à son exemple, les cours d'appel ne se servent plus que de l'allemand. Les lois et les règlements publics sont publiés d'abord en allemand; la traduction tchèque ne paraît que beaucoup plus tard et elle est l'œuvre de scribes ignorants et négligents, incorrecte au point d'être souvent inintelligible. Depuis 1749, les pièces tchèques deviennent de plus en plus rares dans les archives, et quand, en 1788, le comte Cavriani conseille de ne plus traduire en tchèque que les ordonnances qui s'adressent directement à la foule, sa proposition, qui n'est que la confirmation d'une pratique déjà ancienne, est aussitôt adoptée. Dès ce moment, l'allemand devient la langue officielle du royaume. Dans les administrations centrales, aucune trace de l'emploi du tchèque ne subsiste



et il ne semble même pas que l'on exige la connaissance du slave des rapporteurs de la Chancellerie qui ont dans leur ressort l'expédition des affaires de Bohême. Il est probable qu'en général les membres du Gubernium à Prague gardent une pâle teinture de tchèque, mais leurs délibérations publiques sont en allemand. On commence déjà à ne plus exiger que les capitaines de cercles parlent le tchèque, au moins dans les districts allemands, et cette tolérance s'étend de plus en plus, malgré les difficultés qu'elle crée et les plaintes du Grand-Burgrave. Les autorités municipales des cités importantes adoptent l'allemand, et Joseph II aussitôt en profite pour l'imposer comme langue administrative aux petites cités exclusivement tchèques.

Sous la quadruple influence de l'école, de l'Église, de l'administration et des classes capitalistes, le tchèque perd rapidement du terrain. Des colons sont appelés de l'Empire : ils forment de nouveaux centres de germanisation, établissent solidement la domination de la race étrangère dans les régions où l'élément tchèque se maintenait encore au début du siècle, Litomierzitse, par exemple, et les environs de Zatets. Devant cette poussée irrésistible, les patriotes indigènes, peu nombreux encore et médiocrement soutenus par la masse du peuple, éprouvent une amère tristesse. La plupart, esprits très libres, animés d'un sincère amour du bien public, ont d'abord admiré Joseph II; ils se refusent à le suivre aussi loin: il ne leur est pas possible d'admettre que le meilleur moyen de civiliser un peuple soit de le mutiler et qu'il faille payer la suppression de l'ancien despotisme par l'abandon de la liberté primordiale, celle de penser et d'écrire dans sa langue maternelle; ils ne reconnaissent plus la patrie dans la nouvelle Bohême que l'on dépouille de ce qui constitue sa personnalité : son histoire et son idiome. La philosophie nouvelle n'a-t-elle donc proclamé l'égalité des hommes que pour créer une aristocratie de races! Et quel est ce Dieu nouveau, l'État, pour que les nations lui sacrifient leurs sentiments les plus intimes, leurs souvenirs les plus chers!



— Nous suivons dans les chroniqueurs, qui ne sont pas des adversaires de l'Empereur, qui approuvent même ses réformes ecclésiastiques, le revirement de l'opinion qui passe de la joie et de la confiance à l'étonnement, à la réserve et au désespoir. « Partout l'incendie couve sous la cendre », écrit l'un de ceux qui ont salué avec le plus de sincérité les débuts du règne et dont les sympathies ont été les plus tenaces; de tous les côtés, les amis de la monarchie attendent avec impatience la mort du souverain turbulent dont les caprices déconcertent ses plus chaleureux partisans [1]. Non pas sans doute que le sourd mécontentement causé en Bohême par la furie germanisatrice du roi fût de nature à lui causer de sérieux motifs d'inquiétude, mais il lui aliénait les dernières sympathies sur lesquelles il pût compter, il le laissait isolé en face d'adversaires irréconciliables et il allait leur fournir un programme et un drapeau.

Il semble que Joseph II eût dû trouver dans ses réformes intérieures un emploi suffisant de son activité, et la prudence la plus élémentaire lui ordonnait de ne pas compliquer une tâche déjà fort lourde par les embarras d'une politique extérieure aventureuse. Mais il avait surtout vu dans la réorganisation de l'Empire le moyen de jouer un grand rôle au dehors et, suivant sa méthode ordinaire, il n'attendit pas que les ressources qu'il espérait créer fussent disponibles pour se lancer dans les entreprises les plus diverses. Il souffrait d'une boulimie ambitieuse qui le poussait à se jeter sans réflexion sur toutes les proies qui passaient à sa portée. Sa fringale de conquêtes, qui avait causé à Marie-Thérèse les transes les plus cruelles et qui désespérait ses alliés et ses ministres, l'embarqua dans une série d'affaires, qui, mal préparées et confusément poursuivies, tournèrent aussi mal que possible. En 1770, il avait fort maladroitement fait le jeu de Frédéric II et amené le morcellement de la Pologne que l'intérêt de

1. Rieger, L'Empereur Joseph II et le trône de Bohême; Osviéta, 1897, p. 209.



l'Autriche était de protéger à tout prix; ses projets sur la Bavière donnèrent au roi de Prusse l'occasion d'un dernier triomphe et réunirent pour la première fois dans la Ligue des Princes une bonne partie de l'Allemagne sous la direction d'un Hohenzollern. — Il chercha une compensation en Orient; malgré ses ministres, il se mit imprudemment à la remorque de Catherine II et déclara la guerre à la Turquie (février 1788). Cette sotte entreprise fut lamentablement conduite, les désastres de la fin du règne de Charles VI se renouvelèrent; la pauvre figure de l'armée autrichienne en face d'adversaires que l'on tenait en piètre estime, réveilla les ambitions qui guettaient les défaillances de l'Empereur. L'Angleterre et la Prusse se rapprochèrent de la Porte, et Frédéric-Guillaume II réunit une armée sur la frontière de Bohême. La France, qui avait toujours blâmé la témérité de Joseph, était paralysée par ses troubles intérieurs, et les hommes que la Révolution poussait aux affaires étaient hostiles à l'alliance autrichienne. En face d'une coalition formidable, l'Empereur restait seul, sans autre appui que la Russie, peu sûre et affaiblie, avec une armée ruinée, des généraux discrédités, des finances compromises, et, dans toutes les provinces, une opposition violente qui çà et là dégénérait en insurrection ouverte.

Jusqu'au dernier moment, Joseph II avait vécu dans un nuage : telle était sa confiance dans ses doctrines, la sincérité aussi de son dévouement au bien public, qu'il lui était impossible de s'imaginer que les peuples lui refuseraient leur adhésion. Quand il mesura la fureur de l'orage qui s'était amoncelé contre lui, son désespoir égala sa stupéfaction. Il ne se doutait guère qu'il ne régnait plus que par la terreur. Dès que la fortune parut l'abandonner, la tempête se déchaîna.

La Belgique, où le clergé, très puissant et moins domestiqué qu'en Bohême, avait refusé d'accepter la tutelle royale, se souleva au mois d'octobre 1789 et proclama son indépendance (31 décembre). En Hongrie, la noblesse,



très nombreuse, encore à demi-barbare et habituée à une liberté anarchique, menacée à la fois dans ses intérêts matériels et dans ses droits politiques, supportait avec horreur les empiétements du pouvoir central qui confisquait l'autonomie du royaume, établissait une bureaucratie tatillonne et faisait de l'allemand la langue officielle du pays. Après les échecs de la campagne de 1788, les assemblées des comitats réclamèrent la convocation de la diète qui n'avait pas été réunie depuis dix ans et la levée en masse; les habitants refusaient de fournir aux régiments impériaux les vivres nécessaires; des émissaires prussiens parcouraient le pays.

Le feu gagnait de proche en proche, atteignait, après le Tyrol et les provinces alpestres où le clergé a toujours été très influent, la Bohême, où la noblesse, bien que depuis longtemps domptée, regimbait à la longue contre une tyrannie tracassière, et enfin même la capitale, Vienne, que l'Empereur avait en vain comblée de ses faveurs. Le directeur de la police, le comte de Pergen, adressait au souverain le 13 janvier 1790 un rapport sur le « mécontentement universel ». — « Au moment où la fermentation des esprits est à son plus haut degré; où presque tous les principes sur lesquels Votre Majesté a fondé son gouvernement sont blâmés publiquement et souvent avec une amertume extrême; où, dans les diverses classes de citoyens, même parmi ceux qui sont personnellement dévoués au prince, les cœurs sont dans la consternation et l'inquiétude..., ce serait de ma part une réserve coupable si je ne recherchais pas comment il se fait que les sujets se regardent comme malheureux sous un monarque qui ne songe qu'à leur bonheur ». Il signalait parmi les causes essentielles de cette désaffection l'arbitraire et l'incohérence du gouvernement, les excès de la centralisation, « qui n'est possible que par une extrême oppression, parce que les coutumes, les traditions, les conditions et les besoins des provinces sont si divers que les mesures qui font le bonheur d'un pays, rendent son

voisin malheureux ou lui persuadent qu'il l'est et l'irritent contre le pouvoir », la dissolution des Diètes, la rédaction précipitée des codes qui avaient mis en question les droits acquis, la ruine de la noblesse, l'oppression du clergé; une seule classe a été favorisée, non pas satisfaite, ce sont les paysans; des mesures, bonnes en elles-mêmes, appliquées sans préparation, ont semé l'inquiétude; les intentions les plus sages ont été viciées par les violences qui en ont accompagné la réalisation; dans la fermentation universelle, il suffirait que le mot de liberté retentît pour déchaîner une insurrection générale; des mesures rapides et radicales sont nécessaires pour désarmer la révolution en Hongrie et en Galicie, et, même dans les pays allemands où l'on est habitué à une obéissance passive, il sera nécessaire, pour ramener le calme, de rompre avec le système précédent [1].

Joseph II succombait, en laissant de côté des détails secondaires d'exécution, à une erreur fondamentale : il avait voulu accomplir une révolution sans former un parti révolutionnaire. Par un reste de préjugé qui l'avait empêché de tirer de ses principes leurs conséquences nécessaires et d'anéantir jusqu'aux derniers restes du régime féodal, par ses tendances centralistes et germanisatrices, qui lui avaient aliéné les peuples, il avait déconcerté l'enthousiasme de ses partisans naturels; en face de la formidable coalition des intérêts, il n'avait pour appui qu'une poignée de séides qui le compromettaient plus qu'ils ne le soutenaient. Il était abandonné même par ses ministres et ses parents les plus proches. « La situation de l'Empereur est épouvantable, écrivait l'archiduchesse Christine (22 janv. 1790)... Suivant moi, c'est sa faute : il a abusé de sa santé de fer, il n'a pas voulu écouter ceux qui, par affection pour lui, lui disaient la vérité. Voilà le résultat. »

Il accueillit la mort comme une délivrance (20 février 1790). L'expiation était si dure qu'elle ne laisse plus de place

1. Pergen comprend la Bohême dans les pays allemands. Son rapport a été publié par Fournier, *Histor. Studien*, p. 167.



qu'à la pitié. « Il n'est plus, Madame, écrivait le prince de Ligne à Catherine II, le prince qui faisait le plus honneur à l'homme, l'homme qui faisait le plus honneur aux princes. » L'histoire, qui a le devoir de signaler les erreurs et les contradictions du « philosophe couronné », ne saurait cependant lui refuser ses sympathies, et il serait injuste de le rendre responsable de la sotte outrecuidance des centralistes attardés qui se réclament de son nom pour combattre les idées de progrès, de civilisation et de justice qu'il a servies, trop souvent sans discernement, toujours avec une bonne volonté sincère et profonde.

*
* *

La succession de Joseph II était fort embrouillée et elle exigeait infiniment de tact, de prudence et de finesse. Heureusement que c'était là précisément les qualités de Léopold II [1] (1790-1792). Pendant les dernières semaines de sa vie, son frère lui écrivait lettre sur lettre, le pressait d'accourir à son aide. Léopold faisait la sourde oreille : il craignait, comme il l'avouait à sa sœur, « de paraître devant l'opinion publique et les cours étrangères partager les principes de l'Empereur et de perdre la bonne renommée et la confiance ». Dans cette épouvantable crise où se débattait Joseph II comme plus tard quand sa sœur Marie-Antoinette implorait fiévreusement son secours, son cœur demeurait parfaitement calme. Au plus fougueux des apôtres succédait le plus avisé des diplomates et le plus froid des égoïstes.

Sa mère l'avait tenu de si court que l'enfant, de santé délicate, trop faible pour se révolter, était devenu dissimulé et sournois : dès sa première jeunesse, « il cherchait à obtenir ses vues toujours par ruse et par détours, ne con-

1. Pour la Bibliographie de Léopold, v. l'article de l'Encyclopédie d'Otto.

naissant pas ce que c'était que candeur et affection », l'esprit ouvert et curieux, l'intelligence subtile, le cœur sec, « avec la mauvaise habitude de s'occuper plutôt avec l'arrangement de ses plaisirs que de ses devoirs ». Même ses plaisirs ne l'intéressaient pas toujours et il avait des heures fréquentes de marasme et d'ennui. Grand duc de Toscane à la mort de François Ier, il avait pris en main le gouvernement dès 1770. Sa mère ne manquait pas une occasion de le morigéner; il écoutait les conseils avec respect, en s'arrangeant pour n'agir qu'à sa guise. Son long séjour en Italie, au milieu d'une population habituée depuis longtemps à ruser avec ses maitres, avait aiguisé ses qualités naturelles: il se plaisait aux combinaisons compliquées et croyait que les routes droites ne mènent jamais au but. Il avait été frôlé par l'esprit nouveau et s'était essayé au rôle de souverain réformateur, sans y apporter aucune passion. Comme il avait fait le tour de bien des systèmes et était revenu de beaucoup de vanités, il sacrifiait sans peine ses convictions à sa tranquillité; il savait que les apparences sont souvent plus importantes que les faits, que les hommes sont de grands enfants et qu'on obtient d'eux par de bonnes paroles plus que par la violence: si, par hasard pourtant, il se heurtait à une résistance opiniâtre, il ne s'entêtait pas, persuadé qu'il n'est pas de pire conseiller que l'amour propre. Il était assez libre de préjugés pour respecter ceux des autres, il savait que les fanatiques sont innombrables parmi les ignorants et le peuple, et, qu'à ce point de vue, « il y a tant de personnes qui appartiennent à cette classe dans les rangs les plus divers qu'il n'est pas toujours possible de prévoir et calculer les effets qu'une telle effervescence produit à certaines heures dans les esprits ». Depuis longtemps il avait deviné les suites de la politique de son frère et il arrivait avec un plan très arrêté.

Il affichait les dispositions les plus conciliantes. Il se piquait de libéralisme: dès 1781, il parlait du souverain comme de l'administrateur de la nation; le 25 janvier 1790, il écrivait à sa sœur Christine une lettre-programme: « le



souverain, même le souverain héréditaire, n'est qu'un délégué, un employé du peuple; ...il doit y avoir dans chaque pays une loi fondamentale qui serve de traité entre les sujets et le monarque et limite les droits et l'autorité de ce dernier; le souverain qui ne respecte pas ce contrat, perd par cela même la situation qui ne lui a été donnée qu'à cette condition; le pouvoir exécutif appartient au prince, mais le pouvoir législatif, au peuple et à ses représentants; le roi ne peut intervenir, ni directement, ni indirectement, dans la justice civile ou criminelle; il n'est pas autorisé à lever à sa volonté des impôts ou des taxes, il doit rendre compte de l'emploi des deniers publics;... ses ordonnances n'ont force de loi que par le concours des États ». — Il prouvait ainsi qu'il avait compris la gravité de la situation et qu'il était prêt aux sacrifices nécessaires. Il n'avait jamais eu des goûts belliqueux et il détestait les héroïsmes inutiles : c'était un de ses aphorismes préférés que la fermeté, lorsqu'on ne peut pas la soutenir en fait, ne sert à rien. Pour l'instant, l'important était de permettre aux passions de se calmer : les préliminaires du traité conclus, il y a plus d'une manière de les rédiger et de les interpréter.

Quelques jours avant sa mort, Joseph II avait reçu une pétition de soixante seigneurs bohêmes qui lui demandaient de rétablir la constitution du royaume (11 février 1790). Cette défection imprévue ajouta une dernière amertume à ses tristesses : — ils auront tout ce qu'ils voudront, qu'ils me laissent seulement mourir en paix. — Léopold n'attendit même pas d'être arrivé à Vienne pour acquitter la promesse de son frère : — il considérait les États tchèques comme les colonnes de la monarchie et il était décidé à leur restituer leurs anciens droits. — Le 9 mars, la Diète de Prague chargea une commission de préparer la pétition qu'elle remettrait au roi [1].

1. Sur le réveil politique des États de Bohême, v. Histor. Aktenstücke üb. d. Staendewesen in Oesterr., Leipz. 1848. — Cf. le récit très documenté de Kalousek, p. 489 et sq. — Toman. Das bœhm. Staatsrecht, p. 181-208.



Elle présente un mélange assez savoureux de revendications féodales et de théories philosophiques. Il y est question « de représentation populaire et nationale », de barrières « qui ne peuvent être une gêne que pour un prince animé de mauvaises dispositions; car les rois de la terre ne possèdent pas la science universelle et sont souvent mal conseillés par leurs ministres, aussi ne doivent-ils pas négliger d'entendre la voix du peuple exprimée par ses organes ». Ces formules traduisaient la pensée d'une poignée de libéraux qui auraient voulu que la Diète ne se contentât pas de défendre quelques intérêts particuliers et prît en mains la cause du pays. Ils sentaient la nécessité d'élargir les bases de la constitution. Quand les villes royales se plaignirent de la situation humiliante où on les avait réduites et demandèrent une députation moins dérisoire, leur requête fut appuyée par le comte Kolovrat de Liebstein, Buquoi, Rodolphe Tchernin, par François Sternberg surtout, un des membres les plus remarquables de la noblesse d'alors, un des futurs coryphées de la Renaissance tchèque : pourquoi, dit-il, nous enfermer dans l'ancienne Charte, puisque nous désirons précisément supprimer les traces d'un passé douloureux ? Ne nous bornons pas à améliorer la condition de quatre ou cinq villes privilégiées, mais étendons notre sollicitude à l'ensemble de la bourgeoisie, peut-être même à l'ensemble des citoyens.

Son appel ne fut guère compris. Parmi ceux qui combattirent la proposition des cités royales, plusieurs appartenaient au parti libéral; ils craignaient de fortifier l'influence de la cour en augmentant le nombre des députés des villes, puisqu'elles avaient pour interprètes officiels les chefs de leurs conseils municipaux, et qu'ils étaient choisis par le roi. D'autres furent déterminés par des raisons de tactique et crurent qu'il convenait de se cantonner rigoureusement sur le terrain des droits traditionnels et des textes officiels. — La majorité n'obéit qu'à ses préjugés oligarchiques. La plupart des nobles n'avaient qu'une



instruction très superficielle et une intelligence bornée; ce qu'ils détestaient dans le gouvernement de Joseph II, c'était avant tout, sinon uniquement, ses réformes égalitaires. En Moravie, où les influences occidentales étaient faibles, ils affichèrent leurs rancunes avec une sorte d'impudeur : — quand ils témoignaient en justice, on exigeait d'eux un serment, comme des manants; ils ne voulaient pas payer les péages sur les routes, non à cause de la dépense insignifiante, mais pour établir leur supériorité et mériter le respect de leurs inférieurs. — La plupart des Bohêmes n'avaient pas une conception plus haute de leurs devoirs, bien qu'ils se soient montrés plus avisés et moins cyniques. Comme ils étaient persuadés que la royauté était nécessairement contre eux l'alliée des paysans, ils s'efforcèrent uniquement de limiter ses pouvoirs et de rétablir l'ancienne constitution. Ils ne réfléchirent pas qu'à restreindre ainsi leur programme, ils s'aliénaient la masse de la population et que leur opposition, strictement conservatrice, n'avait plus aucune chance de succès. Malgré tout, ce n'était pas une chose indifférente qu'après un siècle et demi de despotisme, les États revendiquassent les droits du royaume en face du souverain. La décadence politique et morale qui avait commencé en 1620, touchait à son terme.

En dépit de quelques déclarations sonores, le ton de la pétition de la diète est moins élevé que celui des remontrances hongroises. Elle s'excuse presque de commencer par un exposé historique : qu'on ne la soupçonne pas de vouloir revenir à un ordre de choses disparu pour toujours. Le tableau rétrospectif par lequel les seigneurs justifiaient leurs revendications, très précis et très net, n'en prouvait pas moins une persistance imprévue des souvenirs nationaux et des traditions d'autonomie : — jadis les États avaient eu le droit d'élire les rois, ce qui faisait d'eux les véritables souverains du pays, « puisque le roi n'avait d'autres pouvoirs que ceux qu'ils lui transmettaient en l'élisant ou en l'acceptant » ; les prérogatives des États,

qui leur étaient assurées par une possession permanente et des documents vénérables, avaient été malheureusement mises en question par la révolte de 1618. Ferdinand II, après sa victoire, n'avait pas songé cependant à supprimer les privilèges primordiaux de la Couronne, et la preuve, c'est que la constitution nouvelle ne fut établie qu'après entente avec la diète et lui laissa des attributions étendues; elle n'en a été privée que sous Joseph II. Ces usurpations ont été rendues possibles par l'article de la Charte de 1627 qui autorise le roi « à changer la loi » : cette clause vague n'a pas le sens qu'on lui attribue [1]; mais, pour éviter désormais toute interprétation abusive, il est nécessaire qu'elle soit définitivement effacée de la constitution. Sous l'action de la philosophie du siècle, les idées féodales revêtent ici une forme moderne : « l'essence d'une loi fondamentale, c'est-à-dire d'un contrat, d'une alliance entre le souverain et la nation, implique qu'elle ne saurait être modifiée que d'un consentement réciproque ». Quelques seigneurs, Vrbna, Harrach, Taaffe demandèrent que, « de même que l'on ne pourrait pas à l'avenir s'écarter de la constitution sans le consentement des États », aucune loi importante ne fût introduite ou abrogée sans leur aveu. La majorité recula devant cette hardiesse et se contenta d'une formule vague : les États devront être entendus.

Les seigneurs, très préoccupés d'éviter toute innovation, interprétaient du moins dans un sens large la charte de 1627 : la diète serait convoquée tous les ans et resterait réunie aussi longtemps que l'exigeraient les affaires; n'y prendraient place que les nobles propriétaires d'un domaine inscrit sur les registres publics et qui auraient obtenu des États la haute naturalisation : elle soumettrait directement au roi ses résolutions et serait autorisée à lui envoyer des députations; elle nommerait un comité exécutif qui reprendrait les fonctions qu'il avait eues au début du siècle et dirigerait l'administration financière. Les

1. V. sur ce point essentiel, p. 107, note 1, et page 108.



Officiers du pays, « qui veillaient jadis à ce que les avantages du roi et ceux du royaume ne fussent jamais séparés... et qui se trouvaient, comme représentants du bien public, au point de contact où se rencontrent les intérêts du souverain et ceux de l'État », reprendront au moins en partie leurs attributions judiciaires, et aucune question grave ne sera résolue dans le Gubernium sans qu'ils aient été entendus. Quand une Grande Charge deviendra vacante, on avertira les États et on tiendra compte de leurs propositions pour les nominations; les grands officiers démissionneront tous les cinq ans, et si, dans l'intervalle, ils donnent quelque sujet de plainte, la Diète sera libre de se réunir et d'avertir le souverain par un message ou une délégation [1].

« Les fidèles États de Votre Majesté, disait la pétition en terminant, ne croient pas avoir à craindre qu'aucune de leurs demandes produise sur leur souverain une pénible impression. — Elle possède assez de générosité pour renoncer volontairement à une autorité absolue qui pourrait devenir funeste entre les mains d'un successeur moins vertueux. » Ces formules rassurèrent sans doute Léopold II, et ce n'est pas sur ce ton que parlent des hommes qui sont résolus à pousser la résistance jusqu'au bout; elles ne lui cachèrent certainement pas la gravité des concessions qu'on attendait de lui. Le Memorandum des États annulait les conquêtes lentement accomplies par la royauté depuis un siècle et demi et rendait à l'oligarchie la direction des affaires publiques; maîtresse de l'impôt, servie par un personnel administratif considérable, proposant et surveillant les Grands-Officiers publics, la Diète se transformait en un véritable Parlement, dont la volonté

1. Il est évident que ces dernières clauses, en dépit de certaines obscurités de rédaction, auraient rendu une influence prépondérante aux États, et elles expliquent l'enthousiasme, — à mon avis excessif, — avec lequel certains historiens tchèques parlent de la Diète de 1791. Je ne suis pas du tout convaincu que la majorité ait aperçu le sens dernier de ses revendications et elle les abandonna si facilement qu'il ne convient pas d'attribuer trop d'importance à un programme qui ne fut pas sérieusement défendu.



dominerait la vie publique. Les nobles, presque sans le savoir et sans le vouloir, avaient peu à peu dépassé leurs intentions primitives : restait à savoir comment ils soutiendraient leur mirifique programme.

Léopold II ne songea pas une minute à le prendre pour base des négociations. Il avait couru au plus pressé, s'était dégagé des affaires orientales : aux conférences de Reichenbach (juillet 1790), il avait apaisé l'Angleterre, et la Prusse, désormais isolée, était forcée d'ajourner ses ambitions ; il avait si bien ramené l'opinion, qu'en septembre il fut élu Empereur sans difficulté, en même temps que s'ouvraient à Sistova des conférences de paix avec la Turquie.

Il signifia clairement alors ses conditions à ses adversaires, qui le croyaient à leur merci. Il promit aux Hongrois de respecter l'autonomie de la Couronne, de convoquer régulièrement la diète et de ne lever sans son aveu ni impôt ni contingent; l'approche des 60,000 hommes que le traité de Reichenbach avait rendus disponibles, convainquit les Magyars qui se résignèrent de mauvaise grâce. En Belgique, les réactionnaires, inquiets de la tournure des événements en France, jugèrent plus prudent de ne pas s'obstiner dans la lutte, et, au mois de décembre, quand l'ancienne constitution des Pays-Bas eut été restaurée, le calme revint peu à peu dans les esprits.

Diverses autres mesures donnaient satisfaction au clergé, qui était l'âme de l'opposition ; les séminaires-généraux furent supprimés et l'instruction des prêtres, rendue aux évêques ; les règlements relatifs au culte furent abrogés, beaucoup de pèlerinages et de fêtes qui avaient été interdits, furent de nouveau autorisés. Les fonctionnaires étaient satisfaits de la suppression des notices individuelles et du rétablissement partiel de la procédure collégiale ; les bourgeois n'étaient plus forcés d'élire dans leurs conseils des officiers en retraite; les articles du code civil qui avaient provoqué les réclamations les plus vives, étaient modifiés. Ces concessions ne touchaient pas au fond des



choses et laissaient intact l'absolutisme royal, mais elles avaient été rapidement consenties, choisies avec un remarquable discernement; l'opinion publique, qui était mal préparée à des revendications importantes, n'en demandait pas davantage. Quelques mois avaient suffi pour retourner la situation. En 1790, les États parlaient haut, parce que l'Empereur était isolé au milieu d'un concert unanime de récriminations; un an plus tard, ils s'aperçurent qu'ils n'avaient plus personne derrière eux. Le roi leur avait laissé le temps de se calmer, avait renvoyé l'étude de leurs demandes à des commissions qui ne se hâtaient pas : il affichait toujours d'ailleurs les meilleures intentions, rétablissait le Comité du pays dans ses anciennes attributions.

Il lui avait suffi d'une perspicacité très ordinaire pour deviner où le bât blessait les seigneurs : leurs scrupules constitutionnels ne s'étaient réveillés que le jour où ils avaient été menacés dans leurs prérogatives utiles, et ils se préoccupaient beaucoup moins de la suppression de la Chancellerie de Bohême que de la patente qui substituait aux corvées une redevance fixe. Les diètes de Moravie et de Silésie, avec une hâte significative, avaient supplié l'Empereur de renoncer au nouveau régime financier et de revenir au système établi par les décrets de 1771 et de 1775. Les États de Prague avaient au début enveloppé davantage leur pensée, parce qu'ils redoutaient une insurrection; le vote de leurs voisins leur délia la langue; ils prévoyaient une vive agitation parmi les paysans, mais ne s'en alarmaient plus : — qu'on avertît seulement les serfs, qu'on prît des précautions militaires et qu'on réprimât les troubles avec une impitoyable sévérité. — C'était le déchaînement féroce des plus âpres convoitises; plutôt que d'abdiquer leurs derniers privilèges, les nobles étaient prêts à tout, même à la guerre civile, même aux massacres. Ils savaient que les laboureurs, si on leur arrachait la liberté qu'ils tenaient déjà, regimberaient sous le joug : pour les briser, ils réclamaient âprement leurs vieux droits discrétionnaires. « Comme il est



certain, disaient les Moraves, d'une part, que toutes les catégories d'hommes et en particulier les masses brutales des paysans ne peuvent pas toujours être amenées à l'obéissance par de bons traitements, et comme il est avéré, de l'autre, que l'extrême insubordination des populations rurales est provoquée par les nombreuses formalités actuellement exigées (des maîtres qui veulent les punir), comme enfin quelques coups de bâton, infligés sur l'heure, font plus d'effet que des peines plus graves, mais trop ajournées [1] », ils demandaient qu'on revînt au régime du fouet.

Quand la discussion s'ouvrit sur ce point à Prague, Sternberg vit l'assemblée si montée qu'il crut inutile de s'opposer à l'entraînement général : timidement, il fit observer qu'il était peu convenable, « dans une pétition présentée au roi au nom de la nation entière, d'injurier en quelque sorte une partie importante de cette nation, « toute une classe d'hommes ». La majorité ne le comprit guère : Qui? les serfs! Une partie de la nation! De quoi se plaignaient-ils? — Et en réalité, déclara le comte Puteani, leur prétendu mécontentement est factice, entretenu par la presse révolutionnaire qui dépeint la corvée comme un esclavage; après tout, si les fermiers se croient lésés par les prestations en travail, qu'ils se rédiment, à condition que le seigneur fixe librement le prix du rachat: la terre n'est-elle pas à lui? Que le paysan paye son fermage en argent ou en travail, il s'y résignera vite, si la cour renonce à fomenter l'esprit de révolte par ses concessions imprudentes. On voit combien les idées d'égalité et d'humanité avaient encore peu pénétré l'aristocratie tchèque : c'était dans le même esprit qu'elle désirait que l'on fermât aux bourgeois certaines fonctions, parce que « toute une série de carrières leur est ouverte, tandis que les nobles n'ont devant eux que quelques charges militaires ou civiles et qu'il est juste par conséquent qu'elles leur soient réservées »; — qu'elle voulait encore une procédure spéciale, une prison particulière.

1. D'Elvert, *Desiderien der mæhr. Stænde*, p. 159.



Sur un point essentiel, Léopold céda : les patentes du 19 avril et du 9 mai 1790 supprimèrent le nouveau régime financier et restaurèrent la corvée telle qu'elle avait été fixée par la législation de Marie-Thérèse. Les seigneurs ne se déclarèrent pas satisfaits : ils prétendaient qu'on leur rendît leurs droits de banalité, qu'on abolît certains des décrets qui garantissaient aux paysans la possession de leur tenure, qu'on sanctionnât même dans quelque mesure la servitude personnelle. Le roi était trop avisé pour les suivre aussi loin. Il était favorable en principe à l'émancipation des serfs ; surtout il avait horreur de la violence et il redoutait une jacquerie. L'abolition des prestations avait été décrétée, non exécutée ; elle était liée à une élévation considérable des redevances pécuniaires qui inquiétait beaucoup de cultivateurs ; malgré tout, les nouveaux édits provoquèrent çà et là une fermentation menaçante, et Léopold, pour l'apaiser, se hâta d'annoncer qu'il n'abandonnait pas la pensée d'achever l'œuvre d'affranchissement commencée par son frère ; l'idée de Joseph II était juste, mais elle avait été appliquée sans étude suffisante. Il était sincère et il le prouva en essayant d'imposer aux seigneurs l'obligation de s'entendre avec leurs paysans pour le rachat des corvées. Ce fut au tour des propriétaires de s'indigner : « partout se répandent des doctrines anarchiques qui détruisent les contrats civils, en leur appliquant des principes idéaux et irréalisables, apprennent aux classes inférieures à mettre en doute leurs devoirs, renversent les trônes et détruisent les sociétés ! »

Léopold n'avait pas peur des spectres, et le péril social ne l'épouvantait guère ; il comprit seulement qu'il touchait là un point très sensible, et, comme il tenait à ne pas mécontenter les nobles, il n'insista pas. — Après lui, François II, beaucoup moins hardi et surtout moins libéral, se bornera à publier de loin en loin un vague mandement où il invite les seigneurs et les paysans à se mettre d'accord pour substituer des redevances en argent aux servitudes en travail. Platonique bonne volonté dont le seul effet fut

de maintenir parmi les agriculteurs le désir de l'émancipation complète; ils ne l'obtinrent qu'en 1848.

Jusque-là, la condition des populations rurales reste très sensiblement telle qu'elle avait été fixée par les décrets de Joseph II, avant ses dernières lois financières. Une convention tacite avait été consentie entre le souverain et les nobles : ceux-ci renonçaient à contester la liberté personnelle de leurs laboureurs et à étendre leurs domaines propres à leur détriment; en revanche, le roi leur garantissait les rétributions féodales qu'ils conservaient et en particulier les corvées qui leur fournissaient les bras nécessaires à l'exploitation de leur domaine direct. Les paysans avaient sauvé une fraction très importante de leurs conquêtes, mais les progrès mêmes de la richesse et de l'instruction, qui furent la conséquence à la fois du développement général de la civilisation et des réformes de Joseph II, leur rendaient plus odieux les restes de l'antique servitude; la restauration féodale eut ainsi pour résultat de maintenir pendant un demi-siècle un malaise social qui n'était pas moins funeste à la prospérité économique du pays qu'à ses libertés. Comment, en effet, l'oligarchie, gardienne officielle de la constitution, auraitelle essayé d'imposer des conditions au roi, dont la protection lui était indispensable contre les haines populaires! Comme au XVIe et au XVIIe siècle, la noblesse bohême se montrait indigne de sa mission. Si quelques-uns de ses membres, trop rares, avaient compris que la puissance et la richesse créent des devoirs et avaient essayé de faire d'elle la directrice de la nation, la plupart des seigneurs de 1791 étaient bien les dignes continuateurs de ceux de 1618 : ceux-ci avaient joué la destinée du peuple sur un coup de dés; ceux-là, pour quelques avantages matériels, abandonnaient tacitement leurs revendications les plus légitimes. — Et le contrat n'était pas beaucoup plus glorieux pour le souverain. Ainsi que l'a remarqué très justement Springer, les successeurs de Joseph II sacrifiaient le fond pour sauver la forme. Ce



qui justifie les despotes éclairés, c'est qu'ils entendaient se servir de l'omnipotence qu'ils usurpaient pour hâter la marche de la civilisation et améliorer la condition générale du peuple; leurs héritiers conservèrent l'absolutisme, mais s'engagèrent à ne pas en user pour corriger les abus; la lourde machine gouvernementale, qui, dans l'esprit de ses constructeurs, devait être un instrument d'émancipation, cessa en quelque sorte de fonctionner, tout en continuant à peser sur le peuple de sa masse accablante.

Il est évident que la majorité de la diète ne calcula pas ses défaillances et elle parut suivre quelque temps encore la phalange libérale qui avait vraiment le souci des intérêts publics. Léopold se défendait, comme Martini, son maître en droit politique, d'être un « monarchomaque »; seulement il croyait que le peuple, en déléguant ses pouvoirs à un souverain pour éviter l'anarchie et le désordre, lui confère un titre éminent, que dès lors le roi gouverne en vertu de son propre droit, et que soutenir que les sujets peuvent lui dicter des conditions, c'est prétendre que l'esclave est supérieur au maître à qui il s'est vendu. Dans sa réponse aux États (28 juin 1791) il posa très nettement la question: si, sous le dernier règne, quelques abus s'étaient produits, ce n'était pas une raison pour bouleverser la monarchie : que l'on prît pour base ce qui se passait sous le règne de Marie-Thérèse, l'année 1764 par exemple, soit; mais il ne saurait admettre que l'on remontàt plus haut et surtout que l'on prétendît revenir au-delà de 1627. En somme, il était prêt à confirmer les privilèges du pays, tels qu'ils avaient été sanctionnés par Ferdinand II et qu'ils étaient restés généralement en vigueur; il repoussait l'idée d'un contrat synallagmatique. Il ne modifierait pas la constitution ou les lois générales sans avoir entendu les États, et il leur reconnaissait le droit de remontrances, sans effet suspensif; comme par le passé, la Diète voterait et répartirait l'impôt foncier, sous réserve, dans les cas urgents, de ne pas discuter le chiffre,

mais seulement l'assiette de la contribution; le Comité exécutif reprendrait ses fonctions, sous la surveillance des agents du roi; la Chancellerie bohême ne serait pas restaurée, mais on rétablirait les Grandes Charges et on en placerait les titulaires à la tête de quelques-uns des services publics du pays, ce qui rendrait dans une certaine mesure à l'administration du royaume son caractère national.

Ces concessions étaient minimes et le contraire eût été extraordinaire. Les libertés se conquièrent, et il n'y a guère d'exemple dans l'histoire d'un parti qui abandonne bénévolement ses avantages. Léopold, qui avait très exactement pesé la force de ses adversaires et aussi l'intensité de leurs désirs, maintenait sur les points essentiels le régime de ses prédécesseurs, et en particulier la centralisation : « Pour donner à la législation une direction sûre, disait le décret du 7 septembre 1791, Sa Majesté fixera suivant les cas les principes qui garantiront, avec l'uniformité de l'administration, l'unité et cette jonction des diverses provinces dont on ne saurait méconnaître l'avantage ». Les promesses relatives aux Grands-Officiers publics n'étaient qu'une bien illusoire protection contre les envahissements de l'autorité centrale. Le rétablissement du Comité exécutif et de l'administration financière traditionnelle prêtait quelque substance à l'influence de la Diète, mais elle n'obtenait ni les garanties constitutionnelles ni la compétence législative qu'elle sollicitait, et le droit même de voter l'impôt était en partie annulé par les réserves dont le roi l'entourait.

Pour brusquer la solution, Léopold vint se faire couronner à Prague (6 septembre 1791). La fête fut grandiose, presque toute la noblesse était accourue : le souverain jura de maintenir l'intégrité de la couronne et les privilèges des États. Ces solennités exaltent les imaginations et énervent les résistances : comment ne pas se montrer confiant vis-à-vis d'un prince qui devance ainsi les vœux du peuple! Les plus obstinés des libéraux attirèrent l'attention de la



majorité sur le vague des déclarations royales : elle les écouta avec une mauvaise humeur visible, et, quand les représentants du gouvernement lui firent observer que des remontrances réitérées porteraient atteinte au droit du souverain, elle n'insista pas. Les années suivantes, le gouvernement traîna la discussion en longueur; il ménagea l'amour-propre des États, les consulta sur diverses mesures importantes, accueillit même quelquefois leurs doléances. Très doucement, il endormit leurs inquiétudes : les Habsbourgs avaient été avertis par la crise récente et ils en avaient tiré la conclusion qu'une monarchie, qui est fondée sur des traités, est intéressée à respecter les droits acquis et à éviter les bouleversements. François II revint à la politique d'envahissements mesurés qui avait usé la puissance des seigneurs; l'épouvante jetée dans l'Europe féodale par la Révolution française lui facilita sa tâche, en éloignant la noblesse de toute pensée d'opposition, et la Diète bohême retomba dans une torpeur plus complète qu'avant cet étrange intermède : ce n'est pas là que se préparait vraiment l'avenir [1].

Au point de vue politique, les conséquences de la diète de 1790 furent donc assez médiocres; elle eut du moins

1. Springer et les historiens allemands dépassent certainement la mesure quand ils nient absolument l'importance de la diète de 1790 et qu'ils ne voient dans ses revendications constitutionnelles qu'une sorte d'hypocrisie. Les choses ne sont pas si simples. D'abord, il y avait une minorité sincèrement libérale et dont l'influence fut réelle : puis les seigneurs commençaient à comprendre qu'ils avaient intérêt à limiter le pouvoir des Directions viennoises; leur patriotisme en est-il moins sincère, parce qu'il se confond avec l'égoïsme? On pourrait soutenir le contraire. — Seulement, chez la plupart, cette conception est très vague, et, quand ils ont obtenu les concessions matérielles qu'ils réclament, ils passent facilement condamnation sur le reste. — C'est pour cela que je ne saurais partager l'enthousiasme de quelques historiens tchèques, en particulier de Toman, qui parlent de cette période comme d'une époque « incontestablement brillante dans l'histoire d'ailleurs si triste des États de Bohême depuis 1627 », et croient que, sans la réaction provoquée par les guerres avec la France, les concessions de Léopold II auraient pu devenir le point de départ d'une sorte de renaissance parlementaire. L'aristocratie bohême avait à traverser une longue école avant de retrouver le sentiment national et l'instinct de la liberté : la diète de 1790 ne marque qu'un premier éveil, hésitant et éphémère.

un résultat moral réel et contribua dans une assez large mesure à réveiller le sentiment national et en particulier les sympathies pour la langue slave, qui semblait menacée d'une rapide disparition.

∴

Le patriotisme tchèque qui, depuis Balbin et Frozin, ne se manifestait plus que d'une manière tout à fait accidentelle, avait été ranimé d'une façon fort inattendue par la philosophie du XVIIIe siècle. Un certain nombre d'hommes, très pénétrés en général de l'esprit du siècle et admirateurs très sincères de Joseph II, s'étaient demandés pourquoi les Tchèques ne seraient pas appelés, aussi bien que les Allemands, à comprendre l'Évangile moderne de progrès et d'humanité, et leur droiture avait été choquée de l'ostracisme dont on frappait la majorité du peuple. Ils étaient en général très désintéressés dans la question et savaient l'allemand mieux que le tchèque; la raison ne leur parut pas suffisante, et au nom de la liberté et de la justice, ils s'inscrivirent en faux contre la mort sans phrase prononcée contre leur race.

Un des premiers, le plus connu de ces défenseurs d'une cause désespérée, fut le comte Kinsky. Officier des plus distingués et directeur pendant un quart de siècle de la grande école militaire de Neustadt, Kinsky nous a laissé des œuvres pédagogiques intéressantes. Il a beaucoup lu, les ouvrages francais lui sont familiers; il les cite un peu comme un étranger, c'est-à-dire sans se rendre toujours un compte très exact de l'importance relative des auteurs, et il pousse un peu loin son admiration pour l'abbé Pluche. Après tout, que lui apprennent nos réformateurs qu'il n'ait déjà vu dans Comenius? Comme le grand évêque de l'Unité, il veut avant tout que l'éducation prépare l'enfant à remplir sa mission d'homme. — « Condui-



sez-le de bonne heure dans les hôpitaux, dans les prisons, sur les champs de bataille; que son âme s'ouvre à la pitié; qu'il apprenne que, possédât-il des centaines de milliers de florins de revenus et quelle que soit l'illustration de sa race, le monde n'a pas besoin de lui, tandis qu'il ne saurait subsister sans le secours des autres hommes »[1]. Une méthode d'enseignement est bonne si elle met l'élève en état de servir ses concitoyens : « Former un enfant aux vertus des Spartiates, en admettant même que l'on évitât leurs excès, serait donner à la société, telle qu'elle est actuellement organisée, un membre fort inutile; ce que nous devons essayer de faire, c'est un homme qui occupe dignement sa place dans le monde actuel, et non pas un être idéal. »

Cet esprit de modération, cette humanité, ce sens de la réalité, expliquent qu'il ait été froissé par le dédain avec lequel les novateurs traitaient le peuple slave. Bien qu'il fût élève de Seibt et admirateur passionné de la littérature allemande, il ne voyait pas la nécessité de supprimer tout ce qui n'était pas elle. Il désirait qu'avant d'enseigner le latin à l'enfant, on lui apprît sa propre langue, « je veux dire le tchèque... Je suis un bon héritier des Slaves et, je l'avoue, j'ai gardé en cette qualité le préjugé que, si le français est la langue maternelle des Français et l'allemand des Allemands, la langue maternelle d'un Bohême doit être le tchèque... Un seigneur n'a-t-il pas intérêt à connaître la langue de ses sujets? N'est-il pas de son devoir d'entendre la langue de ses compatriotes ?[2]... De même, avec mes préjugés slaves, je ne puis m'empêcher de penser qu'un Bohême doit connaitre avant tout l'histoire de Bohême et être familier avec nos Auréliens et nos Antonins aussi bien qu'avec ceux de l'histoire romaine... Si l'on veut se servir de l'histoire pour éveiller l'esprit de la

1. Kinsky, né à Prague 1739, mort à Vienne, officier général, en 1805. V. sur lui une intéressante étude de Eymer, *Franz-Joseph Kinsky als Pædagog*, Prague, 1887.

2. Kinsky, Erinner. uber einen wichtigen Gegenstand von einem Bœhmen, 1773, p. 132.

jeunesse et la pousser à l'imitation des grandes actions, il est contradictoire de chercher toujours ses exemples à l'étranger et de négliger les nationaux qui, à tous les points de vue, doivent la toucher de plus près. »

Kinsky suscita des imitateurs. En 1775, Peltzel eut l'idée d'éditer la célèbre dissertation de Balbin pour la défense du tchèque, qui dormait depuis près d'un siècle dans la poussière des bibliothèques. Le censeur Seibt, libéral pourtant, hésita avant de donner le visa, s'y risqua parce que le livre était en latin : mal lui en prit, on lui lava la tête et on ordonna une enquête; Marie-Thérèse cependant, sur les instances de quelques curieux de lettres, consentit à ne pas faire mettre au pilon les exemplaires déjà tirés, et se contenta d'ordonner qu'on arrêtât l'impression : le livre lui semblait si dangereux qu'il fut mis sous la surveillance de la police, les exemplaires autorisés marqués d'une griffe. Joseph II, germanisateur autrement ardent que sa mère, était cependant moins timide, et Hanke de Hankenstein osa mettre sous son patronage sa « Recommandation de la langue et de la littérature bohêmes » (1783).

Disciple de Sonnenfels, Hanke avait collaboré au nouveau plan d'études des gymnases: il était donc fort loin d'être hostile aux réformes. Il n'en blâmait que l'abus. Par une figure de rhétorique hardie, il s'arme de quelques paroles plus ou moins authentiques de Joseph II pour le représenter comme un partisan du tchèque : « Réjouissez-vous, frères slaves et patriotes : la clarté de l'aurore illumine encore une fois notre ciel; le regard d'aigle d'un sage souverain a dissipé les nuages épais et l'obscurité où nous nous débattions... La langue maternelle et la littérature nationale vont sortir de l'oubli où elles végétaient, nous allons avoir des juges, des chefs et des employés moraves et tchèques; nous n'aurons plus à redouter les railleries de nos voisins, de nos demi-frères politiques, qui, dans leur insolence, nomment le tchèque une langue de voleurs et s'amusent à boutonner leurs habits, si on prononce



devant eux quelques mots slaves. » Hanke développe ensuite, avec beaucoup de méthode et de science, les raisons qui militent en faveur du tchèque; avec Balbin, il a fourni d'arguments les polémistes qui ont repris depuis la même thèse et il est permis de dire qu'après eux la question était épuisée.

Par une anomalie assez rare alors, ce rationaliste a un goût très vif de l'histoire : — Charles IV invitait les Électeurs de l'Empire à faire apprendre le tchèque à leurs enfants; c'était le tchèque que parlait Podiébrad; Mathias et Rodolphe le protégeaient; encore à la fin du XVII[e] siècle, il était familier à la noblesse, et Pierre le Grand, dans son voyage en Bohême, s'étonnait d'y retrouver des accents chers à son oreille russe. — Hanke a une idée très nette de la parenté du tchèque avec les autres idiomes slaves, et c'est pour cela qu'il voit en lui la langue naturelle de cette monarchie autrichienne où dominent les Slaves.

Kinsky et Hanke s'adressent surtout aux fonctionnaires, aux employés, et il est naturel qu'ils écrivent en allemand. Tham[1], dans sa « Défense de la Langue Bohême contre ses méchants détracteurs, et aussi pour les indifférents et les tièdes » (1783), veut ramener à la patrie les fils indignes qui l'abandonnent, et il écrit en tchèque. Sa dissertation, moins solide et moins adroite que celle de Hanke, est plus animée et elle eût épouvanté Marie-Thérèse : — « Rougissez de honte, écrivait-il, vous, descendants d'illustres aïeux, qui avez si complètement oublié vos ancêtres... Rougissez, vous qui avez dédaigné de défendre la langue de vos pères, et qui désirez peut-être la voir disparaître. Mon Dieu! Quel lamentable changement! Cet idiome que nous avons bégayé avant tout autre, que nos ancêtres ont gardé avec amour, que leurs bras victorieux ont défendu contre l'étranger, maintenant dédaigné, méprisé, on veut l'arra-

1. Charles-Ignace Tham, 1763-1816, patriote très actif, a publié des travaux assez nombreux (grammaires et dictionnaires), de médiocre valeur scientifique, mais qui ne furent pas alors sans utilité.



cher de nos cœurs... C'est vous que j'accuse, gentilshommes et seigneurs dégénérés : l'amour de la patrie devrait enflammer vos âmes, il s'est éteint en vous; vous aviez le devoir d'être le guide de vos concitoyens et le soutien de la gloire de votre pays, vous l'avez livré et trahi; ...vous n'avez de pensée que pour vos caprices et vos plaisirs; l'insolence, l'orgueil, l'injustice et l'avarice ont envahi et perdu vos âmes... Vos descendants rougiront de votre souvenir : périssent à jamais vos noms qui ne laisseront que honte et tristesse! »

Kinsky, Hanke et Tham sont à cette époque les plus connus des apologistes de la langue bohême, non les seuls, et autour d'eux des groupes actifs d'écrivains patriotes, de fonctionnaires libéraux, de prêtres éclairés, s'efforcent d'attirer l'attention du souverain sur ses véritables intérêts, qui lui ordonnent de ménager les sympathies slaves. Ils ont déjà des partisans assez nombreux parmi le peuple et même dans la petite bourgeoisie : les tracasseries du gouvernement, le poids des impôts, les envahissements d'une bureaucratie hautaine réveillent le souvenir des siècles où la Bohême formait un état indépendant, et le culte de la langue nationale se rattache à ces vagues regrets. Les fêtes magnifiques qui accompagnèrent le retour à Prague de la couronne de Saint-Venceslas, prirent ainsi un caractère nettement tchèque. Quand les commissaires qui l'escortent arrivent à Tchaslav, ils sont reçus en grande pompe aux portes de la ville par le clergé, le conseil municipal, l'élite de la bourgeoisie, les enfants des écoles, une bande de musiciens magnifiquement vêtus, qu'a envoyés le prince Auersperg; ils entrent dans la ville au son des cloches et au bruit des canons, acclamés par deux mille habitants, harangués en tchèque par le bourgmestre. Le peuple, dès qu'il n'est plus uniquement absorbé par sa détresse matérielle, sent l'humiliation de la condition subordonnée où on veut le réduire. Les premières brises du vent qui souffle de l'Occident, commencent à ranimer dans son âme le goût de la vie et le besoin de la liberté, qui ne peut être



pour lui que le droit de se développer suivant sa nature et ses traditions. De même que les doctrines nouvelles se retournent en Allemagne contre la France, elles se retournent en Bohême contre l'Allemagne. Ingratitude fatale et légitime! Il m'est difficile de comprendre à quel titre les historiens germaniques condamnent au-delà des Monts-Métalliques la réaction qu'ils admirent en deçà de ces mêmes montagnes.

Les seigneurs, avec moins de naïveté que les premiers apologistes, avaient été amenés à chercher dans le passé une garantie contre le centralisme niveleur. Sternberg raconte que, sans s'être donné le mot, ils commencèrent à parler tchèque dans les antichambres du palais royal [1]. Pauvre langue sans doute! Premier signe de rapprochement pourtant entre les représentants officiels des libertés publiques et la masse de la nation. — Lors du couronnement, les nobles, avec une certaine affectation, réclamèrent pour le tchèque au moins une apparence de suprématie. Ce qui montre que le mouvement slave avait déjà une certaine consistance, c'est que Léopold, très attentif aux moindres symptômes de l'opinion et dont toutes les démarches étaient calculées, alla avec sa cour assister à une représentation d'un petit théâtre tchèque qui vivotait tant bien que mal : il demeura avec l'Impératrice jusqu'à la fin et marqua sa satisfaction en envoyant 200 florins aux acteurs. Cela prouve, disait un journal tchèque, qu'il a un goût particulier pour notre langue maternelle. — Cela prouvait tout au moins qu'il n'était pas fâché qu'on l'imprimât [2].

Les États avaient intercalé dans leurs demandes politiques plusieurs articles relatifs à la langue slave. Leur zèle

1. Palatsky, Leben d. G. K. v. Sternberg, p. 38.

2. Léopold avait eu des leçons de tchèque dans son enfance et il avait fait venir un professeur pour ses enfants en Toscane. Malgré Svatek (Osviéta, 1886), j'ai des doutes sur l'étendue de ses connaissances. Il prête le serment du sacre en latin. Il est vrai qu'à son arrivée à Prague, il avait été salué en latin, en allemand et en tchèque, et qu'il avait répondu à chacun des orateurs dans sa propre langue.



était un peu neuf, et leurs réclamations sonnent assez souvent comme un pastiche des pétitions hongroises. — Après le dîner, écrivait l'historien Peltzel à Dobrovsky en 1787, le baron Kressl est venu à moi et m'a parlé en tchèque, ce qui m'a paru tout à fait étrange. — Le patriotisme subit de cette aristocratie de cour inspire plus de surprise que de confiance : même les meilleurs de ces néophytes ne comprennent pas bien les passions qu'il affirment ou croient partager. Ce sont des étrangers que leur bonne volonté ne protège pas toujours contre des maladresses singulières : ils jugent les choses du dehors, portent souvent leur effort sur des points secondaires; surtout ils se rebutent vite et se résignent aisément à des échecs qui ne les atteignent pas directement.

Quand, en 1790, la Diète proposa que l'on augmentât le nombre des gymnases qui avait été réduit à treize, et que le tchèque fût introduit dans quelques-uns d'entre eux comme langue de l'enseignement, en particulier à Prague, elle se heurta à une opposition très vive des autorités centrales. Les objections qu'on lui fit sont amusantes, parce qu'elles n'ont pas cessé depuis de former le fonds de la polémique allemande en Autriche : — Personne ne menace le tchèque, mais peut-on en faire la base de l'éducation dans les lycées, sans nuire à l'uniformité des études, sans léser les classes les plus influentes et les plus riches qui parlent exclusivement ou du moins de préférence l'allemand, sans menacer l'unité de la monarchie; et ne serait-ce pas « violer les lois sociales que de refuser au peuple tchèque le bienfait de la connaissance de l'allemand? Sans doute, la connaissance du tchèque présente d'incontestables avantages, et il est naturel qu'on se préoccupe de la répandre, à condition que ce ne soit pas au détriment de l'allemand ». — Comment, demandait plus tard ironiquement Havlitchek, ces misérables Tchèques ne sont pas satisfaits! Qui donc leur défend de parler tchèque à leurs femmes et à leurs enfants? — Pourvu que l'allemand demeurât la langue de l'école, de l'administration, de la

justice, de l'église et de la bonne société, les germanisateurs ne demandaient pas mieux que de proclamer l'égalité des deux dialectes du pays.

Heureusement le Gubernium insista sur la nécessité d'offrir aux Allemands l'occasion d'étudier le tchèque, il suffirait pour cela de créer une chaire de langue tchèque à Prague, et, « comme nous avons déjà un si grand nombre de professeurs de langues étrangères, un professeur de bohême mérite d'autant plus d'être pris en considération »[1]. — A quoi bon, vraiment? répondit la commission aulique des études; une telle création était naturelle à Vienne, parce qu'il n'y a pas moyen d'y apprendre le tchèque autrement. A Prague, elle serait complètement inutile.

Léopold avait l'esprit plus large. Les Bohêmes, justement parce que leurs ressources personnelles étaient faibles, cherchaient un réconfort dans la pensée de la solidarité slave. Ils connaissaient assez mal la Russie; ils savaient du moins qu'il s'était développé là un immense Empire dont l'ambition épouvantait l'ancienne Europe et dont il semblait que l'ombre suffît à les protéger; ils suivaient avec une sympathie attentive les progrès des Slaves du Sud, Croates et Serbes, dont la cause était semblable à la leur. Dobrovsky prononça en présence de Léopold dans une séance solennelle de la Société des sciences de Prague un discours célèbre, où il traça les grandes lignes du programme d'alliance slave qui devait être développé par Kollar, Chafarjik et Palatsky. — Tous les habitants de la monarchie, disait l'illustre slaviste, éprouvent de sérieuses sympathies pour le peuple serbe, qui, dans sa récente assemblée, a témoigné de son profond dévouement pour la dynastie des Habsbourgs. Nous autres Tchèques, nous avons des raisons particulières pour nous associer à ces sympathies. Nous sommes une tribu du grand peuple slave, dont les possessions s'étendent au loin, et nous re-

1. Toman, p. 266.



gardons comme un titre particulier de gloire d'avoir, unis aux autres peuples slaves, défendu l'Autriche contre les entreprises ennemies [1].

Il est probable que ces paroles n'offraient qu'un sens un peu flottant à la plupart des auditeurs; le vague même de ces espérances leur prêtait une attraction nouvelle et Léopold était assez intelligent pour deviner qu'il y avait là une force mal définie qu'il convenait de ne pas s'aliéner. Très adroitement, il s'était appuyé sur les Serbes pour contenir les Magyars : il était de ceux qui tirent parti de tout, même des préjugés. Il ne toucha pas au régime scolaire, mais il rendit quelque liberté aux professeurs et il fonda une chaire de langue et littérature bohêmes à l'Université de Prague (28 octobre 1791) [2].

Le premier professeur, Peltzel, commençait son cours sans folles illusions : — Encore au XIVe siècle, disait-il, on était obligé à Leipzig de parler le wende pour se faire comprendre des paysans au marché; il en est de même aujourd'hui à Prague pour le tchèque. Si l'on doit dire dans quelques siècles : jadis on parlait slave en Bohême, les habitants, alors complètement germanisés, apprendront sans doute avec intérêt l'histoire de ce changement. Il est vraisemblable qu'un jour, au point de vue de la langue, la Bohême se trouvera dans la même condition que la Misnie, le Brandebourg et la Silésie, où l'on ne parle que l'allemand et où les noms des montagnes, des rivières et des villes, rappellent seuls l'ancienne langue des habitants.

1. Sur ce discours, v. Brandl, Vie de Dobrovsky, p. 77.

2. Les faits me paraissent infirmer complètement l'opinion de Murko que les « premières fondations de chaires de langue tchèque ne furent déterminées que par des considérations pratiques » (Deutsche Einflüsse auf die Anfænge der bœhm. Romantik). Murko a rendu un service capital en établissant par le menu l'intensité des influences allemandes sur la renaissance slave, mais il a dépassé le but. Il néglige complètement l'influence française, très puissante chez quelques-uns des précurseurs, Dobrovsky et Ioungmann par exemple; surtout, il attribue à l'action du romantisme germanique l'exaltation du patriotisme tchèque qui est bien antérieure. La création de la chaire de slave à Prague a certainement un tout autre sens que la nomination de professeurs de tchèque à Vienne.



.·.

La plupart des hommes qui avaient pris en main la cause des Tchèques, étaient, comme Peltzel, convaincus qu'ils couraient à une défaite inévitable. Penchés au chevet de ce blessé qui, depuis un siècle et demi, agonisait sur un lit de torture, ils cherchaient avec angoisse les battements irréguliers du cœur : n'était-ce pas les derniers frissons, avant-coureurs de la mort ! — Ils s'aperçurent assez vite que le malade, profondément anémié, ne demandait qu'à vivre. Il est extrêmement difficile de déterminer avec quelque précision la profondeur et l'intensité réelle du patriotisme tchèque à la fin du XVIIIe siècle. Suivant l'humeur du moment, les patriotes passent de l'abattement à l'enthousiasme, maudissent l'apathie de leurs contemporains ou exaltent leur dévouement. Nous savons que l'éditeur de l'Apologie de Tham fit mettre l'ouvrage au pilon, parce qu'il ne trouvait pas d'acheteurs, mais nous avons la preuve à côté de cela que les Tchèques comptaient dans les diverses classes de la société des sympathies très actives. La Renaissance slave fut en un certain sens un miracle, parce qu'elle rompit brusquement l'évolution commencée depuis le XVIe siècle et qu'elle s'accomplit au milieu des conditions les plus difficiles ; mais, comme tous les phénomènes historiques, ce fut un miracle explicable. La part de merveilleux, c'est que les conditions extérieures qui éveillèrent le sentiment national, aient agi justement à l'extrême limite du temps où elles pouvaient encore avoir quelque influence.

Pour le moment, si les classes supérieures étaient si gangrenées par les infiltrations étrangères qu'on ne les ramena qu'après un lent et pénible effort, les paysans avaient beaucoup mieux conservé les souvenirs antiques : on n'avait pas cessé de lire dans les villages les chroniques de Hajek, qui

avait été protégé par son catholicisme contre les recherches des missionnaires et que mentionnent si souvent les actes d'inventaires; les autodidactes, les *pismakes*, copiaient les vieux récits et les racontaient aux veillées; on se répétait les légendes de Liboucha et de Przémysl ou les exploits de ces furieux Taborites qui avaient promené jusqu'à la Baltique et à la Souabe l'hérésie victorieuse. Sur chaque colline se dressait une ruine, et le vent qui ébranlait les murailles croulantes, racontait la gloire ou les souffrances des aïeux; l'imagination populaire vivait dans le passé. Les régiments qui marchaient contre les républicains français, chantaient les exploits de Zizka et de Procope : « Rappelons-nous Chloumets, Ousti, Domazlitse; la Pologne et la Hongrie encore plus ont vu les victoires tchèques... N'oublions pas ces héros que furent les Taborites : Zizka l'aveugle les conduisait. » — Plus les écrivains se rapprochaient des couches profondes de la nation, et plus ils se dégageaient des lâches désespoirs : Téchliak, qui n'avait aucun talent, mais qui avait la foi, écrivait à Ribaj, l'un des précurseurs, qui, attristé, parlait d'abandonner le combat : « Tu t'affliges du petit nombre des amis de notre langue, et tu veux en diminuer le nombre... Il ne faut pas perdre ainsi courage, mais redoubler d'efforts, répandre les livres, réunir tous ceux qui communient dans un même désir. » Ce souffle de confiance et de foi qui vient d'en bas, relève les cœurs, soutient les défaillances, et inspire aux plus sceptiques au moins la résolution de combattre jusqu'au bout, quelle que doive être l'issue de la lutte. Peltzel se décide à publier en tchèque sa chronique historique et prouve ainsi qu'il n'est plus aussi sûr de la mort prochaine de son peuple [1].

1. De Joséphiniste et de pessimiste, dit Vltchek dans son admirable histoire de la littérature tchèque, il se transforme en patriote et en optimiste (p. 170). — En revanche, je ne saurais admettre, avec Vltchek, qu'on suit dans Peltzel d'une façon instructive, la retraite du rationalisme du XVIII[e] siècle devant le nationalisme grandissant du XIX[e] siècle. — Le nationalisme tchèque, au moins au début, n'est pas une réaction contre les doctrines françaises, il en est la conséquence; Dobrovsky, Ioungmann et Havlit-



La fondation de la chaire de littérature slave nous apparaît donc comme une très grande date dans l'histoire de la Bohême : c'est l'heure où se forme le parti patriote tchèque. Il va grandir sourdement pendant la crise révolutionnaire.

Léopold, justement parce qu'il avait l'esprit très subtil, s'était complètement mépris sur le caractère de la Révolution française ; il crut pouvoir employer avec elle les formules diplomatiques ordinaires, il ne se doutait pas qu'une déclaration comme celle de Pilnitz rendait une rupture à peu près inévitable. Il n'est pas défendu de supposer que, s'il eût vécu, il eût cherché à limiter une guerre qu'il n'avait pas désirée. Son successeur, François (1er mars 1792), y mit plus de passion, et, grâce à lui, l'Autriche devint ce qu'elle devait rester jusqu'en 1866, le foyer de la Contre-Révolution. Toute réforme s'arrêta ; à une période de bouleversements succéda une période d'inertie et de routine ; la monarchie demeura figée dans la forme que lui avait donnée Léopold II. Les Habsbourgs, sans renoncer à miner lentement la constitution hongroise, ne pensaient plus pour le moment à la supprimer; sur leurs autres domaines, ils étouffaient peu à peu par une savante pression les dernières convulsions de l'autonomie locale, servis par la connivence de l'aristocratie qui redoutait pour ses privilèges le développement des idées françaises, et par la complicité de l'Église, qui achetait par sa platitude devant le pouvoir l'autorité qu'il lui abandonnait sur les âmes. Ce fut l'épanouissement de l'absolutisme, non pas féroce, patriarcal au contraire et douceâtre, étouffant et niais.

Tout comme au XVIIe siècle, les rois de Bohême redoutaient le contact avec l'Allemagne, et, en même temps qu'ils poursuivaient la restauration de leur puissance dans l'Empire, ils fermèrent leurs frontières aux influences étrangères.

chek sont des disciples de Voltaire et ils ne se séparent de Joseph II que lorsque celui-ci se sépare lui-même de la philosophie du XVIIIe siècle.



Non pas qu'ils eussent cessé de poursuivre la germanisation de leurs peuples, mais ils voulaient en quelque sorte les germaniser seuls, sans le secours d'alliés qui leur étaient suspects. Cette politique incohérente et absurde n'arrêta pas l'action de la pensée allemande, mais elle la dévoya, de sorte qu'elle se traduisit par une exaltation toujours plus marquée du patriotisme local. Les ministres autrichiens étaient les gens les moins capables du monde de comprendre la valeur des forces morales et la puissance des idées. Les diètes étaient dociles, l'administration partout obéie; ils n'attachèrent aucune importance à la propagande de petits cénacles littéraires, composés de littérateurs très paisibles. Grâce à cette indifférence, la Bohême rassembla peu à peu ses enfants dispersés; le bataillon sacré des patriotes de la première heure s'accrût de nouveaux volontaires, et la Révolution de 1848 montra quelle influence peuvent exercer au milieu de majorités anémiées quelques milliers d'hommes convaincus et résolus.

Dès ce moment, la cause était gagnée : du jour, en effet, où le parti tchèque eut déployé son drapeau, il rallia l'immense majorité du peuple qu'avait tenue éloignée jusqu'alors un pessimisme morose, et, lorsqu'il fut avéré que cinq ou six millions d'hommes refusaient d'abdiquer leurs droits, il fallut bien chercher les moyens de les satisfaire. Malgré bien des déboires et des tristesses, le XIXe siècle est ainsi pour la Bohême un siècle de revanche et de joie, et il est marqué par une ascension continue du peuple vers la liberté morale et politique. De 1618 à 1790, elle avait connu toutes les affres de l'agonie ; clouée sur la croix par des fanatiques sans intelligence et sans cœur, saignée aux quatre membres par des maîtres qui n'entendaient pas ses sanglots, condamnée au désespoir par des lois implacables qui réduisaient à un véritable esclavage l'immense majorité du peuple et supprimaient jusqu'à l'ombre de la pensée, humiliée, menacée dans ses intérêts et dans sa langue, elle avait malgré tout conservé la volonté de vivre.

Quand le clairon d'un siècle nouveau sonna le réveil des nations, elle trouva assez de force pour se dresser hors de son tombeau et pour répondre au signal.

FIN DU TOME PREMIER



TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER. — LE TRIOMPHE DE L'ÉGLISE

CHAPITRE PREMIER

LA PERSÉCUTION.

CHAPITRE II

LA CONSTITUTION DE 1627.



Pages.

CHAPITRE III

Un projet de royaume tchèque.

CHAPITRE IV

La fin de la guerre de Trente-ans.

LIVRE II. — L'ABSOLUTISME CATHOLIQUE

CHAPITRE PREMIER

Le triomphe de la compagnie de Jésus.





LIVRE III. — LE DESPOTISME ÉCLAIRÉ

CHAPITRE PREMIER

Les guerres de Silésie.

CHAPITRE II

Centralisme et Bureaucratie.



CHAPITRE III

JOSEPH II.

CHAPITRE IV

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT.

CHAPITRE V

LA GERMANISATION. LÉOPOLD II.



IMPRIMERIE DES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

G.-K. LOUKOMSKI

Ancien Conservateur des Palais-Musées de Tsarskoïé-Sélo
du Musée des Beaux-Arts de Kiev

L'ARCHITECTURE RELIGIEUSE RUSSE

DU XIe AU XVIIe SIÈCLE

Les ouvrages les plus importants consacrés à l'histoire de l'art et les meilleurs dictionnaires nous apprennent que l'art russe n'est qu'un art byzantin barbare et que l'architecture russe est le résultat de la fusion de certains éléments des styles byzantins et asiatiques. Telle fut l'opinion des meilleurs historiens de l'art et architectes français, comme Viollet-le-Duc.

Ce qui était ignoré jusqu'à nos jours, ou bien ce que seules un nombre restreint de personnes savaient, c'est que la Russie a le droit de s'enorgueillir d'une architecture importante, que le génie russe s'est manifesté dans le domaine de cet art avec la même force que dans le domaine de sa littérature, dont nul, à présent, ne méconnaît la valeur.

L'ouvrage que nous annonçons est un recueil très complet de documents les plus précieux sur l'architecture religieuse russe ancienne.

Un volume in-4° jésus (28 × 36 cm.), 116 pages de texte et 144 planches hors texte en phototypie........................ 300 fr.

Du même auteur :

LA VIE ET LES MŒURS EN RUSSIE

DE PIERRE LE GRAND A LÉNINE

Un volume in-4° (26 × 33 cm.), VIII-45 pages, 107 planches hors texte en phototypie.............................. 200 fr.

Louis LÉGER

ÉTUDES SLAVES

Voyages et littérature

Un volume in-18......... **20 fr.**

NOUVELLES ÉTUDES SLAVES

Histoire et littérature

Un volume in-18......... **16 fr.**

NOUVELLES ÉTUDES SLAVES

Deuxième série

Un volume in-18......... **16 fr.**

CHRONIQUE dite DE NESTOR

Traduite sur le texte slavon-russe avec introduction et commentaire critique.

Un volume in-8 *(épuisé)* **250 fr.**

LA MYTHOLOGIE SLAVE

Un vol. in-8o, fig........ **30 fr.**

NALIVKINE

HISTOIRE DU KHANAT DE KHOKAND

Traduit du russe par A. Dozon

Un volume in-8o, carte..........................*(épuisé)* **120 fr.**

SMIRNOW

LES POPULATIONS FINNOISES DES BASSINS DE LA VOLGA ET DE LA KAMA, LES TCHÉRÉMISSES, LES MORDVÈS

Traduit du russe par Paul Boyer

Un volume in-8o ....*(épuisé)* **200 fr.**

TOLSTOÏ (Le Comte)

LA MORT D'IVAN LE TERRIBLE

Drame traduit du russe par Courrière, mis en vers par Demény et Yzambard

Un volume in-18o.. **10 fr.**

BIBLIOTHÈQUE DU *MONDE SLAVE*

LA POLITIQUE RUSSE D'AVANT-GUERRE ET LA FIN DE L'EMPIRE DES TSARS (1904-1917)

Mémoires du Baron M. de Taube

Un volume 14 × 23 cm. in-8o, 409 pages .... **40 fr.**

Édouard BENÈS

Ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque

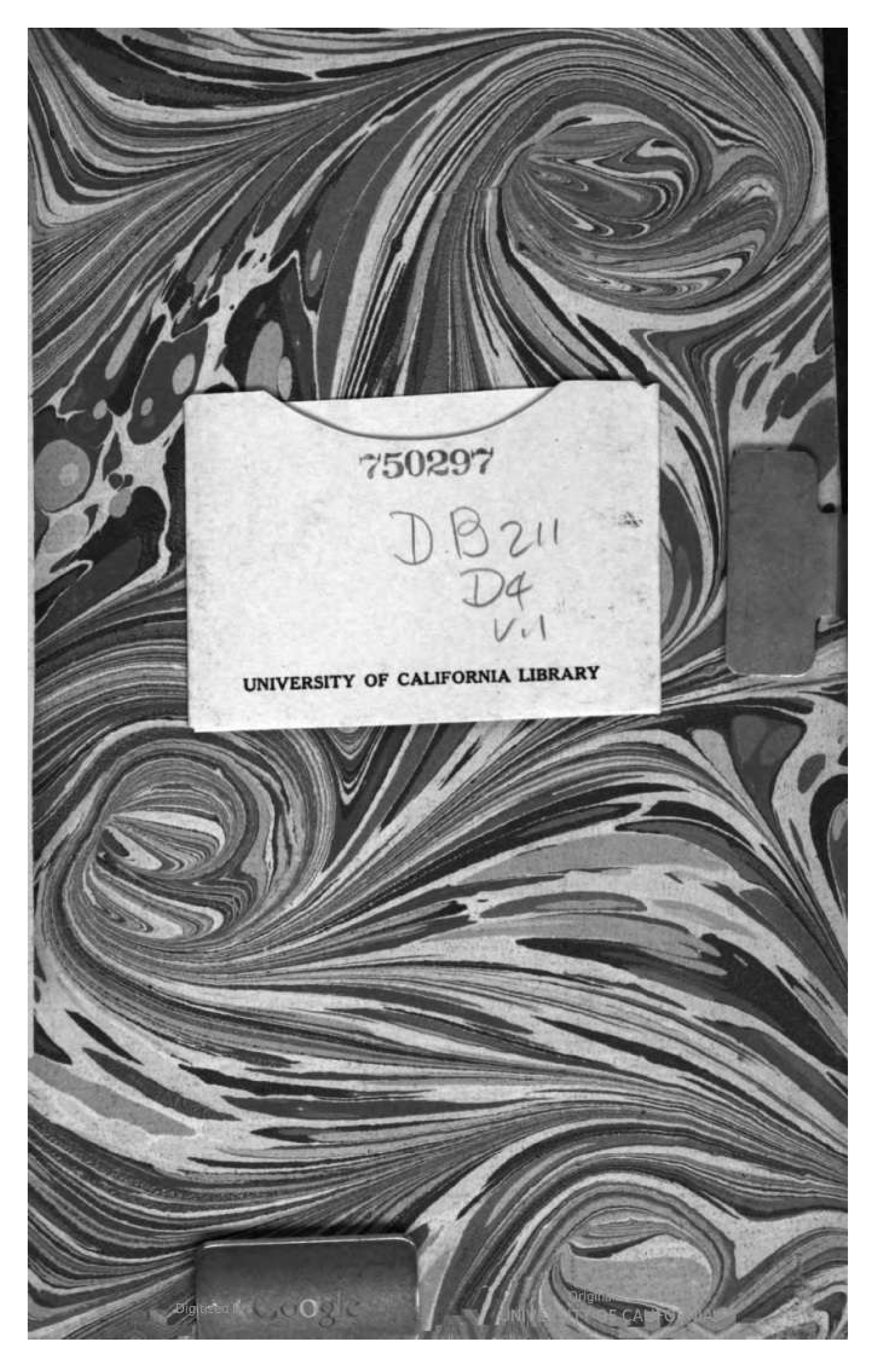
SOUVENIRS DE GUERRE ET DE RÉVOLUTION (1914-1918)

Deux volumes, in-8o, chaque.................................. **60 fr.**





LIBRARY USE
RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED
LOAN DEPT.
THIS BOOK IS DUE BEFORE CLOSING TIME
ON LAST DATE STAMPED BELOW
LIBRARY USE
NOV 11 1969
REC'D LD NOV 11'69-3PM
LD 62A-30m-2,'69
(J6534s10)9412A—A-32
General Library
University of California
Berkeley
LIBRARY
rowed.
amped below.
5 Aug'64OG
LD 21-100m-9,'48(B399s16)476


750297
DB211
D4
v.1
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

